

# LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

NUMERO SPECIAL



## Pierre Lambert (1920-2008), militant ouvrier, combattant de la IV<sup>e</sup> Internationale



N° 60-61 nouvelle série (n° 666-667) - mars 2008 - Prix : 10 euros

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky

# LA VÉRITÉ

REVUE THEORIQUE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Ce numéro spécial est consacré à notre camarade Pierre Lambert, disparu le 16 janvier 2008.

La rédaction de *La Vérité* a fait le choix de publier une sélection de textes de Pierre Lambert, regroupés dans 19 thèmes, rassemblés sous une présentation rédigée par différents camarades.

Il ne s'agit pas d'un ensemble exhaustif, prétendant exprimer la totalité de l'élaboration et de l'action politiques de Pierre Lambert, mais d'une sélection, avec la part inévitable de choix que cela implique.

Les militants de IV<sup>e</sup> Internationale et les militants ouvriers du monde entier qui lisent notre revue en prendront connaissance comme une contribution à l'hommage politique rendu à notre camarade Pierre Lambert.

Cet hommage fera l'objet d'autres publications, sur d'autres sujets qui n'ont pu être abordés ici.

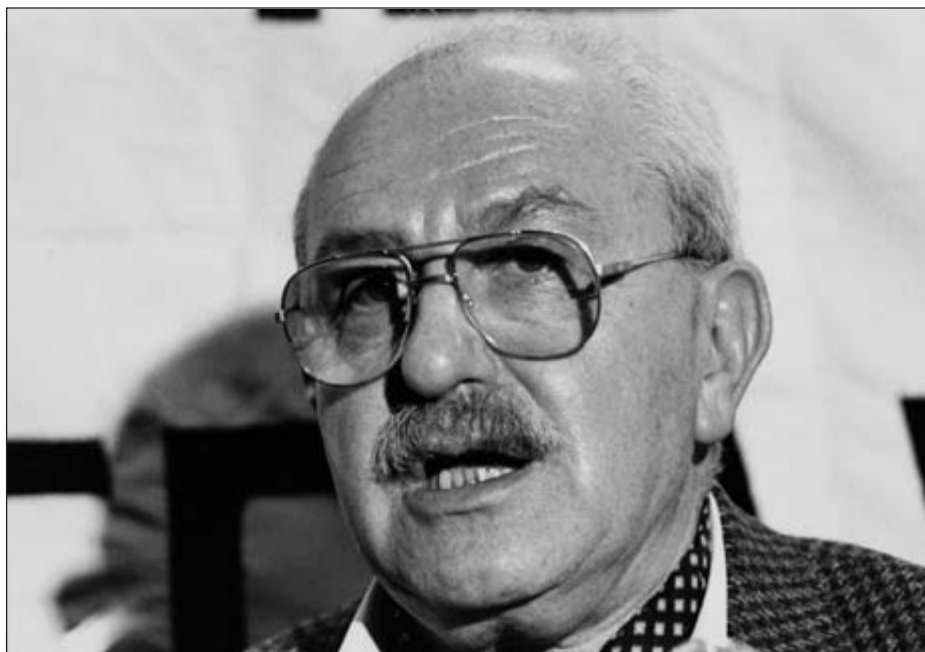
La rédaction de *La Vérité*

## SOMMAIRE

- **Défense du marxisme :  
la question des forces productives  
et de l'impérialisme** ..... p. 5  
Présentation, par *Daniel Gluckstein* ..... p. 7  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 10
  
- **Démocratie politique,  
démocratie ouvrière** ..... p. 31  
Présentation, par *François de Massot* ..... p. 33  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 35
  
- **Le combat pour la construction  
et la défense  
des organisations syndicales** .... p. 49  
Présentation, par *Olivier Doriane* ..... p. 51  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 52
  
- **Le combat pour la reconstruction  
de la IV<sup>e</sup> Internationale.** ..... p. 67  
Présentation, par *Daniel Gluckstein* ..... p. 69  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 71

- **Contre la caste bureaucratique parasitaire, défense de l'URSS et des conquêtes d'Octobre** ..... p. 89  
Présentation, *par Dominique Ferré* ..... p. 91  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 97
  
- **Le combat pour la construction du parti (et la stratégie de la transition)** .. p. 103  
Présentation, *par Lucien Gauthier* ..... p. 105  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 111
  
- **La révolution algérienne** ..... p. 123  
Présentation, *par Lucien Gauthier* ..... p. 125  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 127
  
- **La révolution espagnole** ..... p. 137  
Présentation, *par Andreu Camps* ..... p. 139  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 140
  
- **La lutte pour le rétablissement de la classe ouvrière allemande à sa place dans le combat révolutionnaire** ..... p. 145  
Présentation, *par Marc Gauquelin* ..... p. 147  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 153
  
- **La révolution palestinienne** ..... p. 157  
Présentation, *par Lucien Gauthier* ..... p. 159  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 162
  
- **La révolution portugaise** ..... p. 175  
Présentation, *par Christel Keiser* ..... p. 177  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 179
  
- **La marche à la révolution politique en Pologne** ..... p. 187  
Présentation, *par Jean-Jacques Marie* ..... p. 189  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 191
  
- **La révolution chinoise** ..... p. 201  
Présentation, *par François de Massot* ..... p. 203  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 205
  
- **La place de la classe ouvrière américaine et le combat pour le Labor Party aux Etats-Unis** ..... p. 223  
Présentation, *par Alan Benjamin* ..... p. 225  
Textes de Pierre Lambert ..... p. 232

- **Internationalisme prolétarien  
et reconstruction  
du syndicalisme indépendant  
dans la clandestinité (1940-1945)** . p. 235  
Présentation, par *Jean-Jacques Marie* . . . . p. 237  
Textes de Pierre Lambert . . . . . p. 239
  
- **Le combat pour le journal :**  
*Informations ouvrières* . . . . . p. 245  
Présentation, par *François Péricard* . . . . . p. 247  
Textes de Pierre Lambert . . . . . p. 249
  
- **Le front unique anti-impérialiste  
et la question nationale** . . . . . p. 257  
Présentation, par *Markus Sokol* . . . . . p. 259  
Textes de Pierre Lambert . . . . . p. 2630,
  
- **La question de la jeunesse** . . . . . p. 267  
Présentation, par *Gérard Bauvert* . . . . . p. 269  
Textes de Pierre Lambert . . . . . p. 273
  
- **La Sécurité sociale,  
conquête révolutionnaire  
du prolétariat français** . . . . . p. 277  
Présentation, par *Nicole Bernard* . . . . . p. 279  
Textes de Pierre Lambert . . . . . p. 281



# Pierre Lambert (1920-2008)

- **9 juin 1920** : naissance de Pierre Bousset (qui prendra le pseudonyme de Pierre Lambert pendant l'Occupation).
- **1934** : adhésion aux Jeunesses communistes, dont Pierre Lambert est exclu pour avoir posé des questions sur le pacte Laval-Staline, à la suite duquel le Parti communiste rompt avec sa tradition antimilitariste. Il rejoint alors les trotskystes qui militent dans les Jeunesses socialistes de la Seine.
- **1936** : après l'exclusion de ces derniers de la SFIO, il participe à la fondation des Jeunesses socialistes révolutionnaires.
- **1937** : il adhère à la CGT et rejoint le Parti communiste internationaliste (organisation trotskyste).
- **1939** : après la dissolution des deux organisations trotskystes par le gouvernement, il milite dans la clandestinité dans les rangs du Comité international pour la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale.
- **1940** : il est arrêté et condamné à treize mois de prison pour atteinte à la sûreté de l'Etat, il s'évade pendant son transfert.
- **1940-1944** : il participe à la reconstruction des syndicats dans le cadre de la CGT clandestine.
- **1944** : il participe à la fusion des deux groupes trotskystes, qui débouche sur la proclamation du Parti communiste internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont il est membre du comité central.
- **1945** : responsable de la commission ouvrière du PCI.
- **1950** : il organise une délégation de syndicalistes en Yougoslavie pour établir la vérité sur la Yougoslavie de Tito, alors qualifiée de fasciste par Staline ; pour cette raison, il est exclu de la CGT.
- **1952** : il anime la majorité du PCI qui refuse la politique de Michel Pablo, secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale. La section française est exclue en décembre pour avoir refusé le diktat de Pablo, qui lui enjoignait d'entrer dans le PCF et de se soumettre à la discipline de la bureaucratie stalinienne, supposée construire "le socialisme à sa manière".
- **1953** : Pierre Lambert préside à la constitution du Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.
- **1956** : il participe à la fondation du Comité de liaison pour l'action et la démocratie ouvrière (CLADO), regroupement de militants ouvriers, démocrates et laïques.
- **1958** : il publie le n° 1 d'*Informations ouvrières*, "tribune libre de la lutte des classes".
- **1961** : il adhère à la CGT-Force ouvrière et sera plusieurs années durant l'un des responsables de la chambre syndicale CGT-FO de la Sécurité sociale de la région parisienne. A ce titre, il joue un rôle important dans le mouvement syndical au plan national.
- **1965** : à partir du renforcement de l'organisation en France, il met au centre de son élaboration le combat pour "passer du groupe à l'organisation", puis au parti, ce qui débouche sur la proclamation de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) en 1965, puis en 1981 sur la proclamation du Parti communiste internationaliste (PCI).
- **1980** : il prend sa retraite de la Sécurité sociale.
- **1983-1984** : il impulse la discussion sur la "transition" vers la construction du parti et de l'Internationale, qui aboutit en France, en 1985, à la constitution du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) et au plan international à des conférences mondiales ouvertes.
- **1991** : le résultat de cette discussion, c'est la fondation du Parti des travailleurs et de l'Entente internationale des travailleurs.
- **1993** : dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale, il propose sa proclamation.
- **1999, 2002 et 2006** : il participe aux Quatrième, Cinquième et Sixième Congrès mondiaux de la IV<sup>e</sup> Internationale.
- **16 janvier 2008** : mort de Pierre Lambert.

**Défense du marxisme :  
la question  
des forces productives  
et de l'impérialisme**



La Bourse de New York (NYSE).



# Présentation

Les deux textes qu'on va lire ont été rédigés par Pierre Lambert à cinq années d'intervalle.

En 1971, la déclaration du bureau politique de l'OCI (1) ne se contente pas de caractériser un moment de la crise de décomposition du régime capitaliste, fondé sur la propriété privée des moyens de production. A cette occasion, la déclaration revient sur tout l'historique de cette crise de décomposition depuis la formulation par Trotsky en 1938, dans le *Programme de transition* — “*les forces productives de l'humanité ont cessé de croître*” — en passant par la Seconde Guerre mondiale, la reconstruction d'après-guerre, le développement de l'économie d'armement. L'insistance mise par l'auteur à montrer comment, à chaque étape, l'impérialisme cherche à dégager des moyens d'entraînement parasitaires de l'économie capitaliste répond à un double besoin : armer les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, au plan théorique et politique, mais aussi répondre aux positions révisionnistes développées à partir du début des années 1960 par certains économistes staliniens et par les responsables du Secrétariat unifié, en particulier son principal dirigeant de l'époque, Ernest Mandel. A partir du début des années 1960, en effet, celui-ci avait théorisé un prétendu nouvel essor des forces productives, révisant de bout en bout, non seulement les positions de Trotsky, mais aussi celles de Lénine sur l'impérialisme, et au bout du compte celles de Marx lui-même. Ce dernier avait analysé le premier la contradiction absolue entre la tendance du système capitaliste au développement illimité des capacités de production et le caractère nécessairement limité des capacités d'absorption des marchandises, d'où il déduisait le caractère destructeur pour le capitalisme lui-même de cette contradiction. Or, au début des années 1960, Ernest Mandel s'était engagé sur la voie qui devait l'amener à écrire quelques années plus tard :

*“En valeur absolue, les forces productives ont augmenté plus vite à l'époque*

*du troisième âge du capitalisme qu'auparavant (...). Nous pouvons mieux saisir le concept de troisième âge du capitalisme comme une nouvelle phase de l'impérialisme et de l'époque du capitalisme de monopole (...) (qui ne s'exprime pas par le fait que les forces productives cessent de croître)”* (2).

C'est à cette révision patente du marxisme que la déclaration de l'OCI répond. Elle montre au contraire en quoi la décision de Nixon de déconnecter définitivement la monnaie américaine (et donc le système monétaire mondial) de son référent en or n'est que l'expression d'une nouvelle étape dans la crise mortelle du régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. En même temps que cette déclaration met en évidence le rôle grandissant de l'impérialisme américain cherchant à écraser les impérialismes concurrents et déclarant la guerre aux travailleurs et aux peuples du monde entier. D'où la conclusion de la déclaration : le programme d'action pour la classe ouvrière, programme de défense et de reconquête de l'ensemble des droits.

A 37 ans de distance, ce texte n'a-t-il pas conservé toute sa pertinence ? On sait aujourd'hui ce que l'un de ses proches a rapporté : décidant cette mesure de déréglementation sans précédent, Nixon s'était attiré la remarque inquiète de l'un de ses conseillers, “*What do we do next ?*”, que ferons-nous la prochaine fois ?

Dans un ouvrage rédigé bien plus tard avec l'aide et la coopération étroite de Pierre Lambert, nous avons été amenés à montrer comment, dans les décennies qui ont suivi 1971, l'impérialisme avait cherché à répondre à cette question (3). Pour

(1) Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, organisation dont l'actuel Courant communiste internationaliste (CCI), section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, courant du Parti des travailleurs, est le continuateur.

(2) Ernest Mandel, *La crise (1974-1978)*.

(3) *Lutte des classes et mondialisation*, Selio. Voir en particulier le chapitre intitulé « *Retour sur cinquante ans d'histoire mondiale : mythes et réalités des “trente glorieuses” et des vingt années qui suivirent* », in *Etudes complémentaires*.

résumer : les événements des trente-sept dernières années n'ont fait que confirmer l'analyse contenue dans la déclaration de l'OCI de 1971. De bulles spéculatives en bulles spéculatives, depuis la Net économie jusqu'à l'actuelle "crise des subprimes" qui n'en finit pas d'entraîner l'économie mondiale vers une récession majeure, le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production n'a cessé de recourir à un enflamment de moyens parasites et artificiels — au premier rang duquel l'économie d'armement occupe une place majeure, entraînant l'humanité entière dans des guerres de destruction s'élargissant sans cesse — sans que pour autant il ne soit à même de trouver une réponse à sa propre crise. C'est le système lui-même qui est miné et qui met à l'ordre du jour, comme le souligne la déclaration de 1971, le combat pour le gouvernement ouvrier et au-delà la révolution prolétarienne.

Rédigée cinq ans plus tôt, l'introduction à la brochure intitulée *Automation et révolution* revient sur les mécanismes fondamentaux du capital. Le terme *automation* n'a guère plus cours, ayant trouvé son prolongement depuis dans ce qu'on appellerait aujourd'hui, selon les points d'application qui sont les siens, *l'informatisation* ou encore la *robotisation*. On notera que, confronté à ce phénomène nouveau en 1966, le camarade Lambert n'hésite pas à écrire que "*l'introduction de l'automation crée aux marxistes l'obligation d'écrire un chapitre supplémentaire au Livre I du Capital, qui viendrait s'ajouter à ce que Marx écrivit lui-même sur la coopération, la manufacture, le machinisme et la grande industrie*". Pour Lambert, l'automation n'est rien d'autre que cette "*dernière étape dans le long processus du développement de la technique qui a été commandé par l'évolution capitaliste*". C'est pourquoi il en rappelle les étapes antérieures, inscrit l'automation dans cette continuité, pour mettre en évidence cette contradiction majeure du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, à savoir :

*"Nul n'en peut douter, le cerveau électronique, pour les tâches qui lui sont et seront confiées, est infiniment plus efficace et efficient que le cerveau humain. L'automation est la preuve éclatante que le génie de l'homme réalisant son contrôle*

*sur toutes les forces de la technique, produit de son travail, permettrait de libérer l'homme de toutes les contraintes économiques et sociales, et de réaliser ainsi son emprise sur la nature et sa propre nature sociale. L'esprit reste confondu par tout ce que peut receler l'ère de progrès ouverte avec l'introduction du travail entièrement automatisé. La libération de l'homme des servitudes de l'exploitation, les possibilités inouïes de développement culturel, le bond en avant de la civilisation apparaissent comme des réalités toutes proches. Mais les processus du travail automatisé sont actuellement sous contrôle du capital."*

Pour Lambert, ce "mais" est essentiel : entre les mains du capital, cette automation — on dirait aujourd'hui l'informatique, Internet — est condamnée à n'être que l'instrument de déqualification, de destruction de la force de travail et, au-delà, de destruction de toutes les bases acquises par la civilisation humaine. On notera à ce sujet l'insistance mise par l'auteur notamment sur la position particulière occupée par les dirigeants des appareils des organisations ouvrières au sujet de cette automation. Il met en cause ce qu'il appelle leur "*prudent silence*" et montre en quoi la "*restructuration complète des formes traditionnelles de l'économie capitaliste*" qu'appelle l'automation ne peut se mettre en œuvre "*que si les relations de travail entre le capital et le prolétariat (et la jeunesse) sont restructurées*", ce qui s'appelle la marche au corporatisme. Il n'est donc pas étonnant que cette introduction à une brochure consacrée à *Automation et révolution* se conclue dans une démonstration du rôle néfaste de la politique d'accompagnement et d'intégration à laquelle le général de Gaulle, alors président de la République, prétendait assujettir les organisations syndicales. Organisations dont les dirigeants, ayant "*lié leur sort à la rénovation de la société bourgeoise, apparaissent totalement impuissants à ouvrir une véritable perspective de lutte*", préférant "*anesthésier la classe ouvrière*" en refusant de l'informer sur les conséquences de la mise en place de l'automation au lieu de la préparer au combat.

On notera que, quelques mois après l'écriture de cette brochure, la montée en puissance de la lutte de la classe et de la

jeunesse allait déboucher sur la grève générale de 1968, portant un coup indiscutable à la marche au corporatisme, coup prolongé dans et par le référendum de 1969, par lequel le front unique des organisations ouvrières devait amener à la victoire du vote non, faisant reculer le projet du Sénat corporatiste.

La lutte de classe à laquelle les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ont puissamment contribué a ainsi permis de différer et de ralentir de plusieurs décennies la marche au corporatisme et à la destruction des organisations ouvrières. En relisant ces lignes quarante-deux ans plus tard, le lecteur sera frappé par leur extrême actualité : actualité de la compréhension des mécanismes de l'usage des techniques les plus modernes au service de la destruction des forces productives, compréhension du rapport qui existe entre politique des appareils et marche à la déqualification et à la destruction de la force de travail, du rapport entre renforcement de l'organisation de l'avant-garde sur le terrain de l'indépendance de classe et aide à la résistance de la classe.

Au-delà, ces deux textes permettent de mesurer l'apport de Pierre Lambert à la défense du marxisme sur la question essentielle du déclin des forces productives. Le capitalisme a-t-il un avenir ? Poser cette question, aujourd'hui en 2008, peut sembler étonnant au regard de la crise de décomposition dans laquelle, de manière indiscutable, est entré le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Question qui pouvait sembler saugrenue également pour les militants trotskystes qui avaient été formés dès 1938 par Léon Trotsky à la compréhension de la signification du déclin des forces productives, formés à l'école de Lénine et de son analyse de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Mais, répétons-le, c'est la nécessité de préserver le marxisme, de le défendre contre le révisionnisme des staliniens et des pablistes au début des années 1960 qui a conduit Pierre Lambert à prendre en charge cette défense. Il ne s'agissait pas simplement de défendre l'analyse du marxisme, mais d'en tirer les conclusions pratiques. Ceux qui théorisaient sur le "troisième âge" du capitalisme, sur le renouveau du système capitaliste, en

tiraient, sous une forme ou sous une autre, la conclusion que la révolution prolétarienne n'était plus à l'ordre du jour, qu'il fallait renoncer au terrain de classe, et, d'une certaine manière, accompagner tous les processus de déqualification et de dégradation qui marquaient le stade de l'impérialisme. Pour les marxistes (et donc pour Lambert), le marxisme n'était et n'est pas un dogme. Il était donc constamment nécessaire de vérifier à partir des faits si, oui ou non, le marxisme était réalité. C'est ce que Pierre Lambert fait dans ces textes de 1966 et de 1971. C'est ce que, ultérieurement, il a été amené à faire faire dans ce moment décisif de 1989-1991, c'est-à-dire au moment de la chute de l'URSS. A cette époque, dans le monde entier, les mêmes théoriciens staliniens, ex-staliniens, staliniens rénovés, pablistes, néo-pablistes ont brusquement découvert les vertus de l'économie de marché. Tous sans exception ont répété qu'il n'y avait pas d'autres horizons que cette économie de marché baptisée tantôt "économie sociale de marché", "économie mixte", "combinaison public-privé". Et, bien évidemment, de ce ralliement à l'économie de marché, ils tiraient la conclusion pratique que le combat pour la socialisation des moyens de production n'était plus à l'ordre du jour.

A cette époque, le camarade Lambert nous a dit :

*"Examinons les faits et vérifions, sur la base des faits, si l'ouverture du marché est un facteur de développement des forces productives en ex-URSS et dans le monde entier. Regardons s'il est un facteur d'accumulation primitive du capital, si l'industrie se développe. Si c'était le cas, il nous faudrait reconsidérer les bases du marxisme."*

Sur la base de cette réflexion, il nous a encouragés à écrire un texte qui s'appellera *"Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?"* (4). C'est sur la base de ce texte, et d'autres documents comparables, que la conférence de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1993 a établi l'impossibilité pour le capitalisme d'ouvrir une période d'un nouvel essor aux forces productives. C'est sur la base

(4) *La Vérité*, n° 7, 1993.

de ces faits que la conférence de reproclamation a déclaré que l'ouverture de l'URSS au marché, non seulement ne débouchera pas sur les développements du capital, mais n'engendrera que pillage de l'économie, développement sans précédent d'une économie mafieuse, entraînant la destruction pour l'immense majorité des masses de l'ex-URSS.

Ecrire cela aujourd'hui peut sembler une évidence. Mais en 1993, c'était à contre-courant de "l'opinion publique officielle" que ces conclusions furent tirées de l'analyse des faits. C'est sur cette base que, fidèle à la méthode marxiste, Pierre Lambert, dans le rapport qu'il a rédigé pour la conférence des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de 1993, écrivait :

*"Nous abordons cette discussion en refusant tout dogme. Si le programme ou certaines parties du programme avaient été contredits par les événements, nous n'hésiterions pas à remettre en cause le programme. La discussion exige que soit reconnue la liberté de rejeter toute interprétation contraire aux faits et aux événements (...). Nous ne méconnaissons pas les erreurs que nous avons pu commettre, mais nous affirmons sur la base des faits que le programme confirmé par les événements conserve sa validité comme instrument de combat pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression."*

**Daniel Gluckstein**

## Textes de Pierre Lambert

# Déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) (20 août 1971)

---

### I. CRISE DE DÉCOMPOSITION DU RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION

---

Il n'a fallu qu'un discours (1), le discours prononcé par le représentant de Wall Street qui siège à la Maison-Blanche, pour jeter à bas le monceau de

mensonges édifié pour prouver que le capitalisme, en s'autoréformant, aurait retrouvé une prétendue capacité de surmonter ses contradictions internes aggravées au stade de "l'impérialisme stade

---

(1) Le discours de Richard Nixon est consultable sur Internet à partir du lien suivant : <http://www.ena.lu/discours-richard-nixon-nouvelle-politique-economique-etats-unis-15-aout-1971-0100-02714.html>

*suprême du capitalisme*” (Lénine), stade du capitalisme pourrissant, agonisant. En un discours prononcé le 15 août, Nixon est contraint d’infliger le démenti le plus cinglant aux théoriciens du néocapitalisme, du capitalisme monopoliste d’Etat, à tous ceux qui, pour embellir consciemment ou inconsciemment — peu importe — le système de la propriété privée des moyens de production, vantaient à qui mieux mieux l’efficacité des “mesures anticycliques” prises par les magnats du capital financier, qui aurait ainsi assuré un “dépassement progressif” du capitalisme, lui permettant, au cours d’une “période de prospérité” de longue durée, de développer les forces productives.

Aujourd’hui, toutes ces “théories” gisent en miettes sur le sol, fracassées par les mesures prises par l’impérialisme américain.

Aujourd’hui, tant les mesures prises par l’impérialisme américain que celles que cherchent à prendre les impérialismes secondaires, et en particulier, pour ce qui nous concerne, l’impérialisme français, expriment la tendance inhérente du capitalisme agonisant à disloquer le marché mondial. Ces mesures expriment également la volonté de faire payer par les travailleurs dans chaque pays la survie du régime de la propriété privée des moyens de production, pour tenter de surmonter le chaos économique, financier, politique et social qu’entraîne la dislocation du marché mondial.

Telle est, sans fard, la réalité.

**— L’OCI affirme, avec Lénine et Trotsky :**

Au stade de l’impérialisme, résultat final de tout le développement du capitalisme dont on ne saurait le dissocier, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux.

Crises monétaires, inflation, déflation, dévaluation, réévaluation, contrôle des changes, embargo sur l’or, politique des revenus, contrats de progrès, toutes ces mesures et conséquences, et bien d’autres encore, traduisent toutes l’impasse du système capitaliste, dont la survie implique l’aggravation des conditions de vie et de

travail, la déqualification, le chômage, la déchéance de la jeunesse, la baisse du pouvoir d’achat, la hausse des prix, la mise en coupe réglée de l’enseignement et la ruine de la culture.

**— L’OCI affirme :**

Pour sauver la civilisation humaine et les masses laborieuses de la décadence, il n’y a pas de tâches plus urgentes que le combat uni pour abolir la propriété privée des moyens de production par la révolution prolétarienne, pour instaurer le pouvoir de la classe ouvrière se substituant aux Etats bourgeois.

**— L’OCI affirme :**

Il n’y a pas de tâches plus urgentes que de s’organiser pour construire le parti révolutionnaire et reconstruire l’Internationale, la IV<sup>e</sup> Internationale, instrument indispensable pour réaliser les aspirations des masses laborieuses et assurer leur défense contre le capital et l’Etat.

---

## II. LA MILITARISATION DE L’ÉCONOMIE CAPITALISTE CONDITIONNE LA SURVIE DE L’IMPÉRIALISME

---

Les événements vérifient la justesse de l’analyse marxiste telle que Trotsky l’a formulée dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en 1938 : les capitalistes, les agents conscients du capital, les journalistes petits-bourgeois, les faiseurs de systèmes et autres mystificateurs installés au sein et en dehors du mouvement ouvrier ont cherché depuis plus de trente années à justifier la prétendue capacité du régime capitaliste à s’autoréformer, à remettre en cause les capacités révolutionnaires du prolétariat, en accusant la classe ouvrière d’“embourgeoisement”. Les mesures prises par Nixon en terminent avec tous les chants de sirènes par lesquels, de toute part, on a cherché à émousser la conscience de classe du prolétariat.

Mais une question monte aux lèvres. Comment en est-on arrivé là ? Dans ces vingt-cinq dernières années, il est bien vrai que l’on a assisté à de gigantesques progrès techniques, que les idéologues



bourgeois et petits-bourgeois ont qualifiés de troisième révolution industrielle.

Armée de l'instrument que représente le programme marxiste du parti révolutionnaire, l'OCI répond :

— En 1945, la seconde guerre impérialiste prend fin par les plus gigantesques destructions et le plus grand holocauste jamais connu au cours de toute l'histoire de l'humanité.

— En 1945, dans tous les pays, radicalisées par les souffrances endurées au cours de la seconde guerre, les masses laborieuses sont prêtes à engager le combat révolutionnaire pour en finir avec le régime capitaliste. Mais, à Yalta et à Potsdam (2), Churchill, Staline, Roosevelt, Truman — les grands de ce monde — se mettent d'accord contre la révolution socialiste et pour reconstruire, avec les Etats bourgeois disloqués, le système du profit. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières collaborent avec leur bourgeoisie : en France, ministres PCF et socialistes siègent au gouvernement présidé par de Gaulle.

Pour calmer les travailleurs et leur barrer le chemin de la révolution, les capitalistes de tous les pays sont contraints de lâcher quelques-unes des revendications.

L'essentiel pour la bourgeoisie est de sauver le régime de la propriété privée des moyens de production et de reconstruire les Etats bourgeois : elle lâche d'une main en comptant fermement reprendre le double de l'autre.

Ainsi, les conditions politiques de la reconstruction des économies capitalistes sont réunies jusqu'en 1949 ; c'est en particulier pour les Etats-Unis le "boom" sans précédent.

La reconstruction des économies dévastées par la guerre devient le moteur du "progrès" des économies, dans tous les pays.

L'OCI pose une nouvelle question : peut-on qualifier de progrès ce qui n'est que la reconstruction de ce qui a été détruit ? Et les millions de morts ! Et les millions de mutilés ! Et le gigantesque et mortel gaspillage du travail humain qu'a entraîné le carnage dans lequel les peuples ont été jetés pour savoir qui, de leurs maîtres capitalistes, dominerait le monde.

On passe et on recommence.

Oui, dès 1949, l'économie américaine est menacée par une crise économique et financière qui serait le signal d'un effondrement international d'une incomparable et plus grande ampleur que la crise de 1929, avec toutes les menaces révolutionnaires qu'impliquerait une telle crise.

C'est alors que, "en haut", chez les maîtres capitalistes, on décide de recommencer.

En 1950, la guerre de Corée va conduire au redémarrage de l'économie américaine, et, partant, de l'économie mondiale.

Et depuis, année après année, ce sont des injections grandissantes de crédits militaires dans l'économie américaine qui ont permis le "progrès économique sans précédent".

Jusqu'en 1941, la production d'armements aux Etats-Unis ne représente que 1 % de la production américaine ; celle-ci en représente aujourd'hui officiellement 10 %, en fait 20 % de façon permanente. Les budgets de défense s'enflent et atteignent la somme formidable de 100 milliards de dollars avoués, en fait 200 milliards. Il en est de même, compte tenu de leur puissance respective, dans les autres pays capitalistes.

Une nouvelle fois, l'OCI pose les questions à tous ceux qui rebattent les oreilles des travailleurs sur la capacité du néocapitalisme ou du capitalisme monopoliste d'Etat à assurer un nouveau développement des forces productives dans le cadre de la propriété privée des moyens de production.

Peut-on qualifier de "progrès économique sans précédent" ce gigantesque gaspillage du travail humain, où les forces productives mises en action par les exploités se transforment en forces destructives, ainsi que Marx, Lénine et Trotsky

(2) Les accords de Yalta, proclamés le 11 février 1945, instaurent un partage de la planète entre les grands de ce monde : Roosevelt (Etats-Unis), Staline (URSS) et Churchill (Royaume-Uni). Ils sont suivis par ceux de Potsdam, où Harry Truman remplace Roosevelt, qui vient de décéder. Les accords de Potsdam consacrent la suprématie absolue des Etats-Unis dans le partage du monde. C'est pendant la conférence que Truman apprend le succès total de la première explosion expérimentale d'un engin atomique.

l'avaient établi ? Peut-on parler d'un bond en avant des forces productives quand les faits démontrent combien Marx et Engels avaient raison de prédire que, à un certain stade de son développement, les frais de survie du régime capitaliste coûteraient plus cher que ce que ce régime rapporte à l'humanité ?

Avec l'impérialisme, la réaction sur toute la ligne, ainsi que Lénine l'a défini, la force de travail des travailleurs est gaspillée ; avec la militarisation de l'économie, la civilisation humaine est menacée d'être engloutie dans la barbarie de la troisième guerre mondiale, barbarie dont la guerre du Vietnam et l'extermination des "Bengalis" (3) représentent les premiers symptômes.

L'OCI affirme, et les faits le démontrent, que le *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale avait prononcé un pronostic correct en constatant :

*"Les prémisses économiques de la révolution prolétarienne sont arrivées depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste apportent aux masses des privations et des souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre."*

Le gouvernement des Etats-Unis, par la voix de son président Nixon, par les mesures qu'il a décidées : embargo sur l'or, non-convertibilité du dollar, taxe de 10 % sur les importations, cherche à faire payer sa banqueroute par les autres pays capitalistes. En instaurant le blocage des salaires, il cherche également à faire payer sa banqueroute aux ouvriers américains. Mais Nixon n'en a pas moins déclaré, le 18 août 1971, à Dallas : *"Les dépenses militaires ne seront pas lésées par les mesures récemment prises, au contraire, il faut même revaloriser la capacité de défense du pays."*

De banqueroute en banqueroute, si le prolétariat mondial n'en finit pas avec le

régime capitaliste dans chaque pays, les capitalistes du monde entier entraîneront l'humanité dans la banqueroute finale de la barbarie.

---

### III. L'IMPASSE DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT EST LA CAUSE DE LA CRISE MONÉTAIRE

---

Le système capitaliste ne produit pas de marchandises pour la satisfaction des besoins des hommes. Il produit des marchandises qui doivent être vendues sur le marché aux fins de réaliser, sous forme d'argent, le profit dont la source est la plus-value extorquée par le capital sur le travail salarié, et qui, sous forme de capital investi (accumulé), assure le fonctionnement du système de production capitaliste.

De tout temps, les producteurs n'ont pu racheter le produit de leur travail. Le mode de production capitaliste, à intervalles périodiques, avait trop de marchandises, trop de travailleurs, trop de capitaux.

Ne pouvant plus réaliser de plus-value, le système capitaliste aboutissait à la crise économique, qui procédait alors à une brusque et massive destruction des forces productives, réduisant des millions de travailleurs au chômage, jusqu'à ce que le mode de production capitaliste, suffisamment assaini, d'une part, par le résultat de ces destructions, d'autre part, par la conquête de nouveaux marchés, puisse reprendre sa marche en avant.

Avec l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la planète entière est soumise au marché capitaliste ; le partage du monde est achevé.

L'expansion de chaque impérialisme n'est plus possible à la longue qu'aux dépens des autres au travers des guerres impérialistes.

---

(3) Allusion à la guerre d'indépendance du Bangladesh, anciennement appelé Pakistan-Oriental, territoire attribué par l'Empire britannique au Pakistan lors de la sanglante partition de l'Inde en 1947. Cette guerre d'indépendance, qui était encore en cours au moment où sort la déclaration de l'OCI (elle se terminera en décembre 1971), fit des centaines de milliers de morts du côté des Bengalis.

La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus ou moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. En d'autres termes, le militarisme devient un moyen — le principal — d'accumuler du capital. Les budgets militaires croissants et l'économie d'armement deviennent les facteurs indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Au sein même de l'économie capitaliste dans son ensemble, l'Etat bourgeois, fusionnant avec les monopoles, forge un marché parasitaire où s'engouffre une part de plus en plus considérable des forces productives, transformées ainsi en forces destructives, qui servent de volant d'entraînement à la marche de toute la production capitaliste.

La crise économique classique est ainsi contenue jusqu'à un certain point par la destruction massive des forces productives utilisées aux fins d'armement.

La consommation de marchandises par et pour l'armée, absorbant le matériel de guerre, ouvre un marché nouveau, auquel tout est subordonné : les machines, le travail de millions de producteurs, la recherche scientifique et technique, et les applications industrielles de la recherche.

L'économie d'armement garantit dès lors le fonctionnement de l'ensemble du système et de toutes les branches de la production capitaliste. Elle est la condition de la poursuite de l'accumulation du capital. Mais elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste. Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent, tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste.

Ces limites, Nixon vient de les affirmer dans les mesures qu'il vient de prendre.

Le déficit de la balance des paiements américaine traduit le fait que le capitalisme américain a "*trop produit de marchandises de toutes sortes, y compris militaires*".

Il en est des Etats-Unis comme de tous les autres impérialismes. Tous les pays

ont tout à la fois "trop exporté", "trop importé".

Dans tous les pays, les prix sont en hausse, ainsi que le crédit.

Dans tous les pays, il y a inflation.

Les crises monétaires et financières qui se succèdent depuis des années viennent d'éclater en crise majeure.

**Ces crises ont une seule cause : le marché mondial ne peut absorber les marchandises produites**, malgré l'économie d'armement, il y a surabondance mondiale de capitaux sous forme de marchandises et de moyens de production :

**La crise de surproduction menace.**

La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes — les fameuses mesures anticycliques — qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là, et uniquement là, que réside la cause de la crise du système monétaire international.

Tous les Etats bourgeois ont, par leurs dépenses parasitaires de toutes sortes et singulièrement celles de l'armement, ouvert des débouchés artificiels à la production qui ont permis à l'économie dans son ensemble de fonctionner.

Tous les gouvernements capitalistes, et en premier lieu le gouvernement américain, ont financé le secteur d'armement par des traites de cavalerie, les emprunts, l'inflation et les mille et un moyens de la technique financière.

Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines, qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production.

N'est-il pas urgent d'en finir avec la domination de classe de la bourgeoisie et avec son mode de production ?



---

#### IV. NIXON A DÉCIDÉ DE NE PLUS HONORER SES CHÈQUES SANS PROVISION ET SES TRAITES DE CAVALERIE

---

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain distance — et de loin — tous les autres impérialismes — aussi bien l'Angleterre et la France "vainqueurs" que l'Allemagne et le Japon "vaincus".

A la conférence monétaire de Bretton Woods, en 1944 (4), le dollar est consacré étalon, équivalent à l'étalon or comme moyen de paiement international. Le capital financier yankee domine sans conteste le marché mondial, qu'il contribue à rétablir jusqu'en 1949.

A partir de 1949, l'impérialisme américain se heurte aux barrières du marché mondial structuré sur la propriété privée des moyens de production. Il s'en sort, comme on l'a vu, par des injections grandissantes de crédits militaires, qui, par la constitution du marché parasitaire et artificiel de l'économie d'armement, préservent la stabilité du marché capitaliste où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux.

Pour un temps... jusqu'au moment où la masse des capitaux fictifs, incapable de se reconvertir dans la production capitaliste "normale", flotte à la recherche d'un profit dans la spéculation.

Dès lors, et sous une forme latente, voilée ou plus ouverte, la crise financière internationale menace, expression de la crise classique de surproduction.

La place, le rôle joué dans l'économie, la politique et la diplomatie mondiales par l'impérialisme américain, sur lequel repose tout l'édifice du système mondial de l'impérialisme, exigent que le dollar reste le moyen de paiement international.

Mais de plus en plus, et depuis le début des années 1960, les conditions économiques et financières ne permettent que de moins en moins au dollar de jouer librement son rôle de monnaie de paiement international. Confronté, d'une part, à la concurrence de rivaux qui ont reconstruit leur capacité concurrentielle, mais

dont la stabilité sociale est ébranlée par la lutte des classes, et, d'autre part, avec son propre prolétariat américain, l'impérialisme américain doit soutenir la conjoncture économique internationale par une nouvelle accentuation des dépenses d'armement.

Ces dépenses d'armement conduisent à de nouvelles hausses de prix et créent par l'inflation une masse toujours grandissante de capitaux flottants, qui ruinent toujours plus l'économie, les finances, les rapports sociaux.

En 1968, le système commence à craquer. Le dollar ne pouvant plus jouer librement son rôle de monnaie de paiement international, l'impérialisme américain s'engage dans une politique visant à imposer son cours forcé, c'est-à-dire dans la voie d'une subordination étroite des autres bourgeoisies (allemande, japonaise, française, anglaise, etc.) aux seuls intérêts de la bourgeoisie américaine.

Deux marchés sont institués : celui du cours libre du dollar et celui des banques contrôlées, qui peuvent se faire rembourser leurs dollars au cours officiel de 35 dollars l'once d'or.

Ce fragile édifice n'a pas duré. En suspendant la convertibilité du dollar, c'est-à-dire en décidant l'embargo sur les achats d'or, en instituant une taxe supplémentaire de 10 % sur les importations, l'impérialisme américain et son président Nixon font savoir que les autres pays doivent accepter les conditions nécessaires à la stabilité de l'ordre économique et social américain.

Tous les porte-parole officiels des impérialistes concurrents n'ont pas tort de dénoncer "*les cartes truquées*" que Nixon a abattues (le *Times*, de Londres) ni de protester contre la politique du gros bâton. Les mesures prises par l'impérialisme américain signifient "*la ruine des exportations allemandes*", déclarent les magnats de l'industrie allemande.

---

(4) Les accords de Bretton Woods ont fixé les grandes lignes du système financier international de l'après-guerre. Ils furent signés le 22 juillet 1944 au Mount Washington Hotel, à Bretton Woods, aux Etats-Unis, après trois semaines de débats entre 730 délégués représentant l'ensemble des 44 nations alliées. Au final, ces accords ont consacré la suprématie absolue du dollar dans les relations commerciales et financières internationales, et ont créé deux organismes internationaux : le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Avec eux, les magnats du capital financier européen, les gouvernements du capital financier en France, en Suisse et ailleurs tentent, atterrés, de résister. Les dispositions qu'ils prennent ne sauraient constituer le barrage qu'ils voudraient dresser.

### **L'impérialisme américain entend dicter sa loi.**

Mais le capital financier yankee, en dépit de toute sa puissance, ne peut imposer totalement sa loi. Non que Nixon n'ait pas le désir ; mais, de même que les lois aveugles du capital continuaient à se manifester dans la période des vingt-cinq dernières années de prétendue prospérité économique, elles continueront à jouer.

Le capital reste le capital. Les autres Etats bourgeois continueront, pour défendre leur part dans le marché mondial rétréci, à résister à la mainmise de l'impérialisme américain. Ils seront contraints d'accepter une part toujours moins importante, mais les mesures prises par Nixon ne sauraient abolir ni l'anarchie ni la concurrence entre les capitalistes et les monopoles dans un pays, et entre tous les pays.

Les mesures prises par Nixon signifient que, dans un laps de temps plus ou moins long, une nouvelle répartition des positions économiques et financières à l'échelle internationale, de nouvelles parités entre les monnaies seront établies en tenant compte du rapport de forces réel entre les bourgeoisies impérialistes qui se disputent les marchés.

Et après... tout recommence, jusqu'à quand ? Jusqu'au moment où le prolétariat dans chaque pays abolira la propriété privée des moyens de production en renversant la domination de classe de chaque bourgeoisie incarnée dans les Etats bourgeois.

---

## **V. LE GOUVERNEMENT NIXON ET TOUS LES AUTRES GOUVERNEMENTS CAPITALISTES VONT CHERCHER À FAIRE PAYER LA NOTE AUX MASSES LABORIEUSES**

---

Les marchandises, pour être échangées à leur valeur, exigent un étalon de mesure.

L'étalon or et la monnaie papier, convertibles à tout moment en or, peuvent seuls garantir un fonctionnement "normal" (avec les crises de surproduction périodiques) du mode de production capitaliste.

Mais, pour que l'étalon or puisse fonctionner, encore faut-il que les marchandises produites puissent s'écouler sur le marché. L'impérialisme sonne le glas de l'étalon or, car il est au stade où un marché mondial "borné" par les barrières de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux ne peut plus absorber la masse croissante des marchandises produites. Le retour à l'étalon or est un rêve creux.

De 1945 jusqu'au discours de Nixon, nous avons vu dans quelles conditions le marché mondial a fonctionné. Pendant ce temps, les forces productives qui étouffent dans le carcan des frontières nationales dépassées ont tendu à se constituer un marché plus adéquat.

L'Europe des Six a répondu à cette nécessité... qui ne pouvait aboutir parce que la tentative d'unification européenne se situait dans le cadre du système capitaliste. Le Marché commun a tenu vaillamment que vaillamment au travers des crises successives tant que l'impérialisme américain acceptait, ou pouvait maintenir, la conjoncture mondiale.

Le discours de Nixon a jeté le bel édifice communautaire à terre. Chacun des pays participant au Marché commun s'efforce de défendre contre tous les autres ses positions face à l'impérialisme américain. Chacun s'apprête à marchander auprès de Washington.

Vaines spéculations que celles qui hantent le cerveau des dirigeants capitalistes mystifiés et mystificateurs, qui leur fait croire que, puisque le commerce extérieur avec les Etats-Unis est relativement faible, les menaces seraient moins grandes pour l'économie française. Il y a d'abord le fait que les secteurs les plus concentrés, les secteurs de pointe, ceux qui entraînent toute l'économie capitaliste qui exporte une partie importante de leur production aux Etats-Unis, sont les plus touchés. Sans compter la masse des devises exportées par le tourisme américain, les restrictions décidées par Nixon ne peuvent qu'accroître les rivalités des impéria-

lismes européens entre eux, réduits à la portion congrue sur le marché européen, donc renforcer la pression sur l'économie française, bien moins développée par rapport à l'économie allemande.

Enfin, il suffit de comparer avec la crise de 1929 : alors que la part de l'économie française sur le marché mondial était moins importante qu'aujourd'hui, la crise n'en a pas moins touché, et sévèrement, la France ; l'économie française est partie intégrante du marché mondial dans le cadre de la division internationale du travail créée par le capitalisme, et dont elle ne saurait s'arracher.

Au même titre que les autres économies capitalistes, elle subira les conséquences de la "nouvelle politique économique" des Etats-Unis. C'est déjà avec une très grande terreur que les dirigeants français supputent l'effondrement à terme du Marché commun agricole.

Les hommes politiques de la bourgeoisie française savent que la seule issue qui leur reste consiste à faire payer les travailleurs, à leur interdire de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail, à les contraindre à accepter des conditions de vie et de travail aggravées.

Sur ce point, il y a accord parfait entre tous les dirigeants de l'impérialisme mondial. Aussi bien Nixon, qui bloque les salaires, que Pompidou-Giscard d'Estaing (5), qui demandent aux travailleurs et aux syndicats de ne pas revendiquer ; aussi bien les gouvernements sociaux-démocrates allemands que le conservateur Heath (6), tous, et avec eux les magnats du capital financier, s'apprêtent dans tous les pays, aux Etats-Unis comme en France, au Japon et en Allemagne, à faire supporter aux masses laborieuses le prix à payer pour tenter de maintenir la stabilité du mode de production capitaliste croupissant.

---

## **VI. POUR UNE POLITIQUE DE RÉSISTANCE OUVRIÈRE UNIE AUX MESURES DU CAPITAL, POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER**

---

C'est un fait. Tous les travailleurs en sont convaincus, ce n'est pas le pouvoir actuel de Pompidou-Chaban (7) qui lési-

nera pour attenter aux conditions de vie des travailleurs afin de protéger le profit des monopoles. Déjà, avant même le déclenchement de la crise ouverte par le discours de Nixon le 15 août, la hausse de tarifs des transports, du gaz et de l'électricité, conjointement avec l'élévation sans précédent du coût de la vie, caractérise la politique gouvernementale. Il en sera ainsi demain, plus encore qu'hier, nul n'en peut douter.

Mais il faut parler clair. Les monopoles, le capital financier sont le résultat final de tout le développement du capitalisme, l'aboutissement nécessaire du système économique basé sur la propriété privée des moyens de production. On ne saurait dissocier les monopoles du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production, on ne saurait combattre le système de la propriété privée des moyens de production dont il est issu sans combattre le capitalisme et l'Etat bourgeois.

Prétendre le contraire, c'est faciliter toute la meurtrière politique des monopoles capitalistes. C'est ainsi que la lutte pour ouvrir la voie au socialisme, qui seul pourra en finir avec les maux inhérents au régime capitaliste, signifie que ceux qui prétendent parler au nom des masses laborieuses doivent en arriver à des propositions concrètes et, aux mesures prises par

---

(5) Georges Pompidou (1911-1974), ancien directeur de cabinet du général de Gaulle et ancien directeur général de la banque Rothschild, fut Premier ministre d'avril 1962 à avril 1969, date à laquelle le peuple français a rejeté massivement par référendum le projet corporatiste de régionalisation. Il fut président de la République du 15 juin 1969 à son décès, le 2 avril 1974.

Valéry Giscard d'Estaing (né en 1926), plusieurs fois ministre de l'Economie et des Finances, fut président de la République du 9 mai 1974 au 9 mai 1981, où le peuple français vota majoritairement pour élire François Mitterrand. Il est le rédacteur du projet de Constitution européenne rejeté par 54,67 % des Français lors du référendum du 29 mai 2005.

(6) Edward Heath (1916-2005), conservateur britannique, devient Premier ministre en 1970. A la suite de nombreuses mesures anti-ouvrières, les conflits se multiplient et la grève des mineurs de 1972 entraîne sa déroute, qui se matérialisera en 1974 par la victoire des travaillistes aux élections.

(7) Jacques Chaban-Delmas (1915-2000), général de l'armée française, est ministre de la Défense lors des événements du 13 mai 1958 à Alger. Premier ministre de 1962 à 1972, il lance le projet corporatiste appelé "nouvelle société". Il cède sa place de maire de Bordeaux à Alain Juppé en juin 1995.

le gouvernement pour sauver le régime du profit basé sur la propriété privée, opposer la mobilisation de la classe ouvrière et prendre les mesures dictées par la sauvegarde des intérêts des travailleurs.

- Contre la vie chère : indemnité mensuelle et égale pour tous de 200 F.

- Contre la hausse des prix, échelle mobile intégrale basée sur les indices des prix établis par les syndicats. A bas les indices gouvernementaux truqués !

- Contre le blocage des salaires sous quelque forme que ce soit. A bas les contrats-progrès et les contrats-programmes par lesquels le gouvernement propose aux syndicats d'accepter la politique des revenus qui empêcherait la lutte pour les revendications légitimes.

- Les magnats du capital financier spéculent sur le franc. A bas la spéculation bancaire ! Les banques connaissent les noms des spéculateurs, les syndicats d'employés de banques doivent ouvrir tous les comptes des capitalistes et rendre publics les noms des spéculateurs.

- Pour en finir avec les spéculations foncières, nationalisation sans indemnité ni rachat des sols à bâtir.

Non, il ne suffit pas de parler de réformes. Il faut indiquer clairement ce pour quoi on appelle les travailleurs à combattre. Le capitalisme a fait son temps. Il ne peut apporter aux masses laborieuses que chômage et aggravation des conditions de vie. Le capitalisme des monopoles doit disparaître, et avec lui le régime de la propriété privée des moyens de production dont il est issu, et qui est relié et lié par les mille liens de l'exploitation.

- Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier des trusts de la sidérurgie, des banques, du gros commerce, des grands magasins, des monopoles dans l'industrie de l'alimentation.

- Refonte des nationalisations de la SNCF, du gaz et de l'électricité, etc., en chassant des conseils d'administration les représentants de l'Etat bourgeois et du capital financier. Contrôle par les travailleurs de la SNCF, par les travailleurs du gaz et de l'électricité, et tous les services publics gérés par des délégués élus des travailleurs, les représentants des syn-

dicats et les représentants élus des usagers.

- Nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnisation ni rachat, des entreprises de transport.

Le capitalisme, qui a fait son temps, ne peut apporter à la jeunesse que la déchéance. Il faut en finir avec la participation dans les structures de la réforme Faure-Guichard (8) à l'Université, qui exclut par milliers les étudiants de la possibilité d'obtenir un diplôme indispensable à l'emploi qualifié.

Il faut en finir avec les phrases creuses sur les prétendus aspects positifs de la réforme de l'enseignement. Il n'y a rien de positif pour les lycéens, pour les élèves de CET (9), dans les mesures prises par Guichard. Il faut clairement indiquer que l'enseignement doit être géré à tous les niveaux des lycées, des CET et à l'Université par des représentants des parents d'élèves, des syndicats enseignants et les délégués élus des élèves et des étudiants.

Il faut, pour défendre la laïcité, non seulement supprimer les crédits à l'enseignement libre et confessionnel, mais supprimer l'enseignement libre et confessionnel, et combattre pour une seule école. Séparation réelle de l'Eglise et de l'Etat !

Il est clair que ces revendications, et d'autres que les travailleurs décideraient eux-mêmes, qui effectivement ouvriraient la voie au socialisme libérateur, ni le pouvoir actuel ni aucun gouvernement où siègeraient des représentants du capital ne pourraient l'accepter !

Il faut lutter pour le gouvernement ouvrier, le gouvernement des organisations ouvrières qui se prononceraient pour ce programme de gouvernement.

(8) Du nom d'Edgar Faure (1908-1988) et d'Olivier Guichard (1920-2004), qui furent respectivement ministre de l'Education nationale et délégué au Plan et à l'Aménagement du gouvernement de Gaulle-Pompidou, de 1968 à 1969, la loi Faure de 1968 introduit notamment l'autonomisation des universités et la création en leur sein de conseils d'administration, structure de participation à leur gestion. Olivier Guichard fut un des maîtres d'œuvre de la réalisation du projet corporatiste de régionalisation qui fut rejeté par le peuple français lors du référendum de 1969.

(9) CET, ou collèges d'enseignement technique. Furent remplacés à partir de 1976 par les LEP (lycées d'enseignement professionnel).

Il est temps, plus que temps, d'unir les masses et les organisations pour imposer par la lutte le programme anticapitaliste du gouvernement ouvrier, le seul qui, parce qu'il refuserait de pactiser avec les tenants de la propriété privée des moyens de production, répondrait aux exigences du bien-être et de la liberté, en finirait avec les lois et les décrets par lesquels le gouvernement, avec son ministre Marcellin (10), cherche, par l'Etat policier, à imposer la hausse des prix, la détérioration des conditions de vie.

Il est clair que le gouvernement ouvrier rétablirait et élargirait toutes les libertés démocratiques et ainsi assurerait le plein et libre exercice des masses en lutte contre la bourgeoisie et son Etat.

---

## VII. POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER, POUR LE PARTI OUVRIER

---

- Il est clair que ces revendications sont celles qui répondent aux aspirations véritables de la classe ouvrière et des masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes.

- Il est clair que pas un travailleur, pas un militant ouvrier, pas une organisation se réclamant de la classe ouvrière ne saurait se déclarer opposé aux revendications. Dès lors, chacun d'entre nous, tous ensemble, travailleurs et militants, nous nous demandons pourquoi les organisations ouvrières responsables ne se mettent pas d'accord sur ces revendications du programme ouvrier permettant de donner satisfaction aux aspirations de tous. N'est-il pas temps d'en finir, et tout de suite, avec les atermoiements, les hésitations, les divisions qui ne profitent qu'à l'ennemi de classe ?

La dure expérience de la vie enseigne aux exploités que si l'unité ne se réalise pas, c'est que les patrons et l'Etat des patrons introduisent dans les rangs ouvriers la division.

La dure expérience de la vie enseigne que la division s'instaure lorsque, au lieu de lutter et de défendre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, les revendications et les aspirations des travailleurs, on brade la grève générale de mai-juin 1968 pour les

accords (de Grenelle) avec la bourgeoisie et son Etat.

Les résultats sont là !

Trois ans après la grève générale de mai-juin 1968 :

- l'échelle mobile n'a pas été arrachée ;

- les ordonnances contre la Sécurité sociale sont toujours en vigueur ;

- les 1 000 F minimum ne sont pas arrachés ;

- la hausse du coût de la vie a liquidé depuis longtemps les quelques avantages acquis ;

- le gouvernement des monopoles poursuit l'accomplissement de ses plans anti-ouvriers ;

- Marcellin provoque la jeunesse, protège une police qui matraque les journalistes et multiplie les obstacles à l'exercice des libertés démocratiques.

Faut-il poursuivre ?

La preuve est faite que la liquidation de la grève générale n'a profité qu'au patronat.

Alors ? Alors ?

N'est-il pas temps pour les militants ouvriers et les jeunes de tirer les leçons de la grève générale qui pouvait tout et qui a été bradée pour des élections où le grand capital, utilisant le refus d'aller jusqu'au bout, a regroupé politiquement ses forces contre la classe ouvrière et ses organisations ?

L'OCI, l'AJS, l'Alliance ouvrière disent :

Il est temps, plus que temps, de s'organiser pour combattre dans l'unité pour le gouvernement ouvrier.

Il est temps, plus que temps, de s'organiser, parce que c'est l'absence d'un véritable parti ouvrier qui n'a pas permis la victoire de la grève générale.

L'OCI, l'AJS, l'Alliance ouvrière appellent les militants à s'unir sur le programme ouvrier pour le gouvernement ouvrier.

Nul, à quelque tendance ouvrière qu'il appartienne, n'est exclu du deuxième

---

(10) Raymond Marcellin (1914-2004) fut ministre de l'Intérieur du 31 mai 1968 jusqu'en 1974.



congrès de l'AJS, qui se réunira les 30, 31 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1971. Nul, à quelque tendance ouvrière qu'il appartienne, n'est exclu du rassemblement qui organisera la force militante pour imposer le gouvernement de front unique ouvrier.

Seuls ceux qui se refusent à engager le combat contre les défenseurs de la propriété privée des moyens de production, ceux qui, par là même, en dépit de leur verbalisme, se refusent d'ouvrir une issue véritable contre le gouvernement Pompidou-Chaban, ceux-là n'ont pas leur place ni au deuxième congrès de l'AJS ni au rassemblement pour le gouvernement ouvrier, ceux-là n'ont pas leur place dans le parti ouvrier, le parti de ceux qui veulent en finir avec la bourgeoisie et son Etat.

---

## VIII. POUR L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE, POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Les travailleurs américains et leurs organisations syndicales disent non à la politique anti-ouvrière de Nixon.

Les travailleurs français et leurs organisations disent non à la politique anti-ouvrière que Pompidou-Chaban-Giscard veulent imposer pour résister aux mesures prises par Nixon.

Les travailleurs allemands, suisses, anglais, les travailleurs japonais refusent les conséquences de la politique anti-ouvrière de leur propre bourgeoisie.

Les travailleurs des pays semi-coloniaux sont appelés à payer le dur prix de la politique de sauvegarde du profit des impérialistes.

En URSS, en Chine, en Hongrie et en Yougoslavie, dans les pays où le capital a été exproprié, les décisions prises par Nixon, en renforçant le blocus et en élevant de nouvelles barrières au commerce mondial, représentent autant de coups portés à l'économie.

Dans tous les pays, les travailleurs ont un même intérêt à combattre le capitalisme et l'impérialisme.

Dans tous les pays, contre l'ennemi impérialiste, pour la défense des

conquêtes et des positions arrachées par le prolétariat international, les travailleurs ont un même intérêt à s'unir.

Mais l'unité exige que soient clairement définis les objectifs du combat prolétarien.

Quand les dirigeants de l'Union soviétique soutiennent le plan Rogers (11), qui permet à Hussein-le-boucher de liquider la résistance palestinienne, ils apportent leur appui à Nixon.

Lorsque les dirigeants de l'Union soviétique ont appelé le PC soudanais à apporter son appui à Nemeiry-l'assassin au nom d'une politique de soutien au capitalisme national, ils ont entraîné les communistes de ce pays vers le massacre.

Lorsque Mao Tsé-toung s'apprête, pour recevoir Nixon, à contraindre le peuple vietnamien à accepter les conditions imposées par l'impérialisme américain, il aide le capital financier yankee.

Quand les chars russes sont envoyés contre le peuple socialiste tchécoslovaque, quand en Tchécoslovaquie, en URSS, les meilleurs combattants pour le socialisme sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison, chassés de leur emploi, la bureaucratie du Kremlin démontre qu'elle se refuse à unir le prolétariat du monde entier contre l'impérialisme.

On ne peut lutter pour le socialisme dans un pays et accepter les violations du socialisme en URSS, en Chine, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et ailleurs.

On ne peut lutter pour le socialisme sans condamner clairement une politique qui pactise avec l'impérialisme ou nom d'une prétendue politique de coexistence pacifique. On ne peut lutter pour le socialisme qu'en luttant pour l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat contre

---

(11) Du nom du secrétaire d'Etat américain de l'époque, William Rogers (1913-2001). Ce plan, tout en réclamant le retrait d'Israël des territoires occupés depuis la guerre dite "guerre des Six Jours" de 1967, légitime l'existence d'Israël et réduit la question nationale palestinienne à un simple règlement de la question des réfugiés. De plus, il signifiait la fin de la présence armée des Palestiniens sur les territoires arabes. Ce que comprit fort bien le roi Hussein de Jordanie, qui lança notamment en septembre 1970 une offensive (surnommée "Septembre noir") contre le peuple palestinien qui fit des milliers de morts, mais sans vaincre la résistance palestinienne

l'impérialisme, pour la révolution socialiste.

On ne peut lutter pour le socialisme sans lutter en Europe contre toutes les bourgeoisies et la bureaucratie, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, étape vers la République universelle du travail.

A Essen, au cœur de la Ruhr, pour la première fois depuis l'arrivée de Hitler au pouvoir, 32 organisations de jeunesse de différents pays, avec l'AJS, l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI), ont adressé un appel à l'unité de classe du prolétariat mondial contre l'impérialisme.

A Essen, près de 5 000 jeunes ont brandi le drapeau de l'IRJ, le drapeau de Marx, Lénine, Rosa Luxemburg et Trotsky.

Au moment où l'une des plus violentes crises secoue l'impérialisme et traduit la faillite du régime de la propriété privée, le devoir de tous les jeunes, de tous les militants qui veulent combattre pour les intérêts de leur classe, pour le socialisme, est de rallier l'organisation des combattants pour la IV<sup>e</sup> Internationale, l'OCI.

20 août 1971

(*La Vérité*, n° 554-555, octobre 1971)

## Automation et révolution

---

### LA PLACE DE L'AUTOMATION DANS L'ÉVOLUTION TECHNIQUE DU CAPITALISME

---

L'introduction de l'automation crée aux marxistes l'obligation d'écrire un chapitre supplémentaire au Livre I du *Capital*, qui viendrait s'ajouter à ceux que Marx écrivit lui-même sur la coopération, la manufacture, le machinisme et la grande industrie. Car l'automation constitue la dernière étape dans le long processus de développement de la technique qui a été commandé par révolution capitaliste et dont il faut commencer par rappeler les étapes principales.

Après avoir réuni des artisans sous un même toit pour les faire travailler côte à côte sans modifier leur façon de produire (coopération simple), le capitalisme a entrepris de réduire le travail de chaque ouvrier à l'exécution d'une seule tâche limitée. Ce fut le rôle de la manufacture, qui a préparé la voie au machinisme en réduisant les artisans aptes à la production complète d'un objet complexe à n'être plus que des travailleurs parcellaires. A partir de la phase suivante, on assiste au remplacement progressif de l'homme par la machine, qui trouve sa plus haute expression dans l'automation.

A la base de la grande industrie se trouve la machine-outil, qui se définit selon Marx

*“comme un mécanisme qui, ayant reçu le mouvement convenable, exécute avec ses instruments les mêmes opérations que le travailleur exécutait auparavant avec des instruments analogues”.*

Dans l'usine moderne,

*“la coopération par division du travail qui caractérise la manufacture réapparaît comme combinaison de machines à opérations parcellaires, l'objet du travail parcourant successivement une série d'opérations exécutées par une chaîne de machines-outils différentes”.*

Telle est la première description scientifique de la chaîne de production destinée à connaître son plein épanouissement au XX<sup>e</sup> siècle. Ici, l'ouvrier apparaît comme étant désormais le subalterne de la machine, *“la spécialité qui consistait à manier toute sa vie un outil parcellaire devenant la spécialité de servir sa vie durant une machine parcellaire”.* L'ouvrier doit se plier aux exigences de la machine, suivre le mouvement et le rythme d'un automate qui se dresse en force indépendante et supérieure devant lui, et qui rencontre dans *“la faiblesse du corps et la force de la volonté de ses auxiliaires humains”* une barrière naturelle que le capital ne va avoir de cesse de franchir.

C'est ce qu'il est en train d'accomplir par l'introduction de machines électroniques dans le fonctionnement des chaînes de production, car ces machines permettent la substitution des ouvriers servant les machines-outils par des servo-mécanismes (1) capables de faire à leur place la suite de gestes qui constituait le contenu essentiel de leur tâche. Dans son essence, l'automation consiste à faire exécuter une opération déterminée par une machine préalablement réglée ou programmée qui rectifie elle-même les erreurs de fonctionnement. Une machine automatisée est donc capable d'emmagasiner des informations, de les interpréter, d'en déduire des instructions et d'assurer l'exécution.

Cette évolution technique s'insère elle-même dans le cadre du processus contradictoire du développement capitaliste. L'automation pose à la bourgeoisie plus de problèmes qu'elle ne peut en résoudre, car elle va mettre brutalement à nu les contradictions du système social actuel en sapant les bases de la plus-value et en se heurtant aux limites d'un marché mondial exigü. Vérification de la constatation révolutionnaire du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, les forces productives ont brisé le cadre de la propriété. L'impuissance du capitalisme à se subordonner les développements de la technique dans le cadre de son système est le fondement objectif de la perspective de la révolution prolétarienne.

Limitons-nous à indiquer les manières dont cette technique potentiellement progressiste se présente aujourd'hui comme une arme de guerre aux mains de la bourgeoisie.

---

## LA DÉQUALIFICATION PROFESSIONNELLE ET LE CHÔMAGE À VIE

---

L'introduction de l'automation porte avec elle tout d'abord la menace précise du pire type de chômage qu'un ouvrier puisse connaître, celui qui a lieu par déqualification. Ce qui est en cause ici, en effet, ce n'est pas le chômage lié aux crises périodiques du capitalisme, mais celui qui naît de la disparition pure et

simple de la spécialité apprise par l'ouvrier à l'époque de sa formation professionnelle. Un rapport récent de l'OCDE résume l'expérience américaine en notant que

*“L'automation frappe d'abord les ouvriers appartenant au milieu et au bas de l'échelle contractuelle pour la raison que ce sont les tâches simples liées à la production de masse qui sont les plus faciles à automatiser et qui offrent les meilleures perspectives de baisse des coûts”.*

Pour donner un ordre de grandeur de l'ampleur du phénomène, citons un rapport de l'ONU qui estimait que, dans l'industrie du pétrole, 12 travailleurs suffisaient à faire fonctionner une raffinerie moyenne qui en employait 800 avant l'automation. Dans l'industrie automobile américaine, l'automation permet à 200 ouvriers de produire par jour 4 000 véhicules, alors que les procédés classiques en exigent encore 1 800. Mais l'automation ne limite pas ses effets à ces catégories de travailleurs.

Le rapport que nous publions démontre que toutes les catégories, y compris les ouvriers les plus qualifiés, y compris les petits cadres, sont entraînées dans le processus de déqualification.

---

## LES CONSÉQUENCES DE LA MISE EN PLACE DE L'AUTOMATION

---

Il serait erroné d'estimer que les effets de l'automation se limitent uniquement à une certaine catégorie de travail, le travail industriel. En fait, toutes les catégories d'emplois, travailleurs manuels, employés de bureau, fonctionnaires, techniciens et cadres sont directement concernés.

Dans une étude publiée par la revue de l'ambassade des États-Unis en France, *Informations et Documents* (15 novembre 1964), les conséquences de la mise en place de l'automation sont présentées pour toute une série de professions :

*“L'ennemi des typographes est le procédé électronique qui actionne le clavier*

---

(1) Un servo-mécanisme est un système qui régule automatiquement le fonctionnement d'un dispositif et lui imprime des variations suivant un programme établi à l'avance. Les servo-mécanismes introduisent donc la notion de programmation (informatique).



*des machines d'imprimeurs modernes. Ce procédé peut réduire des deux tiers l'effectif d'un atelier de composition."*

Aux Etats-Unis, on recensait, au début de 1964, 17 000 installations d'ordinateurs, le gouvernement en utilisait 1 250 pour ses travaux. Résultats :

*"L'administration des anciens combattants des USA a eu recours aux calculatrices automatiques à seule fin d'éliminer 14 000 des 17 000 employés."*

*Une compagnie de transport aérien a doté ses bureaux d'un système unique de calculatrices qui surveillent l'état du trafic, assignent leurs places aux passagers et rappellent même aux employés par trop distraits de bien vouloir s'assurer du numéro de téléphone de leurs clients."*

Aux usines Westinghouse, au "télé-centre", deux ordinateurs UNIVAG contrôlent 360 bureaux, usines et entrepôts, préparent les factures et assurent eux-mêmes la comptabilité ; ces deux ordinateurs passent les commandes et surveillent automatiquement les stocks en passant des ordres aux usines de la compagnie. Minute par minute, le cerveau électronique contrôle toute la marche de l'entreprise.

L'ordinateur électronique par un procédé dit de simulation a pris en charge non seulement le travail des ouvriers et employés qualifiés, mais également celui des techniciens et cadres.

*"Au lieu de construire des usines pilotes, celles-ci sont simplement simulées par un ordinateur. L'aciérie Jones and Laug simule le fonctionnement d'un nouveau haut-fourneau pour se rendre compte de son comportement ; 30 heures de fonctionnement peuvent être simulées par l'ordinateur en 30 secondes."*

Nous ne pouvons citer les nombreux exemples publiés dans cette étude, bornons-nous à signaler la constatation d'évidence.

*"Il devient de plus en plus évident que l'automation n'affecte pas seulement la main-d'œuvre non qualifiée et semi-qualifiée. En fait, elle s'est déjà introduite dans les secteurs les plus élevés de la hiérarchie du travail et du commerce."*

M. John Snyder, président de l'US Industrie INC, un des pionniers de l'automation, constructeur d'ordinateurs et de robots industriels, n'hésite pas à affirmer :

*"Il est tout à fait possible qu'un jour vienne où les machines feront à peu près tout et produiront la presque totalité des marchandises et des services, y compris les décisions à prendre."*

Mais dans la hiérarchie du travail, ceux qui sont appelés à prendre les "décisions", ce sont les cadres à tous les échelons, ce qui ouvre une perspective déjà en voie d'accomplissement de déqualification des cadres.

Les thuriféraires intéressés du "néo-capitalisme" qui sévissent dans tous les secteurs de l'opinion "à droite" comme "à gauche", M. le professeur à la Sorbonne Raymond Aron (2) — qui, lui, sait ce dont il parle — et les ignorants non moins intéressés à la Mallet (3) du PSU (4) nous prophétisent que le capitalisme ayant su surmonter ses contradictions, l'enseignement de Marx est devenu caduc. N'est-il pas évident que le "prolétariat" tend à disparaître, au profit d'une montée dans la

(2) Raymond Aron (1905-1983), philosophe, sociologue et éditorialiste français, membre du parti du général de Gaulle, a notamment influencé la sociologie aux lendemains de 1945. Anti-marxiste convaincu, il nie l'existence de la lutte des classes. Il fut notamment l'animateur du Congrès pour la liberté de la culture (dissous en 1975), organisme financé par l'impérialisme américain, qui financera à son tour des travaux sociologiques tournés essentiellement vers le corporatisme (voir notamment *Corporatisme contre démocratie politique*, Michel Eliard, Selio, 2007).

(3) Serge Mallet, sociologue, ancien membre du PCF, fut un des dirigeants et théoriciens du PSU dans les premières années. Il développa à partir du début des années 1960 des théories mettant en avant l'émergence d'une "nouvelle classe ouvrière", les "ouvriers en blouse blanche" des nouvelles industries (électronique, aéronautique, informatique naissante, etc.) concentrés sur un travail plus intellectuel et amenés à supplanter, du fait du développement de l'automation et des activités de service, les travailleurs manuels (qualifiés ou non) des secteurs industriels "traditionnels". Selon lui, il fallait donc reconsidérer les formes de luttes sociales, car cette nouvelle classe ouvrière, dotée d'un niveau de vie plus élevé (donc "embourgeoisée"), aspirerait à la participation à la gestion de l'entreprise.

(4) Parti socialiste unifié (PSU) : parti fondé en 1960, issu de différents dissidences du PCF et de la SFIO et de courants "catholiques sociaux" par ailleurs à l'initiative de la création de la CFDT en 1964, héritière déclarée de la centrale chrétienne CFTC. Le credo de ce parti était l'autogestion, forme "moderne" de la doctrine sociale de l'Eglise prônant l'association capital-travail et la préservation de "l'intérêt commun" au sein de l'entreprise. Les principaux courants de ce parti rejoignirent le PS entre 1971 et 1974. Le PSU s'auto-dissoudra en 1989.

hiérarchie sociale des prolétaires en faux col ? Quel est donc l'avenir des travailleurs du "secteur tertiaire" ?

« En fait, l'automatisation commence à produire ses effets sur le groupe des "cols blancs". Il ne semble guère qu'elle épargnera qui que ce soit. On a pu penser non sans optimisme que le secteur des services toujours en expansion absorberait le surplus de la main-d'œuvre. Mais il faut tenir compte de la multiplication rapide toujours prête à remplir les fonctions innombrables confiées à ce secteur de la distribution... Il y a quelques temps, MACY'S, le plus grand magasin de New York, a expérimenté une machine qui vendait 36 vêtements différents présentés chacun en 10 tailles. La machine acceptait en paiement des billets de banque ou espèces et rendait la monnaie non sans déceler les tentatives des fraudeurs. »

Aucun secteur de l'emploi n'est à l'abri des conséquences néfastes de l'automatisation, dans la mesure où cette étape sensationnelle de la technique restera sous contrôle du capital. Aussi bien des ouvriers industriels que les employés de bureau, également les fonctionnaires et les travailleurs des PTT ou des cheminots.

« Un ordinateur de la General Electric en construction permettra aux trains de circuler à 130 km/h à intervalles ne dépassant pas 90 secondes. L'ordinateur permettra de router, d'espacer et de prendre en charge toutes les fonctions de "réglage". »

Toutes les catégories d'emploi, ouvriers non qualifiés, ouvriers qualifiés ou techniciens, ingénieurs, cadres, employés à tous les niveaux subiront les effets de l'automatisation si, répétons-le, la mise en place des procédés de la technique la plus moderne reste à la disposition du capital.

"Je réfute le mythe, a déclaré M. John Snyder, selon lequel les victimes de l'automatisation peuvent être reclassées et trouver un nouvel emploi exigeant une meilleure formation et mieux rémunéré. Beaucoup d'ouvriers ne peuvent être reclassés à cause de leur âge ou même de leurs déformations professionnelles. On ne peut pas plus reclasser les gens contre leur gré qu'on ne peut créer des emplois, par un tour de passe-passe."

Et la conclusion tombe brutalement, nette, assénée sur le crâne des travailleurs

de toutes catégories, de la jeunesse ouvrière et intellectuelle.

"Il faudrait créer d'ici à 1970 36,5 millions de nouveaux emplois : l'accroissement démographique fournira 12,5 millions de jeunes en état de travailler, tandis que l'augmentation de la productivité de l'ouvrier éliminera principalement à cause de l'automatisation 24 millions d'emplois."

Cela en considérant que l'automatisation resterait figée à son niveau de 1964. Mais la mise en place de l'automatisation ne peut être stoppée. Les ordinateurs sont actuellement loués. Vers l'année 1955-1956, un ordinateur classique se louait de 20 000 à 30 000 dollars par mois (soit entre 10 à 15 millions d'anciens francs). Actuellement (1964), l'ordinateur se loue 2 000 à 3 000 dollars par mois (soit 1 à 1,5 million d'anciens francs). En 1966-1967, il sera lancé sur le marché des ordinateurs dont la location mensuelle ne dépassera pas 150 à 350 dollars (75 000 à 175 000 F). Les nécessités de la concurrence pousseront inexorablement à l'utilisation des ordinateurs.

---

## LA JEUNESSE, PREMIÈRE VICTIME

---

L'étude que nous éditons, relative aux effets de l'automatisation aux usines Renault, suffirait à prouver que ce système n'est en rien spécifiquement américain. Mais dans une mesure limitée, mais néanmoins réelle, ce qui se développe dans la forteresse de l'impérialisme mondial, centre de la "civilisation capitaliste" aux Etats-Unis, permet de dégager plus nettement des tendances qui ne peuvent pas ne pas être révélées chez les autres nations capitalistes. Une étude consacrée au chômage des jeunes a été publiée par la revue de la grande banque américaine First National City Bank of New York (janvier 1965). Constatant que le taux de chômage dans la population active s'établissait entre 5,4 % au premier semestre à 5 % pour le second semestre, le président des Etats-Unis, M. Johnson, signalait dans un discours prononcé devant le Business Council (décembre 1964) :

"Le taux du chômage des jeunes de 13 à 19 ans est près de trois fois plus élevé, 14,5 %. Pour les jeunes non de la race

*blanche, ce taux atteint un niveau presque incroyable, voisin de 30 % !”*

Ce taux “incroyable” du chômage des jeunes s’accéléra d’année en année. Les magnats des banques en cherchent les explications :

*“Mis à part la question de savoir si le désir de travailler et l’incitation au travail soit ou non suffisants, il reste que de nombreux chômeurs ont une formation professionnelle trop faible et ne savent pas assez bien lire ou écrire pour que les employeurs acceptent de les inscrire sur leurs feuilles de paie.”*

Toute la philosophie du patronat est ici concentrée : “mis à part” que, pour un patron américain (ou français), le chômeur est toujours un “fainéant”, il est admis que les conditions du travail déqualifié sont en train de créer un nouvel “analphabétisme” dans les pays de haute civilisation. Il est de fait qu’aux Etats-Unis, le taux de quasi-illettrés chez les jeunes qui, au sortir de l’école primaire, n’ont jamais occupé, à 25 ou 30 ans, un emploi, croît considérablement. Une scolarité adaptée pour assurer la formation d’ouvriers qualifiés était indispensable. L’armée de réserve de chômeurs quasi permanente, la masse des sous-qualifiés exigent des “connaissances” quasi nulles. Est-il nécessaire de savoir lire et écrire, quand l’ordinateur règle tous les problèmes ? Mais la persistance d’un chômage permanent et partiel de l’ordre de plusieurs millions de travailleurs pose de considérables problèmes sociaux. Ces millions de jeunes sans emploi recèlent un potentiel de révolte dont la bourgeoisie a une claire conscience. Les magnats du capital ont donc trouvé une solution. Laquelle ? La revue bancaire nous la donne :

*« Dans le cadre de la “campagne contre la misère”, des camps de formation professionnelle pour les jeunes chômeurs s’organisent dans des installations militaires désaffectées et un certain nombre de chefs de grandes entreprises y prennent part. D’autres centres de jeunes sont encore en voie de création dans les principales villes afin de compléter leur formation professionnelle en leur offrant notamment des possibilités de travail à temps partiel. »*

A l’aube du capitalisme, dans la période dite d’accumulation primitive, en vue de disposer d’une masse de main-d’œuvre à

bon marché, la bourgeoisie parquait les travailleurs dans des “workhouses” (les maisons du travail). Pour une bouchée de pain, condamnés à un véritable travail de forçat, les travailleurs préféraient tout plutôt que de rester dans ces bagnes. “Tout”, c’est-à-dire qu’ils acceptaient pour de bas salaires, sans garanties et droits, de vendre “librement” leur force de travail aux patrons ! Les travailleurs ont lutté, ils ont arraché droits, garanties, la journée de travail de 8 heures. Par centaines et milliers, les meilleurs des combattants ouvriers, intellectuels, jeunes ouvriers et étudiants sont tombés dans tous les pays sur le front de la lutte de classes. Dans ces batailles, les prolétaires, les couches d’intellectuels qui se sont mises au service du prolétariat ont fait progresser la culture et la civilisation.

Aujourd’hui, le capitalisme décadent, dans l’impasse, n’ouvre d’autre issue que ces “camps de travail” qui permettraient aux patrons de disposer d’une main-d’œuvre à bon marché.

*“Il n’est pas sans intérêt de noter, écrit-on dans cette étude, que malgré le gonflement récent des feuilles de paie dans les industries de transformation, le niveau de l’emploi pour les travailleurs productifs demeure très en dessous des niveaux qui s’étaient établis aux environs de 1955. Les syndicats ouvriers fortement organisés ont suscité une augmentation continue de salaires et des avantages accessoires des salaires. Ils ont mis ainsi les dirigeants des industries dans l’obligation d’accroître l’automation afin de contrebalancer leurs plus lourdes charges sociales.”*

La direction générale de la caisse centrale de Sécurité sociale de la région parisienne confirme complètement que “le but de l’automation est de casser le prix de revient”.

“Casser le prix de revient”, c’est-à-dire diminuer la fraction du capital engagée dans les salaires pour accroître la plus-value, le taux d’exploitation du travail. Diminuer la fraction du capital engagée dans les salaires pour augmenter les productivités et le rendement, expédiant au chômage les jeunes et les travailleurs en “surplus”. Tel est le programme du capital de tous les pays.

Dès lors, on comprend que, pour la bourgeoisie et son Etat, la culture et

l'enseignement doivent être dévalorisés. Pour discipliner la jeunesse et l'envoyer dans les camps de rééducation sous contrôle des militaires et des chefs d'entreprise, l'éducation des jeunes pourra être confiée à des ordinateurs.

Cet ordinateur, le CLASS, est déjà construit aux Etats-Unis :

*« Il permettra d'accélérer le processus de l'éducation et de remédier au manque d'enseignants. Cet ordinateur s'occupe individuellement de chaque élève. Il lui fournit tous les éléments de connaissances nécessaires, l'interroge, enregistre ses réponses et le mène pas à pas, à son propre rythme et à travers le programme complet en cours. Le CLASS fait en même temps un rapport détaillé sur le comportement de "l'élève". »*

Le mobile de la production en régime capitaliste, c'est la réalisation du profit par la vente des marchandises sur le marché. Les capitalistes, en concurrence entre eux, s'efforcent d'élargir leur position sur le marché. Tout se réduit à l'exploitation du travail, c'est-à-dire à l'accroissement de la plus-value, source des investissements et du profit. Les investissements de capitaux sont dirigés vers les pays à bas salaires. Mais le système de rapports sociaux dans les pays sous-développés, où l'immense majorité des populations est toujours soumise à un type de relations à caractère semi-servile, ne permet pas de dégager un pouvoir d'achat suffisant pour l'absorption d'une masse de marchandises et de capitaux en croissance continue dans les pays impérialistes. C'est pourquoi nous voyons, en dépit de la multitude des conférences et discours consacrés à l'aide aux pays sous-développés, les capitaux se diriger de plus en plus vers les pays capitalistes développés.

Mais ce phénomène est également visible à l'intérieur d'un pays capitaliste développé. Les capitaux s'investissant pour le profit recherchent les bas salaires. Le mécanisme des transferts d'entreprises des régions industrielles à forte concentration ouvrière vers des régions dites sous-équipées, où la main-d'œuvre est à meilleur marché, n'a pas d'autre explication. Diriger les travailleurs vers des régions à bas salaires, voilà ce que recouvre, par exemple, l'objectif du V<sup>e</sup> Plan en France, qui entend assurer de gré ou de

force une mobilité de la main-d'œuvre. De gré, en contraignant les mineurs de Decazeville, où les puits sont fermés, les métallos des Forges et ateliers de la Méditerranée à abandonner maisons, habitudes, salaires pour entrer dans cette masse de main-d'œuvre mobile acceptant tout pour une bouchée de pain ; le processus s'engage.

De force, la jeunesse sera parquée dans les "camps de travail et de rééducation" organisés par le ministère de la Jeunesse, sous contrôle des CRS et des militaires.

Dans un rapport adressé au président Kennedy en 1962, la commission consultative des relations patronat-salariés note que l'automatisme

*"exige la mobilité de la main-d'œuvre, mais celle-ci est gênée par la répugnance à quitter le lieu de résidence, soit que les liens personnels, le travail de certains membres de la famille, les frais de déménagement, les pertes éventuelles et l'insécurité de l'emploi dans une nouvelle localité en soient la cause" (Problèmes économiques, 30 octobre 1962).*

Pour le patronat, la chair de la jeunesse, comme pour le Shylock de Shakespeare, est objet de convoitise : "N'ayant que peu de responsabilité, écrit la revue bancaire, et se sentant moins attachés au foyer ou à un emploi de longue date, les jeunes peuvent apporter à la population active cette mobilité et cette adaptabilité qui lui sont nécessaires."

---

## LE CARACTÈRE DE CLASSE DE L'AUTOMATION

---

Nul n'en peut douter, le cerveau électronique, pour les tâches qui lui sont et seront confiées, est infiniment plus efficace et efficient que le cerveau humain. L'automatisme est la preuve éclatante que le génie de l'homme réalisant son contrôle sur toutes les forces de la technique, produit de son travail, permettrait de libérer l'homme de toutes les contraintes économiques et sociales, et de réaliser ainsi son emprise sur la nature et sa propre nature sociale. L'esprit reste confondu par tout ce que peut receler l'ère de progrès ouverte avec l'introduction du travail entièrement automatisé. La libération de



l'homme des servitudes de l'exploitation, les possibilités inouïes de développement culturel, le bond en avant de la civilisation apparaissent comme des réalités toutes proches.

Mais les processus du travail automatisé sont actuellement sous contrôle du capital. Les conséquences de l'automatisation chez les travailleurs qu'elle frappe, un rapport de l'OCDE les signale. Des ouvriers, techniciens et cadres ont passé une vie à acquérir une spécialité. Ils ne trouveront que difficilement à s'adapter aux modifications brutales du marché du travail et seront réduits à une vie misérable. Leurs enfants seront tout aussi durement touchés. L'automatisation détruit les anciennes spécialités du niveau CAP. Une petite minorité d'analystes, de programmeurs, de techniciens de l'électronique verra peut-être sa condition s'améliorer, mais l'écrasante majorité des travailleurs de toutes catégories verra son sort détérioré, l'avenir bouché. Les machines électroniques dégageant maîtres et élèves du travail nécessaire à l'assimilation des indispensables connaissances de base permettraient d'ouvrir l'époque de la véritable culture totale. Mais dans les mains du capital, l'enseignement automatisé sera utilisé pour partielliser encore plus la connaissance et éduquer le futur travailleur aux seuls mouvements indispensables à la production des marchandises, donc du profit.

L'apparition de l'automatisation doit entraîner de profondes modifications dans l'organisation du travail et dans les rapports qui s'établissent dans l'usine entre le capital et l'ouvrier. L'usine automatisée ne peut pas tolérer de conflits de travail, car tout arrêt de la production entraîne immédiatement des pertes fantastiques pour le capital. Si celui-ci se trouve apparemment dans une situation fort vulnérable, puisque la grève d'une poignée d'hommes suffit pour tout immobiliser, la nature de la production lui offre de sérieux atouts pour créer la discipline totalitaire que le bon fonctionnement de l'usine exige. Il ne se trouve plus en face d'une vaste concentration ouvrière, il a seulement affaire à un nombre plus limité d'ouvriers déqualifiés travaillant de façon isolée dans des conditions psychologiques et mentales extrêmement pénibles.

L'automatisation franchit un pas nouveau dans la dégradation de l'acte même de travail. L'ouvrier n'a maintenant plus qu'à surveiller quelques boutons et cadrans sur un panneau lumineux. Ce travail se fait dans des salles de contrôle isolées et demande une tension nerveuse extrême qui engendre chez l'ouvrier "*une débilité intellectuelle et physique, une irritabilité et d'autres troubles fonctionnels analogues*" (rapport OCDE). Au travers de la machine électronique, la domination du capital exerce donc sur l'ouvrier une pression d'une puissance inouïe.

---

## INTRODUCTION DE L'AUTOMATION EN FRANCE

---

L'étude que nous publions sur la mise en place de l'automatisation aux usines Renault démontre que les nouveaux procédés de travail, largement utilisés aux Etats-Unis, trouvent déjà leur application en France. Les appareils ouvriers CGT, CGT-FO, FEN (5), PCF et SFIO (6) gardent un prudent silence sur l'ensemble de ces problèmes. Ce n'est pas là le fait du hasard. Partisans de la collaboration de classes (coexistence pacifique), les appareils dirigeants savent que les nécessités de la concurrence internationale exigent l'introduction des processus de production automatisée en France. C'est la raison pour laquelle CGT, CGT-FO, CFDT et FEN ne donnent aucune information sur ces questions vitales. Un compte rendu d'une conférence a été publié par *L'Usine nouvelle*, organe de grands trusts de la métallurgie. M. Hallopeau, vice-président de la Fédération nationale des industries électroniques (patronale), a déclaré :

(5) La Fédération de l'Education nationale (FEN) était la fédération regroupant, jusqu'en 1992, les syndicats de toutes les catégories de personnels de l'Education nationale, enseignants et non enseignants. En 1947, alors que la CGT connaissait une scission qui allait donner naissance à la CGT-Force ouvrière, la FEN décidait de garder son unité et son autonomie (motion Bonissel-Valière du Syndicat national des instituteurs).

(6) La Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) était la section française de la II<sup>e</sup> Internationale socialiste, née en 1905 de l'unification du Parti socialiste de France, de Jules Guesde et Edouard Vaillant, et du Parti socialiste français, de Jean Jaurès. La SFIO se dissoudra en 1969 dans le Parti socialiste actuel.

*“L'utilisation de l'automation est dans le cadre de la concurrence une nécessité vitale de survie. Les opérations qui sont susceptibles d'être automatisées couvrent tout le processus du travail : conception, administratif, production, recherche scientifique, consommation, médecine, vols spatiaux, distribution. Le seul produit de substitution qu'apporte l'automation est le travail humain.”*

M. Hallopeau confirme ainsi entièrement les déductions tirées par M. John Snyder :

*« Les optimistes comparent volontiers ce phénomène (l'automation) à la révolution industrielle, dit Snyder, mais c'est une erreur. En dernière analyse, cette révolution (du siècle dernier) créait des emplois, mais la nouvelle technologie rend démodés non seulement nos machines classiques, mais aussi les hommes dits “modernes”. Maintenant, nous utilisons des machines d'une subtilité telle qu'elles suppriment les emplois. »*

Toute une série d'orateurs dirigeants du patronat français ont pris la parole à la tribune de cette conférence. MM. Chalvet, haut fonctionnaire, Dupont de Saint-Cyr, représentant du Crédit lyonnais, tous concluent dans le même sens :

*“Nous sommes tous condamnés au traitement automatique, et cette condamnation est définitive...”*

*“Le bilan de l'automation est positif, malgré l'importance du poste investissement qui s'inscrit au passif d'une telle réalisation...”*

*« Car il en résulte une “économie” de gestion de l'ordre de 25 %. En deux ans, les frais occasionnés par la mise en place de l'automation sont amortis, la productivité est immédiatement doublée. »*

A la lumière de quatre études effectuées en Angleterre dans une entreprise moyenne de l'industrie alimentaire, en France dans une des quatre banques nationalisées de dépôt (7) (il n'est pas indiqué de quelle banque il s'agit), en Suède dans un groupe de compagnies d'assurances, en Allemagne dans un certain nombre de firmes des secteurs industriels et commerciaux, l'OCDE vient de publier un long rapport sur les conséquences administratives et humaines de l'automatisation du travail de bureau. Quelques enseignements (déjà vieilliss) de cette enquête effectuée sur la base des données de 1963

ont été publiés par le SICOB (21 octobre 1965). On y lit :

*“Dans la grande banque française concernée, la situation de l'emploi reste incertaine. Le personnel a un peu diminué dans les sections dont les activités sont reprises par l'ordinateur et l'on s'attend à des réductions nouvelles et plus importantes.”*

Un élément important doit être signalé. A la première étape de la mise en place de l'automation, reste en place l'ancienne structure de la production. On constate momentanément un accroissement de main-d'œuvre, mais l'étude note :

*« On ne saurait toutefois souligner avec trop de force que cette situation peut ne pas persister. Par exemple, avec le développement de systèmes ordinateurs “intégrés”, on enregistrera de plus en plus de données originales à la source sur des cartes ou rubans magnétiques (8), éliminant ainsi davantage de travail administratif courant. De même, il semble actuellement que l'un des progrès techniques qui sont le plus capables d'intervenir soit une amélioration des procédés d'introduction des données de telle sorte que, dans une grande mesure, la perforation et autres travaux préparatoires puissent devenir inutiles. »*

Ainsi, les affirmations des “sociologues” de toutes tendances qui tentent de bercer d'illusions les masses travailleuses sont démenties. Rien ne peut interdire que la mise en place de l'automation entraîne le chômage. Mais d'ores et déjà, elle amène la déqualification.

*“Les études mentionnées ici permettent de penser, poursuit le bulletin de la SICOB, et les constatations faites en France et en Suède sont probantes, que les ordinateurs accélèrent cette tendance. Le travail administratif était déjà de plus*

(7) A l'époque où écrit Pierre Lambert, les quatre principales banques de dépôt françaises, à savoir la Société générale, le Crédit lyonnais, le Comptoir national d'escompte de Paris et la Banque nationale pour le commerce et l'industrie (ces deux banques fusionnant en 1967 pour former la BNP) étaient nationalisées depuis 1945. Elles furent toutes privatisées dans les années 1980-1990.

(8) Au moment où Pierre Lambert écrit, les principaux supports de stockage des données étaient les cartes perforées et les bandes magnétiques. Si ce dernier support est encore utilisé (essentiellement pour l'archivage et la sauvegarde de données), de nouveaux supports sont apparus à partir des années 1970 comme les disques durs, disquettes, CD Rom, serveurs, disques optiques, etc.

*en plus simplifié, normalisé, organisé. Aussi les employés exécutent-ils en proportion croissante des travaux semi-qualifiés. (Cette tendance à la déqualification s'accélère considérablement avec l'automatisation.) Sans doute y a-t-il le nouvel élément qualifié composé de surveillants d'ordinateurs, des programmeurs et des opérateurs, mais leur nombre est relativement restreint et, comme les chiffres de l'étude française le montrent, leur apparition ne compense en aucune manière la diminution dans d'autres sections de la proportion des employés qualifiés. (Il est à prévoir) que le bureau complètement automatisé comprendra une proportion écrasante de travailleurs non qualifiés."*

Ces observations, déduites d'une enquête effectuée dans une grande banque française, confirment entièrement les résultats de l'étude sur les conséquences de la mise en place de l'automatisation aux usines Renault.

Ce n'est nullement par hasard que ce soit autour de la question de l'intégration des syndicats à l'Etat que se livrent aujourd'hui et que se livreront demain les principaux combats entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. A y regarder de plus près, on s'aperçoit, en effet, que c'est par nécessité que la bourgeoisie s'est vu contrainte de placer ce problème à l'ordre du jour de la lutte politique. Cette nécessité n'est pas née pour elle seulement de l'accentuation de la concurrence interimpérialiste sur le marché mondial, mais aussi de la nature particulière des changements techniques qui vont caractériser de façon croissante la phase actuelle du capitalisme pourrissant.

Tant par les soubresauts économiques et sociaux, que leur mise en application doit quasi certainement entraîner, que par les modifications que leur bon fonctionnement implique dans la nature des rapports de travail dans l'usine, ces changements techniques — connus sous le nom générique de *l'automatisation* — exigent la *soumission absolue* de la classe ouvrière. Avant de tenter de pouvoir introduire l'automatisation sur une plus grande échelle, la bourgeoisie doit s'être préalablement assurée d'avoir les mains libres ; *libres* pour régler sans intervention de la classe ouvrière les nombreuses difficultés qui vont surgir de la mise en application de

techniques qui signifient la déqualification de millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens et de cadres, et ouvrent même la perspective d'un chômage permanent pour nombreux d'entre eux ; *libres* pour imposer à ceux qui conserveront un emploi une discipline de fer équivalant à une quasi servitude.

Ces quelques remarques éclairent déjà l'enjeu décisif de la période qui s'ouvre. Autant il est nécessaire pour la bourgeoisie de se soumettre la classe ouvrière en brisant ses organisations, ses droits, ses garanties, ses libertés arrachés par une lutte de classe séculaire, autant il est nécessaire pour la classe ouvrière de se défendre coûte que coûte. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra éviter d'être rabaissée au statut de l'être social paupérisé sans droits ni libertés, subissant sans moyens organisés de résistance le joug du capital. L'enjeu est le droit à la vie, c'est le droit au travail, le droit à l'enseignement, le droit à la culture. Une dernière question, déjà soulevée dans cette préface, se pose. Pourquoi les appareils bureaucratiques refusent-ils non seulement de mobiliser les travailleurs, mais simplement de leur faire connaître ne fût-ce que l'étude sur la mise en place de l'automatisation aux usines Renault que nous publions ? Cette brochure a circulé dans l'usine. Elle est connue par toute une série de responsables syndicaux au plus haut niveau des fédérations et des confédérations. En dépit des énormes moyens de propagande (journaux, tracts) dont les fédérations et confédérations disposent, ni la CGT, ni la CGT-FO, pas plus que la FEN que la CFDT y ont fait la moindre allusion. Les documents rassemblés dans cette préface permettent de donner une réponse.

Le capitalisme français ne peut tenter de résister à ses rivaux plus puissants qu'en introduisant l'automatisation. L'automatisation implique la restructuration complète des formes traditionnelles de l'économie capitaliste. Elle appelle les concentrations, la fermeture des entreprises non rentables. Elle exige que soient assurées la déportation de la main-d'œuvre (baptisée "mobilité"), la déqualification et la reconstitution de l'armée de réserve de chômeurs permanents. Abaisser les prix de revient, c'est-à-dire diminuer la fraction du capital engagée

dans les salaires pour accroître la plus-value, source des investissements, tel est son but. Mais le capital et son Etat ne peuvent tenter de mettre en place l'automatisation que si les dispositions du V<sup>e</sup> Plan (9) sont imposées. Mais il ne sera possible pour le capital et son Etat d'espérer atteindre les objectifs du V<sup>e</sup> Plan que si les relations de travail entre le capital et le prolétariat (et la jeunesse) sont restructurées. La réforme Fouchet (10) et la réforme administrative, les conseils et commissions du Plan, les comités de développements régionaux (CODER) (11) et le comité du district parisien, la réforme des comités d'entreprise, les comités et commissions d'études de revenus amorcent cette restructuration des relations de travail sur le type policier. Demain, le futur Sénat corporatif (12), que de Gaulle veut organiser, couronnera l'édifice social où l'Etat et ses représentants, ministres et préfets, décideront sans appel de toutes les mesures de surexploitation nécessaires au capital. Les responsables syndicaux à tous les échelons de "l'entreprise à la nation", suivant une expression chère aux dirigeants de la CFDT, seront chargés d'imposer aux travailleurs la loi policière du profit.

La réponse à la question posée découle donc logiquement de la politique des appareils, qui, participant à tous les organismes institués par de Gaulle (plans CODER, district, réforme Fouchet, etc.), se refusent à mettre en cause une orientation conforme aux intérêts du capital. L'existence d'organisations indépendantes de l'Etat, les droits, garanties et libertés arrachées par la lutte de classes sont actuellement incompatibles avec la survie du régime capitaliste. La bourgeoisie entend liquider les conquêtes du prolétariat et intégrer à l'Etat les syndicats et les organisations ouvrières. Les appareils facilitent, avec la politique de participation et la tactique des luttes disloquées, la dislocation de la classe ouvrière, condition indispensable à l'application du V<sup>e</sup> Plan. Les dirigeants de la CGT, de la CGT-FO et de la FEN, qui ont lié leur sort à la rénovation de la société bourgeoise, apparaissent totalement impuissants à ouvrir

une véritable perspective de lutte contre la "déchéance professionnelle". C'est pourquoi ils préfèrent anesthésier la classe ouvrière en refusant de l'informer sur les conséquences de la mise en place de l'automatisation, au lieu de la préparer au combat.

Il revient donc naturellement aux militants "lutte de classe", aux marxistes, à l'avant-garde, regroupés autour de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, IV<sup>e</sup> Internationale) et *Révoltes* de donner l'alerte en fournissant une première analyse de la signification sociale de la nouvelle technologie.

**Paris, 1<sup>er</sup> mai 1966 (brochure éditée  
par Informations ouvrières)**

---

(9) Le V<sup>e</sup> Plan est un plan économique mis en place de 1966 à 1970 par le gouvernement de Gaulle-Pompidou. Par rapport aux précédents (il en existait depuis 1946), ce plan marquait une étape importante dans le développement du corporatisme. D'une part, il incluait dans son élaboration le Parlement et dans son exécution les régions. D'autre part, il tentait de mettre en place une "politique des revenus" visant à soumettre les salaires à "l'accroissement de la productivité nationale". Celle-ci étant décidée par l'Etat en fonction des besoins généraux du capital financier, la "politique des revenus" était la soumission de toute discussion et négociation salariale à cet objectif.

(10) Christian Fouchet (1911-1974), à cette époque ministre de l'Education nationale, avait précédemment dirigé le comité chargé d'étudier l'union politique européenne, autrement appelé "Plan Fouchet". Il s'agit d'une première tentative d'intégration des institutions nationales des pays membres de la CEE, ancêtre de l'Union européenne, dans le cadre d'institutions politiques européennes supranationales prévoyant notamment la création d'un Conseil européen, d'un Parlement européen et d'une Commission politique européenne.

(11) Les CODER étaient des structures de type corporatiste mises en place par de Gaulle dans le cadre de la réforme administrative de 1964, visant à mettre en œuvre la politique d'aménagement du territoire décidée par le gouvernement, en y associant notamment les syndicats.

(12) Projet de De Gaulle, dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République, de transformer le Sénat en structure économique et sociale intégrant les représentants des organismes professionnels et les syndicats. Le Sénat corporatif fut l'un des volets du projet soumis à référendum en 1969 et qui fut rejeté massivement, provoquant le départ de De Gaulle.



**Démocratie politique,  
démocratie ouvrière**



Manifestation pour le vote non au référendum du général de Gaulle (France, 1969), qui cherche à mettre en place un "Sénat corporatiste" dans le cadre des institutions bonapartistes antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République.

# Présentation

S'il est un principe qui est resté présent en permanence dans toute l'activité du camarade Pierre Lambert, c'est bien celui du respect du mandat. Principe constitutif du mouvement ouvrier, base de la démocratie ouvrière qui implique qu'en toutes circonstances le délégué ouvrier observe le mandat que lui ont confié les travailleurs. Base de la démocratie ouvrière, le respect du mandat est aussi un élément essentiel de la démocratie politique, dont le point de départ est le respect de la volonté du peuple.

Tout le mouvement de la Révolution française, de 1789 à 1794, est lié à cette question, au respect de la volonté du peuple d'abord contre le veto monarchique, ensuite contre les limitations du suffrage censitaire et au travers des manifestations populaires qui rappellent, si besoin est, aux élus le mandat qui leur a été confié.

Question dont la brûlante actualité est au centre du numéro d'*Informations ouvrières* n°831 (7 février 2008) — hebdomadaire fondé il va y avoir 50 ans par Pierre Lambert — dont l'éditorial commence ainsi :

*“L'histoire retiendra que si le peuple français s'est vu interdire tout référendum sur le traité de Lisbonne, il le doit à ces 193 députés et sénateurs de gauche qui, en s'abstenant ou en votant la réforme constitutionnelle, ont scellé l'union sacrée pro-européenne”*

et ont ainsi bafoué la volonté du peuple français qui s'était exprimée par son vote “non” en mai 2005.

Le rapport entre le combat pour la démocratie et le combat pour l'émancipation sociale pour l'abolition de la propriété privée des moyens de production a toujours occupé une place importante dans la réflexion théorique et politique du camarade Lambert, comme dans son action.

On trouvera dans ce numéro de *La Vérité* des références au combat politique du camarade Pierre Lambert à diverses périodes, qu'il s'agisse de l'action clan-

destine sous l'occupation nazie, des années qui suivent la Libération, du combat contre l'oppression coloniale et la guerre d'Algérie, de la résistance à l'instauration de la V<sup>e</sup> République et du combat constant contre les institutions antidémocratiques de celles-ci qui manifeste cette continuité.

Dans la partie qui suit, nous publions quelques documents qui présentent l'avantage de rassembler la conception que le camarade Lambert se faisait de cette question centrale. Tout d'abord, en juin 1985, des journées d'études sur la V<sup>e</sup> République et la démocratie se tenaient à Paris. Y participaient, sous la présidence de Pierre Lambert, Roger Sandri, Gérard Bloch, Alexandre Hébert et Jean-Christophe Cambadélis. Ce dernier était alors l'un des responsables de l'OCI. Dans les mois qui suivaient, il déclara rejeter la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme et devint un dirigeant du PS. Dans ces journées d'étude de juin 1985, il présentait un exposé intitulé : “*Les institutions de la V<sup>e</sup> République sont-elles compatibles avec la démocratie ?*”

A cette question, il a, depuis, par toute sa politique répondu positivement, alors qu'à l'époque il en dénonçait le caractère antidémocratique. Le compte rendu de ces journées a été édité en brochure, aujourd'hui épuisée, mais que l'on peut consulter si on le désire au CERMTRI.

Nous reproduisons certaines des interventions du camarade Lambert, qui, dans sa présentation de ces journées d'études, tenait d'abord à rétablir ce qu'était la conception marxiste de la démocratie.

*« Nous vivons une telle époque de décadence sur tous les plans, théorique, politique, économique, intellectuel, que le libre débat apparaît aux charlatans de tout acabit, ceux qui occupent le devant de la scène, comme une construction artificielle... L'un d'eux, R. Dangeville, qui gagne sa vie en traduisant des textes de Marx et Engels, fort intéressants d'ailleurs, peut écrire : “Marx-Engels ont une conception de classe profondé-*

ment antidémocratique : d'abord, elle implique de toute nécessité l'existence d'un parti et donc l'idée qu'une minorité peut avoir une vision plus conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire que la majorité."

*Digne représentant d'une pensée qui sclérose le marxisme en dogme sans vie, il ne lui est jamais venu à l'esprit qu'une majorité peut avoir une vision plus conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire que la minorité. A-t-il jamais réfléchi que dans l'histoire, la grève générale, les révolutions et bien d'autres mouvements représentent l'irruption des masses — autrement dit de la majorité — sur la scène où se joue leur propre destinée ?*

*A-t-il jamais réfléchi que dans l'histoire, un parti réellement révolutionnaire, des Jacobins de la Révolution française au Parti bolchevique de Lénine et Trotsky, ont été des partis révolutionnaires précisément parce que dans certaines conjonctures ils exprimaient les aspirations et les besoins de la "majorité" ?*

*C'est une véritable falsification de l'enseignement de Marx et d'Engels que d'écrire qu'ils avaient une "conception de classe profondément antidémocratique", comme c'est faire preuve d'une totale incompréhension du marxisme que d'opposer la "nécessité du parti" aux intérêts de la "majorité". C'est là opposer des formules creuses à l'effort théorique pour dégager une pratique politique "conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire".*

*Autrement dit, la méthode du marxisme, qui est à la base du combat pour la construction du parti révolutionnaire, dans le cadre du combat pour l'Internationale, conduit à faire sienne la pensée de Trotsky : "Le marxisme est l'expression consciente du processus historique inconscient." Ce qui précisément signifie exiger en toutes circonstances la libre discussion, la démocratie comme méthode politique. »*

La première intervention du camarade Lambert est constituée par la réponse à une question posée par un participant sur la mise en cause des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Il est notamment revenu dans cette intervention sur la question des institutions et sur le fait que des militants ouvriers ne peuvent être indifférents à la forme de l'Etat, même si celui-ci reste toujours celui de la classe dominante.

Revenant sur la nature politique des institutions de la V<sup>e</sup> République, Pierre Lambert démontre que "*c'est du point de vue de la démocratie*" qu'elles doivent être détruites et que c'est cela qu'implique le respect du mandat donné par les masses laborieuses en 1981 lorsqu'elles ont voté pour une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

La seconde intervention que nous reproduisons porte plus particulièrement sur les rapports entre la démocratie et le pouvoir ouvrier, à partir d'une réflexion sur la révolution portugaise.

La troisième intervention se situe dans la discussion ouverte par l'exposé qu'avait fait le camarade Gérard Bloch sur Marx et la démocratie. Il insiste dans cette intervention sur le fait que "*les combinaisons politiques sont d'une richesse exceptionnelle*" et que doivent être bannis les schémas sans vie, précisant :

*"Démocratie, démocratie ouvrière ne sont pas simplement des schémas, mais, à chaque fois, il faut rechercher le contenu de classe, analyser pour agir la lutte de classe réelle. Cela fonde depuis des années et des années toute la bataille du PCI sur la ligne de la démocratie."*

C'est en fait la question du rapport entre le combat pour la démocratie et la révolution prolétarienne, la question de la révolution permanente qui est ici abordée.

Nous reproduisons ensuite le texte de la conférence de Pierre Lambert "*La IV<sup>e</sup> Internationale et la démocratie*". Cette conférence a été prononcée en décembre 2000, au siège de la franc-maçonnerie. Il est dans la tradition de cette association d'inviter des représentants de diverses formations politiques pour qu'ils exposent leurs positions.

Le titre même de la conférence, choisi par le camarade Lambert, indique bien qu'il ne s'agit pas d'une dissertation sur la démocratie en général, mais d'une présentation des positions de la IV<sup>e</sup> Internationale. Compte tenu de ce caractère, il nous a semblé indispensable de reproduire le texte de cette conférence dans son intégralité.

Enfin, nous publions la déclaration faite par Pierre Lambert le 15 juin 1968, au lendemain de la dissolution de l'Organisation communiste internationa-

liste. Ce texte prend toute son importance parce que l'OCI, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, à la différence de nombreuses autres organisations frappées par la même décision réactionnaire, a, y compris sur ce terrain, mené le combat pour la défense des libertés démocratiques en portant plainte devant le Conseil d'Etat contre le décret de dissolution. Ce décret fut cassé en 1971. Il s'appuyait sur un décret de 1936, pris par le gouvernement de Front populaire sous le prétexte de combattre les organisations fascistes ("*ligues factieuses*"), mais qui fut, dans

les faits, employé pour dissoudre l'Etoile nord-africaine.

Les "*ligues factieuses*" étaient notamment définies par le fait qu'elles mettaient en cause la forme républicaine de l'Etat. M<sup>e</sup> Yves Dechezelles, avocat de l'OCI, plaida que combattre pour la république des conseils ouvriers n'était en aucun cas contradictoire avec la forme républicaine de l'Etat, ce qui renvoie aux questions théoriques abordées plus haut.

François de Massot

## Textes de Pierre Lambert

# Combattre les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République

Les Constitutions, les institutions, sont toujours l'enveloppe institutionnelle de rapports de forces entre les classes au niveau de l'Etat. Les institutions sont toujours en correspondance avec la nature de classe de l'Etat. Il y a également la forme politique que prennent ces rapports de force entre les classes, en relation avec la nature de classe de l'Etat, dont les Constitutions rendent plus ou moins compte. Sous cet angle, il est clair que si la démocratie peut être qualifiée de bourgeoise, c'est là une forme institutionnelle différente d'un régime fasciste, qui est également bourgeois. Le régime bonapartiste est également bourgeois. Avec les militants, les fondateurs du marxisme, et pas seulement eux, nous savons que nous ne sommes pas indifférents à la forme de l'Etat, même si cet Etat est l'Etat de la classe dominante.

Qu'est-ce que le bonapartisme ? Quand la classe bourgeoise était classe révolutionnaire, elle disait toujours ce qu'elle

était. Jusqu'à la Révolution française et dans la Révolution française, elle a toujours dit, cherché à dire ce qu'elle était. A partir du moment où la bourgeoisie assoit sa domination sur la société, cette société qui engendre la classe qui doit devenir son fossoyeur, à savoir la classe ouvrière, les régimes bourgeois ont toujours manié l'équivoque. L'expression la plus élevée de cette équivoque, c'est le bonapartisme. Signalons en passant qu'il ne faut pas oublier qu'Hitler a pris le pouvoir de la manière la plus légale qui soit et qu'il n'a jamais abrogé la Constitution de Weimar. Dans la Constitution "démocratique" de Weimar, il y avait toute une série d'éléments bonapartistes. Cependant, il est évident que l'Allemagne de 1919 à 1933 n'est pas l'Allemagne de 1933 à 1945 (1).

(1) C'est dans la ville de Weimar qu'avait été adoptée la Constitution de la République allemande se substituant au régime impérial. Cela prenait place après l'écrasement de la révolution prolétarienne commencée en 1918.



Bonaparte, le premier du nom, a eu la mission de garantir contre l'Europe féodale les conquêtes bourgeoises de la Révolution. Cela en lutte contre les représentants de l'Ancien Régime, mais également pour leur permettre de s'intégrer à la classe bourgeoise. Avec Napoléon III, c'est la lutte contre la classe ouvrière, qui nécessitait pour la bourgeoisie le recours à un système politique antidémocratique.

La V<sup>e</sup> République a été qualifiée par nous de bonapartiste. Il y a différentes formes de bonapartisme, qui sont le produit de rapports de force particuliers. Il est clair que le bonapartisme de De Gaulle n'est pas celui de Napoléon III, bien que la Constitution de 1958-1962 soit calquée sur la Constitution de Louis-Napoléon Bonaparte (2).

Il est clair qu'il y a une différence entre l'Empire, au moins jusqu'à l'Empire libéral, et le régime dans lequel nous vivons depuis 1958. Il est vrai que les libertés démocratiques formelles ont été respectées depuis 1958. Néanmoins, il faut préciser ce qui distingue le bonapartisme de la démocratie. Le bonapartisme est un système où le pouvoir n'émane pas de représentants élus. Le pouvoir est entre les mains du président, le Napoléon, l'empereur ou le président de la République qui gère l'Etat en s'élevant au-dessus de la représentation parlementaire.

Nous connaissons aujourd'hui depuis de Gaulle un régime de telle nature. Il est clair que personne ne peut parler de démocratie parlementaire ou de Parlement en France. Ce n'est pas par hasard que feu Sanguinetti qualifiait le parti au pouvoir de "parti godillot". Dans le cadre de la Constitution de la V<sup>e</sup> République, dès qu'il est au pouvoir, un parti devient "godillot" (3).

Le camarade indique que la Constitution gaulliste fait référence à la République laïque. C'est là, du point de vue de la démocratie, la même duperie que de considérer l'Assemblée nationale comme une assemblée parlementaire. Pour Napoléon III, le régime était édifié sur le suffrage universel, libre et égal. Est-ce un hasard si, depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir, nous avons connu la loi Debré, la loi Guerneur, et tout dernièrement la loi Savary, qui n'a pas été votée, mais qui

s'applique tout de même avec Chevènement (4) ? C'est-à-dire des lois entièrement contradictoires à la laïcité de l'Etat, même si la Constitution y fait formellement référence.

Du point de vue de la démocratie, ces institutions doivent être détruites. Je m'explique : étant pour la démocratie représentative, nous ne sommes pas pour la démocratie en général. Pour ma part, je suis pour une démocratie représentative, comme disait Aristote, des pauvres, c'est-à-dire aujourd'hui des exploités et des travailleurs.

Et c'est parce que nous ne sommes pas pour la démocratie "en général" que nous pensons qu'un mandat doit être respecté.

Et nous considérons qu'en 1981, les travailleurs, les masses laborieuses ont voté pour une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale, pour un gouvernement qui n'applique pas cette politique de destruction de l'école, de liquidation des droits et des garanties de la classe ouvrière. En 1981, les travailleurs ont voté contre Giscard et ont investi une majorité PS-PCF contre la politique de droite que Giscard cherchait à imposer en utilisant les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République, taillées sur mesure pour la défense des intérêts bourgeois. Je constate, comme les travailleurs le constatent, que la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale et les deux gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiter-

(2) En février 1848, l'action révolutionnaire du peuple français, et d'abord de la classe ouvrière, renverse la monarchie de Louis-Philippe et instaure la II<sup>e</sup> République. En juin 1848, quand le prolétariat parisien se dresse pour ses propres revendications, les dirigeants bourgeois de la révolution de Février se retournent contre lui et le font écraser par l'armée. Pour stabiliser sa domination de classe, la bourgeoisie sacrifie alors la démocratie et remet le pouvoir entre les mains d'un "sauveur suprême" ; ce sera le Second Empire (1852-1870).

(3) Sanguinetti était l'un des dirigeants du parti gaulliste.

(4) Les lois Debré (1959) et Guerneur (1977) votées au Parlement par des majorités de droite assuraient le financement de l'enseignement privé (à 95 % confessionnel) par des fonds publics. La loi Savary, allant plus loin, prévoyait d'intégrer l'enseignement confessionnel — qui aurait conservé sa spécificité — dans un vaste système d'enseignement public. Mais la hiérarchie catholique, jugeant que cela ne lui suffisait pas, s'y opposa et le gouvernement recula. Chevènement, alors ministre de l'Education nationale, s'inspira de cette loi dans toutes les négociations avec l'enseignement privé.

man et Mitterrand-Fabius, pour conduire cette politique de droite, n'ont eu qu'à utiliser les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République (5).

Pour la défense des intérêts des travailleurs, pour que les travailleurs puissent exprimer leurs intérêts, il faut détruire ces institutions et édifier des institutions représentatives. Bien entendu, pour moi, il s'agit d'édifier des institutions représentatives de la classe ouvrière. Et ce n'est pas par hasard que de Gaulle, en 1969 et même avant, en 1959, visait à liquider la place des organisations syndicales indépendantes (6). Car il y a incompatibilité entre les institutions de type bonapartiste et antidémocratique et les syndicats indépendants ou la laïcité. C'est ce que confirment les lois Auroux et la politique antilaïque des gouvernements depuis 1981 (7).

---

## LES RAPPORTS ENTRE LA DÉMOCRATIE ET LE POUVOIR OUVRIER

---

(...) Si je prends une expérience récente, celle de la révolution portugaise, je crois qu'elle nous permet peut-être de méditer sur les rapports entre la démocratie et le pouvoir ouvrier. La révolution portugaise, qui, d'ailleurs, bien qu'elle ait beaucoup reculé, je ne sais pas encore, mais je l'espère, reprendra sa force et l'avance qu'elle a représentée pour les masses laborieuses (8).

La révolution portugaise de 1974 a combiné quelque chose de très particulier sous des formes particulières : un effondrement total de l'Etat bourgeois salazariste, car les institutions salazaristes ne pouvaient pas, comme les institutions bonapartistes, évoluer démocratiquement. Et cet effondrement a abouti à l'effondrement de l'armée, de la police, de l'Etat. Il ne restait plus rien debout. En même temps, nous avons vu les masses, les paysans, régler comme on le sait, régler sérieusement, le problème de la réforme agraire, en particulier dans les grands domaines de l'Alentejo.

C'est d'ailleurs la question agraire qui reste un des points majeurs concentrant

aujourd'hui encore toute la crise qui secoue le Portugal. Les classes privilégiées veulent récupérer ces grands domaines. Et dans les entreprises, pendant la révolution de 1974, les travailleurs ont constitué conjointement avec les syndicats indépendants, liquidant les syndicats intégrationnistes — salazaristes —, les commissions internes, ces commissions qui représentaient une forme de pouvoir ouvrier.

Et en même temps, vous aviez l'Assemblée de la République, l'Assemblée de la République qui était un Parlement avec des pouvoirs. Et en face d'elle, il y avait la présidence. Où était le pouvoir ? Où est encore le pouvoir ? Il n'était pas, il n'est toujours pas à la présidence, le pouvoir est à l'Assemblée de la République.

Dans ce sens, vous avez une combinaison extrêmement intéressante d'une Assemblée de la République élue au suffrage universel, ayant toutes les caractéristiques d'un Parlement, et qui, en même temps, est le siège du pouvoir. Ce que les masses avaient cherché à imposer dans leurs commissions, dans la réforme agraire, etc., trouvait son expression déformée

---

(5) Pierre Mauroy, dirigeant socialiste, avait été le Premier ministre de Mitterrand après l'élection de ce dernier à la présidence. Laurent Fabius lui avait succédé en 1989. Charles Fiterman, membre de la direction du PCF, a été ministre des Transports.

(6) En 1969, de Gaulle soumit au référendum un projet corporatiste d'intégration des organisations syndicales (des représentants syndicaux auraient siégé en tant que tels au Sénat). La CGT-Force ouvrière d'abord et la CGT appelèrent à voter non.

(7) Jean Auroux, ministre socialiste du Travail, a fait adopter en 1982 une loi présentée comme codifiant de nouveaux droits des travailleurs. En fait, la loi Auroux, qui traite notamment du droit d'expression des salariés, prévoit que "*l'expression directe et individuelle s'exerce en dehors de médiation*", et il est ajouté pour définir cette médiation rejetée : "*Délégués du personnel, délégués syndicaux ou encadrement en tant que tels.*" Cette loi ouvre une brèche dans les prérogatives conquises de haute lutte des organisations syndicales comme représentant les travailleurs et défendant leurs droits collectifs.

(8) En avril 1974, l'action révolutionnaire des masses portugaises faisait s'effondrer la plus vieille dictature d'Europe (elle existait depuis 1926). L'aspiration immédiate des masses laborieuses était la démocratie, mais la démocratie, c'est la souveraineté du peuple, et c'est donc les pouvoirs d'une Constituante que le mouvement des masses tendait à donner à l'Assemblée de la République pour que celle-ci règle les problèmes sociaux brûlants qui ne pouvaient se résoudre dans le cadre du système capitaliste.

dans la majorité PS-PCP, qui contrôlait l'Assemblée de la République. Cette question, d'ailleurs, est une question qui a été soulevée il y a fort longtemps. Trotsky l'a soulevée, et même Lénine avant lui, lorsqu'il disait que la forme la plus pacifique de la révolution russe de 1917 aurait été la combinaison des soviets et de la Constituante. Il y a donc, sur les bases théoriques fondamentales justement définies par le camarade Bloch, une allure toujours complexe et originale des événements. Il est clair que la ligne de la démocratie permet d'agir sur l'ensemble des volets d'une situation politique complexe, très riche, qui mérite, avec le marxisme, d'être interprétée pour agir (...).

---

### CE QUE SIGNIFIE "LA LIGNE DE LA DÉMOCRATIE"

---

Dans l'exposé du camarade Bloch, il y a toute cette partie historique qui, à mon avis, est fondamentale, établissant les relations qui existent entre démocratie et communisme. Ces relations, bien entendu, sont des relations de nature particulière, puisque la démocratie, sous quelque forme que ce soit, est toujours une forme de gouvernement, une forme d'Etat. Le communisme est une société sans classes et sans Etat. Cela dit, le problème, je crois, n'est pas résolu. Je crois que Gérard Bloch l'a posé. Il a rappelé la formule d'Engels : "*La démocratie, c'est le communisme.*" Bien entendu, a-t-il ajouté, dans un contexte précis (9). Mais je crois qu'il y a sur cette question matière à réflexion. L'histoire a chargé cette discussion d'un contenu sur lequel il faut revenir.

Jusqu'à la révolution de 1848, Marx et Engels sont pour une révolution bourgeoise pour en finir avec les 36 Etats et pour constituer la nation allemande, régler la question agraire, c'est-à-dire une révolution qui constitue la nation, de la même façon que la révolution bourgeoise française a constitué la nation française.

Dans la *Gazette rhénane*, Marx et Engels subordonnent, au début de la révolution de 1848, l'ensemble de la vie politique à ces objectifs qui ont généralement le contenu de la réalisation de la révolu-

tion bourgeoise, révolution nationale démocratique. Ils s'adressent aux partis démocratiques pour leur demander d'assumer la place qu'ils doivent avoir, à savoir en finir avec la monarchie, régler la question agraire, briser les obstacles des 36 Etats pour constituer la nation allemande.

Dans le cours même de cette révolution de 1848, la bourgeoisie allemande démontre son incapacité d'aller jusqu'au bout de sa propre révolution. Comme l'a rappelé Gérard Bloch, Marx et Engels en tirent la conclusion dans la fameuse circulaire (10) sur la révolution permanente. Mais je crois qu'il faut reprendre le débat à partir de cette circulaire, pour bien comprendre que la Révolution française n'a pas été une révolution prolétarienne avortée.

Dans la première phase de la révolution de 1848, Marx et Engels se situaient totalement sur le terrain de la démocratie et ne soulevaient pas les objectifs prolétariens, bien que le prolétariat ait pourtant commencé à se constituer. Et c'est seulement après la "faillite" de la bourgeoisie qu'ils commencent dans cette circulaire à poser le problème.

La Révolution française n'est pas une révolution prolétarienne avortée, contrairement à ce qu'a essayé d'expliquer Daniel Guérin dans *Bourgeois et bras nus* ; si l'on dit que la Révolution française est une révolution prolétarienne avortée, il n'y a pas non plus transcroissance de la démocratie, il y a quelque chose d'autre, en fait un développement continu, et cela rappelle le Front populaire, mais avant, ce que disait Dimitrov en 1935, au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (11). C'est là toute une

---

(9) Engels employait cette formule en 1845 à l'occasion d'un meeting tenu à Londres pour commémorer la fondation de la République française. Il ajoutait : "*La démocratie est devenue principe prolétarien (...). Cette signification de la démocratie, la seule correcte, peut bien être plus ou moins confuse pour les masses, mais tous sentent, au moins obscurément, que la démocratie implique l'égalité sociale des droits.*"

(10) Il s'agit de la circulaire de mars 1850 du comité central de la Ligue des communistes (l'organisation constituée autour du *Manifeste communiste*), qui affirmait que le mot d'ordre de la Ligue, c'est "*la révolution en permanence, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur chaque pas en avant du mouvement révolutionnaire pour aller plus loin*".

(11) Ce qui est attaqué ici, c'est la conception selon laquelle la démocratie bourgeoise se suffirait à elle-



manière de poser le problème de la démocratie, qui a abouti, en particulier en Espagne, au soutien de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne de 1936.

Cette question est à mon avis une question fort importante, et on ne saurait déduire du fait qu'il y a eu la Commune de 1793 et la Commune de Paris, qu'il y a identité entre la Commune de l'an II et la Commune de 1871. Même si les révolutionnaires communistes estimaient devoir "chausser" les chaussons des révolutionnaires de 1793, l'analogie sous cet angle est toujours historiquement limitée. Il y a "commune" et "commune", et il faut toujours chercher le contenu de classe des phénomènes.

C'est que la Commune de Paris, même si elle reprend apparemment les formes de la Commune de 1793, n'est absolument pas de même nature et de même contenu.

La démocratie, l'utilisation de toutes les formes de la démocratie, pour un autre contenu : le suffrage universel, pour un autre contenu, le contenu ouvrier, le contenu prolétarien. C'est pourquoi j'estime cette question très importante, car elle nous permet de mesurer et les contradictions et les nuances à la lumière d'une histoire pratique, celle qui est le produit de la lutte des classes, dans une phase précise du mouvement historique d'émancipation de la classe ouvrière. J'en ai parlé hier : l'Assemblée de la République au Portugal, en 1974 et 1975, était une assemblée parlementaire classique et elle ne l'était pas ; elle n'était pas que cela, parce que, dans les relations qui existaient entre les classes, dans les relations politiques concrètes, pour barrer la route au développement de la révolution portugaise, les dirigeants PS et PCF ont mis en place un président de la République contre l'Assemblée de la République ; mais ce président de la République ne pouvait disposer, et ne le peut encore, du pouvoir. Le siège du pouvoir n'était et n'est toujours pas la présidence de la République, le siège du pouvoir était à l'Assemblée de la République.

D'ailleurs, les travailleurs le comprenaient si bien qu'en 1975, les travailleurs du bâtiment ont pris d'assaut l'Assemblée

de la République pour exiger de leurs représentants : prenez le pouvoir, assumez le pouvoir, votez des lois pour le peuple. La direction du Parti communiste portugais et du Parti socialiste les ont ensuite entraînés au Palais Belem, siège du président de la République, précisément pour détourner leur combat du pouvoir réel. On voit à quel point les combinaisons politiques sont d'une richesse exceptionnelle, et combien cela exige que soient bannis les schémas sans vie, afin que soit recherché à chaque moment ce qui permet d'avancer en aidant la lutte des travailleurs contre l'exploitation.

Démocratie, démocratie ouvrière, ne sont pas simplement des schémas, mais à chaque fois, il faut rechercher le contenu de classe, analyser, pour agir, la lutte de classe réelle. Cela fonde depuis des années et des années toute la bataille du PCI sur la ligne de la démocratie. Pour nous, bien entendu, la ligne de la démocratie, c'est le combat pour aider les travailleurs à assumer leur propre pouvoir.

Ce qui, en France, amène à se poser le problème du siège réel du pouvoir, qui n'est pas le Parlement, bien qu'il y ait une majorité PS-PCF investie par les travailleurs à l'Assemblée nationale. Poser le problème de la démocratie pour détruire les institutions antidémocratiques bonapartistes, c'est aider les travailleurs à s'y retrouver. Ces questions sont à mon avis très importantes. Dans leur circulaire sur la révolution en permanence, Marx et Engels ouvraient un champ de réflexion très vaste. Cela dit, Marx et Engels ont néanmoins soutenu tout pas en avant vers la constitution de l'unité allemande. Il n'y avait là rien de contradictoire avec la circulaire sur la révolution permanente, car, combattants révolutionnaires, Marx et Engels savaient l'importance de lever les obstacles au prolétariat.

**Extraits de la brochure des journées  
d'étude sur la V<sup>e</sup> République  
et la démocratie de 1985**

---

même, pouvant connaître un développement indéfini, éliminant ainsi la réalité de la lutte des classes.

# “La IV<sup>e</sup> Internationale et la démocratie”

## Une conférence de Pierre Lambert

Monsieur le Président,

Je vous remercie de m’avoir invité, me permettant ainsi de présenter mes vues sur le thème de la IV<sup>e</sup> Internationale et de la démocratie.

Je n’ai évidemment pas la prétention d’épuiser la question dans l’exposé que j’ai préparé. Avant d’aborder le vif du sujet, quelques réflexions.

La méthode d’analyse qui est la mienne est celle du marxisme, dont j’estime non seulement qu’il est à même de donner les explications les plus rationnelles quant au déroulement des événements historiques passés et présents, mais d’ouvrir des perspectives.

Certes, le marxisme n’est pas un dogme, la réalité est mouvante, les êtres humains, matière première et agents de leur propre histoire, sont toujours confrontés à diverses hypothèses et contradictions, parmi lesquelles ils doivent choisir pour agir de façon plus ou moins organisée, mais toujours organisée.

On ne peut poser la question de la démocratie en dehors de la réalité actuelle. Personne ne peut nier que l’humanité est placée devant la crise la plus effroyable de toute son histoire.

Alors que la technique permettrait de subvenir à tous les besoins matériels, culturels, c’est par centaines de millions, sinon plus, que des êtres humains souffrent de la faim, de la maladie, sont contraints de vivre dans les conditions les plus inhumaines.

Et cela, pas seulement dans les pays qualifiés outrageusement de “tiers-monde”, ou abusivement de “pays en voie de développement” : dans les pays dits “avancés”, dans un pays comme la France, en dépit de tous les artifices qui

tendraient à nous faire accroire que les Français vivent tous ou quasiment dans le bonheur, il est tout de même démontré que 900 000 familles vivent au-dessous du seuil de pauvreté. 900 000 familles, 5 millions de personnes... (1).

Crise effroyable de civilisation, crise de la démocratie, crise du mouvement ouvrier, crise politique.

La grande révolutionnaire Rosa Luxemburg, assassinée de façon ignominieuse en 1919, avait analysé en 1907, comme marxiste, la crise du système de production capitaliste qui annonçait la guerre de 1914-1918, et établi la perspective : socialisme ou barbarie. Rien n’est joué.

Pour la IV<sup>e</sup> Internationale, c’est en ces termes que se pose la question de la démocratie.

La méthode du marxisme procède de cette constatation : en dernière analyse, les hommes font l’histoire, leur propre histoire, à partir des conditions matérielles qui s’imposent à eux, à partir de la place qu’ils occupent dans les rapports sociaux de production. En conséquence, le moteur de l’histoire est la lutte des classes.

C’est dans ce cadre que le marxisme peut être considéré comme une conception du monde pour laquelle existent à la fois la responsabilité individuelle, qui ne saurait être niée, et la responsabilité d’une classe. Ce qui, du point de vue de la démocratie, est le contraire de la “responsabilité collective d’un peuple”, négation de la lutte des classes.

Encore un mot d’introduction. Monsieur le Président, c’est la deuxième fois qu’il m’est donné de participer à une réunion dans ces locaux.

(1) Ces chiffres étaient donnés en 2000. Aujourd’hui, en 2007, les chiffres aboutissent à 7 millions.

La première fois, il y a fort longtemps, j'avais 16 ans et demi, j'étais déjà trotskyste, militant dans la Gauche révolutionnaire, dont l'un des principaux dirigeants était Marceau Pivert, qui appartenait à la franc-maçonnerie (2).

C'était en mars 1937, et nous étions réunis pour prendre position sur les tragiques événements de Clichy, où plusieurs membres de la Gauche révolutionnaire étaient tombés sous les balles des gardes mobiles. Nous avons discuté toute la nuit.

Je n'étais pas d'accord avec Marceau Pivert, mais je dois dire que j'ai entretenu avec lui des relations de camaraderie jusqu'à sa mort, en 1958. Je tenais à le signaler.

Refusant tout dogme et toute vérité révélée, acceptant, revendiquant même le libre débat, la libre discussion, partie intégrante de la démocratie ouvrière, j'estime toujours corrects les principes du programme marxiste de la IV<sup>e</sup> Internationale. Vieux militant, j'ai connu nombre de militants qui ont combattu dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale et qui, pour des raisons qui sont les leurs, ont estimé devoir modifier leur point de vue. C'est leur droit, comme c'est le mien de continuer à penser que le marxisme de Marx, Lénine et Trotsky est correct. Le débat est libre.

---

### **CRISE DES INSTITUTIONS, CRISE DE LA DÉMOCRATIE POLITIQUE ET LUTTE DE CLASSES**

---

Vous m'excuserez de cette digression. Je reviens à l'objet de mon exposé.

Les racines de la sévère crise politique qui secoue les institutions de la V<sup>e</sup> République ne doivent-elles pas être recherchées dans la crise de la démocratie politique, elle-même produit de la décadence d'un système politique et économique structuré sur le mode de production capitaliste, qui en son temps a été facteur de progrès ?

Et c'est précisément dans cette période historique où le mode de production capitaliste était facteur de progrès que les travailleurs ont construit, grosso modo tout

au long du XIX<sup>e</sup> siècle, d'abord dans l'illégalité, puis ouvertement à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les organisations qui les ont constitués comme classe indépendante : les partis (au pluriel) et les syndicats ouvriers, qui, dans la tradition française, organisent les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques ou religieuses. Tradition française qui fonde la nécessaire indépendance du syndicat à l'égard des partis, des Etats et gouvernements.

Ces principes sont à la base du combat de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale et à la base du mouvement ouvrier, car ces principes sont, au moins formellement, également à la base d'autres organisations, d'autres tendances qui ne sont pas marxistes, mais qui se réclament du mouvement ouvrier. Tout au moins jusqu'à ces dernières années, qui ont vu la floraison d'idéologies "communautaires" cherchant à nier la lutte des classes.

Si vous le permettez, Monsieur le Président, je voudrais illustrer comment, en ce qui concerne la IV<sup>e</sup> Internationale, nous avons appliqué concrètement ces principes dans des situations politiques données. Je prendrai deux exemples.

En 1940, dans la nuit profonde de la défaite, le gouvernement Pétain instituait la Charte du travail, qui entendait aliéner l'indépendance des syndicats, cela après avoir interdit les partis et dissous la Chambre des députés. Avec quelques milliers de militants ouvriers de toutes tendances, nous avons répondu non à cette tentative d'instaurer le système totalitaire du corporatisme. Certains, qui pour autant n'acceptaient pas tous la collaboration avec les nazis, ont accepté. D'autres hésitaient. C'est alors que le réformiste Léon

---

(2) Marceau Pivert était un dirigeant de la gauche du Parti socialiste, fondateur du courant "la Gauche révolutionnaire". En mars 1937, la police du gouvernement de Front populaire présidé par Léon Blum avait ouvert le feu sur des manifestants — parmi lesquels de nombreux militants de la Gauche révolutionnaire — qui protestaient contre un meeting fasciste. La question de rompre avec le Parti socialiste s'était alors posée. Pierre Lambert était partisan de cette rupture. Marceau Pivert s'y refusa. Il continua à agir pour rassembler une gauche dans le Parti socialiste. Il s'opposa de toutes ses forces à la guerre d'Algérie et, alors que la maladie allait l'emporter, contre la capitulation devant de Gaulle en 1958.

Jouhaux a fait triompher la nécessité du refus complet, absolu, de la Charte du travail (3).

Je ne suis pas réformiste, je ne l'étais pas en 1940, bien que j'estime devoir défendre en toutes circonstances les réformes, garanties, droits, statuts et conventions collectives arrachés au capital par la lutte de la classe ouvrière.

J'estime que Léon Jouhaux, en 1940, a servi le mouvement ouvrier, a défendu l'indépendance des syndicats, inséparable de la démocratie politique. Il a refusé leur intégration dans l'appareil d'Etat.

Ce ne sont pas là, j'y reviendrai, des principes dépassés, mais des problèmes toujours d'actualité.

Deuxième exemple. Je revendique, comme trotskyste, la tradition du bolchevisme de Lénine et de Trotsky. J'utilise volontairement le mot "tradition", et vais m'efforcer de concrétiser ce que j'entends en utilisant cette caractérisation.

Comme vous le savez, en 1921, dans son congrès, l'Internationale adoptait 21 conditions pour l'appartenance à l'Internationale communiste. Comme je l'ai signalé, j'ai fait partie, en 1940, de ces quelques milliers de militants qui ont refusé la Charte du travail et entrepris pas à pas de reconstruire des syndicats illégaux ; j'ai occupé des responsabilités et, à la Libération, j'ai constaté par ma propre expérience que l'une de ces 21 conditions était dommageable pour tout le mouvement ouvrier : celle qui définissait la subordination du syndicat au parti. En 1947, lors d'un congrès de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui s'appelait alors le PCI, j'ai présenté une résolution pour abandonner cette condition et affirmer l'indépendance des syndicats par rapport aux partis, Etat et gouvernement. Cette résolution fut adoptée à l'unanimité.

Je vous prie d'excuser ces rappels, mais je crois qu'ils permettent d'éclairer les positions affirmées encore aujourd'hui par le Courant communiste internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

J'en viens à un troisième repère, qui, je l'espère, permettra de mieux saisir la portée de l'engagement militant de la IV<sup>e</sup> Internationale. En dernière analyse, le marxisme enseigne que ce sont les rap-

ports sociaux entre les classes constituées par des individus qui peuvent fournir des explications rationnelles au processus historique, avec ses multiples contradictions.

Les classes sont constituées par des individus. Les propriétaires des moyens de production constituent la classe capitaliste. Les individus qui ne possèdent que leur force de travail constituent la classe ouvrière, la classe des travailleurs. Je sais combien ces définitions sont quelque peu schématiques. Elles sont néanmoins des éléments qui assurent la préhension des problèmes et des événements.

La démocratie politique est précisément issue de la marche de l'histoire, de la nécessité que soient édifiés de nouveaux rapports économiques et sociaux où les hommes se présenteraient comme des individus "libres" : le capitaliste qui achète librement la force de travail, libéré de toute entrave.

Dans notre pays, comme nous le savons, la Révolution de 1789 a réalisé précisément le terrain politique nécessaire à la constitution de nouveaux rapports sociaux complètement libérés de toute entrave. Ce terrain est celui de l'égalité formelle entre les individus, devenus citoyens.

C'est ainsi que la Révolution de 1789 a consacré l'émancipation politique des individus, devenus citoyens égaux en droit.

La marche de l'histoire exige aujourd'hui le combat pour l'émancipation humaine, l'émancipation des individus de tout système d'exploitation, l'abolition du patronat et du salariat, inscrite dans les statuts de la charte constitutive de la CGT en 1905 (4), objectif commun, en principe, de tous les groupements, tendances, partis combattant pour le socialisme.

J'arrête là ces références, rapides et insuffisantes, qui établissent les rapports entre l'émancipation politique, garantissant l'égalité en droits, et l'émancipation

(3) La Charte du travail était une sorte de loi organique du régime de Vichy qui rassemblait, "au service de la communauté nationale", représentants de l'Etat, du patronat et des salariés dans une même institution.

(4) C'est le congrès d'Amiens de la CGT qui adopta cette charte.

humaine ; ce sont là les rapports entre la démocratie politique et le mouvement ouvrier combattant pour l'émancipation humaine, c'est-à-dire pour le socialisme (...).

---

### LA LAÏCITÉ DE L'ÉCOLE ET DE L'ÉTAT, LA PLACE DES SYNDICATS INDÉPENDANTS

---

Comment illustrer la portée toujours actuelle de ces principes ? Je m'efforcerai de traiter brièvement, à l'aide de ces points de repère, deux des questions les plus fondamentales : celle de la laïcité de l'école et de l'Etat, et celle de la place des syndicats indépendants.

Pour ce faire, je me référerai à l'action politique de Jules Ferry. Comme vous le savez, le républicain bourgeois Jules Ferry, homme d'Etat, n'était en rien "socialiste".

Lors des élections de 1869, le républicain antibonapartiste donne le contenu le plus complet de ce qu'à été la démocratie politique :

*"Un gouvernement de la nation, par la nation. Pour fonder en France une libre démocratie, il ne suffit pas de proclamer l'entière liberté de la presse, l'entière liberté de réunion, l'entière liberté d'association. La France n'aura pas la liberté tant qu'il existera un clergé d'Etat, une Eglise ou des Eglises officielles. Séparation absolue de l'Etat et de l'Eglise."*

Plus tard, à Jaurès qui l'interrogeait sur son programme politique, Jules Ferry déclarait vouloir "établir l'humanité sans dieu ni roi. Pas de vérité révélée. Ce n'est pas à l'Etat de prendre en compte les intérêts de l'enseignement privé, que le choix des parents reste libre."

Jules Ferry et la III<sup>e</sup> République naissante ont, comme vous le savez, institué l'école laïque, gratuite et obligatoire. La loi du 16 juin 1881 institue la gratuité absolue de l'enseignement primaire dans les écoles publiques. La loi du 28 mars 1882 institue l'obligation scolaire et la neutralité religieuse dans l'enseignement primaire. La loi du 30 octobre 1886 abroge les titres I et II de la loi Falloux, institue la laïcité du personnel enseignant,

interdisant toute subvention publique à l'enseignement primaire privé et stipulant que toute commune doit être pourvue au moins d'une école primaire publique. La loi du 9 décembre 1905 institue la séparation des Eglises et de l'Etat.

Je note que Lénine, après la révolution russe, en juillet 1919, déclarait que le gouvernement soviétique serait heureux de pouvoir instituer en Russie un enseignement comparable aux résultats obtenus par l'école publique en France. Et il ajoutait :

*"La République bourgeoise, un Parlement (un vrai Parlement), le suffrage universel ont constitué un immense progrès du point de vue du développement de la société."*

Mais dès 1919, la III<sup>e</sup> République, engagée dans un processus qui la conduira à donner les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940, fait adopter par le Parlement toute une série de lois antilaïques.

Mais c'est la V<sup>e</sup> République qui portera les coups majeurs à l'école laïque et à l'instruction. L'arsenal des dispositions antilaïques est mis en place par tous les gouvernements de la V<sup>e</sup> République à partir de la loi Debré (1959), avec les lois Haby (1975), Guerneur (1977), Defferre (1982 et 1983), Rocard (1984), Carraz (1985), la loi Jospin, alors ministre de l'Education nationale (1989), les accords Lang-Cloupet (1992), la réforme des lycées, collèges et écoles initiée par Claude Allègre et Ségolène Royal, amplifiée par Jack Lang... Toutes ces lois sont autant de moyens de plus en plus importants dégagés à coups de milliards prélevés sur les fonds publics, pour l'école privée, pour démanteler l'instruction publique.

Il y a plus. La loi Carraz de 1985 relative à l'enseignement technique et professionnel introduit l'alternance école-entreprise. Jules Ferry, un siècle auparavant, s'insurgeait contre le travail des enfants en entreprise, "qui pourrait retirer des enfants de leur scolarité"...

Une dernière citation : "Instruction et éducation sont à la fois le but et le moyen de la République." Jules Ferry dénonçait par ailleurs "l'oligarchie industrielle et financière", la spéculation qui ne permet pas à la démocratie politique de progresser.



Jules Ferry estimait également que les travailleurs étaient en droit de se coaliser pour défendre leurs intérêts de travailleurs, précisant même :

*“Le droit de coalition est la première liberté des travailleurs. Sans elle, toutes les autres ne sont qu’une apparence vaine.”*

Il ajoutait :

*“Que les hommes timides, effrayés à chaque nouvelle force sociale qui réclame sa place, se rassurent sur le danger de coalition. L’expérience aura vite appris aux ouvriers que même coalisés ils ne doivent pas s’engager à la légère dans une lutte contre le capital. La coalition est une arme d’attaque dangereuse pour les ouvriers, mais elle est une arme utile pour la défense, et il est d’autant plus important de la réclamer que c’est l’arme unique.”*

Il serait quelque peu indécent de vouloir faire dire à Jules Ferry plus qu’il n’en a dit. Jules Ferry admettait que la classe ouvrière avait le droit de se “coaliser”, c’est-à-dire de s’organiser pour se défendre contre les exigences du capital. Mais, évidemment, Jules Ferry ne tirait pas, loin de là, les conséquences que la Charte d’Amiens en tirerait en 1905, définissant le but final de la lutte de la classe ouvrière : *“Abolition du patronat et du salariat.”* Mais Jules Ferry répondait lui-même à la question : peut-il y avoir démocratie sans libre droit donné aux citoyens de s’associer ? Ce sont là les données qui sont à la base de la loi de 1884, qui donne aux travailleurs le droit de s’associer librement dans des syndicats indépendants pour se défendre contre le capital.

Il ne m’est pas possible de démontrer dans le détail, faits et documents à l’appui, comment, sous des appellations diverses, tous les gouvernements de la V<sup>e</sup> République, je dis bien *tous* les gouvernements de la V<sup>e</sup> République, ont cherché à réaliser à toute force l’association capital-travail, forme gaulliste du corporatisme destructeur des syndicats indépendants, qui ne peuvent rester des syndicats que dans l’indépendance.

La volonté du Medef de procéder à la “refondation sociale” s’inscrit directement dans cette politique d’intégration.

Les conséquences de cette marche au corporatisme, traduisant la volonté d’inté-

grer les syndicats, les travailleurs les subissent jour après jour : modération salariale, déréglementation, destruction des statuts et conventions collectives, des garanties sociales et des droits arrachés par la lutte de classe indépendante.

La laïcité de l’école et de l’Etat, le droit des travailleurs à se constituer en organisations indépendantes sont donc critères de la démocratie. Il en est bien entendu bien d’autres.

Si donc c’est là le contenu de la démocratie politique, n’est-on pas en droit d’en déduire que les remettre en question, c’est remettre en question la démocratie politique ? Nous en arrivons au point central : les institutions de la V<sup>e</sup> République, qui précisément sont la remise en question de la laïcité de l’école et de l’Etat et le droit à l’organisation indépendante.

---

### LE CARACTÈRE ANTIDÉMOCRATIQUE DES INSTITUTIONS DE LA V<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

---

Qu’est-ce qui permet de caractériser ainsi les institutions de la V<sup>e</sup> République comme antidémocratiques ?

Par parenthèse, je rappellerai le titre d’un célèbre pamphlet caractérisant la Constitution de la V<sup>e</sup> République comme un régime de *“coup d’Etat permanent”*. L’auteur n’est autre, comme vous le savez, que François Mitterrand, qui, devenu président... (5).

La suite, vous la connaissez. Il suffit de signaler un des articles de la Constitution pour la caractériser comme antidémocratique, antiparlementaire. Ce qui réduit le député à la situation de godillot, garantissant, si je puis dire, la possibilité de violer systématiquement le mandat, la démocratie du mandat.

L’article 38 de la Constitution stipule :

*“Le gouvernement peut, pour l’exécution de son programme, demander au Parlement l’autorisation de prendre par*

---

(5) Lors de l’instauration de la V<sup>e</sup> République, François Mitterrand, qui avait alors appelé à voter non au référendum-plébiscite, avait écrit une brochure intitulée *Le Coup d’Etat permanent*.

*ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi."*

Cet article 38, bien que formulé de façon alambiquée comme tous les articles de cette Constitution, est néanmoins très clair. Il consacre le Parlement comme Parlement croupion, abdiquant ce qui constitue l'essence même d'un régime parlementaire, à savoir qu'il dénie au Parlement la quasi-totalité de ses droits en matière législative. Et rappelons l'usage fait par tous les gouvernements de l'article 49-ter : si le gouvernement pose la question de confiance à propos d'une loi, le texte est considéré comme adopté sans vote, à moins qu'une motion de censure ne soit votée dans les vingt-quatre heures.

L'article 38 autorise le gouvernement à prendre des mesures législatives sous forme d'ordonnances. Quelles en sont les conséquences ? Au moment où je vous expose mes points de vue, se déroule à l'Assemblée nationale la discussion et le vote d'une loi d'habilitation autorisant le gouvernement à transposer par ordonnances 50 directives européennes. Il serait osé de caractériser les institutions européennes comme des institutions démocratiques. La Commission européenne, comme vous le savez, n'a de compte à rendre à personne. Comme vous le savez également, je le répète, la prérogative d'un authentique Parlement, c'est de faire la loi.

Le commissaire européen Barnier a déclaré ce matin même qu'il n'était pas une seule directive européenne qui n'ait été approuvée par les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche. On ne peut signifier plus clairement que les directives européennes ont force de loi, que la loi, prérogative du Parlement dans le cadre de la démocratie politique, est à présent faite à Bruxelles.

Il en a été ainsi, tout dernièrement, pour la transcription de la directive européenne sur le travail de nuit des femmes, qui, quelles que soient les contorsions des uns et des autres, signifie la remise en cause de la loi de 1892 et de toutes les lois qui s'en sont suivies interdisant le travail de nuit des femmes.

Il en a été de même pour la directive autorisant le travail des enfants à partir de 13 ans. On nous dit que cette directive ne

remettrait pas en cause les dispositions plus favorables existant dans la loi française. Il n'en est rien, puisque les traités de Maastricht-Amsterdam impliquent l'obligation de transcrire dans les lois des nations lesdites directives, sous peine d'amendes, qui, pour le travail de nuit des femmes, se monteraient à plusieurs millions par jour.

Il en est également ainsi de la directive concernant les congés de maternité, qui applique la révision de la convention 103 de l'OIT, qui autorise le licenciement des femmes pendant le congé de maternité et réduit à deux semaines la durée obligatoire du congé de maternité.

Je pourrais multiplier les exemples, et si des questions me sont posées sur ces problèmes, j'ai ici toute une documentation qui me permet de répondre à des demandes qui seraient formulées.

Un dernier problème, concernant la démocratie politique. Une des conquêtes fondamentales de la démocratie politique a été, comme vous le savez, le suffrage universel. Durant des décennies et des décennies, dans tout le cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les combats ont été conduits contre les limitations censitaires au droit de vote. Certes, le suffrage universel a pu être dévié de sa signification par le plébiscite bonapartiste.

Cela dit, peut-on aujourd'hui considérer que l'exercice du suffrage universel est une réalité dans notre pays ? 60 %, 70 %, 80 % des électeurs refusent de participer, depuis des mois et des mois, à toute élection. Peut-on estimer que tel ou tel est véritablement le mandataire du suffrage universel quand il est élu par 30 % ou quelquefois moins du corps électoral ?

Et précisément, c'est cette question de la démocratie du mandat qui me permet de caractériser la démocratie ouvrière. La démocratie ouvrière, la démocratie de la Commune de Paris, que j'estime être la vraie démocratie, c'est-à-dire l'élection et la révocabilité à tout moment.

Certes, on me dira, et j'en conviens, que la Commune de Paris n'a duré que deux mois et demi. Certes, certes... On me dira également que dans la révolution russe, les soviets, les conseils, qui reprenaient les dispositions de la Commune de Paris, n'ont duré qu'un petit nombre d'années...

Je pourrais m'en expliquer, mais il me semble nécessaire d'indiquer avec la précision la plus grande la position de la IV<sup>e</sup> Internationale quant aux rapports entre la démocratie politique et la démocratie ouvrière. Je ferai ici une référence historique.

Marx et Engels ont pu expliquer au XIX<sup>e</sup> siècle qu'en Angleterre et aux Etats-Unis, les possibilités de réaliser la révolution ouvrière pouvaient s'inscrire dans la démocratie politique, en la perfectionnant en quelque sorte. Aujourd'hui, évidemment, ce n'est plus le cas.

Et là, nous arrivons à la question centrale. La démocratie politique est la forme d'Etat la plus adaptée au développement du mode de production capitaliste qui a constitué un formidable progrès. Le capitalisme, pendant tout le cours de son développement progressif, a eu pour arène un marché mondial en constitution.

Les guerres qualifiées d'impérialistes ont manifesté que le mode de production capitaliste étouffait dans le cadre de la propriété privée des moyens de production. Tous les événements, et en particulier dans l'économie mondiale, notamment ceux qui ont pour dénomination aujourd'hui "la mondialisation", attestent que le système de la propriété privée des moyens de production est non seulement une entrave au développement de l'humanité, mais y oppose une barrière infranchissable. Tous les développements de l'économie mondiale et dans tous les pays sont aujourd'hui structurés sur les privatisations, sur la déréglementation, les

restructurations, sur la spéculation où s'engloutissent chaque jour des milliards et des milliards de dollars.

Au nom de l'Union européenne, sont remises en cause, avec la régionalisation, l'unité de la République et de la nation, les conquêtes de la Révolution française.

Et c'est précisément cette situation qui explique toutes les atteintes portées contre la démocratie politique.

Ces atteintes sont portées à un tel niveau, remettant en cause les acquis de la démocratie politique, que la IV<sup>e</sup> Internationale considère devoir inscrire dans son combat la défense de toutes les conquêtes qui ont précisément fondé la démocratie politique.

Mais la question des questions reste celle formulée par Rosa Luxemburg : socialisme ou barbarie. Et contre la barbarie montante, la démocratie ouvrière est devenue la seule issue.

Nous devons donc intégrer les acquis de la démocratie politique comme une nécessité pour la démocratie ouvrière. C'est ce que le Parti des travailleurs, dont est membre le Courant communiste internationaliste, a formulé dans sa charte constitutive : le combat pour la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

Je vous remercie.

**Décembre 2000, publié dans  
La Lettre de la Vérité, n°159  
(16 janvier 2001)**

# Déclaration de Pierre Lambert, responsable de l'OCI (Organisation communiste internationaliste pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale), directeur de *La Vérité*

Nul n'en peut douter, les mesures de dissolution prises par le gouvernement contre les organisations de la jeunesse, suivies par les arrestations des militants, préparent pour l'étape prochaine la répression généralisée contre tout le mouvement ouvrier et démocratique.

Le grand capital et son Etat prétextent les "violences" et "désordres" qu'auraient fomentés les révolutionnaires. Ils cherchent dans l'action de millions et de millions d'hommes l'activité de prétendus meneurs. Il suffit de rappeler l'origine des événements pour mesurer exactement les responsabilités.

Vendredi 3 mai : en accord avec le ministre de l'Education nationale, M. Peyrefitte, le recteur faisait évacuer la Sorbonne et appeler les CRS. Le cri de ce jeune étudiant anonyme : "*Libérons nos camarades !*" exprimait la réponse de la jeunesse à la décadence et à la déchéance à laquelle la voue le régime.

Le 14 mai, les ouvriers de Sud-Aviation, à Nantes, tous les syndicats réunis, déclenchaient la grève avec occupation qui allait se développer en grève générale. Violence ? Désordre ? Seul un apôtre du régime du profit peut ainsi qualifier la

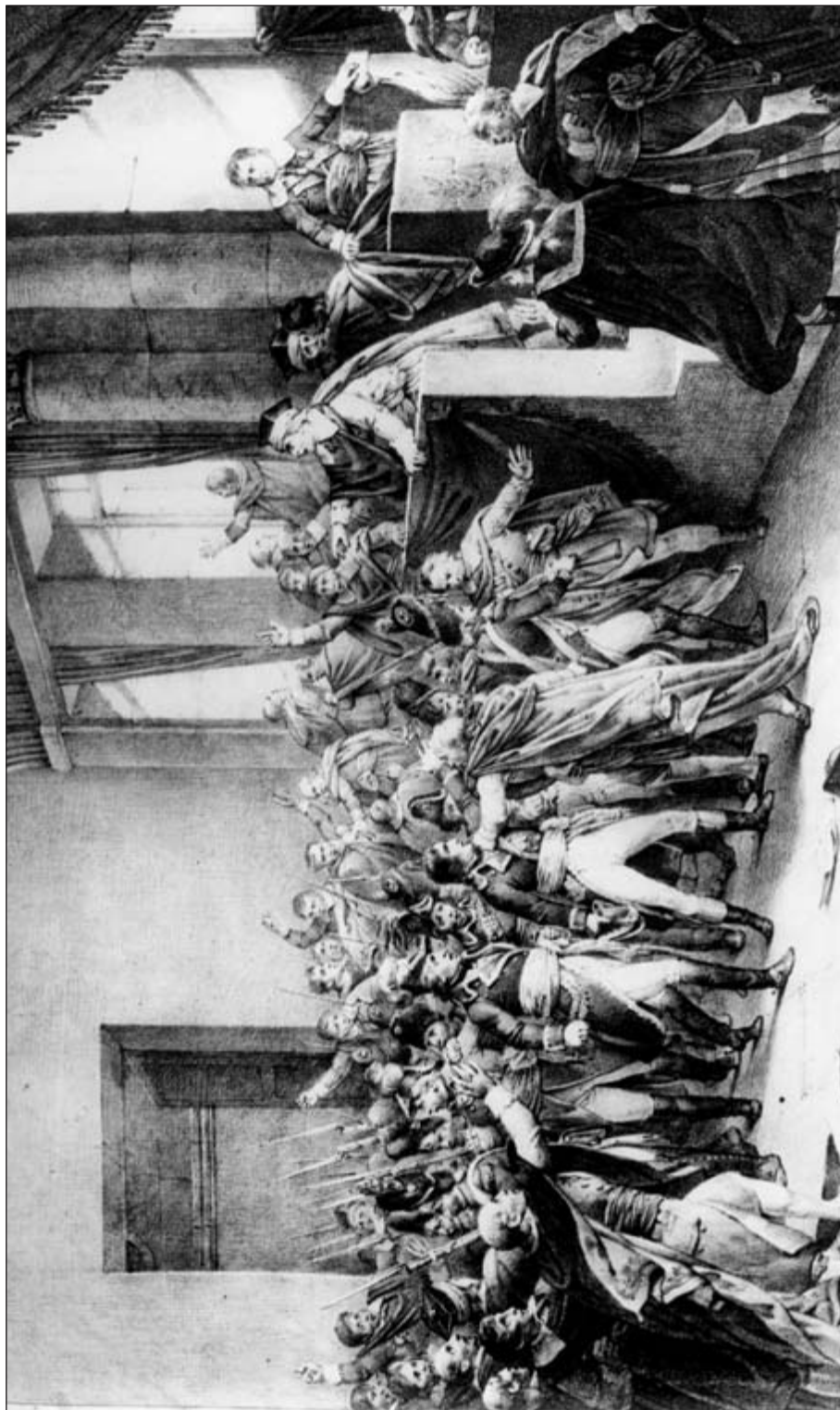
résistance ouvrière au licenciement et au chômage.

Dix millions de travailleurs et de jeunes manifestaient leur volonté de changer la vie. Encore une fois, et ce n'est pas la première, pour sauver le capital et son Etat, les dirigeants du PCF et de la CGT sacrifiaient les intérêts les plus immédiats et les plus généraux du mouvement ouvrier. Ce sera la honte du stalinisme, qu'il ne faut pas confondre avec les militants du PCF ni avec les syndiqués de la CGT, que d'avoir pris la responsabilité d'appeler à la répression contre les militants ouvriers et la jeunesse.

On peut dissoudre les organisations, on ne peut dissoudre les idées. La IV<sup>e</sup> Internationale, dont le programme marxiste plonge ses racines dans les expériences du mouvement ouvrier, intègre dans sa lutte pour le socialisme la défense inconditionnelle des libertés démocratiques pour tous, la liberté d'expression ne se divise pas. La IV<sup>e</sup> Internationale poursuivra son combat.

**15 juin 1968**

**Reproduit dans les annexes  
de *La Grève générale de mai-juin 68***



**Le coup d'Etat du 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte.**



**Le combat  
pour la construction  
et la défense  
des organisations  
syndicales**



Travailleurs français revendiquant, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la limitation de la journée de travail à huit heures.

# Présentation

Pierre Lambert, militant ouvrier, était tout naturellement un militant syndical. Tout au long de sa vie militante, il a construit des syndicats, participé à tous les niveaux à la vie des fédérations et des confédérations dans lesquelles il militait. Il va commencer à forger son point de vue au travers de la grève générale de juin 1936, puis dans la construction de syndicats illégaux durant l'occupation nazie et, enfin, au cours de la révolution confisquée de 1945, qui arrachera la Sécurité sociale et nombre de conquêtes sociales.

Il raconte ce cheminement dans un livre, paru en 2002 : *Itinéraires*.

On y lira également comment, sur mandat de son syndicat, il participe aux débats au niveau fédéral et confédéral. Sur la ligne du front unique et de l'indépendance, cela l'amène, en 1969, à jouer un rôle majeur dans la prise de position du mouvement ouvrier français contre une tentative d'ordre corporatiste du régime du général de Gaulle d'imposer l'intégration des organisations syndicales.

Cette participation active au mouvement ouvrier l'amènera à confronter en permanence la théorie et les faits. Si, très logiquement, il acquiert, comme délégué ouvrier, la conviction que le syndicat est l'organisation élémentaire de la classe ouvrière, sa première organisation, celle qui lui permet de se constituer comme classe, cela sera toujours pour lui relié à la réflexion théorique sur cette question. Il l'expliquera dans nombre de conférences pour les jeunes militants (ou les moins jeunes), revenant sur la position de Marx et de la Première Internationale quant à la place de l'organisation syndicale. Nous publions des extraits de *La Lettre de La Vérité* (publication hebdomadaire du CCI du Parti des travailleurs) retraçant ces exposés.

Dans le même temps, confronté aux problèmes qui se posent à la section française au lendemain de la guerre, il est amené à faire une distinction nette entre la place de l'organisation syndicale et les

comités d'usine, les conseils. Cette réflexion, il la généralisera ensuite en abordant la question des rapports entre l'Etat et les syndicats. Reprenant les thèses de Lénine en 1921, il considère que tant que l'Etat reste l'Etat, c'est-à-dire que nous ne sommes pas arrivés à la société sans classes et sans Etat, l'Etat reste un élément d'oppression, et, corrélativement, la classe ouvrière a le droit de s'organiser y compris contre son propre Etat (Etat bourgeois sans bourgeoisie).

Il s'en expliquera dans une des conférences des "samedis de l'Internationale".

Cela l'amène à reconsidérer les rapports parti-syndicats. On sait que c'est à sa demande que la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale modifia en ce qui la concerne les conditions d'admission d'une section à l'Internationale telles qu'elles avaient été définies par l'Internationale communiste (dans les 21 conditions, deux d'entre elles — n<sup>os</sup> 9 et 10 — se prononçaient, de fait, pour la subordination du syndicat au parti). Et, dans les débats internes à la section française, on peut trouver des dizaines et des dizaines de textes et de documents dans lesquels il n'a de cesse d'insister sur le respect, en toutes circonstances, des instances de l'organisation syndicale, de leur fonctionnement.

Toujours attentif à tout ce qui pourrait constituer une menace contre les organisations syndicales, il sera probablement l'un des premiers, à l'échelle internationale, à mettre en garde contre le développement des ONG, financées par les institutions de la mondialisation.

Les ONG, niant les frontières de classe, participent à l'offensive pour tenter de dissoudre le mouvement ouvrier dans la société civile. A l'opposé des syndicats qui regroupent les salariés, obligés de vendre leur force de travail pour vivre, et sont donc fondés en relation avec le rapport social d'exploitation, l'ONG regroupe tout membre de la société civile indépendamment de la question des rapports de propriété. Tout naturellement, il

s'inquiétera des développements en cours dans le mouvement ouvrier international après la dissolution de la CISL et avec la constitution de la CSI. Cette dernière se fixe comme objectif dans ses statuts programmatiques de participer à la "gouvernance de l'économie globalisée". Ce qui est totalement contradictoire à ce pour quoi le mouvement ouvrier indépendant s'est historiquement constitué.

Tout en soulignant le danger que représente la constitution de la CSI et sans le minimiser, Pierre Lambert insistait sur le fait que cela ne règle pas pour autant le sort des confédérations syndicales nationales constituées par la lutte de classes dans le cadre de chaque nation.

Car, selon une expression reprise dans nombre de résolutions de congrès, "même si les menaces existent et que le processus

*d'intégration est engagé, il n'est pas achevé*".

Le combat sur la ligne du front unique, pour la défense des organisations de la classe ouvrière, est, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, une tâche stratégique. La classe n'est classe que par l'organisation. La IV<sup>e</sup> Internationale s'oppose ainsi irréductiblement à tous ceux qui prêchent et organisent, sous des formes diverses, l'atomisation de la classe ouvrière, le développement des syndicats autonomes, la destruction des confédérations syndicales nationales.

La IV<sup>e</sup> Internationale revendique avec fierté sa volonté de participer, avec d'autres, à la défense du "vieux mouvement ouvrier".

Olivier Doriane

## Textes de Pierre Lambert

# Syndicats, partis, indépendance de classe : 40 années d'engagement syndical

Au cours d'une lutte plus que séculaire pour la défense de ses intérêts immédiats (inséparables de la réalisation de son objectif historique : le socialisme), la classe ouvrière a édifié des organisations, partis et syndicats, qui la rassemblent face à la classe capitaliste. L'existence de ces organisations et la préservation de leur indépendance ont toujours revêtu une importance majeure aux yeux des marxistes.

Au sujet, précisément, de l'indépendance des syndicats, il nous faut relever le

caractère absurde, marqué d'une grande ignorance — ou d'une grande malveillance ? — de la campagne déchaînée par certains au sujet du prétendu "entrisme des trotskystes dans les syndicats" (1).

(1) Au moment où ce livre est rédigé, le Premier ministre, Lionel Jospin, et ancien secrétaire du Parti socialiste, a publiquement fait état de son appartenance passée à la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Une campagne se déchaîne alors contre les trotskystes, accusés de pratiquer l'entrisme.

Mais établissons d'emblée un fait : si l'entrisme est bien une tactique politique mise en œuvre par les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, dès les années 1930, vis-à-vis de certains partis politiques se réclamant des intérêts ouvriers, en revanche, l'adhésion d'un militant de la IV<sup>e</sup> Internationale à une organisation syndicale ne se distingue en rien du mouvement par lequel n'importe quel salarié, de quelque tendance politique, décide de se syndiquer. Il s'agit, pour reprendre la formule classique du syndicalisme confédéré en France, de se regrouper avec les autres salariés pour assurer la "défense commune des intérêts matériels et moraux" et cela, "indépendamment des opinions politiques, philosophiques ou religieuses" de chacun.

Prétendre le contraire reviendrait à dire que l'organisation syndicale appartient à tel ou tel courant politique, à tel ou tel appareil politique, qui la contrôle. Cette conception existe : c'est celle du syndicat "courroie de transmission" d'un parti politique.

Cette conception a coûté cher au mouvement ouvrier. Elle n'est pas la nôtre. Nous nous situons résolument dans la tradition du mouvement syndical dans notre pays, celle du regroupement dans le syndicat de travailleurs, quelles que soient les opinions politiques, philosophiques et religieuses. En ce sens, il ne peut y avoir "d'entrisme" des militants trotskystes dans les organisations syndicales.

---

## LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LES SYNDICATS

---

- Daniel Gluckstein : Ton expérience dans le mouvement syndical débute avec la construction des syndicats illégaux sous l'occupation nazie. Elle se poursuit à la Libération, période de considérables développements du mouvement syndical. Avant tout, une définition : pour un militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, le syndicat, c'est quoi ?

- Pierre Lambert : Il faut commencer par une question qui a toujours été complexe dans le mouvement ouvrier, celle des rapports entre syndicat et parti.

Historiquement, cette question a été traitée (et résolue) de façons différentes par le mouvement ouvrier selon les pays. En Angleterre, ce sont les trade-unions qui ont constitué le Labour Party. L'Allemagne connaît également le lien organique entre syndicat et parti, bien que les rapports ne soient pas exactement les mêmes qu'en Grande-Bretagne. En France, il y a une tradition particulière, celle de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis établie dans la Charte d'Amiens (2).

En ce qui me concerne, au départ, lorsque j'ai commencé à militer pour aider

---

(2) La Charte d'Amiens, adoptée au congrès de la vieille CGT à Amiens, en 1906, stipule : « *Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT : "La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat..." Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Le congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale » (résolution du congrès des 8-14 octobre 1906, adoptée par 830 voix, 8 contre et 1 blanc).*



à construire des syndicats illégaux — c'était au début des années 1940, j'avais une vingtaine d'années (3) —, je ne me posais pas la question des rapports entre partis et syndicats comme j'ai été amené à le faire à partir de l'expérience vécue.

Ma trajectoire politique, c'était celle d'un jeune issu d'une famille ouvrière pauvre de la banlieue parisienne (à Montreuil), qui avait rejoint les Jeunesses communistes au lendemain de la prise du pouvoir par Hitler, et en avait été exclu en 1935 pour "trotskysme". Je ne savais pas à l'époque qui était Trotsky et je n'étais certainement pas trotskyste ; je n'ai rejoint les organisations trotskystes que plus tard, un peu avant le Front populaire (1936). Pour moi, cette tradition de militant issu des Jeunesses communistes, puis trotskyste, m'amenaient à considérer que la façon dont le Parti communiste concevait les rapports avec les syndicats était correcte.

Cette conception découlait des leçons de ce qui s'était passé en 1914 quand les dirigeants de la CGT dans leur immense majorité (à l'exception de quelques-uns comme Monatte, Rosmer, Merrheim) (4) avaient basculé dans l'Union sacrée. A l'époque donc, il me paraissait naturel — en tout cas, je n'en remettais pas en cause la nécessité — que les syndicats révolutionnaires puissent se constituer à côté de syndicats qui avaient basculé dans l'Union sacrée. C'est l'expérience pratique qui fut la mienne au début des années 1940 qui m'a amené à reconsidérer cette conception.

C'est à ce moment-là, au moment où je m'attelle avec d'autres à la construction de syndicats illégaux, que je comprends que le syndicat, qui rassemble les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses, ne peut pas être identifié au parti. Je commence à comprendre que ce sont deux formes d'organisation différentes dont la classe ouvrière a besoin, comme elle a besoin de toutes les formes d'organisation et conquêtes qui la constituent comme classe (les conventions collectives, la Sécurité sociale, etc.).

• Daniel Gluckstein : 1940, c'est une période de clandestinité et de répression. On ne peut pas dire que la situation soit marquée par un grand développement de

la lutte de classe. Les travailleurs sont sous le choc de la défaite et de l'instauration du régime de Vichy (5). Quelle forme concrète pouvait prendre cet engagement sur le terrain de la lutte de classe pour un jeune militant ?

• Pierre Lambert : Pendant toute une période, ce n'est pas passé par la lutte de classe directe, c'est vrai, mais par des discussions politiques qui se sont poursuivies dans de petits groupes clandestins. Le mouvement ouvrier était évidemment très prostré. Le pacte germano-soviétique, la débâcle de 1940 pesaient considérablement. Le mouvement ouvrier s'est reconstitué à partir du moment où Hitler a attaqué l'Union soviétique. Certes, il y a eu des mouvements auparavant. Fin 1940, par exemple, une grève des mineurs du Nord pour des rations alimentaires avait, évidemment, un caractère politique, un contenu anti-hitlérien, anticapitaliste. Mais on ne peut pas dire qu'il y avait une large lutte de classe consciente, organisée. La lutte de classe a commencé à se reconstituer largement à partir de l'entrée des troupes nazies en Union soviétique. La guerre en Union soviétique a amené un tournant pour ces militants du PC, dont le parti avait disparu comme parti après le pacte germano-soviétique.

(...) Pour ma part, je suis entré en usine quelques mois après juillet 1941, et, là, j'ai appris ce qu'était véritablement la lutte de classe, en aidant — avec d'autres, il faut toujours le rappeler — à constituer petit à petit les syndicats illégaux. De plus en plus nombreux, des militants ouvriers de toutes tendances ont reconstitué la lutte de classe organisée.

C'est à partir de l'expérience que j'ai vécue, en particulier dans les syndicats

(3) Note de P. L. : Il faut faire la clarté : même si nous étions peu nombreux, nous étions tout de même quelques milliers de toutes tendances, engagés sur cette voie, à cette époque. Rien n'est plus ridicule pour un individu que d'estimer qu'il pourrait être un "surhomme". (Je ne veux pas être cruel, je ne citerai aucun nom. Et pourtant, j'ai très souvent constaté que bien nombreux sont ceux qui croient honorer le sol en marchant...)

(4) Il s'agit de dirigeants syndicalistes révolutionnaires français qui avaient refusé le ralliement à la guerre et à l'Union sacrée. Ils accompagneront les premiers pas de l'Opposition de gauche.

(5) L'occupation nazie en France se cumulera avec la collaboration de type corporatiste autour du gouvernement du maréchal Pétain à Vichy.

illégaux et surtout dans les syndicats en 1945-1946, que j'ai estimé qu'il fallait réviser la position qui avait été prise par l'Internationale communiste (les 21 conditions) (6). En 1947, au congrès de l'organisation trotskyste en France, j'ai proposé de réviser cette condition : j'ai proposé un amendement qui a été adopté à l'unanimité, substituant aux points 9 et 10 des 21 conditions la reconnaissance, en France, de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats.

• Daniel Gluckstein : Tu évoques l'expérience de la construction des syndicats illégaux et ensuite à la Libération. En quoi cette expérience conduisait-elle à la conclusion qu'il fallait remettre en cause deux des 21 conditions sur les rapports entre partis et syndicats ?

• Pierre Lambert : J'ai vu ce qu'était la subordination de la CGT à l'appareil stalinien et j'ai compris à quel point cela était néfaste. Quand je dis l'appareil stalinien, il faut préciser : il y avait, à l'époque (et il y eut encore après pendant un certain temps), d'excellents militants du Parti communiste qui considéraient que le prestige de l'Armée rouge et l'impact de la révolution russe justifiaient beaucoup de choses. En particulier, cela les conduisait à accepter de se subordonner à l'appareil stalinien.

Militant de la IV<sup>e</sup> Internationale, j'étais en désaccord avec cela. Partisan de la défense des conquêtes sociales d'Octobre (nous y reviendrons), je m'opposais à la subordination de la lutte de classe, dans quelque pays que ce soit, à l'appareil du Kremlin ; donc, quel que soit le prestige d'octobre 1917, je ne pouvais admettre la subordination d'une organisation syndicale à Staline et à la bureaucratie stalinienne. De manière plus générale, d'ailleurs, je ne pensais pas que le mouvement syndical devait se subordonner à quelque État que ce soit, y compris l'URSS. C'est pour cela que je ne pouvais accepter cette situation.

• Daniel Gluckstein : N'y a-t-il pas un paradoxe : tu expliques que tu prends conscience du caractère néfaste de la politique de subordination de l'organisation syndicale à l'appareil stalinien au moment même où tu prends toi-même, qui n'est pas membre du Parti communiste, des responsabilités dans les organisations syndi-

cales qui se reconstituent dans l'illégalité ? Tu étais militant trotskyste et on sait ce que cela voulait dire à l'époque, en particulier pour l'appareil stalinien. Pourtant, dans ces circonstances, où se combinaient le régime de Vichy et le stalinisme, il était possible pour un militant trotskyste de se

(6) Note d'*Itinéraires* : Au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1920), un texte est adopté qui entrera dans l'histoire sous le titre des "21 conditions" d'admission des partis dans l'Internationale communiste. Il faut, pour comprendre ce texte, le remplacer dans son contexte. La jeune Internationale communiste, constituée au lendemain de la révolution d'octobre 1917, voyait affluer vers elle non seulement des milliers de prolétaires gonflés d'enthousiasme par la victoire des soviets en Russie, promesse de victoires révolutionnaires prochaines dans d'autres pays, mais aussi toute une série d'organisations, de partis, de dirigeants dont certains étaient largement imprégnés de la politique indécise, voire social-patriote, qui avait marqué nombre de courants au sein des vieux partis socialistes et du mouvement syndical. Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste jugea donc nécessaire de résumer dans un certain nombre de points les conditions à remplir par un parti pouvant être admis dans l'Internationale communiste. La vérité historique oblige à dire que c'était là plus un texte lié aux circonstances qu'un texte ayant vocation définitive. Un certain nombre de "conditions" avaient, de toute évidence, une portée générale, d'autres étaient plus conjoncturelles. Mais, comme cela est arrivé plus d'une fois dans l'histoire, le "provisoire" dura et se transforma en autre chose. Le stalinisme eut vite fait de s'emparer de ces "21 conditions" pour figer de manière définitive celles de ces conditions qui pouvaient servir à la stabilisation d'une couche bureaucratique dirigeant l'Internationale communiste et les tourner contre la lutte de classe elle-même. Parmi ces conditions, les conditions 9 et 10 portent sur les rapports entre l'Internationale communiste et les organisations syndicales. Bien que n'y soit pas formulée explicitement la subordination du syndicat au parti, le contenu de ces conditions y conduit très logiquement. La neuvième condition stipule qu'il nécessaire de mener "*le travail opiniâtre et constant (qui) conquerra les syndicats au communisme*". La dixième enjoint de combattre partout pour la rupture avec l'Internationale syndicale fondée à Amsterdam afin de faire adhérer les syndicats à "*l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale communiste*". Ces formulations visaient à permettre une délimitation avec un mouvement syndical dirigé par ceux qui, en août 1914, avaient entraîné les syndicats dans l'Union sacrée avec les gouvernements de guerre (à l'exception de quelques minorités, comme celle dirigée par Pierre Monatte en France au sein de la CGT). Il n'empêche que la formulation de ces conditions posait comme un principe l'alignement des syndicats sur le parti avec toutes les conséquences négatives que cela a eues ensuite. Ce sont ces conditions, consacrées au syndicalisme, que les militants trotskystes ont, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, remises en cause.

lier à des militants d'autres courants ou tendances et de participer à la reconstruction du mouvement ouvrier ?

- Pierre Lambert : Encore une fois, on ne peut comprendre cela si on ne comprend pas ce qui différencie syndicat et parti. J'estimais, pour ma part, que le syndicat devait rassembler les travailleurs quelles que soient leurs tendances politiques, philosophiques et religieuses. Donc, je n'avais pas de comptes à rendre à l'appareil stalinien de ce que je faisais politiquement. C'est uniquement à partir de la confiance que les ouvriers m'accordaient que j'ai acquis ces responsabilités. Je n'avais de comptes à rendre qu'aux seuls syndiqués qui m'avaient élu, quelles que soient leurs tendances ou opinions politiques.

Certes, les syndicats qui se sont reconstruits dans l'illégalité étaient très largement dominés par l'appareil et les militants du PCF. Cependant, il ne pouvait être question pour moi de rentrer dans le Parti communiste plusieurs années après avoir été exclu des Jeunesses communistes. Mon point de vue était : je n'ai pas de comptes à rendre au PC, ce n'est pas mon parti. Je ne vois pas pourquoi je devrais rendre compte à ce parti du mandat que les travailleurs m'ont confié dans le cadre de l'organisation syndicale. Ce qui était vrai pour moi était vrai pour les autres militants de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est en ce sens-là que les trotskystes ont joué un rôle important là où ils étaient (...).

- Daniel Gluckstein : A partir des années 1960, tu appartiens à ce qui s'appelle une "minorité lutte de classe" dans la CGT-Force ouvrière, qui exprime des désaccords avec la majorité réformiste (7). Dans cette "minorité lutte de classe", il n'y a évidemment pas que des militants trotskystes, mais aussi des militants anarcho-syndicalistes et différentes autres composantes. En 1969, les choses se modifient. Lors du congrès confédéral de la CGT-Force ouvrière, les militants de la "minorité lutte de classe" se retrouvent finalement dans un front unique sur une résolution commune avec la majorité réformiste. Qu'est-ce qui explique cette modification ?

- Pierre Lambert : Il faut préciser les termes qu'on utilise. On peut dire d'un

syndicat qu'il constitue un front unique permanent. En ce sens, un accord, au sein du syndicat, entre camarades qui ont, par ailleurs, des opinions politiques ou philosophiques différentes peut s'apparenter à un front unique permanent dont tu parles. Mais il y a, évidemment, des différences profondes avec le front unique sur des objectifs précis et particuliers. Ce n'est pas quelque chose de nouveau ni de particulier. Que se passe-t-il en 1969 ?

Un an auparavant, la grève générale de mai et juin 1968 avait vu se dresser 10 millions de travailleurs face au régime issu du coup d'Etat de 1958. En avril 1969, de Gaulle provoque un référendum dans le but de compléter les institutions antidémocratiques, mises en place en 1958, par l'institution de l'ordre corporatiste (association capital-travail). Rappelons que, dans le *Coup d'Etat permanent*, François Mitterrand (8) a dénoncé ces institutions antidémocratiques avant de les utiliser pour imposer la politique de rigueur exigée par l'Union européenne. Rappelons que Jospin les a également dénoncées avant d'accomplir sa mutation.

Ce référendum met en cause un fondement essentiel de la démocratie : il propose de mettre en place des institutions dans lesquelles les organisations syndicales devraient s'intégrer à l'Etat. C'est une nouvelle mouture du corporatisme, qui avait connu ses beaux jours à l'époque de Vichy, de Salazar, de Franco (9).

Hasard des circonstances, le congrès confédéral national de la CGT-Force ouvrière se tient quelques semaines avant le 27 avril, date fixée pour le référendum. Je suis mandaté par mon organisation syndicale comme délégué à ce congrès, avec d'autres camarades. Notre mandat était que soit obtenue une condamnation du référendum par lequel de Gaulle voulait institutionnaliser l'association capital-travail. Il était d'exposer la nécessité que, face au danger corporatiste, le syndicat

(7) Le livre *Itinéraires* rappelle comment le camarade Lambert a été exclu bureaucratiquement de la CGT par les staliniens pour avoir conduit une délégation syndicale en Yougoslavie.

(8) Politicien français, François Mitterrand est devenu président de la République après avoir pris le contrôle du PS.

(9) Régimes corporatistes en France, au Portugal, en Espagne.

fasse bloc. Pour permettre au lecteur de mieux comprendre comment les choses se sont passées, le plus simple est de citer ici des extraits de l'intervention que j'ai prononcée au X<sup>e</sup> Congrès confédéral de la CGT-FO, telle qu'elle est rapportée dans le compte rendu sténographique intégral du congrès, édité à l'époque par le bureau confédéral de la CGT-Force ouvrière.

*“Camarades, lorsque, ce matin, j'ai entendu le rapport du camarade Bergeron, j'avoue que j'attendais avec impatience la dernière partie.*

*Je crois que tout le congrès peut se féliciter de la prise de position nette, précise, du bureau confédéral, par la voix du camarade Bergeron disant, de fait, non au corporatisme, non au référendum ! (Applaudissements.)*

*Camarades, nous sommes aujourd'hui la première organisation syndicale qui tient son congrès à un mois à peu près du référendum, et je crois que la prise de position que nous allons prendre va être décisive : nous allons être, une nouvelle fois, l'organisation syndicale, la centrale syndicale qui doit ouvrir la seule perspective possible pour la classe ouvrière : non au corporatisme, non au référendum, non à l'intégration des syndicats à l'Etat ! (Applaudissements.)*

*Camarades, il est clair que beaucoup de problèmes se sont trouvés posés depuis trois ans. Il serait malséant de ma part d'expliquer que la chambre syndicale des employés et cadres FO de la Sécurité sociale, que je représente, a été toujours d'accord avec l'orientation confédérale. Nous avons eu des divergences, et nous estimons encore maintenant que sur toute une série de questions, nous avions eu raison contre le bureau confédéral... (...).*

*Nous pensons que nous n'avons rien à faire dans toute une série d'organismes. Nous distinguons d'ailleurs ces organismes où nous n'avons rien à faire des organismes où nous devons être présents, les organismes de la participation et les organismes de la présence, ceux où le mouvement syndical défend librement, et sans être lié d'aucune façon, les intérêts de la classe ouvrière. Mais, camarades, ces problèmes, aussi importants soient-ils, et ces problèmes certainement continueront encore à nous opposer, comme j'es-*

*time que ce qui continuera à nous opposer, c'est la manière dont la grève générale de mai-juin 1968 s'est terminée.*

*Je pense, pour ma part, que tout était possible, que nous pouvions obtenir, dans cette grève générale, toute une série de garanties pour lesquelles nous sommes obligés aujourd'hui de combattre, et il faudra encore combattre et durement combattre le gouvernement et l'Etat, mais je pense que toutes ces divergences, aussi importantes soient-elles, qui devaient être débattues, qui sont débattues, aujourd'hui elles passent au second plan devant le problème de l'accord fondamental sur l'avenir, sur la place, du moment dans lequel nous sommes, pour l'avenir et la place du mouvement syndical.*

*Ce qui est en jeu, c'est la possibilité pour la classe ouvrière, pour la jeunesse, de trouver une organisation qui sera capable d'exprimer les intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse ; ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le fait qu'il y ait 100 000 jeunes qui n'ont pu trouver de place dans les CET, et il faut que ces jeunes aient une organisation et gardent une organisation qui sera capable d'imposer en fait la possibilité pour ces jeunes de trouver un emploi ; ce qui est en jeu, c'est un syndicat indépendant de l'Etat, un syndicat indépendant des partis politiques, mais un syndicat dépendant de l'Etat, voilà ce que signifie aujourd'hui le référendum. Le corporatisme que veut imposer le référendum signifie que nous, organisation syndicale, nous enverrions des représentants pour faire la loi, c'est-à-dire une loi qui est celle du capital, une loi qui est celle d'un gouvernement qui n'est pas le nôtre, qui ne peut pas être le nôtre. Nous serions obligés, sous l'autorité du préfet chef de la police, de faire la loi et de la faire respecter. Nous serions ravalés au syndicat officiel de Franco, nous serions ravalés aux prétendus syndicats de la Charte du travail, nous serions ravalés à devenir des auxiliaires de la police et de l'Etat.*

*Voilà l'enjeu du 27 avril, et aujourd'hui c'est une fierté que d'avoir entendu le représentant de la confédération dire : je condamne le corporatisme, je condamne le Sénat corporatiste, je condamne l'Assemblée régionale corporative. Je condamne... et nous avons condamné avec lui, mais il faut condamner publiquement*



*en invitant, parce que ce n'est pas une simple affaire électorale, nous sommes directement concernés, parce que c'est l'avenir des syndicats, c'est notre syndicat qui est en jeu, c'est lui qu'on veut modifier, c'est lui qu'on veut détruire, et je crois que ce congrès confédéral devra dire : nous appelons à dire non au référendum et, en tout état de cause, quelles que soient les circonstances. (Applaudissements.)*

*Quelles que soient les circonstances, demain, nous n'accepterons pas comme nous n'avons pas accepté en 1940, nous n'accepterons pas d'être les auxiliaires corporatifs de la destruction des syndicats et, camarades, cette prise de position faite aujourd'hui a une signification qui dépasse considérablement les frontières de notre confédération. C'est tout le pays, c'est toute la classe ouvrière, toutes les autres centrales qui seront obligées de s'aligner sur la Confédération générale du travail-Force ouvrière, et voilà la signification du débat et du vote qui prime tout, et qui fait que quelles que soient nos divergences sur tel ou tel problème, aussi important soit-il, ces divergences doivent passer pour le moment au second plan, qui est celui de la survie du mouvement syndical libre indépendant de tout Etat, de tout gouvernement et de tout parti. (Applaudissements)."*

A la suite de ce débat, il ya eu, comme toujours dans les congrès syndicaux, une commission des résolutions dans laquelle, en commun, nous avons élaboré une résolution. Nous avons cherché un compromis pour exprimer une position commune de l'organisation syndicale sur cette question vitale, à savoir : ou bien préserver son indépendance, ou bien s'intégrer aux institutions de l'Etat.

Dans ces conditions, le congrès confédéral CGT-Force ouvrière a adopté une résolution appelant à dire deux fois non au référendum : non à la participation à tout organisme de type corporatiste, et non au référendum. Cette résolution a été présentée unanimement devant le congrès. J'ai, à ce moment-là, été invité à prendre la parole pour expliquer dans quel esprit ceux qui, comme moi, participaient à la "minorité lutte de classe", votaient avec la majorité confédérale (réformiste) pour cette résolution.

*« Camarades. Il eût été facile au comité de rédaction, il eût été facile à la commission de chercher les divergences en fonction des points de vue des uns et des autres, mais comme l'a expliqué excellemment le camarade Favier, nous sommes placés dans une conjoncture exceptionnelle. Il s'agit de la vie ou de la mort de l'organisation syndicale, de l'outil de défense des travailleurs ; il s'agit de la place du syndicat, il s'agit de son rôle, de sa mission, de sa finalité.*

*Le référendum veut mettre en cause l'ensemble de ces problèmes. Le référendum veut démolir, intégrer, transformer l'outil indépendant rassemblant dans l'organisation les travailleurs et les salariés de toutes tendances, de toutes confessions, dans l'indépendance à l'égard de l'Etat, du patronat et des gouvernements. Le référendum veut instituer l'ordre corporatiste, l'ordre qui existe aujourd'hui chez Franco, l'ordre de Salazar. Nous n'en voulons pas, et c'est normal. Nous sommes ici rassemblés quelles que soient nos divergences, quels que soient nos points de vue particuliers sur tel ou tel problème, aussi important soit-il — et il est bien évident que nous avons des divergences sur des problèmes importants —, mais nous voulons garder le syndicat, l'organisation élémentaire, l'outil des travailleurs, l'outil, le seul outil qui est à la disposition des travailleurs, qui permet aux travailleurs de faire leur unité, et c'est cela qui est en cause aujourd'hui.*

*Dans ces conditions, il est bien évident qu'il était nécessaire de trouver un accord, nous l'avons les uns et les autres souhaité, nous l'avons recherché. Et les deux points qui consacrent cet accord sont :*

*1. Que nous n'acceptons pas en quelque circonstance que ce soit de participer dans un organisme de type corporatiste.*

*2. C'est le non au référendum pour les motivations qui sont les nôtres.*

*Dans ces conditions, camarades, je pense, personnellement, et au nom d'un certain nombre de camarades qui étaient dans cette commission, et en particulier au comité de rédaction, que nous, qui sommes des militants syndicalistes, estimons que nos points de vue, nos intérêts de "tendance" ne sauraient s'opposer en*



quelque circonstance que ce soit aux intérêts du mouvement dans son ensemble, c'est-à-dire aux intérêts de l'organisation syndicale indépendante.

*Dans ces conditions, certes, il pourrait y avoir des formulations meilleures, mais le problème essentiel, c'est que le syndicat, notre syndicat, notre confédération dise non, n'accepte pas le corporatisme, et je pense qu'il est nécessaire qu'il y ait la plus large unanimité sur le texte proposé par le camarade Bonnaure (Applaudissements). »*

Je le répète, si le cadre de ce livre est essentiellement d'exposer notre "itinéraire", je dois à la vérité d'insister sur le fait que cette condamnation de l'association capital-travail, qui aboutit à faire reculer la menace corporatiste, fut l'œuvre de militants ouvriers de toutes tendances.

Si, avec le recul des années, on reprend la chronologie, on verra que c'est cet appel de la CGT-Force ouvrière à voter non au référendum de De Gaulle qui a entraîné des prises de position similaires, notamment de la confédération CGT. Et c'est ce qui fait, au bout du compte, que le référendum proposé par de Gaulle a été rejeté. Au vote du 27 avril 1969, le "Sénat corporatiste" ne s'est pas mis en place.

Quand, beaucoup plus tard, un certain Séguin, alors ministre du gouvernement Balladur, tirera le bilan de cette époque, il dira : la grève générale de 1968 et l'échec du référendum de 1969 nous ont fait perdre 25 ans dans notre politique d'inté-

gration des organisations syndicales et de destruction de la Sécurité sociale. Je pense qu'il a raison et que ce que nous avons fait à cette époque, dans le respect de l'indépendance entre partis et syndicats, dans le respect des prérogatives des organisations syndicales, a contribué à ce résultat utile pour la classe ouvrière.

Comme on le voit, l'attitude des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale vis-à-vis des organisations syndicales n'est ni affaire de circonstances ni expression d'une prétendue politique "entriste", laquelle, répétions-le, n'aurait aucun sens en la matière. Il s'agit de questions de principes. La démocratie politique repose sur la reconnaissance de l'existence des classes sociales, qui prend, en particulier, la forme de la reconnaissance de l'indépendance des organisations syndicales. Toute menace sur l'indépendance des organisations syndicales est une menace contre la démocratie.

La question n'est pas nouvelle dans le mouvement ouvrier. Aux grands moments de crise, on a toujours vu dans le mouvement syndical s'opposer ceux qui estimaient inévitable de s'intégrer, et ceux qui, en toute circonstance, faisaient de l'indépendance des organisations syndicales une nécessité au-dessus de toutes les autres.

2002

Chapitre d'*Itinéraires*

## Marx, la Première Internationale et la question des syndicats <sup>(1)</sup>

Je rappelle que l'objet de mon exposé est de traiter le problème des syndicats. Deux points doivent être soulignés.

D'abord, il est évident qu'il ne saurait être question de discuter sur les syndicats sans faire référence à la situation mondiale. Laquelle est caractérisée, d'une part, par les tendances à la décadence, consé-

quences de la survie des rapports capitalistes de production : le stade premier de

(1) En juillet 1996, au cours de réunions "Les samedis de l'Internationale", Pierre Lambert a présenté plusieurs exposés de formation touchant, sous des formes diverses, au syndicalisme pour les jeunes militants. Les trois textes présentés ici en font partie.

l'impérialisme, où les rapports de production étouffaient dans le cadre de la propriété privée et du marché mondial (impérialisme, stade suprême du capitalisme), s'est transformé en un processus d'auto-destruction. Cette phase de l'impérialisme sénile constitue les conditions objectives de la lutte des classes, donc de notre combat de construction. D'autre part, la situation mondiale est caractérisée par l'effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, conséquence de la survie du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production, survie dont la responsabilité incombe entièrement à la social-démocratie et au stalinisme. Je ne peux évidemment développer l'analyse de ces conditions objectives, et je renvoie aux articles, rapports et résolutions adoptés par nos différentes instances. Cependant, si l'on ne met pas en rapport les conditions objectives avec les conditions "subjectives", il est impossible de définir les tâches à accomplir.

Deuxième point : il nous faut établir si la méthode du marxisme (concrétisée par la méthode du *Programme de transition*) reste valable ou doit être reléguée au magasin des accessoires vieilliss de l'histoire. Pour répondre à cette interrogation, nous allons procéder, concernant les syndicats, à l'examen des principes du marxisme en les confrontant à la réalité d'aujourd'hui.

Pour se constituer en classe, la classe ouvrière a été conduite à constituer ses propres organisations pour assurer la défense de ses intérêts, arrachant conquêtes et garanties dans sa lutte contre le capital. La Première Internationale (Alliance internationale des travailleurs), fondée en 1864, rassemble alors à Londres toutes les organisations ouvrières qui se constituent. Son conseil central provisoire adopte, à l'unanimité de tous les courants, organisations et tendances représentés, l'adresse inaugurale rédigée par Marx. C'est, après le *Manifeste du Parti communiste* (1847), la première affirmation du prolétariat comme classe, exprimée dans la constitution d'organisations ouvrières indépendantes. Au système de la propriété privée des moyens de production, qui entend réduire les hommes en "individus" isolés, est opposée l'unité des intérêts des travailleurs exploités, qui ne

peuvent s'affirmer comme "individus" qu'en arrachant au capital le droit de s'associer dans leurs organisations indépendantes. Qui ne voit pas l'actualité de cet enseignement à la lumière des événements actuels ?

En 1866, le conseil central de l'Alliance internationale des travailleurs adopte une résolution sur les syndicats, rédigée par Marx :

*"Le capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive individuelle." "Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence inévitable faite entre eux."*

Pourquoi ? Parce que, dans le système capitaliste et davantage encore au stade de l'impérialisme, l'exploitation cherche à toutes circonstances à organiser et perpétuer la "concurrence" entre les ouvriers, pour les opposer les uns aux autres.

*"Les trade-unions ont originellement formé des essais spontanés."* La place des ouvriers, groupés dans les entreprises par les rapports sociaux de production capitalistes, les conduit nécessairement à chercher les voies pour résister à l'exploitation. La spontanéité est le produit direct des conditions matérielles de l'exploitation. La classe groupée cherche à se défendre. Elle a une conscience, ou plutôt un instinct de classe qui se forme par les conditions matérielles dans lesquelles elle vit. Ces conditions matérielles l'amènent à des mouvements spontanés.

*"Essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital pour empêcher, ou au moins atténuer les effets de cette concurrence faite par les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat de telle sorte qu'ils puissent au moins ne plus s'élever à la condition de simples esclaves."*

Dans la phase du capitalisme ascendant, le mode de production capitaliste disposait du marché mondial. Pour écouler la production, les capitalistes étaient obligés de chercher à s'approprier des "parts de marché" sur un marché mondial en expansion, donc de développer les forces productives. Ce faisant, ils étaient conduits à se doter de moyens de production grandissants (capital

constant, mis en œuvre par un “capital variable” également en expansion). La concentration dans les usines amenait les ouvriers à chercher les voies de la résistance collective pour échapper “à la condition de simples esclaves”.

Toutes ces questions sont fondamentales, elles sont à la racine des problèmes actuels. La résolution de l'AIT précise comment dépasser, ou plutôt comment se sont établis les premiers fondements de la “conscience de classe”, par la définition de revendications précises et motivées. Marx écrit :

*“Contre l'usurpation incessante du capital, en un mot les questions de salaire et d'horaire de travail. On ne peut y renoncer tant que le système actuel dure. Au contraire, les trade-unions doivent généraliser leur action en se combinant.”*

L'organisation, c'est la conscience qui se construit à partir des conditions matérielles d'existence, pas des “entités”. Et, à partir de là, s'impose la résistance à l'exploitation. Et comme la résistance à l'exploitation exige l'union, l'unité, les ouvriers sont amenés à se constituer en syndicats.

Poursuivons la lecture de la résolution adoptée par le conseil central de l'AIT :

*“Les trade-unions ont formé à leur insu les centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et municipalités du Moyen Age en avaient constitué pour la classe bourgeoise.”*

Arrêtons-nous ici avant de poursuivre : les bourgeois du Moyen Age ont été amenés à s'opposer à la féodalité, sur la base de nouveaux rapports de production qui se constituaient et s'inséraient dans les rapports de production de la féodalité sans qu'ils en aient conscience. Mais pour être à même de développer ces nouveaux rapports de production, auxquels correspondaient de nouvelles formes de propriété, la bourgeoisie devait se constituer en classe indépendante, et, partant, se doter d'institutions politiques : les communes et municipalités. Certes, la bourgeoisie n'avait pas conscience dès le Moyen Age de la signification de ces institutions ni même du contenu des nouvelles formes de propriété qui s'inséraient dans les cadres anciens. C'est ainsi que la monarchie absolue a pu intégrer des secteurs de la bourgeoisie. Mais la force des rapports bourgeois de

production exigeait, pour se développer, de se libérer des entraves des anciennes formes de propriété ; elle allait contraindre, dans les révolutions bourgeoises, à concrétiser les nouvelles relations politiques entre les classes dans de nouvelles institutions politiques.

Il y aurait évidemment lieu, ici, d'apporter les compléments nécessaires sur la place des révolutions démocratiques (bourgeoises) à l'époque de l'impérialisme. Cela devra faire l'objet d'un exposé sur les problèmes soulevés par la “révolution permanente”. Revenons à notre exposé.

La résolution de l'AIT indique :

*“Les trade-unions ont formé à leur insu les centres organisateurs.”*

A leur insu : la lutte des classes ne procède pas d'une “idée”, mais de conditions matérielles. “A leur insu” signifie donc que, pour échapper à la condition matérielle “d'esclaves”, les travailleurs devaient se doter d'organisations indépendantes. Et, en constituant des syndicats (trade-unions) comme centres organisateurs de leur résistance collective, se donner les moyens de prendre conscience qu'il leur fallait, par et dans l'organisation, poser la question de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire la question de leur libération de l'exploitation.

*“Si les trade-unions, dans leur capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, elles sont encore plus importantes dans leur dernière capacité comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature des capitalistes.”*

Déjà, à l'époque de la Première Internationale, dans les syndicats les travailleurs se trouvaient confrontés à des courants qui prônaient quasi ouvertement l'adaptation au capital. C'est ainsi que la résolution adoptée par le conseil central précise que les trade-unions, “foyers d'organisation de la classe ouvrière”, doivent relier étroitement les luttes revendicatives au “grand but de son émancipation radicale”. La filiation est clairement établie entre la Charte d'Amiens (2) et cette résolution de 1866 de l'AIT sur les syndicats

(2) La Charte d'Amiens adoptée en 1906 est la base constitutive du mouvement syndical en France.

comme organisation indépendante. Nous y reviendrons.

La résolution de l'AIT poursuit sur les trade-unions :

*“Leur avenir : à part leur rôle immédiat de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, elles doivent maintenant agir sciemment comme foyers d'organisation de la classe ouvrière dans le grand but de son émancipation radicale. Elles doivent aider tout mouvement social et politique tendant vers cette direction.”*

Aider... Ce n'est pas se substituer, mais aider à la classe à se libérer elle-même.

*“En se considérant et en agissant comme les représentants de toute la classe ouvrière, elles réussiront à englober en leur sein les hommes ne faisant pas partie des syndicats, les couches les plus exploitées. Leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.”*

Le problème de l'Etat n'est pas encore soulevé. En 1866, la Commune de Paris n'a pas encore soulevé la solution théorique de cette question. Le marxisme n'est pas un dogme, c'est une règle pour l'action, qui généralise la réalité du mouvement de l'histoire en enseignements, pour aider la lutte de classe émancipatrice. Marx n'anticipait pas, il ne l'aurait pu, sur ce que la vie, les événements, allaient soulever, sur ce qu'allait apporter la Commune de Paris : la dictature du prolétariat, la démocratie ouvrière.

C'est ainsi que l'organisation de la classe a toujours été le produit de la lutte de clas-

se, contrairement à ce qu'essaient de nous raconter tous les faussaires, professeurs ou pas, selon lesquels c'est par des décisions prises par la classe capitaliste qu'il y a eu amélioration du sort des ouvriers. Les capitalistes ont toujours cherché, et cherchent toujours, à s'opposer aux organisations indépendantes, qui, seules, peuvent arracher droits, garanties et conquêtes.

*“C'est la révolution de 1848 qui impose le décret du 29 février 1848 (3), qui reconnaît aux ouvriers le droit de s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail.”*

Pour la première fois, avec bien des illusions, les ouvriers arrachaient le droit d'association indépendante. C'est par la révolution, par la lutte de classe, que les ouvriers ont arraché le droit à l'organisation comme toutes les conquêtes sociales. Ils l'ont arraché eux-mêmes, contre les capitalistes, par l'organisation. *“Après l'écrasement des journées de juin, la loi du 22 juin 1849 donne au gouvernement le droit de poursuivre toute réunion ou groupement qui lui semble de nature à troubler la paix publique.”* Ce sont là les premières mesures pour empêcher les travailleurs de se grouper, de s'organiser en association indépendante, après la défaite de juin 1848. En 1851, à la veille du coup d'Etat de Napoléon III, c'est de nouveau pour la classe ouvrière la disparition de ses organisations.

(3) Révolution de 1848 en France qui voit pour la première fois s'exprimer une opposition sanglante entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Ce premier affrontement débouchera sur la défaite ouvrière.

## Démocratie et lutte de classe

La question des rapports entre la démocratie et la lutte des classes, qui est celle des rapports entre la démocratie et la révolution, serait-elle dépassée ? Nous avons formulé, dans la charte du Parti des travailleurs (1), notre position en ces termes : *“La démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.”* Que signifie cette formule ? En mettant en avant le combat pour le droit des tra-

vailleurs à l'organisation indépendante, nous intégrons l'évolution historique, telle qu'elle s'est concrètement réalisée : le droit à l'organisation indépendante a été arraché par la lutte des classes dans la phase

(1) La charte du Parti des travailleurs comprend quatre points : reconnaissance de la lutte de classe ; laïcité de l'école et de l'Etat ; lutte pour la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu ; indépendance réciproque des partis et des syndicats.



du capitalisme ascendant, pour lequel la démocratie bourgeoise a été la forme politique la mieux adaptée à sa domination de classe.

Ce n'est évidemment pas un hasard si le droit des travailleurs à l'organisation indépendante a été sans cesse remis en question, en particulier si le corporatisme, avec Hitler, Mussolini, Franco, Vichy, a cherché à le remettre en cause de façon radicale et définitive. Mais entre la forme démocratique de l'Etat bourgeois et sa forme corporatiste, il existe des transitions qui correspondent à l'évolution de la situation qui a vu l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, entrer dans sa phase sénile. Ce qui caractérise ces étapes intermédiaires, c'est la multiplication des entraves plus ou moins accentuées au droit à l'organisation indépendante de la classe ouvrière, cette situation constituant le fond historique de la lutte de classe.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, le droit à l'organisation indépendante, condition pour le combat de classe, pour le bâtir, défendre et améliorer conquêtes sociales, le droit de lutter contre l'exploitation et la surexploitation, sont remis en question. Si le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production devait subsister, cela signifierait la destruction des droits. A l'échelle mondiale, sur tous les continents et dans tous les pays, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OTAN, l'Union européenne constituent l'état-major qui planifie la destruction des droits, la mise en œuvre des politiques de déréglementation-privatisation. "*Abaisser le coût du travail*" est devenu le maître mot d'une politique de destruction des droits.

C'est dans ce contexte que l'on peut véritablement apprécier le rapport entre la démocratie et la lutte des classes. Nous avons eu de multiples discussions sur cette question. Je ne parle pas des doctrinaires asséchés qui prenaient prétexte de cette discussion pour s'aligner sur la défense de l'appareil stalinien avant de décréter que la IV<sup>e</sup> Internationale était "*morte*" : laissons les morts enterrer les morts. Venons-en au fond : de quoi s'agit-il dans cette discussion ? En 1931, Trotsky écrivait dans "*Et maintenant ?*" :

*"Au cours de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les*

*ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne, syndicats, partis (soulignons le pluriel), clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Le prolétariat peut arriver au pouvoir, non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise..."*

Dans ces quelques lignes sont concentrées les leçons de l'histoire, des rapports entre la "démocratie", la lutte de classe et la révolution. Sans prétendre en épuiser tous les enseignements, nous nous bornons à relever ceux qui concernent la discussion sur les syndicats.

1. Si le droit à l'organisation, condition des conquêtes sociales, a été arraché "*à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle*", cela implique la nécessité, pour la lutte de la classe ouvrière, que soient formulés des mots d'ordre protégeant "*les fortifications, les bases, les foyers de la démocratie prolétarienne*" constitués à l'époque du capitalisme progressif (2). A l'époque du capitalisme pourrissant, ces fortifications, bases et foyers de la démocratie prolétarienne sont constamment remis en question : leur défense implique également la nécessité de lutter à l'intérieur "*des formes démocratiques de la domination de classe de la bourgeoisie*", également remises en question. Ces considérations sont à la base du combat pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense de la séparation des Eglises et de l'Etat, pour la défense de l'égalité des citoyens remise en cause par la décentralisation, la régionalisation et la réforme de l'Etat. Ces revendications constituent l'un des volets de notre politique de front unique.

2. Trotsky, en écrivant que ces droits à l'organisation ont été arrachés "*non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais par la voie révolutionnaire*", ne fait que préciser ce qui est l'ossature de la résolution adoptée par la Première

(2) Note de Pierre Lambert : Il y aurait lieu d'examiner comment, dans la période du capitalisme pourrissant, la lutte des classes a arraché, particulièrement après la Seconde Guerre, les conquêtes sociales parmi les plus importantes. L'explication en est que, par crainte de la révolution, les bourgeoisies ont dû concéder ces conquêtes.



Internationale et de la Charte d'Amiens : les revendications, “*les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales*” ont été arrachés “à l'intérieur de la démocratie bourgeoise” par les moyens de la lutte de classe, ordonnés sur la perspective de la révolution émancipatrice. De son côté, la Charte d'Amiens ne dit pas autre chose :

*“Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être par la réalisation des améliorations immédiates. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme.”*

Les syndicats préparent “*l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste*”. Le lien entre le combat “quotidien” pour la défense des droits, garanties, conquêtes sociales, s'inclut nécessairement dans le

*“cadre d'une perspective concrète, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire” (Programme de transition).*

Répetons-le : toute l'histoire du mouvement ouvrier confirme que jamais, en aucune circonstance, les capitalistes n'ont concédé “*de bon gré*” les “*améliorations immédiates*”, les conquêtes sociales : c'est pourquoi celles-ci doivent être défendues en toutes circonstances. C'est par la lutte de classe que droits, garanties, conquêtes sociales ont été arrachés. Et pour les arracher au capital, les ouvriers ont été amenés à construire leurs organisations indépendantes dans le cadre des formes démocratiques de la domination de classe de la bourgeoisie. Ces organisations ne peuvent se construire et être défendues que sur la base de la perspective révolutionnaire : “*L'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste.*”

## Lénine, les bolcheviks et la question des syndicats

Il convient d'établir, contre maints mensonges, la position de Lénine et des bolcheviks sur les syndicats, leurs relations avec les partis et l'Etat.

Dans la Charte d'Amiens, il est affirmé : “*Le syndicalisme prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste*”, et “*préconise comme moyen d'action la grève générale*”.

Lénine explique en 1921 :

*“Ni le Parti communiste, ni le pouvoir des soviets, ni les syndicats ne peuvent en aucune façon oublier, et ne doivent pas cacher aux ouvriers et aux masses laborieuses que le recours à la lutte gréviste, dans un Etat où le pouvoir politique appartient au prolétariat, peut être expliquée et justifiée uniquement par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien et par toutes sortes de survivances du passé capitaliste et de ses institutions.”*

C'est écrit en 1921. Il y a l'Etat ouvrier, l'URSS n'a pas encore dégénéré. En

1921, donc, Lénine dit : “*Les ouvriers ont le droit de faire grève contre leur propre Etat.*” Déjà, Lénine est inquiet sur les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien ; inquiétudes qui, en 1922, jusqu'à ce qu'il sombre dans l'inconscience et la mort, allaient le conduire à engager le fer contre Staline. Toutes les calomnies colportées contre le bolchevisme sont balayées.

Bien entendu, il y a eu une discussion très âpre dans le Parti bolchevique. La situation en Russie assiégée était difficile, très difficile. Il y avait une recherche, une confrontation des points de vue. Cette discussion sur les syndicats avait des conséquences très pratiques, immédiates. Au cours de celle-ci, Trotsky s'est trompé. Et alors ? “*Ni dieu, ni César, ni tribun*”, dit *L'Internationale*... Pour nous, c'est une œuvre vivante. Les plus grands ont élaboré et ils ont fait des erreurs. C'est une œuvre humaine. Mais le fond a été respecté.

Que dit Lénine :

*“L’action des syndicats, c’est la défense réelle dans tous les domaines de la masse des ouvriers.”*

Il se prononce contre l’admission en bloc de tous les salariés dans les syndicats. Il faut, pour lui, adopter tout de suite, réintégrer le principe de l’adhésion libre des syndiqués.

*“On ne saurait en aucune façon exiger des syndiqués des positions politiques déterminées. Et à cet égard les syndicats doivent être sans parti...”*

C’est Lénine qui dit ça... Comparez avec tout ce qui se raconte.

Lénine se prononce *“contre l’immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises”*. Il est contre que le syndicat assure le contrôle de la production. Ce sont les conseils d’usine, les comités d’usine qui ont cette tâche.

Il faut s’arrêter sur cette question. Qu’est-ce que la politique ? Lénine l’a expliqué, c’est le concentré de l’économie. Si le syndicat gère l’économie, à partir de là il a des fonctions d’Etat. Parce que la propriété sociale passe par la propriété d’Etat, ce n’est pas la propriété syndicale : chaque syndicat n’est pas propriétaire de l’entreprise où il s’est constitué. Donc, si les prolétaires n’ont pas de syndicat, ils sont obligatoirement intégrés à la production. C’est une contradiction terrible, difficile. On a bien vu comment cela s’est passé en URSS. Cette contradiction ne peut être réglée que par la construction du socialisme à l’échelle internationale, une société sans classes et sans Etat.

Pour y arriver, il faut passer par l’Etat ouvrier, c’est-à-dire, comme l’écrit Lénine dans *L’Etat et la Révolution*, l’Etat bourgeois sans bourgeoisie. Ce qui veut dire que la révolution d’Octobre, qui a exproprié le capital, n’a pas que des fondements dans la lutte des classes en URSS. C’est à l’échelle internationale que la révolution mondiale fera disparaître les Etats et la lutte de classe. Le socialisme est international, il ne peut se construire dans un seul pays, on l’a bien vu.

Laissons de côté ce problème complexe du syndicat et de la production dans un pays où le capital a été exproprié. De toute façon, la Charte d’Amiens disait qu’après l’expropriation, on se pose le problème de l’organisation de la produc-

tion. Mais elle ne l’envisageait certainement pas avant l’expropriation. La Charte d’Amiens n’est pas “autogestionnaire”.

Reprenons la Charte d’Amiens :

*“Le congrès déclare que cette besogne quotidienne et d’avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière, et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou tendances politiques, philosophiques ou religieuses, un devoir d’appartenir au groupement essentiel qu’est le syndicat.”*

Lénine ne dit pas autre chose.

*“Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l’entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique.”*

Le syndicat n’est pas “apolitique”, absolument pas. Il ne veut pas être identifié à un parti politique. S’il s’identifie à un parti politique — et c’est aussi ce que dit Lénine —, ceux qui ne sont pas membres de ce parti politique sont exclus *ipso facto*.

Poursuivons ce qu’affirme la Charte d’Amiens :

*“Il leur est simplement demandé, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu’ils professent en dehors. En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu’afin que le syndicalisme atteigne son maximum d’efficacité, l’action économique doit s’exercer contre le patronat.”*

Il y a là une limitation : l’action économique doit s’exercer également contre l’Etat. Contre le patronat et contre l’Etat. Pour avoir un statut de fonctionnaire, ce n’est pas chez un patron qu’on va. Quand on est dans une usine, on peut lutter pour les revendications de salaires, mais si on veut une convention collective, c’est contre tous les patrons d’une branche : là, la question de l’Etat revient. Ainsi, le syndicat est amené, d’une certaine manière, sur le terrain économique, à se poser le problème de l’Etat. Mais il le fait d’une autre façon. Et en même temps, ce problème de l’Etat pose la question des partis. Revenons sur cette question.

Nous ne demandons pas aux syndicats d’adopter nos positions. Nous sommes pour l’indépendance réciproque, en conformité

avec la Charte d'Amiens, et nous avons nos propres positions politiques qui ne sont pas identifiables aux syndicats, y compris les syndicats que nous dirigeons. Lorsqu'une responsabilité nous est confiée dans les syndicats, elle l'est par tous les syndiqués, et pas seulement par les syndiqués qui sont trotskystes...

La charte enregistre à sa manière :

*"(...) Les organisations confédérées n'ayant pas en tant que groupement syndical à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, poursuivent en toute liberté la transformation sociale."*

Cela dit, les "recompositeurs", pour tenter de camoufler le fond de leur position, multiplient les attaques contre nous avec un argument cent fois ressassé : les communistes veulent subordonner les syndicats aux partis, cela fait partie de leur programme. Certains se plaisent à publier les conditions d'admission à l'Internationale communiste. De quoi s'agit-il ?

Vous connaissez les 21 conditions d'admission, en 1921, à l'Internationale communiste. L'une d'elles comprend, de manière indirecte, la subordination des syndicats au parti. Personnellement, je pense que c'était une erreur, et d'ailleurs tout de suite après, comme on l'a vu, Lénine expliquait le contraire au congrès du Parti bolchevique.

Les 21 conditions d'admission ont été d'ailleurs élaborées dans des conditions bien précises. Il s'agissait de déterminer avec netteté ceux qui se délimitaient véritablement de la II<sup>e</sup> Internationale passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois en 1914. Cela dit, ce point était malgré tout une erreur. En 1946, il a été proposé au congrès du PCI, qui l'a adopté, l'abandon de celle des 21 conditions qui impliquait la subordination du syndicat au parti.

Revenons également au *Programme de transition* :

*"La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, doit se développer en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la démocratie soviétique."*

Il faut bien comprendre ce que cela signifie. Trotsky le dit :

*"Les syndicats, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé. C'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, section de la IV<sup>e</sup> Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition."*

Si donc les syndicats avaient un "programme achevé", ils ne seraient plus un syndicat, mais un parti.

Ainsi, nous pouvons tenter de caractériser le contenu et les formes de la démocratie ouvrière. L'expression la plus achevée de la démocratie ouvrière, c'est la lutte de classe qui construit les conseils et comités d'usine, c'est-à-dire l'Etat prolétarien. C'est la réalisation de l'émancipation des travailleurs, œuvre des travailleurs eux-mêmes. La lutte de classe exige que soit respectée l'indépendance. D'abord, l'indépendance du parti par rapport à l'Etat : dans la dernière année de sa vie, Lénine a cherché les voies et moyens pour assurer l'indépendance du Parti bolchevique à l'égard du gouvernement soviétique. Tâche difficile, qui s'est dénouée par un échec. En second lieu, le syndicat rassemblant les salariés sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses doit nécessairement, pour assumer ses tâches, préserver son indépendance à l'égard des Etats et des partis. Le fédéralisme est la forme d'organisation du syndicat qui, vu sa composition et ses tâches, ne saurait se construire et fonctionner sur un programme achevé.

Le parti, section de la IV<sup>e</sup> Internationale, étant constitué sur un programme achevé — dans la mesure où il peut être tel dans la conjoncture mondiale —, rassemble ses militants sur ce programme. Le centralisme démocratique intégrant la liberté totale de discussion, y compris le droit de tendance, à condition que le programme soit respecté. Si le centralisme démocratique est partie constituante de la section de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Parti des travailleurs, parti ouvrier indépendant rassemblant des courants ouvriers sur les quatre points de la charte, ne peut fonctionner que sous une forme fédérative.

**Juillet 1996**

**Exposés publiés dans  
La Lettre de La Vérité,  
courrier hebdomadaire du CCI  
du Parti des travailleurs**

**Le combat  
pour la reconstruction  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**



Dans l'immédiat après-guerre, une délégation du Parti communiste internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale). Parmi les militants, membres de la direction du PCI, Bleibtreu, Lambert, Le Van, Parisot.



## Présentation

Pierre Lambert a joué un rôle majeur dans le combat contre la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, puis pour sa reconstruction et, enfin, dans sa reproclamation.

Nous choisissons de publier ici des extraits du rapport qu'il a rédigé pour la conférence de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, en 1993.

Le choix de ce texte, parmi des dizaines d'autres qui auraient été possibles, a été guidé par le fait qu'au moment où la question posée est celle de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, Pierre Lambert est amené à revenir rétrospectivement sur les quarante années qui séparent la crise de dislocation de 1950-1953 de la conférence de reproclamation de 1993. On verra dans l'appréciation politique qu'il porte sur ces quarante années (appréciation qui n'est pas exempte de critiques) qu'il y a un fil de continuité, celui qui oppose la nécessité de la libre discussion aux oukazes de la direction pabliste.

Dans ce texte de 1993, Lambert revient par exemple sur le désaccord de 1953 avec la direction du SWP, qui est passée en quelques mois d'une couverture de la politique de Pablo à une proclamation, selon laquelle la direction de Pablo était "déchue", sans à aucun moment engager la discussion, sur les problèmes de principes posés. "*La scission de 1953 se fera sans discussion*", note Lambert en 1993, tout comme la prétendue réunification entre la direction du SWP et la direction pabliste en 1962.

On notera qu'à nouveau, en 1973, c'est Lambert et le CORQI qui proposent au Secrétariat unifié d'ouvrir la discussion sans préalable sur les questions de principes qui sont à l'origine de la scission de 1953. De nouveau en 1980 et 1981, lorsque Moreno rompt avec notre courant, il esquive la libre discussion. C'est là un fait important. Bien évidemment, dans la cristallisation du courant pabliste, il y a à l'œuvre des forces sociales puissantes. La pression du stalinisme s'exerce sur des couches de militants plus ou moins démoralisés dont les liens avec la classe sont

ténus. A travers la pression du stalinisme s'exprime la pression d'une société en décomposition dans laquelle il ne serait plus possible à la classe ouvrière de dresser son combat émancipateur contre l'exploitation capitaliste. C'est cette pression qui amène à la capitulation du pablisme. Avec le recul de l'histoire, lorsqu'on considère aujourd'hui en 2008 la politique de Besancenot, des pablistes italiens, des pablistes brésiliens et d'autres encore, il ne fait aucun doute au lecteur que le Secrétariat unifié et ses organisations aujourd'hui agissent ouvertement dans le respect des cadres fixés par l'impérialisme et se sont transformés, usurpant le nom du trotskysme, en simples instruments de l'offensive impérialiste de décomposition de la classe ouvrière (1).

Mais jusqu'à quel point ces processus étaient-ils inéluctables, en tout cas sous cette forme ? Dans quelle mesure une disposition différente, en particulier de la direction du SWP au début des années 1950, ou encore en 1973, imposant une libre discussion, aurait pu influencer différemment sur le cours de l'histoire ? Nul ne peut répondre à cette question. Mais elle nous ramène à cette nécessité fondamentale : dans une organisation ouvrière, indépendante, il n'est pas d'autre moyen que la libre discussion pour surmonter les crises et les difficultés. La libre discussion, c'est aussi la manière dont, on le verra dès 1962, notre courant — et Pierre Lambert y revient dans son texte — a lié le combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale au combat pour la conférence mondiale ouvrière ouverte, avec des courants se situant sur le terrain de l'indépendance de classe. Il n'est pas étonnant que la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1993 ait suivi de deux

(1) Lire en particulier les articles de : Lorenzo Varaldo, "*Sinistra Critica (Italie), un tournant dans la continuité*", *La Vérité*, n° 59 ; Dominique Ferré, "*Réflexions sur la politique et la place du Secrétariat unifié aujourd'hui*", *La Vérité*, n° 56-57 ; Jean Allain, « *Dans l'élection présidentielle française : un candidat "parrainé" par les plus hauts sommets* », *La Vérité*, n° 55.

ans la constitution de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, en janvier 1991.

A travers le document que nous publions ici, il ne s'agit pas de revendiquer pour Pierre Lambert comme individu, ou même pour la direction de la section française, un rôle unique ou en tout cas exceptionnel dans le combat contre le pablisme. Lambert rappelle que les militants de notre organisation ont toujours refusé un quelconque "rôle messianique" qui serait celui de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. Celle-ci a été amenée par toute une combinaison de circonstances à occuper dans le combat contre la destruction de la IV<sup>e</sup> Internationale une place disproportionnée avec ses forces réelles, avec son histoire et avec la place même qu'elle occupait dans la lutte de classe nationale. Mais elle n'eut pas le choix. Dans ce combat pour la résistance au pablisme, il importe de souligner le rôle joué par la commission ouvrière, commission syndicale qui, dès la sortie de la Seconde Guerre mondiale, s'était constituée dans la section française. Dans la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*, Lambert souligne "la volonté des militants ouvriers de construire un parti intervenant dans la lutte de classe", volonté qui "se heurte à des obstacles internes à l'organisation". Mais à travers les difficultés, il y a dans la constitution de cette commission, dans la recherche de l'intervention de la lutte de classe, un point d'appui qui, dans la crise de 1950-1953, jouera un rôle majeur.

Dans la brochure déjà citée, Lambert souligne :

*"C'est parce que les militants ouvriers trotskystes ont poursuivi le combat dans leur classe (...) qu'un authentique courant trotskyste a pu émerger. Encore une*

*fois, répétons-le, chacun a sa place et tous ensemble malgré les erreurs. En dépit des reniements qui s'annoncent, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale a lutté en France pour préserver l'héritage du bolchevisme. Mais ce qui, avant tout, a maintenu le fil de la continuité, c'est le combat dirigé par la commission syndicale, combat par lequel, sur une longue période, couvrant des années et des années, la petite cohorte d'ouvriers trotskystes a commencé véritablement son apprentissage de militants "lutte de classe". »*

Lorsque interviendra la crise de 1950-1953, dans un premier temps, les responsables de la commission ouvrière, parmi lesquels Pierre Lambert, auront une position hésitante : "Les dirigeants de la commission ouvrière se prononcèrent contre les thèses pablistes, mais ne voulurent pas au début participer à l'organisation de la fraction antipabliste", signale Lambert dans *Quelques enseignements de notre histoire*. Parmi les raisons de cette réticence, il y avait l'absence de confiance dans les principaux "théoriciens de l'antipablisme", Mandel, puis Bleibtreu. Mais ces hésitations de la commission ouvrière "avaient des motifs plus profonds, en partie valables, en partie erronés". Et Lambert souligne :

*"En 1950, les dirigeants ouvriers ne mesuraient pas toute la portée principale de la lutte politique. Ils espéraient, contre toute vraisemblance, que la discussion résorberait la crise sans dommage pour l'unité du parti et entendaient rester dans l'Internationale. Ils adoptèrent au départ une attitude conciliatrice. La logique des divergences principielles ne permit pas aux militants ouvriers de demeurer sur l'Aventin, où ils s'efforçaient de se retirer (...). La commission ouvrière dut choisir."*

**Daniel Gluckstein**

## Texte de Pierre Lambert

# Faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?

### (extraits)

La décision de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale marque le commencement d'une nouvelle étape.

Sans aucun doute, les mensonges et les critiques les plus cyniques vont se poursuivre et s'ajouter à ceux que le trotskysme a subis depuis la constitution de l'Opposition de gauche. Certes, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections ont connu de nombreuses crises. Des militants usés ont abandonné. D'autres ont rejoint les organisations de la II<sup>e</sup> Internationale (Internationale socialiste). D'autres, après avoir capitulé devant le stalinisme, rejoignent les rénovateurs et reconstruc-teurs de toute obédience, où les uns et les autres s'efforcent d'occuper une place de choix, de faire fructifier ce fonds de commerce que représente leur passé trotskyste.

Certes, la solution de la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat n'est pas encore cristallisée, mais les conditions du combat — qui sera semé, c'est une certitude, de nombreuses difficultés — sont radicalement modifiées. Dans les "grandes" organisations traditionnelles dirigées par les "*lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise*", que dénonçait Lénine, fractions, clans, scissions se multiplient. Le passage ouvert, cynique et avoué, à la défense de la propriété privée des moyens de production modifie les rapports internes à la classe ouvrière et à la jeunesse entre les appareils et les militants et cadres. A partir de là se trouve modifié le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections.

Sans aucun doute, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections seront critiquées et déni-

grées, les attaques les plus brutales, les plus déloyales s'amplifieront au fur et à mesure des progrès enregistrés dans la discussion avec les courants, groupes, organisations et militants qui recherchent les voies de l'indépendance de classe.

(...) A ces attaques, nous répondrons, comme nous l'avons toujours fait, par des faits, des arguments. Nous n'avons aucun autre objectif que la recherche, par la libre discussion, des moyens permettant d'aider les masses à résoudre la crise de l'humanité par leur propre action.

Les solutions adéquates pour surmonter la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat ne sont pas et ne seront pas aisées. Y a-t-il un autre chemin ?

---

#### LA CONTINUITÉ DU COMBAT SUR LA BASE DU PROGRAMME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Il ne s'agit pas dans ce rapport d'écrire une histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de dégager de son combat les éléments qui doivent permettre de répondre à la question qui fait l'objet de ce rapport : faut-il, à la conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?

(...) En 1951, la cristallisation du pablistisme allait conduire à l'exclusion de la section française, qui avait engagé le combat politique dès 1950. Dans un document intitulé "*Où allons-nous ?*", Pablo écrivait :

*“La réalité sociale, objective, pour notre mouvement (IV<sup>e</sup> Internationale) est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique.”*

Prophétisant que la guerre allait se déclencher dans les “deux à quatre années” suivantes, il affirmait que la bureaucratie du Kremlin allait être “contrainte de réaliser à sa manière le socialisme dans les siècles de transition”. En un mot, le pablisme se ralliait à la théorie stalinienne du “socialisme dans un seul pays” (1).

Deux ans après l'exclusion de la section française, que la direction du SWP avait votée, James P. Cannon et la direction du SWP adressaient une lettre “aux trotskystes du monde entier” (septembre 1953). James P. Cannon, vieux militant ouvrier, militant avant la guerre de 1914-1918 de l'IWW, fondateur du PC américain, membre du comité exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, trotskyste depuis 1927, écrivait dans cette lettre :

*« Les principes ont été abandonnés par Pablo (...). Il a mis en avant le concept d'une vague de révolutions ne donnant naissance qu'à des Etats ouvriers “déformés”, c'est-à-dire du type stalinien, et destinés à durer “des siècles”.*

*(...) Les efforts qu'il a faits récemment pour ridiculiser la lutte pour la construction de partis révolutionnaires indépendants (...). Au lieu de s'en tenir au cours fondamental vers la construction, par tous les moyens tactiques convenables, de partis révolutionnaires indépendants, il considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est apte à se modifier sous la pression des masses jusqu'à accepter les “idées” et le programme du trotskysme. Sous le prétexte de la souplesse nécessaire au cours de manœuvres tactiques reprises pour se rapprocher des travailleurs qui se trouvent dans les rangs staliniens dans des pays comme la France, il couvre maintenant les trahisons du stalinisme. »*

La même lettre caractérisait le procédé de Pablo comme “dérivant en ligne droite de la nauséabonde tradition du Komintern dégénéré sous l'influence de Staline” et

condamnait l'exclusion de la section française :

*« Ce cours organisationnel stalinien commença, cela est maintenant clair, avec l'abus brutal que fit Pablo de son contrôle administratif lors de sa campagne de destruction menée contre la majorité de la section française de la Quatrième Internationale, il y a plus d'un an et demi.*

*Par ordre du Secrétariat international, la majorité élue de la section française se vit interdire d'exercer ses droits, de diriger le travail politique et de propagande du parti. Au lieu de quoi, le bureau politique et la presse du parti furent placés sous le contrôle de la minorité, au moyen du procédé, digne du Komintern, d'un “comité paritaire”.*

*A l'époque, nous désapprouvâmes profondément cette action arbitraire au moyen de laquelle une minorité était arbitrairement transformée en majorité. Aussitôt que nous fûmes informés, nous communiquâmes notre protestation à Pablo. Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons commis une erreur en n'entreprenant pas une action plus énergique. Nous pensions que les divergences entre Pablo et la section française étaient d'ordre tactique, et cela nous conduisit aux côtés de Pablo, malgré nos réserves sur ses procédés d'organisation, lorsque, après des mois d'une violente lutte fractionnelle, la majorité fut exclue.*

*Mais les divergences étaient, dans leur fond, de nature programmatique. Le fait est que les camarades français de la majorité virent plus clairement que nous ce qui était en train de se produire. Le VIII<sup>e</sup> Congrès de leur parti déclara : “(...) Un grave danger menace l'avenir et l'existence même de la Quatrième Internationale... Des conceptions révisionnistes, nées de la couardise et de l'impressionnisme petit-bourgeois, sont apparues au sein de sa direction. La faiblesse encore grande de l'Internationale, l'étroitesse même de son appareil international coupé de la vie des sections ont*

(1) Signalons le texte intitulé “Les dix thèses”, qui, sur la base des principes du programme, s'opposaient au révisionnisme de Pablo. Ces “dix thèses” étaient rédigées par Mandel (qui allait rapidement les renier pour se rallier au pablisme et en assurer la continuité jusqu'à ce jour), en collaboration avec Bleibtreu, alors dirigeant de la section française, qui allait abandonner en 1954, et qui avait engagé le premier le combat contre “Où allons-nous ?” dans un texte intitulé “Où va le camarade Pablo ?”.

facilité momentanément l'instauration d'un système de gouvernement personnel puisant sa raison d'être et ses méthodes antidémocratiques dans la révision du programme trotskyste et dans l'abandon de la méthode marxiste" (La Vérité, 18 septembre 1952, cité par Cannon).

(...) *La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les majoritaires français rassemblés autour du journal La Vérité sont les véritables trotskystes de France, et le SWP les reconnaît ouvertement comme tels.* »

Cette lettre concluait :

*"L'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskysme est si profond qu'aucun compromis n'est possible ni politiquement ni organisationnellement",*

et proclamait "déchu" le Secrétariat international pabliste.

Nous étions en désaccord avec l'ultimatum inclus dans la déclaration de Cannon proclamant "déchu" le Secrétariat international alors dominé par Pablo et Mandel, cela parce qu'une telle déclaration proclamatoire faisait obstacle à la discussion sur les racines du pablisme.

Nous avons néanmoins signé en 1953 la déclaration proposée par le SWP, dans la mesure où était clairement qualifié le révisionnisme pabliste. Cependant, les années qui ont suivi ont clairement démontré que la direction du SWP refusait d'ouvrir la discussion sur les racines du pablisme (...).

A la racine de la dégénérescence du SWP (aujourd'hui devenu "section castriste" à la remorque du PC cubain), il y a ce qu'on peut caractériser comme le "national-trotskysme" : le fait d'envisager la lutte des classes dans son propre pays comme "centre" de la révolution mondiale, et par conséquent de subordonner la lutte pour l'Internationale à la construction préalable d'une section dirigeante. De cette conception découlait une vue purement administrative de l'Internationale : le SWP apportait sa caution à la direction internationale ; en retour, celle-ci s'abstenait d'intervenir dans les affaires du SWP.

En fait, le refus opposé en 1948 à l'ouverture de la discussion sur le bilan des dix premières années de la IV<sup>e</sup> Internationale pèsera sur la constitution du Comité international et conduira la direc-

tion du SWP à laisser les liquidateurs isoler la section française, comme Cannon l'écrit en septembre 1953.

(...) En 1953, Cannon et la direction du SWP invitent donc la majorité de la section française à une capitulation sans principe. Laisant les mains libres au révisionnisme pour autant que le SWP n'était pas impliqué, Cannon proclame alors que l'orientation de Pablo est "entièrement trotskyste". Quatre mois plus tard, il opère un tournant radical.

En effet, la logique liquidatrice du pablisme conduit à tenter de détruire le SWP. Pablo organise, contre la direction du SWP, sa propre fraction avec Cochran et Clark (...).

Pablo rompant l'accord de non-agression et le SWP étant directement menacé, sa direction réagit. Elle attendra cependant le mois de septembre pour engager ouvertement la bataille à l'échelle de l'Internationale, provoquant une scission sans discussion par le caractère ultimatif de la constitution du Comité international. Ce refus d'ouvrir la discussion allait conduire en 1962, comme nous le verrons plus loin, la direction du SWP (en contradiction avec ce que la lettre de Cannon citée plus haut établissait en septembre 1953) à la fusion sans principe et sans discussion avec le pablisme, pour constituer ensemble le Secrétariat unifié marqué par le révisionnisme.

(...) La réaction de Cannon, répétons-le, était de nature national-trotskyste, ultimatif proclamatoire, sans aucune critique des positions politiques qui avaient amené la direction du SWP à soutenir la cristallisation, dans la IV<sup>e</sup> Internationale, de ce qui allait conduire au révisionnisme pabliste achevé. Révisionnisme avec lequel la direction du SWP allait en 1962 réaliser la réunification dans le Secrétariat unifié, avec pour conséquence ultime le passage du SWP sur les positions du castrisme.

En 1962, une résolution adoptée par la section française analyse la signification de cette "réunification" où le SWP était conduit à rejoindre le révisionnisme pabliste :

*« La direction du SWP, au contraire, intacte dans ses cadres essentiels depuis près de vingt ans, et ayant à sa tête un*



*militant du PC depuis sa fondation, apparaissait à tous comme le dépositaire principal de l'héritage de Léon Trotsky et comme appelée à jouer un rôle déterminant dans la reconstruction du mouvement international. Une discussion approfondie des conditions dans lesquelles la direction élue en 1938 s'était désintégrée, et de la politique suivie par les divers groupes pendant la guerre, s'imposait. Une telle discussion pouvait seule permettre d'aborder ensuite, sans tomber dans le dogmatisme ou l'empirisme, ou les deux, les problèmes multiples et complexes posés par la construction de l'Internationale.*

*Mais la direction du SWP s'avéra complètement inapte à s'engager dans cette voie. Peu désireuse de consacrer une part importante de son capital humain aux tâches internationales, se trouvant, par suite de la situation économique et sociale des Etats-Unis, dans un isolement durable et écrasant, et peu soucieuse, au demeurant, de voir mise en discussion sa propre politique pendant la guerre (que d'ailleurs certains d'entre nous estimaient "en gros" correcte — NDLR), elle fut trop heureuse de pouvoir se démettre de ses responsabilités en faveur du nouveau Secrétariat international (le Secrétariat européen étant devenu Secrétariat international après la pré-conférence de 1946). Elle s'empessa de conclure avec celui-ci un accord tacite de soutien inconditionnel. L'une des premières conséquences désastreuses de cet accord devint visible au Deuxième Congrès mondial (1948). A ce congrès, le rapport moral du Secrétariat international, couvrant toute la période de 1938 à 1948, fut présenté et adopté sans débat, le tout en vingt minutes ! Aucune autocritique ne fut faite des analyses abstraites et irréelles de 1945-1946. »*

Pareille méthode ne pouvait permettre d'avancer dans le règlement des problèmes théoriques et politiques. En fin de compte, elle ouvrait la voie à la dégénérescence politique des organisations qui se détournèrent, dans les faits, de la construction de l'Internationale.

La place essentielle occupée par le SWP a conduit, répétons-le, ses limitations "national-trotskyistes" à constituer le principal facteur interne qui a permis au révisionnisme de disloquer la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

## NOTRE MÉTHODE

---

Toute discussion de principe a sa logique : si les divergences de principe ne sont pas surmontées, elles conduisent les discussions à leur terme, à savoir la constitution d'organisations sur des positions et programmes incompatibles.

En 1950-1953, la majorité de la section française ne voulait pas la scission. Elle demandait, tout en déclarant accepter la discipline de la majorité de l'Internationale, le droit de tendance. Le Secrétariat international d'alors, dominé par Pablo-Mandel, refusa cette demande, qui relevait du respect de la démocratie ouvrière.

Mandel reconnut ce fait lors de la discussion initiée par une lettre de 1973 sur laquelle nous reviendrons. Nous ne voulions pas la scission, mais avons appris chez Trotsky le refus de la capitulation. Notre position, après notre exclusion en 1951, restait la ligne du redressement de l'Internationale et notre réintégration.

En 1953, ainsi qu'il a été indiqué, nous avons souscrit à la déclaration de Cannon, parce qu'elle était un point d'appui pour la résistance à la politique liquidatrice de Pablo, mais nous n'étions pas d'accord avec sa conclusion proclamant la "déchéance" du secrétariat international.

Nous étions en désaccord avec Cannon et la direction du SWP parce que nous estimions devoir rester sur la ligne du redressement. Affaibli considérablement, la majorité de la section française n'avait pas encore constitué les forces pour conduire la discussion sur le national-trotskyisme et l'ultimatum proclamatoire.

En juin 1953, la grève des ouvriers du bâtiment de la Stalin Allee, à Berlin-Est, constitue la première manifestation confirmant le pronostic de Léon Trotsky sur la nécessité de la révolution politique pour expulser la bureaucratie restaurationniste, défendre la propriété sociale par la démocratie des conseils. Les pablistes condamnent l'insurrection des ouvriers du bâtiment.

En novembre 1956, la révolution hongroise des conseils est écrasée par les chars de la bureaucratie stalinienne.

Pablo-Mandel apportent leur soutien à la deuxième intervention, Khrouchtchev ayant dû lors de la première intervention retirer les soldats qui fraternisaient avec les insurgés de Budapest.

Le 17 juin 1953, les manifestations ouvrières de Berlin-Est marquent la première expression de la révolution politique antibureaucratique à l'est de l'Europe. Les ouvriers défient les chars russes aux cris de : *“Elections libres, gouvernement des syndicats.”* La déclaration alors publiée par le “Secrétariat international” de Pablo réclame la *“démocratisation réelle des partis communistes”* et n'exige pas le retrait des troupes soviétiques. Elle souligne en particulier :

*“A Berlin, l'intervention d'éléments douteux, ouvertement provocateurs et réactionnaires, au moment même où les manifestations de l'Est et de l'Ouest se rejoignaient, ont parfois perverti le caractère de classe antibureaucratique et anticapitaliste des masses.”*

A son habitude, Mandel utilise le clair-obscur pour tenter de camoufler ses véritables positions. Il sera amené à les définir plus tard, et pas à n'importe quel moment : en 1989, au moment où les travailleurs de RDA étaient amenés par leur mouvement de classe à réaliser leur unification avec les travailleurs d'Allemagne de l'Ouest. En 1989, donc, dans une brochure consacrée à la réunification de l'Allemagne, Mandel annonce clairement la couleur quant à ses véritables positions de 1953 :

*“Jusqu'au 17 juin (1953) à midi, la manifestation garda un caractère de classe... Mais, dès l'après-midi, un certain nombre d'éléments venus de Berlin-Ouest commencèrent à pénétrer dans le secteur oriental de la ville, submergeant en nombre la VOPO (police politique secrète du stalinisme, précurseur de la STASI). Parmi ces infiltrés se trouvait une bande de réactionnaires bien organisés, particulièrement une bande du BDJ, fascistes d'escadrons de la mort, financés par les USA. Le lumpenprolétariat, avec des jeunes chômeurs démoralisés, commirent d'épouvantables actes de vandalisme.”*

Et qui sauva Berlin-Est du “vandalisme” et du “lumpenprolétariat” ?

*“L'émeute conduisit à l'intervention des troupes de commandos soviétiques... La VOPO tira sur un groupe de 16 manifestants parmi lesquels 11 de Berlin-Ouest et quelques-uns seulement de Berlin-Est. Parmi les victimes, il y avait un seul dirigeant de la grève.”*

Justification jusqu'au bout de l'intervention des chars du Kremlin ! Et à une date, en 1989, où les faits et les événements dévoilaient clairement aux yeux de tous la véritable nature de la bureaucratie stalinienne, restaurationniste du capitalisme. Est-il utile de commenter davantage cette honteuse apologie de la répression anti-ouvrière de juin 1953 à Berlin-Est ?

1956 voit en Pologne et en Hongrie se développer de nouvelles étapes du soulèvement des peuples contre le stalinisme. En Pologne, Gomulka prend la tête du POUP (parti stalinien). Pablo-Mandel saluent l'événement :

*“Grâce au rôle de direction qu'à pu jouer le parti ouvrier, conquis, transmuté par la tendance Gomulka (...).”*

Le 20 octobre 1956, dans un discours au comité central du POUP, Gomulka met les points sur les “i” à l'adresse des ouvriers et paysans qui cherchent à réaliser la révolution politique :

*“Nous ne permettrons à personne de tirer profit du processus de démocratisation aux dépens du socialisme. A la tête de ce processus de démocratisation se trouve notre parti !”*

Le “socialisme”, la “démocratisation” de Gomulka, c'est toujours la soumission au Kremlin de la bureaucratie du POUP.

Qu'à cela ne tienne : deux jours plus tard, les dirigeants du courant Pablo-Mandel signent un télégramme adressé au comité central du POUP qui *“salue l'action historique intrépide des travailleurs polonais ouvrant la voie à une véritable démocratie socialiste”*.

Après avoir brutalement réprimé les grèves ouvrières et les manifestations étudiantes de 1966-1968, Gomulka n'hésitera pas un seul instant à coorganiser, sous la direction de Brejnev, la répression en Tchécoslovaquie. Lors de la grève générale des chantiers navals des ports de la Baltique, en 1970, Gomulka, avant d'être remplacé par Gierek, fera appel à l'armée : sur son ordre, le 17 décembre

1970, la troupe tire à Gdynia et à Szczecin. Des morts par dizaines, des centaines de blessés.

Mais en 1957, dans un document intitulé *“Déclin et chute du stalinisme”*, Pablo-Mandel écrivait :

*“La tendance gauche qui s’est associée à la fraction centriste (!) de Gomulka (...) peut être considérée (...) comme un noyau de la direction révolutionnaire du prolétariat en formation.”*

On sait ce qu’il est advenu du parti de la bureaucratie “transmuté” par Gomulka.

Le SU de Pablo-Mandel porte la totale responsabilité d’avoir désorienté ces militants, travailleurs, jeunes ouvriers et étudiants qui recherchaient l’issue de la révolution politique contre la bureaucratie et ses partisans. En prétendant que le parti de la bureaucratie était “transmuté”, Pablo-Mandel poursuivaient dans le droit fil de la position liquidatrice formulée dans *“Où allons-nous ?”* (position, on l’a vu, qu’à la suite de la majorité de la section française, Cannon avait condamnée dans sa lettre de 1953).

Cette position liquidatrice est restée constamment la base “programmatische” du pablisme. En 1950, c’était Staline, la bureaucratie du Kremlin, les partis staliniens qui commençaient leur “transmutation”, qu’ils étaient appelés à parachever dans “les siècles de transition”.

Ensuite, pour Mandel, cette mission incombera à Khrouchtchev, puis à Brejnev, Gorbatchev...

En 1956, lorsque la révolution politique éclate en Hongrie, Pablo-Mandel se désolent de l’absence d’un Gomulka dans ce pays :

*“En Hongrie, l’absence de toute direction politique centralisée et tant soit peu claire a provoqué au contraire, à partir d’un certain moment, exactement ces défauts et dangers (que la Pologne a évités — NDLR). Débordé, le gouvernement Nagy a commencé à manœuvrer en dehors du camp de classe, sans avoir essayé, au contraire, de manœuvrer face au Kremlin à l’intérieur de ce camp.”*

Ce “camp de classe”, c’est celui de *“la paix et du socialisme”*, *“dirigé ou influencé par la bureaucratie soviétique”*. Nagy est donc condamné pour avoir *“manœuvré*

*en dehors de ce camp de classe”*, donc pour l’avoir abandonné. Pour Mandel, *“la véritable erreur”* de Nagy est que, *“voyant l’apparition des forces réactionnaires, il aurait pu s’appuyer avec plus de franchise (! — NDLR) et plus de sens tactique (! — NDLR) sur les seuls éléments populaires et paysans. Au lieu de se laisser prendre à son tour dans un verbiage creux sur l’unité nationale et la démocratie, il aurait dû organiser tout de suite la démocratie socialiste...”*

Et Mandel d’ajouter :

*“Et puis, si jamais cette épreuve tournait mal, une intervention de l’armée soviétique, qui entourait de toutes parts le pays, restait possible.”*

Le style, c’est l’homme...

A la différence de Gomulka, Imre Nagy refuse de faire tirer sur son peuple. Nommé Premier ministre de Hongrie le 24 octobre 1956, il déclare à la radio :

*“Le gouvernement se refuse à considérer le formidable élan populaire comme une contre-révolution... Les grands crimes commis au cours de ces dernières années de notre histoire ont suscité ce vaste mouvement.”*

Comme nous l’avons établi précédemment, il est possible de déduire que la mobilisation des masses organisées à Budapest dans les conseils de délégués élus et révocables avait conduit la *“direction petite-bourgeoise”* (Nagy) à aller plus loin qu’elle ne l’aurait voulu elle-même dans la voie de la rupture avec la bureaucratie restaurationniste ; et par là même de caractériser le gouvernement Nagy comme un “gouvernement ouvrier et paysan” dans d’autres relations sociales de production que celles envisagées par le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Et tandis que Gomulka présidera pendant quinze ans le gouvernement bureaucratique polonais, agence du Kremlin, Imre Nagy paiera de sa vie le fait que l’offensive des masses l’ait amené à la rupture avec la bureaucratie, agent de l’impérialisme dans les rangs ouvriers dont les partis sont passés, comme l’écrit Trotsky, *“définitivement du côté de l’ordre bourgeois”*. Mais pour Pablo-Mandel, tout à leur enthousiasme pour le parti “transmuté” de Gomulka, Nagy représente

une direction coupable de se laisser aller à “élargir la démocratisation dans tous les sens (et à) donner des prétextes au Kremlin, sinon à l’alarmer effectivement”.

Placés devant cette manifestation de la dégénérescence pabliste, nous sommes amenés en 1956 à en conclure : Pablo-Mandel ont détruit la IV<sup>e</sup> Internationale comme organisation, mais la IV<sup>e</sup> Internationale vit comme programme :

“Le programme, c’est le parti, le parti, c’est le programme.” Nous en déduisons que la tâche qui est devant nous est la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais nos forces sont à l’époque encore insuffisantes pour conduire la discussion sur la ligne de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, d’autant plus qu’à l’intérieur du Comité international s’engage un combat politique avec la direction du SWP, qui s’oriente sur la réunification avec le pabliste, position à laquelle s’oppose la direction de la section britannique que soutient la section française.

En 1962, refusant toute discussion, la direction du SWP (Hansen) exige l’acceptation de la réunification sans principes avec les pablistes pour constituer le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les directions de la SLL et du PCI refusent, demandant qu’une discussion préalable soit ouverte, et décident le maintien du Comité international. Cependant, les déviations “national-trotskyistes” et ultimatises sont présentes au sein de la direction de la SLL. Ayant amorcé la reconstitution de ses forces militantes, le PCI va alors engager le combat politique contre l’ultimatisisme proclamatoire de la direction de la SLL, sur la ligne : la IV<sup>e</sup> Internationale a été détruite comme organisation lors de la crise de 1950-1953, mais le programme n’est pas un système d’idées, le programme marxiste, c’est l’unité entre la théorie et la pratique ; le programme, qui est le parti, reste la base de principe du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il faut tirer jusqu’au bout les raisons de la déviation révisionniste qui a pris naissance dans la IV<sup>e</sup> Internationale.

La formulation de cette position est donnée dans la résolution du PCI de 1962 :

“Les problèmes posés par la construction de la Quatrième Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu’une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que, conformément à l’expérience de l’Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d’autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l’Internationale révolutionnaire est, bien entendu, intangible ; ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l’Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont, avec ce programme, des désaccords plus ou moins étendus, est exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé.”

C’était là, dès 1962, la première expression de la position qui, selon nous, est à la base de la réponse à la question : “Faut-il reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale ?” sur la ligne de la Conférence mondiale ouverte pour l’Internationale ouvrière.

Elle s’exprimera pratiquement dans la conférence internationale réunie à Londres en avril 1966 à l’initiative de la section française. Cette orientation, devenue de plus en plus opposée à celle de la direction Healy-Slaughter de la SLL, allait conduire, dans la conférence même, à une première délimitation des positions, bien que Healy-Slaughter aient dû adopter la résolution que nous proposons. Le national-trotskyisme et l’ultimatisisme sont précisément la cause politique majeure de la dégénérescence ultérieure de la SLL, aboutissant à la destruction de ce qui était à l’époque la plus forte section de l’Internationale en Europe.

Le “national-trotskyisme” et son corollaire, l’ultimatisisme, trouvent une expression concentrée dans cette réponse de



Gery Healy à Lambert lors d'une réunion du Comité international en février 1971 :

*“Nous sommes dans une situation internationale caractérisée par le fait que dans le développement politique en Angleterre, ce que nous mettons en avant c'est le pouvoir. C'est nous qui menons la lutte contre le gouvernement conservateur... Le camarade Lambert a cité dans son intervention les nouveaux développements de la révolution politique en Pologne (grèves de la Baltique). Il y a une distinction à faire, c'est en Angleterre que ce bond en avant partira.”*

Nous avons refusé, comme nous l'avons toujours refusé avec Trotsky, que soit dévolu à un pays un rôle “messianique”. Nous restons fermement sur les positions de principe de la révolution permanente.

Pour Healy, l'Angleterre est le “pays élu”, comme les Etats-Unis le sont pour Cannon, la Bolivie pour Lora, l'Argentine pour Moreno... A ce national-trotskyisme le plus étroit, il manque, dans le cas de la SLL, la compréhension que “le marxisme est l'expression consciente des processus inconscients”. C'est la classe ouvrière britannique qui, en 1971 comme aujourd'hui, mène la lutte contre les conservateurs, et il revient à la section trotskyste de l'exprimer, de l'aider en mettant en avant les mots d'ordre et les formes d'organisation qui correspondent à ce mouvement. Tâche à laquelle la SLL se dérobera de plus en plus pour finir par s'y opposer frontalement.

Le “national-trotskyisme”, l'abandon du combat effectif pour l'Internationale, aboutit à l'abandon de ce qui concentre le combat dans les conditions concrètes de chaque pays. De même que le “national-trotskyisme” de la direction du SWP s'est soldé par son abandon du combat pour le “Labor Party” réduit à une propagande creuse, de même, dans le cas de la SLL, le national-trotskyisme s'est combiné avec l'abandon du champ de bataille essentiel de la construction du parti révolutionnaire en Angleterre : le Labour Party. Renonçant à un combat au sein du Labour Party conforme aux enseignements de Lénine et de Trotsky (combat par lequel il avait obtenu de véritables succès), la SLL a capitulé ainsi devant la direction du Labour Party et, après s'être autoprocla-

mée “parti révolutionnaire”, s'est disloquée.

---

## LE CONTENU DU RÉVISIONNISME ANTITROTSKYSTE

---

Répetons-le, il ne s'agit pas dans ce rapport d'écrire une “histoire” de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais de dégager de son combat ce qui justifie la proposition de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale à la conférence mondiale des sections de juin 1993.

Résumons l'élaboration des positions auxquelles nous aboutissons.

Dès 1962, à l'intérieur du Comité international s'ouvrent donc des discussions pour tenter de surmonter les déviations national-trotskyistes et l'ultimisme proclamatoire de la direction de la SLL (Healy-Slaughter). A la conférence internationale du Comité international de Londres, en 1966, nous dégageons, sur la base de l'analyse effectuée à partir de la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale : détruite comme organisation par le révisionnisme pabliste, la IV<sup>e</sup> Internationale doit et peut être reconstruite sur son programme. La direction de la SLL refuse la discussion, opère en 1972 la scission du Comité international, ce qui allait conduire la SLL à la dégénérescence et à sa dislocation comme organisation trotskyste.

C'est alors, en 1972, que se constitue le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI).

Avant d'aborder le bilan du Comité d'organisation, il est indispensable d'établir, toujours sur la base des faits et documents, le bilan du révisionnisme et des initiatives que le Comité d'organisation a été amené à prendre.

Quel était donc le contenu de ce révisionnisme ? Reprenons.

Dans le document intitulé “Où allons-nous ?” (mars 1951), Pablo écrivait, nous l'avons vu :

*“La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité ob-*



*jective, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique."*

En un mot, pour Pablo et son héritier Mandel (qui a mis et continue à mettre en œuvre le pablisme), la société ne se divisait plus en classes, bourgeoisie et prolétariat, mais en "camps". Le "monde" était divisé entre le "camp capitaliste" et le "camp de classe", c'est-à-dire le "monde stalinien". C'était là le passage à la théorie stalinienne du "socialisme dans un seul pays", la négation de la révolution permanente.

Un an plus tard, Pablo tirait les conclusions de cette "analyse" en écrivant :

*"Dans ces conditions nouvelles que la bureaucratie soviétique n'a pas créées volontairement, mais qu'elle subit obligatoirement, le stalinisme fait réapparaître des tendances centristes qui prendront le dessus sur l'opportunisme droitier."*

Et cette "transition" où le stalinisme, placé dans les conditions de la guerre froide, serait "contraint de réaliser le socialisme à sa manière" était prévue pour durer des siècles.

C'est au nom de cette "théorie" nouvelle que Pablo, Mandel et ceux qui allaient former le Secrétariat unifié exigèrent des trotskystes de rejoindre les organisations stalinienne. Il ne s'agissait pas de la tactique de l'entrisme telle que nous l'avions utilisée en 1935, dans les conditions concrètes du moment, en entrant sous notre propre drapeau "bolcheviste-léniniste" dans les partis sociaux-démocrates, mais explicitement d'entrer dans les organisations stalinienne pour "y rester et y travailler". "Nos militants" étaient sommés de "camoufler complètement leur qualité de trotskyste, (et de) n'entreprendre aucun travail politique sur nos propres idées". Il s'agissait purement et simplement de dissoudre les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, au nom de l'adaptation à la théorie stalinienne des deux camps, opposée à l'unité mondiale de la lutte des classes. La section française refusa "l'ordre" qui lui était donné de rentrer dans le PCF et exigea l'ouverture d'une discussion dans le cadre du respect du centralisme démocratique.

Pour Pablo-Mandel comme pour le Secrétariat unifié, la situation n'était jamais caractérisée par la lutte entre les classes, mais d'abord et avant tout par la politique de l'appareil stalinien, censée refléter même de manière déformée les développements révolutionnaires.

Après la mort de Staline, l'adaptation et la capitulation devant la bureaucratie prenaient une autre forme ; Pablo-Mandel étaient amenés à "nuancer" le caractère des thèses de Pablo de 1953 et publiaient en 1954, lors du IV<sup>e</sup> Congrès mondial, un document intitulé "*Déclin et chute du stalinisme*". En écho à Khrouchtchev, qui disait alors : "*Dans dix ans, nous aurons rattrapé les USA*", Pablo-Mandel affirmaient dans ce texte :

*"Après une période de transformation technologique, l'URSS peut prendre une avance décisive sur les Etats capitalistes avec toutes les implications qu'un tel événement aurait sur les rapports de forces. Cette épreuve décisive aura lieu dans la décennie qui s'ouvre."*

Et les "penseurs" Pablo-Mandel ajoutaient :

*"Vers 1970 au plus tard, les industries lourdes américaine et soviétique seraient à égalité. Vers 1975, l'industrie lourde soviétique dépasserait celle des USA."*

En 1961, sept ans après cette prédiction, Khrouchtchev semblait accepter les délais fixés par Pablo, en répétant à nouveau : "*Dans dix ans (donc en 1970-1971), nous aurons rattrapé et même dépassé les USA.*" Mais pour sa part, à la même date, Mandel réajustait en allongeant simplement le délai. Dans la résolution intitulée "*Tendances et perspectives de l'économie mondiale*", adoptée au congrès pablisme de janvier 1961, il est dit :

*"Les dix à vingt années à venir s'annoncent comme la dernière période historique pendant laquelle les Etats capitalistes conserveront une certaine avance sur l'économie des Etats ouvriers. Mais cette avancée va constamment en se rétrécissant."*

Dix ans ? 1970 ! Vingt ans ? 1980 ! Le problème n'est pas tant l'erreur sur les délais que ce qu'elle traduit, l'adaptation à la bureaucratie du Kremlin, qui se mesure par l'abandon de la caractérisation trotskyste de l'URSS : "*Etat ouvrier*" substitué à "*Etat ouvrier dégénéré*" ; la sup-

pression du qualificatif “dégénéré”, c’est l’abandon de l’analyse de Trotsky dans *La Révolution trahie*, l’abandon du programme, c’est l’adaptation du pablisme à la caste parasitaire et à ses agences sous Staline, Khrouchtchev, Brejnev...

La racine de l’erreur, c’est le passage caractérisé à la théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays.

A la division du monde en “deux camps” va succéder, avec le “tiers-mondisme”, la division en trois camps. La Guinée de Sékou Touré, l’Algérie de Ben Bella, l’Égypte de Nasser, aidées par le “camp socialiste”, peuvent prendre un cours “anti-impérialiste conséquent et anticapitaliste malgré leur empirisme et leur déformation bureaucratique”.

Le défunt Frank, rallié au pablisme, reconnaissait alors en Sékou Touré un “marxiste naturel”, ce qui conduisait “naturellement” le IX<sup>e</sup> Congrès mondial du SU, en 1960, à écrire dans sa résolution :

*“La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l’Amérique latine, est celle d’une lutte armée susceptible de durer de longues années... Menée dans le cas des pays où peuvent se produire de grandes mobilisations et des conflits de classe dans les villes, la guerre civile prendra des formes multiples, dont l’axe principal sera pour toute une période la guérilla rurale.”*

Contre la mobilisation ouvrière en Amérique latine, le SU entraînait ses militants à reprendre les thèses “foquistes” de Castro et son action de division des larges secteurs du mouvement ouvrier latino-américain qui se mettaient en mouvement contre les régimes dictatoriaux pro-impérialistes.

Le SU va alors découvrir dans la “PBR” (la petite bourgeoisie radicalisée [sic]), c’est-à-dire selon lui dans les guérillas rurales d’Amérique latine et la jeunesse scolarisée “radicalisée” des pays impérialistes, une “nouvelle avant-garde”, qui, contrairement à la classe ouvrière, “échappe aux directions traditionnelles”. Le SU baptisait pompeusement cette théorie de méthode “de la périphérie vers le centre”.

En fait, derrière la phraséologie “révolutionnaire” et de ridicules actions de

“guérilla urbaine” au Quartier latin, il s’agissait en réalité, contre le front unique, d’une orientation de division au compte des appareils, du refus d’ouvrir une perspective aux réelles guérillas en les reliant au combat prolétarien, particulièrement en Amérique latine.

C’était là abandonner la place du prolétariat, force motrice de la révolution socialiste. C’était l’abandon du marxisme et du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale : inutile de construire des partis révolutionnaires, des partis ouvriers indépendants, puisque c’est la “périphérie” guérillériste petite-bourgeoise qui entraînera le “centre”, le prolétariat.

On sait où ces pseudo-théories “révolutionnaires” ont conduit la révolution au Nicaragua, ou les actions héroïques de la guérilla au Salvador, en Angola...

La réalité de cette politique s’exprima plus clairement encore dans la recherche de “l’unité des révolutionnaires”, c’est-à-dire des divers groupes gauchistes où se trouvait cette “nouvelle avant-garde”.

Au Portugal, “l’unité des révolutionnaires” conduisit le Secrétariat unifié à participer à l’action du Parti communiste et des groupes gauchistes contre le front unique, contre la mobilisation ouvrière et pour le soutien à la fraction “gauche”, voire “révolutionnaire”, de l’état-major de l’armée impérialiste portugaise rassemblé dans le Mouvement des forces armées (MFA) !

Cette même ligne, qui identifie les masses aux appareils, amènera le SU à voir dans “l’eurocommunisme” une nouvelle variante de “rénovation du communisme”. Elle amènera Ernest Mandel à saluer, au nom de la “rénovation du communisme”, l’action de Gorbatchev :

*“Les cauchemars du stalinisme et du brejnevisme sont définitivement relégués dans le passé. Le peuple soviétique, le prolétariat international, l’humanité tout entière peuvent pousser un long soupir de soulagement” (“Où va l’URSS ?”, 1988).*

Et Mandel de préciser en 1989 :

*“Les marxistes-révolutionnaires soutiennent pleinement la glasnost... Le principal résultat de la glasnost a été le développement de l’activité de politisation et de l’auto-organisation de couches grandissantes de la classe ouvrière.”*

L'adaptation à la bureaucratie restauracionniste ira jusqu'au bout. Ainsi, le journal *Rouge* écrit le 26 août 1989 à propos des revendications des travailleurs d'URSS :

*“L'essentiel de ces revendications, c'est que le pouvoir de décision passe aux travailleurs et aux collectivités locales, quelle que soit la forme de propriété qui prévaut.”*

Tout est dit, car le centre des conflits de classe en URSS, c'est précisément cette question de la propriété.

---

## TROTSKYSME ET RÉVISIONNISME SONT INCOMPATIBLES

---

La direction du SWP, qui avait souscrit à toutes les thèses pablistes et en particulier au guérillérisme-foquisme, est à partir du début des années 1970 confrontée à la réalité de la lutte des classes aux Etats-Unis. Le FBI avait engagé des actions sanglantes d'une ampleur sans précédent contre les groupes se réclamant de la guérilla urbaine.

Le SWP opère alors un nouveau tournant, toujours en relation avec ses positions “national-trotskyistes”, c'est-à-dire par rapport à sa propre situation aux Etats-Unis. La direction du SWP est ainsi amenée à se replacer formellement sur des bases trotskystes.

1972, nous l'avons vu, est l'année où se constitue le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (COROI), regroupant les forces se situant sur le terrain du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Ayant pris connaissance du conflit politique à l'intérieur du SU, nous avons alors estimé devoir proposer l'ouverture d'une discussion de principe ; c'était pour nous une question de méthode : dans toute discussion et conférence politique, les questions de personnes existent, mais pour le militant révolutionnaire, au-delà des questions de personnes, les incluant certes, ce sont les questions politiques et de principes qui sont débattues, pouvant ou non conduire à des regroupements. Le Comité d'organisation s'adresse donc au Secrétariat unifié le 28 mai 1973 :

*« Le Bureau international a discuté en particulier des documents soumis au X<sup>e</sup> Congrès mondial de votre organisation internationale.*

*Il a constaté que, en ce qui concerne les “deux lignes” s'opposant sur la place du “guérillérisme” dans la construction des partis révolutionnaires de la Quatrième Internationale en Amérique latine, les divergences “se sont étendues au-delà du cadre de ce continent”... et sur “d'autres questions diverses, quoique liées..., portant essentiellement sur la manière de construire des partis révolutionnaires de masse dans la situation actuelle où se trouve la Quatrième Internationale” (citation de la position du SWP).*

*Le Bureau international, en relation avec l'analyse de la situation mondiale et des problèmes soulevés par la lutte pour la Quatrième Internationale dans les conditions présentes de la situation des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale, déclare que les organisations regroupées dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale (COROI) sont prêtes à participer au X<sup>e</sup> Congrès mondial de votre organisation internationale.*

*Cette proposition est motivée par toute une série de considérations, dont nous exposons ici les principales :*

*1. Les conditions objectives, particulièrement favorables à la construction de sections nationales puissantes de la Quatrième Internationale, ne suffisent pas en elles-mêmes à résoudre la question centrale de la direction révolutionnaire du prolétariat. Pour ne prendre qu'un exemple, la grève générale de mai-juin 1968 n'a pas atténué les différends entre les organisations se réclamant du trotskysme en France. Bien au contraire, ils se sont approfondis sur la ligne même des problèmes soulevés dans la préparation de votre X<sup>e</sup> Congrès. Ajoutons que cela n'est en rien limité à la France.*

*2. Nous proposons de participer à votre congrès parce que, à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la Quatrième Internationale proclamée en 1938, reconstituée en 1943-1946. La Qua-*

trième Internationale a été poussée à l'impasse par le pablisme. C'est le sentiment de cette impasse, c'est l'existence de cette impasse qui ouvre inéluctablement la voie à la discussion et à l'analyse de toutes les questions à la base de divergences qui ont dépassé les frontières des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale. Cela témoigne de la nécessité d'examiner à nouveau tout le champ du mouvement ouvrier international, de tenir compte des modifications survenues, d'apprécier justement les nouveaux groupements et, dans ce cadre, de procéder à un examen des divergences ayant surgi dans la Quatrième Internationale en 1950-1953, et qui, depuis, se sont considérablement élargies.

3. Une expérience, longue de près d'un quart de siècle pour certains d'entre nous, atteste qu'il ne saurait être question de renier nos positions, ou d'un ralliement à une méthode, le pablisme, que nous considérons toujours comme étrangère au marxisme. Nous n'abandonnons évidemment rien de nos idées, tout en étant prêts à apprendre à travers l'expérience de la discussion menée en commun.

Nous lutterons pour nos idées et nos positions sur la base du respect de la démocratie ouvrière, en observant le cadre de l'ordre du jour que vos instances dirigeantes ont elles-mêmes fixé.

4. En vous proposant notre participation à votre X<sup>e</sup> Congrès mondial, nous déclarons être prêts à discuter, à votre convenance, toutes questions, y compris celles soulevées par l'activité et les positions des organisations adhérentes au Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

5. Nous considérons que dans la conjoncture actuelle il est possible de poser clairement, dans un autre contexte que celui qui a conduit à la scission de 1952-1953 et à sa consolidation, la discussion de principe sur les divergences.

En conséquence, le Bureau international propose de participer à votre X<sup>e</sup> Congrès mondial en qualité d'observateur. »

**Le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale**

Une discussion allait s'ouvrir entre le SU et le Comité d'organisation, qui devait s'étendre jusqu'en 1979. Notre position était simple : révisionnisme et trotskysme

sont incompatibles, ouvrons la discussion afin que celle-ci établisse les conditions d'une réunification de principe excluant le révisionnisme des rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans la sévère bataille de fraction qui opposait le pablisme incarné par Mandel et le SWP, celui-ci avait constitué une tendance internationale dans le SU, la TLT (Tendance léniniste-trotskyiste). Nous avons cherché avec patience à constituer un regroupement pour l'ouverture de la discussion sur le bilan et les enseignements de la IV<sup>e</sup> Internationale fondée en 1938, détruite comme organisation par le pablisme. La direction du SWP, tout en proclamant un "trotskysme" formel, se déroba constamment, allant même jusqu'à nous pousser à l'entrée sans discussion dans le SU pour constituer ensemble une tendance "majoritaire" qui serait à même d'expulser la tendance Mandel. C'était nous proposer là un bloc sans principe. Nous avons repoussé ces positions manœuvrières, qui furent, avec d'autres facteurs dont l'analyse dépasse le cadre de ce rapport, à la base de la dégénérescence castriste du SWP.

---

#### LE COMITÉ INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

Dans les conditions marquées par la dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale,

*"deux courants se sont consolidés, le courant liquidateur et le courant trotskyste de la IV<sup>e</sup> Internationale. Entre ces deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants"* (résolution du XVIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, décembre 1972).

En 1979, la nouvelle capitulation du SWP entraînait l'éclatement de la FLT, tandis que le courant international moréniste, la Fraction bolchevique, était amené à rompre avec le SU : la politique de celui-ci au Nicaragua, de soumission à la direction sandiniste, interdisait toute politique indépendante du FSLN et conduisait Mandel à refuser de prendre la défense des militants trotskystes de la Fraction bolchevique. Indépendamment de l'appré-



ciation que l'on pouvait porter sur l'orientation aventuriste dictée par Moreno, il était du devoir d'organisations se réclamant du "trotskysme" de défendre les militants de la Fraction bolchevique contre la répression (...).

Coincé entre le SU et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, le courant moréniste dut s'intégrer au processus d'unification engagé par le Comité d'organisation et le courant de la TLT (Tendance léniniste-trotskyiste) qui refusait la nouvelle capitulation du SWP. En 1979 s'ouvrait une période de discussion et de coopération entre le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, la TLT du SU et le courant moréniste, conduisant à la constitution du Comité paritaire de la IV<sup>e</sup> Internationale en octobre 1979.

Le Comité paritaire entreprit l'élaboration de *Thèses pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale*, qui, pour la première fois, reprenaient, à la lumière de l'expérience historique et de l'intervention des organisations trotskystes, le bilan de la plupart des problèmes essentiels qui sont à l'origine de la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les thèses, rédigées en commun par le courant moréniste, la TLT et le CORQI, ont constitué, bien que nous ayons formulé des réserves sur certains points, un document pour aider à résoudre la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elles furent adoptées en décembre 1980 par la conférence mondiale constitutive de "IV<sup>e</sup> Internationale (CI)".

Le développement de "IV<sup>e</sup> Internationale (CI)" fut brutalement interrompu par l'offensive scissionniste lancée par Nahuel Moreno. La forme de cette scission fut une attaque entièrement calomniatrice contre la section française et sa politique, accusée de capituler devant le gouvernement. Attaque totalement détachée de toute réalité : assistant au comité central de la section française, le même Moreno, qui jusque-là avait approuvé la politique du PCI, s'oppose "courtoisement" à l'orientation politique du combat "contre les illusions sur le terrain des illusions" par rapport au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman constitué

après la victoire électorale du PS et du PCF en mai 1981. Moreno "oubliait" tout simplement qu'il avait approuvé la tactique de la section française en ce qui concerne les élections de mai 1981 !

Nous avons alors proposé que soit ouverte une discussion sur cette question et sur toutes les autres. La direction moréniste, comme le SWP l'avait fait en 1962-1963, se refusa à la discussion.

Au fond, au-delà de ce prétexte, il y avait précisément le refus de développer "IV<sup>e</sup> Internationale (CI)" pour ne pas entrer en contradiction avec la préservation d'un "fief" particulier. En 1982, Moreno constituait la LIT, et son premier acte politique était de renier les thèses qu'il avait rédigées avec nous au cours de l'été 1980, qu'il avait présentées conjointement avec nous en décembre 1980, avec lesquelles il affirmait son accord quelques mois encore avant de les rejeter.

(...) C'est en juillet 1982, après la rupture du courant moréniste, que fut constituée la "IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction)". Nous avions en 1979-1980 accepté l'appellation "IV<sup>e</sup> Internationale (Comité international)", bien que, pour nous, les conditions n'étaient encore réunies pour reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale. Ou plutôt, l'élaboration et l'intervention active dans les processus mondiaux de la lutte de classe étaient encore insuffisantes, mais nous avons alors tenu compte des acquis dans la discussion internationale. En juillet 1982, nous adoptons l'appellation IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction) — IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) — qui correspondait à notre analyse.

A la fin de juillet 1983 se tient à Bogota une conférence de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes, où la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) et ses sections jouent un rôle central. Au cœur de la conférence, la question de la dette extérieure, moyen d'un processus de recolonisation. L'exigence de l'annulation de la dette est directement soulevée par la délégation de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), alors que la délégation cubaine, celles d'autres pays d'Amérique latine, la section mexicaine du SU, le secrétaire de la FSM pour l'Amérique latine, etc., se prononcent pour le "moratoire" de la dette.



Nous combattons en opposant “annulation de la dette extérieure” au “moratoire”, qui implique le paiement de la dette “qui n’est pas celle des peuples”. Nous faisons adopter notre position (...).

Du fait de l’intervention de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), cette conférence lançait, pour la première fois, l’appel au non-paiement de la dette. Il s’agissait, comme l’écrivait une résolution tirant le bilan, “au-delà d’un simple acte de protestation contre l’impérialisme”, d’“effectuer un premier pas dans la voie de la réalisation du front unique anti-impérialiste à l’échelle internationale”. C’était là, “en quelque sorte virtuellement, l’affirmation que la lutte contre l’agression impérialiste n’est pas l’affaire des peuples opprimés seuls, mais se lie aux tâches du prolétariat international”.

Soulignons que la décennie dans laquelle se matérialise l’objectif de reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, c’est celle où se développe le combat contre les plans du FMI et de la Banque mondiale, contre les plans d’austérité et d’ajustement structurel, contre les privatisations, comme combat international unifié sur la ligne du front unique.

Cette dimension est toujours présente dans les initiatives qui, de Bogota à Barcelone, vont permettre de poser concrètement la question de la reproclamation sur la ligne de la conférence ouverte pour l’Internationale ouvrière.

---

## LE PREMIER DÉBAT SUR LA REPROCLAMATION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

---

*Tribune internationale* de mai 1986 rend compte du débat ouvert en décembre 1985 au conseil général :

*“Je ne sais pas si aujourd’hui, sous une certaine forme, il n’est pas nécessaire d’envisager d’ici un an la convocation d’un congrès pour proclamer la IV<sup>e</sup> Internationale reconstituée.”*

*Si je suis même de loin ce qui se passe dans d’autres pays, et si on réfléchit aux conditions françaises que je connais mieux, il faut faire extrêmement attention de ne pas rester toujours dans un cadre quand il commence à être dépassé.”*

*Cela nous amène à des insuffisances politiques et théoriques dans la construction même des sections dans chaque pays.”*

Poser ce problème amenait à la réflexion suivante :

*“En quoi une telle orientation (celle que je viens de défendre) permettra-t-elle de renforcer le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale pour la constitution de partis ouvriers indépendants ?*

*Je crois qu’effectivement cette question est centrale. Si, évidemment, une telle initiative conduisait à affaiblir le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, nous devrions abandonner, nous, trotskystes, cette ligne politique. C’est une évidence.”*

Mais ce débat n’est en aucun cas posé en termes d’ultimatum :

*“Pour conclure, je ne demande pas aujourd’hui qu’on vote une résolution dans laquelle nous dirions que nous allons convoquer dans un an ou deux le congrès reconstituant la IV<sup>e</sup> Internationale.”*

Cependant, la question de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale était ainsi posée à une échelle supérieure.

*« L’importance de cette discussion, s’appuyant sur les matériaux dégagés par le combat du conseil général et de toutes les sections, en particulier dans les avancées significatives dans la voie de la réalisation d’une conférence mondiale ouverte, depuis l’adoption en 1983 de la résolution “Quelques problèmes de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale et de ses sections”, réside en ce qu’elle permet de prendre une initiative pour tenir dans des délais relativement courts une réunion internationale qui pourrait poser à une échelle qualitativement plus vaste la question de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. »*

Dans ce cadre, et donc en relation avec l’orientation politique posant la question de la reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, la décision est prise au conseil général de juin 1986 d’avancer dans la voie de la conférence mondiale ouverte, en impulsant la convocation d’une conférence internationale exprimant l’unité des travailleurs des pays dominés par l’impérialisme et des travailleurs des pays capitalistes avancés dans la lutte contre le FMI, pour l’abrogation de la dette, contre les plans de la CEE.

En accord avec les dirigeants du MIR du Venezuela et du PT du Pérou, le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) lance en 1986 l'appel suivant pour la conférence de Caracas :

*“Le conseil général a considéré la possibilité de mener une campagne internationale sur ces questions de la plus grande importance. Nous nous trouvons face à une véritable guerre économique menée par le FMI, relayée en Europe par la CEE, contre les pays du monde entier (...).”*

*(Une telle conférence) dépasserait l'aspect toujours nécessaire d'une activité de solidarité pour devenir un élément de reconstruction de l'Internationale donnant le contenu d'ensemble de chacune de nos initiatives.”*

La conférence de Caracas (avril 1987) matérialisait à un niveau plus élevé le combat international contre la dette, contre les plans du FMI comme offensive généralisée contre toute la classe ouvrière internationale. Elle a été un jalon essentiel dans la voie de la conférence mondiale ouverte, organiquement liée au combat pour la reproclamation-reconstitution de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est cela qui s'exprime dans l'ensemble des initiatives, conférences et rassemblements qui suivront la conférence de Caracas (voir *La Vérité*, n° 5, pages 54 à 83) :

- Rassemblement international au Zénith de janvier 1988 et constitution du comité de liaison pour une nouvelle Internationale ; Tribunal international de Lima contre la dette (septembre 1989) ; première conférence européenne à Berlin en novembre 1988, suivie par la constitution à Barcelone, les 14 et 15 octobre 1989, de l'Alliance européenne des travailleurs ; conférence africaine à Dakar en octobre 1988 ; en juin 1990, nouvelle conférence européenne à Berlin, conduisant à la conférence mondiale ouverte de Barcelone.

- Janvier 1991 : les délégués de 53 pays réunis à la conférence de Barcelone décident de constituer l'Entente internationale des travailleurs et de convoquer un rassemblement international à Paris. Celui-ci se tiendra le 8 juin 1991 et sera suivi par la première réunion du comité de liaison de l'Entente.

- Mai 1991, à Brasilia : première rencontre latino-américaine pour la défense des entreprises publiques.

- Novembre 1991 : deuxième conférence de Dakar.

- 17 novembre 1991 : rencontre ouvrière de Komio (Hongrie).

- Juillet 1992 : deuxième conférence latino-américaine de défense des entreprises publiques.

- Août 1992 : constitution du Parti des travailleurs au Sénégal.

- 27 septembre 1992 : manifestation européenne de mineurs et de sidérurgistes à Bruxelles, au siège de la CEE.

- 26-27 septembre 1992, à Mexico : conférence pour la défense de Cuba.

- 10, 11, 12 octobre 1992, Moscou : conférence internationale sur les privatisations, qui aboutit à l'*Adresse aux travailleurs du monde entier* et à la décision de tenir le rassemblement du 20 juin 1993 à Paris.

- Novembre 1992 : conférence contre la répression en Haïti.

- 13 novembre 1992, à Paris : meeting international contre la répression en Tunisie et contre l'embargo sur l'Irak.

- 4 février 1993 : meeting à Paris à l'initiative du Cicr, pour le retour des 415 Palestiniens bannis, pour la levée de l'embargo contre l'Irak, pour l'arrêt de la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

- Avril 1993 : conférence Europe-Asie, à Hong-Kong.

Ainsi, la conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière de Barcelone, précédée par la conférence mondiale des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (à laquelle furent invités groupes, tendances et organisations indépendants), constitue une première matérialisation de notre position, qui peut être formulée de la manière suivante : la IV<sup>e</sup> Internationale entend constituer par elle-même une organisation internationale autonome sur son programme, dont elle réaffirme la validité. La reproclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, fondée en 1938, est la constatation de ce que tous les courants se réclamant du “trotskysme”, et plus particulièrement le courant pabliste, sont étrangers, ainsi que nous l'avons établi dans ce rapport, au

programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce faisant, comme organisation internationale autonome, la IV<sup>e</sup> Internationale combat, avec les organisations, courants et partis indépendants de différents pays qui se dégagent de la crise de décomposition du mouvement ouvrier officiel, pour l'Internationale ouvrière dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs constituée par la conférence de Barcelone. Citons le *Manifeste contre la guerre et l'exploitation* adopté par cette conférence :

*“Dans un monde où s'accumulent les maux résultant de la survie d'un système économique fondé sur l'exploitation et l'oppression, le nouvel ordre international que veulent imposer Bush et Gorbatchev appuyés par tous les gouvernements siégeant à l'ONU, au service du profit et de la spéculation, conduit à l'aggravation de l'oppression des peuples dominés et de l'exploitation des travailleurs du monde entier.*

*La guerre avec ses massacres, la famine et les épidémies qu'elle engendrerait, signifierait un formidable recul, une atteinte peut-être mortelle à la civilisation humaine.*

*Nous, délégués de 53 pays réunis à Barcelone ce jour, 4 janvier 1991, refusons ces nécessités politiques, économiques et sociales qui, pour le maintien du système de l'impérialisme, exigent le paiement de dettes extérieures qui ne sont pas celles des peuples et la remise en cause de tous les acquis sociaux de la classe ouvrière du monde entier.*

*Nous sommes contre la guerre, les peuples et les travailleurs du monde entier sont contre la guerre. Car ils savent que la guerre signifierait un pas supplémentaire dans l'oppression et l'exploitation qui, sous l'égide du FMI, de la CEE et de la Trilatérale, organisent dans tous les pays et sur tous les continents la déréglementation, le chômage, la destruction de l'enseignement et de la culture, la destruction des usines, la désertification des campagnes. La guerre signifierait un pas supplémentaire dans la direction de la subordination des organisations ouvrières, et d'abord des organisations syndicales, à l'Etat, dans la remise en cause de leur indépendance.*

*Nous, les peuples, la classe ouvrière internationale, sommes payés pour le savoir : les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, les gouvernements au service de l'impérialisme tente-*

*raient d'arracher avec la guerre tous les droits et acquis sociaux.*

*Conscients que chaque jour qui passe voit les gouvernements gaspiller 2 millions de dollars par minute pour des budgets de guerre dans le monde, alors que de l'aveu même de l'UNICEF, 150 millions d'enfants dans les pays dominés, en Afrique, en Amérique latine, en Asie, vont mourir de faim faute de soins d'ici à l'an 2000 ;*

*Conscients que l'intérêt des peuples et de la classe ouvrière de tous les pays est de refuser la guerre...*

*Nous décidons de constituer un comité international contre la guerre, contre le nouvel ordre mondial que Bush, appuyé par Gorbatchev et tous les gouvernements siégeant à l'ONU, veut imposer ; nouvel ordre qui ne serait que la couverture d'un système politique de l'impérialisme renforçant l'oppression et l'exploitation.*

*Nous nous prononçons en premier lieu pour la suppression des budgets militaires et l'affectation de ces sommes à des œuvres de paix et de première nécessité.*

*Nous nous prononçons pour le démantèlement de toutes les bases militaires dans le monde.*

*Nous sommes conscients que l'avenir sera difficile. Un monde croule.*

*Considérant que notre devoir est de combattre pour aider les peuples et la classe ouvrière à sauver par leur propre mouvement l'humanité de la guerre, en constituant ce comité international contre la guerre, en vous appelant à nous rejoindre, nous affirmons notre confiance dans la capacité des travailleurs du monde entier à se libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, leur capacité à édifier un monde où la collaboration harmonieuse entre les nations et les travailleurs se substituera à ce monde de la barbarie qui monte chaque jour davantage.*

*Gouvernements, craignez la révolte des peuples. A bas la guerre !”*

---

## LA DISLOCATION DE LA BUREAUCRATIE

---

Il n'y a aucune ambiguïté ni omissions dans la décision de reproclamer la IV<sup>e</sup> Internationale en menant le combat poli-

tique pour l'Internationale ouvrière. Nous condamnons toute forme d'ultimatisme, étranger au marxisme. Nous ne considérons pas que la méthode de Marx, présidant à la fondation de la Première Internationale comme centre regroupant des organisations ouvrières indépendantes alors en formation, soit contradictoire à celle d'Engels pour la II<sup>e</sup> Internationale, à celle de Lénine et Trotsky fondant la III<sup>e</sup> Internationale en 1919, ni à celle de Trotsky en 1938 pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Dans l'effroyable crise de dégénérescence et de décomposition du mouvement ouvrier officiel, plus encore que dans le passé, d'énormes difficultés se dressent devant la lutte émancipatrice des masses exploitées et opprimées.

En quelque sorte, la trahison des appareils ouvriers-bourgeois les amène à refaire le chemin "balisé" par les générations antérieures qui avaient construit leurs organisations de classe, partis ouvriers et syndicats indépendants, se constituant ainsi comme classe dans la résistance à l'exploitation et à l'oppression.

La preuve est faite que les appareils des PC staliniens subordonnés à Moscou, agences indirectes de l'impérialisme jusqu'à l'effondrement de l'ex-URSS, et des partis sociaux-démocrates, agences directes de l'impérialisme, ont été et sont les meilleurs défenseurs de l'ordre bourgeois.

Décomposition du mouvement ouvrier officiel qui fait naître une multitude d'organisations, plus particulièrement après la chute du Mur de Berlin, issues du prétendu "mouvement communiste mondial", et dont un certain nombre sont délibérément constituées par les bureaucraties en place. Aujourd'hui, ces bureaucraties, qui n'ont pas une double nature "socialiste" et "bourgeoise", cherchent l'issue en se mettant au service de la restauration capitaliste (...).

Dans ce tableau de la décomposition, il faut encore signaler combien la falsification pabliste du SU continue son œuvre contre la IV<sup>e</sup> Internationale et son programme, sur la ligne constante de la capitulation devant la bureaucratie.

Un exemple montre combien la dégénérescence pabliste peut être mesurée, celui de Petr Uhl, militant du Secrétariat

unifié en Tchécoslovaquie et qui l'est resté jusqu'à ce qu'il décide de "se retirer de la vie politique" ; membre du SU, donc, lorsqu'il exerce des fonctions de directeur de l'agence de presse officielle du gouvernement de la restauration capitaliste présidé par Vaclav Havel. Petr Uhl a été un opposant résolu et courageux au régime stalinien, nul ne le niera. Il a combattu au sein de l'opposition tchécoslovaque pour une politique qu'il estimait conforme aux enseignements du marxisme. Mais il a accepté d'occuper cette fonction au sein du gouvernement Vaclav Havel, manifestant ainsi son accord avec une "action gouvernementale" visant à rétablir la propriété capitaliste en Tchécoslovaquie. "*Je suis pour une économie de marché autogestionnaire*", a-t-il déclaré le 2 février 1990 à la télévision française.

Un an plus tôt, dans une interview à *Rouge* (n° 1318), il déclarait :

*"Il existe non seulement des Gorbatchev, mais aussi des Eltsine, qui représentent une véritable aile gauche au sein du parti... J'ai beaucoup de sympathie pour Eltsine, sa position est presque identique à la nôtre. Sauf sur une petite chose : il croit en la possibilité de réformer le système politique d'URSS dans le sens de la démocratisation."*

A l'époque, Eltsine était encore membre du comité central du PCUS, la "réforme" à laquelle il "croyait", c'est la mise en œuvre des plans du FMI, la restauration capitaliste, et ce n'est pas une "petite chose", comme le prétend Petr Uhl.

Cette évolution de Petr Uhl, si elle peut tenir à des facteurs individuels, aux pressions en Tchécoslovaquie même, est avant tout le produit de l'orientation imprimée par le SU dont il était membre, en particulier l'appui aux "réformes" de Gorbatchev, "réformes" qui ouvraient la voie à la restauration capitaliste.

En effet, la revue du SU, au nom de "l'efficacité économique", justifiait les licenciements qu'entraîneraient les réformes de Gorbatchev :

*"Peu de gens contestent le fait que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l'efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc une certaine mobilité de la main-d'œuvre."*

*D'un autre côté, les travailleurs soviétiques en sont venus à considérer comme un droit acquis la sécurité d'emploi qui a existé de fait sous le régime dirigiste ; il a donc été reconnu officiellement que l'abrogation de ce droit acquis en vertu de la réforme du marché demande l'établissement de garanties pour que les licenciements soient justifiés par des raisons économiques et doit sérieusement tenir compte des problèmes sociaux afin que ceux qui seraient licenciés n'aient pas à souffrir indûment (sic — NDLR) de leur mutation dans un autre emploi, et que la réforme ne conduise pas à la formation d'un chômage structurel. Mais jusqu'à présent, la politique suivie n'a pas concrétisé ses bonnes intentions."*

Ainsi David Seppo, auteur de cet article de septembre 1989, sollicite de la bureaucratie qu'elle mette en œuvre ses "bonnes intentions", qu'elle n'opère que des "licenciements justifiés" et qu'elle assure de "bonnes reconversions". Voilà un langage bien familier — pas seulement aux travailleurs d'URSS — et dont on connaît les résultats.

(...) Il y a quelques années, c'était le KGB qui était le centre de décision en URSS et pour tous les gouvernements des pays de l'Est ; aujourd'hui, c'est aux conseillers américains qu'il incombe de constituer avec les polices secrètes le centre du "mouvement démocratique" : Colby, ancien directeur de la CIA, a séjourné en Bulgarie au début de 1992 pour présider une réunion de tous les chefs des polices politiques d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. Les décisions sont restées secrètes, mais l'une d'elles a filtré dans la presse : l'envoi aux Etats-Unis de

policiers et "KGBistes" pour y être formés aux traditions policières du "monde libre".

Hier, en URSS et dans les pays de l'Est, les nomenklaturistes chantaient les louanges de Staline et de la caste bureaucratique privilégiée. Aujourd'hui, alors que le peuple s'enfonce dans la misère, pour garantir leur pouvoir mafieux ils écrivent tant et plus sur la nécessité de la restauration de l'économie de marché, de la privatisation.

(...) La IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections recherchent et rechercheront à aider ces regroupements indépendants pour leur proposer la discussion politique libre sur les voies et les moyens pour aider les masses à se sortir elles-mêmes de l'impasse où les entraîne dans tous les pays le système de la propriété privée des moyens de production. L'Entente internationale des travailleurs, inscrivant l'accord pour le combat contre les privatisations, l'accord sur ce fondement de l'internationalisme prolétarien, établit le cadre de la libre discussion entre toutes ses composantes.

Nous partons des solutions à apporter à la crise de la direction révolutionnaire pour aider les masses à s'engager, par leur action indépendante, sur le chemin de leur émancipation par leurs propres moyens. Le combat des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale pour des partis ouvriers indépendants et la défense des organisations ouvrières constitue précisément l'un de ces moyens.

**Août 1993 (La Vérité, n° 7)**



**Contre la caste  
bureaucratique  
parasitaire,  
défense de l'URSS  
et des conquêtes  
d'Octobre**



Lénine et Trotsky parmi la foule des ouvriers et paysans révolutionnaires, après la prise du pouvoir d'octobre 1917.

# Présentation

Jusqu'à ce que son état de santé ne le lui permette plus, le camarade Pierre Lambert a contribué, parmi ses nombreuses tâches politiques, à l'élaboration politique de la commission du secrétariat international chargée de l'ex-URSS et de l'Europe centrale, orientale et balkanique.

Comme tous les militants trotskystes et bien au-delà dans le mouvement ouvrier, Pierre Lambert considérait 1991, la chute de l'URSS, comme un tournant majeur de la situation mondiale, aggravant considérablement la crise de l'humanité et du mouvement ouvrier, donc, au premier chef, de sa direction révolutionnaire, mettant au centre la question de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est dans ces conditions très difficiles que le camarade Lambert, les militants des pays de l'Est et les militants participant à cette commission ont cherché à élaborer. Nous rendons compte ici de quelques aspects des discussions de cette commission, en particulier dans la période 2005-2006, précédant le Sixième Congrès mondial de l'IV<sup>e</sup> Internationale (novembre 2006) (1).

Mais commençons par le commencement. Quel était le mandat de cette commission ? Lambert indique :

*« Une commission, c'est d'abord un cadre d'élaboration. Elle ne peut se substituer aux instances élues (secrétariat international, etc). Dans notre commission, nous devons donc engager une élaboration théorique sur l'incapacité de la bureaucratie à se constituer en classe dans le cadre du marché mondial à l'époque de l'impérialisme. Il faut engager la discussion entre nous, car il y a des nuances sur : est-ce qu'il reste ou pas quelque chose des conquêtes d'Octobre, c'est à dire est-ce qu'il reste les bases objectives de la révolution prolétarienne dans la barbarie montante ? » (27 juin 2005).*

Il s'agit d'abord et avant tout d'une discussion de fond, qui seule peut permettre, petit à petit, de répondre à la question : « Que faire ? »

Qu'a révélé l'effondrement de l'URSS ? Qui en porte la responsabilité ?

Le capitalisme y a-t-il été « restauré » et dans quelles conditions ? La bureaucratie, « caste parasitaire », s'est-elle transformée, comme l'affirment toutes les forces politiques (staliniens, pablistes) en classe capitaliste ?

Et malgré la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré, et son cortège d'atrocités, de pillage, d'effondrement général du niveau de vie des masses, « est-ce qu'il reste les bases objectives de la révolution prolétarienne ? ».

Amendant un projet de contribution à la discussion soumis par la commission aux délégués au congrès mondial, le camarade Lambert insiste sur la nécessité « de donner (au « tournant » mondial qu'a ouvert la chute de l'URSS) toute cette dimension internationale ». Il ajoute :

*« L'effondrement de l'Union soviétique tout à la fois a vérifié le caractère « restaurationniste » de la bureaucratie stalinienne au pouvoir et accentué la crise du mouvement ouvrier mondial. Crise qui prend les aspects les plus tragiques dans les pays issus de l'effondrement de l'URSS et de l'Europe centrale, orientale et balkanique. Partout dans le monde, des militants s'interrogent : comment a-t-on pu en arriver là ? La révolution d'Octobre, sous la conduite du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, a appelé les masses laborieuses des villes et des campagnes à prendre leur sort entre leurs propres mains. Le gouvernement soviétique a dit aux ouvriers : prenez en main la gestion des usines en expropriant le capital. Il a dit aux paysans : prenez possession de la terre en chassant les propriétaires fonciers. Au sortir de la première boucherie impérialiste mondiale de 1914-1918, la*

(1) Nous nous appuyons pour cela sur des citations issues des procès-verbaux de la « commission ex-URSS », procès-verbaux amendés et adoptés lors de chaque séance de la commission. Toutes les citations en italiques sont extraites des interventions du camarade Lambert.

*révolution d'Octobre a appelé les exploités et les opprimés du monde entier à chercher l'issue, avec le gouvernement soviétique et l'Internationale communiste, à s'ouvrir la voie pour en finir avec le système pourrissant de la domination de l'impérialisme. Quatre-vingt-dix ans plus tard, comment est-il possible d'en être arrivé à cette situation, se demandant aujourd'hui les peuples partout dans le monde, et plus particulièrement dans les pays où la propriété privée des moyens de production avait été expropriée.* »

Il ajoute :

*“L'effondrement de l'Union soviétique, il y a plus de quinze ans, a été — nul n'en peut douter et nous allons en donner les éléments sur la base des faits — systématiquement organisé par les dirigeants du parti, au premier rang desquels Gorbatchev, salué comme nous le verrons non seulement par les gouvernements impérialistes, mais également par Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié (SU)”* (3 juillet 2006).

C'est la bureaucratie, “instrument de l'impérialisme mondial”, qui porte la responsabilité essentielle de l'effondrement :

*“Cet effondrement a donné le caractère réel de la bureaucratie. La bureaucratie : ses privilèges étaient liés aux conquêtes d'Octobre, mais ses privilèges détruisaient les conquêtes d'Octobre”* (6 novembre 2006).

La bureaucratie, principal responsable... “mais également les dirigeants du Secrétariat unifié (SU)”.

Ceux qui, comme le rappelait un texte élaboré par la commission, en 1950-1953, avec Michel Pablo, affirmaient « que “la transformation (de la société capitaliste en société socialiste dans les pays où le capital avait été exproprié) occupera probablement une période historique entière de quelques siècles”. (Pablo) “affirmait donc que la caste parasitaire bureaucratique avait donc la capacité de réaliser le socialisme”.

Ceux qui, jusqu'au bout, alors que la classe ouvrière soviétique cherchait la voie de sa propre mobilisation contre la bureaucratie, écrivaient à l'instar de Rouge (l'organe pablaliste français) :

*“Mikhaïl Gorbatchev porte sur la société soviétique un diagnostic que Trot-*

*sky formulait déjà dans les années 1930”* (Rouge, 1<sup>er</sup> décembre 1988)...

Et quelques mois après :

*“Boris Eltsine (...) marche sur les traces de Trotsky”* (Ernest Mandel, mars 1990).

Et ce texte soulignait :

*“Chacun doit le constater aujourd'hui : les faits ont tranché. La bureaucratie a souligné sa nature de parasite, de véritable cancer sur le corps de la propriété d'Etat en ruinant et en pillant cette dernière et en rétablissant, sous forme destructrice, la propriété privée au profit de groupes mafieux nés dans son sein, poussant ainsi sa nature de parasite à son terme... A l'époque, ils n'avaient pas encore tranché, mais une conclusion s'imposait : si l'on acceptait les thèses de Pablo, il fallait en conclure que Trotsky s'est trompé en analysant la bureaucratie comme une caste parasitaire privilégiée ayant expulsé du pouvoir les ouvriers et les paysans, comme un phénomène de dégénérescence circonstancielle de l'Etat ouvrier (dans le cadre de l'isolement et du reflux de la révolution mondiale). Et la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale fut donc une erreur.*

*Mais si la bureaucratie n'est pas une caste parasitaire née de la défaite de la révolution, en Europe, si elle a une tâche historique à accomplir, Lénine et Trotsky se sont trompés en affirmant que l'humanité était entrée dans l'ère de la révolution prolétarienne et en fondant l'Internationale communiste pour aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir, Marx et Engels eux aussi se sont trompés, car ils n'ont jamais envisagé entre le capitalisme et le socialisme une ère historique transitoire confiant à la bureaucratie des tâches que la classe ouvrière s'avérerait donc incapable de réaliser. Ce sont donc les fondements même du matérialisme historique qu'il faudrait réviser !”*

Mais, soulignait avec acharnement le camarade Lambert, avec l'effondrement de l'URSS, l'implosion de la bureaucratie, la place du pablisme a changé. “Flanc gauche” de l'appareil stalinien jusqu'en 1991, il perd avec l'effondrement de l'URSS sa “base sociale”. Il rappelait ainsi :

*« La question fondamentale, c'est que la IV<sup>e</sup> Internationale, dans la continuité de l'Opposition de gauche, dans la continuité d'Octobre 1917, s'est consti-*

tuée contre le “socialisme dans un seul pays”. Sinon, la IV<sup>e</sup> Internationale n’a pas de sens (...). Il faut dire au point de départ, c’est le refus du prétendu socialisme dans un seul pays. Avec Pablo, c’est là-dessus que la scission s’est opérée. Nous (c’est-à-dire la majorité de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, avant son exclusion bureaucratique en 1950-1953 — NDLR) ne demandions qu’une seule chose : respecter la discipline de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais avoir le droit de défendre notre point de vue, c’est-à-dire contre l’adaptation au “socialisme dans un seul pays” (...). Nous étions prêts à accepter la discipline de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous ne demandions que le droit de défendre notre refus d’accepter le “socialisme dans un seul pays”. Il faut être très précis. Le pablisme a été une agence de la bureaucratie stalinienne, elle-même agence de l’impérialisme mondial, agence de destruction de la propriété d’Etat, jusqu’en 1991. Aujourd’hui, la bureaucratie s’est effondrée. Elle a démontré qu’elle n’était pas une classe par son caractère mafieux. Eux se sont adaptés à cette évolution en devenant directement un relais de l’impérialisme américain » (16 octobre 2006).

Exagération verbale ? Polémique ? Bien entendu, certains peuvent penser, notait le camarade Lambert, que “les désaccords avec les pablistes, c’est au mieux idéologique, voire même, au pire, des règlements de comptes personnels...” (4 décembre 2006). Alors, il revenait infatigablement sur la façon dont l’impérialisme avait décomposé la Yougoslavie en 1991.

Bien entendu, l’impérialisme s’était appuyé sur les débris mafieux de la bureaucratie. Mais n’avait-il pas trouvé, au nom du “trotskysme” et de la “IV<sup>e</sup> Internationale”, les dirigeants du SU pour déclarer que “le malheureux peuple de Bosnie attend d’être soulagé par les troupes des Nations unies” (Inprecor, mai 1992) ? N’avait-il pas trouvé, en plein bombardements de l’OTAN contre la Serbie et le Kosovo, ces prétendus trotskystes pour en appeler à “l’armement de l’UCK” (Rouge, 6 mai 1999), c’est-à-dire de cette organisation mafieuse servant de troupes auxiliaires au sol à l’OTAN ?

Il ne s’agit donc pas de “polémiques” entre “frères ennemis”, mais de questions

politiques majeures pour l’avenir de l’humanité, qui exigent de démontrer, sur la base des faits, quelles sont les positions des uns et des autres...

« Un certain Lénine passait des heures et des heures à écrire sur des petits groupes, qui ont d’ailleurs pour beaucoup disparu. Devrait-on, pour notre part, être “au dessus de tout ça” ? » (7 novembre 2005).

Revenons à 1991. Une discussion majeure se mène dans la commission :

“Quelque chose s’est révélé dans cet effondrement : cette caste a démontré qu’elle était incapable de devenir une classe et qu’elle n’était capable que de remettre en cause toute forme de civilisation” (28 août 2006).

Car l’effondrement de l’URSS en 1991, comme tout événement particulier, doit être replacé dans le moment historique où il se produit. Or, rappelle Lambert à la veille du Sixième Congrès mondial,

« la première guerre impérialiste a ouvert la première vague de la révolution mondiale. Dans cette même perspective historique, il y a des périodes. Lénine dit : “Les forces productives étouffent dans le cadre de la propriété privée”, puis Trotsky formule : “Les forces productives ont cessé de croître.” Nous disons aujourd’hui : les forces productives se détruisent. A partir de là, il faut une élaboration au congrès mondial : il n’y a pas de “nouveau marché”, pas un “nouveau capitalisme” en expansion, mais l’effondrement des bases mêmes de l’humanité » (20 novembre 2006).

“La position classique selon laquelle la bureaucratie s’est transformée en classe capitaliste”,

c’est

“l’incompréhension de la question fondamentale des forces productives”.

« Il y a un tournant dans la situation mondiale. L’impérialisme américain ne peut faire autrement que de s’engager toujours plus dans la destruction. Un grand “penseur” expliquait ce matin à la radio que ce qui est à l’ordre du jour, c’est “déflation de l’industrie, déflation des salaires, déflation de l’emploi”. Ils disent “déflation”, en fait c’est destruction. Ce qui se passe en Irak, en Russie, en France, dans le monde entier, c’est que le maintien du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production, c’est la barbarie. Donc, c’est



*le trotskysme, c'est la IV<sup>e</sup> Internationale qui est à l'ordre du jour. »*

Dans les conditions du marché mondial en pleine décomposition (du fait du maintien du régime pourrissant de la propriété privée), la bureaucratie "restaurationniste", qui porte la responsabilité majeure de l'effondrement de l'URSS, a-t-elle pu, comme Trotsky l'envisageait, "rétablir le capitalisme" ?

C'est la

*« discussion à propos de la caractérisation "classe, caste ou mafieux". De l'effondrement de l'URSS par la trahison de la bureaucratie est née une situation dans laquelle la destruction de la propriété d'Etat est aussi la destruction de la propriété privée. La propriété privée est elle aussi en voie de destruction. C'est notre apport théorique à ce que disait Trotsky dans La Révolution trahie. En ex-URSS, la destruction de la propriété d'Etat ne crée pas les conditions de la propriété privée, c'est la disparition de toutes les relations sociales. »*

Mais ajoute-t-il, bien entendu, c'est sur la base des faits, sur la base de ce qui se passe ex-Union soviétique, à l'est de l'Europe, qu'il faut démontrer et convaincre : "On ne peut pas demander d'être crus sur parole" (3 juillet 2006). Sur cette base, plusieurs contributions seront soumises aux délégués au congrès mondial, permettant l'élaboration d'une résolution dans laquelle il était notamment indiqué :

*« Dans les conditions extrêmement difficiles ouvertes en Europe centrale, orientale et balkanique et en ex-URSS par l'effondrement de l'URSS en 1991, il serait extrêmement présomptueux de prétendre détenir des solutions "toutes faites" pour les peuples et les travailleurs qui cherchent une issue dont dépend leur survie. La commission ex-URSS, Europe centrale, orientale et balkanique du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, à laquelle ont notamment participé des délégués et invités d'Allemagne, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, Russie, Serbie, Ukraine, a enregistré des points de vue, des nuances, des divergences quant aux causes de l'effondrement de l'URSS en 1991, quant à la nature de la bureaucratie (et de l'URSS elle-même) (...). Nuances également sur la caractérisation des régimes issus de la bureaucratie après 1991. Un camarade indien : "J'ai compris que*

vous exprimiez qu'après la chute de l'URSS la bureaucratie n'a pas pu se transformer en classe bourgeoise. Car la constitution d'une bourgeoisie signifierait le développement des forces productives et que le capitalisme a un avenir. Je comprends les causes de cette position. Ce point de vue est une réponse à celui, largement répandu, selon lequel le capitalisme pourrait se développer, et je ne suis pas d'accord avec cela. Mais je ne vais pas passer à l'autre extrémité."

*Un camarade a pour sa part déclaré :*

*"Dans le journal hongrois Heti Világgazdaság, Sergueï Markov, un proche conseiller de Poutine, déclare ceci à propos de la Russie : "Si, pour l'instant, l'Etat russe est incapable de recouvrer les impôts, les secteurs pétroliers et gaziers, l'extraction de l'or, du diamant et du nickel peuvent en revanche produire des recettes." Que décrit-il là ? L'état d'un pays arriéré, alors que les rapports sociaux instaurés par la révolution d'octobre 1917 avaient permis un développement inégalé de l'industrie. Pour ma part, j'estime qu'il n'y a pas de "classe", mais des mafieux, compradores de l'impérialisme." Pour cette raison, la commission a unanimement décidé de publier le procès-verbal — après relecture par les intervenants — de la discussion comme une contribution à la discussion libre nécessaire pour tous ceux qui veulent sincèrement trouver une issue à la crise de l'humanité. Libre discussion qui a été à la base de la constitution du mouvement ouvrier international, qui ne peut exister sans la libre confrontation des points de vue. Libre discussion dont les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour leur part, rappellent qu'elle est une des caractéristiques du bolchevisme, qui a aidé les masses à prendre le pouvoir en octobre 1917. Libre discussion nécessaire également dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Par exemple pour préciser notre position sur la question des rapports entre bureaucratie stalinienne et bureaucratie titiste dans les conditions de la deuxième vague de la révolution prolétarienne après 1945. »*

Et la résolution ajoutait :

*"Mais l'ensemble des membres de la commission a été unanime pour déclarer qu'il est une question vitale pour la classe ouvrière et la paysannerie de nos pays : la défense de tous les segments de l'ensemble des conquêtes issues de la révolution d'octobre 1917 (et de 1944-1948 en Europe centrale, orientale et balkanique),*

*même s'il n'en reste que des segments, mêmes attaqués et abîmés. Car c'est une question de survie pour les masses."*

Car notre élaboration, basée sur une recherche permanente d'un dialogue avec les militants ouvriers de toutes tendances dans ces pays, nous avait amenés à constater que, malgré l'effondrement de l'URSS en 1991, malgré la transformation de la caste parasitaire en mafias compradore soumises à l'impérialisme (et facteur de décomposition supplémentaire de l'impérialisme lui-même), la classe ouvrière n'avait pas disparu. Classe ouvrière qui, pour survivre face à cette offensive de destruction, cherchait à prendre appui sur les segments de conquêtes de la propriété d'Etat non encore détruits.

Discutant d'une contribution de chemi-nots de l'ex-URSS, Pierre Lambert notait :

*"Je trouve ce texte excellent : on devrait faire ça sur tout, pas seulement sur les chemins de fer. Ce que ce texte court démontre, c'est la compréhension totale que sans révolution prolétarienne, il ne peut y avoir que la décomposition généralisée. Cela montre ce qui existe : ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout. Il y a des points d'appui pour les masses, aussi misérables que cela puisse sembler..."*

Un camarade ajoutant :

*"Il y a deux millions d'hommes et de femmes qui travaillent dans le secteur des chemins de fer en ex-Union soviétique... Ce document démontre à la fois la volonté de tout détruire et en même temps la difficulté à aller jusqu'au bout..."*

Ce à quoi le camarade Lambert précisait :

*"La propriété sociale est un tel besoin pour la survie de la population que cela s'impose à eux (...). C'est à partir de petites choses comme cela que tout peut se reconstituer. Cela me rappelle la grève des postiers en 1953 et la conférence pour la prime qu'on avait organisée peu de temps auparavant. Un seul type est venu... mais sa montée de Toulouse avait été financée par les travailleurs de tout son centre. Quand on a vu ça, on a compris qu'il se passait quelque chose" (13 novembre 2006).*

Que signifient ces "conquêtes" issues de la révolution d'octobre 1917, et qui subsistent, même abîmées ?

*« Une chose est claire : après la Première Guerre mondiale, on est entré dans*

*l'époque de la révolution prolétarienne. Mais il y eut la trahison de la social-démocratie et l'échec de la révolution allemande. Tandis qu'en 1945, on ne peut pas dire que les travailleurs ont été battus par un rapport de force. Il n'y a pas eu l'Allemagne 1933 et l'Italie 1922, on n'a pas été écrasé. Parce qu'en 1945, il y eut une véritable révolution "confisquée" (je suis arrivé à cette dénomination il y a quelque temps). Malgré la trahison des appareils, dont l'appareil stalinien, s'est exprimé le besoin de la société d'être sauvée de la barbarie. En 1991, certes, il y a eu la privatisation, mais en même temps dans le cadre d'une telle décomposition de l'impérialisme que sont restées des conquêtes comme manifestation de la volonté de survie des masses (...). Nos insuffisances, c'est l'appréciation insuffisante pas seulement de ce qu'a été la chute de l'URSS, le pablisme, etc., mais de ce qu'a été la vague révolutionnaire, les révolutions confisquées de la fin de la Seconde Guerre mondiale... Qui nous ramène à la question majeure de la IV<sup>e</sup> Internationale. Quand on écrit "les expropriations de 1945", c'est trop imprécis. Dans l'effondrement général, la classe ouvrière, pour sa survie, a contraint Tito à aller plus loin qu'il ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, et Staline lui-même est allé plus loin qu'il ne le voulait en étant obligé de reconnaître ce que les ouvriers avaient imposé. »*

Dans cette discussion, un camarade illustrait cela :

*« Dans l'effondrement de la seconde guerre impérialiste, les masses se sont engagées dans la prise en main elle-même des usines et des terres. En Hongrie, par exemple, dans une région, en 1945, les ouvriers constituent une "République soviétique"... obligeant les chefs de l'Armée rouge à les "convaincre" que "non, ce n'est pas à l'ordre du jour, etc.". C'est tout le phénomène de constitution des comités d'ouvriers en 1944... et les efforts de l'appareil stalinien pour les empêcher » (16 octobre 2006).*

La recherche, dans le dialogue avec les militants et travailleurs russes, ukrainiens, hongrois, yougoslaves, etc., de ces "segments" de conquêtes, de ces points d'appui, a un seul et même objectif : établir, démontrer que les conditions objectives de la révolution existent, d'où la nécessité de l'organisation indépen-

dante du prolétariat, à laquelle les trotskystes veulent aider leur classe.

Le camarade Lambert était donc particulièrement attentif à chercher et trouver

« *l'illustration que, quinze ans après, "Octobre vit (toujours) dans la conscience des masses"... comme cette photo extraordinaire des villageois d'un kolkhoze abandonné du fin-fond du Tadjikistan qui "posent", dans le bâtiment de l'ancien soviet local, devant le portrait de Lénine...* » (13 février 2006).

Ou bien, citant ce paysan ukrainien qui, à la question "A qui appartient votre kolkhoze ?" (15 ans après que celui-ci eut été officiellement "privatisé"), répondait : "Mais le kolkhoze, on ne peut pas le couper en petit morceaux", une conclusion s'imposait : "Cela montre que la révolution politique n'est pas morte, qu'elle a des bases" (7 novembre 2005).

Cela afin de commencer, pas à pas, à poser les perspectives d'organisation, modestes, allant vers la reconstitution d'un mouvement ouvrier indépendant, de noyaux ouvriers indépendants pour exprimer consciemment les processus de la lutte des classes :

« *Il faut reprendre vos notes, faire un compte rendu très vivant et conclure ; qu'est-ce que vous en pensez ? Peut-on faire un bulletin diffusé par des militants hongrois ? Ou même pas, disons : "réunion en Hongrie"... Quelque chose de très modeste.* »

Car, soulignait-il,

« *je savais bien que ça ne se ferait pas du jour au lendemain. Cela n'ira pas vite dans ces pays. Dans tous ces pays, il y avait quelques années avant l'effondrement de l'URSS une vraie recherche sur le plan du marxisme. L'effondrement de la bureaucratie — et nos propres faiblesses — ont balayé tout ça* » (23 janvier 2006).

Mais ces pas modestes permettaient d'ouvrir une perspective :

« *A partir de ce que eux vont donner comme éléments, sans se précipiter, mais d'ici un an, il y a la possibilité de convoquer une conférence de toute l'ex-URSS et des pays d'Europe de l'Est afin de grouper sur la ligne : "Malgré le stalinisme et les mafieux, malgré l'impérialisme américain..., Octobre vit dans la conscience des masses" »* (13 février 2006).

Une conférence dans laquelle les militants trotskystes ne devront pas chercher d'unanimité sur toutes les questions. Lambert propose :

« *Ce qu'on cherche, c'est Zimmerwald, même si on est minoritaires. Comprendre la place politique de la bureaucratie est indispensable et pourtant la révolution est à l'ordre du jour. Si vous regardez le plan Baker : les solutions de Bush et Baker sont les mêmes... et cela approfondit la dislocation de l'ensemble de l'humanité. Il faut comprendre la place internationale des Etats-Unis : ils décomposent tout* » (13 décembre 2006).

Moins d'un an plus tard, cette élaboration a permis qu'en octobre 2007, dans la ville industrielle serbe de Caçak, se réunisse une première rencontre d'une cinquantaine de militants ouvriers d'Allemagne, de Bulgarie, de Hongrie, de Moldavie, de République tchèque, de Roumanie, de Russie, de Serbie et d'Ukraine. Et qu'ils se constituent en Comité de liaison contre les privatisations, pour la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre, contre l'OTAN et l'Union européenne, pour l'union libre des peuples d'Europe intégrant une Fédération balkano-danubienne — et une Fédération yougoslave — respectant les droits de toutes les nationalités.

**Dominique Ferré**

## Textes de Pierre Lambert

# **Vive les conseils ouvriers hongrois en lutte contre la bureaucratie du Kremlin ! Vive la Pologne socialiste indépendante ! A bas l'infâme intervention russe contre les prolétaires hongrois !**

Les grandioses nouvelles de la révolution hongroise méritent de provoquer l'enthousiasme dans le cœur de tous les travailleurs. Stimulés par l'exemple des prolétaires polonais, qui ont contraint les hommes du Kremlin à un recul précipité, les ouvriers, les étudiants, les soldats hongrois, avec un héroïsme extraordinaire, ont affronté victorieusement les tanks russes et les mitrailleuses de la police secrète stalinienne. Ils ont abattu le régime bureaucratique instauré par les agents de Staline ; ils se battent pour l'indépendance de leur pays, pour l'évacuation des troupes russes.

Silence aux disciples attardés du contre-révolutionnaire Staline, assassin des compagnons de Lénine ! Silence aux Thorez-Duclos-Servin, qui, mortellement effrayés, abreuvent de calomnies les héroïques prolétaires hongrois ! Qui espèrent-ils convaincre que les ouvriers de Pologne et de Hongrie veulent restaurer le capitalisme ? Qu'ils sont tombés par milliers pour les beaux yeux des impérialistes occidentaux ?

Ces mêmes hommes, dirigeants du Parti communiste français, ont proféré les mêmes basses injures contre la "clique fasciste de Tito" — ce même Tito à la porte de qui font queue les délégations des Partis communistes du monde entier, à la suite de Khrouchtchev et Boulganine ; ce même Tito qui fait faire antichambre à la délégation du PCF. Ces mêmes hommes traitèrent de fascistes les insurgés de Berlin-Est, en 1953, et les insurgés de Poznan, qu'aujourd'hui le nouveau gouvernement communiste polonais de Gomulka salue comme d'authentiques combattants pour la démocratie ouvrière. Ces mêmes hommes insultaient basement les militants trotskystes du PCI et les meilleurs combattants de la classe ouvrière. Ces mêmes hommes n'ont pas trouvé assez d'injures contre le communiste Rajk, pendu sur l'ordre de Staline, auquel les travailleurs de Budapest viennent de faire une réhabilitation grandiose. Ces mêmes hommes ont voté les pouvoirs spéciaux à Mollet-Lacoste pour la sale guerre d'Algérie, la guerre des colonialistes, la

guerre des capitalistes ! Ces mêmes hommes, en 1944-1947, ont sauvé la bourgeoisie française, en imposant la dissolution des milices ouvrières patriotiques, en prêchant le “*produire d’abord*”, en proclamant que “*la grève est l’arme des trusts !*”. Ces mêmes hommes, aujourd’hui, s’opposent par tous les moyens en leur pouvoir à la volonté des travailleurs français de mettre fin au régime de misère et de guerre qu’ils subissent par un mouvement d’ensemble contre le patronat et son gouvernement, par la grève générale, par des manifestations de masse dans les rues !

Des calomnies contre les insurgés de Poznan, Gomulka, dans son discours devant le comité central du Parti ouvrier unifié polonais, à fait justice lorsqu’il a dit :

*“Les travailleurs de Poznan n’ont pas protesté contre la Pologne populaire ou contre le socialisme lorsqu’ils sont descendus dans la rue et ont protesté contre le mal qui s’est largement répandu dans notre système social et qui les a touchés également douloureusement, contre les déviations des principes fondamentaux du socialisme, qui est leur idéal... Les agents et les provocateurs peuvent être et agir partout et toujours. Mais jamais et nulle part, ils ne peuvent décider de l’attitude de la classe ouvrière... Les causes de la tragédie de Poznan et du profond mécontentement de la classe ouvrière se trouvent chez nous, dans la direction du parti, du gouvernement.”*

Et c’est Szabad Nep, l’organe central du Parti des travailleurs hongrois (communiste), qui répond à *L’Humanité* lorsqu’il écrit, le 28 octobre :

*“Le peuple exige l’ordre, et en premier lieu le départ des troupes soviétiques... C’était un mouvement national juste, et les fautes de ceux qui l’ont provoqué sont d’autant plus lourdes.”*

Et le 29 octobre :

*“Les jeunes ont prouvé, au cours des combats, qu’ils n’étaient ni des fascistes, ni des contre-révolutionnaires, ni des pillards. Face à toutes les calomnies répandues jusqu’à présent, il est très important de déclarer cela nettement pour que le pays voie clairement le visage réel de cette jeunesse universitaire et ouvrière.”*

Les calomnies, ce sont *L’Humanité* et *La Pravda*, *Libération*, ce sont ces tor-

chons staliniens qui les répandent. C’est à ces torchons staliniens que répond *Szabad Nep* !

Les éléments troubles, qui essaient de mettre à profit la situation dans un sens contre-révolutionnaire, sont emportés comme un fétu par le maëlstrom du mouvement des masses. Ce sont les insurgés eux-mêmes qui les dénoncent. C’est *Radio-Gyær*, organe du comité ouvrier, qui s’écrie :

*“Nous ne voulons pas que revienne le vieux système capitaliste, nous voulons une Hongrie indépendante et socialiste !”*

---

### LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN, ENNEMIE MORTELLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

---

La lutte du prolétariat contre la bureaucratie stalinienne, qui entre aujourd’hui dans sa phase terminale, fut commencée par Lénine lui-même, qui consacra ses dernières forces, avant sa mort, à combattre l’ascension au pouvoir de Staline. Elle fut poursuivie par l’Opposition de gauche de l’Internationale communiste, sous sa direction de Trotsky, dès 1923.

Profitant des défaites subies par la révolution hors des frontières de l’URSS et de la lassitude du prolétariat soviétique, dont les meilleurs combattants avaient péri dans la guerre civile, une nouvelle aristocratie de directeurs d’usine, de techniciens, de fonctionnaires du parti et de l’Etat parvint, à partir de 1921-1923, à usurper l’héritage de la révolution d’Octobre en URSS. Sur la base même de l’économie socialisée, de la nationalisation des usines et de la terre, de l’économie planifiée, ils s’octroyèrent des privilèges monstrueux. Leurs salaires, 50 et 100 fois plus élevés que ceux des simples ouvriers, leurs appartements vastes et luxueux, leurs villas à la campagne, leurs autos, leurs domestiques insultent encore aujourd’hui le niveau de vie très bas des ouvriers et des paysans de l’URSS. C’est pour défendre, contre la légitime indignation des travailleurs, leurs privilèges que le sinistre Staline instaura un régime de terreur dirigé contre les masses, écrasant



l'Opposition de gauche, assassinant les vieux-bolcheviks, les compagnons de Lénine, tout en les abreuvant des calomnies les plus infâmes, massacrant sans jugement des centaines de milliers de communistes et d'ouvriers sans parti, enfermant des millions d'hommes dans ses camps de concentration !

De nouvelles victoires du prolétariat sur le capitalisme représentaient une menace mortelle pour les privilèges de la bureaucratie en URSS même. C'est pourquoi Staline se fit l'allié de la bourgeoisie de tous les pays contre la révolution prolétarienne. Ce fut malgré lui que la révolution yougoslave, puis la révolution chinoise l'emportèrent. Il instaura en Europe orientale un régime d'oppression policière et bureaucratique, privant les peuples des prétendues "démocraties populaires" de toute liberté et de leur indépendance nationale.

---

## LE POUVOIR DES CONSEILS OUVRIERS

---

Il y a plus de vingt ans, Léon Trotsky annonça l'inéluctable soulèvement révolutionnaire des masses prolétariennes contre la bureaucratie, pour la démocratie socialiste. Ce pronostic se réalise aujourd'hui sous nos yeux. Des conseils d'ouvriers et de soldats, comme en Russie en 1917, couvrent la Hongrie. Ils s'appuient sur les milices ouvrières, ils sont l'expression la plus directe du pouvoir ouvrier, de la démocratie prolétarienne. Ils châtient les bureaucrates assassins de communistes. Ils abolissent les privilèges des hauts fonctionnaires, qui insultent la misère du peuple. Ils exigent la fixation d'un maximum de salaires. Ils entreprennent la réorganisation de fond en comble de l'économie, pour mettre le plan de production au service des besoins du peuple travailleur. Le nouveau conseil central des syndicats, dont les membres sortent à peine de prison, réclament :

*"La constitution de conseils ouvriers dans toutes les usines, avec droit de regard sur la planification et rétablissement des normes.*

*Instauration d'une direction ouvrière. Transformation radicale du système de*

*planification et de la direction de l'économie exercée par l'Etat. Réajustement des salaires, augmentation immédiate de 15 % des salaires inférieurs à 800 forints et de 10 % pour les salaires de moins de 1 500 forints. Etablissement d'un plafond de 3 500 forints pour les traitements mensuels. Suppression des normes de production sauf dans les usines où les conseils d'ouvriers en demanderaient le maintien. Suppression de l'impôt de 4 % payés par les célibataires et les familles sans enfants. Majoration des retraites les plus faibles. Augmentation du taux des allocations familiales. Accélération de la construction de logements par l'Etat."*

On annonce enfin la réunion à Budapest d'un congrès des comités ouvriers, qui constituera "un gouvernement dans l'esprit de Bela Kun", le président de la République hongroise des conseils de 1918, Bela Kun fusillé par Staline ! Leur action est un exemple pour les travailleurs de tous les pays. Il sera suivi !

En URSS même, les répercussions seront immenses. Des soldats russes ont fraternisé avec des ouvriers hongrois. L'organe des syndicats hongrois réclame le droit d'asile pour eux en Hongrie. L'heure où les prolétaires russes livreront l'assaut aux canailles bureaucratiques tapies dans le Kremlin, où ils restaureront, à un niveau incomparablement plus élevé, la démocratie socialiste du temps de Lénine et de Trotsky, cette heure n'est plus éloignée !

---

## LES STALINIENS À LA PORTE !

---

L'heure est venue, pour les travailleurs français, de tirer profit pour eux-mêmes de ces événements révolutionnaires gigantesques. De Varsovie et de Budapest à Alger et Rabat, la révolution gronde. La classe ouvrière française prendra bientôt sa place au tout premier rang dans ce combat. Il faut pour cela briser le carcan bureaucratique stalinien que constitue l'appareil du PCF et de la CGT, ce rempart de la bourgeoisie française contre la révolution prolétarienne. Les staliniens, ces diviseurs, ces calomnieurs professionnels, ces organisateurs de grèves tournantes, ces saboteurs de la grève générale,

ces combinards parlementaires, ces voleurs de pouvoirs spéciaux à Lacoste, ces ennemis de l'indépendance des peuples coloniaux, ces partisans de la "voie parlementaire vers le socialisme", ces adeptes dévots du traître contre-révolutionnaire Staline et de ses successeurs, ces laudateurs des assassins des ouvriers hongrois — les staliniens doivent être chassés du mouvement ouvrier. A la porte, les permanents, les fonctionnaires "syndicaux", les "chefs ouvriers", choisis par eux-mêmes, soucieux seulement de préserver leur fromage ! A la porte du mouvement ouvrier, les Thorez, Duclos, Servin et leurs derniers fidèles ! Ces canailles bureaucratiques, instruments du gouvernement contre-révolutionnaire du Kremlin, doivent être extirpées du mouvement ouvrier !

Place à l'action libératrice des masses, malgré et contre tous les bureaucrates ! Pour mettre fin à la guerre d'Algérie, pour

vaincre la misère, pour abattre le capitalisme, il nous faut un nouveau parti ouvrier, libre de toute attache avec la bourgeoisie comme avec tout gouvernement étranger ! Un parti sans bureaucrates, où les travailleurs fassent la loi, et non les permanents ! Un véritable parti de classe !

C'est ce combat que mènent les trotskystes ! Travailleur, tourne le dos au bureaucrate, rejoins nos rangs sans retard !

**Le bureau politique  
du Parti communiste internationaliste  
(trotskyste)  
(section française  
de la IV<sup>e</sup> Internationale)  
Paris, 30 octobre 1956**

*La Vérité*, supplément au n° 430  
(2 novembre 1956)

## Il faut briser l'appareil stalinien

Les illusions qu'a pu faire naître la "déstalinisation" se sont évanouies brutalement avec la sanglante répression de la révolution hongroise.

L'appareil international mis en place, pièce à pièce, par Staline durant 30 années ne peut être réformé. Il doit être brisé.

Deux nouvelles preuves éclatantes viennent d'en être apportées. En Hongrie, dans le feu de l'action révolutionnaire, les masses ont liquidé le PC hongrois. En Italie, le stalinien Togliatti, après avoir exécuté quelques entrechats, afin de conserver, pour le compte de la bureaucratie de Moscou, son contrôle sur les masses, n'a pas balancé une seconde. *L'Humanité* (1<sup>er</sup> novembre 1956) cite un article du dirigeant italien du NKVD en Espagne, Togliatti, dans lequel il écrit : "A l'émeute armée qui met à feu et à sang Budapest, on ne peut répondre que par les armes."

La révolution, c'est l'émeute armée, dont l'écrasement est légitime. Les diri-

geants du PCF également n'ont pas barguigné. Dans un réflexe d'autopréservation, l'appareil s'est ressoudé comme un seul homme autour de la bureaucratie du Kremlin. Le sort que les masses hongroises ont réservé aux tortionnaires staliniens de l'AVH (police secrète) lui a fait courir un frisson dans le dos.

Nous avons à diverses reprises expliqué dans les colonnes de ce journal ce qu'était l'appareil. Khrouchtchev, dans son fameux rapport, a confirmé, en partie, ce qui avait été publié depuis longtemps par les trotskystes. Les services de sécurité russes sous le contrôle personnel de Staline étaient et sont toujours aujourd'hui sous le contrôle des bureaucrates, de l'appareil international du stalinisme. Par l'intermédiaire du secrétariat désigné par Staline : Thorez, Duclos, Servin, Fajon, Billoux, etc., sous la responsabilité directe de l'un de ces personnages les plus marquants, la toute-puissante commission centrale des cadres désigne au sommet les

permanents et responsables du PCF et de la CGT. Notons que les individus les plus responsables de la commission centrale ne sont pas nécessairement ceux qui occupent les responsabilités les plus officielles.

Ainsi, directement sélectionné par la Guépéou, tirant sa force de la liaison organique avec le Kremlin, totalement inféodé à la bureaucratie russe, un appareil couvrant tout le pays s'est installé dans les municipalités bourgeoises et les comités d'entreprises, dans les permanences syndicales au siège des sections locales et fédérales du PCF, avec ses députés, secrétaires, etc. Pris dans les tenailles des contradictions insurmontables imposées par la politique de défense des privilèges de Moscou, l'appareil, pour rester homogène, exige la hiérarchisation la plus totale, la fidélité la plus absolue aux oukases du sommet. Le tout a été obtenu jusqu'à présent par l'épuration sanglante en URSS, liquidatrice dans les pays capitalistes. A noter cependant que, malgré la sévérité du mode d'existence de "l'appareil", on a pu constater que, par exemple, dans le comité d'entreprise Renault, les "permanents" staliniens n'hésitaient pas à s'octroyer des traitements fabuleux. C'est-à-dire que l'appareil stalinien, malgré ses prétentions, n'est pas exempt des défauts de l'appareil réformiste. Bonne vie, facile, voiture, repas plantureux, beaux salons. Il reste que, jusqu'à présent ce n'est pas là son caractère principal. Nous allons montrer comment se bureaucratise, se "staliniise" le militant, le cadre du PCF.

Au siège de la commission centrale des cadres, dans un petit bureau, qui ressemble aux discrets bureaux de la préfecture de police, celui qui est appelé à des fonctions responsables, même limitées, est soumis à un interrogatoire serré. Interrogatoire qui ne vise qu'à éprouver le degré de fidélité aux thèses du moment de la politique stalinienne. La sélection ainsi opérée n'a évidemment rien à voir avec l'application des principes du centralisme démocratique, où la base désigne ses responsables révocables à tout moment devant elle. En effet, une fois intégré à l'appareil, le "cadre" ne devra sa permanence qu'au bon plaisir de ses supérieurs hiérarchiques. Aucun compte à rendre à la base. Il se coupera de son milieu, s'habituera à trancher sans appel tous les pro-

blèmes, prendra les habitudes du commandement. L'absence de contrôle démocratique uniformisera ce cadre, canaliserà sa pensée. Tout le monde peut observer la platitude, l'absence d'initiative de l'appareil, qui, livré à lui-même, fuit, perd la tête. Ainsi à Nantes, le 17 août 1955, où Gravoille, député du PCF, où Rousselot, secrétaire de l'union départementale CGT, évitaient soigneusement toute prise de responsabilité, se réservant le lendemain, comme le préfet Rix, de qualifier de provocateurs les manifestants ouvriers. On peut se demander comment l'appareil monte son emprise sur des milliers de cadres, qui, s'ils vivaient hier dans un confort moral relatif, face à une classe ouvrière qui acceptait les "directives", voient aujourd'hui monter l'hostilité des travailleurs ? Réfléchissons à ce qu'ont pu représenter pour un cadre, du point de vue du décervelage, les deux expériences que nous allons relater.

La première : en décembre 1944, l'hiver fut très rigoureux. Chez Renault, grand meeting. Sur l'estrade, le défunt Lefaucheur, directeur de l'usine, les responsables syndicaux. Il fait très froid. C'est l'époque du "*produire d'abord, revendiquer après*", de la "*grève, arme de classe de trusts*". Discours sur discours. Les ouvriers retournent à leur travail dans l'usine glaciale. Les permanents rentrent au siège du syndicat, dont les bureaux sont surchauffés.

La seconde : grand meeting au Vel' d'Hiv', dans l'une de ces années où il suffisait que le PCF appelle les masses pour qu'elles affluent. Les feux des projecteurs sont braqués sur la tribune. Le permanent parle. Il est quelqu'un. Les travailleurs applaudissent. Mais si le permanent est exclu du parti, il n'est plus rien.

Le "cadre", du plus bas échelon jusqu'au comité central, au bureau politique, jusqu'au secrétariat, n'est rien en dehors de l'appareil, lequel dépend des services secrets de Moscou. Le permanent dépend de la bureaucratie russe. S'il lui reste dévoué corps et âme, s'il manifeste la plus grande servilité, s'il réprime en lui les mouvements de révolte provoqués par la pression des masses excédées, il a une chance de rester. Sinon, calomnié, sali, vidé dans tous les sens du terme, il est brisé moralement.

Voilà ce qu'est l'appareil. Peut-on croire un seul instant qu'il puisse se redresser, servir les intérêts de la classe ouvrière ? En aucun cas. Une seule chance s'offre au "permanent" de se recaser dans la lutte des masses pour la révolution socialiste : quitter l'appareil, rompre de façon éclatante avec la bureaucratie du Kremlin, rejoindre ceux qui luttent pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire ; d'un parti où la base décide et

non des cadres inamovibles ; un parti au sein duquel l'énergie créatrice, l'initiative féconde des masses opprimées puisse se donner libre cours ; un parti dont les responsables, élus par les militants et révocables par eux, exécutent leur volonté ; un parti qui ne s'inspire que des seuls intérêts du prolétariat.

***La Vérité*, supplément au n° 430  
(2 novembre 1956)**

**Le combat  
pour la construction  
du parti  
(et la stratégie  
de la transition)**





Pierre Lambert à la tribune d'une réunion du Mouvement pour un parti des travailleurs, forme organisée dans laquelle les militants trotskystes, à égalité avec d'autres, ont cherché à poser les fondations d'un parti ouvrier indépendant.

# Présentation

Il a fallu faire des choix, tant les textes, contributions, articles de Pierre Lambert consacrés à la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale et au parti révolutionnaire sont nombreux.

Dès son plus jeune âge, Pierre Lambert a répondu à l'appel de Léon Trotsky pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, le *Programme de transition*, s'ouvre sur l'affirmation suivante : *“La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.”*

Pierre Lambert, comme d'autres militants de la IV<sup>e</sup> Internationale, a cherché à résoudre la contradiction entre la radicalisation et la mobilisation des masses et la faiblesse des rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il a pu constater, par son expérience militante, en 1936 comme en 1945, et à d'autres moments et dans d'autres pays, comment, dans un premier temps, les masses ouvrières se dirigeaient vers les grands partis traditionnels, dont les chefs, pourtant, avaient trahi, en 1914 pour ceux de la II<sup>e</sup> Internationale et en 1933 pour ceux de la III<sup>e</sup>.

Pierre Lambert aimait à rappeler que, plus jeune, il lui était arrivé de se plaindre à un vieux militant ouvrier de la CGT et du PCF auquel il était lié de la “passivité” des masses. Celui-ci lui avait répondu que les masses n'étaient pas passives et que c'était lui qui ne savait pas s'adresser aux ouvriers à partir de leur situation concrète. Il lui avait fortement conseillé d'aller prendre la parole devant ces ouvriers. Ce que fit Pierre Lambert. Il ne cessera, pendant des décennies, de rappeler cet événement pour aider les jeunes générations à comprendre les rapports avec les masses et faire comprendre pratiquement ce que Marx, Lénine, Trotsky avaient expliqué sur les rapports entre les masses et les appareils.

Tirant le bilan de la révolution espagnole en 1939, Léon Trotsky polémique avec tous les groupes qui veulent faire retomber sur les masses la responsabilité

de la défaite en critiquant les masses pour s'être “soumises” aux directions traditionnelles. Léon Trotsky répond :

*“Il n'y a pas eu la moindre trace d'une telle soumission. La ligne de combat des ouvriers recoupait à tout moment, sous un certain angle, celle de la direction, et, dans les moments les plus critiques, cet angle était de 180 degrés. La direction alors, directement ou indirectement, aidait à soumettre les ouvriers par la force des armes.”*

Trotsky revient alors sur le soulèvement révolutionnaire des ouvriers de Catalogne en mai 1937, dont la défaite revient d'abord à l'appareil stalinien et ensuite à la direction anarchiste de la CNT et à celle du POUM (qui s'accrocha à la direction de la CNT) capitulant devant le gouvernement de Madrid et se soumettant à la direction stalinienne du PCE. Cela nous ramène donc à “la crise de la direction révolutionnaire”, au rôle et à la responsabilité des appareils. Pierre Lambert, jeune militant, avait été marqué par les développements de mai 1937 à Barcelone. Il raconte lui-même, dans *Itinéraires*, que dans la discussion qu'il avait eue au sein du groupe, il avait été l'un des seuls à prendre position pour les révolutionnaires de Barcelone. Et il précise qu'il avait été conforté dans cette position par la lecture de l'article de Trotsky sur cette question quelques jours plus tard.

---

## LE DOGME ET LA RÉALITÉ

---

Tout jeune militant, Pierre Lambert, de manière encore empirique, cherche les voies et les moyens de construire sur un terrain d'indépendance de classe.

Si la classe ouvrière française a été écrasée par l'occupation nazie et le régime de Pétain, à partir de 1943 la situation se modifie. La défaite des troupes nazies à Stalingrad devant la mobilisation des masses ouvrières et paysannes soviétiques opère un tournant dans la guerre mon-

diale. Prenant appui sur cette première victoire de la classe ouvrière soviétique, la classe ouvrière en France, devant les conditions effroyables de vie et de travail, cherche à se défendre.

Dans cette situation, la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale, partant d'une interprétation dogmatique d'une affirmation de Trotsky à la veille de sa mort : "*De la guerre surgira la révolution*", envoie les militants trotskystes pour constituer des soviets et préparer la révolution. Or si la classe ouvrière française commence pas à pas à reconstituer ses forces, elle n'est pas encore au stade de la constitution de soviets et de la révolution prolétarienne chassant les nazis et le régime de Pétain. Nous ne sommes encore, rappelons-le, qu'en 1943. Pierre Lambert, comme les autres militants trotskystes, va s'atteler à la tâche de construction de soviets. Mais il va se heurter à la réalité. En 1943, sous la botte nazie, ce ne sont pas les soviets qui sont à l'ordre du jour, mais la reconstruction de syndicats ouvriers indépendants, c'est-à-dire la reconstruction de la CGT illégale. Et c'est à cette tâche que va s'atteler Pierre Lambert, en contradiction avec les affirmations doctrinaires de la direction de la section française.

Il a compris que, dans le processus de lutte de classe, le prolétariat a besoin de ses organisations, et au premier chef de son organisation syndicale.

C'est là un deuxième enseignement pour le jeune militant qu'il est, et qu'il va conserver toute sa vie. Jamais il ne se satisfera d'affirmations abstraites et dogmatiques, insistant en permanence sur le fait que, pour Marx, la théorie est reliée à la pratique.

Tout en donnant toute sa place à Léon Trotsky, il avait une certaine affection intellectuelle pour Lénine.

A partir de ces éléments issus de son expérience personnelle, Pierre Lambert se posera en permanence une question : comment avancer dans la voie de la construction du parti révolutionnaire. Il part d'abord d'un constat : la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier a fait des trotskystes des exilés au sein de leur propre classe. La nouvelle situation qui s'ouvre après la situation révolutionnaire de 1945, qui va être contenue avec la par-

ticipation de la direction Thorez du PCF, va néanmoins déboucher sur des conquêtes révolutionnaires pour le prolétariat français : la Sécurité sociale et les nationalisations comme celles d'EDF-GDF, par exemple. Ce sont ces conquêtes ouvrières qui sont encore aujourd'hui au cœur de la situation politique. Dans cette situation, les trotskystes vont commencer à surmonter cette situation d'"exil" en se liant à des secteurs limités de la classe ouvrière, notamment en jouant un rôle actif lors de la grève des travailleurs de Renault en 1947, dénoncés par Maurice Thorez et la direction du PCF.

Dans cette situation où Pierre Lambert milite activement dans le mouvement ouvrier et syndical, au sein de la fédération métallurgie de la CGT, il va pour la première fois essayer de préciser ce qui alors n'était encore qu'une orientation empirique, une première réflexion sur la construction du parti. C'est ainsi qu'en 1948, lors du congrès de la région parisienne des militants trotskystes préparatoire au congrès national, il propose un amendement à la résolution. Amendement qui dit :

*"Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI."*

---

### LA LUTTE CONTRE LE PABLISME, C'EST LA LUTTE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

---

C'est là une première réflexion formulant les voies et les moyens pratiques d'avancer sur le terrain de la construction d'un parti révolutionnaire.

C'est cette même exigence à traduire le combat de Trotsky pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire qui va l'amener à s'opposer avec détermination à la politique du Secrétariat international

d'entrisme dans les Partis communistes, et notamment dans le PCF en France, c'est-à-dire de liquidation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dans la crise de scission de 1951-1953 par le pablisme et dans la marche à la dislocation de la IV<sup>e</sup> Internationale, Pierre Lambert va agir non seulement pour combattre les positions révisionnistes du pablisme, mais aussi pour chercher à préserver l'existence de la IV<sup>e</sup> Internationale par son intervention politique au sein de la classe ouvrière.

Les événements de Berlin-Est en 1953, la révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956 vont être l'occasion pour la section française s'opposant au pablisme de chercher à se lier à des secteurs du mouvement ouvrier, et aussi avec des intellectuels. Les militants trotskystes vont notamment, dans des secteurs certes limités de la classe ouvrière, mais aussi au sein de la Fédération de l'Education nationale, organiser le combat pour soutenir la révolution hongroise des conseils ouvriers contre la direction du PCF, qui dénonce un coup fasciste.

La section française réalisera des accords contre la guerre d'Algérie qui visaient à desserrer l'étau sur les rangs trotskystes, avec des intellectuels comme Edgar Morin ou Jean Duvignaud, avec lesquels ils rompront du fait de leur adaptation à l'impérialisme, mais également avec Roland Barthes et quelques sartrien, qui ensuite seront amenés à céder devant le stalinisme.

En revanche, le lien fut toujours conservé avec André Breton, le fondateur du Mouvement surréaliste, celui qui, avec Trotsky, publia le *Manifeste de l'art indépendant* et qui, le 20 avril 1956, prenait la parole dans un meeting pour dénoncer la répression contre les trotskystes et la saisie de *La Vérité* :

“La Vérité, nous venons de l'apprendre, est saisie pour la quatrième fois. Je salue ce qui lui vaut cette toute spéciale sollicitude des pouvoirs et, à travers elle, la mémoire exigeante et impérissable de Léon Trotsky.”

Cette recherche, sous toutes les formes, visait précisément à sortir les militants trotskystes de la répétition de formules doctrinaires, de sortir de leur “exil” et de s'engager sur un terrain d'action pratique. En relation avec les développements de la

lutte des classes, la grève générale de 1953, le mouvement gréviste de 1955, où les trotskystes interviennent activement, le début de la reconstruction de l'organisation trotskyste s'opère.

Cette fois-ci, c'est sur le terrain direct de la classe ouvrière qu'à partir d'un appel de militants ouvriers et syndicalistes de la région nantaise va être constitué un Comité de liaison pour l'action et la démocratisation ouvrière (CLADO). Le CLADO regroupe ainsi des militants ouvriers, syndicalistes, dont des trotskystes et des anarcho-syndicalistes. Il est une première matérialisation de cette recherche d'un cadre de confluence et de convergence de militants ouvriers d'origines diverses combattant sur le terrain de l'indépendance politique de la classe ouvrière. C'est en fait une première matérialisation de l'idée contenue dans l'amendement de 1948. Un pas pratique vient d'être franchi. Un deuxième le sera avec la fondation d'*Informations ouvrières* en 1958.

Précisons en effet qu'*Informations ouvrières* est fondé comme une tribune libre de la lutte des classes, à l'initiative des trotskystes, mais conçue comme un regroupement de militants ouvriers d'origines diverses qui entendent agir en commun face au coup d'Etat gaulliste menaçant l'existence des organisations syndicales et des partis de la classe ouvrière. La décision de publier *Informations ouvrières* comme un cadre de construction a été déterminante pour le développement de la section française. Dans *Quelques enseignements de notre histoire*, Pierre Lambert écrit :

“De 1952 à 1958 coexistèrent de fait dans les rangs trotskystes deux lignes politiques : l'une correcte, celle que les trotskystes avaient commencé à élaborer dans les dernières années de la guerre et après la guerre, et qui trouva en particulier son expression vivante dans la défaite du pablisme et dans l'intervention qui eut lieu dans la lutte de classe en France ; l'autre, qui perpétuait les défauts hérités d'un passé petit-bourgeois, incapacité d'élaborer une ferme politique d'organisation, particulièrement dans le domaine des finances, laisser-aller, absence de méthode, abandon partiel au processus spontané. Sur ce dernier point, tout se passait comme si le mouvement

*spontané avait été investi du pouvoir de réaliser mécaniquement sous la pression des conditions objectives, d'exsuder en quelque sorte le parti révolutionnaire."*

A partir de cette rupture avec les méthodes du passé, Pierre Lambert va chercher à développer d'un point de vue stratégique et tactique l'orientation générale contenue dans l'amendement de 1948. Le faire à sa manière, c'est-à-dire non doctrinaire. Mais non doctrinaire ne signifie pas, bien au contraire, ne pas tenir compte de la théorie et des principes. Pierre Lambert avait coutume de dire :

*"Je n'ai rien inventé, tout est dans Marx, Engels, Lénine, Trotsky, ce qu'il faut, c'est aller vérifier ses idées, ses propositions dans les principes, c'est-à-dire dans les écrits des maîtres à penser du marxisme."*

L'idée contenue dans l'amendement de 1948 selon laquelle la IV<sup>e</sup> Internationale ne constituerait pas forcément formellement le cadre du parti révolutionnaire se retrouve confortée par ce que Trotsky, dans une lettre à Marceau Pivert en 1937, propose dans l'objectif également d'élargir les rangs des forces ouvrières indépendantes :

*"A notre dernière conférence internationale, un programme de revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque a été adopté (...). Entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue, qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question."*

Et il proposera à Marceau Pivert, le dirigeant de la Gauche socialiste, la fusion du groupe trotskyste, Parti ouvrier internationaliste, avec le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP). Trotsky ne propose pas à Marceau Pivert d'adhérer à la IV<sup>e</sup> Internationale, il lui propose de discuter d'une orientation générale sur laquelle pourra s'effectuer la collaboration politique au sein de son propre parti avec les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

## LE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION TROTSKYSTE

---

En rapport avec les développements de la lutte de classe de 1953 à 1958, après la

constitution du CLADO et en rapport avec les liens qui se sont noués avec des secteurs limités mais réels de la classe ouvrière, la section française va adopter une résolution en 1962. On peut y lire notamment :

*"Les problèmes posés par la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international. Il nous apparaît toutefois nécessaire dès maintenant de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible, ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale des tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont avant tout leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé."*

Une première proposition sera élaborée au 14<sup>e</sup> Congrès de l'organisation, en 1964. Une résolution présentée par Pierre Lambert formule, pour la première fois de manière conséquente, la ligne de la transition en matière de construction du parti. Nous en publions des extraits.

C'est dans ce même mouvement que la section française va formuler cette même recherche au plan international, traduite par la proposition d'une "conférence mondiale ouverte" conçue comme un cadre de regroupement à l'échelle internationale.

En France, cette orientation se traduit dans la période qui précède mai 1968 par "l'Alliance ouvrière", cherchant à rassembler, avec les militants trotskystes, des militants ouvriers, anarcho-syndicalistes, militants en rupture avec le PCF... Cela donnera naissance au début de la grève générale de 1968 à des comités rassem-



blant ces forces, dénommés comités d'alliance ouvrière (CAO).

Avec l'intervention politique des trotskystes dans la grève générale de 1968 et le combat politique mené en 1969 pour le double non au référendum qu'organisait de Gaulle dans la marche à l'intégration corporatiste des syndicats, la section française, à l'époque OCI, va se renforcer, passant d'un groupe de militants à une organisation existant à l'échelle nationale. Cette situation permet à l'organisation trotskyste de peser plus significativement sur une avant-garde ouvrière qui se dégage de la mobilisation des masses contre le régime. Aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Congrès de l'organisation trotskyste, de nouveau, la discussion va s'approfondir quant à la question de la transition en matière de construction du parti. Le 17<sup>e</sup> Congrès adoptera une résolution écrite par Pierre Lambert sur la ligne stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire, dont nous publions des extraits.

Le point de départ de cette réflexion est marqué par une analyse de Trotsky selon laquelle le parti révolutionnaire "dirigeant" ne se construira pas avant la crise révolutionnaire parce que c'est dans les grands événements de la lutte de classes que les masses peuvent rompre avec les partis traditionnels et se retrouver dans le parti révolutionnaire.

Léon Trotsky écrit :

*« Une direction se constitue à travers les heurts entre les classes différentes où les frictions entre couches d'une même classe. Une fois qu'elle est apparue, la direction s'élève au-dessus de sa classe et, du coup, est exposée à la pression et l'influence des autres classes. Le prolétariat peut "tolérer" pendant longtemps une direction qui a déjà subi une dégénérescence interne totale, mais n'a pas eu encore l'occasion d'exprimer cette dégénérescence dans le cours de graves événements. Il faut un grand choc historique pour qu'apparaisse brutalement la contradiction entre la direction et la classe. Les chocs les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière est souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution. »*

Et Trotsky d'ajouter :

*« Mais même dans le cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne,*

*la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut improviser tout de suite une direction nouvelle. »*

Et Trotsky, dans cet article, "Classe, parti, direction" (tome 20 des *Œuvres*), reprend l'exemple des bolcheviks, des cadres enracinés dans la classe dans le processus révolutionnaire sur une politique de front unique qui vont aider les masses dans leur processus d'émancipation. Et Trotsky conclut :

*« Bien sûr, devant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant, à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés (...). Mais il faut avoir un parti de ce type avant la révolution, car le processus d'éducation des cadres exige beaucoup de temps et que la révolution ne laisse pas ce temps. »*

---

## LA TRANSITION EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION DU PARTI

---

L'axe de la ligne de la Ligue ouvrière révolutionnaire vise à saisir la couche de militants cherchant à se dégager des appareils dans leur développement politique et à les organiser sur un terrain d'indépendance de classe.

Bien évidemment, comme l'indique la résolution du 17<sup>e</sup> Congrès de l'OCI que nous publions, il ne s'agit en aucun cas de renoncer au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais bien au contraire d'affirmer clairement ce que sont les positions de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais sans faire de celles-ci un préalable au rassemblement commun dans un cadre organisé.

On pourrait, près de quarante ans après, dire que ces phénomènes ne se sont pas produits, que des courants entiers du PC et du PS n'ont pas rompu avec les appareils et ne se sont pas organisés sous la forme prévue. Ce serait là une vision formaliste des problèmes. Cela ne s'est pas produit **sous cette forme**. Les développements de la lutte des classes, l'effondrement de l'URSS et la dislocation de l'appareil stalinien à l'échelle internatio-

nale comme en France ont modifié les formes de la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe. De plus, la résolution du 17<sup>e</sup> Congrès que nous publions souligne qu'il s'agit là d'une des possibilités, et qu'aucune autre n'est à exclure. La fin de la résolution précise :

*“Bien d'autres éventualités sont ouvertes (...). La perspective de la LOR nous donne ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches.”*

Mais c'est précisément la ligne définie par les résolutions des 14<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Congrès qui a permis d'avancer tant au plan national qu'au plan international, de franchir une nouvelle étape dans la voie de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la ligne de la transition, et qui a ainsi contribué à la fondation du Parti des travailleurs et permet aujourd'hui de formuler la question du parti ouvrier indépendant.

C'est dans un même mouvement, en effet, et dans une même période, que vont être fondés à la fois l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et le Mouvement pour un parti des travailleurs. En effet, depuis la fin des années 1970 jusqu'au moment de la chute de l'URSS, la IV<sup>e</sup> Internationale avait participé à des initiatives internationales sur des sujets comme la dette imposée par le FMI, rassemblant avec les militants trotskystes des militants ouvriers d'autres origines politiques.

C'est cette continuité qui permit, à la veille de la première guerre du Golfe, la tenue à Barcelone, en janvier 1991, d'une conférence internationale qui proclama l'Entente internationale des travailleurs (EIT), rassemblant des militants de toutes tendances.

C'est quatre ans après l'élection de Mitterrand et en relation avec la politique du gouvernement où siégeaient ministres PS et PCF, tournant le dos au mandat du peuple, notamment à partir de 1982 en instaurant la politique d'austérité, que les militants trotskystes vont œuvrer avec des militants ouvriers et syndicalistes d'origines politiques diverses à constituer le Mouvement pour un parti des travailleurs en 1985.

C'est à partir du développement de ce combat de militants agissant à égalité que sera, en 1991, fondé le Parti des travailleurs. Ce parti sera constitué comme un parti fédératif avec des courants en son sein. Nous publions dans ce chapitre deux contributions du camarade Lambert sur le Parti des travailleurs et les courants. C'est cette même continuité que Pierre Lambert, déjà malade, assurera en participant activement à la discussion sur la perspective de fonder un parti ouvrier indépendant. Il écrit ainsi une contribution avec son vieux camarade, militant syndicaliste, Roger Sandri, qui sera distribuée à la convention nationale des 24 et 25 novembre 2007.

Enfin, sans respecter la chronologie, nous publions comme dernier texte de cette section un document de 1989. Il s'agit d'une préface de Pierre Lambert à l'édition péruvienne du *Programme de transition*, qui exprime bien la préoccupation constante de Pierre Lambert, combattant de la IV<sup>e</sup> Internationale, face au sectarisme et au dogmatisme : *“Partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme.”*

**Lucien Gauthier**

## Textes de Pierre Lambert

# Extraits de la résolution du 14<sup>e</sup> Congrès de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale

Avec les données de notre activité, sur la base de ce qui a été acquis sur l'orientation adoptée par le 13<sup>e</sup> Congrès, il faut dégager, en relation avec la phase de notre développement, une perspective de travail plus concrète. Autrement dit, définir la prochaine étape de notre travail pour la construction du parti révolutionnaire. Comment préparer, affermir le mouvement de regroupement qui s'amorce, et qui voit une couche limitée de l'avant-garde et de la jeunesse chercher à briser la tutelle étouffante des appareils ?

(...) Dans le rapport pour le 13<sup>e</sup> Congrès, nous avons montré que le centrisme est toujours une transition d'une étape à une autre. Contrôlée par une juste orientation de la fraction trotskyste, l'évolution du centrisme peut devenir un facteur positif pour la construction du parti révolutionnaire, mais le centrisme, si nous adoptions des positions erronées, peut devenir également le plus grand obstacle à la construction du parti révolutionnaire.

Il nous faut à tout prix comprendre et assimiler le profond réalisme révolutionnaire qui imprègne le marxisme et son *Programme de transition*. Ce qui rend probable un mouvement vers le centrisme est donné par les relations spécifiques entre notre organisation et la classe. Poser ce problème, c'est déjà le résoudre : nous ne sommes pas, répétons-le, le parti révolutionnaire, car nous ne pouvons encore prétendre à la direction effective de couches conséquentes de la classe, qui, dans l'ensemble, reste sous le contrôle des organisations traditionnelles. Si donc nous ne sommes pas le parti révolutionnaire

que nous devons construire, que sommes-nous ? C'est-à-dire, quelles sont les relations concrètes entre notre organisation et la classe ?

(...) Mais ces travailleurs et jeunes, en nombre limité, qui acceptent de se regrouper sous notre contrôle, ne veulent pas encore, même à l'échelle restreinte de ces regroupements, adhérer à notre organisation, laquelle doit par ailleurs accomplir pour les accueillir de nouveaux progrès dans sa transformation de groupe en organisation communiste. Il reste, bien entendu, que ces progrès nous devons les accomplir, et, par là même, prévoir un plan politique adéquat pour convaincre ces travailleurs et jeunes d'avant-garde à adhérer à notre fraction. Cependant, ces regroupements témoignent tout à la fois de la puissante force du programme et de la faiblesse de notre organisation. Ils expriment plus généralement le fait que, même pour des couches limitées, les 200 militants d'avant-garde, le pas est trop large entre le niveau de conscience qu'ils ont atteint et la conscience que nous devons leur donner d'adhérer à l'organisation trotskyste. Ils acceptent de lutter sous des formes d'organisation appropriées sous notre direction, mais hésitent à adhérer à notre fraction. A la dimension de l'échelle historique, il y a là toute la question qui se pose entre notre organisation et l'avant-garde prolétarienne acceptant le contrôle des organisations traditionnelles tout en étant extrêmement sensible à notre programme et à nos mots d'ordre, et qui se pose également avec les larges sections de jeunes aujourd'hui inorganisés et qui,

demain, prendront, dans une situation révolutionnaire, la tête des grandes actions de classe, tout en affluant, dans une première étape, dans les organisations traditionnelles.

(...) Ainsi, il apparaît que, de l'activité pratique décidée par le 13<sup>e</sup> Congrès, découle naturellement la nécessité d'ouvrir la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire comme étape concrète de la construction du parti révolutionnaire.

Nous disons étape, ce qui signifie clairement, compte tenu des données objectives et subjectives analysées dans ce rapport, que la Ligue n'est pas le parti révolutionnaire. Mais quels seraient les rapports entre la Ligue et notre fraction ? Le programme du parti révolutionnaire ne saurait être que le *Programme de transition*. Notre programme, comme fraction, ne peut être que celui de la IV<sup>e</sup> Internationale. Le regroupement que tendrait à organiser la Ligue ne pourra se rassembler sur le *Programme de transition*. C'est notre tâche, sur la base de l'expérience et de l'action commune, que de démontrer à l'avant-garde que seule le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale répond aux nécessités de l'action révolutionnaire. Mais si la Ligue ne peut faire sien le *Programme de transition*, nous, en tant que fraction, nous ne pouvons évidemment l'abandonner ou même le limiter aux parties acceptables pour les uns ou les autres. Notre programme est un tout, où chacune des parties ne prend sa véritable signification révolutionnaire que par rapport à ce tout. Notre programme est le seul qui réponde aux grands problèmes historiques de notre époque. Nous ne cachons pas, et nous ne cacherons jamais notre volonté de

convaincre dans l'action et par l'expérience l'avant-garde de rallier la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est donc qu'il ne saurait être question pour notre fraction de nous dissoudre dans la Ligue ni de dissoudre ou d'émasculer le programme dans un programme minimum de la Ligue ouvrière révolutionnaire, qui, en conséquence, ne saurait avoir de programme. Bien au contraire, la perspective de la Ligue est ouverte parce que nous entendons faire progresser les courants et regroupements centristes vers le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La perspective de la construction de la Ligue ouvrière révolutionnaire, il faut le comprendre, était inscrite dans notre travail *Informations ouvrières*. Lorsque nous avons adopté le mot d'ordre "*Informations ouvrières, tribune libre de la lutte des classes*", nous formulions expressément une orientation vers la construction d'une organisation du type Ligue. En effet, "*Informations ouvrières, tribune libre de la lutte des classes*", ne pouvait signifier en quoi que ce soit que les trotskystes ne s'exprimeraient pas en tant que tels dans *Informations ouvrières*. Mais leur expression se manifeste en fonction de la nécessité de la constitution d'une force d'intervention dans la lutte de classes. Ce qui, dans les conditions actuelles d'une situation que nous avons analysée et dans le rapport du 13<sup>e</sup> Congrès et dans ce projet de rapport pour le 14<sup>e</sup> Congrès, implique qu'une avant-garde conséquente peut et doit être regroupée, mais qu'en même temps, pour la faire passer sur les positions du programme, il est indispensable de proposer une forme d'organisation adaptée.

## Documents politiques adoptés par le 17<sup>e</sup> Congrès de l'OCI

La classe ouvrière et les militants ne changent pas de direction comme on change de paire de chaussures usagées. C'est seulement *graduellement*, sur la base de leur propre expérience, au travers des multiples étapes de la lutte de classes,

que les travailleurs et militants peuvent se convaincre de la nécessité d'une nouvelle direction, plus ferme, plus efficace, plus loyale que les vieilles directions. Il est certain que, durant la période ouvertement révolutionnaire, une organisation faible

peut, dans des délais plus rapides, se renforcer en un puissant parti. Mais pour qu'un tel processus puisse se développer, il est indispensable que cette organisation encore faible occupe certaines positions dans la lutte de classes, aie noué des liens solides avec de plus larges secteurs de travailleurs et de jeunes, possède des cadres fermes, avec une compréhension lucide du cours de la période, qui ne se laissent pas intoxiquer par les phrases ni intimider par les persécutions et aient pleinement assimilé le centralisme démocratique.

Mais une telle organisation (faible du point de vue du nombre quand s'amorce le cours direct du processus révolutionnaire) doit être construite préalablement à la révolution, comme résultat d'un travail d'éducation des cadres intervenant dans la lutte de classe, travail qui requiert un temps suffisant. Les rythmes relativement lents du développement de la situation (mais qui peuvent s'accélérer, ainsi que nous l'avons montré par ailleurs) nous donnent ce temps précieux pour l'accomplissement des tâches qui doivent nous permettre de constituer dans ce pays l'OCI comme organisation fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique (ces principes, appliqués aux réalités de notre pays, nous les avons analysés dans les textes préparatoires au XVII<sup>e</sup> Congrès). C'est ainsi que tous les matériaux par nous accumulés — que nous continuons d'accumuler (que nous pouvons centraliser dans les délais très courts) — ouvrent l'objectif réaliste de passer du "groupe à l'organisation". Nous reconnaissons néanmoins que le prolétariat continue à faire encore confiance (confiance dont nous avons analysé le contenu) à ses vieilles directions (...).

Mais nous ne pouvons prétendre constituer, au moment des affrontements révolutionnaires, cette force (parti) capable de donner une direction uniforme aux pensées et aux actions de la classe. Il faudra, répétons-le, encore des délais pour que l'avant-garde puisse — à condition de mener une politique correcte et de posséder une ferme volonté d'organisation — avoir le temps d'amener à elle, politiquement, les militants encadrant les lourds bataillons de la classe, engagés dans la crise révolutionnaire. Nous ne partageons pas les illusions des travailleurs à l'égard

des vieilles directions. C'est pourquoi nous ne pouvons surmonter que graduellement la contradiction entre les illusions et les nécessités révolutionnaires, par une tactique correcte basée sur l'expérience et les déceptions qui dessilleront les yeux des masses et des militants sur le caractère bourgeois de la politique des appareils (...).

C'est à partir de ces considérants que la place de la stratégie de construction du parti révolutionnaire sur la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire peut être formulée dans les points suivants :

1. L'expérience des luttes révolutionnaires démontre que le prolétariat n'aborde jamais la période directe de la révolution avec un parti révolutionnaire reconnu comme direction. Nous avons tout au long de ce rapport largement analysé le contenu de la conclusion qu'il nous faut tirer de l'expérience historique : dans toutes les révolutions, les premiers affrontements révolutionnaires renforcent les vieilles directions.

2. Il faut au prolétariat, pour vaincre, un parti révolutionnaire dirigeant, uni sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

3. L'OCI, bâtie sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, n'est pas le parti dirigeant, pour lequel elle combat.

4. Si les rythmes ouverts par la situation donnent à l'OCI toute la possibilité de passer, dans des délais très brefs, du groupe à l'organisation, nous reconnaissons que l'expérience des luttes révolutionnaires que les masses doivent faire par leur propre mouvement, ainsi que les rapports de force, à l'intérieur de la classe et de la jeunesse, entre les appareils et l'OCI, ne permettent pas à l'OCI de prétendre être reconnue comme direction au début de la période des affrontements révolutionnaires. Il faudra le temps. Les plus grandes secousses révolutionnaires, ébranlant la domination des appareils sur le mouvement ouvrier, ouvrent directement une période où — si nous avons construit préalablement l'organisation communiste centralisée, qui ne sera pas le parti dirigeant — les possibilités de construire effectivement le parti révolutionnaire dirigeant seront ouvertes.

5. La période de l'imminence de la révolution, la crise internationale de la



bureaucratie stalinienne, notre propre intervention ont, d'ores et déjà, créé un courant potentiel parmi une couche de militants, contrôlée par les appareils, parmi les jeunes et travailleurs inorganisés, qui tend à remettre en cause la politique bourgeoise des vieilles directions, à un niveau qui n'est plus celui de la spontanéité des mouvements de masses.

6. Ce courant potentiel tendra à s'organiser comme un courant centriste.

7. La puissance de contrôle des appareils sur la classe, les illusions de ce courant potentiel sur l'efficacité d'une politique de pression sur les vieilles directions, le centrisme réactionnaire organisé par la Ligue, les CIC et leurs alliés du gauchisme décomposé contiennent encore le passage direct à l'organisation centriste.

8. S'il est indispensable de mesurer la force potentielle de ce courant, qui ne peut que se renforcer dans le cours des événements, il n'est pas donné que nous ne puissions pas en canaliser une large fraction, portant ainsi les coups les plus durs au centrisme réactionnaire.

9. C'est ici que s'insère la perspective stratégique de la Ligue.

Un cadre de militants, contrôlés par les vieilles directions, s'efforce de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants :

*“Pour nous, il n'est qu'un parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le parti révolutionnaire de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui est l'objectif du combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle tactique de lutte, telle explication — vous l'admettez vous-mêmes — peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI, mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs ; c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la tac-*

*tique sur lesquels nous sommes d'accord. Organisons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière trancheront.”*

10. Tel est le contenu de la Ligue ouvrière révolutionnaire, qui trouve son expression dans les comités d'alliance ouvrière, les CPUO et toute autre forme d'organisation souple, qui constitueront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du parti révolutionnaire et l'étape où le parti révolutionnaire dirigeant sera construit.

11. Les résultats (très limités) de notre action pour l'Alliance ouvrière et les CPUO témoignent que cette ligne répond à la situation et à ses développements. Bien plus : dès que nous accrochons un fil, nous mesurons combien, au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de “faire pression” pour redresser le parti.

12. Nous luttons pour la construction de l'OCI, combattant pour la construction du parti de la IV<sup>e</sup> Internationale en France. Nous reconnaissons que la lutte pour la construction du parti révolutionnaire relève de la transition. La perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire. La lutte pour la construction des CAO et des CPUO a donc comme contenu le combat pour convaincre, par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI.

13. C'est ainsi que la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire ne saurait nous conduire à cristalliser nous-mêmes ni les CAO ni les CPUO comme organisations centristes. La stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire s'établit sur la perspective de formes d'organisations souples, tout en laissant ouvertes toutes les possibilités — selon des tactiques appropriées — lors de ruptures larges dans le PCF ou le PS, qui verraient la formation d'un puissant parti centriste.

Les CAO, les CPUO ou toutes autres formes d'organisation adéquates à la situation constituent une passerelle vers la construction de l'OCI, laissant largement

ouvertes les voies les plus diverses que peut prendre la construction du parti révolutionnaire en France. En un mot, une juste politique doit amener, dans le moment présent, CAO et CPUO à se renouveler sans cesse pour le recrutement à l'OCI et la conquête de nouveaux militants, en ne nous fermant aucun des chemins qui mèneront à la constitution du parti dirigeant de la révolution. Sous cet angle, nous pouvons écrire que la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire est une perspective "algébrique" assurant au combat de l'OCI toute la flexibilité nécessaire pour répondre à la richesse de la vie.

14. La perspective de la LOR, qui réintègre la transition dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, laisse donc ouvertes toutes les possibilités selon les circonstances. Le préalable reste la construction d'une OCI ayant passé du groupe à l'organisation communiste se dotant ainsi des moyens de résister, comme organisation indépendante, à la formidable pression des appareils dirigeant les organisations traditionnelles, combinée à celle des organisations centristes.

Alors, deux éventualités parmi d'autres peuvent se présenter :

1. Fusion avec les militants en rupture avec le PCF, se plaçant sur le terrain de l'opposition à l'appareil, et avec tous autres groupements, sur la base d'un programme déterminé. Les militants de l'OCI continuant, en toutes circonstances, à combattre pour le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

2. Passage direct à l'OCI de ces militants et, avec eux, jeunes, etc.

Bien d'autres éventualités sont ouvertes. Pour le moment, il nous faut construire l'OCI, recruter, renforcer l'organisation des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, en réintégrant le combat pour la construction du parti révolutionnaire dans la transition ; la perspective de la LOR nous donnant ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches, pour l'immédiat et dans la situation révolutionnaire.

**Juin 1971**

**Brochure *Documents de l'OCI*, n° 8,  
documents politiques adoptés par  
les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Congrès de l'OCI**

## Front unique et construction du parti révolutionnaire

Le problème du front unique est toujours un problème qui se résout sur le terrain de l'action pratique. L'unité est, dans les conditions politiques actuelles, le puissant levier de combat contre le patronat, la bourgeoisie, le gouvernement, alors que la division apparaît comme le soutien au gouvernement et au régime. En plaçant au centre de leur intervention politique dans la lutte des classes le combat pour le front unique, les révolutionnaires se disposent pour les objectifs révolutionnaires qui sont les leurs, sur le terrain de l'action politique. Dans deux passages de la brochure *Et maintenant ?*, Léon Trotsky situe en ces termes les relations entre le combat pour le front unique et le combat pour le parti :

*"Les paroles du Manifeste du Parti communiste, disant que les communistes ne sont pas opposés au prolétariat, qu'ils n'ont d'autres buts et d'autres tâches que ceux du prolétariat, expriment cette pensée que la lutte du parti pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat (...). La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec la compréhension toute prête de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste, dans l'expérience de la lutte, à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction."*

Une pensée formaliste pourrait en déduire qu'il y a contradiction entre ce qu'écrivent Marx et Engels et ce qu'écrit

Léon Trotsky. Dans le passage précédemment cité du *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels font découler de l'organisation en classe du prolétariat, dans sa lutte de classe, qui est lutte politique, le parti politique. Léon Trotsky dans la première citation se situe complètement sur cette position, indiquant après Marx et Engels que les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de ceux du prolétariat. Il ajoute :

*“La lutte du parti (révolutionnaire) pour la majorité de la classe ne doit en aucun cas entrer en contradiction avec le besoin pour les ouvriers de l'unité de leurs rangs de combat.”*

Léon Trotsky ne fait que traduire une situation de fait. Les appareils social-démocrates et staliniens, en passant du côté de l'ordre bourgeois, ont entraîné la scission dans les rangs du prolétariat. Mais le parti révolutionnaire ne saurait que combattre pour l'unité du prolétariat. Car c'est seulement par l'union que les prolétaires se constituent en classe. Il ne saurait donc y avoir contradiction entre le combat pour l'unité de classe contre la bourgeoisie et l'Etat et le combat du parti révolutionnaire pour la victoire de la révolution prolétarienne. Mais le prolétariat, s'il est la classe la plus homogène de la société (donc susceptible d'être la classe la plus consciente de ses intérêts de classe), de par la place qu'il occupe dans les relations sociales de production, est néanmoins classe divisée par l'exploitation capitaliste. Il ne peut conquérir la conscience de classe de ses intérêts, qui se confondent avec les intérêts historiques de l'humanité, que par et dans la lutte de classe révolutionnaire ; mais la conquête de cette conscience de classe dans la lutte de classe se heurte à tous les obstacles,

objectifs et subjectifs, dressés par la société bourgeoise, qui ne peut survivre et subsister qu'en dévoyant (divisant) le prolétariat de la conscience de ses intérêts historiques de classe. Un des obstacles bourgeois majeurs étant la division du front de classe opérée par les appareils bourgeois contrôlant le mouvement ouvrier. C'est ainsi que le combat du parti ne saurait en aucun cas et en aucune circonstance se “substituer” au combat du prolétariat, qui doit apprendre, avec l'aide du parti, à dégager les voies de l'émancipation des travailleurs, qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. C'est ainsi que, dans les conditions de la division, le combat politique pour le front unique devient le combat pour la construction d'une “OCI de 10 000 militants”. L'OCI combat dans les masses ouvrières et la jeunesse pour l'unité, contre la division ; par là même, l'OCI fait connaître les profondes raisons de la politique de division, dont les racines plongent dans la politique contre-révolutionnaire des appareils.

Lutter pour aider les masses laborieuses et la jeunesse à en finir avec le gouvernement Giscard-Barre équivaut à combattre pour l'indépendance de classe contre la politique de soutien au régime. Ce combat nécessite donc, pour garantir le succès à la bataille d'unité, de lutter pour organiser dans l'OCI les travailleurs et jeunes qui, sur la base de leur propre expérience et par l'intervention militante de l'OCI, sont amenés de plus en plus nombreux à se convaincre de la nécessité de prendre eux-mêmes en main le combat pour la réalisation de l'unité.

**Le 2 mai 1980**

***La Vérité*, n° 592, juin 1980**

# Extraits d'un exposé présenté à la réunion de formation de jeunes militants en Espagne

La IV<sup>e</sup> Internationale a été proclamée en 1938. Elle rassemble toute l'expérience de ses devancières, expérience résumée par une seule exigence : en tous lieux et en toutes circonstances, indépendance dans la lutte des classes, indépendance de classe des organisations.

La IV<sup>e</sup> Internationale présente son programme, un programme vérifié dans ses principes par tous les événements historiques. Ce programme, la IV<sup>e</sup> Internationale ne le dresse pas face aux autres tendances et organisations indépendantes... La signification que la IV<sup>e</sup> Internationale se donne à elle-même, c'est d'estimer que les principes marxistes restent vrais. C'est notre position, qui est d'intégrer l'expérience positive du combat organisé par la Première, la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales.

Nous en déduisons ce qui suit : dans cette effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, des tendances, des groupes, des militants cherchent la voie de l'indépendance. Ils ne sont pas trotskystes, ils n'adhèrent pas au programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, mais, répétons-le, ils recherchent la voie de l'indépendance. Nous leur disons : la condition pour aider la lutte des classes, c'est l'indépendance. Nous sommes prêts à nous organiser en commun dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dans le respect réciproque des opinions et des programmes. Précisons, pour résumer, les résultats à l'échelle de l'histoire du mouvement ouvrier.

La Première Internationale apprend au prolétariat la nécessité de constituer des organisations indépendantes. La II<sup>e</sup> Internationale rassemble les organisations

de classe indépendantes, qui aident la lutte de classe du prolétariat, dans la phase du capitalisme ascendant, à conquérir réformes et acquis sociaux. La III<sup>e</sup> Internationale, alors que le capitalisme est à son apogée, devenu l'impérialisme stade suprême, ouvrant l'ère du pourrissement du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production, a dégagé la nécessité de la République des conseils ouvriers comme transition vers la société sans classes et sans Etat. Le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky aide et organise la victoire de la révolution d'Octobre, constituant la République des conseils, les soviets, les conseils ouvriers de délégués élus et révocables, la révolution russe constituant la forme développée de la Commune de Paris.

Les Partis communistes, avec la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale, centralisent les enseignements du combat ouvrier en élaborant la méthode du front unique : depuis la constitution de la Première Internationale, nécessité pour la lutte émancipatrice de construire des organisations ouvrières indépendantes, les partis de la II<sup>e</sup> Internationale rassemblant des organisations ouvrières indépendantes dans le combat pour les réformes et conquêtes sociales. La III<sup>e</sup> Internationale a dégénéré et succombé sous les coups du stalinisme.

La IV<sup>e</sup> Internationale, qui est proclamée en 1938, dans une période de crise, tire les enseignements des défaites et échecs de la révolution prolétarienne, dont la responsabilité incombe aux appareils dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale, utilisant la force organisée du prolétariat pour soumettre la lutte de classe aux bourgeoisies exploiteuses. Et la IV<sup>e</sup> Internationale tire

les enseignements de la dégénérescence de l'URSS et, concomitamment, de celle des PC, qui, dominés par les appareils soumis au stalinisme, "*passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois*" (1933), organisent les plus grandes défaites du prolétariat mondial. Les appareils des PC construits pour aider le prolétariat dans sa lutte de classe révolutionnaire deviennent les instruments de la caste bureaucratique parasitaire, s'associant jusqu'au bout au Kremlin pour conduire l'URSS à la restauration capitaliste.

La IV<sup>e</sup> Internationale intègre à son combat d'organisation pour aider la lutte de classe émancipatrice les leçons de celles qui l'ont précédée. La IV<sup>e</sup> Internationale intègre dans son combat :

— l'absolue nécessité de combattre en toute circonstance contre l'aliénation de l'indépendance de classe des organisations ;

— l'absolue nécessité d'aider à la défense des réformes, conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe.

Plus que jamais, nécessité de préserver l'indépendance des organisations en refusant leur intégration dans les instances internationales de la spéculation : FMI, Banque mondiale, OMC, CES (1), ALENA, etc., dont la seule et unique fonction est la liquidation des réformes, acquis et conquêtes arrachés par la lutte de classe indépendante.

Nous disons à tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, s'opposent aux privatisations, à la déréglementation, au chômage, à la destruction des nations, qui veulent défendre les réformes et non pas les liquider, à ceux qui veulent défendre la protection sociale et non pas la détruire, à tous ceux qui veulent défendre tous les acquis : nous nous proposons, dans le respect mutuel de nos positions respectives, d'œuvrer pour ensemble rechercher les issues pour sauver l'humanité de la déchéance.

Pour cela, débattons dans le cadre de la démocratie ouvrière, dont le centralisme démocratique est une des expressions. Nous disons : pour nous, comme pour Lénine et Trotsky, le centralisme démocratique, c'est la liberté de pensée, qui ne reconnaît aucune hiérarchie dans la libre discussion, avec son corollaire, l'unité dans l'action.

Dans l'actuelle effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, aucune autre condition que l'affirmation de l'indépendance des organisations pour se rassembler dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Avec Trotsky, a été fondée la IV<sup>e</sup> Internationale, dans un moment historique où se joue toute l'histoire de l'humanité, "socialisme ou barbarie", la barbarie qui monte dans le monde entier avec un milliard d'êtres humains qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire dans le dénuement le plus total. Il y a des guerres prétendument ethniques dans 70 pays, qui sont organisées, par exemple au Kosovo, dans une situation où des centaines de millions d'hommes sont voués au travail précaire, sans droits, sans garanties, alors que nous vivons dans un monde où les forces productives pourraient satisfaire les besoins de tous les êtres humains. Au lieu de cela, on détruit les industries, les mines.

La IV<sup>e</sup> Internationale, aujourd'hui, doit rassembler toute l'expérience de ses devancières. Elle est la IV<sup>e</sup> Internationale, elle a son programme, mais ce programme-là, qui est considéré comme juste, qui a été vérifié par l'histoire dans ses principes, ce programme-là, nous ne le dressons pas face aux autres tendances.

Qu'est-ce que signifie, aujourd'hui, intégrer toute l'expérience de l'Internationale depuis la Première ? Cela signifie quelque chose de précis : construire l'Entente internationale. Dans cette crise effroyable du mouvement ouvrier mondial, des tendances, des groupes, des militants se détachent. Ils ne sont pas trotskystes, mais ils cherchent la voie de l'indépendance, et nous disons : l'indépendance de classe est la condition, et s'il y a indépendance de classe, nous sommes prêts à nous organiser en commun. C'est l'Entente internationale.

Dans la période où s'est constituée la II<sup>e</sup> Internationale, c'était des réformes, des conquêtes sociales. Nous disons à tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, sont réformistes, qui veulent défendre les

(1) La CES n'est pas une confédération syndicale internationale, mais la courroie de transmission des plans de l'Union européenne, organe d'accompagnement et d'intégration des organisations syndicales.



réformes et non pas les liquider, à ceux qui veulent défendre la protection sociale et non pas la détruire, ceux qui veulent défendre le régime des retraites et non pas affamer les vieux travailleurs, à tous ceux qui veulent défendre tous les acquis : nous sommes prêts à combattre ensemble dans l'Entente internationale, nous ne vous demandons pas de rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale comme condition pour combattre ensemble.

A ceux qui, comme nous, ont pensé que la révolution russe, c'était l'aube de la

révolution universelle, la République des conseils ouvriers, à tous ceux qui veulent combattre pour la République des conseils, à tous ceux qui veulent défendre les réformes qui ont été arrachées dans la lutte des classes, à ceux qui disent qu'aujourd'hui, il faut unir tout le monde, nous disons : unissons-nous ; pour notre part, nous voulons bien discuter librement de ce qu'est notre programme, celui de la IV<sup>e</sup> Internationale.

15 juillet 1998

*La Vérité*, n° 23, septembre 1998

## Intervention de Pierre Lambert au congrès de fondation du Parti des travailleurs (1991) au nom du courant trotskyste

Nous avons tous estimé, quelles que soient nos origines, devoir constituer ce Parti des travailleurs indépendant, parce qu'ensemble, à travers nos propres expériences de militants, nous avons dégagé d'un examen objectif des événements mondiaux et en France que la source exclusive de la misère, des attaques contre tous les acquis et garanties arrachés par la lutte de classe réside dans l'appropriation privée des grands moyens de production. La classe exploitée, qui produit sans posséder, est menacée dans son existence même par la classe qui possède sans produire. Les capitalistes propriétaires des grands moyens de production s'enrichissent de plus en plus et plongent toutes les couches de la population laborieuse des villes et des campagnes dans une situation de paupérisation de plus en plus aggravée.

Considérant que la base principale sur laquelle s'est édifié le mouvement ouvrier est l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, pierre de touche du combat pour l'indépendance des organisations, cela nous a conduits à proclamer le Parti des travailleurs.

### Continuité

Sur cette question comme sur toutes les autres, la continuité est imprescriptible. La continuité de notre combat date du moment où, ayant répondu à l'appel de Léon Trotsky, nous avons engagé le combat sous différentes formes d'organisation : ouvertement à l'intérieur de partis, dans des comités ou sous la forme organisée d'un parti, tel le PCI.

Sous diverses formes d'organisation, ouvertement, nous restons profondément convaincus que les principes du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale — programme que nous avons librement choisi et que nous ne dressons pas comme un ultimatum à prendre ou à laisser par les différents courants indépendants du mouvement ouvrier — répondent aux exigences de la lutte de classes libératrice.

### Démocratie ouvrière

La force contraignante des appareils au service de la bourgeoisie — et pas seulement la force de l'appareil stalinien — a cherché à rompre le fil de la continuité

édifié à partir de la IV<sup>e</sup> Internationale. Tous les courants indépendants du mouvement ouvrier — et pas seulement le courant se réclamant du trotskysme —, la classe internationale et les peuples ont payé très cher la survie du système de la propriété privée des grands moyens de production. Tous les courants indépendants, et pas seulement les trotskystes, ont été contraints par les appareils au service de l'ordre bourgeois, à des degrés divers, à être isolés. Isolement qui a amené à des comportements sectaires, contraires à l'exercice réel des règles de la démocratie ouvrière.

Nous n'avons rien à cacher. C'est ainsi que, tout récemment, à Dakar, j'ai participé avec des militants et responsables de toutes tendances à une conférence de syndicats indépendants. A la suite de cette conférence, les militants présents des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale se sont

réunis. Ils ont invité les camarades qui ne sont pas adhérents à la IV<sup>e</sup> Internationale, ayant d'autres points de vue que les leurs, à participer à leur réunion. Nous n'avions rien à cacher.

Je voudrais ajouter ceci : dans la liberté de pensée et de discussion garantie pour tous par les statuts, nous constituons un Parti des travailleurs indépendant. Pour ma part, ce serait contraire à la vérité que de ne pas vous dire que je reste convaincu, comme je l'ai été à l'âge de quinze ans, que le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est vrai.

Discutons, agissons, construisons, aidons les exploités et les opprimés à réaliser les fières devises du mouvement ouvrier : *“L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Proletaires de tous les pays, unissez-vous !”*

## Contribution de Pierre Lambert au nom du Courant communiste internationaliste au XV<sup>e</sup> Congrès du Parti des travailleurs (janvier 2007, extraits)

Nous construisons un parti ouvrier indépendant. Dans ce parti ouvrier indépendant, il y a les courants du mouvement ouvrier. Il y a les militants de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. IV<sup>e</sup> Internationale qui, vous le savez, s'est maintenue en dépit des avanies qu'elle a traversées depuis des dizaines d'années. Rappelons-le, nous étions un groupe, attaqué de toute part pour notre fidélité au programme. Mais un groupe n'est pas un parti. Il nous a fallu tirer les leçons d'un combat difficile. Il est évident qu'à partir du moment où nous avons tiré les leçons de notre expérience, nous avons compris

que, pour aider notre classe, il fallait passer du groupe à l'organisation.

Nous avons défini les étapes.

Tirant une première leçon, nous avons dit (en 1947) : si le programme révolutionnaire est indispensable à la victoire du prolétariat, il n'est pas inscrit que le parti dont la classe a besoin se constitue à partir des cadres de l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale que nous constituons.

C'est de là que nous avons déduit, au cours des années, la nécessité de constituer le Parti des travailleurs, dans lequel nous nous sommes constitués comme cou-

rant. Un parti indépendant fondé sur la lutte de classe, avec tous les courants du mouvement ouvrier. Nous n'irons pas plus loin dans cette analyse, dont l'élaboration a duré des dizaines d'années. Disons simplement qu'en tirant ces leçons, nous avons modifié les rapports,

les rapports du groupe avec la classe sont devenus des rapports de parti. Nous sommes, répétons-le, passés à l'organisation, avec les 6 000 adhérents du PT, de toutes tendances, mais qui, tous, se placent sur le terrain de la lutte de classe.

## Préface de Pierre Lambert à l'édition péruvienne du *Programme de transition* (extraits)

Dans les processus révolutionnaires en cours, qui couvrent toute une étape historique, il est inévitable que s'entremêlent les expressions sociales, institutionnelles, politiques, des classes engagées dans la lutte : Eglises de toutes confessions, bureaucratie soviétique avec ses contradictions et ses agences nationales, appareils sociaux-démocrates, nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, tendances diverses et groupes, indépendants ou liés à divers degrés aux appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier et des organisations nationalistes.

Il est inévitable que tous ces facteurs fassent pression sur la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections. Notre tâche est d'apprendre à dégager, à partir des intérêts des masses, donc à l'aide des principes du programme, ce qui dans cet enchevêtrement constitue une première et confuse expression de la marche vers la révolution et ce qui est l'expression des intérêts étrangers aux intérêts des masses laborieuses.

A l'heure actuelle, nous vivons un moment historique dans lequel les éléments se dégagent pour une nouvelle sélection de l'avant-garde. Léon Trotsky écrivait en 1935 :

*“Les marxistes français, comme ceux de tous les pays, doivent dans un certain sens recommencer à nouveau, mais à un degré historique plus élevé que leurs prédécesseurs.”*

Peut-on douter que, dans la complexité des processus révolutionnaires, il y aura une très grande diversité d'opinions politiques, des confusions multiples, y compris dans nos rangs ? Dans l'étape présente de la crise révolutionnaire mondiale, à divers niveaux, en Birmanie, Afrique du Sud, Algérie, Palestine, Amérique latine, URSS, Pologne, pays de l'Est, Europe, etc., où sont engagés des centaines de millions d'hommes, il est absolument inévitable que s'entremêlent des tendances que le mouvement ouvrier avait dépassées au cours du combat engagé depuis le *Manifeste du Parti communiste*, avec les tendances à la recomposition politique du prolétariat “sur un nouvel axe”.

Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le combat pour des organisations ouvrières indépendantes, partis et syndicats, a été la constante afin d'aider à la “constitution des prolétaires en classe, (au) renversement de la domination bourgeoise, (à la) conquête du pouvoir politique par le prolétariat” (*Manifeste du Parti communiste*). Le programme marxiste de transition, bâti sur toute l'expérience historique, a inclus les principes du *Manifeste* de Marx et Engels comme base du bolchevisme qui établit la nécessité du parti pour aider le mouvement révolutionnaire des masses.

Le programme exclut le dogmatisme :

*“La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les pro-*

*grammes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience, qui est pour la pensée humaine l'instance suprême*" (Léon Trotsky).

Nous estimons, nous, partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, que le *Programme de transition* adopté en 1938 a été vérifié par les événements jusqu'à ce jour. Mais nous ne présentons pas le programme comme un ultimatum. Nous disons qu'il faut mener à bien ce travail indispensable de construction de partis ouvriers indépendants. Nous proposons le programme sur lequel nous sommes organisés comme sections de la IV<sup>e</sup> Internationale comme base de discussion. Car c'est seulement par la discussion politique libre et la confrontation la plus large, en un mot par l'application des règles de la démocratie ouvrière et leur respect, que seront surmontées les difficultés et les embûches introduites dans la lutte de classes par les partis de collaboration de classes.

Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme.

Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons.

Et il n'y a rien de contradictoire à constater la complexité des processus révolutionnaires et d'en conclure que, pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et pour comprendre ce qui est, partir du programme. La victoire de la

révolution mondiale a tardé, les retards entraînent souffrances et échecs ; mais les échecs sur la route de la révolution, organisés de concert par les trahisons social-démocrate et stalinienne, font ressortir tout particulièrement la puissance du mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des ouvriers, de la jeunesse, aux idées politiques, aux principes dégagés dans le *Programme de transition*. Personne ne saurait prévoir les étapes inévitables, les combinaisons imprévues, par lesquelles se poursuivra la marche vers la révolution, mais le marxisme reste la seule méthode scientifique, parce que, en unifiant la théorie et la pratique, il fournit le seul moyen politique — donc d'organisation — pour hisser le combat de l'avant-garde à la hauteur des nécessités de l'histoire.

Pour conclure, au risque de nous répéter, nous disons : c'est sur le plan de la pratique organisée que les événements devront vérifier, ce n'est pas par des mots, mais par la vie, que les discussions et divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produites de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie.

Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV<sup>e</sup> Internationale. Et c'est bien cela qu'on ne nous pardonne pas.

**P. Lambert, avril 1989**

**Publié dans le numéro spécial n° 604  
de *La Vérité*,**

***"Le Programme de transition"*,  
juin 1989**

# **La révolution algérienne**





La section de Tlemcen du Parti du peuple algérien (PPA), en août 1937, fondé par Messali Hadj.

# Présentation

Les rapports qu'ont établis Pierre Lambert et la IV<sup>e</sup> Internationale avec le mouvement national algérien plongent leurs racines dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire et internationaliste.

1914 : la guerre met l'Europe à feu et à sang. Les "grandes puissances" mobilisent en masse ouvriers et paysans. Le gouvernement français, pour remplacer les centaines de milliers de morts ou de blessés du front, puise très vite dans ses "réserves coloniales". 600 000 colonisés sont ainsi mobilisés et envoyés au front, dont 173 019 Algériens ; 25 000 d'entre eux seront tués. En 1917, le refus de la conscription massive des Algériens, qui vide le pays de ses hommes jeunes, débouche sur une véritable révolte des "fellahs" en Kabylie, qui est réprimée dans le sang. En pleine guerre mondiale, le gouvernement français envoie 14 000 soldats pour écraser la révolte. Contre la poursuite de la guerre, mais aussi pour le pain, la liberté, la terre, les ouvriers et les paysans de Russie se dressent, constituent leurs soviets et abattent l'empire tsariste. Les bolcheviks, qui ont lutté pour aider à la victoire des travailleurs en Russie, réunissent en 1919 des militants du monde entier pour constituer l'Internationale communiste, afin de combattre pour l'émancipation des travailleurs et des peuples. En 1920, à Bakou, se tient à leur initiative le "congrès des peuples d'Orient", rassemblant des délégués d'origines politiques différentes, pour contribuer à la lutte de libération nationale des peuples colonisés. L'Internationale communiste est en effet très attentive à ce que les PC des empires coloniaux aient une attitude intransigeante de soutien aux peuples coloniaux. Dans son rapport au IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (1<sup>er</sup> décembre 1922), Trotsky aborde la question du parti français, le PCF, et de son attitude sur les colonies. Il condamne en ces termes la section du PC de Sidi Bel-Abbès :

*"La section de Sidi Bel-Abbès ne peut admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse, des indigènes dans les colonies parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la féodalité, et les communautés françaises d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité."*

Et Trotsky de conclure :

*"Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes, des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves."*

Le 20 mars 1922, l'exécutif de l'Internationale communiste lance un appel "pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie". C'est dans ce contexte, entre 1924 et 1926, que des Algériens, en France, vont fonder la première organisation nationaliste conséquente : l'Etoile nord-africaine (ENA).

Messali Hadj a été l'un des fondateurs et le principal dirigeant de l'Etoile nord-africaine (ENA). Il écrira dans ses *Mémoires*, à la fin de sa vie :

*"Ces hommes ont été très sensibles à la révolution bolchevique, à ses appels, à ses promesses."*

C'est en 1920-1924 qu'a lieu la première vague d'immigration du Maghreb vers la métropole. 120 000 Maghrébins y arrivent, dont 100 000 Algériens. Ils vont très vite — notamment par le biais des syndicats — se trouver en contact avec le mouvement ouvrier français. Les membres fondateurs de l'ENA, comme Messali, suivent le PCF, qui aide alors l'ENA à se constituer. Les travailleurs algériens se syndiquent, luttent avec leurs camarades français pour les droits ouvriers, et par là même se posent la question de leurs droits politiques et nationaux. L'ENA se développe puissamment. Mais les changements qui s'opèrent en URSS (bureaucratization, montée en puissance de Staline, expulsion de Trotsky en 1927) impliquent un nouveau cours de

l'Internationale communiste, de plus en plus soumise aux ordres du Kremlin. Une de ses recommandations enjoint ainsi le PCF de veiller à "*ce que l'ENA ne se développe pas sous la forme d'un parti*" (*Vague rouge*, février 1929). En fonction de la politique du Kremlin, les PC doivent modifier leurs positions sur les peuples colonisés. Les tensions de l'ENA avec le PCF se multiplient. Les cadres de l'Etoile n'entendent pas se soumettre à ces exigences. En 1929, le PCF suspend son aide à l'ENA :

*"J'ai vu un changement dans la commission coloniale du PCF, ils ont changé le responsable, cela se tend, mais je n'ai pas fait à l'époque le rapprochement avec l'expulsion de Trotsky"* (propos de Messali Hadj rapportés par Pierre Lambert).

La répression s'abat contre l'ENA, le gouvernement la dissout en novembre 1929. Réprimée, soumise à la persécution policière, dénoncée par le PCF, l'ENA poursuit son combat et participe, par exemple, à la manifestation de front unique du 12 février 1934 en réponse aux émeutes fascistes du 6 février, avec un cortège de plusieurs milliers de manifestants algériens au coude à coude avec les ouvriers français, contre le fascisme, pour l'unité des travailleurs. En 1935, sous l'effet de l'accord entre Staline et le président du Conseil des ministres français, Laval, le PCF réoriente une nouvelle fois sa politique et, au nom de la lutte contre le fascisme, refuse tout "*affaiblissement de la France démocratique*". Contre l'ENA et le combat d'indépendance, il crée le Parti communiste algérien, en 1936, à la veille du Front populaire. L'ENA adhère au Front populaire. La grève générale voit ouvriers français et algériens lutter ensemble pour leurs droits. Les cadres de l'ENA engagés dans ce combat attendent du Front populaire qu'il les aide à réaliser les tâches d'émancipation nationale en Algérie.

La désillusion va être complète. Maurice Violette (ancien gouverneur de l'Algérie de 1925 à 1927) rédige un projet, connu sous le nom de plan Blum-Violette, qui prévoit d'accorder l'égalité politique à... 20 000 Algériens (les titulaires de diplômes ou de grades militaires). L'ENA déclare être "*contre le projet Blum-Violette. Le peuple algérien*

*est indivisible et ne doit pas se laisser diviser par fractions de 20 000.*" De retour en Algérie en août 1936, après de longues années d'exil, Messali est accueilli par des milliers d'Algériens. Au nom de l'Etoile, il prend la parole dans le stade d'Alger, où, ramassant une poignée de terre, il déclare :

*"Cette terre est à nous, nous ne la vendrons à personne."*

C'est l'ovation, la masse veut l'indépendance. Pendant ce temps, le PCF et le PCA organisent la lutte physique contre les militants de l'ENA. Finalement, le gouvernement du Front populaire la dissout en 1937.

*"Ils nous ont trahis. Le Front populaire est parjure ! Le Front populaire a immolé l'un de ses membres avec l'appui des communistes"*,

titre *El Ouma*, le journal de l'ENA (24 janvier 1937). Le 11 mars 1937, Messali et ses camarades constituent le Parti du peuple algérien (PPA). En août, Messali et cinq cadres dirigeants du PPA sont arrêtés. Sous le titre "*Six trotskystes arrêtés à Alger*", *L'Humanité* approuve "*l'arrestation de ces auxiliaires du fascisme*". Tout combattant de l'indépendance nationale est ainsi qualifié de trotskyste par les staliniens. L'audience du PCA s'effondre parmi les Algériens, tandis que les élections de 1939 consacrent le triomphe du PPA.

La campagne de dénonciation des "*hitléro-trotskystes*" se développe. Fin septembre, le PPA est interdit. Messali, libéré quelques mois plus tôt, retourne en prison. Une nouvelle fois, des dizaines de milliers d'Algériens vont être mobilisés dans la Seconde Guerre mondiale. Au sortir de celle-ci, de nouveau, des milliers d'Algériens morts au combat ne rentreront pas chez eux, où une famine se développe. Le 8 mai 1945 (le jour même de l'armistice en Europe), dans la plupart des villes d'Algérie, des manifestations ont lieu avec des banderoles ("*A bas le colonialisme et le fascisme*", "*Vive l'Algérie indépendante*"). A Sétif, la police tire sur les manifestants. C'est le soulèvement, notamment à Sétif, Guelma et Kenatra. La troupe coloniale écrase les manifestants en tuant 45 000 personnes !

En 1946, le PPA clandestin constitue sa vitrine légale, le Mouvement pour le

triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Rappelons, pour conclure, qu'à partir de 1936-1937, puis à nouveau après 1945, les liens entre Messali, les socialistes de gauche (Marceau Pivert et Daniel Guérin) et les trotskystes seront étroits.

C'est dans cette continuité du mouvement ouvrier internationaliste que, tout logiquement, Pierre Lambert établit, dès 1946, des rapports directs et fraternels avec Messali Hadj.

Un long travail de collaboration internationaliste débute. Dans les textes qui suivent, Pierre Lambert établit la place de Messali Hadj et de son mouvement, les rapports avec le mouvement ouvrier français, la position de la IV<sup>e</sup> Internationale pour le soutien au combat d'indépendance du peuple algérien.

Pierre Lambert et ses camarades, qui publient *La Vérité*, connaîtront au moins 110 procédures judiciaires à leur encontre sur cette question. Nous publions un texte relatif à l'un de ces procès. Nous publions également un document extrait de *Quelques enseignements de notre histoire*, qui revient sur l'erreur historique commise en 1957 sur l'existence d'un "peuple-classe" en Algérie et les leçons à en tirer pour la construction de l'Internationale.

Nous publions également un extrait du discours de Pierre Lambert lors du congrès de fondation du Parti des travailleurs en Algérie.

Lucien Gauthier

## Textes de Pierre Lambert

# La place particulière de Messali Hadj dans le mouvement national d'émancipation

Il serait aisé d'intervenir politiquement dans chacun des moments de l'histoire s'il était possible de prévoir les événements de manière complète, mathématique... Néanmoins, les "à-peu-près", les imprécisions font partie des problèmes qui doivent être réglés. Était-il possible de prévoir à l'avance toutes les données du combat émancipateur dans le cas de l'Algérie, où le mouvement d'émancipation de la nation a conduit à l'indépendance politique ? Dans la façon dont les choses se sont passées en Algérie, il faut souligner la force contraignante des appareils de la social-démocratie et du stalinisme. Il suffit de rappeler comment, le 8 mai 1945, le jour même de l'armistice, François

Billoux, ministre (PCF) de la Défense nationale du gouvernement de Gaulle, répondait aux premiers soulèvements contre l'oppression nationale en Algérie en faisant bombarder Sétif, Guelma et Kenatra. De véritables massacres, des dizaines de milliers de morts (45 000 selon les chiffres du PPA). C'est donc le colonialisme français, qui a tenu l'Algérie sous sa coupe et imposé au peuple algérien la dure loi de l'oppression, qui explique le destin personnel non seulement de Messali Hadj, mais de toutes celles et de tous ceux qui ont, par milliers et centaines de milliers, durant plus d'un siècle, cherché les voies de la résistance. Ainsi, Messali racontait comment, tout



jeune enfant, lorsqu'il marchait avec son père dans les rues de sa ville natale, Tlemcen, ils devaient tous deux descendre du trottoir pour laisser passer les colons !

Dans les conditions du combat libérateur du peuple algérien, Messali Hadj a occupé une place particulière dans le mouvement d'émancipation nationale des peuples opprimés. Lors de la grève générale d'août 1953, Messali Hadj, alors en résidence surveillée à Niort, lance un appel au combat uni des travailleurs français et des travailleurs algériens contre la politique antisociale du gouvernement de l'époque (Laniel) :

*« Depuis le 4 août, des dizaines de milliers de travailleurs sont engagés dans des grèves pour défendre leurs avantages menacés par les décrets de réaction sociale du gouvernement Laniel. Nanti de pleins pouvoirs par une Assemblée pressée de partir en vacances, M. Laniel, en fidèle représentant du patronat, veut faire supporter à la classe ouvrière tout le poids de la banqueroute de la guerre coloniale. M. Laniel s'est lourdement trompé. La réaction ouvrière a été immédiate et vigoureuse (...). La fédération de France du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en Algérie) a lancé un appel invitant les travailleurs algériens en France à lutter au coude à coude avec les ouvriers français. En Algérie, malgré les insultes dont ne cessent de s'abreuver les hauts dirigeants des centrales syndicales, et cela même pendant les grèves actuelles, les postiers, les cheminots, les gaziers et électriciens ont cessé le travail. Ils se sont unis en grève par solidarité avec les fonctionnaires de France, et pour défendre les avantages acquis (...). Tous les travailleurs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture doivent prendre conscience de la situation extrêmement favorable pour rejoindre la lutte des fonctionnaires. Ils ont une occasion presque unique d'arracher le relèvement des salaires, d'accomplir leur devoir de solidarité envers les fonctionnaires. L'unité s'est réalisée à la base dans le secteur public et semi-public, malgré certains dirigeants syndicaux plus soucieux de servir leur idéologie politique plutôt que les intérêts des travailleurs exploités. C'est l'ensemble du mouvement ouvrier de France et d'Algérie qui doit se dresser pour crier halte à la politique de misère et de répression des fusilleurs de la place de la Nation. L'édifice des impérialistes*

*français construit sur l'odieuse exploitation de l'homme par l'homme s'écroulera sous les coups conjugués de tous les travailleurs de France et des peuples des pays coloniaux qu'ils oppriment »*  
(*L'Algérie libre*, mi-août 1953).

Messali n'était pas marxiste. Je reviendrai ultérieurement sur l'erreur de méthode qui a été la nôtre, consignée en son temps dans un document de 1958. Cela dit, je voudrais porter témoignage sur la position de Messali Hadj lors de l'insurrection déclenchée dans les Aurès le 1<sup>er</sup> novembre 1954 sous l'impulsion de Ben Boulaïd (1). Toujours en résidence surveillée, Messali est transféré de Niort aux Sables-d'Olonne. M<sup>e</sup> Yves Dechezelles, avocat et ami du leader du MNA et des militants algériens, le rencontre vers le 3 ou 4 novembre, avec Me Pierre Stibbe, également avocat des nationalistes emprisonnés. Mon ami Yves Dechezelles, accompagné de son épouse Myriam, me demande de participer à cette rencontre. Le camarade Henri Peulet, militant de la IV<sup>e</sup> Internationale qui accomplit des tâches d'aide et de solidarité envers le mouvement national algérien, conduit la voiture. Après quelques pourparlers, les CRS acceptent que nous montions dans la chambre d'hôtel où Messali est gardé jour et nuit. Il me demande immédiatement si le camarade Henri Peulet est prêt à se rendre à Alger pour y transporter des fonds. La rupture est alors partiellement consommée avec ceux qui constituent le FLN, et Messali explique : « *Il ne s'agit plus de discuter de qui a raison et de qui a tort dans la scission du Mouvement national. Il faut "nourrir" la révolution qui a débuté le 1<sup>er</sup> novembre.* » Henri Peulet, qui a toujours accompli comme militant les tâches les plus délicates, se rendra en avion à Alger pour y rencontrer Krim Belcacem, à qui il remettra les fonds (2).

#### Informations ouvrières, n° 663

(1) Dirigeant du MNA qui rompa avec Messali.

(2) Confirmé par Mohamed Harbi dans ses mémoires (*Une vie debout*, éditions La Découverte, tome 1, page 262) : « *Lorsqu'en 1954 avait éclaté le conflit entre Messali et le comité central du PPA-MTLD, Krim s'était rangé derrière le vieux leader. En août 1954, il lui tourna le dos, sans pour autant se découvrir. En décembre 1954, il se fit financer par le MNA, avec lequel il rompit toutes relations en 1955.* » Henri Peulet était militant trotskyste.



# Les travailleurs algériens dans la grève générale d'août 1953 en France

Messali Hadj est en résidence surveillée à Niort. Il lance un appel, qui sera diffusé parmi des milliers de travailleurs algériens en France.

“Le MTLD salue la classe ouvrière française.” Cet appel de Messali Hadj est suivi d’une déclaration de la délégation permanente du MTLD (1) :

« Le MTLD salue la classe ouvrière française, qui renforce chaque jour son magnifique mouvement, et lui exprime son entière solidarité pour toutes les légitimes revendications. Le MTLD exprime sa satisfaction de la part active prise par les travailleurs algériens, particulièrement ceux des secteurs privés et nationalisés, dans les actions menées par les travailleurs français. Le MTLD se félicite de l’attitude des chômeurs algériens, que le patronat considérerait comme une masse de réserve destinée à jouer le rôle de “briseurs de grève” et qui, en refusant de répondre aux offres d’embauche du gouvernement, donnent une leçon de solidarité prolétarienne. Le MTLD demande à tous les Algériens émigrés en France, et qui, subissant un régime de surexploitation odieusement raciste, lient leurs intérêts à ceux des ouvriers français, de continuer à s’associer à toutes les actions engagées pour les revendications professionnelles pour l’unité la plus complète avec les ouvriers français (...). Plus que jamais, les Algériens doivent concrétiser par leurs actions le mot d’ordre essentiel du MTLD, qui, s’adressant aux ouvriers français, leur dit : “Notre lutte est la même”. »

Dans un article publié par l’organe central du MTLD, le 23 octobre 1953, sous la signature de “Messali Hadj, proscrit politique”, nous lisons, à l’adresse des travailleurs algériens :

“Nous ne devons pas oublier qu’il y a en France des forces combattantes qui sont naturellement nos amis. Aussi avons-nous le même ennemi. L’impéria-

lisme français, qui n’est qu’un développement exploiteur du capitalisme, se débat dans une crise de moralité, en même temps qu’elle est une crise de régime. Un simple coup d’œil sur ce qui se passe en France nous édifiera amplement sur l’acuité et les difficultés dans lesquelles le colonialisme français se débat (...). Dans ce monde où il y a des grèves partout, des barricades, des soulèvements, des coups d’Etat, monde auquel nous sommes intégrés, nous avons pour devoir de nous préparer en conséquence pour libérer notre pays, en tendant notre main à tous les démocrates sincères et à tous les peuples en lutte pour leur liberté (...).”

“L’action unie des peuples algérien et français peut être décisive et asséner un coup mortel à l’impérialisme.”

Dans un article publié en février 1954 sous la signature de “Messali Hadj, proscrit politique en résidence forcée à Niort”, nous lisons :

“Si les grèves d’août dernier ne sont qu’une explosion d’un régime, et de même le mécontentement nord-africain, qui ne peut que se développer, on peut dire que cet état de choses, tant en France qu’en Afrique du Nord, doit évoluer vers une solution commune, effective, féconde. En conséquence, la classe ouvrière française a besoin, dans sa lutte contre le capitalisme, des forces des peuples nord-africains en lutte contre l’impérialisme, et vice-versa.”

“Travailleurs français, en avant pour la grève générale.” A nouveau, dans un tract rédigé par Messali Hadj en résidence forcée à Angoulême, le Mouvement natio-

(1) MTLD : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Après la dissolution de l’Etoile nord-africaine, puis du Parti du peuple algérien, c’est sous le nom de MTLD que se poursuit le combat de Messali et de ses camarades.

nal algérien lance un appel aux travailleurs français en septembre 1955 :

*“Travailleurs français, en avant pour la grève générale, généralisez la lutte. Depuis quelques jours, de nombreux mouvements de grève ont pris naissance à travers toute la France et tendent à s’amplifier. A Saint-Nazaire, à Homécourt, à Nantes, à La Courneuve et dans beaucoup d’autres villes, dans un magnifique élan de solidarité ouvrière, les travailleurs ont lutté et luttent encore courageusement contre le patronat, le gouvernement et leurs CRS, au moment même où l’impérialisme tente d’écraser par la force les aspirations nationales du peuple algérien et les revendications légitimes des travailleurs français. C’est une occasion inespérée. C’est le moment où jamais d’imposer la satisfaction de*

*toutes vos revendications. Toutes les forces de police, toutes les troupes, les CRS, les gendarmes sont retenus en Algérie par les vaillants patriotes algériens. Le gouvernement est dans l’impossibilité de réquisitionner pour saboter votre mouvement. C’est dire que l’action unie des peuples algérien et français peut en ce moment être décisive et asséner un coup mortel à l’impérialisme exploiteur de tous les ouvriers. Que tous les travailleurs (métallurgistes, mineurs, cheminots, postiers, employés, fonctionnaires, ouvriers des transports, du bâtiment, dockers, etc.) saisissent cette occasion pour déclencher une grève générale. Les travailleurs algériens sont à vos côtés.”*

**Informations ouvrières, n° 666**

## Révolution algérienne et classes sociales

Avons-nous le droit d’écrire que les problèmes non résolus de l’indépendance nationale approfondissent tout à la fois les crises qui secouent, avec le Proche et le Moyen-Orient, tous les pays de tous les continents ? Nous n’en dirons pas plus pour l’instant. Faudrait-il abandonner ce qui a fondé nos analyses dès le début de la révolution algérienne, la relation entre la lutte pour les conquêtes sociales, la constitution de la classe ouvrière comme classe, et le combat pour les institutions libres et démocratiques, qui constitue l’essence même du combat pour la conquête et la préservation de l’indépendance nationale ? Ces questions ne sont-elles pas d’une grande actualité ? Sur le caractère “prolétarien” du mouvement messaliste, ouvrons les *Mémoires politiques* de Mohammed Harbi (1), édités en 2001 (tome 1, 1945-1962). Ces mémoires peuvent apporter la dimension politique qui permet de comprendre comment, la révolution algérienne n’ayant pas abouti, l’Algérie se débat aujourd’hui dans l’impasse.

« Le caractère “prolétarien” du mouvement messaliste — que défendait en France un parti d’obédience trotskiste, le

*PCI (Parti communiste international) (2) de Pierre Boussel-Lambert — était une illusion. L’idée de l’indistinction des classes sociales était en fait commune à toutes les tendances du MTLD. L’opposition messalistes-centralistes (3) ne peut donc être assimilée au clivage traditionnel gauche-droite. Dans l’état actuel des connaissances, il est difficile de voir dans le messalisme une “gauche” sociologiquement fondée et structurée. Une analyse de ce mouvement en termes de classes n’était pertinente ni avant, ni après 1954. »*

Je ne cite que quelques lignes d’un passage de ce livre, qui fournit d’autres aperçus de la méthode sur laquelle Harbi appuie ses analyses. Pour éviter tout malentendu, j’indique que ces phrases de Mohammed Harbi me permettent d’exposer plus méthodiquement mon propre

(1) Ancien militant du FLN. Historien de la révolution algérienne.

(2) Il s’agit, en fait, du Parti communiste internationaliste.

(3) Rappelons qu’à partir de 1951, une vive lutte de fraction opposa les “centralistes”, c’est-à-dire les membres du comité central partisans de négociations avec l’impérialisme, et les messalistes, c’est-à-dire la base ouvrière et paysanne du parti se réclamant de Messali Hadj, dirigeant du parti en prison ou en résidence surveillée, partisan de la lutte armée.

point de vue, qu'il a, bien sûr, le droit absolu de ne pas partager. Cela dit, Harbi commet quelques erreurs et pas mal de confusions. Avant d'aborder sur le fond la différence entre nos deux points de vue, voici, pour situer le problème, ce que j'écrivais dans les *Cahiers rouges* (juin-juillet 1955) :

*“En Algérie, le Parti du peuple algérien exprime le plus consciemment l'intransigeance de la lutte anti-impérialiste d'un peuple de 9 millions d'habitants réduit à la condition d'un peuple-classe, sans autre différenciation sociale que celles d'une communauté unie de fellahs sans terre, de petits artisans et commerçants dont les intérêts et les sentiments sont liés décisivement à la masse des manœuvres et des chômeurs. Une telle structure interdit à l'impérialisme français toute possibilité durable de trouver de quelconques appuis sociaux dans la population musulmane en Algérie.”*

Indépendamment de la forme, on voit une certaine concordance entre le fait que je faisais découler, jusqu'en 1958, la caractérisation de “peuple-classe” de la composition sociale de l'Algérie, et la position de Mohammed Harbi, qui, en 2001, refuse de reconnaître l'existence de classes en Algérie. Dans ses *Mémoires politiques*, Harbi estime, au travers d'une dialectique compliquée, que les ouvriers algériens émigrés en France ne pouvaient être considérés comme faisant partie du mouvement ouvrier. D'autre part, selon lui, “l'autonomie de prolétaires d'origine paysanne souvent récente” les amenait à se subordonner à la “rhétorique nationaliste”, à se subordonner “aux décisions d'un centre protégé par le cloisonnement et le secret”. Harbi reprend, à sa façon, la confusion sur un “peuple-classe” inexistant, pour en tirer des conclusions discutables.

---

## LA SITUATION DES CLASSES EN ALGÉRIE

---

Alors que la situation des classes en Algérie était la suivante en 1954 : dans l'agriculture, étaient dénombrés 526 000 ouvriers agricoles “musulmans”, dont 105 900 journaliers. Dans les professions non agricoles, industrie et artisanat, 83 200 salariés européens et 130 000

“musulmans”. 20 195 ingénieurs, cadres et techniciens européens pour 1 116 “musulmans”. Dans le commerce, 55 610 Européens et 90 300 “musulmans”. Ces statistiques démontrent que la classe capable d'unifier le combat pour l'indépendance nationale était en Algérie le prolétariat, entraînant dans son sillage la paysannerie, dont les ouvriers agricoles. La notion de peuple-classe est erronée. Il y aurait bien d'autres erreurs à relever dans le livre de Mohammed Harbi, telle l'identification suggérée entre la “gauche” et le prolétariat. Alors que l'histoire et les faits démontrent qu'il a existé des organisations de “droite” à composition sociale prolétarienne. Et qu'il y a eu, qu'il y a, hélas ! Nombre de dirigeants “de gauche” qui pratiquent des politiques de droite. Pour notre part, dès 1958, et dans les années qui ont suivi, nous avons tiré les conclusions de notre erreur de méthode. Après les accords d'Evian (1962), nous écrivions, le 17 août 1963 :

*« Le fait que le MNA (4), et particulièrement Messali, ait véritablement voulu lier son action avec celle du prolétariat français ne change rien à la question. Ce fait exigeait de nous que nous apportions notre soutien au MNA, mais il s'agit avant tout du programme, expression achevée de l'orientation prolétarienne. Le programme du messalisme, si radical qu'il ait été jusqu'en 1958, n'était pas un programme prolétarien. Ne pas l'avoir compris nous a placés sur le terrain d'une conception qui fait dépendre la construction de l'organisation marxiste d'un développement automatique, passif, de la conscience. L'absence de lien entre le MNA et l'impérialisme était un facteur important. Il ne donnait pas en lui-même un contenu prolétarien au messalisme. Dans cette mesure, il était erroné de croire à une transcendance “objective” du MNA en parti marxiste. »*

Bien d'autres questions, qui recourent la situation mondiale actuelle, ont été posées par la révolution algérienne. Disons, pour conclure ces six articles, qu'il est nécessaire de rendre hommage à l'inflexible dirigeant du Mouvement national algérien, qui a pavé tout le chemin conduisant à la révolution algérienne. Nous l'avons fait à différentes

---

(4) Mouvement national algérien, du nom de l'organisation qui s'appela successivement l'Etoile nord-africaine, le Parti du peuple algérien, le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques.

reprises, tout en nous délimitant de la position qu'il a prise en 1958, puis en 1962, au moment des accords d'Evian, en contradiction avec toute l'action qu'il avait menée auparavant.

---

## LE DÉSACCORD AVEC MESSALI

---

J'ai déjà rappelé la discussion que nous avons eue après que Messali eut décidé de modifier, en 1958-1962, la position et la lutte qu'il avait toujours conduite depuis qu'il avait constitué l'Etoile nord-africaine. Je répète ce que je lui ai dit en substance :

*“Camarade Messali, vous avez vous-même expliqué : en 1937, vous avez été arrêté par l'impérialisme français ; en 1939, un émissaire du gouvernement français est venu vous voir dans votre prison, pour vous dire : nous nous sommes mal conduits avec vous. Il y a la guerre contre le fascisme. Faites une déclaration précisant votre position pour nous soutenir, et nous réglerons les problèmes après la guerre. Vous avez répondu : libérez-moi, libérez mes amis, nous convoquerons un congrès, qui, après une discussion démocratique, définira notre position. Vous êtes, avec vos camarades, restés en prison. En 1940, le gouvernement Pétain, qui, après la défaite française, avait nommé Weygand gouverneur général de l'Algérie, vous a envoyé un nouvel émissaire : nous nous sommes mal conduits avec vous, avec votre peuple, il y a la guerre, faites une déclara-*

*tion et nous réglerons les problèmes à la fin de la guerre. Vous avez répondu, et c'est vous qui l'avez dit : libérez-moi, libérez mes amis, nous réunirons un congrès et nous vous répondrons. Ils vous ont laissé en prison. En 1943, après le débarquement des armées alliées en Afrique du Nord, à nouveau, vous avez été contacté par une commission où siégeaient les représentants du Parti socialiste, du Parti communiste et du gouvernement gaulliste. Ils vous ont tenu les mêmes propos. Vous avez répondu : libérez-moi, libérez mes amis, et nous vous répondrons. Ils vous ont déporté à Brazzaville. Camarade Messali, pourquoi n'expliqueriez-vous pas : les choses m'ont échappé des mains, le peuple algérien fera ses comptes, je ne participe pas à ce qui est en préparation. Alors que vous-même avez expliqué que, pour vous, le problème n'était pas une concurrence entre le FLN et le MNA, pourquoi ne reprenez-vous pas ce que vous avez toujours dit : faites les comptes, et nous verrons après ?”*

Messali m'a répondu :

*“Il y a la guerre, il faut trouver une solution.”*

Et il a cherché à s'associer à tout le processus amenant aux accords d'Evian, d'où il a été éliminé. C'est alors que nous avons dit : nous ne sommes pas d'accord. Hommage à Messali Hadj. Hommage au peuple algérien, qui, comme tous les peuples, cherche à trouver la voie d'une véritable libération nationale et sociale.

*Informations ouvrières, n° 667*

## Les trotskystes en procès

Devant la cour d'appel de Paris, le 7 juin 1957, Pierre Lambert, au nom des quatre inculpés, résumait notre position en ces termes :

*« Monsieur le Président,  
Messieurs,*

*Je voudrais, dès l'abord, déterminer les responsabilités des quatre militants trotskystes qui sont jugés aujourd'hui.*

*Trotskyiste depuis 1938, j'ai assumé diverses responsabilités et, depuis 1952, j'assume la direction politique de l'organisation.*

*A ce titre, je revendique personnellement la responsabilité de tous les articles publiés dans La Vérité et qui sont actuellement poursuivis.*

*Je relisais, ce matin, les articles incriminés, et je puis assurer que, si j'avais eu le sentiment qu'une seule idée en était erronée, en contradiction avec l'idéal démocratique et révolutionnaire qui se confond avec les besoins et les intérêts profonds du peuple français, idéal pour lequel je combats depuis plus de vingt années, je le reconnaîtrais ici très franchement.*



*J'estime qu'il m'est impossible de retrancher une seule ligne de ces articles.*

*Je me permettrai de rappeler que, dès le 26 novembre 1954, nous écrivions, à propos des opérations qui avaient débuté le 1<sup>er</sup> novembre 1954 : "Contrairement aux allégations officielles, il ne s'agit pas d'une simple opération de police, mais d'une nouvelle, terrible et sanglante guerre."*

*Nous élargissons le problème dans le n° 347 de La Vérité, en date du 7 janvier 1955, où l'on pouvait lire :*

*"Quiconque a une connaissance, ne fût-ce que limitée, des problèmes nord-africains, peut très aisément augurer du développement inéluctable de la guerre d'Algérie. De nouvelles et plus nombreuses forces matérielles et humaines devront être acheminées par l'impérialisme français, tandis qu'à l'autre pôle se lèveront, dans les masses algériennes, des combattants en plus grand nombre. Le parallèle est frappant entre les débuts de la guerre d'Indochine et les événements qui se déroulent en Algérie. En particulier, mêmes affirmations du côté des officiels français sur la "situation bien en mains", etc., contredites par d'autres aveux et informations sur la multiplication des maquis en Kabylie, la formation des groupes armés en Oranie, sur des opérations de ratissage menées à grande échelle, sur les marques de solidarité avec les combattants algériens que donne la population des douars et des villes..."*

*J'avoue être déconcerté d'avoir à répondre aujourd'hui, devant vous, Monsieur le Président, d'un tel article.*

*Nous sommes accusés d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat pour "avoir entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire français".*

*J'estime que l'article 80 ne peut nous être opposé. Nos avocats plaideront sur ce point, mais je voudrais rappeler brièvement que, si la doctrine officielle au 1<sup>er</sup> novembre 1954 était résumée dans la célèbre formule de M. Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur (1), aujourd'hui garde des Sceaux : "L'Algérie, c'est la France", lui-même, aujourd'hui, se déclare partisan d'une modification décisive des rapports de structure entre la France et l'Algérie en préconisant une structure fédérale, ce qui, en clair, implique que*

*l'Algérie n'est plus la France. Dans le cadre de la République française une et indivisible, il me semble impensable de voir, un jour, la Bretagne se fédérer à l'Ile-de-France. Je sais que des hommes politiques sont encore acquis à cette conception surannée — l'Algérie étant assimilée à une région de notre pays, la Provence, par exemple. Pas même à une région, d'ailleurs : à trois départements. Je ne crois pas que, sérieusement, il soit possible de s'attarder à un tel point de vue. Aujourd'hui, nombreuses sont les personnalités de diverses formations politiques qui envisagent, sous une forme ou une autre, de reconnaître à l'Algérie sa qualité de nation.*

*Ainsi, puisque l'Algérie doit être considérée comme une nation, non seulement comme révolutionnaires, mais également en tant que démocrates, nous estimons qu'il est un principe que tout Français, quelles que soient ses responsabilités, se doit de respecter : le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, principe né de la grande Révolution française. Nous reconnaissons pleinement au peuple algérien le droit de disposer librement de son sort et de son avenir.*

*Toute la campagne développée dans La Vérité est menée sur cette ligne. Tous les mots d'ordre, toutes les analyses y sont dictés par le souci permanent de voir se forger une situation de paix où la "parole sera rendue au peuple algérien". Ce qui implique l'ouverture de négociations immédiates, sans exclusive ni préalable, entre le gouvernement français et les représentants de toutes les formations politiques algériennes, aux fins d'aboutir à un cessez-le-feu et à la définition d'un nouveau statut des rapports entre la France et l'Algérie — le peuple algérien étant appelé à se prononcer en toute souveraineté, dans des élections à une Assemblée constituante, sur les solutions politiques à y apporter.*

*Cette position est la seule qui, non seulement peut rétablir la paix entre les peuples français et algérien, mais également assurer une coexistence harmonieuse et fraternelle entre les deux collectivités européenne et musulmane. J'estime que les intérêts bien compris de l'immense*

(1) Dans le gouvernement de M. Pierre Mendès-France.



majorité des petits agriculteurs européens, des ouvriers européens, ne seront défendus et assurés que si les Algériens musulmans obtiennent des garanties politiques de leur liberté. Il est impossible que des hommes puissent vivre toujours avec le sentiment justifié qu'ils sont considérés comme des citoyens de seconde zone, après avoir été plus de cent ans des sujets. Il est impossible qu'ils acceptent toujours la honteuse discrimination raciale dans tous les domaines et à chaque instant de leur vie quotidienne. Il est impossible qu'ils puissent raisonnablement se contenter d'une situation juridique et politique où la voix d'un Algérien européen équivaut à celle de neuf Algériens musulmans.

Telle est notre position, et celle-ci découle de la fidélité qui est la nôtre au Programme de transition élaboré par Léon Trotsky en 1938.

J'ai ici une des éditions de ce programme, publiée par notre camarade

Marcel Hic, secrétaire général de notre parti, mort en déportation à Dora. J'y lis :

“Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont la révolution agraire, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et l'indépendance nationale, c'est-à-dire le renversement du joug de l'impérialisme. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre... Le mot d'ordre de l'Assemblée nationale (ou constituante) doit être lié indissolublement aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire.”

Ce programme, je le signale, réédité à diverses reprises, n'a jamais fait l'objet de poursuites. Il est à la base de notre activité et de nos écrits. »

Brochure *Les Trotskystes en procès*,  
1960

## Retour sur une erreur théorique

La politique d'“opposition” d'avant 1950 aboutissait à cristalliser, sans même que cela soit conscient, une politique de pression sur les organisations traditionnelles, excluant l'indépendance d'action des révolutionnaires et engendrant du même coup l'impuissance à construire le parti révolutionnaire.

L'axe ouvrier de la majorité était sans doute largement dégagé de ces positions par sa participation directe à la lutte des classes en France. Mais, même après la scission, il n'appliqua pas consciemment les leçons de son action, ne parvint pas à en tirer toutes les implications théoriques générales.

Ces insuffisances allaient se révéler avec l'intervention de la fraction trotskyste dans la révolution algérienne.

D'un côté, la fraction trotskyste avait toujours estimé que la véritable aide du prolétariat métropolitain au peuple opprimé était de développer avant tout la lutte de classes dans le pays oppresseur. Le 12 mars 1956, les trotskystes furent la seule tendance du mouvement ouvrier

français à appeler le prolétariat à manifester contre les *pouvoirs spéciaux* ; précédemment, à l'initiative des trotskystes, le MNA avait été amené à intervenir publiquement dans les grèves d'août-septembre 1955, à Nantes. C'est ainsi que s'établissait correctement la liaison entre la lutte de classes en France et la lutte anti-impérialiste en Algérie.

Mais, d'un autre côté, et c'est là la racine des erreurs, comme la fraction trotskyste l'a établi dès 1958, le problème de la *direction révolutionnaire* dans la révolution algérienne était posé de manière tout à fait erronée.

Le MNA, qui n'était pas considéré par les trotskystes comme un parti de type bolchevique, mais comme un parti dont le programme reprenait en partie les éléments du programme révolutionnaire, devait, selon les vues des trotskystes à l'époque, à travers une série de mutations et de crises internes, et sous la poussée de l'intervention marxiste, se transformer en un parti d'un tel type.

L'erreur de méthode était complète.

En effet, le MNA, et avant lui le PPA, puis le MTLD (1), n'étaient pas construits sur le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et sur la méthode du marxisme. Le MNA, sorte de parti populiste d'extrême gauche, ne pouvait devenir le creuset du parti révolutionnaire. Si radicales qu'aient été certaines positions du MNA, si correctes qu'aient été les appréciations comparées portées par les trotskystes sur la politique du FLN et sur celle du MNA, entre 1954 et 1958, il a été *totalemment faux* d'abandonner la lutte au sein du MNA pour la sélection d'une avant-garde marxiste, d'une fraction trotskyste.

Mais les racines théoriques de l'erreur sont à rechercher plus profondément. Elles se situent dans une inassimilation permanente. En effet, dans un article publié au début de 1955, les perspectives de la révolution algérienne sont correctement établies. Mais la conclusion de l'article est totalement erronée. Caractérisant les forces sociales en présence, en relation avec l'extraordinaire faiblesse de la bourgeoisie algérienne ("*musulmane*"), il est fait état d'un "*peuple-classe*", identifié au prolétariat.

Si faible que soit la bourgeoisie algérienne, elle reste une force sociale, dont la puissance est considérablement renforcée par l'appui de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne. Il n'existe pas, il n'a jamais existé de "*peuple-classe*". Il y a des classes, bourgeoisie et prolétariat. Le MNA, tout comme le FLN, ont représenté des formations petites-bourgeoises dont le contenu bourgeois — donc incapable d'assumer les tâches de la révolution permanente — a été révélé avec l'absence d'un parti ouvrier.

Il reste que notre organisation a soutenu le combat du peuple algérien : dès 1955, elle prenait la défense des militants algériens de toutes tendances (MNA et FLN), prenant une part active au comité pour la libération d'un des chefs ayant déclenché l'insurrection, Ben Boulaïd, et se refusait à apporter son appui politique au FLN, qui, avec Ben Bella, allait porter les plus rudes attaques contre l'UGTA, centrale syndicale algérienne.

C'est ainsi que, dans sa lutte sur le terrain de la révolution algérienne, le mouvement trotskyste français s'est placé, quant à la *méthode*, dans une optique identique à celle de Pablo. Toutefois, il convient de signaler une différence, qui n'est pas mince, puisqu'elle a permis d'opérer un redressement complet sur cette question : dès la capitulation du MNA, en 1958, qui révèle brutalement la nature petite-bourgeoise de sa direction, les trotskystes n'hésitent pas un seul instant à rompre définitivement.

La réévaluation que les trotskystes furent amenés à opérer fut rendue plus aisée par le fait que leur position à l'égard du MNA, avant 1958, entraînait en contradiction avec leur politique dans la lutte de classes en France : à savoir le combat sur la base du programme pour sélectionner, en vue de détruire les appareils petits-bourgeois, l'avant-garde révolutionnaire.

Constater cette distorsion, en analyser les causes, lui restituer sa portée et sa signification politiques, ce furent autant d'actes militants qui conduisirent les trotskystes à opérer un tournant puisque, en même temps, et ceci était intimement lié à cela, un nouveau rapport de force entre les classes venait d'être instauré en France avec l'arrivée au pouvoir de De Gaulle.

C'est à ce moment que les leçons les plus importantes sur le pablisme et l'histoire du mouvement trotskyste depuis 1929 purent être tirées quant à la signification réelle et à la place de la construction du parti ouvrier marxiste, comme l'expression la plus achevée de la conscience, c'est-à-dire du *Programme* qui la formule et de la lutte de classes qui la produit et s'en nourrit.

**Brochure *Quelques enseignements de notre histoire, 1970* (1<sup>re</sup> édition),  
SELIO**

(1) Le PPA (Parti du peuple algérien) a été fondé le 11 mars 1937. Il était la continuation de l'Etoile nord-africaine, qui venait d'être dissoute sous Blum-Violette. La même organisation politique prit ensuite le nom de MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) en 1947, puis de MNA, après la dissolution du MTLD, le 4 novembre 1954.

# Discours de Pierre Lambert au congrès de fondation du Parti des travailleurs d'Algérie (1990)

« C'est la première fois que je viens en Algérie, bien qu'en 1954, avant le 1<sup>er</sup> novembre, il avait été programmé dans toute l'Algérie toute une série de meetings dans lesquels je devais prendre la parole. Et le 1<sup>er</sup> novembre est arrivé, et c'était un événement plus important que le voyage du camarade Lambert (...).

A quoi sert une Internationale ? Vous avez parlé. J'ai écouté avec beaucoup d'attention. J'ai pris beaucoup de notes, j'ai appris beaucoup de choses. Je voudrais dire quelques mots sur le problème de la dette extérieure. Comment s'est posé ce problème ? Pendant les années 1970-1978, il y a eu des emprunts, des crédits ont été octroyés. Apparemment, dans cette période, il y avait du travail, le pétrole coulait, les devises rentraient. A partir de 1979-1980, le problème de la dette se pose avec force (...).

La discussion s'est menée sur un point précis, apparemment neutre : fallait-il écrire dans la résolution "moratoire" ou "non-paiement" ? (...) Le moratoire signifie quoi ? Cela signifie que l'on arrête de payer pendant un mois, six mois... mais vous payez !

Nous nous sommes battus pour le non-paiement de la dette. Nous avons gagné parce que, dans les contradictions qui existaient, nous avons démontré que le moratoire ne signifie pas autre chose que l'écrasement des peuples et que la seule solution, la véritable solution, c'était l'aide des autres peuples, par leur combat commun pour le non-paiement de la dette extérieure.

Voilà à quoi sert une Internationale.

A partir de là, nous avons tenu d'autres conférences, à Caracas, à Berlin, à Dakar, à Lima, etc.

A quoi sert une Internationale ?

Prenons d'autres exemples. Aujourd'hui,

d'hui, il y a un tournant mondial dans la situation. Il est clair que tout le monde l'a saisi. En même temps et apparemment selon des journaux, les choses restent en état (...). Ce tournant mondial de la situation nous permet de comprendre à quoi sert une Internationale (...).

Une autre conférence de presse a eu lieu après la visite de Gorbatchev à Washington, et un journaliste a demandé à Bush :

*"Mais maintenant, si vous faites un accord avec Gorby, il n'y a plus d'ennemis, l'URSS c'était l'ennemi "communiste", alors qui sont les ennemis aujourd'hui ?"*

Et Bush a répondu :

*"L'instabilité, l'insécurité, l'imprévu, l'explosion !"*

Il sait que, malgré cette armada américaine quienser le monde, il y a dans toutes les parties du monde des peuples qui sont engagés dans de durs combats contre le capitalisme. Bien entendu, le combat des peuples opprimés, du prolétariat, est un combat qui sera encore long. Il ne peut pas être victorieux rapidement. Mais la seule façon d'abrèger les souffrances, c'est d'aider les travailleurs et les peuples à trouver eux-mêmes la voie de la libération.

Une Internationale sert à tout cela (...). Ayant suivi pendant des années le mouvement ouvrier en général, et le mouvement ouvrier en Algérie en particulier, je crois qu'en ce cinquantième anniversaire de l'assassinat de Trotsky par les staliniens, nous pouvons dire : un parti ouvrier indépendant est en marche et conduira les masses algériennes à la victoire. »

**Publié dans Tribune ouvrière  
en Algérie**

# **La révolution espagnole**



Espagne, 1937 : une colonne de miliciens républicains. *“La deuxième chose qui a été importante pour ma prise de conscience politique, c’est mai 1937, et ce qui s’est passé à Barcelone. Tout le monde discutait : est-ce que c’était juste ou pas juste ? Avaient-ils raison ou tort, les insurgés révolutionnaires de Barcelone, de prendre les armes pour défendre les acquis de la révolution ouvrière et paysanne de juillet 1936 ?”* (Pierre Lambert, mars 2002)



# Présentation

Nous publions ci-dessous quelques éléments écrits, résultat des débats et de l'élaboration commune qui ont eu lieu entre le camarade Lambert et la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale, le POSI. Cela montre comment son engagement politique se confond avec le combat parallèle du prolétariat français et espagnol. C'est pour cela que Pierre Lambert a inscrit son engagement dans le combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale. Rappelons que, dans le *Programme de transition* adopté en septembre 1938 lors de la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, on lit notamment :

*“Le prolétariat espagnol a fait, depuis avril 1931 (date de proclamation de la République), une série de tentatives héroïques pour prendre dans ses mains le pouvoir et la direction des destinées de la société. Cependant, ses propres partis — social-démocratie et stalinien, anarchiste, POUM, chacun à sa manière — ont joué le rôle de frein et ont ainsi préparé le triomphe de Franco.”*

C'est à cette période que se sont forgés des militants comme Pierre Lambert, avec ceux qui ont tiré le bilan de la défaite et affirmé avec Trotsky : *“La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.”* Pour les travailleurs et les peuples d'Espagne, la défaite a été lourde. La nuit du franquisme a duré quarante années, au moment où d'autres pays d'Europe connaissaient les “trente glorieuses”. Le prolétariat espagnol et ses organisations se sont reconstitués dans les pires conditions. Le fil de la continuité de ceux qui ont tiré le bilan de la défaite s'est presque rompu, mais a été assuré, malgré sa fragilité, par la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale. A la veille de la mort de Franco, un puissant mouvement révolutionnaire s'annonçait, prenait appui sur la révolution portugaise et était disposé à balayer la vieille dictature, ses institutions et ses projets de restauration de la monarchie.

Toutes les forces de la contre-révolution se sont coalisées. L'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin, la direction de l'Internationale socialiste, le Marché commun européen ainsi que le gouvernement Giscard sont accourus au chevet du

régime en crise. Les représentants de l'appareil franquiste, entourés des représentants du PC, du PSOE, des partis nationalistes basque et catalan, et certains responsables syndicaux se sont assis autour d'une table. Ensemble, ils ont signé le pacte de la Moncloa (octobre 1977), pacte honteux, qualifié par la Banque mondiale de *“premier pacte moderne”*, dit de *“transition d'une dictature à la démocratie”*. Ce pacte maintenait l'essentiel de l'appareil franquiste, le pouvoir des grandes banques, des propriétaires fonciers, de l'appareil militaire-répressif, la place de l'Église catholique, tout en légalisant sous une forme précaire les partis et les syndicats.

Pour le mouvement ouvrier et ses organisations, mais aussi pour les mouvements d'émancipation nationale, il n'y avait qu'une alternative : ou bien accepter le pacte, en trahissant les aspirations des travailleurs et des peuples d'Espagne, ou bien restaurer la démocratie, en combattant pour la République, pour l'union libre des peuples de l'État espagnol. Les militants qui ont constitué à cette époque la section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale ont cherché l'appui des camarades français, notamment de Pierre Lambert, qui, de leur côté, ont assuré la continuité parce qu'ils n'ont pas capitulé face au pablisme.

En effet, ce n'est pas un hasard si, à ce moment-là, y compris dans un processus quelquefois contradictoire et confus, nous nous sommes délimités du pablisme, dont l'organisation en Espagne avait accepté le cadre de la réforme monarchiste.

Trente années de réformes monarchistes, vingt années d'Union européenne ont remis à l'ordre du jour dans une combinaison particulière toutes les questions pendantes du processus révolutionnaire qui a éclaté en avril 1931 lors de la proclamation de la République, questions au centre desquelles le droit à l'autodétermination des peuples.

En effet, si les travailleurs et les peuples d'Espagne parlent plusieurs langues, ils ont le même langage : de Barcelone à Cadix, de Madrid à Bilbao, il n'y a qu'une seule classe ouvrière, avec ses conquêtes et ses acquis, avec ses traditions de lutte, avec ses organi-

sations, ses habitudes, sa spontanéité qui font sa force et sa faiblesse.

Pendant toutes ces années, nous avons systématiquement cherché les voies et les moyens pour fixer une perspective politique, des axes clairs pour aider les masses dans leur combat émancipateur. En effet, s'il n'y a qu'une seule classe ouvrière, il y a des nations différentes. Et ces nations subissent de plein fouet l'agression de la monarchie subsidiaire de l'Union européenne, qui cherche à détruire toute souveraineté et tout droit.

Le combat pour la République, c'est le combat pour l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations, c'est le combat pour la liberté de tous les partis. En 2003, le gouvernement de l'époque, le gouvernement Aznar, avec l'accord des dirigeants du Parti socialiste, a fait adopter une loi sur les partis qui permettait de rendre illégales des organisations qui ne condamnaient pas publiquement les actions de l'ETA. C'est par cette loi que l'organisation Herri Batasuna a été interdite. Cette organisation avait le soutien électoral de plus de 15 % de l'électorat au Pays basque.

Avec cette loi, le gouvernement essaie d'interdire l'Action nationaliste basque (ANB) parce qu'elle n'a pas condamné les derniers attentats de ETA. Mais il faut rappeler que l'ANB est un parti très ancien, constitué en 1930 et qui a combattu le franquisme les armes à la main. Dans le même temps, le Parti populaire intègre dans sa direction des anciens ministres de Franco.

Le combat pour la République aujourd'hui, c'est le combat pour la défense du Code du travail, pour l'annulation de toutes

les réformes imposées par l'Union européenne. C'est le combat pour la défense des services publics et la renationalisation des entreprises stratégiques. C'est le combat pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est le combat pour la défense de l'école publique et l'annulation des lois découlant de l'Espace de Bologne, c'est le combat pour le droit à l'avortement, c'est le combat pour l'Union libre et fraternelle des peuples. Et avant tout, c'est le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne, cette nouvelle Sainte-Alliance de toutes les forces de la réaction.

Sans doute, aujourd'hui, le combat pour la République, pour l'Union libre, n'est encore que le mot d'ordre d'une avant-garde, de quelques couches du mouvement ouvrier et de la jeunesse, mais c'est le mot d'ordre de délimitation dans le mouvement ouvrier et toute la société. C'est le mot d'ordre que l'on commence à entendre dans toutes les langues. C'est le mot d'ordre que défend la section de la IV<sup>e</sup> Internationale dans tous les événements importants de la lutte de classe. Demain, ce sera le mot d'ordre des plus larges masses.

La compréhension du fait que le combat d'une avant-garde, c'est d'aider à ouvrir une issue dans la lutte émancipatrice, c'est le produit de l'élaboration commune à laquelle le camarade Lambert a pleinement participé. Nous reprenons ce flambeau : non comme les enseignements d'un vieux maître, mais parce que cela correspond aux intérêts des travailleurs et des peuples pour se libérer de l'exploitation et de l'oppression.

**Andreu Camps**

## Textes de Pierre Lambert

# Dans l'engagement politique du camarade Lambert

De l'avis même du camarade Lambert, le développement de la révolution espagnole a été un des faits marquants de son

engagement politique. Il faut se rappeler que la grève générale en France, en 1936, est un événement parallèle à l'insurrection

ouvrière contre le coup d'Etat des généraux en Espagne, le 18 juillet 1936. Ces événements qui s'insèrent dans une radicalisation de la classe ouvrière dans plusieurs pays d'Europe ont marqué toute une génération.

Dans le livre *Itinéraires*, écrit conjointement par Pierre Lambert et Daniel Gluckstein en 2002, il explique :

*“La deuxième chose (après la grève générale de juin 1936 en France) qui a été importante pour ma prise de conscience politique, c'est mai 1937, et ce qui s'est passé à Barcelone. Nous étions, dans le petit groupe qu'on constituait avec ce vieux militant dont j'ai parlé plus haut, des jeunes militants. Tout le monde discutait : est-ce que c'était juste ou pas juste ?*

*Avaient-ils raison ou tort, les insurgés révolutionnaires de Barcelone, de prendre les armes pour défendre les acquis de la révolution ouvrière et paysanne de juillet 1936 ? Ce fut la première manifestation directement politique indépendante de ma vie, elle remonte à ce moment-là. J'étais pour l'insurrection, je pensais qu'ils avaient eu raison, pour sauver la révolution espagnole, de se dresser contre les staliniens. Tous les autres camarades du groupe étaient en désaccord avec moi. J'avoue que, quelques jours après, quand j'ai lu que Trotsky justifiait l'insurrection de Barcelone, j'étais très fier de moi !”*

*Itinéraires, 2002*

## Comment aborder les droits des peuples, partant de l'unité de la classe ouvrière ?

*« Je commencerai par la Catalogne. A mon avis, nous devons orienter notre intervention sur la ligne suivante : nous sommes contre l'oppression du peuple catalan ; nous sommes contre la monarchie, qui opprime tous les peuples d'Espagne, en premier lieu les Catalans.*

*Nous disons : “Nous sommes le peuple catalan libre et nous voulons que cette liberté soit sanctionnée par la république catalane souveraine. Nous sommes contre la monarchie, qui opprime et exploite tous les peuples d'Espagne. Nous sommes pour le soutien au peuple basque, qui souffre des mêmes maux que ceux dont nous souffrons, et peut-être pire.*

*Nous sommes pour le peuple libre basque, le peuple libre castillan, le peuple libre andalou... et nous sommes pour l'Union des peuples libres d'Espagne, nous nous prononçons pour la république catalane, la république basque, la république andalouse, etc., nous sommes pour l'Union des républiques libres d'Espagne.*

Nous dénonçons, répétons-le, la monarchie, qui centralise tous les pouvoirs pour opprimer et exploiter les peuples travailleurs d'Espagne.

Nous dénonçons l'Union européenne oppresseuse à laquelle adhère sans réserve la monarchie. C'est l'Europe, l'Union européenne, qui a détruit la Yougoslavie, qui met en place la politique des régions, comme instrument d'oppression contre les peuples. Nous sommes pour le retrait de l'Union européenne. Nous sommes pour l'Union des républiques d'Espagne dans le cadre de l'Union libre des peuples libres d'Europe.”

*Il est bien évident qu'il ne s'agit là que d'une esquisse à discuter, mais qui nous conduit nécessairement à poser la question d'une conférence européenne contre l'Union européenne et contre les gouvernements inféodés à l'Union européenne. »*

**Notes aux camarades de la section espagnole, octobre 2007**

# Les liens traditionnels entre les travailleurs espagnols et français

## « 1. La relation avec l'Espagne

*Il faut comprendre que, pour les travailleurs français, l'Espagne n'est pas une question parmi d'autres. Au contraire, la lutte des travailleurs de France est directement reliée à la révolution espagnole et celle-ci à la crise révolutionnaire qui a éclaté en France en juin 1936.*

*Ces liens entre le prolétariat français et l'avant-garde révolutionnaire espagnole, quelles qu'aient été les difficultés et les divergences, ont été constants dans toutes les périodes que nous avons connues. Par exemple, nous avons des divergences avec les pivertistes (1), mais pas sur cette question. Nous étions les uns et les autres pour l'aide inconditionnelle à la révolution espagnole. Nous étions en désaccord avec le fait que Pivert soutenait la politique du POUM (2), que nous considérons comme erronée, mais nous étions tout à fait d'accord sur le soutien inconditionnel au POUM, aux anarchistes espagnols. Il faut traiter les questions qui se posent à partir de ce fait, étant donné que nous avons toujours maintenu des liens, plus ou moins étroits, selon les situations. Il est nécessaire de considérer, camarades, ce que représentent la révolution espagnole et l'Espagne pour le prolétariat français. Je ne donnerai qu'un seul exemple. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y avait un militant qui n'était pas trotskyste, mais dont le fils appartenait à la IV<sup>e</sup> Internationale. Ce camarade, qui est mort depuis, était un résistant et commandait des brigades de résistants dans les Pyrénées. Il était membre du PC. Il considéra que la fin de la guerre signifiait la libération de l'Espagne. Il entra avec son unité en Espagne pour la libérer et il fut vendu par les stalinien. C'est cette manière de considérer les choses qui crée des liens entre nous et la révolution espagnole.*

*Une série de militants qui avaient été au POUM rejoignirent la IV<sup>e</sup> Internationale. C'était la période d'après la défaite. Il faut dire que les problèmes politiques étaient bloqués jusqu'à un certain point, surtout du fait que le POUM avait rapidement disparu après la guerre.*

*Par ailleurs, ce n'est pas mon intention de porter des jugements, et ce n'est pas ce que vous me demandez. J'ai gardé de très bonnes relations, y compris avec des militants "droitiers" du POUM comme Pedro Bonet (exilé en France), qui n'était pas trotskyste, bien loin de là, (c'était un communiste de droite, c'est-à-dire du courant de Maurin dans le POUM, qui était sur la ligne de l'opposition de Boukharine dans l'Internationale communiste), mais qui, à mon avis, était un militant honnête, un militant ouvrier honnête, et qui est resté fidèle à sa classe.*

## 2. La construction d'une organisation en Espagne

*Les difficultés que nous avons connues à l'intérieur de la IV<sup>e</sup> Internationale ont eu une répercussion, naturellement, sur les relations que nous avons avec les camarades de la section espagnole, qui se trouva réduite à quelques individus, avec d'importantes divergences entre eux. Ces difficultés se sont exprimées pendant la crise pabliste (1951-1953) : deux cama-*

(1) De Marceau Pivert, dirigeant de la gauche du PS français, qui donna naissance en 1938 au PSOP, parti que l'on peut caractériser comme centriste.

(2) POUM : Parti ouvrier d'unification marxiste, constitué en 1935, produit de la fusion entre la Gauche communiste d'Espagne (ICE), section espagnole de l'Opposition de gauche internationale, dirigée par Andreu Nin, et le Bloc ouvrier et paysan (BOP), rupture en Catalogne du Parti communiste officiel. Ce parti a été caractérisé par Trotsky et la IV<sup>e</sup> Internationale comme un parti centriste. Trotsky a critiqué publiquement la participation du POUM au gouvernement de front populaire.

rades sont restés avec nous et deux autres sont partis avec Pablo. Le problème était alors celui de l'isolement total.

Plus tard, nous avons établi des relations en Espagne à travers un camarade que vous connaissez, Raul Gómez, qui était un dirigeant des Jeunesses socialistes et qui était un militant de grande valeur et d'une grande efficacité politique (3). Mais la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale était telle que, de fait, nous arrivions à peine à suivre l'actualité, à discuter des problèmes qui se posaient en Espagne, et cela a fait que la situation a dégénéré. De sorte que, quand sont apparues des divergences entre nous, le camarade Raul a pu dire : écoutez, camarades, j'ai fait tout ce que vous m'avez dit, je ne me sens pas responsable. C'est pourquoi, bien qu'aujourd'hui il soit très loin de nous, il faut reconnaître ce qu'il a fait et ce qu'il a été.

A partir de là, quelque chose a commencé à se construire autour de Raul, avec qui nous étions en relation. C'était dans les années 1970. L'erreur que nous avons commise fut de pousser à la rupture tous les camarades des Jeunesses socialistes en 1977. Indépendamment de la question de savoir si cette rupture était préméditée ou non. Cela nous ne le savons pas et nous ne pouvons pas le dire. Dans d'autres pays, nous avons eu les mêmes problèmes avec les mêmes personnes. C'est pourquoi là-dessus nous ne pouvons rien affirmer. Mais le camarade Raúl a continué à combattre avec un grand courage.

### 3. En ce qui concerne les organisations du Secrétariat unifié

Il est clair qu'il faut situer les problèmes relatifs à la rupture qui s'est développée au sein de l'organisation pabliste (LCR) et de l'organisation qui s'est constituée sous l'impulsion et avec l'appui du SWP, la LC. Nous nous trouvons là face à un problème difficile à résoudre par rapport à la politique erronée du camarade Raúl, qui nous avait expliqué que la direction de cette organisation (LC) était une direction anti-pabliste qui se rapprochait de nous et qu'il y avait à l'intérieur de cette organisation un groupe qui était en relation avec les pablistes, et que ce groupe, c'était toi qui le dirigeais (4).

Nous avons essayé de discuter avec ces camarades, à partir du fait que, bien que nous pensions que nous n'étions réellement pas d'accord avec le SWP, ils avaient à un moment donné rompu avec Pablo, et nous, nous essayions de garder des relations positives avec eux, pour les faire revenir au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale. Malheureusement, la direction du SWP a fini par liquider totalement ce parti aux Etats-Unis. C'est pourquoi nous avons essayé de les convaincre. Plus tard, quand j'ai participé personnellement à ce congrès de la LC (le congrès de novembre 1977), à ma grande stupéfaction, j'ai constaté que ceux qu'on m'avait désignés comme pablistes exprimaient les positions les plus proches des nôtres. J'ai été assez surpris et j'ai dit à ce camarade que je n'aimais pas qu'on me raconte des histoires. Quand on m'a demandé de prendre la parole, j'ai expliqué que, pour ma part, je ne pouvais pas juger de ce qui se passait à l'intérieur de votre organisation parce que je n'avais pas les éléments suffisants, mais que je pouvais expliquer ce que nous faisons en France. Et j'ai expliqué la situation en France et dans l'Internationale.

Finalement, ces camarades ont pris contact avec notre organisation en Espagne, l'OCIE (Organisation communiste internationaliste d'Espagne), et sont rentrés dans le groupe.

### 4. Les organisations de la classe ouvrière espagnole

En Espagne, il y a eu une défaite et même quelque chose de pire qu'une défaite, parce qu'il y a eu une véritable révolution prolétarienne dans laquelle le stalinisme a joué un rôle provocateur, bien qu'il manquait de racines profondes dans la classe. Les organisations dont les racines étaient profondes étaient la CNT (5), la FAI (6), même le POUM et le

(3) Raúl Gómez fut secrétaire politique du POSI depuis sa fondation jusqu'en 1995.

(4) Il s'adresse ici à Andreu Camps, l'un des interviewers.

(5) CNT : Confédération nationale du travail constituée au début du XX<sup>e</sup> siècle, produit de l'unification des partisans de l'Association internationale des travailleurs. Avec l'Union générale des travailleurs, elle est devenue le syndicat majoritaire avec une influence prépondérante au sein de



PSOE (7), et, dans ce sens, le stalinisme a développé une politique systématique de destruction de toute organisation parce qu'il ne voulait pas qu'il existe ne serait-ce qu'un Parti communiste espagnol. Il s'agissait de tout détruire par le moyen des méthodes staliniennes, des assassinats, et cela entraîna, de fait, une situation extrêmement difficile, dans la mesure où toutes les directions qui n'étaient pas staliniennes s'associèrent de fait au soutien d'une politique imposée par Staline, qui était une politique où, tout en ayant l'air d'être contre la non-intervention, le PC appuyait totalement cette politique de non-intervention qui avait été décidée par le gouvernement de Front populaire de Blum, par le gouvernement anglais, etc.

Dans ce sens, il faut comprendre qu'il y a eu d'innombrables difficultés expliquant en définitive pourquoi ce n'est dans ces dernières années que nous avons pu dépasser tous ces problèmes.

Je pense qu'en définitive, les relations qui aujourd'hui existent entre l'organisation espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale et la classe ouvrière ne sont pas qualitativement différentes de celles qui existent en France. Il n'y a plus cette grande différence qui existait dans ces années-là.

##### **5. Sur les conditions de la reconstruction du POUM**

Sans personnaliser les choses, et même si je n'étais pas d'accord politiquement avec Bonet, qui était un droitier, je pense qu'il désirait sincèrement que le POUM se reconstitue et je crois que les autres courants, y compris les trotskystes, qui auraient dû, comme Trotsky le demandait en 1936-1937, être à l'intérieur du POUM, s'y sont opposés. Et la direction du POUM elle-même s'y est opposée. C'est

pourquoi le POUM a disparu.

Cela fut, à mon avis, un échec, indépendamment du fait qu'il y avait des divergences avec le POUM. Dans ce sens, cela fut un obstacle pour la construction d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale parce que le problème de l'entrée dans le POUM n'était pas de cacher notre appartenance : ce qu'il fallait, c'était partir du fait que nous combattions pour la construction d'un parti ouvrier indépendant.

Cependant, il faut comprendre que la direction du POUM fut hostile à cela et que la tragique situation où se trouva finalement Andrés Nin était liée directement à cela, à ses positions politiques qui se situaient sur le terrain du Front populaire, qui, en dernière instance, était une alliance avec le GPU, malgré le fait qu'il n'avait rien à voir avec le GPU, comme il le démontra. »

**Entretien entre Pierre Lambert, Andreu Camps et Luis Gonzalez, publié dans le livre *Le Trotskysme en Espagne*, rédigé par Luis Gonzalez et paru en 2004**

la classe ouvrière industrielle de Catalogne, dans l'est de l'Espagne et parmi les journaliers agricoles d'Andalousie et d'Aragon. La CNT a été à la tête des occupations d'usines et de l'expropriation des terres pendant la révolution en 1936.

(6) FAI : Fédération anarchiste ibérique. Elle regroupait au sein de la CNT les partisans de la doctrine anarchiste, c'est-à-dire de l'abolition de l'Etat et de la constitution d'une Fédération ibérique des municipalités et communes. La FAI était majoritaire à la direction de la CNT.

(7) PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol, constitué à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle parallèlement à l'UGT. Electoralement, c'était et c'est le parti majoritaire de la classe ouvrière, qui entretient des relations organiques avec l'Union générale des travailleurs (UGT).

**La lutte  
pour le rétablissement  
de la classe ouvrière  
allemande à sa place  
dans le combat  
révolutionnaire**



Novembre 1989 : la classe ouvrière allemande abat le Mur de Berlin et impose la réunification de la classe ouvrière et de la nation allemandes, écartelées par l'ordre de Yalta-Potsdam.

# Présentation

On ne peut parler complètement du combat politique du camarade Pierre Lambert sans évoquer la place qu'occupait, pour lui, le combat pour la reconstitution des forces et du rôle de la classe ouvrière allemande dans le combat révolutionnaire.

Dans le message adressé à la direction du CCI par l'ISA, section allemande de la IV<sup>e</sup> internationale, le camarade Werner Uhde écrit :

*« J'ai rencontré le camarade Lambert pour la première fois en 1970. Membre de l'organisation des étudiants socialistes allemands, je venais d'être gagné à la IV<sup>e</sup> Internationale. Il me posa deux questions. La première : quelle est ta position sur la question de la réunification de l'Allemagne, qui, selon lui, devait naturellement constituer pour tous les trotskystes, et bien sûr particulièrement pour ceux d'Allemagne, une position fondamentale.*

*J'ai été surpris par cette question et par l'importance que le camarade Lambert lui accordait. Pour les socialistes de gauche dans le SPD, dont je venais, le critère d'une politique de "gauche" était justement la "reconnaissance" de la RDA, et donc de la division de l'Allemagne. C'était la position de l'ensemble de la "gauche" en Allemagne, des staliniens naturellement et aussi des pablistes.*

*Je n'avais pas compris que la division de l'Allemagne représentait la clé de voûte de la domination commune de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne, de Yalta-Potsdam, pour endiguer la vague révolutionnaire qui déferlait sur l'Europe à la fin de la Seconde Guerre mondiale. La division de l'Allemagne décapitait politiquement, une seconde fois, la classe ouvrière allemande, l'asservissant à la double impasse de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. Les staliniens, les pablistes et l'ensemble de la "gauche" la justifiaient au nom de la "culpabilité collective du peuple allemand", accusé de porter une responsabilité dans les crimes du fascisme, et de "l'incapacité révolutionnaire" de la classe ouvrière allemande. Les appareils bureaucratiques et leurs soutiens de*

*"gauche" voulaient ainsi occulter la responsabilité particulière du stalinisme et de la direction social-démocrate dans la capitulation qui avait livré la classe ouvrière politiquement enchaînée au pouvoir des bourreaux nazis.*

*En 1989, le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple a renversé le régime du SED (1), détruit le mur de Berlin, mis fin à la division de l'Allemagne, reconquérant l'unité de la classe ouvrière dans ses syndicats communs. C'était ce qui était décisif pour Pierre Lambert, malgré la contre-offensive brutale — soutenue par la direction du SPD, de l'impérialisme et de l'Union européenne au travers de la mise en place du traité de Maastricht — contre les conquêtes de la propriété sociale à l'Est et toutes les conquêtes démocratiques et sociales de l'ensemble de la classe ouvrière allemande.*

*Pierre Lambert soulignait, chaque fois qu'il en avait l'occasion, la pleine reconstitution politique de la classe ouvrière allemande réunifiée, qui prendrait, au cœur de l'Europe, sa place, une place décisive dans le développement de la révolution en Europe. »*

On imagine sans peine la surprise, et, disons-le, le choc qu'a constitué pour ces jeunes militants allemands la rencontre avec le militant ouvrier internationaliste expérimenté qu'était Pierre Lambert. Il incarnait en effet la continuité avec une histoire que tous voulaient effacer.

---

## L'HÉRITAGE POLITIQUE DES ULTIMES APPELS DE LÉON TROTSKY EN DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

---

Cette attention particulière qui était la sienne pour la classe ouvrière allemande

---

(1) SED : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands (Parti socialiste unifié), parti de la bureaucratie est-allemande fondé en avril 1946 en fusionnant par la force le Parti social-démocrate (SPD) avec le Parti communiste (KPD) en République démocratique allemande (RDA).

ne peut se comprendre qu'en relation avec la discussion passionnée qui a traversé, des années 1920 jusqu'à la guerre, toute l'avant-garde du mouvement ouvrier, les cadres de la III<sup>e</sup> Internationale et tous les militants qui allaient rejoindre la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pierre Lambert a 19 ans quand la guerre éclate. La IV<sup>e</sup> Internationale vient d'être fondée.

L'ultime appel passionné de Léon Trotsky aux ouvriers sociaux-démocrates allemands pour les convaincre d'imposer avec les ouvriers communistes un front unique de défense commun date de février 1933 ; ces paroles sonnent encore aux oreilles de l'avant-garde ouvrière.

Rassemblant toute sa force persuasive, Léon Trotsky lance à l'adresse des ouvriers allemands :

« *L'ouvrier communiste doit dire à l'ouvrier social-démocrate : "La politique de nos partis est inconciliable ; mais si les fascistes viennent attaquer cette nuit le local de ton organisation, je me porterai à ton secours les armes à la main. Me promets-tu, si un danger vient à menacer mon organisation, d'accourir à mon aide ?" Voilà la quintessence de la politique de la période actuelle. Toute la politique doit être mise à ce diapason.*

*Plus nous ferons cette agitation d'une façon sérieuse, obstinée, réfléchie..., plus nous proposerons dans chaque usine, dans chaque quartier et dans chaque arrondissement ouvrier des mesures actives d'organisation de la défensive, moins grand sera le danger d'être pris à l'improviste par l'attaque des fascistes et plus nous aurons la certitude que cette attaque, au lieu de les briser, cimentera les rangs ouvriers. »*

Et Trotsky ajoutait :

*"Si, à la fin de 1918, lorsque le pouvoir était tout entier dans ses mains, la social-démocratie allemande s'était engagée hardiment dans la voie du socialisme et avait conclu une alliance indissoluble avec la Russie soviétique, toute l'histoire de l'Europe aurait reçu une autre orientation et l'humanité serait arrivée au socialisme dans un délai beaucoup plus court et avec infiniment moins de sacrifices. Ce n'est pas notre faute si cela ne s'est pas produit."*

C'est cette perspective, cette vision d'ensemble du développement de la révolution prolétarienne qui a constitué le ter-

rain sur lequel s'est formé l'internationaliste qu'a été toute sa vie Pierre Lambert.

---

### **JUIN 1953 : "CONTRE L'OCCUPATION, POUR L'UNITÉ ALLEMANDE, LES PROLÉTAIRES SE LÈVENT"**

---

Le 16 juin 1953, les ouvriers du bâtiment qui travaillent sur l'immense chantier de reconstruction de la Stalin Allee, à Berlin, se mettent en grève contre les nouvelles normes augmentant les cadences de travail décidées par la direction du SED (le parti de la bureaucratie stalinienne au pouvoir). Le 17 juin, la grève s'étend à toute l'Allemagne de l'Est. Des comités de grève se constituent. Ils cherchent à établir la jonction entre eux. Le comité de grève de la ville de Bitterfeld adresse au "prétendu gouvernement d'Allemagne démocratique" une exigence : la mise en place d'un gouvernement provisoire composé de "travailleurs progressistes". A Magdeburg, une affiche est placardée dans la gare centrale, qui proclame à l'adresse de l'Ouest :

*"Débarrassez votre fumier à Bonn maintenant. A Pankow, nous nettoions la maison. Dehors Ulbricht-Adenauer ! Nous ne négocierons qu'avec Ollenhauer !" (dirigeant SPD).*

La classe ouvrière de Berlin-Est manifeste le 17 juin. Le 17 juin, à 13 heures, le haut commandement soviétique déclare l'état de siège. La répression stalinienne est sauvage, les chars soviétiques tirent sur la foule ouvrière. L'armée d'occupation de la zone ouest de la ville interdit la jonction du prolétariat de la zone ouest avec celui de l'est.

Pour la première fois depuis la guerre, le pronostic de Léon Trotsky sur la nécessité de la révolution politique pour expulser la bureaucratie restaurationniste, défendre la propriété sociale, pour la démocratie des conseils, est vérifié de façon dramatique dans la vie.

*La Vérité*, organe du PCI majoritaire dans lequel le camarade Lambert joue un rôle majeur, titre son numéro du 24 juin 1953 par cette proclamation : "Contre l'occupation, pour l'unité allemande, les prolétaires se lèvent", et affirme :



*“Nous pouvons et devons aider la classe ouvrière allemande dans sa lutte pour l’unité de son pays, pour le départ des troupes d’occupation étrangère, pour la démocratie, pour le socialisme. Unissons-nous pour imposer le retrait de toutes les troupes d’occupation ! Exigeons le retrait des troupes d’occupation de notre propre bourgeoisie en Allemagne de la même façon que nous exigeons le retrait du corps expéditionnaire en Indochine et des troupes d’occupation en Afrique du Nord.”*

Une déclaration résume mieux que de longs discours la signification de la scission des années 1950-1953 au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale. D’un côté, l’appui sans condition à la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne. De l’autre, une couverture honteuse de la répression, comme en témoigne cet extrait de la déclaration du Secrétariat international de Michel Pablo parue le 25 juin, qui dénonçait :

*“L’intervention d’éléments douteux, ouvertement provocateurs ou réactionnaires, à la jonction des manifestations de l’Est et de l’Ouest a, à certains moments, perverti le caractère prolétarien antibureaucratique et anticapitaliste des masses.”*

---

### **NOVEMBRE 1989 : “L’EFFONDREMENT EN COURS DE L’ÉQUILIBRE MONDIAL ÉDIFIÉ À YALTA”**

---

Lorsqu’enfin, 36 ans après 1953, en novembre 1989, les manifestations qui ont lieu chaque lundi depuis des semaines dans les principales villes de RDA, rassemblant toujours plus de manifestants, culminent avec des millions d’hommes et de femmes dans la rue à Berlin faisant tomber le mur qui divise l’Allemagne depuis 40 ans, c’est le camarade Pierre Lambert qui rédige la résolution adoptée le 12 novembre 1989 pour le 34<sup>e</sup> Congrès du PCI, que nous publions en annexe 1.

Il inscrit les événements qui viennent de surgir dans leur contexte d’ensemble :

*“Ce à quoi nous assistons, c’est à l’effondrement en cours de l’équilibre mondial édifié à Yalta, déstabilisant tant l’équilibre des pays d’où la propriété privée a été expropriée que l’équilibre de*

*tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde.”*

Effondrement dont il analyse, dans une note du 27 juillet 2001 (reproduite plus loin), les conséquences pour la classe ouvrière de tous les pays d’Europe, et plus particulièrement celle d’Allemagne, qui concentre au cœur du continent le problème de l’Ouest et de l’Est.

---

### **LES CONDITIONS DE LA CONSTRUCTION DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE EN ALLEMAGNE**

---

Mais il est un autre aspect politique fondamental de l’apport du camarade Lambert, sans lequel tout ce qui vient d’être évoqué resterait du domaine des idées : comment mettre en œuvre en Allemagne même la politique que nous venons de résumer.

Dans le message, dont nous parlons au début de cet article, qu’a fait parvenir au nom de l’ISA à la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale le camarade Werner Uhde, il évoque la deuxième question que lui a posée Pierre Lambert en 1970 :

*“Pourquoi veux-tu sortir du combat dans le SPD ? Ton entrée dans la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale n’exige ni la rupture avec ce qui fait ton enracinement dans l’intervention dans la lutte de classes ni avec les organisations de la classe dans lesquelles tu t’es investi. Les trotskystes n’ont pas d’intérêts séparés de ceux de l’ensemble du prolétariat. La construction du parti révolutionnaire, de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne peut avoir lieu en dehors du mouvement de la classe organisée, de ses organisations ouvrières traditionnelles, lesquelles sont contrôlées par les appareils bourgeois.”*

Le camarade Lambert a combattu inlassablement pour dégager les formes transitoires de l’organisation et du regroupement des militants et cadres sur une base politique indépendante.

Dans le cas de l’Allemagne, cela signifiait pour lui que le regroupement politique sur une base indépendante n’exigeait pas l’ultimatum de la rupture avec le parti historique de la classe ouvrière allemande dans lequel les jeunes camarades militaient.

Mais, ajoute Werner Uhde :

*“Ce combat présupposait, comme le camarade Lambert n’a cessé d’y insister, que, dans toutes les circonstances — quelle que puisse être, dans tel ou tel pays, la tactique appropriée de construction —, existe une forme d’expression trotskyste indépendante. Il s’agissait pur lui d’un principe absolu, qui ne tolérait aucune exception, car, il nous faut, disait-il, en toutes circonstances préserver notre totale liberté de propagande et d’agitation.”*

Cet échange nous fournit l’occasion de préciser un aspect important de la politique de la IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne.

Le 14 mars 1933, Trotsky tire le bilan de la tragédie qui vient de s’abattre sur le prolétariat allemand, livré sans combat par ses directions social-démocrate et stalinienne à la répression du régime nazi qui vient de prendre le pouvoir.

*“Le prolétariat allemand se relèvera, écrit-il, le stalinisme jamais !”* L’histoire a totalement vérifié ce pronostic.

---

#### LA PLACE DU SPD, “PARTI OUVRIER-BOURGEOIS”

---

Lorsque, dans l’Allemagne détruite, divisée et occupée, le prolétariat remet les usines en marche et tend toutes ses forces pour se réorganiser, c’est d’abord dans ses syndicats, mais aussi au sein et autour du SPD, le vieux parti historique du prolétariat allemand, qu’il le fait. A l’exception, rappelons-le, de la zone d’occupation soviétique, où la bureaucratie a “fusionné” de force les restes du Parti social-démocrate et du Parti communiste pour former un SED, courroie de transmission du régime totalitaire stalinien.

Malgré les crises (et il y a en a eu) au sein du “parti ouvrier-bourgeois” (2) selon la définition de Lénine, le SPD demeure donc la représentation politique traditionnelle du prolétariat allemand. En dépit de l’hémorragie des effectifs qu’il a subie, notamment sous la direction de Schröder, c’est sur le SPD que les travailleurs continuent à chercher à faire pression, comme l’ont encore montré en octobre 2007 le congrès du SPD de Hambourg et plus

récemment les élections de février 2008 dans le Land de Hesse, sur lesquels nous revenons plus loin.

Cela veut-il dire que les trotskystes auraient pour vocation de contribuer à animer dans le SPD une opposition polie aux diktats de la direction social-démocrate totalement inféodée à l’impérialisme et à l’Union européenne ? Rien à voir avec cela.

En 2004, le SPD vient de subir coup sur coup une série d’échecs électoraux. La désaffection d’une large couche de l’électorat ouvrier manifeste la recherche des moyens pour s’opposer à la politique de Schröder, qui s’est engagé depuis 1999-2000 avec la loi Hartz dans la destruction de tout le système d’assurance chômage, dans la destruction de tout le système de santé et de protection sociale, limitant de façon drastique les remboursements, contraignant les assurés sociaux à prendre des assurances complémentaires, privatisant et fermant les hôpitaux. Schröder a, en s’attaquant à tout le système des retraites, baissé pour la première fois de toute l’histoire allemande les pensions des retraités. Il a ouvert une large brèche dans la convention collective des services publics pour enclencher un processus de privatisations sans précédent...

Le camarade Lambert écrit dans des notes rédigées en urgence pour la section allemande le 30 juillet 2004 :

*« Personne ne peut contester que la situation dans laquelle Schröder plonge l’Allemagne est celle de la destruction et de la décadence.*

*— Qui peut nier que la bourgeoisie, confrontée aux exigences du FMI, re-*

---

(2) Il s’agit d’un parti dont la direction est indiscutablement subordonnée à la défense de l’ordre bourgeois et au système fondé sur la propriété privée des moyens de production, mais dont la composition sociale, en raison de son origine de parti intimement lié à l’organisation de la classe ouvrière comme classe “pour soi” et des circonstances historiques propres à l’Allemagne, demeure dans sa masse essentiellement ouvrière. Il reste la représentation politique traditionnelle de la classe ouvrière. En ce sens, la puissance du SPD, fondamentalement liée aux conquêtes sociales d’après-guerre dans le système parlementaire de la République fédérale, dépend de leur préservation. Ce type de parti reste pour l’essentiel celui des partis sociaux-démocrates suédois, belge, suisse... Ils entrent dans une crise majeure sous les coups de l’Union européenne.

layées par l'Union européenne, demande toujours plus et que Schröder répond point par point toujours plus étroitement à ces exigences ?

— Qui peut nier que Schröder, non content de faire supporter aux travailleurs les coups les plus terribles, leur en promet encore davantage ?

— Qui peut nier que cette situation conduit à une désorganisation de plus en plus accentuée du mouvement ouvrier ? Désorganisation qui trouve son expression dans la politique des pablistes, politique de soutien au PDS à Berlin, où ils appliquent dans le cadre de la coalition gouvernementale du Land de Berlin, point par point, la politique de Schröder.

— Qui peut nier que, forte de l'appui de son valet Schröder, la bourgeoisie allemande est de plus en plus insolente ?

— Sommes-nous isolés lorsque nous combattons sur le mot d'ordre de "Dehors Schröder !" ?

Les faits attestent que, vu nos forces, nous ne sommes pas isolés lorsque nous intervenons pour défendre cette position conforme aux besoins des travailleurs.

— Sommes-nous hors du mouvement de la classe lorsque nous disons "Schröder conduit le pays à l'abîme" et lorsque nous mettons en avant la nécessité de s'organiser à l'intérieur du SPD et des syndicats contre les résultats de la politique de Schröder ?

— Sommes-nous en dehors du mouvement de classe lorsque nous disons : "On ne peut pas accepter ce que fait Schröder, on ne peut pas accepter le crime perpétré contre les chômeurs, contre les malades !" ?

— Sommes-nous en dehors du mouvement, lorsque nous disons : "On ne peut pas accepter cela, on ne peut pas accepter la politique terrible qui frappe les travailleurs. Il faut donc chasser Schröder !" ? »

Fallait-il, oui ou non, brandir avec énergie le drapeau de la révolte des militants dans le SPD pour chasser son fossoyeur ?

Pour le camarade Lambert, "la possibilité du développement d'une rupture de haut en bas de l'ensemble du SPD, ouvrant la possibilité de la création d'un parti ouvrier du type USPD (Parti social-démocrate indépendant)" (3) existe toujours, compte tenu de la nature de la représentation politique traditionnelle de la classe ouvrière que demeure le SPD. Mais il précise :

"L'organisation effective d'un courant issu de l'intérieur du parti ouvrier SPD, lié aux syndicats, ne peut pas être le résultat d'un processus spontané. Il ne peut qu'être le résultat de l'organisation effective d'un tel courant pour aider ce processus à aller le plus loin possible (...)."

C'est là que résidait pour lui la place de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale.

---

### 1989 N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

---

Tous les démantèlements actuels ne font que confirmer cette ligne stratégique.

Malgré les coups portés par Schröder contre les acquis sociaux de la classe ouvrière allemande, malgré les dommages qu'il a infligés au SPD, le vieux "parti ouvrier-bourgeois" que les travailleurs reconnaissent toujours comme leur parti, la résistance un temps refoulée se réorganise aussitôt.

La classe ouvrière du premier exportateur mondial de produits manufacturés qu'est l'Allemagne a reçu des coups, mais elle est là.

Et si, comme le soulignait Pierre Lambert, "la force de travail est la force qui met en œuvre toutes les forces productives", alors les grands combats sont devant nous sur le terrain direct de la lutte des classes comme sur celui de la lutte politique pour se ressaisir de ses organisations, en particulier de son parti traditionnel, le SPD, pour en faire un instrument de la rupture avec la politique de l'Union européenne.

---

(3) Opposés à la guerre et au vote des crédits de guerre, les députés du SPD qui votent contre les directives de la direction du parti en décembre 1914 sont finalement exclus du parti en 1916. Ils fondent en avril 1917 l'USPD (le SPD indépendant). Les spartakistes en sont membres. Au début de la révolution allemande, en novembre 1918, ils ont 3 membres au conseil des commissaires du peuple dirigé par Friedrich Ebert. En décembre 1918, les spartakistes quittent l'USPD pour fonder le Parti communiste allemand. En 1920, l'USPD compte 750 000 membres. Décision est prise au congrès de Halle, en 1920, de rejoindre le Comintern, la gauche du SPD rejoint le Parti communiste allemand. La droite (minoritaire) de l'USPD retourne au SPD.

Aux élections générales de septembre 2005, dans un incroyable sursaut électoral contre Schröder, qui, à la tête du SPD, avait tout fait pour assurer le triomphe de Merkel (CDU), des millions d'électeurs traditionnels du SPD se sont à nouveau saisi, malgré tous les obstacles, de leur parti pour barrer la route à Merkel. Par ce sursaut, ils l'ont privée du "triomphe" annoncé.

La crise politique qui s'approfondit aujourd'hui en Allemagne a son origine dans la combinaison de la crise mondiale et dans ce résultat qui a privé Merkel de la victoire dont l'impérialisme et l'Union européenne avaient besoin pour aller jusqu'au bout de leurs plans de destruction.

La classe ouvrière est là. Les grèves qui se développent en ce début 2008, à l'occasion des négociations de renouvellement des conventions collectives de la sidérurgie, des services publics qui contre-carrent les exigences de la Banque centrale européenne, en témoignent.

La classe ouvrière a pris des coups, en Allemagne, comme ailleurs. L'Est a été ravagé, il a servi de laboratoire d'essai pour la destruction des conventions collectives et la déréglementation du travail dans toute l'Allemagne.

Mais la classe ouvrière s'est réunifiée il y a 18 ans. Le camarade Lambert a raison, c'est l'essentiel.

Elle résiste par tous les moyens aux tentatives de la disloquer, de la désorganiser. Elle s'arc-boute sur la défense de ses syndicats, elle n'a pas renoncé à se saisir

de son vieux parti, comme on vient de le voir au congrès du SPD qui s'est tenu en octobre à Hambourg, où la direction a été contrainte par la pression des masses ouvrières et de sa base de faire "un pas à gauche", votant qu'il proposerait au gouvernement un allongement de l'indemnisation du chômage pour les travailleurs âgés, et s'opposant à toute privatisation de la Deutsche Bahn.

15 000 travailleurs ont manifesté dans la rue à Bochum exigeant la nationalisation de l'usine contre la délocalisation de l'usine Nokia et les licenciements et donc une rupture de fait avec les traités de l'Union européenne.

Enfin, signalons le référendum de Leipzig, le 28 janvier dernier, dans la ville qui a été en 1989 à l'avant-garde de la mobilisation révolutionnaire qui a fait chuter le mur de Berlin : 87 % des 148 767 votants au référendum d'initiative populaire se sont prononcés contre la vente de l'entreprise communale d'électricité à GDF, contre toute nouvelle privatisation !

1989 n'a pas dit son dernier mot, la fusion entre la révolution politique et la révolution sociale continue de se frayer une voie.

Tout ce que nous avons accumulé comme expérience, tout ce que nous avons discuté et élaboré sur une politique de principes avec le camarade Lambert nous a préparés à cette nouvelle étape.

**Marc Gauquelin**

## Textes de Pierre Lambert

# Résolution politique adopté par le 34<sup>e</sup> Congrès du PCI

1) Les contradictions des relations internationales et des relations entre les classes se révèlent avec une force inouïe dans les explosions révolutionnaires qui éclatent à des niveaux divers à l'échelle mondiale et sur tous les continents, au travers d'un développement dont le facteur dominant est la montée du mouvement révolutionnaire des masses. Les explosions en Birmanie et en Chine, en Allemagne et en URSS, en Pologne et au Brésil, en Afrique du Sud et au Venezuela, comme la résistance de la révolution nicaraguayenne face à la contre-révolution soutenue par l'impérialisme américain confirment la caractérisation de la situation mondiale comme celle de l'imminence de la révolution. Période historique analysée comme couvrant une période longue, où la marche à la révolution connaîtra des hauts et des bas.

Il pourrait sembler que l'Europe capitaliste était jusque-là préservée : la gigantesque explosion sociale en Allemagne de l'Est révèle les contradictions qui étaient encore relativement cachées, ébranlant tout l'équilibre mondial. Les mouvements en cours en Allemagne de l'Est, dirigés contre la bureaucratie de l'Est, ébranlent l'Allemagne de l'Ouest capitaliste, qui est une société de classes. On ne peut prévoir ni déterminer complètement la succession de toutes les phases à venir. La montée de la révolution en Allemagne procède d'un processus d'ensemble de relations internes et internationales, et d'intenses contradictions. Il reste que des millions d'ouvriers de Berlin-Ouest sont accourus pour saluer les milliers de travailleurs de l'Est. Certes, la classe ouvrière et les peuples opprimés, y compris la classe ouvrière en Allema-

gne, ont connu et connaîtront bien des désillusions, des perfidies et des trahisons.

2) Ce à quoi nous assistons, c'est à l'effondrement en cours de l'équilibre mondial édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays d'où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta, qui se liquide par les faits, se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler. A Yalta, un équilibre mondial entre les classes s'est édifié sur la base d'une vague révolutionnaire contenue par un système de conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme par le prolétariat et les peuples opprimés, ainsi que les conquêtes arrachées par l'expropriation, révolutions déformées. C'est sur cette situation qu'avec Yalta l'impérialisme tenait en équilibre les mécanismes du système de la propriété privée des grands moyens de production, grâce à la bureaucratie du Kremlin et à ses agences nationales, et aux appareils des partis social-démocrates qui ont réussi à maintenir la classe ouvrière dans le cadre de l'équilibre bourgeois.

3) Alors que, de toute part et en tous lieux, il est affirmé la faillite du marxisme, toute la situation économique mondiale infirme les fallacieuses théories staliniennes du socialisme dans un seul pays. La situation mondiale dans son ensemble confirme que, sur la constitution du marché mondial édifié par le capitalisme, les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des



Etats. Les analyses marxistes de Trotsky et de la IV<sup>e</sup> Internationale sont confirmées. L'économie des pays d'où le capitalisme a été exproprié est dépendante du marché mondial, *"auquel nous sommes subordonnés, avec lequel nous sommes liés et dont nul ne peut s'arracher"* (Lénine). Le résultat final de la gestion bureaucratique de l'économie par la caste privilégiée, c'est le chaos. Ce n'est pas le marxisme qui est dépassé, ce sont les fallacieuses théories du "socialisme dans un seul pays", de la coexistence pacifique et des prétendus pays socialistes.

La décomposition de tout le système mondial de l'impérialisme sous l'égide du FMI et de la CEE entraîne tous les pays, y compris les pays avancés, à la plus gigantesque destruction des forces productives. Dans les pays arriérés, avec l'exigence du paiement de la dette extérieure, l'impérialisme s'est engagé dans le processus de recolonisation. Les éléments de rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production en URSS, en Chine, dans les pays de l'Est, cumulés à la gestion catastrophique de la bureaucratie, entraînent l'économie de ces pays à un désastre sans précédent. La pénétration du capital financier, le rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production entraîneraient des relations de type colonial, avec toutes leurs désastreuses conséquences.

Le système de la propriété privée et celui de la propriété sociale ont coexisté durant des dizaines d'années. La marche de la lutte des classes démontre qu'historiquement ces deux formes de propriété ne peuvent coexister. Nous rappelons que dans son discours au dernier congrès auquel il ait assisté, Lénine déclarait en substance : quelques dizaines d'années dans la vie d'un homme comptent, à l'échelle de l'histoire quelques dizaines d'années ne sont qu'une goutte d'eau. C'est à cette échelle que nous continuons à aborder la crise de la civilisation humaine, qui ne peut être réglée que dans la solution des problèmes soulevés par la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

4) Derrière les craintives déclarations de tous les hommes politiques de tout bord sur la nécessaire unité de l'Europe, alors que tous les gouvernements, quelle

que soit leur couleur politique, tentent d'organiser le marché unique de 1992, la concurrence la plus aiguë et acharnée rend la lutte entre les Etats extrêmement âpre. C'est là une donnée qui doit entrer en compte dans l'appréciation du bouleversement de l'équilibre européen édifié à Yalta.

Les fondements de l'économie mondiale sont ébranlés par la spéculation :

*"Sur les 400 milliards de dollars qui circulent chaque jour sur les places financières, seulement 12 milliards servent à régler les transactions commerciales"* (Maurice Allais, économiste bourgeois).

Cela confirme que nous assistons à la destruction des fondations mêmes de l'économie mondiale. C'est là la confirmation de ce que l'unité économique et politique réelle de l'Europe ne peut être réalisée par les gouvernements capitalistes. Ils ne peuvent réaliser que compromis partiels et demi-mesures, qui, certes, ont leur importance dans la lutte de classes, mais qui ne sauraient réaliser une Europe unie économiquement et politiquement.

5) Le capitalisme est entré dans la phase où l'action destructrice du maintien du système de la propriété privée des grands moyens de production mine les conquêtes sociales arrachées par le prolétariat. L'impérialisme, effrayé par la crise révolutionnaire mondiale issue de la deuxième guerre impérialiste, a dû concéder des réformes : certes, le capitalisme connaîtra jusqu'à sa mort des fluctuations, mais ces fluctuations en hausse ou en baisse renforcent le parasitisme de son système, dont la spéculation est l'expression. Ce ne sont que fluctuations superficielles (certes importantes pour la lutte de classes), mais sur un fond de destruction croissante des forces productives, minant l'économie mondiale. Dans cette situation, aggravée par la concurrence acharnée à laquelle se livrent les Etats, les gouvernements bourgeois de toute couleur politique, appuyés sur les partis de la II<sup>e</sup> Internationale et les PC, ne voient l'issue que dans l'intensification de l'exploitation et du chômage et dans la réduction du pouvoir d'achat. Avec la marche à la restauration capitaliste en URSS et dans les pays d'où la propriété privée a été expropriée, le degré d'aug-

mentation de l'exploitation serait, l'intervention directe du FMI aidant, sans commune mesure, comme le montrent la Hongrie, la Yougoslavie, la Pologne.

Sous une forme pratique, nous assistons à une offensive qui, dans tous les pays, s'exprime dans la mise en œuvre de la flexibilité, de la précarité, dans le chômage. Contre cette politique, nous faisons fond sur la résistance de la classe ouvrière, facteur central qui interdit aux gouvernements d'établir une véritable stabilité dans les relations mondiales entre les classes. En dépit des obstacles qui se dressent contre le mouvement émancipateur, les facteurs de la révolution se développent. La première de ces causes, c'est la débâcle de l'équilibre de Yalta. La deuxième, la crise de la direction de classe de la bourgeoisie, à laquelle est intégrée la crise de la bureaucratie, facteur de mobilisation indépendante de la classe ouvrière. La troisième, c'est le développement du combat des nationalités opprimées. Le tout conditionne la matérialisation de l'unité mondiale de la lutte des classes.

6) Le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, s'affirmant aujourd'hui dans la révolution politique en Allemagne de l'Est, soulève avec force la nécessité de mettre en avant le mot d'ordre d'Etats unis socialistes d'Europe contre l'Europe du capital, contre les plans du FMI, contre la perestroïka restaurationniste.

Pour ce qui concerne l'Allemagne, alors que l'équilibre de Yalta s'effondre,

qui entraînera une crise majeure dans les pays de l'Est et dans l'Europe des Douze, le mot d'ordre des Etats unis socialistes d'Europe devient encore plus central. Nous avons toujours combattu pour l'unité de l'Allemagne. Aujourd'hui, l'unité allemande, combinant le combat de la section du prolétariat allemand de l'Ouest avec ses conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme et de la section du prolétariat allemand dans l'Allemagne de l'Est où l'expropriation du capital a été réalisée, donne toute la force aux mots d'ordre :

— droit du peuple allemand à rétablir son unité nationale : unité de l'Allemagne ;

— un seul prolétariat allemand, section du prolétariat mondial, une seule nation allemande ;

— liquidation des syndicats officiels en Allemagne de l'Est, droit à des organisations syndicales indépendantes, une seule DGB dans toute l'Allemagne ;

— élections libres dans toute l'Allemagne ;

— Constituante ;

— reconnaissance des partis dans le secteur est de la nation allemande ;

— gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations, qui maintenant devrait prendre le contenu du mot d'ordre : gouvernement SPD de l'Allemagne unifiée.

1989

## **Note de Pierre Lambert préparatoire à une discussion avec la direction de la section allemande de la IV<sup>e</sup> Internationale**

1. Si les mesures et directives de Bruxelles prises sous la tutelle de la mondialisation tendent à unifier le combat de la classe ouvrière européenne, et si, en

conséquence, il est erroné de définir le centre de gravité du mouvement ouvrier européen dans un seul des pays constituant l'Europe des 15, l'Allemagne reste

l'un des piliers essentiels de la lutte de classe.

Avant l'effondrement du Mur de Berlin, l'Allemagne de l'Ouest était le moteur de l'économie européenne. Aujourd'hui, sous la pression des exigences de "l'économie de marché", c'est en Allemagne que se concentre la marche à la destruction des bases industrielles du capitalisme (capitalisme rhénan).

2. Cette situation assigne à la IV<sup>e</sup> Internationale et à sa section allemande des tâches accrues et de nouvelles responsabilités (...).

Quoi qu'il en soit, il nous faut collectivement assimiler que l'action de la classe ouvrière, bien que politique dans son essence, n'est pas suffisamment saisie dans notre activité dans sa combinaison étroite avec le combat contre Maastricht et les institutions européennes. La raison essentielle se situe dans l'expression de la politique de prostitution des appareils, qui obstrue dans tous les pays la résistance de la classe ouvrière dans la défense de ses garanties et conquêtes, en subordonnant les organisations qu'ils contrôlent à l'Europe et aux gouvernements "maastrichtiens" quelle que soit leur couleur politique (...).

3. La classe ouvrière allemande a toujours constitué le facteur déterminant de la révolution européenne. Chacune des crises qui, depuis 1919, jalonnent l'histoire de la lutte des classes en Allemagne a eu une importance décisive pour la marche de la révolution prolétarienne.

La classe ouvrière allemande est liée à son histoire, et cette histoire est l'histoire même de l'impérialisme, stade pourrissant de la propriété privée des moyens de production, où les appareils ouvriers-bourgeois dressent obstacle sur obstacle, organisent défaites sur défaites, s'opposant à la marche en avant de la révolution prolétarienne. Ce qui fut particulièrement le cas avec la victoire du nazisme.

Cela, dans un processus contradictoire où les conditions objectives de l'impérialisme — ère des guerres et des révolutions — toujours à l'œuvre fournit le terrain de la reconstitution de la classe comme classe, par la reconstitution des liens organisés indépendants (partis et syndicats) sur la base de conquêtes sociales et politiques développées.

4. Un processus contradictoire où sont combinées, après la guerre, tout à la fois les conquêtes sociales les plus développées arrachées à l'impérialisme allemand par le prolétariat en Allemagne de l'Ouest, et en Allemagne de l'Est les conquêtes sociales générées dans et par la propriété sociale ; où, en RFA, se sont reconstitués avec les droits démocratiques le droit de réunion, la liberté de presse et d'organisation, le Parti social-démocrate comme parti ouvrier-bourgeois et les syndicats indépendants, dominés par un appareil ouvrier-bourgeois ; et où, en RDA, la classe ouvrière a été expropriée politiquement, tandis que la division de l'Allemagne créait le terrain d'une question nationale.

5. Cette brève analyse implique que la réunification de l'Allemagne entraîne pour le mouvement ouvrier la reconstitution d'une lutte de classe tendant nécessairement à l'unification. Elle signifie la disparition de la puissance contraignante du stalinisme (syphilis du mouvement ouvrier dénoncée par Trotsky) et la déstabilisation de la social-démocratie.

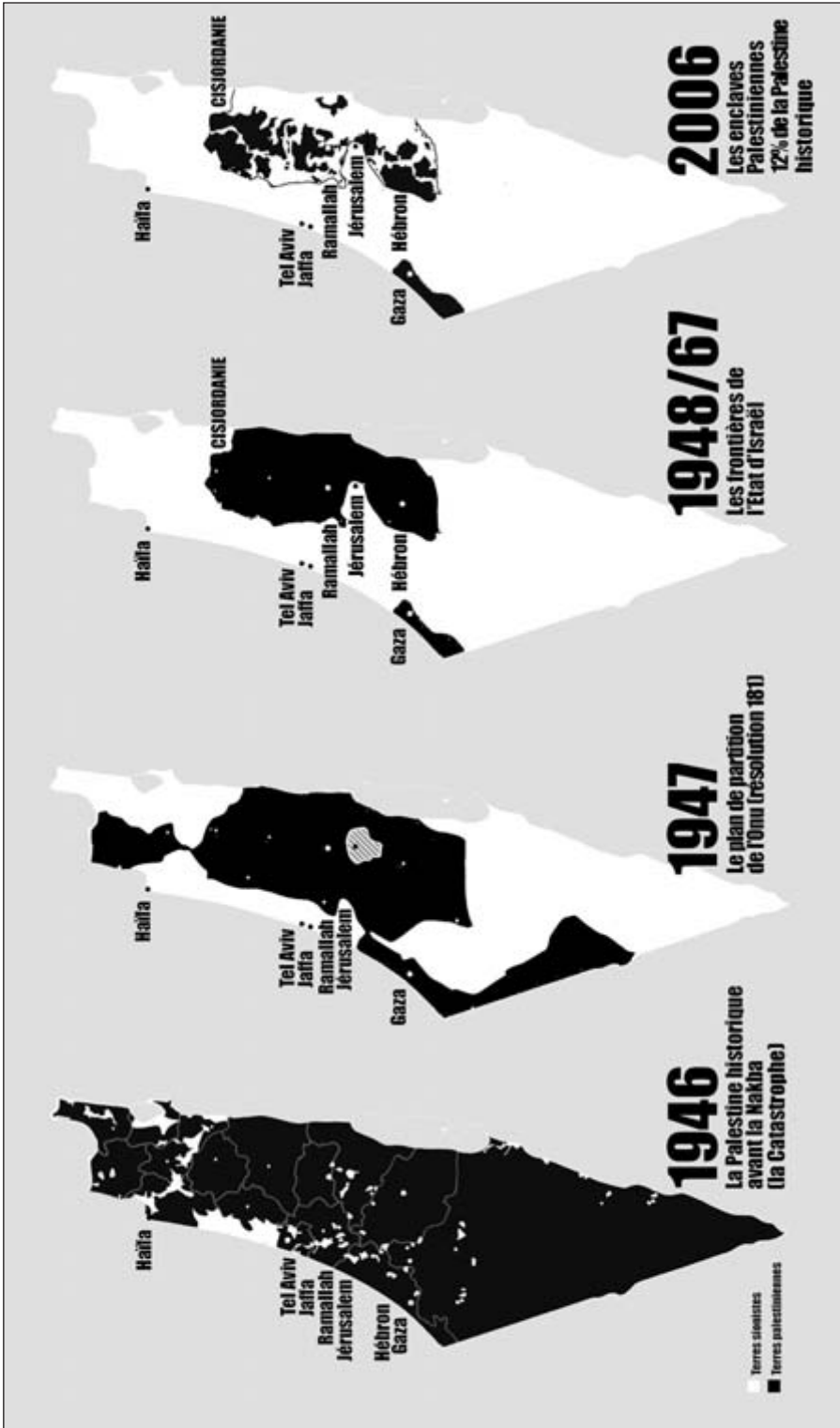
Les débris du parti stalinien, le PDS, complètement inféodé, non plus à Moscou, mais à Washington, devient aujourd'hui, en combinaison directe avec sa composante pabliste (Moneta/Wolf), le centre du centrisme réactionnaire en Allemagne.

Centrisme réactionnaire dont la fonction n'est pas seulement la protection de Schröder (destruction systématique de toutes les forces qui entrent en résistance contre Schröder), mais d'être la pointe avancée de la réaction, de la privatisation, pour la destruction des bases industrielles du capitalisme, de la force de travail, et l'anéantissement de ce qui reste de la propriété sociale, comme la pratique la coalition SPD-PDS au pouvoir au Sénat de Berlin (Land)).

Cela, bien évidemment, dans le cadre mondial de la décomposition du système de la propriété privée des moyens de production, avec pour ossature l'Europe de Maastricht, la mondialisation, le FMI, l'OMC, etc.

27 juillet 2001

# **La révolution palestinienne**



1947-2008 : 60 ans d'expulsion du peuple palestinien de sa terre. 60 ans de combat de la IV<sup>e</sup> Internationale "pour un seul Etat laïque et démocratique sur tout le territoire historique de la Palestine".



# Présentation

Nous publions trois textes du camarade Lambert concernant la question palestinienne. Il s'agit de trois textes parmi de nombreux documents écrits par Pierre Lambert sur une question qu'il qualifiait encore au dernier congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale comme une question centrale. En effet, pour Pierre Lambert, la question palestinienne était une des expressions les plus élevées de la révolution mondiale.

La position qu'a développée Pierre Lambert s'inscrit dans la continuité des positions de la IV<sup>e</sup> Internationale. Dès 1946, la IV<sup>e</sup> Internationale prend position contre le partage de la Palestine en 1947. L'éditorial de la revue *IV<sup>e</sup> Internationale* écrit :

*« La position de la IV<sup>e</sup> Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante (...).*

*Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays à lutter pour l'ouverture des portes de leurs pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les Juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux Juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives dans "l'Etat miniature" créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, "l'Etat juif" sombrera dans le sang. »*

La ligne de la IV<sup>e</sup> Internationale depuis cette date n'a jamais varié : un seul Etat sur tous les territoires de la Palestine historique, dans lequel Juifs et Arabes vont vivre à égalité comme citoyens d'un même Etat. Cette position dont nous

n'avons jamais dévié a été regardée et critiquée comme utopiste et irréaliste. Mais si l'on regarde les développements depuis 60 ans, ce n'est qu'une série de guerres, de massacres et de conflits. De plus en plus de voix s'élèvent pour dire que la solution passera nécessairement par l'édification d'un seul Etat où toutes les composantes seront à égalité des droits.

A l'opposé, le courant pabliste du Secrétariat unifié a renoncé depuis longtemps à la position de la IV<sup>e</sup> Internationale pour se situer sur un terrain qui est celui de deux Etats, et donc de la reconnaissance du fait sioniste. En 2006, fin septembre, après la nouvelle invasion du Liban, *Rouge* écrit :

*"En Palestine, il (Israël) doit, de la même façon, se retirer de la totalité des territoires occupés en 1967, libérer les prisonniers, reconnaître le droit des réfugiés au retour, afin qu'un Etat palestinien souverain puisse se constituer avec Jérusalem-Est pour capitale. Et si une conférence internationale devait se tenir, comme l'évoque Chirac, ce devrait être pour faire appliquer toutes les résolutions des Nations unies concernant les occupations de Palestine, du Liban, de Syrie. Si une force de protection des populations s'avérait nécessaire, elle ne pourrait être composée de troupes provenant de pays ayant une responsabilité dans le désastre présent."*

*Rouge* se prononce donc une nouvelle fois pour la création aux côtés d'Israël d'un "Etat" palestinien et pour l'envoi d'une armée composée de soldats de pays non impliqués dans le conflit pour appliquer "toutes les résolutions de l'ONU", dont la première est la partition de la Palestine de 1947, qui est à la base des "accords d'Oslo" sur les "deux Etats".

Or précisément, pour établir la paix et la sécurité dans la région, la première des tâches est de revenir sur la partition de la Palestine, donc à la fois sur la "purification ethnique" continuelle du peuple palestinien et sur le fait que l'Etat sioniste a besoin d'un état de guerre permanent,

maintenant ainsi sa population sous une pression permanente et conduisant à sa décomposition.

Il n'y aura pas d'"Etat palestinien" en excluant deux tiers de ce peuple condamnés à n'être que des réfugiés. Le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs villages est un droit imprescriptible. Mais ce droit au retour est incompatible avec un ou deux Etats à Gaza et en Cisjordanie. Il est incompatible avec l'existence d'un "Etat" théocratique qui maintient 1,5 million de ses "citoyens" comme citoyens de seconde zone parce qu'ils sont Arabes. Il est incompatible avec le sionisme basé sur la terreur et la prétention au droit exclusif des seuls Juifs à vivre en Palestine.

Pierre Lambert, qui était familier de la question palestinienne, était un adversaire conséquent des thèses du panarabisme. Il savait, et l'un des textes que nous publions y revient, que, sous couvert de panarabisme, on enfermait la révolution palestinienne dans un cadre, avec les bourgeoisies et les régimes compradore des pays arabes, qui aboutissait à l'inverse de ce que voulaient les masses palestiniennes, le droit au retour et un seul Etat sur tout le territoire historique de la Palestine.

Il refusait d'être catalogué comme Juif du fait de ses origines familiales, il avait coutume de dire :

*"Je suis d'origine juive. C'est un fait dont je n'ai ni à avoir honte ni à tirer un quelconque sentiment de supériorité. C'est un fait, c'est tout."*

C'est le sens de son discours, le 16 juin 1982, à la Mutualité, contre les massacres de Sabra et Chatila. En effet, une nouvelle fois, les troupes israéliennes avaient envahi le Liban pour écraser les camps palestiniens.

Les milices libanaises au service d'Israël avaient pénétré dans les camps de Sabra et Chatila et s'étaient livrées, avec la complicité et l'encouragement des troupes israéliennes dirigées par Sharon, à un véritable massacre des hommes, des femmes et des enfants.

Combattant irréductible contre le fascisme et le nazisme — et l'ayant démontré, comme des milliers d'autres, aux heures les plus sombres de l'histoire —,

Pierre Lambert se refusait à établir une quelconque hiérarchie entre les victimes de la barbarie :

*"L'enfant palestinien victime de l'armée israélienne dans les camps de Gaza ou de Cisjordanie n'a, à mes yeux, pas moins d'importance que l'enfant juif du ghetto de Varsovie levant les bras face à la soldatesque nazie."*

Le texte publié par *Dialogue* revient sur la question de la laïcité appliquée à la Palestine.

Cette orientation a toujours été depuis 60 ans celle de la IV<sup>e</sup> Internationale. C'est pourquoi, en 1993, lors des accords d'Oslo, par lesquels les dirigeants du Fatah reconnaissaient l'existence de l'Etat d'Israël et qu'en échange les dirigeants sionistes acceptaient l'idée d'un prétendu et hypothétique Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël, Pierre Lambert et la IV<sup>e</sup> Internationale se prononçaient contre ces accords, en expliquant que ceux-ci, loin de répondre aux droits du peuple palestinien, ne feraient qu'amener à de nouvelles guerres et à de nouvelles violences.

On pouvait ainsi lire :

*« 1. — Sous le regard vigilant du président des Etats-Unis, Bill Clinton, le lundi 13 septembre, a eu lieu la signature en grande pompe des prétendus accords de paix entre le comité exécutif de l'OLP et l'Etat d'Israël.*

*2. — Tous, à l'instar des dirigeants américains, disent que ce prétendu accord de paix est une étape vers l'indépendance et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. La IV<sup>e</sup> Internationale se base sur les faits, pour les analyser et dire la vérité. Quel est le contenu de cet accord ?*

*Dans son article premier, il est dit : "Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU."*

*En un mot, le cadre est fixé : le "conseil" palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions — que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier — qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.*

En effet, l'article 3 indique que, "pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public".

Ainsi, pour ces "élections libres", qui devront avoir lieu d'ici un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.

Elections libres dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui, eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho.

Ainsi, se dessinent les conséquences concrètes de cet accord. Pour les Palestiniens, enfermés à Gaza ou à Jéricho, un sort comparable à celui des populations juives durant la Seconde Guerre mondiale, des ghettos et des massacres de toute part. Quant aux millions d'autres Palestiniens, en Syrie, au Liban, en Jordanie et dans les autres pays arabes, ils devront accepter de perdre leur droit au retour, de se voir dénier leur identité nationale par une implantation forcée sur place. Il s'agit là de la négation du droit des peuples. La nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'ONU, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare la constitution de nouvelles "réserves", dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien, dans des prétendues zones humanitaires réservées, "protégées" par l'ONU.

4. — Aujourd'hui, on nous présente l'accord sous l'égide des Etats-Unis et sous le drapeau de l'ONU comme celui qui va clore une longue période de conflits meurtriers et de guerres, d'un long conflit historique. Comme si la responsabilité de l'impérialisme et de l'ONU n'était pas pleinement engagée

dans les guerres et les massacres qui ravagent cette région depuis cinquante ans. Car l'Etat d'Israël n'est pas né d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU prononçant la partition de la Palestine et approuvant la constitution de l'Etat d'Israël.

A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale ; telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine. »

L'explosion actuelle, qui voit Gaza constitué en entité autonome de la Cisjordanie, indique que le prétendu Etat palestinien n'est même pas un ersatz d'Etat, mais le cadre même de la marche à la dislocation du peuple palestinien. En 2002, Pierre Lambert va prendre la responsabilité de publier une revue intitulée *Dialogue*. Il s'agit d'une revue de discussion entre militants juifs et arabes, dans l'objectif d'avancer dans la voie d'un seul Etat, c'est-à-dire d'une Palestine libre, laïque et démocratique dans laquelle Juifs et Arabes vivront à égalité de droits comme citoyens d'un seul Etat palestinien.

**Lucien Gauthier**

## Textes de Pierre Lambert

# Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient

---

### SIONISME ET PANARABISME

---

Il faut savoir que la constitution d'un foyer national juif en Palestine a été décidée par M. Balfour, chef du gouvernement de l'impérialisme anglais, le 2 novembre 1917. Peu de temps auparavant, en 1915, la Grande-Bretagne, qui était en guerre contre la Turquie, se déclarait prête à soutenir l'indépendance des Arabes. L'agent de l'impérialisme Lawrence appuyait la dynastie des Hachémites, champions de la nation arabe et champions de l'arabisme.

Il faut savoir qu'à la conférence de paix de Versailles, après la première guerre impérialiste, un des Hachémites, qui deviendra ensuite roi d'Irak, a réclamé l'indépendance pour les peuples d'Asie parlant arabe ; et que, le 2 juin 1922, M. Churchill a dit :

*“La déclaration Balfour reconnaît comme mission au foyer juif en Palestine le développement de la communauté juive existante avec l'aide des Juifs des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre pour lequel le peuple juif dans son ensemble prendra de l'intérêt et de la fierté pour des raisons de religion et de race” (1).*

M. Churchill (2), en même temps qu'il exposait ce qui est le fond même du sionisme, donnait au même moment l'indépendance politique à la Transjordanie, en y portant au pouvoir un autre Hachémite, aïeul du roi-boucher Hussein. C'est l'impérialisme qui, pour diviser les peuples du Proche et du Moyen-Orient contre eux-mêmes, pour préserver et développer les positions de l'impérialisme britannique, les positions de l'impéria-

lisme mondial dans cette région du monde, a conjointement créé les bases du sionisme et les bases de la “nation arabe”.

Un problème est ici à poser, qui est d'une extrême importance : il ne suffit pas de démontrer par les faits comment le sionisme et le panarabisme sont des obstacles créés de toutes pièces par l'impérialisme contre la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. Ce sont là, aujourd'hui, alors que la barbarie impérialiste envahira la planète si la révolution prolétarienne ne l'abat pas, des questions vitales.

Au moment où le capitalisme était encore facteur de progrès et de civilisation, la question juive, héritée du Moyen Age, tendait à se résorber par une assimilation de plus en plus grande des Juifs dans les nations occidentales. Le sionisme, proclamé au Congrès de Bâle en 1897, n'avait alors aucune prise sur les travailleurs et sur le peuple juifs. Les chiffres le prouvent : entre 1890 et 1917, 3 057 000 Juifs ont émigré d'Europe orientale vers l'Occident, 60 000 vers la Palestine, soit une moyenne de 1 800 par an ; en 1831, l'émigration juive vers la Palestine s'élevait à 4 000 par an, en 1932

---

(1) Le Premier ministre britannique Balfour a déclaré en 1917 que la Palestine pouvait accueillir un “*foyer national*” pour les Juifs. L'ambiguïté voulue de la formulation avait été ressentie par les sionistes comme un encouragement à amplifier la construction de la Palestine. Au début de la Première Guerre mondiale, le gouvernement britannique avait dépêché un officier britannique, Lawrence d'Arabie, pour mobiliser les... Arabes contre l'empire turc allié à l'Allemagne.

(2) Dirigeant conservateur britannique, très réactionnaire, partisan de l'écrasement de la révolution d'Octobre, qui fut Premier ministre durant la Seconde Guerre mondiale.

à 9 500, en 1933 — l'année où Hitler a accédé au pouvoir en Allemagne — à 30 000, en 1934 à 42 000, en 1935 à 61 500.

Aujourd'hui, près de 3 millions de Juifs résident en Palestine. Il est évident que la situation a changé. Certes, l'Etat d'Israël est une création de l'impérialisme dirigée contre l'unité des peuples du Proche et du Moyen-Orient. Mais il serait imbécile, il serait criminel de ne voir que cet aspect du problème. Des millions de Juifs ont péri dans les camps de concentration nazis. Et la question juive aujourd'hui a une autre dimension, une autre densité, elle est chargée d'un pouvoir émotionnel important, elle est un problème particulièrement difficile à résoudre.

Mais, camarades, pas plus difficile que ne l'est la question du Pakistan-Orient, pas plus difficile que ne le sont de nombreux problèmes qui aujourd'hui se trouvent posés à l'échelle de l'humanité, dans la phase de la décadence de l'impérialisme, où, d'une manière directe, l'humanité risque de s'effondrer dans la barbarie. Les camps de concentration nazis n'étaient que la préfiguration de la barbarie envahissante. Je reviendrai tout à l'heure sur cette question : je dirai seulement pour l'instant qu'il est impossible d'avoir une vue simpliste, de prétendre qu'on puisse régler la question palestinienne, qui est le problème décisif de la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, en disant simplement : les Juifs à la mer ! Mais il est évident qu'il faut d'abord préciser la nature de l'Etat d'Israël : l'Etat d'Israël est un Etat comprador qui ne survit que par les subsides de l'impérialisme américain. Tous les bavardages des sociaux-démocrates de tout genre sur le socialisme sioniste, sur le socialisme des kibboutz, s'effondrent devant la réalité : aujourd'hui, les prétendus kibboutz autogérés sont en train de se dissoudre sous le poids même de la pénétration capitaliste. Il y a assistance des Etats-Unis dans tous les domaines ; cette assistance est une assistance technique, une assistance économique ; elle vise à forger, à consolider les rapports de production et d'échange capitalistes à la campagne comme dans l'industrie : elle vise à renforcer un Etat dans lequel, en 1966, il y avait 100 000 chômeurs avant la guerre

des Six Jours, un Etat dans lequel le syndicat officiel, la Histadruth (3), a accepté, en 1968, le blocage des salaires pour deux ans, ce qui faisait dire à M. Dayan : *“C'est là un des bienfaits de la guerre.”*

Voilà ce qu'est l'Etat d'Israël, un Etat bourgeois comprador, artificiel, un Etat qui a été mis en place par Staline et Truman pour empêcher la révolution dans les pays arabes, un Etat qui divise les travailleurs juifs et les travailleurs arabes, un Etat qui coupe les travailleurs juifs du prolétariat international.

---

### NATHAN WEINSTOCK ET LA “NATION ARABE”

---

Et maintenant, que recouvre la notion de “nation arabe” ? J'ai lu, pour préparer cet exposé, un livre d'un homme qui est particulièrement qualifié sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient : j'ai nommé le pabliste Nathan Weinstock, ami d'Ernest Mandel, et son livre *Le Mouvement révolutionnaire arabe* (4). Il y reprend tout ce qui traîne dans tous les livres d'histoire officiels sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient — et puis, comme les pablistes se prétendent trotskystes et marxistes, il y va de sa petite marchandise. La justification de la “nation arabe”, pour Weinstock, est faite de beaucoup de choses : il y a l'islam, il y a le fait que c'est une communauté, le fait qu'ils aient beaucoup des éléments qui, paraît-il, seraient à la base d'une nation. Il n'y manque que le principal : le développement des forces productives, le moteur même, comme Marx nous l'a expliqué, des civilisations et des sociétés.

Je suis ici obligé de vous infliger quelques citations de ce livre. On y lit, page 16 :

*“Ainsi constatait-on à nouveau que c'est finalement sous l'effet de la pénétration économique capitaliste qu'à **resurgi** (souligné par nous) la personnalité nationale arabe.”*

Donc, pour ce marxiste, il y avait une “personnalité nationale arabe” au temps

---

(3) “Syndicat” officiel qui constitue un pilier de l'Etat sioniste d'Israël.

(4) Maspero éditeur (extraits).



de Charlemagne ! Comme si n'importe quel historien sérieux, sans même parler des marxistes, ne savait pas que l'éveil de la nationalité est lié à l'éveil de la bourgeoisie et à son ascension dans le monde — alors que, pour cet éminent théoricien du pablisme petit-bourgeois, il y aurait eu une nation arabe du temps de Mahomet. Il poursuit en exposant comment cette "personnalité nationale arabe", une fois "resurgie", s'est exprimée dans des "congrès musulmans", "*notamment celui de 1931*" (p. 17) — un congrès forgé de toutes pièces par l'impérialisme, un congrès dont tous les participants étaient des marionnettes entre ses mains. Voilà donc les forces qui, pour le "marxiste" Weinstock, auraient constitué, ou reconstitué, la "nation arabe".

C'est, somme toute, une façon de démontrer qu'il n'y a pas de nation arabe ; parce que, s'il y en avait une, fondée, comme le prétend Weinstock, sur la religion, alors, en Europe, nous aurions une nation chrétienne, et en général nous aurions des nations fondées sur la race ou sur la religion. Voilà la philosophie d'un des novateurs du marxisme qui n'ont pas de mots pour déplorer notre manière insuffisamment courtoise de discuter avec eux.

Inspiré par "le congrès musulman de 1931", notre auteur conclut :

*"Il serait donc absurde de nier l'existence d'une nation arabe."*

Ainsi, ce sont les Hachémites, les agents de l'impérialisme britannique, qui fondent, ou plutôt qui reconstituent la nation "resurgie" à l'époque de l'impérialisme décadent, cela sur la base de forces productives en régression.

Mais Weinstock poursuit — n'est-il pas marxiste ? — en exposant que la seule classe qui est capable de "*réaliser les tâches nationales du mouvement arabe, de promouvoir la révolution sociale et de vaincre l'arriération culturelle ne peut être que le prolétariat*". Apparemment, rien de plus correct. Et il s'appuie, dans sa démonstration, sur une citation dont le choix est... révélateur (p. 18) :

*"Les paysans, non seulement à cause de leur niveau culturel terriblement arriéré, mais surtout à cause de leur situation objective de classe, ne sont*

*capables que d'une révolte élémentaire contre leur situation de plus en plus intenable."*

C'est là une affirmation élémentaire pour les marxistes, bien des fois ressassée dans *Le 18-Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* de Marx. Mais Weinstock est allé la chercher dans l'ouvrage intitulé *Lénine* que Lukacs a écrit en février 1924, au lendemain de la mort de ce dernier — et où, pour la première fois, devant Staline, Lukacs (5) commençait à élaborer la théorie du "socialisme dans un seul pays" pour l'opposer à la théorie de la révolution permanente, à la théorie de la révolution prolétarienne mondiale.

Cette théorie bourgeoise selon laquelle le prolétariat, dans les limites d'un seul pays, est capable de construire une société socialiste, cette théorie avec laquelle la bureaucratie du Kremlin a prétendu justifier son existence d'organe bourgeois contre-révolutionnaire développé sur le corps de l'Etat ouvrier de l'URSS et dirigé contre la révolution mondiale, nous allons voir maintenant Weinstock la reprendre au compte de la "nation arabe" prise à part. Ne poursuit-il pas : "*Toute l'histoire du monde arabe le prouve* — notons bien que, pour notre auteur, il y a un "monde chrétien", un "monde bouddhiste", etc. —, *la bourgeoisie dite nationale est intimement liée à l'impérialisme et, dans la mesure où elle parvient à s'émanciper de ce dernier* — elle le peut donc ? —, *la rend incapable de réaliser le développement industriel, etc.*" ? Mais le prolétariat, lui, le peut, il peut "réaliser l'unité nationale arabe comme le préalable indispensable" d'une "transformation sociale radicale", il peut, dans le cadre de la "nation arabe", ou du "monde arabe", comme l'on voudra, édifier le socialisme. Voilà pourquoi Weinstock tenait à se référer à Lukacs, qui voulait limiter le prolétariat à l'accomplissement des tâches bourgeoises héritées du passé, dans le cadre de pays restant isolés, comme l'URSS, et lui barrer la route de la révolution mondiale. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si, dans le cadre de la "nation arabe", du mot d'ordre de "l'unité arabe", qui "*pose le*

(5) Philosophe "marxiste" (sic) hongrois, partisan du stalinisme, qui développa une théorie sur la "conscience de classe" opposée au marxisme.

*problème du bouleversement de toutes les structures socio-économiques du Moyen-Orient*” (pp. 19-20), Weinstock et ses amis, tout en bavardant sur la révolution permanente et Trotsky, n’ont, finalement, d’autre politique en Palestine que de soutenir des formations bourgeoises, toutes aussi “nationales arabes” que l’on voudra, qui sont incapables de conduire à la victoire le peuple palestinien en lutte pour sa libération (...).

---

### LA LUTTE DE CLASSE TEND À REVENIR À SA SIMPLICITÉ PREMIÈRE

---

Ce qu’il y a de frappant dans la situation internationale de la lutte de classes actuelle, c’est à quel point les problèmes tendent à revenir à leur simplicité première. Le prolétariat ne pourra survivre comme classe que s’il refuse de perdre les positions, conquêtes, droits et libertés qu’il a arrachés dans sa lutte plus que séculaire. L’impérialisme dans l’impasse, c’est la réaction, c’est la réforme de l’enseignement Guichard-Faure-Fouchet (6), qui vise à interdire aux jeunes tout enseignement véritable. L’impérialisme dans l’impasse, c’est la déqualification et le chômage, la destruction des conquêtes sociales avec la mise en place de l’automatisation. L’impérialisme dans l’impasse, c’est la militarisation de l’économie, des centaines de milliers de milliards de francs gaspillés à l’échelle internationale pour la préparation de la troisième guerre mondiale atomique et de la contre-révolution. L’impérialisme dans l’impasse, c’est **le socialisme ou la barbarie**. Car l’impérialisme dans l’impasse, c’est aussi la volonté de résistance de millions et de centaines de millions d’hommes qui, à travers le monde, sont amenés à refuser de subir pour simplement survivre.

La lutte de classe tend à revenir à sa simplicité première : classe contre classe. À l’aube du développement du capitalisme, pour simplement pouvoir survivre, c’est-à-dire être une classe, le prolétariat s’est organisé contre la bourgeoisie et l’Etat. Mais ces organisations, positions, libertés, conquêtes arrachées à la bourgeoisie sont dominées par les appareils

qui cherchent à domestiquer la classe au profit de l’impérialisme. Mais l’impasse des appareils et de la petite bourgeoisie est l’impasse même de la bourgeoisie impérialiste. Là, et nulle part ailleurs, est la clé pour comprendre la situation en Jordanie.

Après la défaite dans la guerre des Six Jours, les Palestiniens se sont organisés. La majeure partie d’entre eux constituent 60 % de la population de la Jordanie. Leur volonté de survivre comme peuple les amenait, indépendamment de leurs directions, à s’opposer à l’Etat bourgeois-féodal compradore du roi Hussein, soutenu par Nasser-Kossyguine-Nixon (7) et Dayan. Ce même mouvement qui entraînait les ouvriers et les fellahs palestiniens à résister pour survivre à une politique qui les mène à la destruction, ce même mouvement qui les amenait à se dresser contre la jungle impérialiste, la bureaucratie stalinienne, les bourgeoisies nationales arabes et la caste des propriétaires fonciers, ce même mouvement qui les entraînait à Irbid à aller spontanément aux soviets avait pour effet le mouvement en sens inverse des possédants et des exploités entraînant Hussein à multiplier les provocations contre le peuple palestinien. En novembre 1968, les forces de sécurité jordaniennes attaquent le peuple palestinien. Le peuple palestinien leur inflige une première défaite. En février 1969, les forces de sécurité du boucher Hussein attaquent de nouveau. Encore une fois, elles sont défaites. En juin 1970, nouvelle provocation de l’assassin couronné, nouvelle défaite ; mais ce qui déjà se dessinait dans le mouvement antérieur s’affirme de plus en plus. Dans la crise de juin 1970, note la presse internationale, des éléments palestiniens armés mais non contrôlés se sont manifestés à Amman. Ce diplomate

---

(6) Tous trois ont été ministres de l’Education nationale de De Gaulle.

(7) Hussein, roi de Jordanie, installé par les Britanniques, qui devient au fil du temps un pro-américain. Sous l’effet de la mobilisation contre le régime égyptien, Nasser se retrouve au pouvoir au début des années 1950. Il est contraint d’utiliser une phraseologie “socialiste” tout en prenant quelques mesures concrètes importantes comme la nationalisation du canal de Suez. Il est un partisan déclaré du panarabisme. Kossyguine est l’un des principaux dirigeants du bureau politique du PCUS. Nixon a été président des Etats-Unis de 1969 à 1974.

américain avait raison : il n'y a plus de gouvernement, plus d'ordre, plus rien que les masses qui échappent au contrôle de ceux qui freinent leur combat. Dans toutes ces crises, chacun des Etats arabes, dit réactionnaire ou dit progressiste, joue son rôle pour interdire aux masses la destruction de l'Etat féodal-bourgeois jordanien. Les Irakiens et les Syriens interdisent en juin 1970 aux commandos palestiniens de poursuivre leur attaque contre le palais royal ; Nasser soutient ouvertement Hussein ; les Tunisiens, les Algériens, les Libyens, les Marocains constituent commission sur commission dans le seul but réel de sauver le trône chancelant de Hussein. A chaque étape, les dirigeants de la résistance palestinienne sont amenés à signer des accords avec Hussein, que celui-ci viole immédiatement. Accord après accord par lesquels Hussein cherche à imposer l'autorité de son Etat au peuple palestinien, accord après accord qui constituent pour lui de simples manœuvres pour reprendre l'attaque en vue de saigner le peuple palestinien. Enfin, à l'ombre du plan Rogers, Hussein va tenter d'ouvrir la phase finale dans laquelle il va chercher à crucifier définitivement la révolution palestinienne. Une fois encore, il ne pourra atteindre son objectif. C'est le 16 septembre qu'il constitue un gouvernement militaire et donne l'ordre d'en finir avec le peuple palestinien. Il attaque sur tous les fronts : à Amman et à Irbid, dans le nord, dans le centre, aux frontières. Partout. Des milliers et des milliers de morts.

Deux semaines durant, la guerre civile fait rage. Deux semaines durant, le peuple palestinien résiste. Deux semaines pendant lesquelles les forces armées spéciales royales, les forces spéciales de sécurité du boucher Hussein seront contraintes de reculer. Camarades, je voudrais vous livrer le contenu d'une interview d'un commandant des commandos Saïka, Ahmed Schabili (ces commandos Saïka sont appuyés par les baassistes syriens), et combien les illusions des combattants palestiniens à l'égard du gouvernement des Etats compradores syrien et irakien peuvent être fatales à la lutte du peuple palestinien. Comme un seul homme, pour résister à la provocation de Hussein, les commandos et les milices du peuple orga-

nisés dans les villes, et en particulier à Amman, se sont levés. Les forces de l'armée royale ont dû reculer. Le 1<sup>er</sup> octobre 1970, dans une interview au *New York Times*, Schabili déclarait :

*“Les forces de l'armée royale et Hussein ne reprendront jamais pied dans le secteur de Amman que nous contrôlons. Dans la bataille d'Amman, le régime du roi Hussein a été vaincu et son armée a été mise en déroute. L'expérience acquise dans ces douze jours de combat donne une nouvelle force pour affirmer notre cause.”*

Il est exact que Hussein a cherché en septembre 1970 à saigner définitivement le peuple palestinien ; il est non moins exact qu'il a été vaincu et que son armée a été mise en déroute. Mais Hussein a été vaincu à différentes reprises. En novembre 1968, en février 1970, en juin 1970, et son armée a été mise à chaque fois en déroute. Et à chaque fois, Hussein a repris l'offensive, et il reprendra à nouveau l'offensive comme il l'a déjà reprise dans ces derniers jours, tant que les illusions des dirigeants palestiniens lui donneront l'occasion de préserver et de maintenir son Etat. Ce même commandant qui déclare au journaliste du *New York Times* *“Je crois que Hussein tentera de faire maintenant un nouveau coup d'Etat”* n'en déclare pas moins :

*“Nous désirons un accord d'armistice, nous luttons pour un gouvernement civil national, nous ne désirons pas renverser le régime.”*

Là, et pas ailleurs, se situe la menace contre la révolution palestinienne.

Certes, il ne s'agit pas pour nous, du haut de cette tribune, de condamner des compromis dans lesquels les dirigeants palestiniens sont contraints de s'engager. Certes, il ne s'agit pas pour nous de proclamer une solidarité verbale à l'égard du peuple palestinien à Paris, à Bruxelles ou ailleurs. Certes, nous savons que ce qui freine, ce qui interdit pour l'heure des actions réelles de solidarité pour la défense de la Commune d'Irbid, ce sont les directions qui contrôlent encore le mouvement ouvrier français. Nous savons que de telles actions de solidarité nécessiteraient un appel au front unique, à des manifestations de masse où, par centaines de milliers, les travailleurs français, mobilisés

par leurs organisations, manifesteraient devant l'ambassade royale de Jordanie à Paris. Mais nous savons également que, bien qu'entravée par les appareils, la classe ouvrière internationale n'en manifeste pas moins, par sa seule présence, la solidarité la plus réelle. Nous savons que l'internationalisme prolétarien ne saurait s'identifier à de creuses homélies ou à des aspirations abstraitement généreuses. Si l'impérialisme américain a été contraint de reculer dans ses intentions et dans sa volonté d'intervention en Jordanie, c'est parce qu'il était parfaitement conscient que ses troupes contre-révolutionnaires débarquant de sa VI<sup>e</sup> flotte et de son aviation auraient abouti à mettre le feu à tout le Moyen et Proche-Orient. Alternant les déclarations menaçantes et des démentis, combinés avec des déclarations des dirigeants du Kremlin condamnant ces menaces, l'ensemble de ce jeu n'avait qu'un but : amener les dirigeants de la résistance palestinienne à reculer. Certes, le rôle contre-révolutionnaire du gouvernement Dayan-Meir (8) doit être dénoncé ; à ce sujet, aux travailleurs juifs qui affirment que l'Etat d'Israël serait, s'il était reconnu, facteur de progrès pour l'ensemble des

peuples de ce secteur du monde, il faut dire : pendant ces événements, au moment où les travailleurs d'Irbid forgeaient leur soviét, au moment où le peuple palestinien et ses milices armées résistaient à l'Etat bourgeois féodal de Hussein, le gouvernement israélien se concertait avec Nixon pour, si Hussein était renversé, occuper la Jordanie et imposer aux Palestiniens l'ordre impérialiste, l'ordre bourgeois. L'internationalisme prolétarien, je le répète, c'est la grève de la General Motors, où, très certainement, les grévistes n'ont aucune idée — ou peut-être même ont des opinions réactionnaires — sur la lutte du peuple palestinien, mais qui refusent de payer le prix de la politique impérialiste de Nixon au Moyen-Orient. Le seul fondement de l'internationalisme prolétarien, ce sont les conditions matérielles réelles dans lesquelles prolétaires et opprimés du monde entier combattent la bourgeoisie impérialiste (...).

**Séance du cercle d'études marxistes  
de Paris du 30 octobre 1970**

(8) Dirigeants de l'Etat d'Israël.

## Discours de Pierre Lambert au meeting convoqué par le PCI le 16 juin 1982 (extraits)

Camarades,

Au moment où nous sommes assemblés ici, les grands de ce monde sont réunis en Assemblée générale à l'ONU. Ils sont tous réunis. Ils vont tous parler. Et, en ce moment même, au Liban, Palestiniens et Libanais sont massacrés. Ils sont tous réunis, les chefs d'Etat ou leurs représentants : il y a Margaret Thatcher, il y a le représentant de Pinochet ; il y a ceux qui soutiennent la honteuse et sanglante agression de Begin-Sharon (1) ; il en est d'autres

qui condamnent avec force — communiqués et paroles creuses — l'agression israélienne ; et il y a Begin. Begin va discourir, Begin sera reçu par le général Haig (2). Le général Haig qui, comme porte-parole de la démocratie, a décidé que les élections au Salvador sont un modèle de démocratie.

(1) Begin, Premier ministre israélien, ancien membre des commandos terroristes sionistes, la Haganah.

(2) Haig, général américain qui s'est illustré au Vietnam, et secrétaire d'Etat américain en 1982.

Camarades,

Vous le savez, ces élections sont des modèles de démocratie, ces élections, soutenues par Haig et Begin, ont eu lieu alors qu'étaient assassinés paysans et travailleurs. On continue à assassiner paysans et travailleurs salvadoriens qui luttent pour leur indépendance. Ces démocrates ont réussi des taux de participation électorale extraordinaires, dans certaines régions, de plus de 100 %. Ce sont des démocrates. Begin, qui est orfèvre en démocratie, va pouvoir discuter avec cet autre orfèvre en démocratie qu'est le général Haig, et il sera vraisemblablement reçu par le président Reagan. Begin parle, il parle beaucoup. Et le général Sharon, d'ailleurs, parle aussi beaucoup. Et parfois ils en disent plus que ce qu'ils devraient dire ou que ce qu'ils voudraient dire. J'ai lu dernièrement dans un journal une déclaration du général Sharon ; le général Sharon se présente : *"Je suis le général Sharon."* Et il ajoute :

*"Les Israéliens ne sont pas venus pour combattre les forces de l'ordre libanaises, mais pour sauver la population des Syriens et des Palestiniens."*

Beaucoup d'entre vous qui êtes ici font partie d'une jeune génération. Mais, pour ma part, je fais partie d'une génération plus âgée. Ce langage, je l'ai entendu, ce langage de généraux, de chefs d'état-major, de ministres de la Défense, tous bardés de décorations. Tous ces "chefs", nous les avons, dans notre jeunesse, entendus. Que disaient-ils au peuple tchécoslovaque en 1938 ? *"Nous ne sommes pas venus pour combattre les Tchèques ou les Slovaques, nous sommes venus pour libérer les Tchèques et les Slovaques, nous sommes venus les sauver des communistes et de la judéo-ploutocratie."* Deux ans après, en 1940, ils sont encore venus, tous bardés de décorations, avec leurs tanks et leurs avions ; ils étaient simplement venus libérer le peuple français des communistes et de la juiverie internationale. Un an après, en Union soviétique encore, aux Ukrainiens, ils ont dit : *"Nous ne voulons pas combattre le peuple ukrainien, nous sommes venus pour sauver les Ukrainiens des communistes et de la juiverie internationale."*

M. Begin, encore une fois, en dit plus que ce qu'il voulait, en avançant des com-

paraisons avec Hitler. En 1933, ce dernier expliquait, comme le général Sharon, qu'il allait libérer le peuple allemand des *"communistes, des socialistes et de la juiverie"* ; il y a eu les camps de concentration. De 1933 à 1939, un million de communistes, de socialistes, de trotskystes, de démocrates ont péri dans les camps de concentration. L'Allemagne nazie — non le peuple allemand, qui a subi dans sa chair et dans son sang le nazisme —, l'Allemagne nazie est devenue la prison des peuples : des dizaines de millions d'hommes, six millions de Juifs ont été exterminés dans les camps de concentration.

Camarades,

C'est cela ce que font aujourd'hui Begin-Sharon avec les Palestiniens et les Libanais. Et c'est parce que nous sommes des internationalistes de toujours, qui avons toujours combattu pour l'Internationale, qu'en aucun cas nous ne pouvons accepter ce que Begin-Sharon font au Liban.

Camarades,

Vous avez lu ce tract, ce sont des camarades de Jérusalem qui nous ont fait parvenir les renseignements. Et hier midi, nous avons estimé qu'il était indispensable aujourd'hui de convoquer ce meeting comme manifestation de l'internationalisme prolétarien. Nous avons estimé indispensable d'expliquer ce que la presse, la radio, la télévision dans le monde entier refusent d'expliquer : *"Des milliers de travailleurs, étudiants, enseignants juifs ont manifesté sur les mots d'ordre : "A bas le génocide des Palestiniens ! A bas les assassins ! Retrait immédiat des troupes israéliennes ! Nous sommes tous des Palestiniens !".* »

Camarades,

Nous avons voulu porter témoignage de ces héroïques jeunes garçons de 12 ou 13 ans qui, autour des camps de Saïda, Palestiniens et Libanais, avec des roquettes, attaquent les tanks israéliens. Nous avons voulu porter ce témoignage de cette mère juive qui a dit sur la tombe de son fils :

*"C'est Sharon, c'est Begin qui sont responsables de la mort de mon fils, ce ne sont pas les Palestiniens !"*

Ce sont Sharon et Begin qui sont responsables du massacre, du génocide des



Palestiniens. Il fallait que ce témoignage soit porté dans un meeting. Il fallait qu'on le dise. Il fallait qu'on le proclame, cela pour, demain dans les entreprises, dans les facultés, agir, combattre.

Le PCI a convoqué ce meeting. D'autres, plus puissants que nous, auraient pu convoquer des meetings plus puissants. Ils ne l'ont pas fait, ils ne le veulent pas. Ils parlent, ils discourent, mais ils ne veulent pas combattre. Et pourquoi ne le veulent-ils pas ?

(...) Nous sommes contre (*la reconnaissance de l'Etat d'Israël*) et nous avons été contre en 1947-1948 parce que nous estimons que la reconnaissance de l'Etat d'Israël signifie l'oppression des peuples de la région par l'impérialisme, leur oppression, leur exploitation par la caste des propriétaires fonciers et des bourgeoisies dites nationales. Alors nous avons discuté et nous avons combattu en relation avec le marxisme qui nous sert de guide. Nous avons dit : en Palestine, il y a les deux composantes arabe et juive : il faut que ces deux composantes, dans l'égalité des droits, constituent une nation palestinienne. L'Etat israélien est un facteur réactionnaire et contre-révolutionnaire. L'histoire connaît aujourd'hui des nations comme la Suisse. Nous disons : pour qu'il puisse y avoir cette nation palestinienne, qui est la seule voie du progrès et de paix dans cette région du monde, alors il faut combattre pour la Constituante palestinienne, une Constituante qui déterminera les droits égaux et les devoirs de chacune des composantes, juive et arabe, dans une seule nation. Voilà pourquoi nous sommes contre l'Etat d'Israël. On nous a rétorqué, on nous a dit depuis des années : c'est là une utopie.

Camarades,

Les réalistes, tous ceux qui nous ont expliqué que notre position et notre combat étaient utopiques, où ont-ils mené les peuples ? Où mènent-ils aujourd'hui cette région du monde où se déchaînent le feu, le massacre, le dénuement ? Non, il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix dans cette région passe par la disparition de l'Etat d'Israël, passe par la Constituante palestinienne, édifiant la nation palestinienne avec ses deux composantes.

Camarades,

Tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu "Septembre noir" de 1970, ce Septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avaient fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu guerre en 1973, il y a eu Tall el-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. Les réalistes vous disent que c'est une utopie que la lutte pour la nation palestinienne, mais pourtant c'est la lutte du prolétariat international, la lutte solidaire des peuples, celle qui seule peut donner la dimension de la libération et de l'émancipation, parce qu'elle est la lutte révolutionnaire des peuples du Moyen-Orient, des peuples du Proche-Orient, dont la révolution palestinienne est le fer de lance. Je le répète : parce que nous sommes internationalistes, nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et parce que nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous disons : l'Etat d'Israël doit disparaître (...)

Camarades,

Ce meeting, nous l'avons convoqué pour combattre, pour expliquer ce qui se passe, ce qui se trame à l'ONU, à New York, et ce qui se voit. Un camarade qui m'a précédé nous l'a signalé tout à l'heure, c'est Assad qui explique qu'il est du côté des Palestiniens, mais qui laisse la voie libre à l'écrasement des Palestiniens. Voilà aujourd'hui ce qui se discute à l'ONU. Et il y a 4 millions de Palestiniens, il y a des millions de Libanais qui ne veulent pas subir le joug : voilà pourquoi il faut manifester notre solidarité.

Ainsi, le peuple palestinien n'a pas retrouvé encore sa patrie, Libanais et Palestiniens sont aujourd'hui massacrés. Alors, nous disons, nous, en conformité avec notre programme, en conformité avec notre politique : l'issue, c'est une nation palestinienne avec les deux composantes, arabe et juive, élisant une Constituante, une nation palestinienne dans une fédération des Etats du Proche et du

Moyen-Orient, libérés de l'impérialisme et de la domination des propriétaires fonciers et des bourgeoisies, voilà où est l'issue. On nous répétera : c'est utopique.

Camarades,

Il y a douze ans, dans une salle de la Mutualité, j'ai présenté notre programme, nos solutions dans une conférence sur la question de la résistance palestinienne, des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Des contradicteurs m'ont dit : "C'est utopique." C'était en 1970, nous sommes en 1982, et je le répète : où conduit leur réalisme ? Au sang, encore et toujours plus.

Et parce que la solution démocratique passe par la victoire de la révolution palestinienne, qui est le fer de lance de la libération de tous les peuples de cette région du monde, tous ceux qui sont intéressés à la défense des intérêts d'exploitation et d'oppression ne bougent pas. Ils ne bougent pas parce que tous, en dépit de leurs divergences et contradictions, veulent la défaite de la révolution palestinienne (...).

Le camarade qui m'a précédé a abordé à la fin de son discours un problème sur lequel il ne saurait être question de se taire, et je voudrais pour ma part y ajouter quelques éléments. Nous le disons, la démarche démocratique non seulement ouvre la seule véritable solution aux questions qui se posent dans cette région du monde, mais parce qu'elle est la solution démocratique, elle seule peut sauver les traditions démocratiques millénaires du peuple juif. Israël est né en négation des traditions démocratiques du peuple juif. Israël est né en négation de la culture juive. Sharon, Begin en sont les fossoyeurs. Opprimés depuis des millénaires, les Juifs ont acquis et ont conquis une culture et une tradition. L'Etat d'Israël, oppresseur, se dresse contre cette culture et ces traditions. Avec l'Etat d'Israël, c'est l'inculture, la pire réaction, l'utilisation des milices fascistes. Begin, Sharon sont les fossoyeurs de ces traditions, l'Etat d'Israël en est la négation.

Camarades,

A ceux-là, et nous le comprenons, qui rappellent l'holocauste organisé par les nazis, nous disons : le corps éventré et disloqué d'un enfant juif du ghetto de

Varsovie ne saurait avoir un prix plus grand que le corps éventré et disloqué de l'enfant palestinien ou libanais de Tyr, de Saïda ou de Beyrouth. Le crime des uns n'excuse pas le crime des autres (...).

Camarades

Notre programme, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, rend compte des événements. Voilà pourquoi nous pouvons mesurer les pas en avant que nous avons effectués, ces pas en avant qui démontrent que nous pouvons regrouper, organiser des milliers et des milliers de travailleurs, cela parce que nous sommes armés de la théorie de la révolution permanente. Trotsky nous l'a expliqué, et cela a été vérifié par les événements. Staline combattait "la révolution permanente" pour trahir la révolution et, ce faisant, il trahissait le combat d'indépendance nationale des peuples. Nous savons, comme Marx nous l'a expliqué, que les idées s'emparent des hommes et deviennent des forces matérielles quand elles sont organisées ; s'appuyant sur notre programme, nous voyons comment les idées de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la révolution socialiste s'emparent de millions, de centaines de millions d'hommes, devenant les forces matérielles de la victoire du socialisme. C'est là le gage du succès de la révolution, et parce que c'est aussi celui du succès de la révolution, c'est le gage de la construction de partis révolutionnaires. Oui, nous avons accompli, en convoquant ce meeting, en diffusant des tracts par dizaines de milliers, en organisant dans les facultés, les entreprises et les quartiers, nous avons accompli notre tâche sacrée de révolutionnaires, tâche pour l'accomplissement de laquelle nous sommes organisés, pour laquelle nous nous sommes associés pour aider les travailleurs et les masses à abattre le vieux monde de l'oppression et de l'exploitation.

(...) Nous irons manifester par milliers et par milliers avec les travailleurs de toutes opinions politiques, philosophiques et religieuses, avec tous ceux qui ne veulent pas de ces massacres dans le monde et au Liban. Nous dirons qu'il faut combattre pour que les organisations ouvrières, démocratiques, réalisent l'unité pour refuser de charger, de décharger les navires en provenance d'Israël.

Et nous dirons, camarades, au gouvernement : il ne suffit pas de condamner l'agression israélienne en paroles. Nous lui dirons : rupture des relations diplomatiques avec Israël ! Il faut isoler l'Etat d'Israël !

Ce combat, nous l'engagerons dès demain, dans les entreprises, dans les chantiers, dans les usines, dans les facultés. Il faut l'engager pour que, vendredi, par milliers et dizaines de milliers, dans tout Paris, sur tout ce parcours que nous allons suivre, ces clameurs, ces mots d'ordre retentissent pour ouvrir la voie à nos frères de classe, aux travailleurs français, pour qu'ils prennent en main la charge sacrée de la défense de ceux qui sont massacrés aujourd'hui au Liban.

Alors, camarades, avec les peuples palestinien et libanais martyrs, avec ceux, peu nombreux encore, mais nous devons les aider pour aller plus loin, avec ceux qui, en Israël, ont levé le drapeau de l'honneur et de la fraternité des peuples, nous dirons :

*“A bas le génocide des Palestiniens et des Libanais ! A bas les assassins !*

*Retrait immédiat des troupes israéliennes !*

*Pour une nation palestinienne unie, fraternelle dans ses deux composantes !*

*Pour une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie !*

*Vive la révolution prolétarienne !*

*Vive la lutte mondiale du prolétariat international !”*

Nous devons aider ceux qui souffrent, ceux qui tombent pour la révolution. Des appels ont été lancés par les camarades libanais et palestiniens qui m'ont précédé. Nous serons présents vendredi, et, dès ce soir, nous allons aider massivement, y compris avec notre argent, les combattants, ceux qui souffrent, ceux qui tombent, ceux qui sont blessés, ceux qui vont mourir, ceux qui luttent pour ne pas mourir, ceux qui luttent pour vivre, ceux qui luttent pour une nation palestinienne libérée !

**16 juin 1982**

**Meeting auquel participaient également : Ilan Halevy, association médicale franco-palestinienne (AMFP) ; une représentante du Comité Liban ; une représentante des étudiants libanais**

## Quelques réflexions pour une approche marxiste de la question palestinienne

1) La laïcité de l'Etat est l'étape nécessaire de l'émancipation humaine, qui pré-suppose l'égalité civile et l'émancipation politique, comme conséquence de la révolution démocratique (bourgeoise).

On constate que l'Etat d'Israël refuse l'égalité civile réelle aux 1 300 000 Arabes qui vivent dans les frontières de l'Etat d'Israël. Ce qui conduit à refuser la recon-

naissance du droit à la nation pour les Palestiniens expulsés d'Israël.

2) L'Etat théocratique d'Israël ne reconnaît comme “citoyens” que les Juifs. Par là même, il ne peut que nier la qualité de citoyens aux Arabes.

En conséquence, le droit au retour ne peut être une réalité concrète que dans un seul Etat, où chaque citoyen, arabe et juif,

aurait acquis la citoyenneté. Dès lors, la prétendue revendication des deux Etats sur le territoire de la Palestine est au mieux une duperie (la conférence d'Oslo, les déclarations de Nixon, la déclaration de Genève, celle apparemment plus subtile de Warchawski (1) en sont l'illustration).

C'est ainsi que nous lisons dans le document intitulé *Appel d'Olga*, contresigné par Warchawski, d'une part :

*"La reconnaissance du droit au retour découle de nos principes."*

Bien. Mais quelques lignes plus loin, on lit dans le même document :

*"Il est inutile à cette étape de savoir la future forme matérielle que prendra la vie commune : deux Etats ou non ? Peut-être une confédération, ou peut-être une fédération ? Et qu'en est-il des cantons ?"*

On n'en croit pas ses yeux. La "cantonnisation" serait-elle une solution au droit au retour ? Mais ne suffit-il pas de se référer à la Yougoslavie dépecée en cantons pour comprendre que ces diverses hypothèses sont un leurre, dont le but est de masquer la seule solution démocratique : droit inconditionnel au retour pour tous les Palestiniens arabes contraints à l'exil ?

3) L'Etat théocratique est un Etat fondé sur la religion, alors que celle-ci, d'un point de vue démocratique (laïque), est une affaire privée.

4) La question palestinienne se ramène finalement à la question de la démocratie, dont le peuple palestinien (dans ses composantes juive et arabe) définira la forme et le contenu, avec la reconnaissance des droits égaux dans un seul Etat couvrant toute la Palestine historique (Etat d'Israël, Cisjordanie...).

5) Marx, dans *La Question juive*, donne la clé :

*"Cette opposition laïque, à laquelle la question juive se ramène finalement, le rapport de l'Etat politique avec ses pré-suppositions, qu'il s'agisse des éléments matériels, tels que la propriété privée, ou des éléments spirituels, tels que la culture, la religion, cette opposition de l'intérêt général à l'intérêt privé, la scission entre l'Etat politique et la société bourgeoise, ces oppositions profanes, Bauer les laisse subsister, tandis qu'il polémique contre leur expression religieuse."*

Marx répond :

*"L'émancipation politique constitue, assurément, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans l'ordre du monde actuel. Entendons-nous bien : nous parlons ici de l'émancipation réelle, de l'émancipation pratique."*

6) On peut tourner et retourner la question. Il n'est aucune autre solution à la question palestinienne que le droit des Palestiniens (arabes) à la nation, c'est-à-dire à la conquête de leur émancipation politique. Laquelle, si elle est appelée à devenir une réalité, implique le refus de l'Etat théocratique d'Israël, qui érige la religion en attribut de l'Etat.

7) La revendication de l'émancipation politique implique donc nécessairement la constitution d'un Etat laïque qui considère la religion, quelle qu'elle soit, comme une affaire privée. L'Etat théocratique (quelle qu'en soit la religion) ne peut reposer que sur l'arbitraire. L'Etat théocratique consacre la distinction entre l'Arabe et le Juif comme un état politique, imposant au Palestinien arabe la négation de ses droits de citoyens. La réponse démocratique ne peut être qu'un seul Etat garantissant des droits égaux.

8) Ce qui amène à une considération : à l'époque de l'impérialisme, le pourrissement de la société organisée sur la propriété privée des moyens de production inclut la destruction de la démocratie, donc de l'émancipation politique. La religion devient le support de la société pourrissante de la propriété privée (Etat d'Israël comme marchepied dans le Moyen-Orient de l'impérialisme américain pour déstructurer toutes les nations).

9) *"Le véritable Etat n'a pas besoin de la religion (chrétienne) pour se compléter comme Etat. L'Etat démocratique, le véritable Etat, n'a pas besoin de la religion pour son achèvement politique"* (Marx).

Commentaire : l'Etat sioniste ne peut que remettre en cause les bases de la démocratie, d'une part, en refusant "l'Etat démocratique" aux Arabes, et, d'autre part, en amenant, par voie de consé-

(1) Dirigeant de l'organisation sœur de la LCR en Israël.

quence, à l'anéantissement programmé de la "démocratie" pour les Juifs.

10) En Palestine, l'Etat confessionnel se trouve imbriqué, du point de vue de la démocratie, dans une contradiction insoluble qu'il cherche à surmonter en niant aux Arabes (Palestiniens) le droit d'être des citoyens, le droit à la nation. Par là même, la prétendue revendication des deux Etats est une duperie antidémocratique pour les Arabes palestiniens qui vivent dans l'Etat théocratique d'Israël et dans toute la Palestine. Ainsi, le droit au retour est inséparable de la revendication d'un seul Etat palestinien, avec des droits égaux pour les deux composantes, arabe et juive.

C'est à partir de là que les deux composantes pourraient définir elles-mêmes la forme et le contenu de la Palestine démocratique.

11) Marx écrit :

*"En s'émancipant de la religion (au niveau de l'Etat), on laisse subsister la religion, bien que ce ne soit plus une religion privilégiée."*

*"L'émancipation de l'Etat de la religion n'est pas l'émancipation de l'homme réel de la religion (...). Nous disons aux Juifs : c'est parce que vous pouvez être émancipés politiquement sans vous détacher complètement et absolument du judaïsme que l'émancipation politique elle-même n'est pas l'émancipation humaine."*

*"Les droits de l'homme ne sont pas un don de la nature ni une dot de l'histoire passée, mais le prix de la lutte contre le hasard de la naissance et contre les privilèges, que l'histoire a jusqu'à présent transmis de génération en génération. Ce sont les résultats de la culture (bildung) et seul peut les posséder celui qui les a mérités et acquis."*

12) La liberté politique est contenue dans les droits civiques : participation à la vie de l'Etat, qui ne suppose nullement la suppression de la religion — ni de la religion juive, ni de la religion musulmane.

Les Palestiniens arabes ne peuvent-ils bénéficier, comme les Palestiniens juifs, des mêmes droits égaux ? Et cela n'est possible que dans un seul Etat.

13) Quelques réflexions :

Le contenu actuel de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

Warchawski : un modèle de perfidie.

14) Marx :

*"L'homme s'émancipe politiquement de la religion, en la rejetant du droit public dans le droit privé." "L'émancipation politique ne vise pas à la suppression des religions, mais à les remettre à leur place dans le droit privé."*

C'est une œuvre vouée à l'échec que de chercher à concilier l'Etat théocratique hébreu et l'émancipation politique.

Deux conséquences au moins :

— La première : l'Etat théocratique n'a pu voir le jour et ne peut subsister que par l'oppression du peuple palestinien, expulsé de ses terres. Pour les Palestiniens voués à l'exil et pour ceux qui vivent dans les limites de l'Etat hébreu dans une situation de "sans-droits". Pour ceux qui ont été chassés de leur terre et parqués depuis des dizaines d'années dans les camps.

— La deuxième conséquence, c'est la guerre inhumaine menée par l'Etat sioniste. Guerre dans laquelle l'Etat sioniste ne subsiste que comme instrument direct et subordonné de la politique américaine. Laquelle, tout à la fois, l'utilise et conduit à l'impasse les Juifs et les Arabes.

15) Mais la subordination à l'impérialisme américain s'inscrit d'ores et déjà dans une politique mondiale de marche à la barbarie pour tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient. La guerre d'extermination d'Irak en est l'expression. Cette guerre ne vise pas à reconstruire un "Etat" sous quelque forme que ce soit, mais à tenter de constituer sur les ruines de la nation une "police" subordonnée à l'impérialisme américain. Nous voyons déjà les effets de cette politique en Afrique, dans l'ex-URSS, l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan...

L'Etat sioniste, qui est d'ores et déjà un instrument subordonné aux Etats-Unis, devra "sacrifier" ses intérêts à ceux de la puissance dominante, pour devenir complètement un Etat comprador.

16) D'ores et déjà, les contradictions dans le Likoud doivent être appréciées comme les prolégomènes de "l'avenir" sans issue, ou plutôt sans autre issue que la décadence, la ruine.

17) En refusant de se prononcer pour "un seul Etat palestinien, avec les deux



*composantes juive et arabe*”, la déclaration de Warchawski tente de camoufler ses positions sionistes en trafiquant le contenu de la revendication inconditionnelle du droit au retour. Là est l’essence du Secrétariat unifié.

18) Il faut assimiler ce qu’écrit Marx :

*“Si la religion doit être reléguée au nombre des intérêts privés et expulsée de la communauté considérée en son essence (...), il ne faut pas se faire illusion sur la limite de l’émancipation politique.”*

“L’émancipation sociale”, l’expropriation de la propriété privée des moyens de production, est la condition pour sauver l’humanité de la barbarie, dont la situation des Palestiniens est une expression, comme la situation dans les pays d’Afrique, de l’ex-URSS et qui s’avance dans le

monde entier. Mais s’il est vrai que l’émancipation politique n’est pas l’émancipation humaine, elle en est une condition.

19) Marx poursuit :

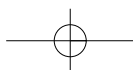
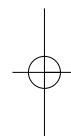
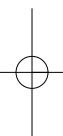
*“La scission de l’homme en homme public et en homme privé implique le passage à la société bourgeoise.”*

Il ajoute que le passage de la religion dans le droit privé “n’est pas une étape, mais bien l’achèvement de l’émancipation politique”, que Marx distingue de l’émancipation humaine — laquelle ne sera atteinte que par la suppression révolutionnaire de la propriété privée.

**1<sup>er</sup> septembre 2004**

**Extrait du bulletin *Dialogue*,  
daté du 20 septembre 2004**

# La révolution portugaise





Avril 1974 : les masses abattent la dictature fasciste au Portugal.

# Présentation

En avril 1974, la révolution éclate au Portugal. Quelques mois plus tard, est publiée la brochure intitulée : *25 avril : la dictature fasciste s'effondre à Lisbonne. Problèmes de la révolution portugaise.*

Dans cette brochure, Pierre Lambert qualifie la révolution portugaise de révolution prolétarienne. Contrairement aux dirigeants du Secrétariat unifié, qui considéraient que le coup d'Etat avait été organisé par un secteur de la bourgeoisie portugaise, en particulier par celui représentant le capital financier favorable à une modernisation des structures économiques et sociales (1), Pierre Lambert voyait dans la révolution portugaise un authentique processus révolutionnaire ouvrier.

Bien sûr, il ne s'agissait pas, pour Pierre Lambert, de nier l'existence d'une crise au sein de la bourgeoisie portugaise, qui cherchait une solution politique de rechange à la dictature salazariste (2), la plus vieille dictature d'extrême droite d'Europe en place depuis quarante-huit ans. Mais l'élément déterminant, c'est le rejet par les masses de la dictature, qui ont commencé, dès les premiers jours de la révolution, à démanteler tout l'appareil d'Etat.

La révolution portugaise est donc le produit de la combinaison de l'intervention active des masses et de la crise au sein de l'Etat bourgeois, provoquée partiellement par l'embourbement de la guerre coloniale en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau.

Le caractère ouvrier de cette révolution de découle pas uniquement du combat mené par les travailleurs pour les revendications démocratiques, politiques et sociales. Il découle également des formes d'organisation de la classe ouvrière. C'est précisément l'objet du texte sélectionné dans la brochure déjà citée.

Dès la fin du mois d'avril 1974, une vague de grèves va déferler dans tout le pays. Dans le même temps, la classe ouvrière portugaise va être confrontée à un obstacle majeur, celui de l'appareil stalinien (les dirigeants du Parti communiste

portugais), qui a parfaitement compris les dangers du processus révolutionnaire en cours et qui va tout mettre en œuvre pour protéger l'Etat bourgeois. Rappelons qu'en 1974, l'appareil du PCP est totalement inféodé à l'appareil international du stalinisme et à son centre dirigeant du Kremlin. Ses dirigeants considèrent comme un impératif la politique dite de "coexistence pacifique" avec l'impérialisme et voient comme un obstacle majeur pour cette politique et pour leur propre existence tout surgissement révolutionnaire où que ce soit dans le monde.

Les travailleurs vont alors se doter de structures (Pierre Lambert utilisait l'expression de "commissions pro-syndicales") — les comités et commissions de délégués élus des travailleurs — qui sont à la fois des structures syndicales indépendantes, mais aussi des organes autonomes qui organisent l'occupation des usines et analysent les livres de comptes des patrons, qui prétendent ne pas disposer des moyens financiers nécessaires pour satisfaire les revendications.

Ce qui va amener à une situation de dualité de pouvoir, notamment dans les entreprises.

Pour toutes ces raisons, Pierre Lambert considérera que la révolution portugaise est la dernière révolution prolétarienne classique en Europe qui a emprunté des formes semblables à celle de la révolution russe de 1917 : démantèlement de l'Etat bourgeois et dualité de pouvoir.

(1) La déclaration adoptée par le Secrétariat unifié en juin 1974 identifie ce secteur au trust CUF (Companhia Unido Frabric), qui est le plus grand trust au Portugal, contrôlant notamment le complexe sidérurgique de Seixal et les chantiers navals de Lisnave, et qui est directement relié au capital financier international ainsi qu'au banquier Antonio Champalimaud.

(2) C'est en 1926 qu'un coup d'Etat instaure la dictature au Portugal. En 1933, le Premier ministre, Salazar, promulgue la Constitution corporatiste. Ce régime est caractérisé par l'existence d'une police politique secrète s'incarnant dans l'Etat — la PIDE (police internationale de défense de l'Etat) — dont les méthodes étaient semblables à celle de la Gestapo.

Pour Pierre Lambert, l'existence de comités et commissions de délégués des travailleurs élus n'est en rien contradictoire à son analyse concernant le stade de développement de la lutte de classe où les masses cherchent à se saisir de leurs organisations traditionnelles, et la nécessité de défendre, en toutes circonstances, l'indépendance de ces organisations.

Ainsi, en 1975, c'est-à-dire plusieurs mois après les événements analysés dans la brochure, quand le gouvernement tentera d'interdire les libertés démocratiques, les masses vont déferler et se saisir du Parti socialiste comme instrument de défense de la démocratie, ce qui aura pour conséquence de pousser vers la gauche ses dirigeants. Finalement, ce que les masses avaient cherché à imposer avec la constitution des comités et commissions de délégués trouvera là une expression déformée. C'est également ce qui s'est exprimé quand les travailleurs ont désigné une majorité PS-PCP pour contrôler l'Assemblée de la République.

Au sein même du PS, les militants qui partageaient les positions de la IV<sup>e</sup> Inter-

nationale ont joué un rôle important dans la rédaction de la Constitution de 1976.

Trois décennies plus tard, alors que l'Union européenne entreprend de détruire tous les droits et conquêtes partout en Europe, la classe ouvrière portugaise peut encore trouver dans la Constitution de 1976 des points d'appui que les gouvernements successifs, appliquant les diktats du traité de Maastricht, ne sont pas parvenus à démanteler. C'est le produit de la révolution portugaise.

Et, de ce point de vue, les camarades de la section portugaise de la IV<sup>e</sup> Internationale ont raison quand ils affirment, reprenant une formule de Pierre Lambert lui-même :

*“La révolution d'avril n'est pas morte. C'est sur ses segments révolutionnaires conquis en 1974-1975 que la lutte de classe est amenée à s'adosser et qu'elle prendra appui demain pour tout reconquérir.”*

**Christel Keiser**



## Texte de Pierre Lambert

# Le mouvement vers les comités et les commissions de délégués élus des travailleurs jusqu'au 29 mai

**Dans les premiers jours suivant le 25 avril, dans tout le pays, les travailleurs présentent leurs revendications. Dans de nombreux secteurs, les patrons et les directions cèdent sans qu'il soit même nécessaire de débrayer. Ainsi, dans les banques, les directions donnent satisfaction aux revendications, sans grève. Les employés de banque organisent des piquets de contrôle sur les aéroports pour interdire la fuite des capitaux ; ils élisent leurs représentants, qui constituent les commissions des délégués élus des travailleurs des banques. C'est ainsi que, le 14 mai, les travailleurs de la Banco do Portugal exigent, en même temps que l'assainissement de la direction, la nationalisation de la banque. Voici la relation, rédigée sur place, des événements dans la première vague de luttes, jusqu'au 29 mai.**

« Nul doute que c'est bien la révolution prolétarienne qui est en marche. Nul doute non plus qu'aussi bien la bourgeoisie que les appareils sont décidés à tout mettre en œuvre pour faire refluer les masses le plus vite possible.

La participation du PS, et surtout celle du PC au gouvernement, dans la mesure même où le PS sans le PC ne pouvait jouer un rôle effectif au sein du gouvernement, dans les conditions actuelles — et dans les termes où cela s'est fait : Cunhal, ministre sans portefeuille, suit dans la hiérarchie le Premier ministre ; Avelino

Goncalves est ministre du Travail — donne la mesure de la radicalisation des masses comme de la volonté des appareils de prendre directement en charge la tâche de les repousser en arrière, au risque d'avoir à s'opposer frontalement à leur mouvement, et ainsi de provoquer des déchirements majeurs en leur propre sein.

Le mouvement qui s'était dessiné depuis le 25 avril n'a fait que s'étendre et s'élargir. Partout, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, les travailleurs, même dans leurs fractions les plus arriérées et "retardées", se réunissent, expulsent les directions haïes, élaborent leurs revendications (6 000 escudos minimum, 40 heures, 13<sup>e</sup> mois, un mois de vacances payé avec une prime de vacances supplémentaire, expulsion et, souvent, exigence du châtement des directeurs et chefs fascistes, très souvent aussi l'exigence de la fin immédiate de la guerre, du retour du contingent et de "*pas un soldat, pas un sou de plus pour la guerre*", etc.).

Il faut noter, d'une part, que ces exigences correspondent, par exemple par rapport aux salaires, à une augmentation qui atteint toujours, et dans la plupart des cas dépasse 50 %, ce qui donne aussi bien l'indice de la misère antérieure que de la volonté des travailleurs d'en finir avec l'exploitation. D'autre part, que ce mouvement (qui, dans certains secteurs, va beaucoup plus loin, commençant à s'attaquer au saint des saints, la propriété privée des moyens de production — nous y reviendrons) débouche immédiatement et très

spontanément dans une situation de grève généralisée. Dès que leurs revendications sont élaborées, les travailleurs élisent leurs représentants syndicaux, directement dans leurs assemblées, et se mettent en grève pour les faire aboutir.

Au sujet de ces commissions pro-syndicales ainsi élues par les travailleurs, il est important de souligner qu'elles tendent bien souvent à dépasser le cadre purement syndical et à jouer le rôle de véritables comités d'usine, organisant l'occupation de l'usine, ouvrant les livres de comptes des patrons qui protestent de leur incapacité financière à satisfaire les revendications.

Significatif également, et dans la mesure même où la Junte intervient activement dans chaque conflit en arbitre, est que les travailleurs tendent à se retourner vers elle, et maintenant vers le gouvernement provisoire, notamment son ministère du Travail, pour exiger satisfaction. Les secteurs les plus divers se dirigent en manifestation au siège de la Junte ou devant le ministère du Travail.

Sont en grève pratiquement dans tout le pays : les travailleurs du bâtiment (rentrés depuis) ; les travailleurs du textile (ils sont à eux seuls 200 000), ces travailleurs et travailleuses du textile dont 2 000 manifesteront à Lisbonne en chantant :

*“Elle est bonne, notre grève. Elle se poursuivra jusqu'à satisfaction Si on ne nous donne pas les 1 000 escudos d'augmentation, nous chasserons le patron !”*

Dans tout le pays, les manifestations des ouvriers et ouvrières du textile se déroulent sous le mot d'ordre : *“A bas l'exploitation capitaliste !”*

Sont également en grève les travailleurs de la métallurgie, qui ont manifesté à 20 000 à Porto le 21 mai. Les travailleurs des transports de banlieue à Lisbonne, les cheminots d'une importante compagnie privée de chemins de fer, la société Estoril, les travailleurs de la plupart des grands trusts pharmaceutiques internationaux (Bayer, Wander, Sandoz, Pfizer, Hoescht, Lepetit, Ciba, etc.).

Le 16 mai, aux laboratoires Hoescht, les grévistes présentent un ultimatum à la direction, exigeant que celle-ci mette immédiatement à la disposition d'une commission qui a été élue par les travailleurs tous les documents de caractère

économique, financier et administratif de l'entreprise. Cette exigence vise à évaluer si les arguments présentés par la direction pour refuser les revendications sont ou ne sont pas “authentiques”.

Un piquet de vigilance contrôle l'accès des bureaux de la direction afin d'éviter la fuite des documents. Pour le cas où les dirigeants ne céderaient pas, les travailleurs déclarent qu'ils donneront publicité aux documents contrôlés et feront une analyse publique de la gestion des directeurs, ils informeront les clients et le personnel médical sur les situations anormales relevées.

Les métallos des chantiers navals sont en grève. *(Ils reprendront le travail le 23 mai dans les conditions que nous avons analysées.)* Les travailleurs, rédacteurs, imprimeurs, employés de presse sont en grève dans quelques journaux : le 14 mai, la grève à *O Seculo* arrache la démission de l'administration de ce journal.

Le 15 mai, Timex (fabrique de montres) a cessé le travail depuis une semaine ; la grève durera jusqu'à fin juin. Les mineurs, les employés des compagnies d'assurances, les travailleurs de Renault, qui, le 24 mai, manifesteront devant l'ambassade de France pour exiger du gouvernement français la satisfaction de leurs revendications, et bien d'autres travailleurs des secteurs les plus divers sont en grève. Les catégories les plus exploitées sortent d'une torpeur séculaire : le personnel de service, les “bonnes à tout faire”, que les classes dominantes continuaient de traiter comme du temps des seigneurs, se réunissent, établissent leurs cahiers de revendications, constituent un syndicat. Les bafoués, les humiliés, les laissés-pour-compte de la société d'exploitation, ceux et celles qui dans les conditions “habituelles” subissent sans réagir, relèvent la tête. Les veuves des fonctionnaires de l'Etat se réunissent et exigent que la pension du conjoint décédé leur soit versée.

Nombreuses sont les grèves qui se terminent à peine commencées, quelquefois en raison de la pression des dirigeants du PCP, hostiles aux grèves, le plus souvent parce que les patrons s'empressent de donner satisfaction. Les travailleurs du métro obtiennent satisfaction après une demi-

journée de grève. A la Sidérurgie nationale, trust contrôlé par Champalimaud, dans quelques compagnies d'assurances, ou à la Compagnie du gaz et de l'électricité, par exemple, il a suffi aux travailleurs de se réunir et d'élaborer leurs cahiers de revendications pour que l'administrateur dise oui immédiatement.

Là où les dirigeants, principalement ceux du PCP, arrivent à les faire rentrer sans que satisfaction ait été obtenue, les travailleurs découvrent d'autres moyens pour aboutir.

Ainsi, dans une entreprise, SAFIL-Arts graphiques, appartenant à un trust lié à la métallurgie et aux laboratoires pharmaceutiques, les travailleurs occupent l'usine en permanence et empêchent le patron d'en sortir tant que satisfaction n'aura pas été arrachée.

Les travailleurs de Firestone reprennent sans obtenir satisfaction, mais décident d'interdire l'entrée aux administrateurs et les rendent responsables, pour le cas où ils pénétreraient dans l'usine, de "*ce qui pourrait arriver*"...

C'est ainsi que, comme nous le verrons, la combinaison du barrage que dressent contre le mouvement de grève pour les revendications les dirigeants des partis ouvriers, en liaison avec le patronat et la Junte, va amener les masses à construire, en contournant l'obstacle, une véritable situation de dualité de pouvoir, principalement dans les entreprises.

Le 18 mai, les travailleurs de l'imprimerie Nova, en réponse à des licenciements, occupent l'usine, interdisant à la direction d'y entrer. C'est déjà là un premier élément d'une situation qui s'amplifiera après la chute du premier gouvernement provisoire de Palma Carlos.

Le 25 mai, les cheminots chassent tous les administrateurs (*dont l'un d'entre eux — signalons-le dès maintenant — reviendra siéger dans le deuxième gouvernement provisoire aux côtés des ministres du PS et du PCP, comme ministre de l'Équipement social, ministre de tutelle... des cheminots*).

Le 25 mai également, les travailleurs de la radio entrent en grève pour le contrôle des émissions.

On peut dire avec certitude qu'il ne doit pas y avoir dans tout le pays une seule usine, un seul secteur, où les travailleurs

ne se soient pas, pour le moins, réunis pour élire leurs représentants et présenter leurs revendications.

Le mouvement vers la dualité de pouvoir s'est organisé après le 25 avril au niveau des localités. Dans les *Juntas de Freguesias* (1), dans les municipalités, les travailleurs ont expulsé les administrateurs et les maires, exigé la destitution des préfets — ce qui a été fait. A leur place, ils ont élu leurs propres représentants.

Ce mouvement est stoppé en ce moment par l'empressement de la Junte, d'un côté à "légaliser" les administrateurs et maires élus par les travailleurs, d'un autre, à nommer d'elle-même, là où elle le peut, les nouveaux préfets, maires et administrateurs.

Par-ci, par-là, notamment dans la fonction publique, les banques, les hôpitaux, les caisses de prévoyance, etc., pour éviter que ne se créent des structures de contrôle des travailleurs sur l'entreprise, le bureau ou le ministère, la Junte a nommé d'en haut des représentants ou couvre de son autorité les anciens administrateurs.

Dans bien des cas, les travailleurs ont cependant élu des conseils de gestion (l'initiative du nom appartient, bien entendu, aux dirigeants du PCP), qui coexistent avec les représentants de la Junte.

Dans les caisses de prévoyance, à Porto, par exemple, les travailleurs ont désapprouvé les nominations par la Junte et décidé :

— d'élire des commissions de caisse, qui, sans aucune fonction de collaboration ou de contrôle avec les directions, resteront vigilantes pour la défense des intérêts des travailleurs ;

— que ces commissions deviendraient les organes de défense et de représentativité des travailleurs, autonomes et sans aucun compromis avec les directions.

En même temps, ils adressent un "exposé" à la Junte, où ils affirment

*"avoir établi ces points revendicatifs minimum, pour la concrétisation immédiate du programme de bien-être et de promotion de la classe ouvrière que le Mouvement des forces armées se propose, en affirmant dès maintenant qu'(ils) feront tout pour son entière satisfaction"*.

(1) Organismes de l'Etat corporatiste qui administrent le village ou l'arrondissement dans les villes.

Parmi ces points minimum :

*“Que la direction effective des caisses de prévoyance soit rendue aux syndicats comme représentants des travailleurs, en collaboration avec les fonctionnaires — employés — de la prévoyance.”*  
*“L’élaboration immédiate du nouveau statut (de la prévoyance) avec la participation directe des travailleurs de la prévoyance.”*

Ici se situe la question centrale sur laquelle se joue l'avenir de la révolution portugaise : à savoir les illusions des masses sur les dirigeants des partis ouvriers, qui les conduisent à accepter le *“gouvernement de la Junte et du Mouvement des forces armées”*, auxquels les travailleurs, à cette étape, adressent leurs *“revendications”*...

C'est là la contradiction fondamentale de toute révolution, la contradiction entre les aspirations et revendications que les masses formulent en termes d'organes naissants du pouvoir ouvrier et les illusions entretenues par les dirigeants sur la Junte, le MFA et le gouvernement provisoire, où siègent côte à côte ministres du PS et du PC et ministres capitalistes, dont tous les efforts sont dirigés vers la contre-révolution. Contradiction que les masses ne peuvent résoudre que sur la base de leur propre expérience et par la construction d'un parti révolutionnaire dirigeant entièrement dévoué à la révolution.

Il est significatif que, très souvent, les dirigeants des partis ouvriers aient été à l'origine de la création de ces *“conseils”* pour les vider de tout contenu immédiatement après. Il y a même eu des cas où, dès la première heure, ils ont avancé cette perspective pour l'abandonner tout aussitôt sans que rien n'ait été fait dans ce sens. Mais, dès les premières semaines, s'amorce ce mouvement, encore hésitant et oscillant, vers de véritables conseils ouvriers, structures de double pouvoir.

Les travailleurs des laboratoires pharmaceutiques en grève occupent leurs locaux de travail, s'organisent pour distribuer gratuitement aux malades les médicaments urgents que les médecins leur prescriraient. Chez Hoescht, par exemple, comme nous l'avons vu, les travailleurs, devant le refus de l'administration de satisfaire leurs revendications, élisent leur commission de délégués des travailleurs, qui prend en main le contrôle de l'entre-

prise en chassant les administrateurs. De même, ainsi que nous l'avons signalé, les travailleurs du textile manifestent à Lisbonne devant le ministère du Travail en scandant :

*“Ou bien les patrons nous donnent nos 1 000 escudos, ou bien nous les mettrons à la porte.”*

Quant aux étudiants, eux aussi s'organisent et élaborent leurs revendications. Partout, ils élisent des conseils de gestion et des conseils pédagogiques (2), qui remplacent les anciens organes du gouvernement dans l'Université, les conseils d'école. Les étudiants expulsent des facultés et lycées les enseignants qui avaient joué un rôle au compte du régime corporatiste ; ils balayent les vigiles, réorganisent leurs associations d'étudiants, récupèrent le matériel volé par la PIDE et abaissent le prix des repas dans les restaurants universitaires. Les étudiants exigent qu'il n'y ait aucune ingérence du ministère dans les conseils de gestion. Ils exigent une restructuration totale de l'enseignement, alors que le gouvernement affirme que *“la réforme de renseignement (comparable à la réforme Fontanet) sera poursuivie”*.

Niant tout contenu de *“savoir”* à l'enseignement antérieur, ils exigent l'abolition immédiate de toutes les matières dont le contenu était directement subordonné au régime antérieur (notamment en économie et en droit), ils refusent de passer les examens avec ces cours, ils éliminent des cours les parties *“compromises”* et exigent *“le passage administratif sans notes”* comme une mesure d'exception cette année, tant que l'enseignement n'aura pas été restructuré en fonction de l'intérêt des étudiants et professeurs, tant que l'enseignement n'aura pas été épuré de son contenu *“salazariste”* (corporatiste clérical).

Les lycéens présentent la même revendication de *“passage administratif”*, refusée par le gouvernement, et ils sont en ce moment en grève dans tout le pays pour protester contre ce refus et exiger satisfaction.

Le secteur étudiant est naturellement un des secteurs où la *“fin immédiate de la*

(2) Constitués par des enseignants, des étudiants et des travailleurs des facultés. Les délégués étudiants sont révocables à tout moment et n'ont pas de pouvoir délibératif en dehors des assemblées générales.

guerre coloniale” est revendiquée avec le plus de force ; la Junte a fait promettre de bouche à oreille — sans pourtant le rendre officiel — la prolongation du sursis pour tous les étudiants.

Dans l’armée, les meetings de soldats se succèdent et font circuler des pétitions exigeant la fin de la guerre. On a appris aujourd’hui (le 29 mai) que se sont constitués des conseils de soldats dans des casernes. Que des marins vont de casernes en casernes, invitant les soldats à ne pas partir à la guerre (les prochains contingents doivent partir en juin) ; les officiers supérieurs ont placé des forces à l’entrée des casernes pour empêcher l’entrée des marins.

*(Nous verrons ultérieurement combien le programme de décolonisation du général Spínola n’incluait absolument pas l’indépendance politique des colonies portugaises — indépendance politique qui ne doit pas être confondue avec l’indépendance nationale, avec l’expropriation de l’impérialisme, la réforme agraire, que seule la révolution prolétarienne peut arracher. L’indépendance politique — voir l’Algérie, la Tunisie, le Maroc — garantit les positions du capital financier. Il est évident que Spínola, par rapport à ses positions antérieures, a été contraint de reculer sous la double pression d’une armée portugaise en pleine décomposition [refus des soldats de partir en Afrique, comités de soldats] et de la lutte des masses dans les colonies.)*

Le mouvement ne s’arrête évidemment pas aux villes. Il s’étend aux campagnes, où les paysans se mettent eux aussi en mouvement. On ne peut encore parler d’une véritable occupation des terres, la presse est étrangement silencieuse à ce sujet et il est impossible maintenant (29 mai) de confirmer ou d’infirmier les bruits qui courent. Mais l’on sait que les travailleurs agricoles de Baleizao, par exemple, le célèbre fief du PCP, se sont réunis à cinq cents et ont élaboré un appel à tous les autres travailleurs de la terre, dont le contenu explosif est en directe contradiction avec la ligne officielle du PCP.

Mais en même temps que le mouvement des travailleurs et de la jeunesse se radicalise et s’étend (3), la Junte prépare sournoisement les conditions de la contre-

offensive avec l’aide inappréciable des appareils. Ainsi, au moment même où la grève du bâtiment se généralise, les premiers jours de mai, la Junte publie un communiqué où l’amalgame grévistes-agents de la PIDE est fait :

*“Attention, travailleurs ! Des agents provocateurs essaient de causer préjudice au Mouvement des forces armées ! (...) Nous demandons à toute la population et notamment aux travailleurs de collaborer à leur arrestation (“des éléments provocateurs qui vont de chantiers en chantiers, incitant à la grève et à la destruction des équipements”), car on présume qu’il s’agit d’éléments de l’ex-DGS (PIDE). C’est pourquoi la Junte de salut national prie les travailleurs de reprendre le travail et de protéger leurs équipements, dans la certitude que leurs légitimes aspirations seront étudiées en temps opportun.”*

En même temps, à travers la télévision, la radio, les journaux, se développe toute une campagne tendant à prouver que derrière les grèves des travailleurs se profile la réaction et la police politique.

Rien n’est négligé pour protéger ce qui reste de l’appareil répressif. Ainsi, en même temps que la “Police de sûreté publique” publie communiqué sur communiqué et convoque conférence de presse sur conférence de presse pour expliquer que, dorénavant, ses fonctions seront de protéger les vieillards, les handicapés, les enfants, notamment en les aidant à traverser les rues (*sic !*), de protection des habitations, des voitures, etc., contre les voleurs, etc., la Junte intègre à ce corps des éléments de la “police de choc” dissoute.

A la télévision, passe inlassablement le slogan :

*“La garde nationale républicaine (force de répression dans les campagnes et même jusqu’aux années 1960 dans les villes) protège le peuple par la loi et le civisme.”*

Et cela alterné avec des slogans du type :

*“Derrière nous, il y a quarante-huit années de fascisme. On ne peut pas tout faire le même jour.”*

(3) Au moment même où je vous écris, en regardant la télévision, j’ai vu des milliers de jeunes (certainement plus de 20 000) profiter d’un concert en l’honneur des victimes du fascisme pour crier : *“Fin de la guerre ! Socialisme !”*



Quant à la PIDE-DGS, dont un maximum de 900 agents sont sous les verrous, alors qu'il y en a au moins 30 000, la Junte considère close l'arrestation de ses membres ; dans les colonies, la PIDE a été officiellement intégrée dans les services secrets de l'armée. On ne s'étonnerait pas trop d'apprendre un de ces jours qu'ils ont fait de même en métropole, avec les moins connus d'entre eux. Caetano et Tomas (Caetano a été ministre des Colonies sous Salazar, puis Premier ministre à partir de septembre 1968 ; Tomas a été président de la République de 1968 à 1974), pour qui la Junte a demandé asile "territorial" (!) au gouvernement brésilien, ont été embarqués en toute sécurité et impunité dans un avion des forces armées, qui les a déposés au Brésil.

C'était tellement provocateur que le PC et le PS ont été obligés de protester, en soulignant que le gouvernement provisoire n'avait pas été mis au courant d'une telle décision de la Junte, antérieure à sa constitution... même si Mario Soares, interviewé, a refusé d'émettre une quelconque opinion favorable ou défavorable :

*"C'est un fait accompli et nous ne pouvons que nous soumettre."*

Alors que tous les travailleurs revendiquent 6 000 escudos de salaire minimum, le gouvernement provisoire, tout en invoquant ce qui se passe dans la France civilisée, l'établit à la moitié, c'est-à-dire 3 300 escudos, ce qui ne suffit même pas pour payer le loyer d'un studio à Lisbonne ou en banlieue... Du même coup, il "gèle" les salaires à partir de 7 500 escudos, provisoirement.

Mais la tâche de tous ceux — Junte, MFA, gouvernement provisoire de collaboration de classes présidé par Palma Carlos — qui se sont attelés à reconstruire l'État bourgeois démantelé n'est pas si facile.

Aux calomnies de la bourgeoisie et des dirigeants, les travailleurs en lutte répondent : peut-être y a-t-il des provocateurs, peut-être y a-t-il de grands monopoles intéressés à ruiner les petites et moyennes entreprises (argument des dirigeants du PCP et, plus nuancé, du PS). Mais nous, nous sommes décidés à la lutte de nous-mêmes et tous ensemble. Nous l'aurions fait avec ou sans 25 avril étant donné les misérables conditions qui nous sont faites. C'est plus ou moins dans ces termes que

les travailleurs du textile ont répondu aux accusations déversées par la bourgeoisie et les appareils. Les 200 000 travailleurs de ce secteur en grève dans tout le pays ont finalement obtenu satisfaction. Mais, pendant leur grève, comme nous l'avons vu, ils ont manifesté à 2 000 à Lisbonne devant le ministère du Travail avec des mots d'ordre tels que : *"Les ouvriers unis ne seront plus jamais vaincus ! A bas les privilégiés !"*, substitués au mot d'ordre lancé par les dirigeants : *"Le peuple uni ne sera jamais vaincu !"*, qui a conduit le peuple chilien à l'abîme.

De même, les travailleurs de la Carris (les transports urbains) se sont mis en grève le jour même où le gouvernement devait décider de l'accord en cours de négociation avec le patronat de ce secteur, alors que la direction de leur syndicat est une de celles qui vont le plus loin dans la calomnie des grévistes.

Mais ce qui donne toute la mesure de la faible marge de manœuvre qui reste pour l'instant à la bourgeoisie, c'est le mouvement des masses qui s'élargit au Portugal et aux colonies. Les masses travailleuses des colonies se sont elles aussi engouffrées par la brèche ! La Junte a été obligée de mettre en liberté la plupart des prisonniers politiques dans ces pays, d'autoriser le retour dans leur pays des dirigeants des mouvements de libération.

Des manifestations de dizaines de milliers de travailleurs ont eu lieu dans les villes les plus importantes, des manifestations où les dirigeants du mouvement de libération ont pu parler à visage découvert, où l'exigence de l'indépendance et du retrait immédiat des soldats a été scandée par 15 000 travailleurs à Beira, 20 000 à Lourenço Marques, 10 000 au Cap-Vert et à Luanda, etc. En même temps, les dockers des ports du Mozambique se mettent en grève et obtiennent des augmentations de salaires de 100 %. Les travailleurs du bâtiment, des bus, les cheminots, les travailleurs de l'hôtel Polana, à Lourenço Marques (appartenant à un monopole sud-africain), font la grève. Les travailleurs du textile dans cette même ville empêchent l'entrée de la police, appelée par l'administration dans leur usine. Les travailleurs du barrage de Cabora-Bassa (Mozambique), construit avec des capitaux portugais, sud-africains et rhodésiens, se mettent en

grève. Le speaker de la télévision, en rendant compte de cette grève, disait d'un air désolé : ce que les mouvements de libération n'ont pas réussi à faire pendant des années, arrêter le travail au barrage, les travailleurs eux-mêmes par leur grève viennent de le faire...

Au Cap-Vert, ce sont les travailleurs des transports urbains qui se mettent en grève, en même temps qu'à Lisbonne des travailleurs capverdiens manifestent à l'aéroport pour exiger le retour des troupes portugaises, protestant contre les heurts provoqués par les colons blancs.

Ce qui est un fait, comme le disait le speaker, c'est que, malgré la politique des dirigeants des mouvements de libération, la lutte est sortie des campagnes et elle embrase aujourd'hui les forces décisives, le prolétariat des villes.

Au dire d'un journal anglo-saxon dont je ne me souviens pas du nom, *“la situation est extrêmement dangereuse au Mozambique, elle menace d'aboutir à une guerre civile...”*

Les troupes portugaises dans ces pays attendent fébrilement le jour où on leur annoncera leur retour ; c'est l'opinion de tout le monde que, si la Junte et le gouvernement veulent éviter le pire, ils doivent *“faire quelque chose”* pour les soldats qui s'y trouvent actuellement. Les soldats de Guinée-Bissau ont déjà exigé leur retour immédiat.

Le 13 mai, le général Costa Gomes, chef de l'état-major, en visite au Mozambique, dans un discours prononcé devant les colons blancs, qualifie de *“courageux adversaires”* les dirigeants du FRELIMO et *“embrasse fraternellement”* les guérilleros du Mozambique qui combattent le Portugal... Cela donne la mesure de la grave crise dans laquelle sont plongés la bourgeoisie portugaise et son gouvernement, des difficultés qu'ils auront, même s'ils peuvent compter sur la collaboration des dirigeants des mouvements de libération, pour se débarrasser de la guerre dans des conditions un tant soit peu satisfaisantes pour eux.

Devant cette situation, les dirigeants des partis ouvriers doivent peser de tout leur poids contre-révolutionnaire pour stopper les masses. La façon brutale et frontale dont ils s'opposent aux masses est à la mesure même de la panique qui s'em-

pare de la bourgeoisie et de ses aides de camp.

Il faut signaler que l'émetteur radio officiel est dirigé par un membre du PS, la seule personne à avoir défendu jusqu'ici la réinstauration de la censure *“pour l'extrême droite et l'extrême gauche”*, que le service d'information est dirigé par un stalinien à la télévision. Ce sont là fondamentalement les deux organismes qui sont responsables de la campagne anti-ouvrière sur le thème : *“La grève, c'est l'arme de la réaction et de l'ex-police politique.”* C'était l'émetteur officiel de radio qui, le 14 mai, transmettait un éditorial qui affirmait :

*“En ce moment, toutes les revendications de la part des travailleurs, mêmes justes et auxquelles il sera possible de donner satisfaction dans les années qui viennent, mais qui excèdent les capacités actuelles de l'économie nationale, risquent de contribuer involontairement à une dégradation des structures économiques qui plairait tant aux réactionnaires intéressés à défaire la jeune démocratie portugaise.”*

*(La direction du PCP, comme nous allons l'établir, participe à fond à cette campagne, quand elle ne l'impulse pas elle-même.)*

Allant beaucoup plus loin, la direction du syndicat des transports (dont font partie les travailleurs de Carris en grève) affirme :

*“Pour provoquer la désunion des travailleurs du Chili ou, mieux encore, pour provoquer le chaos à travers les revendications des travailleurs, le fascisme chilien, aidé par la CIA et l'ITT (pour justifier cette assertion, ils ont fait courir le bruit que l'ITT au Portugal payait 10 000 escudos à ses ouvriers sans qu'ils aient rien demandé, alors que ceux-ci sont en fait en grève pour les 6 000 escudos, que la direction refuse), s'est infiltré dans les couches travailleuses, les amenant à décréter des grèves dispendieuses et inutiles (...). Il y a des symptômes plus qu'évidents que les travailleurs portugais dans quelques secteurs sont déjà animés et propulsés par des éléments fascistes et d'anciens agents de la PIDE, qui n'ont d'autre objectif, en poussant à des grèves inopportunes en ce moment et à des revendications démesurées, que de créer de graves difficultés à un régime et à un gouvernement, qui, pour la première fois après un demi-siècle de fascisme, acceptent la représentation des travailleurs.”*

C'est la même chose que Cunhal explique, en termes moins brutaux, dans sa conférence de presse que vous devez connaître. Dans son premier numéro, *Ayante*, l'hebdomadaire du PCP, s'oppose frontalement au mouvement des travailleurs. Mais le PCP ne contrôle pas encore tous les secteurs fondamentaux de la classe. Le deuxième numéro, sorti la semaine dernière, adoucit considérablement son langage, s'opposant d'une façon beaucoup plus subtile aux travailleurs. Tous ces arguments éculés, ressassés depuis des dizaines d'années par les dirigeants staliniens, ont conduit avant-hier à la défaite de la révolution espagnole et, hier, au Chili. Les staliniens ne renouvellent pas l'arsenal de leurs mots d'ordre : hier, en France, en 1945, la grève était "l'arme des trusts", selon Thorez-Fajon. Aujourd'hui, au Portugal, pour Cunhal, elle est "l'arme de la PIDE".

Mais la situation internationale, en particulier la crise européenne et la crise au Portugal, où sur le terrain brûlant de la révolution qui a commencé les masses laborieuses et la jeunesse apprennent, apprennent énormément de leur propre expérience, contrarie fortement les

manœuvres contre-révolutionnaires des appareils. »

•  
• •

*Nous analyserons en conclusion de cette brochure les données internationales de la révolution portugaise. Mais les masses laborieuses sont allées chercher les responsables là où ils étaient : au gouvernement présidé par Palma Carlos ! Ce sont eux les responsables, les ministres capitalistes des partis bourgeois qui œuvrent, sous la direction de la Junte, à rétablir les anciennes conditions d'exploitation sévissant sous le régime Salazar-Caetano ! Avant de montrer le mécanisme de la chute du gouvernement Palma Carlos sous l'impact du mouvement des masses laborieuses, il nous faut analyser plus précisément la politique du principal parti ouvrier, le Parti communiste portugais.*

***Documents de l'OCI, n° 3 : "25 avril :  
la dictature fasciste s'effondre  
à Lisbonne.  
Problèmes de la révolution  
portugaise"***

# **La marche à la révolution politique en Pologne**



Chantiers navals de Gdansk : la classe ouvrière polonaise s'organise et se dresse contre la bureaucratie (1981).



# Présentation

Pour comprendre la portée de l'article de Pierre Lambert sur la montée de la révolution politique en Pologne publié (sous le pseudonyme de Victor Lepage) dans *Correspondance internationale* d'octobre 1980, il est indispensable de revenir brièvement sur les événements qui ont précédé, annoncé et préparé cette mobilisation sans précédent de la classe ouvrière polonaise en 1980.

En juin 1956, les ouvriers de la ville de Poznan, à l'est de la Pologne, lancent leur première offensive contre la bureaucratie en manifestant dans les rues de la ville pour exiger des augmentations de salaires et la liberté politique, puis en prenant d'assaut les bâtiments où se terrent les bureaucrates, qui refusent tout dialogue avec les grévistes. En octobre, ils lancent une seconde offensive en créant un peu partout des conseils ouvriers, c'est-à-dire en créant dans leurs entreprises une organisation indépendante du parti unique. La direction du parti stalinien polonais (le POUP), rénové sous la direction de Gomulka (1) emprisonné sous Staline, réussit à les empêcher de coordonner ce mouvement à l'échelle nationale et parvient à détourner les conseils ouvriers vers la gestion des entreprises et à les étrangler en les soumettant à la politique du parti unique.

Au début de décembre 1970, le gouvernement Gomulka-Cyrankiewicz décrète une série de hausses de prix qui frappent brutalement la population laborieuse. A la mi-décembre, les ouvriers des grandes villes de la Baltique (Gdansk, Gdynia, Szczecin, Sopot) font grève et manifestent contre ces hausses de prix. Gomulka frappe, sa police mitraille les manifestants, mais l'ampleur de la protestation ouvrière renverse le gouvernement : le premier secrétaire du parti stalinien, Gomulka, et le Premier ministre sont démissionnés. En janvier 1971, les ouvriers des chantiers navals de Szczecin, passant à un cran supérieur, font massivement grève pour leurs revendications de salaires. Malgré la

brutale répression policière, ils contraignent le nouveau secrétaire général du POUP, Gierek, le Premier ministre, Jaroszwicz, flanqués des ministres de la Défense et de l'Intérieur, à venir s'expliquer et à céder sur certaines de leurs revendications (la SELIO a publié le procès-verbal des débats entre les grévistes et le pouvoir bureaucratique sous le titre *Gierek face aux grévistes de Szczecin*).

Ce mouvement, avec des avancées et des reculs, va aller en s'amplifiant tout au long de la décennie. Il sera d'abord suscité par les mesures prises par la bureaucratie contre le niveau de vie de la population, puis par ses mesures répressives. Le rejet des deux types de décision donne au mouvement son caractère éminemment politique, car il se traduit par la volonté des ouvriers de constituer leur propre organisation à eux pour défendre leurs revendications.

Moins de six ans après les hausses de prix décidées par Gomulka et annulées après les grèves de la Baltique, Gierek décide, au début de 1976, une hausse brutale des prix des produits de première nécessité. Les travailleurs de l'usine Ursus, dans la banlieue de Varsovie, et de Radom se mettent en grève, attaquent les sièges du parti. Gierek recule, annule les hausses de prix, mais organise la chasse aux "meneurs" grévistes.

En réponse à cette répression se constitue alors le Comité de défense des ouvriers polonais, dit KOR (dont les documents ont été rassemblés dans deux volumes publiés alors par le Comité international contre la répression). Le combat mené par le KOR et la campagne internationale de soutien, à laquelle l'OCI et le

(1) Rappelons que le Secrétariat, pas encore unifié, de Pablo-Mandel-Frank exalte alors "le rôle de direction qu'a pu jouer le parti ouvrier (sic !), conquis, transmuté par la tendance Gomulka, expression elle-même certes déformée de la vraie tendance des masses, mais tendance centriste évoluant tout de même à gauche" (*Quatrième Internationale*, décembre 1956, p. 6).

Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale prennent une grande part, contraignent la bureaucratie à reculer : le 22 juillet 1977, elle amnistie tous les grévistes condamnés et emprisonnés.

En 1978, des comités pour un syndicat indépendant se forment dans plusieurs villes (à Katowice, à Gdansk...). Le mouvement se développe chez les ouvriers des villes de la Baltique, accompagné tout au long de l'année 1979 de débrayages fréquents dans les chantiers, voire de grèves. A la fin du mois de juin 1980, le gouvernement Gierek augmente les prix de la viande. Des grèves de protestation éclatent le 1<sup>er</sup> et le 2 juillet à Ursus, et près de Gdansk. Le 10 juillet, une vague de grèves emporte une trentaine d'entreprises dans le pays, dont les 20 000 ouvriers de l'usine automobile Zeran, à Varsovie, et les chantiers navals de la Baltique. Le 18 juillet, 300 000 ouvriers et employés de Lublin se mettent en grève. La grève se généralise à partir de la mi-août. Un comité central de grève se constitue à Gdansk. Il refuse toute négociation séparée usine par usine, qui viserait à disloquer le mouvement. Le 20, le gouvernement arrête une quinzaine d'animateurs du Comité de défense des ouvriers (KOR), mais doit les libérer deux jours plus tard face à l'extension du mouvement de grève, qui gagne, le 23, les mines de Silésie.

Le 24 août, l'Eglise polonaise se porte au secours du gouvernement. Elle déclare : *"Les grèves ne servent pas votre bien, ni vos familles."* A la fin du mois, des comités de grève interentreprises (MKS) se constituent un peu partout. Le 26, le gouvernement promet de reconnaître le droit de grève aux ouvriers. La bureaucratie soviétique, à Moscou, s'inquiète. Le 27, l'agence Tass dénonce *"les éléments antisocialistes qui sévissent en Pologne"*. Le 30 août, Walesa, au nom des délégués des MKS, signe avec le gouvernement un accord de compromis qu'un tiers des délégués juge insuffisant : il ne correspond pas, à leurs yeux, au mandat donné par les grévistes aux négociateurs.

Les mineurs, mécontents, élargissent leur mouvement : le nombre de mineurs grévistes passe de 50 000 à 350 000 le

2 septembre ; le gouvernement signe le 3 septembre un accord avec les mineurs en grève, qui aligne les allocations des travailleurs de la mine sur celles de la milice (soit une augmentation de 600 à 1 000 %). Le surlendemain, Gierek est terrassé par une crise cardiaque. Quelques jours plus tard, Stanislas Kania le remplace au poste de premier secrétaire du parti au pouvoir. Les sommets bureaucratiques sont déchirés par une crise sans précédent.

C'est dans cette situation où se concentrent les éléments de la révolution politique (crise au sommet, mouvement puissant de la classe ouvrière, organisation de cette dernière en syndicats indépendants qui vont dans quelques mois fonder Solidarnosc) que Pierre Lambert rédige son article sur *"La marche de la révolution politique"*. Il y souligne : *"Une formidable victoire a été remportée par les masses contre la bureaucratie"*, et, ce que la suite vérifiera, que la voie de la réforme du parti bureaucratique — empruntée en 1956 — est désormais coupée ; il insiste aussi sur les obstacles nombreux dressés face à ce mouvement pour tenter de l'entraver (la bureaucratie, l'impérialisme, l'Eglise). En conséquence, souligne-t-il, *"le pronostic est toujours alternatif (...), l'histoire va encore suivre son cours douloureux"*. Le seul moyen d'en raccourcir les délais est de construire l'organisation politique capable d'aider les masses à instaurer leur pouvoir. Les ouvriers polonais se hisseront jusqu'à la constitution du puissant syndicat indépendant Solidarnosc, qui rassemblera près de dix millions de membres. La bureaucratie tentera de l'infiltrer, puis de le réprimer, l'Eglise tentera de le dénaturer en flanquant dans les coulisses ses organes élus d'"experts" élus par personne et sans le moindre mandat ; l'impérialisme doublera ces "experts" de ses conseillers tout aussi dénués de mandat. La bureaucratie, l'Eglise et l'impérialisme s'acharneront ainsi à disloquer le syndicat authentique du prolétariat polonais en piétinant la démocratie. Leur acharnement confirmera une fois de plus la nécessité, plus que jamais impérieuse, de l'organisation indépendante, syndicale et politique, des travailleurs.

**Jean-Jacques Marie**

## Texte de Pierre Lambert

# Pologne : au-delà des grèves

L'une des vagues de grèves les plus importantes d'après-guerre en Europe vient d'avoir lieu en Pologne. Sa signification va beaucoup plus loin que des revendications de salaires et de réintégration des licenciés. C'est quelque chose de plus qui a été mis en question par le mouvement du prolétariat polonais : il s'agit de l'existence même de la caste bureaucratique qui gouverne cet Etat. *Correspondance internationale* consacre à l'analyse de cette conjoncture huit pages d'articles, de notes, et un reportage exclusif d'Edmund Baluka, ex-président du comité central de grève de Szczecin.

Les dirigeants les plus autorisés, aussi bien ceux qui ont été démis de leurs fonctions au sein du parti et du gouvernement que ceux qui les remplacent, ont dénoncé "le fossé entre gouvernants et gouvernés, l'inefficacité du fonctionnement de la démocratie, l'absence de dialogue authentique avec la société". Ils ajoutent :

*"Dans notre dialogue avec la société, nous sommes trop souvent passés à côté de ses sentiments et de ses points de vue, notre dialogue a trop souvent été l'expression de nos désirs plutôt que le reflet des sentiments, des besoins et des problèmes des travailleurs, et en particulier de la classe ouvrière. Les tensions sont dues à la centralisation progressive du processus de la décision, à la bureaucratie, à la détérioration du niveau de vie au cours des dernières années et à des conditions de travail plus difficiles. La protestation de la classe ouvrière (est motivée) par la répartition souvent injuste du revenu national, le nombre croissant de sujets tabous qui amènent à une division de l'opinion de la nation en points de vue privés et officiels."*

Qui décrit ce tableau, qui écrit cet article ? Un "trotskyste" qui citerait *La Révolution trahie* ou le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Non, c'est un dirigeant du parti officiel, Tadeusz Fiszbach, premier secrétaire du Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP) de la région de

Gdansk dans l'hebdomadaire officiel du PC polonais, *Polytika* (29 août 1980).

Qu'est-ce que la Pologne ?

Il est communément établi de qualifier le régime social polonais et dans les pays de l'Est de "socialiste".

La réalité est plus complexe. "Pays socialiste" ? Ce n'est vrai que partiellement. Cela l'est dans la mesure où les grands moyens de production sont propriété d'Etat. En Pologne, capitalistes et propriétaires fonciers ont été expropriés. Et avec le régime social basé sur la propriété d'Etat ont été construites les grandes usines et entreprises, concentrant du prolétariat jeune, qualifié, élevé à la culture, alors qu'avant la guerre, sous la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers, les masses laborieuses étaient vouées à l'ignorance, à l'analphabétisme, au chômage permanent pour des centaines de milliers d'entre eux.

L'explosion de la classe ouvrière polonaise n'est en rien dirigée contre les conquêtes socialistes. Pour preuve, nous citerons la réponse d'un membre du comité interentreprises de la région minière de Katowice (Silésie) questionné par le correspondant du journal français *Le Monde* (5 septembre 1980) : "Nous ne sommes pas contre le socialisme."

Un autre membre du MKS (1) précisant :

*“Le système en tant que tel est le meilleur qu’on puisse imaginer. Mais il faut changer la façon dont est exercé le pouvoir et que ces gens qui ont des comptes en Occident cessent de s’enrichir.”*

Un autre :

*“Moi je ne veux pas m’acheter une Mercedes ni même une Volkswagen, mais que les femmes des grévistes n’aient plus à faire la queue devant les magasins et que les gens vivent convenablement.”*

“Ces gens qui ont des comptes en Occident”, ce sont ceux tels que le président du comité polonais pour la radio et la télévision relevé de ses fonctions le 23 août, parce qu’on a découvert qu’il possédait une villa sur la Côte d’Azur française ! Ces gens font partie de cette caste de bureaucrates dont fait partie Tadeusz Fiszbach, qui expulse les travailleurs du contrôle de la gestion de la propriété socialiste, c’est cette caste privilégiée qui décide cette “répartition souvent injuste du revenu national”. Autrement dit, qui empêche une fraction croissante du revenu national pour vivre comme des “bourgeois rouges”, comme les dénomment les travailleurs polonais. Cette caste de bureaucrates s’appuie sur une police politique jouissant de privilèges exorbitants.

L’explosion de colère de la classe ouvrière polonaise n’est pas dirigée contre la société où la propriété privée des moyens de production a été nationalisée, après expropriation, mais contre le régime politique qui a vu des bureaucrates avides accaparer les fonctions communes de gestion de l’Etat. Ces privilégiés nommés par eux-mêmes, le Kremlin veillant à leur sélection, se sont constitués en bureaucratie ayant “acquis” des intérêts particuliers antagoniques non seulement à ceux des travailleurs, mais antagoniques à la propriété d’Etat qu’ils gèrent de la façon la plus effroyable, à tel point que la grève a d’ailleurs contraint le premier secrétaire de Gdansk lui-même à dénoncer cette gestion bureaucratique.

Les faits sont là : ce que veulent les travailleurs, ils le disent eux-mêmes : “Nous ne sommes pas contre le système socialiste, tout ce que nous voulons, c’est diriger nos usines et nos syndicats.” Ce qu’ils

ne veulent pas, ce sont des “directeurs” arrogants privilégiés qu’ils commencent à chasser des usines. Ce qu’ils ne veulent plus, ce sont ces 100 membres de la police politique de sécurité intérieure que les mineurs ont chassés de leurs mines.

---

### LE PLAN CONJOINT DE L’IMPÉRIALISME ET DES SOMMETS DE LA BUREAUCRATIE

---

Quel crédit la classe ouvrière polonaise peut-elle accorder à cette “autocritique” de ce premier secrétaire de Gdansk, qui, après Babiuch limogé, et avant Kania, promet des réformes ? Gomulka, en 1956, et Gierek, en 1970, avaient également promis des réformes. Mais quelles réformes ?

Un des hauts dignitaires de la bureaucratie, Rakowski, rédacteur en chef de *Polytika*, membre du CC du parti stalinien (POUP), se présente comme un “réformiste”. Il a écrit un article dans *Polytika* au début juillet. Dans cet article, Rakowski critique les Polonais qui sont appelés à “vivre dans le coton”, les travailleurs “trouvant immoral de travailler dur, nombre d’entre eux ne font quasiment rien dans les bureaux et les usines”. Il faut, poursuit-il, que le parti

*“adopte un programme de changements structurels, clairs, et compréhensibles pour les ouvriers. Seul un tel programme pourrait créer un climat psychologique qui pourrait faciliter les choses pour aiguillonner les gens vers un rejet de tous ces phénomènes qui rendent si difficiles à surmonter les difficultés actuelles.”*

Ce “grand dirigeant” non seulement est resté en place, mais sa situation dans la hiérarchie s’est améliorée avec le “brillant retour au sein des instances dirigeantes de Stefan Olszowski”, partisan d’un programme de “réformes économiques”. Gierek, avant d’être limogé, reconnaissait qu’Olszowski avait raison. Ainsi, les “réformateurs”, salués par toutes les autorités et la presse bourgeoise internationales, ont pour programme un

---

(1) MKS : initiales de Miedzynakladowego Komitetu Strajkowego (comité de grève interentreprises), l’organisme qui dirige la grève. Il publie un bulletin, *Jednosc* (Unité).

programme visant à faire retomber sur les épaules des masses laborieuses toutes les charges et les difficultés de leur gestion bureaucratique de l'économie, laquelle gestion est source de leurs privilèges. L'organe de l'impérialisme américain, le *Herald Tribune* (25 août 1980), ne s'y trompe pas. On y lit :

*“Vu les problèmes économiques extraordinaires de la Pologne, un certain nombre d'experts, tant sur place qu'à l'étranger, pensaient qu'une réforme économique fondamentale était le premier point à l'ordre du jour... Cela signifierait presque certainement soumettre l'économie polonaise à la discipline du marché mondial, un changement qui (doit) signifier des prix bien plus élevés des marchandises de première nécessité et la fermeture de certaines industries... Certains commentateurs polonais ont écrit qu'il fallait prendre ce risque. De hauts fonctionnaires américains se sont demandé en privé la semaine dernière si les événements de Pologne ne pourraient pas présager une ère politique nouvelle... Si la crise actuelle se résout en douceur, ont-ils suggéré, le résultat pourrait bien être un nouvel ordre social au sein de la Pologne et en même temps en temps voulu au sein du bloc (soviétique) tout entier. Il y a des implications annexes pour le système du bloc, si la situation n'explose pas, a dit un haut fonctionnaire. Les sociétés capitaliste et communistes diffèrent quant à leurs priorités... Les Polonais ont été protégés de ces pressions de l'économie mondiale (qui ont des conséquences pénibles : licenciements, chômage, etc.) qui affectent de manière routinière la vie des travailleurs de l'automobile (aux USA) ou les fermiers du Brésil.”*

Et c'est dans cet article de l'organe de l'impérialisme américain dont nous publions les extraits qu'est salué le réalisme de Rakowski, lequel, répétons-le, a vu son poids politique renforcé par la nomination, avec la grâce du Kremlin, de Olzowski. Tous ces apôtres de la réforme économique cherchent à confisquer la grève généralisée polonaise, qui ne vise certainement pas au retour de la propriété privée, programme que prescrit, à terme, l'impérialisme américain et dont ils se font l'écho.

Dans cette tâche difficile, ils ont l'appui de l'Eglise polonaise, qui, avec la bénédiction du pape, revendique le retour

à “la propriété privée de la terre” (avant la guerre et pendant la guerre, l'Eglise polonaise était un des principaux “propriétaires terriens”, structurant, en liaison avec la bourgeoisie, une agriculture semi-féodale).

Le programme des réformes de la bureaucratie est clair : il conduit à intégrer l'économie polonaise au marché mondial, à la liquidation de la propriété d'Etat, au retour à la propriété privée. Avec cynisme, l'organe de l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin signifient au prolétariat polonais : cela signifiera des hausses de prix encore plus importantes, cela signifiera la liquidation d'industries, cela signifiera le chômage.

On lit dans le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédigé sous la direction de Léon Trotsky, adopté en 1938 : dans la bureaucratie,

*“les éléments contre-révolutionnaire dont le nombre augmente sans cesse expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de compradores pensent non sans raison que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions privilégiées qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la civilisation occidentale, c'est-à-dire du capitalisme.”*

Rakowski, après le limogeage de Gierek, est intervenu à la télévision pour condamner la “révolution”. Mais quelle autre réponse la classe ouvrière polonaise peut-elle donner, pour se défendre contre le programme contre-révolutionnaire dont Rakowski et la bureaucratie sont l'expression ?

---

## POUVOIR OUVRIER CONTRE LE POUVOIR DE LA BUREAUCRATIE

---

Quelle signification et quelle portée a la constitution des MKS (comités interentreprises de grève) ? C'est à ces questions qu'il faut à présent répondre pour définir les perspectives ultérieures.

L'acharnement de la bureaucratie d'inscrire ce qui ne saurait être contesté le “rôle dirigeant du parti” a cette seule



signification. Pour défendre ses privilèges de caste incontrôlée, la bureaucratie doit interdire toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière et des masses travailleuses en général. Elle doit atomiser la classe ouvrière.

C'est ainsi que les revendications démocratiques élémentaires, droit d'organisation, droit de constituer des syndicats libres, indépendants de l'Etat et du "parti dirigeant", droit de grève, abolition de la censure, liberté d'expression, se dirigent nécessairement contre la bureaucratie, laquelle ne peut exercer son pouvoir (source directe de ses privilèges) que sous une forme "totalitaire", qui lui permet, en refusant de faire droit aux revendications, de faire retomber tout le poids des "erreurs et déficiences" de sa gestion sur les épaules des masses laborieuses. La grève généralisée à partir de la grève générale des ports de la Baltique et les organes de grève généralisée, les MKS, ont donc en premier lieu comme signification et portée la volonté de la classe ouvrière de surmonter l'atomisation bureaucratique. La revendication de syndicats libres traduit la volonté des travailleurs de s'organiser indépendamment de l'Etat et des partis bureaucratiques pour faire valoir, contre la bureaucratie, leurs droits. Ce ne sont pas seulement les ouvriers, mais, à leur suite, médecins, avocats, instituteurs, etc., qui revendiquent ce droit.

Toutes les catégories de travailleurs et de la population laborieuse, en revendiquant ce droit, posent ouvertement — dans les faits — la liquidation des syndicats officiels, lesquels sont rouages de l'appareil d'Etat bureaucratique.

Le fait que toutes les catégories de travailleurs posent ouvertement le problème de la construction d'une centrale syndicale libre pose le problème de la liquidation de la centrale syndicale officielle, rouage de l'appareil d'Etat bureaucratique. C'est ainsi que se pose la question de la liquidation des syndicats officiels, organes de l'appareil bureaucratique sans lesquels la bureaucratie ne peut atomiser la classe ouvrière, sans lesquels, donc, elle ne peut défendre ses privilèges de caste privilégiée, bureaucratique, contre la classe ouvrière.

Syndicats libres et syndicats officiels ne sauraient coexister. Mais sans les syndicats "officiels" rouges de l'appareil d'Etat, la bureaucratie ne saurait gouverner. La revendication de l'abolition de la censure, celle de libération de tous les détenus politiques, qui a été arrachée par la grève généralisée, le droit de s'exprimer à la télévision, etc., indiquent clairement le cours que cherche à prendre le mouvement de la classe ouvrière : *il s'agit de restaurer le pouvoir de la classe ouvrière, qui s'affirme dans les MKS face au pouvoir chancelant de la bureaucratie*. C'est ainsi que le MKS, représentation de classe du prolétariat et des masses laborieuses, prend un double contenu.

D'un côté, comme syndicat ouvrier libre, indépendant de l'Etat, le MKS a vocation de défendre les intérêts et les revendications des travailleurs.

De l'autre, parce qu'il s'organise face à l'Etat bureaucratique, dans sa volonté de se centraliser en centrale syndicale indépendante, sur les ruines de la centrale officielle, rouage de l'appareil bureaucratique, il se pose comme centre unifiant les efforts des ouvriers pour en finir avec l'Etat bureaucratique pour changer le régime politique existant.

Cela parce que, quelle que soit la conscience actuelle que les travailleurs en ont, le MKS, qui au départ se construisait comme comités d'usines, a rapidement débordé ce contenu, en commençant à débattre, ainsi que nous le montrons par ailleurs, des problèmes politiques de toute la société. Cela en dépit du poids prépondérant (pour le moment) de l'Eglise, qui, par ailleurs, comprend fort bien, pour s'y opposer, la vocation "soviétique" des MKS.

---

### CLASSE OUVRIÈRE ET BUREAUCRATIE

---

L'acharnement de la bureaucratie à imposer le rôle dirigeant du parti n'a pas d'autre signification que celle-ci : préserver l'instrument de la caste privilégiée, qui doit pour le moment reculer devant le mouvement des masses, cela en espérant reprendre à terme — plus ou moins rapi-

dement — le contrôle de la situation. Mais cet acharnement se heurte à l'acharnement au moins égal des travailleurs à s'opposer à cette exigence.

Les grévistes de Gdansk et d'ailleurs comprennent parfaitement, ils le comprennent toujours, que s'ils ont remporté une grande victoire contre la bureaucratie, l'exigence de reconnaître le "rôle dirigeant" du parti bureaucratique ouvre la voie à la confiscation de cette victoire... Comme en 1956 et 1970.

C'est ainsi que "la base", la masse des grévistes et une partie du MKS de Gdansk s'opposent au "praesidium" qui a accepté de reconnaître au POUP la vocation de "rôle dirigeant".

Vocation du POUP que, pour ses raisons propres, l'Eglise est amenée à reconnaître. Signalons également que dans le protocole signé par le MKS de Szczecin et le gouvernement ne figure pas la reconnaissance du rôle dirigeant du parti. Mais déjà un nouveau processus s'amorce... L'envoyé spécial du *Monde* (5 septembre 1980) rapporte : à Katowice, il demande à un membre du comité de grève « *membre du parti, membre de surcroît du plénum de la mine (du POUP) et chargé de la propagande* : "Vous êtes un traître au parti, alors." *Réponse* : "Certainement pas. Je suis fidèle au parti, mais comme disait Lénine, qui n'était pas un idiot, le but est de donner le pouvoir à la classe ouvrière". » C'est le même qui ajoutait :

*"Moi, je ne veux pas m'acheter une Mercedes, ni même une Volkswagen, mais que les femmes des grévistes n'aient plus à faire la queue devant les magasins et que les gens vivent convenablement."*

Un autre membre du même comité de grève "sans parti" déclare :

*"Nous voulons améliorer les choses, les syndicats indépendants joueront le rôle du parti d'opposition, qui n'existe pas en Pologne, et créeront une libre concurrence entre deux représentations."*

Ces deux déclarations nous amènent au cœur du problème. Les masses laborieuses luttent

*"pour la liberté des syndicats et des comités d'usines, pour la liberté de réunion et de la presse (qui) se développera en lutte pour la reconnaissance et l'épanouissement de la démocratie sovié-*

*tique... La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes pour leurs libres suffrages montreront quels partis sont soviétiques."*

Les grévistes de Pologne, dans leur masse, n'ont certainement pas connaissance du *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont nous extrayons ces mots d'ordre. Ils avancent instinctivement dans la voie tracée par l'analyse théorique.

De même les militants du parti, membres du MKS des mines, "*infime minorité, constituent néanmoins les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui reflètent passivement il est vrai les intérêts socialistes du prolétariat*" (programme de la IV<sup>e</sup> Internationale) parce qu'ils se refusent à rester des privilégiés. Mais le processus conjoint des masses laborieuses qui refusent le "rôle dirigeant du parti", veulent défendre les conquêtes socialistes, et le processus de "*l'infime minorité des militants reflétant passivement les intérêts sociaux du prolétariat*", espérant encore la réforme du "parti", vont se heurter à la "réforme de Rakoswki", celle qui cherche à lier les couches supérieures de la bureaucratie et l'impérialisme avec la bénédiction de l'Eglise. Et ce heurt a abouti au XIV<sup>e</sup> Congrès du parti stalinien tchécoslovaque à la volonté de la base de créer "un nouveau parti" contre le parti bureaucratique (2).

---

## PERSPECTIVES

---

Les adjurations et menaces de Brejnev annoncent que la bureaucratie, en appelant au nom de la fidélité au prétendu internationalisme prolétarien (lequel, dans la bouche des privilégiés, n'est autre que la volonté de faire accepter par les masses la pérennité des privilèges), cherche à

(2) Le XIV<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste tchécoslovaque a eu lieu en août 1968, en pleine occupation soviétique. Il s'est réalisé clandestinement dans une usine de la banlieue de Prague, sous la protection des ouvriers. Dans sa résolution la plus importante, il revendique le droit de tendance au sein du parti, brisant ainsi le monolithisme imposé par la bureaucratie stalinienne

regrouper ses forces et celles de son agence polonaise pour, si elle le peut, "normaliser" la situation comme en Tchécoslovaquie.

Le peut-elle ? Il nous faut définir les éléments qui permettent de répondre à cette question. D'abord, les répercussions dans les pays de l'Est. Que ce soit en Roumanie, en Hongrie, en Bulgarie, en Allemagne de l'Est, les problèmes de nature identique à ceux de la Pologne se posent au regard des relations entre la classe ouvrière et la bourgeoisie.

Déjà, la revendication des syndicats libres a conduit l'ouvrier Klebanov en Union soviétique dans un hôpital psychiatrique spécial.

En Roumanie également, la répression est tombée pour le même motif. En Roumanie, des mouvements de grève ont été signalés. Et cette revendication qui sourd de toute part se lie très étroitement à la détérioration de la situation économique, partiellement (mais largement) conséquence de la gestion bureaucratique, comme en Pologne.

En écho aux grèves ouvrières de Pologne, le PC (roumain) considère que les grèves et les revendications portent atteinte "à l'intérêt supérieur de la nation". Les syndicats (officiels rouages de l'appareil d'Etat) représentent "un des leviers principaux par lequel la classe ouvrière exerce son rôle de force dirigeante dans la société", écrit l'organe du PC roumain, inquiet des répercussions des grèves polonaises, ajoutant :

*"Les phénomènes négatifs enregistrés en Pologne peuvent apparaître n'importe où (ils sont largement apparus en Roumanie — NDLR). Le dépassement de ces difficultés réclame un travail infatigable, un esprit d'ordre, le renforcement de la discipline et l'union étroite des efforts du peuple entier. Des interruptions de travail, des grèves ne peuvent que compliquer les problèmes."*

La direction du PC roumain parle exactement comme parlait Gierak à la veille et au début des grèves généralisées, et ce, pour les mêmes motifs qui se résument à cette constatation : "Les objectifs du plan d'Etat, qui (seuls peuvent) garantir les biens nécessaires à la satisfaction des besoins de la population" ne sont pas atteints.

En Bulgarie, au mois de mai, au cours d'une réunion tenue en présence de Jivkov, premier secrétaire du PC bulgare, il a été constaté que "des problèmes se posaient sur la qualité des services et l'approvisionnement dans les établissements commerciaux". Rien n'a été changé depuis, constate la presse bulgare, et les queues s'allongent devant les boutiques. Le directeur général de la société d'Etat chargé de la commercialisation a dû fournir des explications au sujet des difficultés d'approvisionnement en fruits et légumes qui sévissent dans toute la Bulgarie. Il lui a été enjoint par les instances dirigeantes de l'Etat de punir ceux qui "enfreignent la discipline socialiste". Les organes de l'Etat pourront pénaliser les employés des magasins et ateliers en cas de mauvaise qualité des services. "Les salaires de ces employés pourront être amputés jusqu'à 20 %." En Bulgarie, comme en Pologne et en Roumanie, la bureaucratie ne connaît qu'un ennemi : les travailleurs.

Chacun se félicite de la "gestion prudente" de Kadar, dont le pouvoir est protégé par les chars russes depuis 1956. Il reste que la bureaucratie, sous sa houlette, a décidé des augmentations massives des prix des objets de consommation pour appliquer sa politique "des coûts réels de production". Autrement dit, les charges de la gestion bureaucratique doivent retomber sur les épaules des masses laborieuses. La Hongrie est calme, lit-on dans toute la presse internationale. La bureaucratie n'est pas si assurée. Au récent congrès du parti, le secrétaire général des syndicats s'est montré inquiet des répercussions de ces réformes économiques, enjoignant au parti de bien veiller à ce que les syndicats soient réellement "une courroie de transmission" des décisions de la bureaucratie pour "défendre la réforme auprès des travailleurs", ajoutant que les syndicats devraient être les "défenseurs des travailleurs auprès du pouvoir". Ce que Gierak n'a pu réussir, Kadar ne l'atteindra pas, car il est impossible que les syndicats officiels, rouage de l'appareil d'Etat bureaucratique, rouage du "pouvoir", puissent défendre les intérêts des travailleurs auprès du "pouvoir".

La revendication des syndicats indépendants de l'Etat et du parti bureaucratique est au centre des relations entre la

classe ouvrière et la bureaucratie dans tous les pays de l'Est, y compris en Union soviétique. Et en URSS, en dépit de l'énorme répression qui a sévi contre les tentatives de création de syndicats indépendants, malgré le démenti de l'organe officiel des syndicats étatisés *Troud*, il se confirme que non seulement une grève a eu lieu dans l'usine automobile de Togliattigrad, mais d'autres grèves ont été signalées. Comment en serait-il autrement lorsque *Troud* informe que les mineurs de Rospadskia, dans le Kouzbass, travaillent souvent sept jours sur sept... Les heures supplémentaires ne sont pas même payées au tarif légal. Le Code du travail en URSS stipule que "*le travail les jours fériés est interdit*", mais un autre article du code établit que "*le travail les jours fériés*" ne peut être effectué qu'avec "*l'accord de la section syndicale d'entreprise*". Laquelle est la section d'un syndicat officiel de la bureaucratie, donc automatiquement "section" chargée par le bureaucrate gérant la mine au compte des intérêts de la caste privilégiée de faire travailler sept jours sur sept les mineurs.

Dans la Silésie polonaise, les mineurs ont subi. Jusqu'au moment où ils n'ont plus accepté de subir. Ils ont constitué leur MKS, ils ont constitué, avec les autres entreprises, le MKS régional, et, avec tous les travailleurs polonais, ils veulent construire leur centrale syndicale libre, indépendante du pouvoir et du parti bureaucratique. Peut-on douter un seul instant que c'est là la revendication des travailleurs soviétiques ? Ceux qui savent voir, ceux-là qui disent :

*"Quand les masses soviétiques qui paraissent superficiellement résignées et apathiques se mettent en mouvement, elles iront jusqu'au bout conformément à leurs traditions (1905-1917), plus rien ne pourra les arrêter."*

Notre correspondant ajoute :

*"En ce qui concerne l'armée, je pense que la masse des soldats se rangera aux côtés des prolétaires dans la révolution."*

Si, effectivement, la disposition des travailleurs des pays d'où le capitalisme et les propriétaires fonciers ont été expropriés est mesurée par les événements de Pologne, l'URSS, pays de la révolution d'Octobre, qui a vu la dégénérescence bureaucratique du premier Etat ouvrier,

est au cœur des problèmes de la révolution politique, qui (à partir de la grève de la Stalin Allee — Berlin-Est, 1953, de la révolution hongroise des conseils et des événements de Pologne en 1956, du "printemps de Prague", 1968, de la grève généralisée des ports de la Baltique, 1970, des mouvements de 1976 en Pologne) vient de franchir une nouvelle étape avec les grèves généralisées de Pologne de 1980. Il suffit de suivre l'historique qui conduit à cette nouvelle étape pour comprendre le cours que les événements prendront à un moment ou à un autre dans les pays de l'Est dans la confrontation prolétaires-bureaucrates. 1956, 1970 et 1976 précèdent les grèves d'août 1980, elles-mêmes préparées depuis le début de l'année. Le cours suivi par cette montée du mouvement des masses est retracé dans la note qui accompagne cet article ("*Comment il se sont battus*").

Ce serait méconnaître la marche de l'histoire que de penser que les développements de la révolution politique en Pologne, annonciateurs de la montée de la révolution politique en Pologne, annonciateurs de la montée de la révolution politique en URSS et les autres pays de l'Est, se poursuivront sur une ligne constamment ascendante. Avant d'exposer brièvement les forces qui ne manqueront pas d'entraver son cours, constatons que le niveau des luttes de masse en Pologne est supérieur au niveau d'organisation politique. Il suffit de constater la part importante que des "experts" non élus par les grévistes ont prise dans les négociations. Pour une large fraction, ces "experts" catholiques ou membres réformateurs du POUP sont liés au bureaucrate "libéral" Olchanski. Ce sont eux qui adjureraient les grévistes de respecter la "raison d'Etat", ce sont eux qui ont imposé la reconnaissance du "rôle dirigeant du parti" bureaucratique dans la société polonaise. Les conflits sur cette question qui se sont déroulés dans les MKS ont une importance politique énorme. Il reste que les ouvriers ont accepté l'exigence formulée par la bureaucratie, par l'intermédiaire des "experts libéraux".

Cela est un premier aspect. Le deuxième : la part prépondérante jouée par l'Eglise, qui, bien que l'appel à la reprise du travail lancé le 24 août par le cardinal



légal du pape, Wyzinski, en accord avec la bureaucratie, n'ait pas été suivi, reste, devant le "vide" créé par la désorganisation du pouvoir bureaucratique, la force politique principale structurant les couches qui cherchent les voies de la restauration capitaliste. Certes, la hiérarchie catholique sait que, dans les conditions présentes, il lui faut appuyer de toute sa puissance le parti bureaucratique et la bureaucratie contre la montée de la révolution politique. De même, l'impérialisme mondial le comprend également fort bien, lui qui, tout au long de la crise polonaise, a apporté son soutien à la bureaucratie. Déjà, en 1953, en 1956 et en 1968, l'impérialisme avait apporté un appui discret et efficace à la bureaucratie du Kremlin. Rappelons pour mémoire que les beaux temps de la "détente" se sont constitués dans les années qui ont suivi l'invasion de la Tchécoslovaquie. La bureaucratie est en crise. L'impérialisme est en crise : la défaite historique de l'impérialisme américain au Vietnam, la montée révolutionnaire dans les pays capitalistes et dominés (Iran), étroitement reliées à la montée de la révolution politique, conduisent l'impérialisme et la bureaucratie à unir leurs forces contre-révolutionnaires contre les mouvements des masses, lesquelles, prises dans les tenailles de la politique de coexistence pacifique, sont amenées à rechercher à jeter à bas l'ordre mondial contre-révolutionnaire établi à Yalta et Potsdam.

Un pronostic est toujours alternatif. Au moment où nous écrivons ces lignes, la bureaucratie, l'impérialisme, l'Eglise doivent faire reculer le mouvement des masses. La bureaucratie du Kremlin ne peut tolérer la montée de la révolution politique, qui pose son renversement comme sa tâche première. Invasion de la Pologne ? C'est là courir un très gros risque, qui ne sera pris que si la bureaucratie du Kremlin se trouvait face à un effondrement de son agence gouvernementale. La bureaucratie de Moscou, par l'Eglise et l'impérialisme, cherchera vraisemblablement à miner de l'intérieur le mouvement des masses. Ce qui ne sera pas simple. Une formidable victoire politique a été remportée par les masses contre la bureaucratie. Les masses ont contraint celle-ci, d'une part, à discuter

sur le terrain de l'action de classe, et, d'autre part, à lui faire accepter le principe de syndicats indépendants. De toute façon, répétons-le, il n'y a pas de coexistence possible entre des syndicats officiels rouages de l'Etat, haïs, honnis par les travailleurs, et une centrale syndicale indépendante de l'Etat et du parti. D'ores et déjà, la voie de la réforme bureaucratique du parti bureaucratique est coupée. D'ores et déjà, la voie du "nouveau parti", "*le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui seul peut régénérer le régime soviétique*" (*Programme de transition*), est ouverte.

L'histoire va encore suivre son cours douloureux. Il n'y a pas moyen d'y échapper. Construire le parti de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde, reconstruire la IV<sup>e</sup> Internationale, qui guidera les masses à la victoire, telle est la tâche qui, seule, peut raccourcir les délais dans l'histoire.

---

### C'EST AINSI QU'ILS ONT LUTTÉ

---

Janvier 1980 : première grève dans un atelier des chantiers navales Lénine pour protester contre la mutation d'Anna Walentynowicz, militante des syndicats libres.

1<sup>er</sup>-2 juillet : des grèves éclatent à Ursus (banlieue de Varsovie) et à Tezew, dans la région de Gdansk, contre l'augmentation des prix.

18 juillet : le bureau politique du POUP appelle à la discipline, mais la grève générale éclate pour deux jours à Lublin (300 000 habitants). Une centaine d'arrêts de travail, qui l'emportent parfois partiellement, ont lieu tout au long du mois.

7 août : Varsovie n'est pas épargnée et les éboueurs s'y mettent en grève une semaine.

#### La grève

14 août : grève des dix-sept mille ouvriers des chantiers navals Lénine, à Gdansk, pour protester contre le licenciement d'Anna Walentynowicz. Ce chantier devient comme le phare du mouvement, il ne reprend pas le travail en raison d'une satisfaction partielle de ses revendications par la bureaucratie, et, le lendemain, la



ville est complètement paralysée par une grève de bus.

18 août : on assiste à des concentrations de soldats dans la région de Gdansk. Henry Jablonski, président de la Pologne, adresse un appel "à tous les travailleurs honnêtes" pour qu'ils s'opposent aux dirigeants de la grève, et Gierek déclare dans son discours télévisé que les revendications politiques sont l'effet de l'action "d'anarchistes et d'irresponsables", et qu'"aucune action menaçant les fondements de l'ordre politique et social de la Pologne ne sera tolérée".

20 août : la grève continue à s'étendre et 270 usines ont maintenant cessé le travail à Gdansk. 62 intellectuels appellent à la solidarité avec les grévistes et défendent le droit de former des syndicats libres. Le comité central de grève de Gdansk refuse le principe de toute négociation séparée, usine par usine. Le gouvernement fait arrêter une quinzaine d'animateurs du KOR, dont Jacek Kuron et Adam Michnik.

21 août : 10 entreprises de Gdansk seulement continuent à travailler et le gouvernement change déjà de négociateur auprès des grévistes, Jagielski remplaçant Pyka.

22 août : la libération des emprisonnés du 20 devient la revendication centrale des grévistes, et, à 19 heures, un premier contact officiel a lieu entre les deux camps. L'Eglise déclare par l'intermédiaire de M<sup>re</sup> Maczmarek : "La poursuite des arrêts de travail serait contraire au bien social."

23 août : la grève commence à s'étendre dans les mines de Silésie et les négociations sont entamées à 19 heures à Gdansk, tandis que des haut-parleurs retransmettent à tous les ouvriers massés à l'extérieur les discussions. Jagielski défend le point de vue de la bureaucratie face aux représentants des grévistes qui restent muets.

24 août : nouvelle intervention de l'Eglise : "Les grèves ne servent pas votre bien, ni vos familles !" A 20 heures, Gierek présente à la télévision la décision des bureaucrates : bureau politique "remanié", une moitié du gouvernement démissionnaire et le Premier ministre Babiuch remplacé par Pikowski. Sentiment unanime des grévistes : "Continuons le combat !"

25 août : pas du tout impressionnés par le "replâtrage" gouvernemental, les ouvriers et leurs dirigeants refusent de reprendre les négociations tant que les communications téléphoniques ne seront pas complètement rétablies, ce que le gouvernement doit finalement accorder.

26 août : la grève se généralise dans toute la Pologne, des MKS se construisent un peu partout dans le pays et les négociations reprennent. La bureaucratie promet la reconnaissance du droit de grève, tandis qu'à la télévision, le cardinal Wyzsynski déclare : "Il n'y a rien sans le travail... Les revendications ne peuvent être satisfaites sur-le-champ."

27 août : l'agence Tass dénonce "les éléments anti-socialistes qui sévissent en Pologne".

28 août : les représentants du gouvernement disent accepter le "principe des syndicats libres", mais à la condition que ceux-ci n'aient pas "d'activité dirigée contre le système" et qu'ils reconnaissent "le rôle dirigeant du parti". Walesa voit sa proposition de faire un appel à la télévision conjointement avec le gouvernement contre l'extension des grèves rejetée par le praesidium du NKS.

29 août : nouvelle offensive des bureaucrates. Le rédacteur en chef de la télévision déclare : "Il n'y aura plus aucune concession." Le MKS a rédigé une base d'accord qui reprend l'exigence de syndicats libres, mais aussi les limites que veut y apporter le gouvernement.

30 août : une fois que l'accord signé entre Walesa et Jagielski est connu, l'assemblée générale du MKS est très houleuse. **Un tiers des délégués repoussent ce texte, qui, outre les limites portées à l'activité des syndicats, ne les instaure que dans la région de Szczecin-Gdansk.**

31 août : après une journée de négociations à Gdansk, **l'accord est signé avec la bureaucratie** et, alors que Walesa avait pour le moins fait preuve de tiédeur sur ce point la veille, **Jagielski doit s'engager à ce que les prisonniers politiques, dont les travailleurs viennent de dresser la liste, soient libérés le lendemain.**

1<sup>er</sup> septembre : la grève continue en Silésie et les travailleurs de cette région y

revendiquent tous les mêmes droits que ceux de Gdansk.

2 septembre : de 50 000 la veille, le nombre des mineurs en grève passe à 350 000. Le MKS récuse l'envoyé du gouvernement, qu'il faut donc changer, et si, le soir, les bureaucrates acceptent plusieurs de leurs revendications "économiques", les représentants des grévistes refusent de signer l'accord.

#### **Ils ont gagné**

3 septembre : entièrement réécrit par le MKS, l'accord est finalement signé à

5 h 40 du matin. **Il va bien plus loin que celui de Gdansk, prévoyant son application à toutes les mines du pays, alignant les allocations des travailleurs sur celles de la milice (6 à 10 fois plus que la moyenne) et consacrant le renvoi d'un directeur détesté.**

5 septembre : on annonce à Varsovie que Gierak a eu une crise cardiaque, et, peu après, celui-ci est remplacé au poste de secrétaire général du POUP par Stanislas Kania. »

*Correspondance internationale,*  
**octobre 1990**

# **La révolution chinoise**



Pékin, place Tienanmen, mai 1989.

# Présentation

Le n° 303 d'*Informations ouvrières*, daté du 17 septembre 1966, avait comme titre "*L'unité mondiale de la lutte des classes*" et revenait sur la politique de l'impérialisme américain, alors engagé dans la guerre contre le peuple vietnamien, et sur la signification et les conséquences de la politique dite de "*coexistence pacifique*" pratiquée par la bureaucratie stalinienne.

*Informations ouvrières* était alors un bulletin hebdomadaire de quatre pages, pour l'essentiel rédigé par le camarade Pierre Lambert, aidé par une équipe réduite de collaborateurs et collectant à travers l'activité des militants les faits, les informations qu'*Informations ouvrières* traitait et analysait. Ce n° 303 avait été dans sa totalité rédigé par Pierre Lambert.

C'est dans le contexte de la situation internationale d'ensemble qu'étaient abordés les événements qui se déroulaient alors en Chine, ce qu'on appelait "la révolution culturelle", c'est-à-dire la mobilisation contrôlée de la jeunesse et dans une certaine mesure même de la classe ouvrière, initiée sous la direction de Mao dans le but de faire pression sur la majorité de l'appareil bureaucratique, engagé dans la voie de la capitulation devant l'impérialisme. "*Mobilisation contrôlée*" qui, à partir du moment où elle était effective, tendait à échapper au contrôle, ce qu'aucune fraction de la bureaucratie ne pouvait accepter. Elle ressouda ses rangs par la répression contre tout ce qui mettait en cause son pouvoir. C'est à travers cette répression que s'est ouverte, comme seule voie pour la bureaucratie, celle des "réformes" entamées en 1978....

Pierre Lambert écrit :

*« C'est seulement en partant de l'analyse de la situation internationale qu'il est possible de comprendre la signification des événements considérables qui se développent à l'intérieur de l'immense continent chinois. Le bilan international du Parti communiste chinois, dans cette dernière période, c'est une succession d'échecs sur échecs. La politique de coexistence, modèle chinois, visait à organiser le "bloc des nations révolution-*

*naires" du tiers-monde contre le "bloc des nations capitalistes".*

*Sous le couvert de ce "bloc des nations révolutionnaires", le Parti communiste chinois cherchait à placer dans son jeu diplomatique les gouvernements bourgeois des pays formellement indépendants, mais totalement dépendants de l'impérialisme (...). C'est sous le couvert du gouvernement Soekarno que soutenait avec une fidélité totale le Parti communiste indonésien "pro-chinois" et le PC chinois que la contre-révolution militaire organisa, avec l'appui de l'impérialisme américain, la sanglante provocation qui décapita le PC indonésien. Plus de 500 000 travailleurs, paysans et militants du PC ont été massacrés sur l'autel de la coexistence pacifique » (1).*

Pierre Lambert résumait ensuite, en deux paragraphes, son appréciation des "événements considérables" qui se développaient en Chine.

*« Les dirigeants du Parti communiste chinois sont parfaitement conscients de l'impasse où l'entraîne leur politique de coexistence pacifique. Ils voient monter à leurs frontières le feu de la puissance militaire de l'impérialisme américain, décidé à engager la guerre pour réintégrer la Chine dans l'orbite du système de la propriété privée. Ils cherchent à résister, mais pas avec une politique s'appuyant sur la lutte de classe internationale. C'est pourquoi ils ont été amenés à organiser cette politique de "mobilisation contrôlée" sur la ligne de la révolution culturelle. Dans notre bulletin, il n'est évidemment pas possible d'analyser complètement cette fallacieuse "révolution culturelle". Nous n'apporterons que quelques éléments d'appréciation qui entreront dans le cadre de la série d'articles rédigés analysant les problèmes soulevés par "l'unité de classe du prolétariat mondial".*

*L'aspect délirant de cette "révolution", sur lequel les journaux staliniens et bourgeois mettent avant tout l'accent, traduit effectivement le caractère et le*

(1) C'est en 1965 que le gouvernement de Soekarno, qui bénéficiait du soutien total — avec l'aval de la direction du Parti communiste chinois — du PC indonésien, fut renversé par Suharto, issu du même appareil militaire que Soekarno.



*contenu bureaucratique de la politique du PC chinois. Mais derrière cet aspect délirant, il y a la volonté de préparer le peuple chinois à la résistance contre l'impérialisme américain. Résistance qui, pour les dirigeants bureaucratiques du PC chinois, ne peut s'intégrer sur la perspective de la révolution internationale du prolétariat. Mais les dirigeants du PC chinois savent que les masses en Chine ont quelque chose à défendre contre l'impérialisme. Les conquêtes de la révolution de 1948-1950, qui a exproprié le capital étranger et la bourgeoisie chinoise, sont là et ordonnent toute la puissance sociale du prolétariat chinois. La mobilisation contrôlée des masses, avec la révolution culturelle, est partie intégrante de la préparation à la résistance à la guerre que veut déclencher l'impérialisme. Ses objectifs essentiels ont été de "pourchasser les agents bourgeois". Les millions de jeunes Chinois mobilisés s'y sont engagés à fond, recherchant l'agent bourgeois. Ils ont découvert le "bureaucrate" du PC chinois. C'est là que les dirigeants du PC commencent à reculer.»*

Ces deux paragraphes constituent la meilleure des introductions aux extraits de textes de Pierre Lambert sur la Chine que nous publions ci-dessous. Alors que les commentateurs de tous bords s'attardaient sur tel ou tel "aspect délirant" de la révolution culturelle, Pierre Lambert va à l'essentiel : l'impérialisme, quels que soient les formes et les moyens employés, ne peut renoncer à l'objectif de réintégrer la Chine dans l'orbite de la propriété privée. Une fraction de la bureaucratie "cherche à résister, mais pas avec une politique s'appuyant sur la lutte des classes internationale". Elle lance la jeunesse contre "les survivances de la bourgeoisie" et c'est le "bureaucrate" que celle-ci démasque.

Portée internationale et historique de la révolution chinoise, place des conquêtes de la révolution chinoise comme conquêtes du prolétariat mondial, caractère de la couche dirigeante de la bureaucratie chinoise. Ce sont ces problèmes que l'on retrouve dans les deux documents qui suivent.

Le premier est un extrait des thèses adoptées par le XVII<sup>e</sup> Congrès de l'Organisation communiste internationaliste en juin 1971. Ces thèses, dont le camarade

Lambert avait pris la responsabilité, sont naturellement une œuvre collective, mais l'ensemble du chapitre consacré à la bureaucratie et à la révolution politique est de sa main.

C'est dans ce chapitre qu'est abordée la caractérisation de la bureaucratie chinoise. La direction du PC chinois s'était arrogée le monopole du pouvoir politique, barrait la route à la généralisation d'organismes démocratiques exprimant le pouvoir des travailleurs au cours du processus même d'expropriation de la bourgeoisie. Mais cette même direction du PC chinois n'était arrivée au pouvoir qu'en "allant plus loin qu'elle ne le voulait elle-même dans la voie de la rupture avec l'impérialisme", ce qui avait signifié rompre avec Staline.

Le second document, "*La révolution politique a commencé en Chine*", est un rapport préparé par le camarade Lambert pour l'organisme dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale (2). Il a été publié dans un supplément au n<sup>o</sup> 50 de *Tribune internationale* (juillet 1989), supplément entièrement consacré au soulèvement révolutionnaire de la jeunesse et des travailleurs chinois de mai 1989. En 1989, la politique « d'ouverture » et de « réformes » conduisant à la pénétration du capital étranger, au démantèlement de la propriété d'Etat, commence à faire sentir ses effets pour la majorité de la classe ouvrière : montée du chômage, flambée des prix de première nécessité, corruption et provocations des privilégiés du régime.

Au mois d'avril, les étudiants de Pékin commencent à manifester sur les mots d'ordre de "Vive la démocratie", "A bas la corruption". Dès le 20 avril, les travailleurs et la population de Pékin les rejoignent aux cris de "Tremblez, corrompus, le peuple se réveille". C'est alors que se constitue l'"Association indépendante des étudiants", mais aussi une "Association des ouvriers de Pékin". Les étudiants occupent la place Tienanmen ; les premiers syndicats indépendants y installent aussi leurs permanences. Le 27 avril, une immense manifestation, marquée avant tout par la présence massive de la classe

(2) Il s'agit du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction).

ouvrière, déferle dans Pékin. Le 4 mai, nouvelle manifestation de même ampleur. Les dirigeants étudiants qui sont alors les porte-parole du mouvement cherchent la négociation avec le pouvoir, négociation qu'une aile de la bureaucratie paraît accepter. Des milliers d'étudiants commencent la grève de la faim pour obtenir l'ouverture des négociations.

Mais l'ampleur du mouvement populaire augmente encore. Du 16 au 19 mai, les manifestations se succèdent réunissant des centaines de milliers de participants. En fait, la population travailleuse occupe sa ville, tandis que le mouvement s'étend à d'autres grandes villes.

Le 20 mai, le gouvernement proclame la loi martiale. Des premières unités militaires investissent Pékin, mais sont submergées par la population. *"Nous devons trancher dans le vif avec un couteau effilé"*, avait déclaré Deng Xiaoping.

Dans la nuit du 3 au 4 juin, l'armée intervient, ouvre le feu, chasse les étudiants de la place Tienanmen. La répression se déchaîne alors, frappant avec une férocité toute particulière les ouvriers qui ont commencé à constituer des organisations indépendantes.

Il s'agit donc d'un texte rédigé immédiatement après que les masses chinoises se sont dressées contre les conséquences pour elles de la politique de "réformes", engagée sous la direction de Deng Xiaoping. Il dégage la signification historique et mondiale de cette nouvelle étape de lutte du peuple chinois, conclue dans l'immédiat par une terrible répression. Cette analyse est faite en relation avec les développements de la situation internationale, alors marquée par la marche à l'effondrement de l'URSS et des Etats de l'Europe de l'Est.

Précisément, en partant du nouveau développement de la révolution chinoise en mai-juin 1989, développement nourri par la résistance des masses travailleuses à la restauration capitaliste dont la bureaucratie se fait le fourrier, pour la défense des conquêtes de la révolution chinoise cristallisées dans la propriété d'Etat, Pierre Lambert dégage l'actualité de la révolution prolétarienne comme seule solution réaliste aux problèmes cruciaux de l'humanité.

**François de Massot**

## Textes de Pierre Lambert

# La lutte contre la bureaucratie

Ce que nous venons d'analyser nous permet, à partir de la nature de la bureaucratie chinoise, de poser avec l'ampleur historique nécessaire les problèmes de la révolution politique. Certes, la différenciation de la bureaucratie chinoise privilégiée d'avec la classe ouvrière et les masses est moins accusée que celle qui oppose les bureaucrates du Kremlin aux travailleurs et kolkhoziens soviétiques. Mais les privilèges de la bureaucratie du Kremlin n'ont pas toujours été aussi exorbitants. De 1923 à 1932, la différenciation

était moins avancée. De cette constatation, en procédant par analogie, on pourrait faussement déduire que l'avant-garde devrait adopter envers la bureaucratie chinoise l'attitude de l'Opposition de gauche, qui, jusqu'en 1933, ne combattait pas pour la révolution politique, mais préconisait la réforme. Ce serait, au nom d'un schématisme économique abstrait qui ne tiendrait pas compte de la réalité historique, commettre une profonde erreur. Et ce pour les raisons essentielles suivantes :

1) La révolution prolétarienne qui a exproprié la bourgeoisie ne peut avancer vers le socialisme que sur la base d'institutions (soviétiques) qui correspondent à sa fin. Dans le même mouvement qui, en relation avec l'effondrement de l'Etat bourgeois compradore de Tchang Kai-chek, conduisait à l'expropriation, la bureaucratie chinoise expropriait politiquement les masses en leur interdisant l'accès au pouvoir politique (soviets). Les institutions de la bureaucratie chinoise ont été édifiées pour exproprier politiquement le prolétariat de ses conquêtes sociales. La nature de la bureaucratie chinoise est de ce point de vue la même que celle de la bureaucratie du Kremlin. Sa position, en dépit de l'antagonisme qui l'oppose à Moscou, est totalement dépendante de la survie de la bureaucratie du Kremlin.

2) La dictature du prolétariat dans un pays, c'est une victoire de la révolution du prolétariat international dans ce pays. L'Etat ouvrier édifié en octobre 1917 procède de la révolution mondiale — c'est-à-dire de la République universelle des soviets, comme l'IC ne cessait de le répéter —, dont il représentait une première position. La théorie du socialisme dans un seul pays a été conçue comme camouflage des intérêts d'une bureaucratie qui, dans le même mouvement qui allait l'amener à exproprier politiquement les masses, liquider les soviets et tous les organes de la démocratie ouvrière, s'est dressée comme force contre-révolutionnaire à l'échelle internationale. Les processus de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et de la dégénérescence bourgeoise de l'Internationale communiste et de ses partis sont de nature identique, parce qu'ils procèdent les uns et les autres du caractère international de la révolution russe et des défaites de la révolution mondiale. Les uns et les autres sont intégrés dans les processus économique, social et politique s'exprimant par la révolte des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux, qui exigent un cadre mondial non entravé par l'impérialisme et les Etats bourgeois pour poursuivre leur développement.

La capitulation sans combat à laquelle a été conduit le prolétariat allemand trahi par Staline et le PC allemand amène Trotsky à expliquer que l'IC est passée

définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Trotsky substitue à la politique d'"opposition" fondée sur le redressement du Komintern et de ses partis la lutte pour la construction d'une nouvelle Internationale, la IV<sup>e</sup>, et pour de nouveaux partis communistes. De même, à l'orientation basée sur la "réforme" de l'Etat soviétique, est substituée la perspective de la révolution politique, seul moyen pouvant régénérer l'Etat ouvrier dégénéré.

Les processus de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et de la dégénérescence "bourgeoise" de l'IC et de ses partis s'intègrent dans le processus unifié qui conduit le stalinisme, pour la défense des intérêts de la bureaucratie, à se constituer comme force contre-révolutionnaire à l'échelle internationale.

Pour caractériser la nature de la bureaucratie chinoise, il faut tenir compte des principaux éléments qui fondent sa réalité :

a) La révolution chinoise a exproprié le capital, chassé l'impérialisme. Ses conquêtes représentent un acquis de la lutte de classe du prolétariat international. La défense inconditionnelle de la Chine populaire contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin est un impératif absolu.

b) Le PC chinois a pris le pouvoir dans des circonstances exceptionnelles, originales, dont le *Programme de transition* rend compte.

c) Le PC chinois n'a pu prendre le pouvoir qu'en rompant avec Staline. Sous cet angle, il a cessé d'être un parti "stalinien". Ce fait, dont l'importance est énorme — la suite des événements le prouvera —, l'est cependant moins que ceux qui caractérisent le PC chinois profondément gangrené par le bureaucratisme. Le PC chinois a édifié des "institutions" bureaucratiques qui ont exproprié politiquement les masses du contrôle de leurs conquêtes. La bureaucratie chinoise s'est immédiatement différenciée, par les institutions politiques que le PC a mises en place, du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes.

d) Le contenu politique de ces institutions différenciant la bureaucratie chinoise est caractérisé par le lien qui unit le PC chinois aux théories contre-révolution-

naires du socialisme dans un seul pays et à la coexistence pacifique (modèle chinois) sur l'arène internationale. Le contenu politique de ces institutions exprime la défense d'intérêts matériels privilégiés, opposés aux masses. Les intérêts matériels et politiques de la bureaucratie chinoise sont un frein au développement harmonieux de la révolution chinoise, dans la mesure où, obstacles à l'insertion de l'économie chinoise dans l'économie mondiale, ils s'opposent à la révolution mondiale, conduisant à la défaite le prolétariat et les masses exploitées et opprimées (Indonésie), les entraînant nécessairement à la recherche d'un *modus vivendi* contre-révolutionnaire avec l'impérialisme.

Pour assurer la défense des conquêtes, la nécessité s'impose de dresser le programme et l'organisation de la révolution politique contre la bureaucratie chinoise, de liquider les "institutions bureaucratiques" qui assurent la défense d'intérêts opposés aux intérêts des travailleurs, pour y substituer les institutions soviétiques. Ce programme est celui de la IV<sup>e</sup> Internationale, cette organisation, c'est l'organisation chinoise de la IV<sup>e</sup> Internationale.

**Juin 1971**

**Brochure Documents politiques  
adoptés par les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Congrès  
de l'OCI, SELIO**

# La révolution politique a commencé en Chine, une nouvelle étape de la révolution mondiale

Par le fer et le sang, les Deng Xiaoping et les Li Peng (1) veulent montrer à l'impérialisme qu'ils ont la capacité de maintenir le cap sur les "réformes économiques", c'est-à-dire la marche vers la restauration capitaliste. L'impérialisme japonais, d'ores et déjà, a repris toutes ses relations économiques avec la Chine des massacreurs.

Sans aucun doute, tous les pays capitalistes, malgré leurs craintes pour l'avenir, s'efforceront de suivre.

Cela tout en manifestant une sympathie tout hypocrite. L'impérialisme est avant tout préoccupé par la vague révolutionnaire, conséquence immédiate de l'introduction des premiers pas dans la restauration du capitalisme.

---

## 1. CE QUI EST EN JEU POUR L'IMPÉRIALISME, C'EST LA MARCHÉ À LA RESTAURATION DU CAPITALISME EN CHINE

---

Bush et Gorbatchev et tous les gouvernements quelle que soit leur couleur politique, tout en la regrettant hypocritement, apportent leur soutien plus ou moins déguisé à la féroce répression organisée par les dirigeants de la bureaucratie chi-

(1) Deng Xiaoping a été à la tête du Parti communiste chinois et de l'Etat à partir de 1978. Son nom reste associé à "l'ouverture économique", à la mise en place des "réformes économiques". Au moment de la répression, en juin 1989, Li Peng était le Premier ministre.

noise. Bien entendu, tout en versant des larmes de crocodile, au-delà des motions et déclarations, la crainte de l'impérialisme et des dirigeants bureaucratiques serait l'abandon de la politique de "réforme" (perestroïka), en raison de la mobilisation des masses ouvrant la voie de la "Commune" victorieuse. Avant de prendre connaissance des réactions au niveau gouvernemental, voici comment les "milieux d'affaires" apprécient les événements.

- *"La sanglante répression en Chine a soudain fait ressurgir chez tous les investisseurs étrangers la peur (pour l'avenir) de la politique de libéralisation économique (qui) attirait des flux de capitaux en forte croissance (trois milliards de dollars pour la seule année 1988)."*

- Le président de l'Union des industries de Taiwan a incité les investisseurs à la prudence à l'égard d'un pays *"où les changements politiques sont imprévisibles"*.

La Fédération des industries coréennes a demandé à toutes les entreprises sud-coréennes *"d'être plus prudentes dans leurs relations commerciales avec la Chine"*.

- *"En Europe, les industriels beaucoup moins impliqués financièrement restent plus calmes."* Les capitalistes européens restent "plus calmes", car ils ont moins d'intérêts en jeu, mais en Grande-Bretagne, où les intérêts en jeu sont plus importants, *"l'organisation patronale CBI, très attentive aux événements, espère que "la politique chinoise de la porte ouverte ne sera pas compromise" ».*

- *"Les événements en Chine (...) (ont) profité à l'or, qui, traditionnellement, attire les capitaux des investisseurs redoutant les tensions politiques dans le monde."*

Voilà ce que l'on lit dans les dépêches de l'Agence France Presse (AFP) du 5 juin.

Le 6 juin, on lit :

- *"Les marchés boursiers asiatiques sont demeurés mardi sous le choc des événements de Pékin (...). A Hong-Kong (une des places fortes du capital financier en Asie, encore colonie britannique), la Bourse, qui avait connu lundi une chute spectaculaire, a vu les cours remonter quelque peu. Cette stabilisation n'a cepen-*

*dant pas suffi à rassurer les investisseurs à Hong-Kong."*

Et comme il arrive toujours dans une telle situation, la monnaie dite forte, le dollar, chassait les monnaies plus ou moins faibles : *"Le dollar joue son rôle de monnaie refuge, comme c'est souvent le cas lors de soubresauts internationaux moyens."*

Cependant, les capitalistes américains n'en sont pas plus rassurés pour autant :

*"La plupart des firmes américaines ayant des bureaux à Pékin",* signale une dépêche de l'AFP (6 juin), *"ont évacué leur personnel expatrié et beaucoup ont fermé leurs bureaux (...). Entre autres sociétés, IBM, General Electric, Chrysler, Lockheed, ATT, ont indiqué avoir évacué leurs employés étrangers."*

Le gouvernement japonais précisait le 6 juin qu'il se refuse *"à interpréter la révision de la coopération comme une condamnation politique des massacres de manifestants réclamant la démocratie (...)"*, soulignant *"que la position fondamentale du Japon était de poursuivre la coopération autant que possible pour la modernisation et l'ouverture de la société chinoise. Mais la situation actuelle est très incertaine."*

Autrement dit, les capitalistes et leurs représentants gouvernementaux dans le monde *"étaient aussi inquiets que le Premier ministre japonais"* devant une situation politique qualifiée *"d'incertaine"* en raison du fait qu'ils ne savent pas si les massacreurs Deng Xiaoping et Li Peng viendraient à bout de la révolution ; ils prennent des mesures de précaution, souhaitant que le gouvernement de la bureaucratie rétablisse l'ordre, ils se refusent à *"condamner la politique de massacres"*. Signalons que, le 21 juin, le jour des premières exécutions capitales à Shanghai, la presse a annoncé la reprise des relations commerciales avec la Chine : ainsi, la firme Chrysler a renvoyé ce jour même ses techniciens en Chine.

Les capitalistes japonais ont le mérite d'une certaine franchise. Moins directement, les gouvernements "occidentaux" partagent cette inquiétude et pratiquent une même politique de compréhension de la répression dans les faits et de condamnation dans les mots.



Il s'agit, comme la dépêche du 11 juin l'établit, "des milliards de livres" investies, souligne-t-on prudemment à Rome.

*"L'inquiétude reprend chez les investisseurs, contraints de rapatrier leurs agents en Chine et de mettre leurs activités en veilleuse. Le géant néerlandais de l'électronique, Philips, a fermé provisoirement ses bureaux de représentation."*

Un banquier européen, rapporte la même dépêche, posait la question : "Qu'en sera-t-il demain ?", s'interrogeant sur la stabilité du gouvernement chinois ayant ouvert la Chine à la restauration capitaliste.

Question qui définit tout à la fois l'enjeu et la volonté de l'impérialisme d'apporter son appui "au régime de la bureaucratie corrompue", abusivement baptisé "communiste", pour peu qu'il garantisse les milliards de dollars investis et poursuive sa politique de restauration capitaliste.

---

## II. WASHINGTON S'ESTIME CONTRAINT DE TRAITER AVEC DENG XIAOPING

---

« Au cours d'une interview donnée le 15 juin à des agences de presse, un haut responsable américain qui a requis l'anonymat a estimé que, "malgré un pas spectaculaire", M. Deng n'avait pas forcément décidé d'abandonner la voie des réformes. »

Se considérant comme non tenu d'y aller de phrases larmoyantes et compassées sur les massacres, couvert par son anonymat, ce "haut responsable américain" annonce clairement la couleur. Il s'agit de l'avenir des "réformes économiques" (la perestroïka, qui a débuté en Chine il y a dix ans) et contre les conséquences désastreuses desquelles — ainsi que nous le montrerons dans une autre section de ce rapport — la vague révolutionnaire a déferlé.

Ce haut fonctionnaire ajoute qu'il est nécessaire de préserver des "relations importantes avec un pays très important".

Le président des Etats-Unis, M. Bush, qui, selon une dépêche de l'AFP du

3 juin, "entretenait de bonnes relations avec les dirigeants communistes chinois," est tenu à plus de réserve pour tenter d'apporter son soutien à Deng Xiaoping et Li Peng : "Nous avons appelé et continuons d'appeler à la non-violence, à la retenue et au dialogue. Tragiquement, une autre voie à été choisie", a indiqué le président américain, qui a demandé aux autorités chinoises de "revenir aux moyens non violents" pour régler la situation actuelle. Notant que la Chine et les Etats-Unis avaient au cours des vingt dernières années fait "beaucoup d'efforts pour établir des relations constructives", M. Bush a émis l'espoir que Pékin "retourne rapidement sur la voie des réformes politiques et économiques", afin que ces relations "si importantes pour les deux pays puissent continuer à se développer". Le 5 juin, l'AFP signale que M. Bush a déclaré : "Je ne veux pas voir la suppression totale des relations avec la Chine, car ces relations sont vitales pour les intérêts de l'Amérique." Et il soulignait "que ce n'est pas le moment d'une réponse émotionnelle aux événements de la place Tiananmen".

"Bush a annoncé cependant la suspension des ventes d'armes à la Chine." Qu'en est-il? Le Pentagone précise immédiatement "ne pas être en mesure de déterminer la valeur des équipements qui n'ont pas encore été livrés et qui seront touchés par la décision de la Maison-Blanche. Les quatre contrats de gouvernement à gouvernement sont toujours en cours d'exécution, a précisé le lieutenant-colonel Rich Obom, l'un des porte-parole du département de la Défense." Signalons par ailleurs la coopération militaire permanente qui existe entre les Etats-Unis et le gouvernement chinois : une mission militaire américaine est toujours présente en Chine.

(...) C'est ainsi qu'à la suite de Bush, tous les gouvernements, pour préserver les succulents profits de la "réforme économique" et de l'ouverture de la Chine au capital financier, s'estiment également "contraints de traiter avec M. Deng Xiaoping".

Le Premier ministre japonais, Uno, déclara le 7 juin (dépêche AFP) : "Tourner les fusils contre le peuple est grave (...). Mais je préfère éviter de prononcer un jugement tout noir ou tout

blanc.” Les banques japonaises annonçaient dès le 12 juin qu’elles “pourraient renvoyer leur personnel à Pékin, probablement dès la fin de cette semaine, si la situation dans la capitale reste calme”. L’argent n’a pas d’odeur.

Quant au président François Mitterrand, selon une dépêche de l’AFP diffusée le 4 juin, il avait anticipé. Côté face, la déclaration du président condamne, en expliquant qu’un “régime qui, pour survivre, en est réduit à faire tirer sur la jeunesse qu’il a formée et qui se dresse contre lui au nom de la liberté n’a pas d’avenir”. Côté pile, voici la suite de la déclaration : “L’usage de la force ne résout rien. Je souhaite que les dirigeants chinois recherchent enfin par le dialogue une solution à la crise que traverse la Chine et répondent ainsi aux aspirations de leur peuple” (...).

---

### III. GORBATCHEV TEND LA MAIN À DENG XIAOPING

---

Dans une conférence prononcée le 15 juin lors de son voyage en Allemagne, Gorbatchev déclare : “Nous sommes tous très soucieux face aux événements qui se déroulent en Chine. Je crois qu’il faut faire en sorte que ce processus de réformes et de changements profonds en cours dans cet immense pays ne soit pas un échec (...). Cela nous a conduits à prendre une position très mesurée sur les derniers événements, ce qui n’exclut pas de regretter ce qui vient de se passer.”

En écho, le 7 juin, l’ancien secrétaire d’Etat américain H. Kissinger estime que “l’Occident devrait prendre garde de ne pas se détourner de son orientation... Nous devons maintenir un équilibre entre l’indignation du moment et les facteurs permanents des relations internationales.” Ces facteurs estimés permanents par “l’Occident” (l’impérialisme) étant, comme le dit Gorbatchev, “qu’il faut faire en sorte que le processus en cours (en Chine) ne soit pas un échec”.

“Chef d’Etat” comme l’est Bush, Gorbatchev est tenu à regretter les excès, mais l’éditorialiste de la *Pravda* n’a pas ces “scrupules”. V. Ovchinnikov écrit le

8 juin dans l’organe central du PC de l’Union soviétique : “Je pense que l’utilisation de la force pour maintenir l’ordre est une mesure aussi extrême que l’amputation d’une jambe à un homme malade. Ça fait toujours mal, c’est toujours indésirable, mais c’est parfois nécessaire pour sauver une vie humaine. La question de la nécessité d’une telle mesure reste sur la conscience du chirurgien.” L’éditorialiste relève “des similarités entre les processus de réforme en Chine et en URSS”.

La vague révolutionnaire en Chine a bien lieu d’inquiéter les dirigeants de Moscou. Pour ce qui est des regrets de Gorbatchev sur les méthodes utilisées en Chine, leur sincérité se mesure aux répressions organisées par les unités spéciales de la Guépéou contre les aspirations nationales, foulées aux pieds par Staline et la bureaucratie en Arménie, en Géorgie et plus récemment dans la République soviétique d’Ouzbékistan (2).

Relevons une fois encore la parfaite concordance des positions des dirigeants de Moscou et de Washington. Le “Congrès des députés”, sous la présidence de Gorbatchev, a adopté le 6 juin une résolution : « L’URSS considère que les événements en Chine constituent une “affaire intérieure chinoise” et s’élève contre les tentatives de pressions extérieures. »

L’ex-président Reagan, dans une conférence de presse, a déclaré en écho, le 10 juin : “Je crois que nous devons nous souvenir qu’il s’agit d’une affaire intérieure dans un Etat souverain et qu’il y a des limites aux actions qu’on veut entreprendre de l’extérieur.”

Gorbatchev et Reagan annoncent la couleur : nous ne devons pas nous mêler de ce que font les dirigeants chinois. Selon la résolution adoptée par le “Congrès des députés de Moscou”, “il faut chercher à stabiliser la situation en Chine”. Qui peut, de leur point de vue,

---

(2) Alors même que Gorbatchev et la bureaucratie, minant ce qui demeurerait des conquêtes de la révolution d’Octobre, ouvraient la voie à la liquidation de la propriété d’Etat et à l’explosion de l’URSS, ils cherchaient à préserver leur pouvoir politique et brisaient par la violence les manifestations qui, partant des aspirations à en finir avec l’oppression nationale, se dressaient contre le pouvoir de la bureaucratie.

“stabiliser la situation”, sinon Deng Xiaoping, le père des réformes ouvrant la voie à la restauration capitaliste par sa politique vantée par Gorbatchev et Reagan ? Comment ? En lui laissant les mains libres pour réprimer, car c’est là “une affaire intérieure chinoise”.

Signalons que Reagan, dans cette même conférence de presse, estime qu’il n’hésiterait pas à s’immiscer dans les “affaires intérieures de l’Etat souverain” du Nicaragua et qu’il est dans ce cas nécessaire d’utiliser contre la révolution la force armée des contras.

« L’ex-président a été plus ferme dans ses positions à l’égard du Nicaragua, tout en indiquant qu’il était favorable à un règlement politique interne, il a estimé que “la menace exercée par les combattants de la liberté (les contras anti-sandinistes) était le seul moyen d’y parvenir” » (3).

Les contre-révolutionnaires de tous les pays n’hésitent pas à s’unir :

• “Pour la Chambre du peuple est-allemande, les événements qui se déroulent actuellement sont exclusivement une affaire intérieure. Le pouvoir populaire a été contraint de faire appel aux forces armées pour rétablir l’ordre et la sécurité”, et, bien entendu, les bureaucrates contre-révolutionnaires de l’Allemagne de l’Est déplorent “les nombreux blessés et les morts”.

• Les dirigeants vietnamiens, conscients des répercussions que les événements de Chine peuvent avoir pour eux, constatent qu’à Pékin, l’intervention de l’armée fait régner “une atmosphère étouffante”, mais notent, en dépit du conflit qui les oppose aux dirigeants chinois par rapport au Cambodge, que “les faits ont montré que les autorités chinoises se trouvaient aux prises avec une émeute contre-révolutionnaire dont l’objectif est d’usurper et de renverser le régime”.

• La presse du dictateur roumain Ceausescu fait l’éloge de l’armée chinoise intervenue pour rétablir l’ordre et pour corriger des erreurs.

• Pour Fidel Castro, “la situation qui prévaut en Chine est une affaire intérieure à ce pays. Le gouvernement et le peuple chinois peuvent vaincre les diffi-

cultés et résoudre les problèmes en poursuivant la construction du socialisme.”

• En Yougoslavie, la présidence de l’Etat “déploie les victimes innocentes”, mais se prononce “en faveur d’un règlement politique”. Plaidoyer qui, dans les conditions présentes, ne peut qu’inciter Deng Xiaoping à poursuivre la répression, car pour les bureaucrates corrompus, c’est la condition d’un règlement politique sous l’autorité et la reconnaissance du gouvernement Li Peng. “Derrière l’inquiétude face à l’avenir des réformes en Chine pointe une crainte quant aux lendemains du socialisme réformateur”, lit-on dans une dépêche de l’AFP du 11 juin.

• “Le chaos est proche”, titrait samedi le grand quotidien yougoslave *Vjesnick*, “parce que les malheurs actuels (de la Chine) sont soit le reflet, soit l’annonce de problèmes similaires dans le monde socialiste”.

Lisez “dans le monde de la bureaucratie corrompue”.

---

#### IV, FAILLITE DU COMMUNISME ? OÙ LE CAPITALISME CONDUIT-IL L’HUMANITÉ ?

---

Il se dégage clairement des premières sections de ce rapport que l’alliance des bureaucraties corrompues et de l’impérialisme vise, au nom de la politique de réformes économiques, à la réintroduction du capitalisme en URSS, en Chine et dans les pays d’où il a été exproprié. Avec

---

(3) En 1979, le peuple du Nicaragua avait jeté à bas la dictature de Somoza, soutenue par le gouvernement des Etats-Unis. La révolution avait à sa tête un mouvement nationaliste petit-bourgeois qui se réclamait de l’exemple du castrisme, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Sandino avait été le dirigeant de la résistance à la domination américaine sur le Nicaragua avant la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement sandiniste, qui, après le renversement de Somoza, bénéficiait d’un large soutien de la population travailleuse, s’était engagé dans de profondes réformes démocratiques et progressistes. D’emblée, Washington a cherché à déstabiliser le Nicaragua, armant et organisant des forces armées contre-révolutionnaires (les contras). Récemment, *La Vérité* (n° 58 et 59) est revenue sur la révolution au Nicaragua (article de Rodrigo Ibarra, introduction à l’édition en espagnol du livre *Nicaragua, dynamique d’une révolution inachevée*).

l'abjecte et sanglante répression et le soutien honteux apporté par les dirigeants des pays dits "socialistes", la bureaucratie chinoise corrompue commet un crime sans nom contre le socialisme.

Alors que le système capitaliste est en crise, les assassins de Pékin salissent le nom du communisme. Ils offrent ainsi aux porte-parole, idéologues, gouvernements et hommes politiques de l'impérialisme un prétexte pour oser prétendre que le système capitaliste reste un facteur assurant le progrès de l'humanité. Sous couvert des crimes sans nom des bureaucraties de toute part, les défenseurs des profits capitalistes allèguent que l'enseignement de Marx, Engels, Lénine et Trotsky serait périmé. A leur suite, on trouve les dirigeants des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, tels le président de la République française, François Mitterrand, "oubliant" de condamner les crimes perpétrés par son collègue Andrés Perez, vice-président de la II<sup>e</sup> Internationale, président du Venezuela, qui a envoyé récemment "son armée" massacrer des milliers de travailleurs et jeunes protestant contre la hausse des prix décrétée par le FMI. Même oublié de François Mitterrand au sujet de l'Algérie, camouflant une compréhension pour la répression contre les jeunes en Algérie comme avec celle menée contre les travailleurs et paysans péruviens, orchestrée par un autre dirigeant d'un parti de la II<sup>e</sup> Internationale au pouvoir dans ce pays (4).

Et c'est ainsi que, lors de son récent voyage en Pologne, François Mitterrand a apporté une nouvelle fois sa bénédiction au général Jaruzelski — et à l'Eglise — engagés à fond pour restaurer le capitalisme sous l'égide du FMI (5). Il a magnifié "*le système capitaliste*", considéré par lui comme le meilleur à condition qu'il lui soit insufflé de la "*protection sociale*".

Qu'en est-il de l'état du système capitaliste dans le monde et de la protection sociale ?

Après les dévastations créées par la Seconde Guerre mondiale, dans une première phase, la crise économique n'a pu être évitée que par l'injection grandissante de crédits militaires dans l'économie internationale. La guerre de Corée permet à l'impérialisme d'éviter la crise, mais le

volant de dépenses militaires est devenu absolument nécessaire pour maintenir les conditions de la poursuite de l'accumulation. Il est également indispensable pour tenter de maintenir ces mêmes conditions sur le marché mondial en "*faisant respecter l'ordre*" afin de préserver les positions du capital financier dans le monde : guerre de Corée, guerre du Vietnam, interventions multiples directes ou indirectes au Guatemala, en Iran. Et cela ne cesse de se poursuivre, jusqu'à l'intervention militaire au Nicaragua par "contras" interposés.

Mais si l'économie d'armement permet durant un temps d'élargir la production, et donc de préserver l'activité de secteurs industriels directement intéressés à la production d'armement (ainsi que l'activité des secteurs induits par cette production d'armement), il demeure que l'économie d'armement ne correspond pas au processus "normal" de mise en œuvre du capital. Elle représente une manière de détruire du capital, en prélevant une part du revenu national pour la destiner à une consommation improductive. Financée par le déficit budgétaire, l'injection de crédits dans la production d'armement devient ainsi une des principales composantes de l'économie d'endettement qui caractérise l'économie mondiale. Il ne s'agit pas ici d'analyser l'évolution de l'économie mondiale, mais d'indiquer que, contrairement aux dires des agents du capitalisme, la crise n'est ni le produit des décisions prises par Washington, chef de file de l'impérialisme mondial, contraignant les autres impérialismes à s'aligner — bien qu'avec de fortes résistances —, mais le produit de la menace d'éclatement toujours présente du système financier. C'est la surproduction

(4) Les années 1988 et 1989 virent éclater dans plusieurs pays des révoltes où la jeunesse joua un rôle central provoqué par la misère organisée par les "plans d'ajustement structurel" du FMI. Ce fut le cas au Pérou, en Algérie, au Venezuela. Dans ce pays, les forces armées, sous les ordres d'un gouvernement dirigé par un parti membre de l'Internationale socialiste, ont écrasé dans le sang un immense mouvement de protestation.

(5) En Pologne, à partir de 1981, la constitution du syndicat indépendant Solidarité ébranlait jusque dans ses fondements le pouvoir de la bureaucratie. Celle-ci proclamait l'état d'urgence, dissolvait Solidarité, plaçait un militaire, le général Jaruzelski, à la tête du pays. Tout en développant la répression contre les travailleurs, le régime de Jaruzelski s'appuyait sur l'Eglise, s'engageait de plus en plus dans la voie des "réformes" pro-capitalistes.



de capital sous toutes ses formes, argent et marchandises, qui conduit à ces manifestations anarchiques, alimentant la spéculation dans des proportions inconnues jusqu'à ce jour.

Tous les "indicateurs" du parasitisme, c'est-à-dire les courbes de l'inflation mondiale, de l'endettement croissant de l'Etat américain, du volume des liquidités internationales (euro-dollars, euro-devises), sont toujours à la hausse. Ils sont l'expression de la contradiction du mode de production et de la tendance croissante à la destruction des forces productives. L'inflation, les dettes, la masse grandissante de capitaux flottants qui ne peuvent s'investir dans la production sont là pour témoigner que l'économie mondiale peut à tout moment être précipitée dans la spirale de l'effondrement. Le krach boursier de la fin de 1987 annonce très exactement ce qui, à un moment ou à un autre, arrivera à une tout autre échelle.

Telle est la réalité, confirmant les enseignements du marxisme, de Marx, Engels, Lénine, Trotsky. Les contradictions de l'impérialisme ont atteint des proportions qui aboutissent à la destruction massive des forces productives. La survie du capitalisme impose la destruction de branches entières de la production (sidérurgie, mines, chantiers navals, agriculture, etc.) jugées insuffisamment rentables par le FMI, la CEE, et par les capitalistes. La survie du système capitaliste conduit les capitalistes et les gouvernements de toute couleur politique assujettis aux intérêts du capitalisme à chercher à détruire toutes les conquêtes sociales arrachées à la bourgeoisie : école, santé publique, transports collectifs, audiovisuel, postes et télécommunications, HLM. Les experts au service des banques élaborent en "spécialistes" les orientations d'un gigantesque programme de régression sociale, que les gouvernements mettent en œuvre dans tous les pays au travers du FMI, de la Banque mondiale et de la CEE.

(...) Voilà les beautés du système capitaliste que les bureaucrates engagés dans les réformes économiques et la perestroïka donnent comme modèle aux pays dits socialistes.

(...) Ainsi, une analyse objective confirme la faillite du système capitaliste,

présenté par Gorbatchev et Deng Xiaoping comme modèle. Le *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale adopté en 1938, dans sa deuxième phrase, établit :

*"La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés"* (6).

---

#### V. OÙ CONDUIT DÈS MAINTENANT LA MARCHÉ À LA RESTAURATION CAPITALISTE EN CHINE, EN URSS ET DANS LES PAYS DE L'EST ?

---

La Chine, la Hongrie, la Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie sont adhérentes au FMI, institution dominée par Washington. Avec la perestroïka, l'URSS a sollicité son adhésion. Pour être accepté comme membre du FMI et bénéficiaire des prêts remboursables avec force intérêts, les gouvernements bureaucratiques de ces pays se sont "engagés à mettre en œuvre un programme cohérent de réformes structurelles visant à rendre l'économie plus sensible aux forces du marché".

Les "forces du marché" étant les forces du capital financier qui contrôle le marché mondial, la "mission fondamentale" du FMI étant celle "d'agent d'ajustement dans le système", "il ne faut pas

---

(6) Pour des raisons de place, nous n'avons pas reproduit ici toutes les indications chiffrées relatives à la situation aux Etats-Unis, en Europe, en Amérique latine, en Asie et en Afrique à la fin des années 1980, qu'il aurait alors fallu faire suivre des mêmes chiffres vingt ans plus tard. Comme cela a été indiqué dans la présentation, le texte complet du rapport intitulé "*La révolution politique en Chine*" est reproduit dans le supplément à *Tribune internationale*, n° 50, de juillet 1989.



*compter sur un soutien financier si le pays emprunteur n'ajuste pas ses politiques économiques*".

Les conditions générales d'adhésion établissent que le FMI se réserve le droit "d'étudier très attentivement la situation économique particulière à chaque pays" et de "surveiller en permanence les programmes d'ajustement grâce aux critères de réalisation". Ainsi définie par lui-même, la mission du FMI, nous l'avons vu, a conduit à la destruction de l'appareil de production et des fondations des économies et de l'économie mondiale.

Nous allons montrer, faits et chiffres à l'appui, que la politique ouvrant la voie à la restauration du capitalisme et impulsée sous la direction du FMI par les bureaucraties régnantes, sous la direction du FMI, conduit à la décomposition du système économique où la propriété privée des grands moyens de production a été expropriée.

Un ancien directeur général du FMI, dans un discours prononcé à Philadelphie, exige : "De nombreux pays doivent éliminer ou alléger les contrôles administratifs qui pèsent sur les flux de capitaux." Alléger "les contrôles administratifs" pour modifier la structure économique actuelle, "réformer" ainsi l'économie pour réintroduire la propriété privée, seule garantie pour les capitalistes de leurs investissements. Evidemment, réformer l'économie selon les règles du système capitaliste, c'est ce que cherche le FMI. Ses vues sont entièrement partagées par les dirigeants bureaucratiques. C'est ce qu'exprime clairement le ministre polonais des Finances dans une interview à un journal financier français : "Le socialisme réel, nous l'avons déjà abandonné. Nous cherchons maintenant à mettre en place notre propre modèle, qui s'apparente au capitalisme d'Etat." Laissons là le "socialisme réel" qui recouvre les crimes de Staline et des bourreaux de la révolution hongroise des conseils, l'assassinat de Imre Nagy et la répression bureaucratique en Pologne du général Jaruzelski. Cela dit, cette déclaration a le mérite d'éclairer l'orientation actuelle des bureaucrates, qui consiste à promouvoir une politique de retour à un prétendu capitalisme d'Etat, c'est-à-dire de retour à l'économie de marché.

Voyons maintenant ce qu'a donné l'ouverture au marché en Chine.

Dès 1980, ont été créées en Chine quatre zones économiques spéciales (ZES), qui sont ouvertes à la coopération avec l'extérieur. Elles sont destinées à attirer les capitaux étrangers. Dans ces zones peuvent se constituer des "joint-ventures" (entreprises à gestion conjointe) ou même des entreprises entièrement contrôlées par les capitaux étrangers. Les capitalistes occidentaux y construisent leurs propres usines pour leur propre compte, dans lesquelles ils organisent le travail des ouvriers chinois (payés bien moins cher qu'à l'Ouest) selon leurs propres lois, produisant des articles, non pour la Chine, mais pour l'exportation à l'Ouest, et ils bénéficient en outre de conditions préférentielles sur le plan fiscal. C'est le retour aux anciennes "concessions" par lesquelles l'impérialisme, avant 1949, dominait et se partageait la Chine.

"Maintenant que nous avons pu reprendre notre place au sein de la Banque mondiale et du FMI, écrivait Pékin Informations en avril 1981, cela nous a permis d'avoir accès à des droits de tirage spéciaux, et nous sommes en discussion avec la Banque mondiale pour une série de prêts. Il faut créer les conditions favorables aux investisseurs étrangers." A partir de 1984, la création de ZES est généralisée à toute la Chine.

Dans une étude réalisée en janvier 1988 et intitulée "Le réveil de Shanghai : stratégies économiques 1949-2000", il est indiqué que l'ensemble des accords de coopération conclus avec Shanghai a dépassé le cap des 2 milliards de dollars depuis 1987, 80 % de ces fonds sont affectés à des investissements directs venant du Japon, de Hong-Kong, des Etats-Unis. Selon une statistique officielle, la ventilation des investissements est de 20 % pour les projets industriels, de 76 % pour les projets de construction (hôtels et résidences), de 4 % dans le secteur tertiaire. Comme l'indique l'étude, "on notera la part très importante des projets de construction (hôtels ou immeubles de luxe) dans l'ensemble des investissements. Si ces développements témoignent de l'attrait touristique du lieu de résidence pour les Chinois d'outre-mer, le peu d'empressement des industriels étrangers

*a de quoi inquiéter les responsables municipaux. De 1980 à 1985, les sociétés mixtes n'ont contribué que de façon marginale à la modernisation des entreprises locales, l'introduction de technologies et d'équipement étant assurée à 85 % par des achats directs à l'étranger.* Ainsi, le capital étranger s'investit pour l'essentiel dans des activités non productives.

La mise en œuvre de la même politique par le gouvernement hongrois a permis la création d'un certain nombre d'entreprises mixtes, comme on peut, par exemple, le lire dans un article paru dans un journal français (20 novembre 1989). Selon les propos d'un industriel français cité dans cet article : « *Pour implanter son entreprise, Michel Karady hésitait entre la Hongrie et l'Islande. Il lui fallait une main-d'œuvre intellectuelle de bon niveau, francophone et bon marché... Son raisonnement est simple : "En France, la main-d'œuvre compétente pour éplucher les publications et informatiser les données n'est pas disposée à accepter ces emplois, sauf les étudiants, qui, par définition, ne restent pas. En Hongrie, nous avons recruté des professeurs de faculté qui gagnent 10 000 florins (moins de 1 000 francs) par mois. Nous les payons de 20 000 à 25 000 florins (2 000 à 2 500 F par mois contre un salaire minimum légal de 4 000 F en France)...* »

En vertu de la législation hongroise, la nouvelle société mixte est exempte d'impôts pendant cinq ans. « *Nous fixons nos affaires en devises, puisque nous vendons le produit exclusivement sur des marchés occidentaux. Quant aux bénéfices, nous en faisons ce que nous voulons.* »

Selon un journal économique français, « *la Hongrie post-Kadar va dépendre très étroitement du succès ou de l'échec de la politique économique d'ouverture aux lois du marché sur laquelle mise K. Grosz. Réforme du système bancaire en 1985, libéralisation des prix, introduction d'une fiscalité "à l'occidentale" sous la férule du FMI en janvier dernier, loi sur la création des sociétés par actions, "le cadre est là et le climat est bon pour les affaires", s'exalte un homme d'affaires américain. "Tout est négociable, tout est possible avec Budapest... Ils vous laissent obtenir la majorité du capital dans les joint-ventures,*

*rapatrier les profits, utiliser nos propres techniciens." D'ores et déjà, l'Etat semble avoir partiellement cédé le contrôle de certaines entreprises publiques.* »

En Pologne, les bureaucrates abandonnent, disent-ils, le "socialisme réel". En Hongrie, ils tentent de tromper le peuple avec des discours sur le "nouveau socialisme". En Yougoslavie, ils bavardent sur l'autogestion. En Chine, Deng Xiaoping déclare défendre le "socialisme", mais à Shanghai la bureaucratie corrompue impulse l'ouverture du marché. « *Les sociétés mixtes (sous contrôle du capital financier) bénéficient de diverses exemptions fiscales et de celle de leurs charges sociales.* » Le "socialisme" de Deng Xiaoping ressemble comme un frère au capitalisme.

Ces données partielles sont extraites du livre à paraître en septembre 1989, *L'URSS dans le miroir de la perestroïka*. Faits et chiffres dûment contrôlés attestent que l'orientation vers la restauration capitaliste conduit la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie et la Chine, membres du FMI, à la dégradation des investissements productifs. Entre 1986 et 1987, en Yougoslavie, pays ayant été à l'avant-garde de l'ouverture au marché sous l'égide du FMI, « *les investissements dans le domaine de l'éducation et de la culture ont baissé de 12,1 %, ceux consacrés à la santé et à la protection sociale de 16,6 %. Certains mois sont critiques dans les hôpitaux avec la moitié des médicaments nécessaires aux soins, y compris les pansements, qui manquent, et il y a même une insuffisance notoire dans les réserves d'oxygène.* »

La Yougoslavie est en pointe. Mais en Chine, l'introduction des réformes économiques a abouti à une régression telle que ce pays, « *qui avait vaincu la famine et conquis l'autosuffisance alimentaire, a vu réapparaître la désertification* ». « *En Chine, les déserts s'étendent au rythme de 1 560 km<sup>2</sup> par an, ce qui fait peser une menace sur les terres fertiles dans tout le nord de la Chine. Les déserts s'étendent maintenant sur 176 000 km<sup>2</sup>, soit 39 000 km<sup>2</sup> de plus que dans les années 1950. Un tiers des terres cultivées recensées en 1957 ont disparu... La question est de savoir si Pékin pourra investir suffisamment dans les projets d'irrigation extrê-*

*mement coûteux afin de conserver un niveau de subsistance stable.”*

Les autorités chinoises doutent elles-mêmes que cela soit possible. Le chômage a fait sa réapparition. 500 000 chômeurs, officiellement, en Hongrie, 200 000 à 300 000 prévus avec la fermeture de 250 à 300 entreprises. Ces chômeurs victimes de la perestroïka (restructurations) toucheront en Hongrie de 50 à 70 % de leur dernier salaire mensuel pour une durée de 6 mois pourvu qu'ils aient travaillé pendant 18 mois consécutifs, l'allocation tombant à 10 % durant six autres mois.

Officiellement, en Yougoslavie, 1,1 million de chômeurs, en réalité ce chiffre serait de 2 millions. La jeunesse est réduite par avance à ne pas trouver de travail, privée de toute indemnité, contrainte à vivre à la charge des familles.

En Chine, on a vu se constituer un volant de 2 à 3 millions de “jeunes en attente d'emploi”. Mais la politique de restructuration agricole et le démantèlement des communes rurales ont conduit une nouvelle masse de jeunes migrant de la campagne à la ville, aggravant considérablement la situation du chômage en milieu urbain. Et ce qui, à l'origine, devait être un dispositif provisoire se transforme en une politique à “moyen terme”, à un moment où la réforme des entreprises incite à reconsidérer la notion de garantie de l'emploi et à multiplier les embauches sous contrat. En effet, les statistiques officielles chinoises révèlent un net ralentissement des capacités d'embauche du secteur public, livrant ainsi une large fraction de la jeunesse à de “petits boulots” occasionnels ou saisonniers, ou à une embauche dans le secteur privé à des conditions qui ne sont évidemment pas celles que régleme la loi du travail chinoise. Des millions de paysans chassés des campagnes, véritable lumpen-prolétariat, affluent dans ces villes en quête d'un travail qu'ils ne trouvent pas. La politique qui vise — sous couvert de “réforme économique” — à ouvrir l'économie aux lois du marché ne peut s'appliquer sans remettre en cause les droits et garanties acquis par les travailleurs, ni sans aggraver encore les conditions de vie et de travail des populations soumises au joug bureaucratique.

En Chine, c'est aussi sur la flexibilité du travail, la déréglementation et la rentabilisation de la main-d'œuvre que portent les efforts du régime ouvert à la restauration capitaliste. Une enquête effectuée par le bureau du personnel de Shanghai, de mai à décembre 1986, a conclu qu'un cinquième du personnel qualifié (estimé à 553 000 salariés) était affecté à des postes sans rapport avec sa formation. Pour nos experts occidentaux, mais aussi chinois, il faudrait accroître la mobilité de l'emploi, bouleverser les structures, car “*la plupart des unités de travail ont tendance à considérer le personnel scientifique et technique comme leur propriété privée*”. Dans l'étude déjà citée plus haut de janvier 1988, on peut lire ces propos cyniques : “*Les opérateurs locaux soulignent aussi que la restructuration des entreprises est subordonnée à une politique concrète d'extension de leur pouvoir financier et d'allègement de leurs charges sociales. Des fardeaux aussi lourds que la construction de logements ouvriers, qui fait partie des charges sociales des sociétés d'Etat, ont bien entendu retardé la rénovation technique des industries et les bénéfices qu'elles auraient pu en tirer.*”

Les hausses des prix des produits de consommation courante se combinent avec les habituelles files d'attente devant les magasins. Hausse de 11 % des prix de détail pour le premier trimestre 1988. La détérioration du niveau de vie des citadins à Shanghai est estimée, selon le *China Daily* (2 mai) à 21 %. Dans cette même ville, la hausse du prix des légumes atteint 89 %. Le 17 août 1988, le bureau politique du Parti communiste chinois a adopté un programme de cinq ans visant à la libéralisation complète des prix.

Baisse massive des revenus salariaux. En Yougoslavie, le seuil de pauvreté, qui s'élevait à 15 % en 1979, est monté à 48 % en 1987, puis est passé à 60 % de la population en 1988. Telles sont les dramatiques conséquences, sous l'égide du FMI, de la politique de la bureaucratie s'orientant vers la restauration capitaliste.

“*Pour l'ensemble des six pays est-européens, le montant de la dette nette est passé de 48,8 milliards de dollars en 1984 à 75 milliards de dollars en 1987, et pour l'URSS de 11,2 milliards en 1984 à 25,7 milliards de dollars en 1987. Le ser-*

*vice de la dette en pourcentage d'une année d'exportations en devises fortes, à l'exclusion des amortissements de la dette rééchelonnée, estimé en 1987 à 33 % des exportations pour l'ensemble des sept pays, pèse lourdement : en 1987, la Pologne devait s'acquitter d'un montant d'intérêts supérieur à 2,3 milliards de dollars."*

La marche vers la restauration capitaliste, l'ouverture au marché, loin d'apporter des perspectives positives, ajoutent aux conséquences désastreuses de la gestion bureaucratique les conséquences désastreuses des effets de la crise générale de l'impérialisme, qui enfonce l'humanité dans la décadence (7).

Loin de relancer ces économies, cette politique entrave le renouvellement des capacités de l'appareil industriel et agricole, et de l'économie tout entière. La chute des investissements productifs, en freinant le développement des capacités industrielles du pays, agit alors comme un facteur de dégénérescence de l'appareil productif et finit par aboutir, dans la logique des lois du marché, à une politique qui se solde par des faillites et des licenciements.

Les bureaucraties, avec l'appui des experts du FMI, loin de moderniser l'industrie, se placent dans une situation impossible, car le poids de la dette les contraint à pratiquer des coupes claires dans l'économie nationale. Elles appliquent là les méthodes mêmes des capitalistes qui, à l'Ouest, liquident des branches entières de l'économie.

Il faut ajouter que les dirigeants de la bureaucratie manifestent une crainte égale à celle des capitalistes. En Hongrie, où la politique du FMI a été très loin, un membre du bureau politique du parti bureaucratique au pouvoir, Imre Pozsgay, dans une interview à un quotidien français (*Le Figaro*, 24 mai 1988), manifeste ses craintes : « *Nous devons appliquer un plan d'austérité et il n'est pas facile de demander à la population de faire des sacrifices. Dans l'esprit de la plupart des gens, le mot "réforme" va de pair avec baisse du niveau de vie, chômage, inflation.* »

Les événements révolutionnaires en Chine confirment que cela ne sera "pas facile".

---

## VI. FAILLITE DU COMMUNISME ? NON : FAILLITE DE LA BUREAUCRATIE

---

Les faits, les documents, les chiffres le démontrent : la bureaucratie, pour défendre ses privilèges, a édifié un pouvoir, une direction de l'économie, excluant les travailleurs, les paysans, la jeunesse, les intellectuels du contrôle démocratique. Les résultats de sa gestion sont aveuglants : le système bureaucratique conduit les sept pays de l'Est européen, la Chine, le Vietnam, à la catastrophe économique. Les bureaucraties affolées ne voient d'autre issue que dans une politique de plus en plus ouverte à la pénétration impérialiste, ouvrant la voie à la restauration du capitalisme.

Nous l'avons montré, l'impérialisme, "capitalisme pourrissant", n'offre à l'humanité comme avenir que la décadence. La politique de "réformes économiques", autrement dit la marche à la restauration capitaliste, ajoute aux contradictions développées par la gestion bureaucratique de la propriété sociale les contradictions inhérentes à la propriété privée des grands moyens de production à l'ère de l'impérialisme. La fallacieuse "théorie du socialisme dans un seul pays", Staline l'a élaborée en 1924 pour camoufler les privilèges naissants de la bureaucratie, qui allaient au cours des années devenir si exorbitants qu'ils allaient corrompre jusqu'à la moelle la caste dirigeante. Pour Staline, la "théorie du socialisme dans un seul pays" impliquait que l'URSS, pour développer son économie, n'avait nul besoin du marché mondial. L'URSS possédait, selon lui, les bases économiques pour construire le socialisme dans un seul pays, les Partis communistes dans le monde ayant comme tâche non d'aider les masses à réaliser la révolution, mais devant devenir des instruments serviles de la diplomatie de la bureaucratie du Kremlin. Mais l'encercllement armé n'est pas la seule arme de l'impérialisme ; l'encercllement est également économique :

---

(7) 2 à 3 millions de travailleurs en "attente d'emploi". C'était le chiffre officiel à la veille du mouvement de 1989. Près de vingt ans plus tard, on évalue le nombre de chômeurs à 20 millions.



l'impérialisme, pour interdire au maximum à l'économie soviétique et ensuite aux autres pays où le capitalisme a été exproprié l'accès au marché mondial, utilise le blocus économique et toutes sortes de barrages. La pseudo-théorie du socialisme dans un seul pays, d'où a découlé la politique de coexistence pacifique, est toujours à la base de la définition donnée par les bureaucraties, de l'URSS, de la Roumanie, de la Chine, etc., comme étant des "pays socialistes". Cette "théorie" fait fi de ce que l'économie soviétique, l'économie chinoise, les économies des pays d'où le capital a été exproprié constituent pourtant des maillons de la chaîne de l'économie mondiale.

L'impérialisme a édifié tous les obstacles possibles et imaginables pour interdire à ces pays la possibilité d'accéder à des techniques supérieures et la possibilité de procéder au renouvellement de l'outillage, etc. La perestroïka de Gorbatchev, la politique de "réformes économiques" en Chine, en Hongrie, en Yougoslavie... constituent une réponse réactionnaire à ces difficultés permanentes depuis la révolution d'octobre 1917. En s'avançant sur la voie de la restauration capitaliste, la politique de réformes économiques est sans issue, car en cherchant à rétablir la propriété privée capitaliste, répétons-le, toutes les contradictions économiques, politiques et sociales sont multipliées, en additionnant aux contradictions de la gestion bureaucratique de l'économie planifiée celles inhérentes au système de la propriété privée des grands moyens de production.

La politique de réformes économiques est bâtie sur les facilités offertes aux investissements capitalistes. L'impérialisme exige la "transparence" (glasnost) au niveau des prix, avec ses conséquences désastreuses pour les masses laborieuses : hausse des prix, hausse des tarifs des transports et des loyers, liquidation de toute une série d'avantages sociaux. L'impérialisme exige que des entreprises jugées non rentables pour les capitalistes soient mises en faillite, permettant ainsi la constitution en cours d'une armée de réserve de millions, de dizaine de millions de chômeurs.

La caste des bureaucrates corrompus est étrangère au socialisme, elle porte les plus durs coups à la propriété sociale,

condition pour aller au socialisme ; pour défendre ses privilèges, la bureaucratie est prête à rejeter l'économie loin en arrière. En termes mesurés, Léon Trotsky écrivait en 1936 dans *La Révolution trahie* : "Si l'on considère que l'objet du socialisme est de créer une société sans classes, fondée sur la solidarité et la satisfaction harmonieuse de tous les besoins, il n'y a pas en ce sens fondamentalement la moindre once de socialisme (...). La bureaucratie, entre les mains de laquelle se concentrent le pouvoir et la richesse, consentira-t-elle à se laisser assimiler par le socialisme ? Il est permis d'en douter. Il serait en tout cas imprudent de se fier à sa parole."

Non, ce n'est pas le communisme qui a fait faillite. Le système bureaucratique, qui a exproprié les masses du pouvoir, n'a pourtant pas réussi à liquider la propriété sociale, condition indispensable pour construire le communisme. C'est le système bureaucratique qui fait eau de toutes parts. Les ouvriers, les étudiants, les paysans, les intellectuels chinois commencent à tirer les conséquences de la faillite du système bureaucratique.

La "théorie du socialisme dans un seul pays" trouve aussi son expression dans la politique étrangère de la bureaucratie, dans la collaboration avec l'impérialisme pour le règlement des conflits dits régionaux. Cette politique accentue l'alliance contre-révolutionnaire dont le contenu a été donné par la "coexistence pacifique" de Staline.

(...) La politique de réformes économiques accentue les contradictions internes à la bureaucratie, contradictions qui s'aggravent plus encore avec les développements révolutionnaires en Chine. Mais, globalement, les intérêts de la caste privilégiée comme tels sont attachés à la politique qui conduirait — sans l'intervention des masses — à la restauration capitaliste. C'est ce que craignent avant tout la bureaucratie réactionnaire et l'impérialisme (...).

---

## PREMIÈRES CONCLUSIONS

---

(...) Une première question est à soulever : l'évolution en ce moment de la situa-



tion politique mondiale tend-elle réellement vers la révolution ? On ne peut répondre à cette question en énumérant seulement les mouvements révolutionnaires et la lutte de classes, qui, d'un bout à l'autre de la planète, secouent tous les continents. Cela constitue une indication décisive, capitale, en ce qu'elle démontre la capacité de lutte renouvelée des masses exploitées et des opprimés. "*En bas, on ne veut pas vivre comme auparavant*", et cette volonté s'est exprimée à des degrés divers en Corée du Sud et en Birmanie, au Venezuela et au Pérou, en Algérie et en Palestine, au Brésil et au Mexique, dans la grève générale des mineurs anglais et la grève générale du 14 décembre 1988 en Espagne, dans les récentes grèves et manifestations des travailleurs allemands contre le gouvernement Kohl, ainsi que dans la constitution de groupements indépendants en Allemagne de l'Est ; dans les mouvements partiels et plus ou moins larges des infirmières, des enseignants ou des postiers en France, la résistance acharnée des mineurs du Limbourg, en Belgique, et celle du peuple nicaraguayen.

Il serait possible d'étendre cette énumération de la volonté du "*bas*" de ne pas accepter les anciennes conditions d'exploitation et d'oppression qui se manifeste avec la plus grande force, également à des degrés divers, en Pologne, en URSS et les nationalités opprimées, en Hongrie, en Yougoslavie et en Chine.

Il est certain qu'en "*haut*", on ne peut plus vivre comme auparavant, et cela s'exprime dans les crises politiques multiples, traduction de l'instabilité politique généralisée. Bien que ces deux conditions énoncées par Lénine tendent dans tous les pays à établir avec plus ou moins de force des situations révolutionnaires, il faut encore fonder ce en quoi ces deux conditions traduisent une situation mondiale.

La cause générale, ainsi que nous l'avons montré dans ce rapport, de l'aggravation intolérable des contradictions mondiales et dans chaque pays constituant la planète, réside dans le système du capitalisme pourrissant, qui, avec des plans d'austérité imposés par le FMI à tous les pays, unifie la lutte de classes contre le pouvoir bourgeois dans les pays capitalistes et contre le pouvoir de la bureaucratie dans les pays où la propriété privée des

grands moyens de production a été expropriée.

Sur tous les continents, dans tous les pays, y compris ceux où les bureaucraties s'engagent sur la voie de la restauration capitaliste, c'est le même programme que les exploiters capitalistes et les bureaucrates corrompus entendent imposer. Le coût de la main-d'œuvre est pour eux trop élevé, les entreprises de plus en plus nombreuses ne sont pas rentables pour le système du profit, elles doivent disparaître et, avec elles, doit se constituer une masse de chômeurs et de pauvres par millions et dizaines de millions. Les services publics et les entreprises publiques (qui, bien entendu, n'ont pas la même nature en URSS, dans l'Est européen ou en Chine que dans les pays capitalistes) doivent être privatisés.

Les systèmes de protection sociale et les droits et garanties sociales arrachés par la lutte de classe et la révolution deviennent des charges intolérables pour les capitalistes et les bureaucraties qui cherchent dans tous les pays à "*flexibiliser*" les salaires et les conditions de travail. C'est ainsi que se matérialise l'unité mondiale de la lutte de classes. Et c'est dans ce cadre que s'exprime le lien mondial entre révolution sociale et révolution politique, et, pour cette dernière, sa marche de plus en plus assurée menace directement le cœur de la domination de la bureaucratie en URSS même.

La forme particulière sous laquelle les masses chinoises ressentent la combinaison des développements révolutionnaires dirigés contre le système capitaliste et ceux de la révolution politique est largement déterminée par les événements récents sur le continent asiatique. Et avant tout par des événements de caractère révolutionnaire (Philippines, Pakistan, Corée du Sud, Birmanie) qui sont marqués par un rôle grandissant et indépendant de la classe ouvrière. Ce n'est pas par hasard que les Li Peng et les Deng Xiaoping ont donné l'ordre à la télévision, dès que les événements révolutionnaires ont débuté, de cesser de diffuser les images des manifestations en Corée du Sud. Nous avons caractérisé, dans les années 1970, la période comme celle de "*l'imminence de la révolution*". Il ne s'agissait pas de fixer des délais impossibles à pronostiquer,

mais de fonder sur des données très concrètes l'unité mondiale de la lutte des classes, dont le contenu le plus élevé a trouvé sa forme dans la constitution des syndicats ouvriers et étudiants indépendants en Chine.

C'est également une manifestation de l'unité mondiale de la lutte des classes que la conjonction de la brutale répression en Chine, visant à éliminer par l'assassinat les organisateurs des syndicats ouvriers, avec les tentatives en Pologne de l'Eglise et du gouvernement Jaruzelski de liquider de concert l'indépendance de Solidarnosc. Dans l'Europe de la CEE, c'est la même offensive pour intégrer les syndicats à l'Etat, afin, en aliénant leur indépendance, d'enchaîner le mouvement ouvrier aux plans du FMI et de la CEE.

A sa façon, Gorbatchev l'a exprimé lors de son voyage en Chine, lorsqu'il déclarait : *“Les relations sino-soviétiques n'existent pas pour elles-mêmes, elles sont une part des relations internationales aux structures complexes et diversifiées (...). Elles ne requièrent ni de la Chine ni de l'URSS le relâchement des liens existants dans les pays tiers, qu'ils soient socialistes ou capitalistes, développés ou encore en développement.”* Apportant un soutien inquiet à Deng Xiaoping, Gorbatchev, en termes diplomatiques, n'affirmait pas autre chose que la nécessité de préserver à tout moment l'unité mondiale des bureaucraties parasitaires et des capitalistes exploités contre la révolution. Par là même, négativement, Gorbatchev confirme l'unité mondiale de la lutte des classes. Mais à ces propos d'artisan de la contre-révolution, les cercles dirigeants du capital financier américain opposent des exigences plus grandes. Dans son numéro des 27-28 octobre 1988, le *Wall Street Journal* écrit : *“Epauler M. Gorbatchev et l'aider à financer sa perestroïka comporte de nombreux risques à la fois politiques et économiques. Si l'Union soviétique est généralement considérée comme un bon débiteur, elle doit encore faire ses preuves quant à ses possibilités d'accueil des investissements étrangers.”*

En clair, le capitalisme indique : tant que la substitution de la propriété capitaliste à la propriété sociale ne sera pas réalisée, le capital financier demandera toujours plus jusqu'à ce que soient

pleinement rétablis les droits du capital, avec toutes les conséquences que nous avons analysées. Et c'est précisément contre ces conséquences que, dans le monde entier, les peuples se lèvent pour leurs droits à se protéger comme êtres humains contre la déchéance et la ruine où le maintien du système capitaliste, auquel sont enchaînés les régimes bureaucratiques, entraîne l'humanité.

Dans ces heures difficiles où les assassins tentent par des meurtres infâmes de rétablir un pouvoir qui chancelle, les ouvriers, les étudiants, les travailleurs en Chine, une nouvelle fois, ont montré leur capacité de combat révolutionnaire. Et cette capacité est l'aboutissement des luttes révolutionnaires engagées depuis qu'en 1949 ils se sont libérés des chaînes de l'oppression étrangère et de l'exploitation capitaliste, la bureaucratie confisquant le pouvoir politique à son profit.

En 1956-1957, dans la période des Cent Fleurs, les masses ont cherché à prendre le contrôle du pouvoir en l'exerçant elles-mêmes. La bureaucratie les a une nouvelle fois repoussées. En 1966-1968, avec la révolution culturelle, le peuple chinois s'est mobilisé. Il pensait combattre pour la démocratie contre la bureaucratie. Mais le peuple chinois était utilisé par Mao Tsé-toung pour surmonter les contradictions internes de la bureaucratie.

Alors, une mobilisation s'est organisée pour les droits démocratiques, pour le droit de critique, pour que cesse la répression. La jeunesse, les étudiants se sont organisés dans les “Gardes rouges”, cherchant par ce biais la voie de l'organisation indépendante. Mais dès que Mao a vu des couches ouvrières mobilisées, il a fait appel à l'armée, qui a procédé à l'arrestation des dirigeants et militants ouvriers. Les bureaucrates ont compris que la mobilisation ouvrière allait balayer le régime bureaucratique et instaurer le pouvoir ouvrier démocratique des conseils. Ce qu'aucune fraction de la bureaucratie ne veut.

Ensuite, nouvelles mais partielles mobilisations en 1979, en 1986. Et cette année, avec une force exceptionnelle, tirant les leçons des combats antérieurs, la révolution politique a commencé à

prendre toute son ampleur, ébranlant le pouvoir de la bureaucratie et tout le système instable des relations économiques, politiques et sociales dans le monde.

Une nouvelle fois, la capacité des masses de se diriger vers la révolution s'est affirmée. Mais la leçon la plus importante reste l'absolue nécessité de construire avant le déclenchement des luttes révolutionnaires inéluctables l'organisation des révolutionnaires sur le programme de la révolution socialiste, qui pour nous est le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La nouvelle vague de la révolution chinoise qui a ébranlé le monde subit les plus durs coups de la répression organisée par la caste des bureaucrates assassins. Hypocritement et cyniquement, les Gorbatchev et les Bush apportent leur appui commun à la bureaucratie pour qu'elle restabilise son pouvoir et poursuive la politique de réformes économiques contre lesquelles la vague révolutionnaire se dresse. Jusqu'où reculera la révolution chinoise, qui ne saurait être anéantie ? Personne ne peut le déterminer.

Mais ce qu'il y a d'évident, c'est qu'elle sera suivie tôt ou tard de nouvelles vagues, étant elles-mêmes précédées des vagues qui ont secoué l'Algérie, le Venezuela, la Corée du Sud, la Birmanie, etc., qui se sont toutes heurtées à la sainte alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie. La révolution chinoise reprendra son cours. C'est là une certitude. "*Si sombre que soit la nuit*, a déclaré le 10 juin une jeune étudiante, l'un des principaux dirigeants du mouvement étudiant de Pékin, *l'aurore reviendra et une véritable république populaire et démocratique devrait bientôt naître !*"

Et encore une fois, comme avant et constamment, la question centrale est et sera l'organisation indépendante. Durant deux mois, les étudiants et ouvriers chinois se sont dressés place Tiananmen face au pouvoir ébranlé de la bureaucratie. Mais ils n'ont pas soulevé la question centrale, au cœur de leur mouvement, celle de liquider le pouvoir de la bureaucratie : ils

voulaient tout à la fois négocier avec le gouvernement et le chasser. Au cours du mouvement, les étudiants et les ouvriers ont constitué des associations indépendantes, syndicats étudiants et ouvriers indépendants. Ils expriment par là le besoin de s'organiser dans des organisations indépendantes pour se diriger vers le pouvoir ouvrier et démocratique. Avec la générosité des masses en lutte, les étudiants et les ouvriers ont inscrit la non-violence comme mot d'ordre. Mais le problème restait celui de la disparition du pouvoir de la bureaucratie, qui, bien qu'ébranlée, restait en place. Les étudiants et les ouvriers ont commencé, dans le cours même de la lutte, à construire leurs organisations indépendantes. C'est la seule solution pour réaliser avec le minimum de violence la liquidation du pouvoir de la bureaucratie, concentré de la violence contre les masses, pouvoir qui n'est pas réformable. La bureaucratie, comprenant le danger, bien que touchée, a repris l'offensive avant que les masses ne consolident leurs organisations indépendantes. L'héroïque Commune de Pékin s'est trouvée devant des questions similaires à celles que l'héroïque Commune de Paris, il y a 128 ans, n'avait pu résoudre.

La nouvelle vague de la révolution chinoise confirme avec la plus grande clarté la capacité des exploités et des opprimés du monde entier à prendre en main leur propre sort. Elle démontre la nécessité de constituer et de renforcer l'organisation indépendante avant que les exploités et les opprimés ne s'engagent dans la lutte de classe directe, dans les luttes révolutionnaires. C'est là la signification pour les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale de l'héroïque combat des ouvriers et étudiants chinois. Il faut combattre pour le succès de la conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière, pour la construction dans chaque pays de partis ouvriers indépendants.

**Juillet 1989**

*Tribune Internationale*, n°50



**La place  
de la classe ouvrière  
américaine  
et le combat  
pour le Labor Party  
aux États-Unis**





La «Marche du million de travailleurs» (Etats-Unis, 17 octobre 2004). La classe ouvrière noire, couche la plus exploitée de la classe ouvrière américaine, les syndicalistes, les militants cherchent les votes de leurs organisations politiques indépendantes.

# Présentation

Pierre Lambert a peu écrit sur les Etats-Unis. Pourtant, la situation de la classe ouvrière aux Etats-Unis et la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale dans ce pays ont constitué une préoccupation constante et majeure dans toute sa vie militante.

A cette attention particulière, on peut trouver de multiples explications. J'en soulignerai quatre : la place de premier plan de l'impérialisme américain, d'où découle la portée mondiale de la lutte de classe qui se déroule dans ce pays ; la place particulière du trotskysme américain — et notamment le Socialist Workers Party (SWP) — dans la construction, puis dans les crises de la IV<sup>e</sup> Internationale ; l'orientation stratégique particulière définie par Léon Trotsky, à savoir le combat pour le Labor Party (parti ouvrier indépendant appuyé sur les syndicats) ; et enfin son point d'application spécifique concernant la population noire des Etats-Unis (le combat pour le parti noir, l'organisation politique noire indépendante, insérée dans le Labor Party).

Les deux premières raisons se rejoignent. Pierre Lambert était d'abord et avant tout un marxiste, et donc un internationaliste. Il comprenait la lutte de classe comme une réalité qui ne pouvait être abordée que comme un tout à l'échelle internationale. "*L'unité mondiale de la lutte de classe*" était une de ses expressions familières. Il s'est toujours refusé à céder aux pressions petites-bourgeoises, tiers-mondistes (altermondialistes, dirait-on aujourd'hui) qui divisent le monde en "secteurs" de la révolution mondiale, et visent à dresser les peuples du tiers-monde contre ceux du reste du monde. Derrière cette division se profile l'idée profondément réactionnaire selon laquelle les classes ouvrières des pays capitalistes s'étant "embourgeoisées", elles feraient cause commune avec leur propre impérialisme. On retrouve cette position typiquement petite-bourgeoise et anti-ouvrière dans tous les écrits et déclarations de ceux qui ignorent l'existence d'une classe

ouvrière américaine. Au contraire, Lambert comprenait toutes les implications pratiques de la célèbre formule de Marx, à savoir que "*la barrière du capital, c'est le capital lui-même*". Et que, par conséquent, si le capitalisme le plus développé du monde est celui des Etats-Unis, sa barrière, c'est sa propre classe ouvrière. Le combat de la classe ouvrière américaine, comme nous avons l'habitude de le dire, "*dans le ventre même de la bête*", la place au premier rang des responsabilités à assumer (au compte de la classe ouvrière mondiale) dans la lutte contre son propre impérialisme, qui recoupe en l'occurrence la lutte des peuples du monde entier contre l'exploitation capitaliste. Mais Lambert savait aussi que la classe ouvrière américaine, si elle est une puissance sociale objective, était cependant d'une puissance sociale subjective relative, tout particulièrement du fait de l'offensive constante de la classe capitaliste américaine pour freiner, entraver la constitution du mouvement ouvrier dans ce pays, et surtout de l'acceptation par les dirigeants du mouvement syndical d'un lien de subordination avec les partis de la bourgeoisie, en l'occurrence le Parti démocrate.

Les Etats-Unis sont historiquement le pays qui a vu le développement de la plus forte section de la IV<sup>e</sup> Internationale. Avant la Seconde Guerre mondiale, le Socialist Workers Party des Etats-Unis avait joué un rôle majeur dans la constitution de la IV<sup>e</sup> Internationale. Lambert a toujours exprimé une position que l'on peut qualifier de nuancée sur le SWP. Critique impitoyable (et à mon sens justifiée) de la première capitulation du SWP devant Pablo au début de la crise de 1950-1953, puis de sa deuxième capitulation lors de la réunification de 1963. Il n'en a pas moins considéré pendant longtemps que le SWP, en dépit des capitulations et errements des dirigeants, restait une organisation trotskyste de premier plan, dont la direction avait été pour une large part formée par Léon Trotsky lui-même. C'est pourquoi, Lambert prenait toujours soin,

dans les discussions, de distinguer Cannon de la direction du SWP, insistant sur, certes, les faiblesses, mais aussi les traits forts de James P. Cannon. C'est aussi pourquoi il a, à de nombreuses reprises, multiplié les tentatives de retrouver avec le SWP un cadre commun de combat contre le pablisme et pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pour ma part, la première fois que j'ai entendu le camarade Lambert, c'est lorsqu'il est venu participer à un conseil national du Socialist Workers Party, l'organisation trotskyste américaine, à l'été 1975.

A cette époque, le SWP était membre du Secrétariat unifié (SU), au sein duquel il faisait partie d'un bloc d'opposition qu'on appelait la Fraction léniniste-trotskyste (FLT). Lambert et la direction du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI) avaient été invités, comme observateurs, à assister au congrès et à discuter avec la direction du SWP. J'étais à l'époque étudiant et membre de l'organisation de jeunesse du SWP, la Young Socialist Alliance. J'étais proche d'un certain nombre de dirigeants du SWP (en particulier George Breitman et Franck Lowell), qui m'ont expliqué que la direction du SWP avait tout fait pour convaincre Lambert de les rejoindre au sein du SU, car ainsi, disaient-ils, ils pourraient ensemble combattre contre la direction de Mandel, Franck, Krivine et compagnie, et gagner une majorité au sein du SU contre Mandel et le reste de la direction pabliste.

Breitman m'a expliqué que Lambert avait refusé cette proposition. Et Breitman m'a dit :

*“Ce Lambert est vraiment têtu, qui refuse de réfléchir de manière politique et tactique. Tout ce qu'il veut, c'est prouver qu'il avait eu raison dans la scission de 1953 de la IV<sup>e</sup> Internationale et qu'il avait eu raison encore en 1963 en refusant la réunification.”*

A l'époque, je partageais l'analyse de Breitman et je me disais :

*“Mais pourquoi ce Lambert veut-il à tout prix revenir aux racines de la scission de 1953 ? On est maintenant en 1975, les temps ont changé. Aujourd'hui, il y a une convergence entre les positions de Lambert et du CORQI, d'une part, et*

*les positions du SWP, d'autre part, sur toute une série de questions de principe. Pourquoi Lambert ne voulait-il pas rejoindre le SU ? C'est sûr qu'ensemble on aurait pris la majorité et on aurait balayé Mandel et Cie.”*

Seize ans plus tard, en 1991, j'ai pris la décision avec huit membres de Socialist Action — l'organisation américaine issue du SWP — de faire le voyage jusqu'à Barcelone pour participer à la conférence de fondation de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. C'est là, en 1991, que j'ai commencé une discussion politique organisée avec le camarade Lambert.

Entre-temps, je m'étais fait mon propre jugement. Je m'étais rendu compte que mon analyse de 1975, à propos de la position de Lambert, était fautive.

Durant toute cette période, j'avais eu l'occasion de mieux comprendre la nature des capitulations devant l'impérialisme, qui, année après année, sur chacune des questions, étaient celles du SU et de ses organisations. Désormais, il m'apparaissait clairement que ces capitulations successives avaient des racines, que ces racines étaient l'essence même du SU, lequel ne pouvait être redressé. Je comprenais désormais qu'il était inutile de mener un combat de redressement du SU au sein du SU. Il m'apparaissait clairement que ces ruptures répétées avec les principes du marxisme avaient pour racine le révisionnisme même du courant pabliste, que Lambert et la majorité de la section française avaient combattu dès 1953. En réalité, c'est Lambert qui avait raison à 100 % en refusant d'être entraîné dans des manœuvres dont le point de départ était qu'il aurait fallu passer sous la table toutes les questions de principe qui avaient abouti à la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1953.

Si Lambert avait accepté cette proposition du SWP, que ce soit en 1953 ou en 1975, alors il n'y aurait pas aujourd'hui de IV<sup>e</sup> Internationale.

C'est vrai, Lambert était têtu et obstiné quand il s'agissait de préserver les fondements programmatiques de la IV<sup>e</sup> Internationale. En cela, il avait raison.

Cette nécessité de préserver le cadre programmatique et organisationnel de

l'Internationale, c'est-à-dire la IV<sup>e</sup> Internationale, fut un élément décisif pour ce moi et mes camarades rejoignons le combat de Pierre Lambert dans ce qui était à l'époque la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction). Mais ce ne fut pas la seule raison.

Il y eut également d'autres raisons. En particulier, les réponses apportées à la question : comment mettre en œuvre une véritable lutte politique aux États-Unis pour un Labor Party et un parti ouvrier indépendant, et en son sein la construction d'une représentation politique ouvrière noire indépendante ? Autant de questions qui m'apparaisaient comme des questions brûlantes.

Le seul endroit où j'ai trouvé un début de réponse sérieux et réel à cette question, des réponses enracinées dans l'analyse marxiste du front unique et de la question noire, ce fut dans les éléments élaborés par le camarade Lambert, que le camarade Gluckstein a commencé à nous transmettre à partir de 1986-1987.

Cette importance accordée par Pierre Lambert à cette question des États-Unis déboucha chez lui — comme c'était une règle sur toutes les questions politiques — sur des décisions pratiques et d'organisation. En particulier, la décision — à partir d'une appréciation sur la crise du SWP, la place particulière prise en 1986 de l'organisation issue de cette crise, à savoir Socialist Action, et à partir d'une réflexion sur le fait que la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ne pouvait s'opérer sans un enracinement aux États-Unis mêmes, c'est-à-dire sans renouer le fil de continuité avec le combat de Léon Trotsky pour le SWP — d'envoyer, dès que les circonstances le permirent, un représentant de l'Internationale pour chercher à contacter Socialist Action, dès le milieu des années 1980.

J'ai relaté ce moment dans un article paru dans *La Vérité* (1) :

*“Tous les courants internationaux prétendant représenter le trotskysme comprenaient que Socialist Action, parce qu'elle prenait en charge la défense du trotskysme aux États-Unis, était sur un cours qui conduisait à une confrontation avec le SU et ne pourrait longtemps survivre comme tendance politique, à moins d'être partie prenante d'un cadre international alternatif.*

*Cela fut le cas, on le comprend, pour la IV<sup>e</sup> Internationale (Centre international de reconstruction), qui envoya Daniel Gluckstein, ancien dirigeant de la FLT et, à l'époque, dirigeant de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), pour rencontrer et discuter avec la direction de Socialist Action. A partir de 1986, Gluckstein fut invité régulièrement à rencontrer la direction de Socialist Action. Il fut même invité à un congrès de SA. Et tout cela avait lieu alors que Socialist Action était formellement affiliée au SU. La direction de Socialist Action comprenait que le SU devenait de plus en plus, au mieux, une coquille vide, avec comme seul rôle de conduire les travailleurs sur chaque continent à une impasse, au nom de la IV<sup>e</sup> Internationale.*

*Les discussions entre la direction du SWP et Daniel Gluckstein, de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), furent des plus productives et eurent de grands prolongements. Des décisions furent prises de collaborer sur le lancement de l'appel sur la Palestine dans le New York Times. Ralph Schoenman, alors membre de Socialist Action, fut envoyé par la direction de SA pour participer au Tribunal international contre la dette externe, tenu à Lima, au Pérou, en 1989, à l'initiative conjointe de plusieurs organisations, dont les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR). Il y eut également collaboration commune pour un voyage d'enquête en Union soviétique. Il y eut également accord pour collaborer sur le livre sur le Nicaragua. Egalement, une campagne commune pour la défense de José Ramon Garcia, trotskyste disparu au Mexique, fut organisée.*

*En outre, Daniel Gluckstein et la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR) ouvrirent la discussion politique avec la direction de Socialist Action sur l'histoire du SWP et le bilan de la réunification de 1963, ainsi que d'autres questions — incluant la lutte pour le Labor Party et le parti noir. De nombreux dirigeants de Socialist Action firent écho à ces discussions, dans la mesure où elles traitaient de préoccupations qui faisaient partie de leur histoire et de leur pensée politique. A cet égard, la contribution rédigée en 1980 par François Forge sur l'attaque menée par la direction Barnes contre le trotskysme fut des plus instructives, dans la mesure où elle revenait sur l'évolution du SWP*

(1) “Une contribution au bilan de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis”, par Alan Benjamin, *La Vérité*, n° 36, février 2004.



*d'une manière bien différente de celle avec laquelle les dirigeants et les membres de Socialist Action avaient traité la question jusque-là. Il ne s'agissait pas seulement de la manière dont une opaque direction Barnes avait pris le contrôle d'une organisation trotskyste autrefois saine. Il ne s'agissait pas seulement du problème posé par une génération de direction manquante entre les dirigeants ouvriers des années trente et la nouvelle direction Barnes des années soixante. Le bilan de la dégénérescence du SWP, dressé dans les textes de la IV<sup>e</sup> Internationale (CIR), devait être compris en relation avec le nombre des faiblesses de la direction Cannon — incluant la tendance au "national-trotskyisme" et l'incapacité à prendre les initiatives permettant d'avancer sur la voie du Labor Party. Cette dégénérescence devait être également comprise dans le contexte de la crise de 1953, qui avait disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale, et du regroupement sans principes de 1963.*

*Nombre de ces questions avaient effectivement un écho dans l'esprit de certains membres de Socialist Action, y compris l'auteur de ces lignes, qui étaient engagés dans la lutte pour saisir les racines de la dégénérescence du SWP, mais qui, en même temps, étaient extrêmement pré-occupés de la manière dont devait être poursuivie la lutte pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale."*

Dans un article paru quelques mois après la rupture de notre noyau avec le Secrétariat unifié (2), ce processus de dégénérescence du SWP et le bilan critique qu'il convenait de tirer de son histoire était clairement analysé. Dans cet article, notamment, l'auteur soulignait que lorsque le SWP s'orienta vers la lutte des Noirs, il mordit le trait et s'adapta aux faiblesses politiques de Malcolm X et du mouvement nationaliste noir — en particulier, en séparant la lutte pour l'action politique noire indépendante du combat pour l'action politique ouvrière indépendante et de la classe ouvrière dans son ensemble, c'est-à-dire la question du Labor Party.

Cela était lié, selon l'auteur, à deux faiblesses politiques principales du SWP :

1. La première fut l'inassimilation par la direction du SWP de la méthode proposée par Trotsky au SWP pour développer la lutte pour le Labor Party. Au cours de ses discussions avec les dirigeants du

SWP en juillet 1938, à Coyoacan, au Mexique, Trotsky avait insisté sur le fait qu'il ne suffisait pas de développer une propagande abstraite en faveur du Labor Party. Il fallait, expliquait Trotsky, "*montrer des exemples concrets de succès, et ne pas se limiter soi-même à donner un bon avis théorique en faveur du Labor Party*".

2. La deuxième de ces faiblesses était l'adaptation à ce que le SWP lui-même, dans un de ses rares bilans établis au milieu des années soixante-dix, devait caractériser ultérieurement de "sectorialisme" des années soixante. Par ce terme, le SWP voulait dire que, durant les années soixante, il s'était orienté — et politiquement adapté — à toutes sortes d'importants mouvements sectoriels et sociaux de la classe ouvrière (depuis le mouvement des Chicanos et le parti intitulé La Raza Unida Party jusqu'aux nationalistes noirs, en passant par le mouvement environnementaliste, le mouvement des femmes, le mouvement étudiant...), sans jamais lier ces luttes ensemble à travers une orientation systématique tournée vers la classe américaine dans son ensemble et ses principaux secteurs dans le mouvement syndical. En d'autres termes, le SWP compartimentait la classe ouvrière en différents "secteurs" semi-autonomes ou indépendants.

Comme le souligne cet article de 1993, ouvrir une telle perspective politique d'unité aurait exigé de combattre pour le Labor Party. Mais, de fait, à aucun moment, durant la période, le SWP n'a sérieusement soulevé la perspective du Labor Party. Même durant la période 1946-1948, alors que des mouvements vers le Labor Party se développaient de manière significative dans les Etats du Midwest — nombre d'entre eux allant jusqu'à présenter des candidats du Labor Party appuyés sur les syndicats —, le SWP ne s'est jamais orienté vers ces mouvements — sans même parler d'ouvrir une perspective centralisée de construction d'un Labor Party à l'échelle nationale.

Pour la direction du SWP, aussi longtemps qu'il n'y avait pas de soulèvement

(2) Daniel Gluckstein, "*Notes sur la situation aux Etats-Unis*" et "*Forces et faiblesses du cannonisme*", *La Vérité*, n° 6, avril 1993.



de masse généralisée de la classe ouvrière combattant l'Etat capitaliste (comme cela arriva par exemple durant la période 1934-1938), le SWP devait se contenter de soulever de manière propagandiste la question du Labor Party, tous les deux ou quatre ans, à travers ses propres campagnes électorales comme SWP.

Cette approche "objectiviste" interdisait au SWP de rechercher des ouvertures, aussi limitées soient-elles, pour amener les syndicats à rompre avec le Parti démocrate et à présenter leurs propres candidats indépendants aux élections à tous les niveaux — ce que Trotsky appelait "*montrer des exemples concrets de succès*".

Dans un entretien qu'il m'a accordé en 2003 (voir ci-dessous texte de Pierre Lambert n° 1), Lambert souligne à quel point cette question du SWP posait tout le problème de ce que nous avons appelé le "national-trotskyisme", problème qui ne concernait pas que la section des États-Unis de la IV<sup>e</sup> Internationale. Et à partir du moment où notre noyau issu de Socialist Action a rompu avec le Secrétariat unifié, il n'est pas une seule fois, lors des dizaines et des dizaines de rencontres que j'ai eues avec Pierre Lambert, où il ne soit pas revenu dans la discussion avec nous et l'ensemble des camarades américains sur cette question

Comment comprendre que le SWP, ce grand parti fondé par Cannon, ce parti à la construction duquel Trotsky avait consacré tant d'énergie et d'attention dans les dernières années de sa vie, comment comprendre que ce parti ait connu une telle dégénérescence totale, au point de rejeter la totalité du programme de notre mouvement ?

Parmi nous, c'est-à-dire parmi les militants qui étaient issus de la crise du SWP, il y avait toutes sortes d'explications sur les racines de cette dégénérescence. Mais toutes ces explications ne m'apparaissaient pas satisfaisantes.

Bien des années plus tard, j'ai demandé à Pierre Lambert pourquoi, à son avis, la FLT fut dissoute et pourquoi le SWP dégénéra-t-il si rapidement. Il me répondit que c'est une loi de la politique révolutionnaire : vous ne pouvez pas indéfiniment être à cheval sur la barrière. A un moment ou à un autre, il faut prendre

position et faire mouvement d'un côté ou de l'autre, sous peine de s'étaler de tout son long.

Durant les années de la FLT, le SWP était allé très loin dans le sens d'une réappropriation des positions traditionnelles de la IV<sup>e</sup> Internationale, expliqua-t-il, ajoutant : en ce sens, Joe Hansen voulait réellement une discussion sur le bilan et une réunification avec l'OCI française. Mais, devait ajouter Lambert, le reste de la direction du SWP (particulièrement la nouvelle direction autour de Jack Barnes) n'était pas intéressée par un tel bilan sur la réunification de 1963, dans la mesure où ils étaient bien trop liés à cette réunification et à la politique castriste, en dépit de la lutte politique développée à travers la FLT.

A un certain degré de développement de la FLT, notait Lambert, il n'y avait pas d'autre choix pour le SWP, s'il voulait engager une lutte conséquente pour une politique trotskyste, que d'entamer une discussion systématique avec le CORQI sur le bilan, avec comme objectif une fusion politique. Le cadre même du Secrétariat unifié était un cadre de destruction des organisations trotskystes. Trotskyisme et révisionnisme, notait Lambert, sont incompatibles. Le SWP ne pouvait pas rester indéfiniment dans le cadre du SU et se maintenir comme organisation trotskyste. Il se devait de rompre avec le cadre du SU et s'intégrer à part entière dans une IV<sup>e</sup> Internationale authentique, attachée aux principes fondateurs de notre mouvement, ou alors il était voué à dégénérer.

A la fin des années 1970, poursuivait Lambert, le SWP était allé aussi loin qu'il pouvait aller comme organisation trotskyste dans le cadre du SU. L'heure était venue de rompre avec ce cadre sans principes ou le cadre sans principes finirait par briser le SWP

C'est seulement à partir du moment où j'ai commencé à discuter avec Lambert, après 1991, que j'ai pu comprendre ce qu'il appelait "*le national-trotskyisme*" et comment ce "national-trotskyisme" avait joué un rôle destructeur pour le SWP.

Je me rappelle avoir été particulièrement impressionné par le fait qu'un camarade comme Lambert, qui vivait en France et qui, finalement, s'était très peu rendu

aux Etats-Unis, était cependant capable d'avoir une vision aussi précise et ajustée des problèmes du SWP.

Lorsque je lui ai posé cette question, le camarade Lambert m'a répondu : si nous avons été capables de comprendre ce qu'est le national-trotskyisme du SWP, c'est parce que nous-mêmes, en France, nous avons eu à combattre les pressions du national-trotskyisme dans nos propres organisations. Mais le plus important, ajoutait Lambert, c'est que nous avons constaté que durant une année entière, en 1952, notre section française a été soumise à une politique de destruction menée par Pablo et sa clique, et, durant toute cette année 1952, la direction du SWP, qui pourtant sur le fond partageait nombre de nos analyses, a refusé obstinément de répondre aux appels que nous lui lancions, d'organiser ensemble le combat contre le révisionnisme de Pablo.

Et, ajoutait Lambert, c'est seulement lorsque les amis de Pablo aux Etats-Unis ont commencé à attaquer le SWP lui-même, en 1953, que Cannon a répondu et a joint ses forces aux nôtres.

Lambert nous a également expliqué que la bataille dans la section française pour mettre en œuvre une orientation de front unique correcte l'a aidé à comprendre en quoi l'approche du SWP sur les questions du Labor Party, du Black Party, était erronée, que c'était une question de méthode et que le SWP n'avait absolument pas assimilé les leçons de Trotsky. En réalité, l'implication de Lambert dans le mouvement en France et dans la lutte de classes, l'attachement à la lutte des classes vivante, sa compréhension du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale lui avaient donné tous les moyens, non seulement de préserver vivante notre IV<sup>e</sup> Internationale, mais d'aider des camarades comme moi à tirer un bilan jusqu'au bout des processus de dégénérescence du SWP, de trouver la voie qui m'a conduit du SU vers la IV<sup>e</sup> Internationale.

On sait que l'orientation de Léon Trotsky, dans le combat pour un Labor Party aux Etats-Unis, n'était rien d'autre qu'une application particulière de l'orientation de front unique qui était la sienne. Au milieu des années 1930, Trotsky a particulièrement développé cette orientation, avec le souci d'aider les militants de la

IV<sup>e</sup> Internationale à s'insérer dans le mouvement réel des masses. Dans l'un des premiers textes qu'il consacre à cette question, il écrit :

*“Les masses des ouvriers, et peut-être des paysans, chercheront, il me semble, sous les coups successifs, une nouvelle orientation politique (...). La crise renforcera indubitablement toutes les tendances en direction d'un Labor Party indépendant (...). Un Labor Party reposerait naturellement sur les syndicats, particulièrement sur le CIO (Congress of Industrial Organizations). Notre préparation à cette perspective peut et doit consister maintenant en un effort systématique pour pénétrer à l'intérieur des syndicats et participer au travail de masse” (3).*

Cette position était d'autant plus partagée par Pierre Lambert qu'elle recoupaient sa préoccupation constante visant à insérer en France les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale dans la lutte de classe réelle, particulièrement dans les organisations syndicales.

Durant les dix-sept dernières années, j'ai eu la chance de travailler assez étroitement avec le camarade Lambert dans le cadre des réunions des instances dirigeantes de notre Internationale, et ce fut pour moi, comme pour tous les camarades des Etats-Unis qui sont organisés depuis 1991 dans Socialist Organizer, une grande école révolutionnaire.

Aujourd'hui, dix-sept ans plus tard, nous pouvons constater que nous disposons aux Etats-Unis d'une section de la IV<sup>e</sup> Internationale en perpétuel développement, avec un enracinement indiscutable dans le mouvement ouvrier, dans le mouvement de la jeunesse et, depuis une période plus récente, dans le mouvement de libération des Noirs américains.

L'influence politique qui est la nôtre est encore bien plus large que nos seuls effectifs, mais il faut réaffirmer ici que nos effectifs croissent régulièrement et rapidement.

Rien de cela n'aurait pu arriver sans l'attention extrêmement soutenue que le camarade Lambert a toujours accordée au développement de toutes les sections,

(3) *“La récession aux Etats-Unis et la nouvelle orientation”*, 2 octobre 1937, *Œuvres*, tome 15.

mais particulièrement, il faut le dire, à la section des Etats-Unis. Lors du Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale à Paris, en décembre 2006, le camarade Lambert a déployé une très grande énergie à la discussion sur la nécessité de former un "parti de la reconstruction" aux Etats-Unis, c'est-à-dire une organisation politique ouvrière noire indépendante, et sur la nécessité d'avoir un candidat noir indépendant à l'élection présidentielle de 2008.

Cette position constante de Pierre Lambert sur la question du parti noir inséré dans le Labor Party était à mon avis la résultante, la convergence de plusieurs préoccupations. D'abord, comme on l'a dit, l'insertion dans la lutte de classe réelle qui pose le problème du Labor Party, la recherche de la transition dans la construction du parti. Mais aussi cette compréhension de ce que le *Programme de transition* appelle "l'attention particulière que la IV<sup>e</sup> Internationale doit apporter aux couches les plus opprimées et les plus exploitées du prolétariat." "Place à la jeunesse et aux femmes travailleuses" est le titre d'un des chapitres du *Programme de transition*, qui signifie plus généralement place aux couches les plus opprimées et les plus exploitées. Les plus opprimées et les plus exploitées des couches du prolétariat américain, ce sont les couches de la population noire. A quoi s'ajoute enfin le fait que, dans la question noire aux Etats-Unis, il existe, d'une certaine manière, une dimension nationale. C'était la position traditionnelle du SWP à l'époque où, formé par Léon Trotsky, il développait cette position. Dans un texte publié en 1939, le SWP expliquait :

*"La révolution américaine à venir aura un caractère combiné. Ce sera une révolution socialiste menée par la classe ouvrière et ses alliés contre la bourgeoisie. Dans le même temps, ce sera une révolution de libération nationale menée par les Noirs et les autres nationalités opprimées. Ce n'est que par la mise en place d'un pouvoir ouvrier dans ce pays que cette lutte combinée aboutira à une conclusion couronnée de succès. Seul un gouvernement basé sur la classe ouvrière opprimée et l'ensemble des opprimés pourra garantir les droits démocratiques de toutes les nationalités opprimées. Il ne peut y avoir de solution pour les revendic-*

*ations démocratiques et nationales pour les nationalités opprimées en dehors du règlement du problème de l'exploitation capitaliste par les travailleurs. La révolution, pour être victorieuse, doit combiner l'accomplissement des tâches inachevées de la révolution démocratique — incluant le droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités opprimées — et la révolution socialiste.*

*Le parti révolutionnaire soutient l'organisation indépendante des Noirs et des autres nationalités opprimées. Cela fera progresser tant leurs propres luttes pour l'autodétermination que le combat de la classe ouvrière dans son ensemble."*

Durant les années 1930, Léon Trotsky polémiquait contre plusieurs dirigeants de l'organisation trotskyste américaine qui étaient opposés au mot d'ordre d'"autodétermination" pour les Noirs américains. Trotsky leur répondait en ces termes :

*« Un critère abstrait ne peut être déterminant sur cette question ; ce qui l'est beaucoup plus, ce sont la conscience historique d'un groupe, ses sentiments, ses réactions (...). Les Noirs ne se sont pas encore éveillés, et ils ne sont pas encore unis avec les travailleurs blancs. 99,9 % des travailleurs américains sont chauvins ; en ce qui concerne les Noirs, ce sont des lyncheurs, et ils le sont également pour les Chinois, etc.*

*Il est nécessaire de leur faire comprendre que l'Etat américain n'est pas leur Etat et qu'ils n'ont pas à défendre cet Etat. Les travailleurs américains qui disent : "Les Noirs n'ont qu'à faire sécession s'ils le désirent, et nous les défendrons contre la police américaine", sont des révolutionnaires, et j'ai confiance en eux. L'argument selon lequel le mot d'ordre d'autodétermination s'écarte du point de vue de classe est une adaptation à l'idéologie des travailleurs blancs » (4).*

Dans le cadre de la discussion interne préparatoire au deuxième congrès national du SWP, prévu pour juillet 1939, Trotsky ouvrit un débat avec ses camarades américains sur la possibilité de construire une organisation politique noire spécifique aux Etats-Unis. Trotsky lui-même reconnaissait que cette proposition était quelque

(4) "A propos du nationalisme noir et du droit à l'autodétermination", 28 février 1939, reproduit dans *Léon Trotsky : la question noire et l'autodétermination*, Pathfinder Press, 1971.

chose de nouveau et sans précédent :

*“Notre mouvement est familiarisé avec des formes d’organisation comme le parti, le syndicat, les associations éducatives, les coopératives ; mais il s’agit là d’un type nouveau d’organisation, qui ne coïncide pas avec les formes nouvelles d’organisation. Nous devons envisager cette question de tous les points de vue pour savoir si elle est envisageable ou non et quelle devrait être la forme de notre participation” (5).*

Les Noirs

*“ont été mis en esclavage par les Blancs. Ils ont été libérés par les Blancs (prétendument libérés). Ils ont été dirigés et fourvoyés par les Blancs et n’ont pas eu leur propre indépendance politique. Ils avaient besoin d’une activité prépolitique comme Noirs. Il me semble absolument clair, d’un point de vue théorique, qu’une organisation spéciale doit être créée pour une situation spéciale.”*

Trotsky poursuit :

*“Qu’est-ce qui détermine cette nécessité ? Deux faits fondamentaux : les Noirs, dans leur large masse, sont arriérés et opprimés, et cette oppression est si forte qu’ils doivent la ressentir à chaque instant, qu’ils la subissent comme Noirs. Nous devons trouver les moyens de donner à ce sentiment une expression politique organisée. On me dira qu’en Allemagne ou en Angleterre, nous ne créons pas de telles organisations semi-politiques, semi-syndicales ou semi-culturelles. Nous répondrons que nous devons nous adapter aux masses nègres aux Etats-Unis telles qu’elles sont réellement.”*

Pour Trotsky, la discussion sur l’organisation politique des Noirs américains était une question centrale. Il allait même jusqu’à dénoncer comme *“un symptôme très inquiétant”* la faiblesse des discussions et de l’élaboration politiques des trotskystes américains sur cette question.

Dans ces conditions, on comprendra que, dans la discussion du congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale en octobre 2006 (congrès au cours duquel la délégation de la section des Etats-Unis compre-

nait des militants d’organisations politiques noires), Pierre Lambert consacra une énergie particulière à la discussion sur la possibilité de faire un pas en avant, sur la candidature noire indépendante à l’élection présidentielle de 2008.

Chaque nuance, chaque détail dans la discussion était extrêmement précieux aux yeux du camarade Lambert. Il était peu intéressé par les grandes déclarations générales. Ce qu’il voulait savoir, c’était quand, comment, de quelle manière nous allions opérer le pas suivant, de manière à mettre en œuvre cette orientation.

Nous sommes fiers de dire que nous avons contribué à mettre en œuvre cette orientation aux Etats-Unis et à la faire passer de la sphère de la discussion générale à la sphère de l’action. Cette année, et avec notre aide, la camarade Cynthia McKinney sera candidate au poste de président des Etats-Unis, comme une candidate noire indépendante se présentant sous le drapeau de la coalition *“Le Pouvoir pour le peuple”*, avec l’objectif explicite de construire le Parti de la reconstruction. Cela représente un important pas en avant pour la classe ouvrière des Etats-Unis et à l’échelle internationale.

Dans le message que nous avons envoyé au secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale juste après la disparition du camarade Lambert, nous avons écrit ceci :

*“Nous regrettons que le camarade Lambert ne soit pas avec nous, car dans cette période qui inévitablement va être difficile, il nous aiderait à mettre en œuvre cette orientation, certes enthousiasmante, mais non exempte de difficultés. Mais nous serons aidés par son enseignement et sa contribution à l’organisation politique, et nous serons aidés parce qu’il a permis de construire et de préserver la IV<sup>e</sup> Internationale.”*

**Alan Benjamin**

(5) *“Une organisation noire”*, 5 avril 1939, *ibidem*.

## Textes de Pierre Lambert

# Entretien avec Alan Benjamin

« Nous défendions l'idée qu'il fallait mener une campagne permanente pour combattre le révisionnisme de Pablo (...). Mais Cannon et la direction de la SWP refusaient de mener cette lutte. C'était presque comme s'ils considéraient que ce courant révisionniste s'éliminerait de lui-même. Pas davantage ne jugèrent-ils utile que le SWP joue un quelconque rôle dans la construction du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale comme courant international. Beaucoup d'entre nous avions en mémoire la correspondance entre Trotsky et Cannon à la fin des années trente. Trotsky critiquait la direction de Cannon, qui ne payait pas ses cotisations à l'Internationale et n'accordait aucune attention de direction à la construction d'un centre international à Paris (...).

Il y avait un certain aspect "d'autosuffisance américaine". Nous avons vu cela également dans les thèses sur la révolution américaine adoptées par Cannon et la direction du SWP en 1946. Ces thèses représentaient l'une des grandes forces du SWP, en particulier sa profonde confiance dans le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière américaine. Mais dans ces thèses apparaissait également ce que nous devons appeler ultérieurement une déviation "national-trotskyiste" du SWP. En effet, Cannon affirmait que, compte tenu

du poids spécifique de la classe ouvrière américaine et du rôle hégémonique de l'impérialisme américain à l'échelle mondiale, *"ce que la classe ouvrière mondiale était en droit d'attendre le plus du SWP était qu'il soit à même de diriger "une bonne révolution" ici, aux Etats-Unis"*.

Cette affirmation, bien que pas fautive en elle-même, était posée de manière unilatérale, dans la mesure où elle coupait la lutte pour construire le parti révolutionnaire aux Etats-Unis de la lutte d'ensemble pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale à l'échelle internationale. Dans les mots et dans les faits, le SWP subordonnait la lutte pour construire la IV<sup>e</sup> Internationale comme le noyau du parti mondial de la révolution socialiste à la tâche, centrale à ses yeux, de construire la IV<sup>e</sup> Internationale aux Etats-Unis (...). Cette tendance au "national-trotskyisme" n'était pas propre au seul SWP ; nous l'avons vue apparaître périodiquement dans les rangs de notre propre Internationale. Mais ce trait était tout simplement plus prononcé aux Etats-Unis, compte tenu des circonstances particulières prévalant dans ce pays. Ce fut, hélas ! l'un des principaux facteurs conduisant à la dégénérescence du SWP à la fin des années 1970. »

2003



# Interventions de Pierre Lambert au Sixième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la question noire aux Etats-Unis

## Première intervention

“Je ne suis pas en désaccord avec ce qui est dit, mais je pense qu’il faut un calendrier, parce que, dans ma longue vie politique, j’ai déjà entendu des choses justes, mais qui n’étaient pas suivies d’effet. Donc, je dis quand ? Quand dépose-t-on des listes ? Je pense que le candidat ouvrier noir doit être désigné tout de suite. Le problème n’est pas : qui c’est ? mais quand le proclame-t-on ? Sinon, cela ne se passera jamais. Quand ?

Personnellement, je considère qu’on ne peut pas attendre. Je suis d’accord sur tous les considérants politiques, mais je sais bien comment les choses se passent. Tout de suite, on décide qu’on lance la campagne et on se fixe comme objectif que d’ici trois mois nous ayons les candidats pour que, dans le monde entier, on puisse se battre. C’est une question centrale pour toute la classe ouvrière mondiale.”

## Deuxième intervention

“Dans un délai d’un mois ou deux, on doit dire qu’il y aura un candidat noir à la présidence et que nous disons maintenant, dans les trois mois qui viennent, qui se présente, et nous commençons le combat tout de suite, nationalement et pas seulement en Louisiane. Tout de suite, les camarades qui sont pour doivent dire tout de suite : de toute façon, il y aura un candidat, et nous disons que dans les deux, trois mois qui viennent, le candidat sera désigné. Et nous prenons les mesures pour

que le candidat soit désigné. Et on fait appel à l’aide internationale sur cet axe.

Je suis d’accord pour qu’il y ait un candidat en Louisiane, mais il faut aussi un candidat national. Mais il faut prendre toute une série de mesures pratiques dans ce congrès pour voir comment on va aider. On va rédiger une résolution qui dira : voici quelles tâches nous allons essayer d’accomplir (ressources financières, problèmes techniques, etc.). Et il faut faire une campagne internationale. Nous, ici, autant que nous sommes, nous appuyons cette candidature et nous disons : les camarades noirs aux Etats-Unis, organisés, décident de présenter un candidat à la présidence. D’ores et déjà, nous disons : nous appuyons cette décision qui sera prise dans les trois mois qui viennent... Et on prend toutes les mesures. C’est une campagne internationale, pas seulement américaine.”

## Troisième intervention

“Je suis complètement d’accord avec la nécessité de procéder en accord avec les camarades, mais dans la commission, nous allons établir une liste de camarades à qui, internationalement, nous allons proposer de constituer le comité national de soutien à la candidature noire.

Il faut faire des pas concrets, des propositions. Mais, bien entendu, ce ne sont que des propositions que le camarade fera à son organisme.”

**Décembre 2006**

**Internationalisme  
prolétarien  
et reconstruction  
du syndicalisme  
indépendant  
dans la clandestinité  
(1940-1945)**

PROLETARIER ALLER LÄNDER, VEREINIGT EUCH !

SONDERNUMMER JUNI 1944

# ARBEITER und SOLDAT

Organ des Bundes der Kommunisten-Internationalisten (Deutsche Sektion der vierten Internationale)

## BEI EUCH LIEGT DIE ENTSCHEIDUNG !

**Soldaten ! Kameraden !**

**E**IN neuer und entscheidender Abschnitt des zweiten Weltkrieges hat begonnen. Das angloamerikanische Kapital hat seine Truppen von Stettin auf das verregnete Festland entsandt. Mit 2000 Schiffen, 1000 Flugzeugen und einer halben Million Soldaten haben sie die Landung an der französischen Atlantikküste begonnen.

• Wir sind auf Alles vorbereitet •. So lag grossartig wie immer die Natipresse. Vorbereitet sind sie militärische Ohrfeigen einzustechen. Langsamer oder schneller wird die deutsche Militärmaschine zurückgelassen müssen. Denn die amerikanische Kriegsproduktion allein ist der deutschen haushoch überlegen. Längst hatten die « Alliierten » Schluss machen können, wenn sie nur gewollt hätten. Aber die englischen und amerikanischen Kapitalisten — GANZ WIE DIE DEUTSCHEN — wollten den Krieg möglichst lange hinauszuziehen.

Je länger sich die Hochflut der Waffengeschäfte und Milliardenprofite halten und die Ebbe der Abwehrkriege nach dem Krieg hinausschieben lässt, desto lieber ! Je mehr sich Deutschland und Russland dabei gegenseitig schwächen-desto besser ! Jeurchbarbar das deutsche und das russische Proletariat dabei verbieten-desto schneller !

• Doch die herrlichen Tage für die kapitalistischen Angeler nähern sich ihrem Ende. Die Frühjahrsoffensive hat die rote Armee der deutschen Grenze genähert. Der nächste Vorstoss kann sie ins Land hinein und den Zusammenbruch des imperialistischen Deutschland herbeiführen. Da gilt es für das amerikanische und englische Kapital, sich für die Verteilung der Beute rasch den besten Platz zu sichern.

• Doch ist hier nicht der einzige Sinn der « zweiten Front ». Sie ist gleichzeitig die FRONT DER KONTERREVOLUTION ! Der Brückenkopf zwischen Le Havre und Cherbourg ist der Brückenkopf gegen die europäische Revolution ! Der nahe Zusammenbruch des deutschen Imperialismus bewirkt immer drohender das Gespenst einer proletarischen Revolution in Deutschland und in ganz Europa ; eine Revolution die alle früheren weit hinter sich zurücklassen wird.

• Da zeigen nun die Herren, dass sie an Alles gedacht haben.

• Vor einigen Wochen hat der englische Sender das wirkliche Programm dieser sauberen Botschaft gebracht. Nun haben sie endlich ihr wahres Gesicht gezeigt. Während sie vom Glück und den Freiheiten phantasierten, die sie der Menschheit nach dem Kriege bescheren möchten, haben sie in aller Stille das übliche Mittel zur Niederhaltung der empörten Volksmassen in Europa vorbereitet. Um der « Anarchie » d. h. der Befreiung der Arbeiterklasse vorzubeugen und die « Ordnung » d. h. das kapitalistische Ausbeutungssystem mit Krisen und Kriegen zu wahren, haben sie eine Besatzungsarmee und einen Stab von Zivilinspektoren geschaffen, die « alle mit Maschinengewehren umgeben verstehen ». Gekrönt soll der Plan durch die Einsetzung von Militärregierungen in ganz Europa werden.

• In Deutschland wollen sie Hitler durch Eisenhower ersetzen, eine Pest mit der anderen vertauschen.

• Sie wissen, welche unerhörte Not die Werktätigen nach dem Kriege im zerstörten Deutschland erwarten.

• Sie wissen, dass der deutsche Arbeiter bis zum Letzten geschöpft, für die eigenen Ausbeuter und das fremde Kapital doppelt Profite schwinzen soll.

• Sie wissen aber auch, dass die Proletarier Europas sich einmütig gegen den wahren Urheber ihres Elends erheben werden, das Kapital und seine Lakaien.

• Sie bilden sich ein, dass sie dieser gewaltigen Revolution mit den alten Massenwirren werden bekämpfen können.

• Darum wollen sie die Gestapohäcker durch Auslandskorps der Scotland Yard ersetzen.

• So soll uns der Hand gestopft, die Hände gebunden und der ganze Nachkriegsjammer aufgezogen werden.

**Kameraden ! Soldaten !**

Die Hitlerpropaganda ruft uns in dieser Situation zum Durchhalten und Verteidigen auf. Sie selbst sind wirklich dazu entschlossen.

Hitler im Hauptquartier, fern vom Schlachtenlärm, Gobbels in seiner bombastischen Redaktionsstube, Göring in seiner Marschallvilla, die ganze Parteikamarille und Staboffizierskaste sind entschlossen, durchzuhalten. Solange wie möglich an der Futterkrippe hängen ! Solange wie möglich die Niederlage hinauszögern, den politischen Moment hinausschieben, wo man der Rache der Millionen deutscher Werktätiger ausgeliefert sein wird.

• Sie halten durch !

Auch die Herren vom Grosskapital sind fest im Sattel. Die Gesichte der Krupp, Borsig und Klöckner, mit dem Blute der deutschen Arbeiter geölt, laufen grossmütig in roterem Tourensattel und mit grossem Nadelohr. Das Kapital der deutschen Aktienbanken ist in aller Heimlichkeit von 21 Milliarden 1933 auf 42 Milliarden 1934 gewachsen. Dies trotz des hundertprozentigen Schwandels von der sechsprozentigen Dividende, trotz der angeblichen Besteuerung der Kriegsgewinne. Bei solchen Verdiensten ist es gewiss ein Vergnügen durchzuschauen. Das deutsche Kapital fröhelt auch keine Entzweiung — mang durch seine Klassenmassen von jenseits des Wassers. Kraben kraben einander die Augen nicht aus. 1933 ist in auch Alles gut gegangen. Sie werden höchstens die Ausbeutung des deutschen Arbeiters mit den englischen und amerikanischen Kollegen teilen müssen.

• Sie halten durch !

**ABER DIE DEUTSCHEN SÖLDATEN !  
DIE WERKTÄTIGEN IN UNIFORM !**

**Sie wollen nicht durchhalten,  
denn sie halten es nicht mehr aus !**

Seit nun bald fünf Jahren werden sie aufs Schlachtfeld oder sonst in die Fremde geschickt, von den Familien, Eltern, Frauen, Kindern getrennt, vom Arbeitsplatz fortgerissen. In der Heimat werden die Angehörigen von den Mordbreunern massakriert, das mühsam erarbeitete bisschen Hab und Gut zerstört, und die Frauen müssen für wenig Nahrung und wertloses Papiergeld schwere Arbeit verrichten. All dies für die Milliardengewinne der Kapitalshyänen und die hohlen Phrasen ihrer Nazilakaien.

**Was hat da der deutsche Soldat zu verteidigen ?**

Den Gestapoteror ? Den Sozialismus der Dampferfahrten, der Bettelstuppen, der Überstunden, der Sonntagsarbeit, der Lohnbrügg, der Antreiberei, der unverschämtesten kapitalistischen Ausbeutung, des Militarismus, der grossen Versprechungen und des zweiten Weltkrieges !

Mögen doch die Hitler und Krupp, Gobbels und Siemens, Göring und Röchling ihr Paradies selbst verteidigen ! Wir wollen zurück in die Heimat !

Doch wenn wir diesen aussichtslosen Kampf nicht führen wollen, heisst das nicht, der Reaktion Eisenhows eine Freifahrt nach Berlin spendieren ? Hitler oder Eisenhower ? Gibt es nur diese zwei Möglichkeiten !

Es gibt noch eine dritte ! Die Arbeiterrevolution in Deutschland, Europa und der Welt, die das kapitalistische System mit Stumpf und Stiel ausrötet, Krisen und Kriege beseitigt und allein den werktätigen Massen Frieden, Freiheit und Brot bringen kann.

Gewiss, die englische und amerikanische Bourgeoisie haben die Absicht diese Revolution blutig zu unterdrücken. Dabei werden sie sich nicht entblenden, sich des vom deutschen Kapital geerbten Unterdrückungsapparates zu bedienen, sei es Polizei, Spezialtruppen oder gar ehemalige Nazifunktionen.

Alors que les staliniens font campagne sur le thème «A chacun son boche», les militants trotskystes constituent des cellules révolutionnaires clandestines dans l'armée allemande, organisent la fraternisation entre prolétaires français et prolétaires allemands «sous l'uniforme». Les ouvriers trotskystes français et allemands qui éditent le bulletin *Arbeiter und Soldat* («Travailleur et soldat») seront arrêtés, torturés et fusillés par la Gestapo.

# Présentation

Au lendemain de l'effondrement de la France après la victoire militaire éclair de la Wehrmacht et l'instauration du gouvernement collaborationniste de Vichy, qui dissout les partis et syndicats ouvriers au grand plaisir du patronat et engage l'édification d'un ordre corporatiste, une discussion s'engage dans les rangs clairsemés des trotskystes sur la situation ainsi ouverte et les perspectives difficiles d'action.

Henri Molinier, sous le pseudonyme de Testu, rédige un texte intitulé "*Que faire ?*", où il développe une analyse de la situation politique débouchant, comme le titre l'indique, sur la définition d'une ligne d'intervention.

Pour comprendre ce texte, il faut d'abord rappeler que Testu avait fait partie des trotskystes qui, comme Yvan Craipeau, avaient abandonné l'analyse de l'URSS stalinienne comme "Etat ouvrier dégénéré" pour la définir comme un capitalisme d'Etat où la bureaucratie était prétendument devenue une classe propriétaire des moyens de production, comme la bourgeoisie dans le capitalisme dit privé. Cette conception lui permet d'affirmer une similitude entre l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne, définies l'une et l'autre comme des capitalismes d'Etat.

Il voit deux issues possibles à la situation créée par la victoire foudroyante de l'Allemagne nazie :

*"1) une série de secousses, de bonds, de tournants brusques avec d'assez courtes et rares accalmies ;*

*2) la stabilisation relative pour un temps assez long et sur une assez large échelle d'un certain capitalisme d'Etat fasciste."*

Il ajoute :

*"La première variante pourrait être entre autres favorisée par l'échec de l'attaque allemande sur l'Angleterre, l'entrée prochaine des Etats-Unis dans la lutte, la révolution dans tel ou tel secteur, etc."*

C'est à peu près ce qui se passera. Mais il penche pour la deuxième variante :

*"Victoire rapide de l'Allemagne (sur l'Angleterre — NDA), compromis avec les Etats-Unis, canalisation par le fascisme de mouvements révolutionnaires, cette orientation étant favorisée par de nouvelles modifications dans la bureaucratie et la structure de l'URSS"...*

... (c'est-à-dire le rapprochement accru avec le fascisme allemand) qui assurerait à ce dernier une survie plus ou moins durable.

Aucune des hypothèses sur lesquelles s'appuie cette deuxième variante esquissée par Testu ne se réalisera. Or c'est sur elles que Testu, persuadé que les bureaucraties nazie et stalinienne, alors alliées depuis le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, domineront l'Europe pendant une assez longue période, appuie la suite de son raisonnement :

*"Le parti nazi, la bureaucratie stalinienne demeurent les organisations les plus immédiatement aptes à jouer un rôle de premier plan dans les événements prochains. Les graves contradictions de ces formations sont lourdes de craquements et de regroupements possibles."*

Il en déduit une tactique : entrer

*"dans le PCF, les organisations de masses fascistes, les plus propres au développement du ferment (syndicats, groupes de jeunes, agistes) ; l'entrée de certains membres dans les partis fascistes n'est pas exclue, il faut être près de certains leviers de commande, être informés, savoir pour agir"*.

Cette analyse et ces propositions, partagées par un autre dirigeant du groupe, Xavier Privas, suscitent de vives critiques dans le groupe La Seule Voie auquel appartient Testu, en particulier de la part de Pierre Lambert, qui utilise à l'époque le pseudonyme de Lejeune.

Testu maintient néanmoins ces analyses et ses propositions jusqu'à l'attaque de l'URSS par les nazis le 22 juin 1941. Ainsi, dans un texte de mars 1941, maintenant sa définition de l'URSS et de l'Allemagne nazie comme des capitalismes d'Etat — pierre angulaire de sa

politique —, il affirme : « *Le capitalisme d'Etat, c'est le "socialisme en un seul pays", c'est "l'espace vital"*. » Il met ainsi sur le même plan le mot d'ordre stalinien ("socialisme dans un seul pays") et le mot d'ordre hitlérien ("espace vital"), alors que ce dernier est l'expression de l'expansionnisme de l'impérialisme allemand, dont l'hitlérisme est l'arme de choc.

Enfin, selon Testu, "*le socialisme ne peut se faire sans passer par une forme de capitalisme d'Etat*", donc conçu comme une forme transitoire de passage obligée vers le socialisme.

Cette conception d'ensemble pousse Testu à proposer l'entrisme dans les diverses organisations politiques et "syndicales" de ce "capitalisme d'Etat". Mais, pour Testu, cette tactique — promise à l'échec — ne s'explique et ne se justifie que dans la perspective d'une révolution socialiste qu'il envisage dans des délais imprécis, tant l'alliance entre Hitler et Staline lui paraît devoir durer un certain temps et maintenir l'Europe sous son contrôle conjoint. Elle n'a donc rien à voir avec un quelconque collaborationnisme. Il serait inutile de le souligner si plusieurs anti-trotskyistes, d'Edwy Plenel à Christophe Nick, n'avaient tenté d'affirmer le contraire en prêtant de plus à Pierre Lambert la conception même dont il a été dès cette époque l'un des principaux, sinon le principal critique. Il y a donc là une double falsification.

L'attaque de l'URSS par l'Allemagne nazie réduira cette conception en miettes. Testu l'abandonnera à l'épreuve impitoyable des faits et s'engagera sans tarder dans un combat qui le mènera à trouver la mort dans les combats pour la libération de Paris en août 1944. Les textes de Pierre Lambert — rédigés à l'époque sous le nom de Lejeune — critiquaient les fondements mêmes de la conception de Testu. En ce sens, ils ont un double intérêt, historique et actuel.

Pour quelle raison Pierre Lambert se voit-il contraint de revenir sur cette période de son activité ? En 1999, Edwy Plenel, alors rédacteur en chef du *Monde*, publie un ouvrage pompeusement intitulé *Secrets de jeunesse*, où, pour mieux dénoncer les trotskystes de son époque, il

attribue sans barguigner à Pierre Lambert les positions de Testu (par ailleurs fortement schématisées !) en 1940. Il écrit ainsi :

*"Pendant la guerre, il (Lambert) avait été très proche du grand frère Molinier (Raymond — NDLR), sans doute son meilleur allié. On ne sait s'ils pensaient pareillement, mais on peut le supposer. On peut même penser qu'Henri Molinier, son aîné d'un peu plus de vingt ans, fut alors le mentor de Pierre Lambert. De fait, conformément à la ligne Testu, l'entrisme de l'un au sein du RNP de Déat eut pour pendant l'entrisme de l'autre au sein de la CGT clandestine"* (p. 230).

Ces lignes de l'un des maîtres du "journalisme (quelque peu policier) d'investigation" sont un vrai morceau d'anthologie du trucage. Ce serait grotesque si ce n'était odieux. Le "raisonnement" — si l'on peut dire — est en effet le suivant : puisque Pierre Lambert a été proche de Ramond Molinier (avant la guerre, d'ailleurs), il doit donc penser la même chose... en 1940-1941 que... son frère cadet, Henri, qui doit lui-même être le maître à penser de Pierre Lambert... puisqu'il a vingt ans de plus que lui ! L'inventeur du prétendu trotskysme culturel qu'est Edwy Plenel réussit enfin le tour de force de mettre sur le même plan le RNP de Déat (avec lequel Pierre Lambert n'a strictement jamais rien eu à voir, comme l'avoue implicitement Plenel...) et la CGT clandestine, à la reconstruction de laquelle Pierre Lambert a effectivement pleinement contribué sous l'Occupation.

Au-delà de l'opposition qui le voit — avec le groupe de Marseille de La Seule Voie — s'opposer à la tactique préconisée par Testu et Xavier Privas, Lambert s'engage pendant cette période dans une double activité clandestine :

— D'une part, l'activité de fraternisation des travailleurs, donc en particulier avec l'ouvrier allemand sous l'uniforme, qui est commune aux deux organisations trotskystes de l'époque (POI et La Seule Voie).

Cette activité passe par la diffusion de tracts en deux langues (français et allemand) et connaît son développement le plus notable avec la constitution d'un groupe de soldats allemands par les trots-



kystes nantais, dont Robert Cruau, qui diffuse le journal *Arbeiter und Soldat*, démantelé par la Gestapo à la fin de 1943. La Gestapo liquidera alors plus de trente militants trotskystes et soldats allemands liés à eux.

— D'autre part, la participation à la reconstruction du syndicalisme ouvrier clandestin.

L'un des premiers actes du régime de Pétain est la dissolution des syndicats. Cette dissolution est parachevée par la promulgation, le 4 octobre 1941, de la Charte du travail, dont l'un des rédacteurs, Bouvier-Ajam, sera après la guerre et jusqu'à sa mort l'un des économistes "stalinien" phares... La Charte du travail met en place des comités sociaux d'établissement, qui rassemblent patrons et ouvriers pour "une collaboration loyale". Le régime de Vichy adossé aux baïonnettes allemandes a entre autres comme fonction de garantir le fonctionnement de ce système corporatisme. La reconstruction du syndicat indépendant dans les conditions de la clandestinité est donc l'une des tâches prioritaires de l'heure. Si tous les trotskystes rejettent le corporatisme, bien des nuances existent dans leurs rangs sur le rôle et la place des syndicats sous l'Occupation et lors de la prochaine étape

de la lutte des classes. La perspective de la révolution prolétarienne au lendemain de la guerre pousse la majorité des trotskystes des deux groupes existants (La Seule Voie, devenu Comité communiste internationaliste – CCI en février 1943) et le Parti ouvrier internationaliste (POI) à sous-estimer la place et le rôle des syndicats dans la période qui s'ouvre. Ainsi, le projet de thèses préparatoires au congrès d'unification des deux groupes affirme :

*"L'indifférence ouvrière pour les syndicats, loin d'être une preuve de la carence politique des prolétaires, est l'expression de leur haute politisation."*

C'est donc de façon quelque peu contradictoire avec cette orientation que Pierre Lambert participe à l'activité de reconstruction de la CGT clandestine. En même temps qu'il mène, avec d'autres, un long combat pour la réunification des forces trotskystes, achevée au printemps 1944 avec la proclamation du Parti communiste internationaliste, cette participation active à la construction de la CGT clandestine amènera Pierre Lambert à appartenir à la direction de l'union locale de Clichy de la CGT au moment de la Libération de Paris.

Jean-Jacques Marie

## Texte de Pierre Lambert

# La vérité sur la discussion de 1940-1941

Le 28 août prochain, pour la seizième fois, nous allons, sur la tombe de Léon Sedov, au cimetière de Thiais, lui rendre hommage, rendre hommage à toutes les victimes du stalinisme. Assassiné sur l'ordre de Staline en février 1938, Sedov préparait activement la conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (septembre 1938) qui allait adopter le *Programme de transition*.

Deux ans plus tard, le coup de piolet du guépéoutiste Ramon Mercader fracassait le crâne de Léon Trotsky. Au Kremlin, Staline exultait. L'assassin était décoré. Avant de sombrer dans l'inconscience et dans la mort, Léon Trotsky prononçait ces derniers mots : *"Dites aux camarades : je suis sûr de la victoire de la IV<sup>e</sup> Internationale ! En avant."*

Ainsi, pour la seizième fois, nous nous rendrons au cimetière de Thiais. Simple hommage ? Simple commémoration ? Pour répondre à ces questions, il faut toujours et encore revenir aux analyses fondamentales, sur la base des faits et des événements.

Ce n'est évidemment pas un hasard si l'organisateur de l'assassinat de Sedov, Marc Zborowski, est passé avec armes et bagages dans le camp de l'impérialisme. Emigré après la guerre aux Etats-Unis, il y a fini ses jours paisiblement après avoir, au moment de la guerre froide, "vendu" l'URSS à la CIA.

Quant à l'organisateur de l'assassinat de Trotsky, Soudoplatov, général du Guépéou, il a accompli le cours suivi par la caste bureaucratique après la chute de l'URSS. Haut dignitaire de la bureaucratie, caste privilégiée qui avait sous la direction de Staline exproprié le prolétariat des conquêtes d'Octobre, Soudoplatov est devenu comme ses congénères le mafieux privatisateur qui, sous la direction d'Eltsine, brade la Russie et l'ex-URSS à la mondialisation, à la spéculation, au FMI.

Il n'est évidemment pas possible de présenter ici l'ensemble des textes et documents où nous avons analysé les causes de l'effondrement de l'URSS. Mais il est nécessaire de comprendre que l'hommage rendu sur la tombe de Sedov s'inscrit pour nous totalement comme une action, une tâche politique de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale construisant, comme courant du PT, avec les courants qui se dégagent de l'effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, le parti ouvrier indépendant sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs.

## Préambule

Il y a fort longtemps que je ne suis pas ce qu'écrivait Yvan Craipeau, qui, fin 1947, a quitté les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale. J'ai dû le rencontrer une seule fois, au rassemblement de Charlety (juin 1968) où je prenais la parole.

Dans une récente lettre adressée à Krivine, et où il lui décerne un "brevet de trotskysme", Craipeau dénature sciemment des faits qui remontent à près de

soixante ans. Pour quelles motivations ? J'y reviendrai.

Voici ce qu'il écrit à mon sujet, concernant mes positions politiques en 1940 :

*"Pendant l'occupation allemande, Henri Molinier (Testu) et Lambert (Lejeune), qui dirigeaient le petit groupe moliniériste, expliquaient : le fascisme né de l'échec de la révolution d'Octobre à l'échelle russe et européenne remplit la tâche historique de prolonger le capitalisme, mais il ne peut le faire qu'en s'élevant à un stade plus élevé. Puisque Hitler et Staline vont inévitablement gagner la guerre, il faut entrer dans le parti (fasciste) de Déat. Ce que firent les camarades."*

Faits et documents à l'appui, je vais démonter la calomnie de Craipeau à mon égard. Un mot auparavant : s'il est vrai qu'Henri Molinier (Marc Laurent - Testu), militant trotskyste pendant la guerre, s'est trompé dans son analyse, personne, y compris Craipeau, ne dénie son courage et son dévouement à la cause. La preuve : en février-mars 1944, les organisations trotskystes où militaient d'un côté Testu et d'autre part Craipeau décidaient de se réunifier pour construire le Parti communiste internationaliste.

## Mensonge et vérité, falsifications et faits

Je me suis adressé au CERMTRI, où sont déposées les archives du mouvement trotskyste, afin de pouvoir citer exactement les textes de l'époque. J'ajoute que je n'étais pas un des dirigeants du "*petit groupe moliniériste*". Petit accroc à la vérité qui n'a pas d'importance. Venons-en aux documents. En août 1940, Testu écrit sous le titre "*Que faire ?*" les lignes suivantes :

*« C'est ainsi que le fascisme d'après-guerre devra s'efforcer de planifier dans un sens économique progressif. Bien entendu, tout cela ne sera pas socialiste et nous ne crions pas "Vive le fascisme !". Nous savons que le fascisme, né de l'échec de la révolution d'Octobre à l'échelle russe et européenne, remplit la tâche historique de prolonger le capitalisme, mais qu'il ne peut le faire qu'en l'élevant à un stade plus évolué. »*

Contre cette proposition, j'écrivais sous le pseudonyme de Lejeune dans un bulletin intérieur de novembre 1940 :

*“D’une part, la violence de la lutte qui ira s’accroissant dans les mois qui viennent entraînera une énorme destruction des forces productives, ce qui amène si je ne me trompe pas à une régression économique (...). L’Allemagne victorieuse (...) feraît de l’Europe une source de ravitaillement en matières premières, ce qui veut dire, nous en avons la préfiguration en France, destruction des industries nationales. Où sont les caractères progressistes là-dedans ? (...) La victoire du fascisme n’aura lieu que sur les ruines de la civilisation. Lénine, et le vieux (pseudonyme familier de Trotsky) récemment, ont dit que hors de la révolution prolétarienne, il n’y a que retour à la barbarie, dans cette époque où les conditions économiques sont plus que mûres pour la réalisation du socialisme.”*

Testu précise encore les fondements de son orientation en janvier 1941 dans un texte de 40 pages, *“Le capitalisme d’Etat”*. Fascisme et stalinisme sont deux capitalismes d’Etat progressistes. La preuve de la nature commune de leur régime : le pacte germano-soviétique.

*“Nous reviendrons sur cette collaboration qui ne peut s’expliquer par le seul intérêt national ou l’opportunité accidentelle, mais par la nature même des deux capitalismes d’Etat.”*

Contre cette théorie, tandis que Testu affirme la nécessité comme un devoir de “réviser”, j’explique dans ce même bulletin intérieur (12 février 1941), toujours sous le pseudonyme de Lejeune, qu’il n’y a pas de capitalisme d’Etat progressiste. Dans une série d’études rédigées jusqu’en juillet 1941, *“Economie dirigée, économie de crise, économie de guerre”*, *“L’impérialisme stade supérieur du capitalisme”*, *“La crise de l’Allemagne 1929-1933”*, *“L’intervention de l’Etat dans l’économie”*, *“Les cartels et le fascisme”*, *“La politique financière du national-socialisme”*, j’ai polémique (toujours sous le pseudonyme Lejeune) contre la “théorie” du capitalisme d’Etat. Signalons que Craipeau était (avant-guerre) partisan de cette “théorie”, tout en tirant des conclusions différentes de celles de Testu quant à “l’entrisme” dans le Rassemblement national populaire (RNP) de Déat, qu’il condamnait. Dans ces études, je m’efforçais de réaffirmer le marxisme de Lénine, à partir d’un examen objectif des faits et tendances qui démontrent qu’his-

toriquement il ne saurait être question de stade intermédiaire (capitalisme d’Etat) entre l’impérialisme, stade supérieur du capitalisme, et le socialisme.

A ce moment, Testu a maintenu sa politique. Dans un texte de mars 1941 intitulé *“Un pas en avant”*, il restait encore sur une vision du monde harmonisé par *“les capitalistes d’Etat nazi et soviétique”*, cela basé sur la poursuite d’une collaboration non moins harmonieuse entre Hitler et Staline.

Trois mois plus tard, le 22 juin 1941, avec l’attaque lancée par Hitler contre l’URSS, les faits et les événements détruisaient la construction “théorique” de Testu. Le vieux révolutionnaire Testu, militant de l’Opposition de gauche, fondateur de *La Vérité*, rectifiera. Il critiquera ses positions erronées, poursuivra le combat révolutionnaire dans les rangs du trotskysme. Il sera l’un des artisans de la réunification au début de 1944 et tombera comme un soldat de la révolution lors de la libération de Paris.

Dans une conférence de janvier 1969 consacrée au trentième anniversaire de la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale, je déclarais à propos de ceux qui, comme Craipeau, ont quitté la IV<sup>e</sup> Internationale fin 1947 :

*“En 1947, toute une série de militants valeureux, qui avaient combattu dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale pendant la guerre — et il n’était pas facile pendant la guerre de lutter pour la fraternisation avec les soldats allemands et en même temps contre l’hitlérisme, il n’était pas facile de dire : il faut la révolution prolétarienne, et de refuser l’Union sacrée avec la bourgeoisie —, toute une série de ces militants sont passés à l’Action socialiste révolutionnaire, puis ont traversé un mouvement éphémère qui s’appelait le Rassemblement démocratique révolutionnaire, avant de disparaître.”*

## **Les enjeux de la discussion en 1940-1941**

Je reprends quelques citations des études que j’ai rédigées sous le pseudonyme de Lejeune.

Août 1940 :

*“De par la logique même, d’une part, des contradictions internes du mode de*

*production capitaliste, d'autre part, des contradictions impérialistes, les lois de l'échange capitaliste des marchandises ne cadrent plus avec le développement des forces productives (...). Y voir une réforme progressive, c'est avoir beaucoup de bonne volonté (...). Si la bourgeoisie allemande arrive à passer à travers tout ce qui l'attend au cours de la guerre (...), le fascisme (montrera) alors de plus en plus son visage de bonapartisme, d'une société décadente, mais cette hypothèse entre dans le domaine de l'utopie."*

En novembre 1940 (BI n° 3), contre l'affirmation de Testu selon laquelle *"le fascisme est un phénomène économiquement progressif"*, j'écrivais :

*"Supposons donc, pour simplifier, quoi que ce soit peu probable, qu'Hitler sorte victorieux de la guerre."*

Fin 1940, BI n° 4 :

*"Essayons de faire le point en ce moment d'accalmie où les forces impérialistes se préparent pour la prochaine campagne d'été. Une hypothèse à rejeter, (...) c'est le compromis (...). Le compromis qui s'est avéré impossible en septembre 1939 est certainement en cette fin d'année beaucoup moins réalisable. Il n'y a que Hitler, et encore, qui désirerait un compromis. Munich lui est toujours profitable, en lui permettant de regrouper ses forces et d'organiser ses positions. L'Angleterre a trop à perdre pour désirer le compromis (...). Menant sa politique sous une autre forme, Staline sait bien que l'arrêt de la guerre avec un impérialisme allemand à peine entamé lui serait fatal, et sa politique de bascule ne fait que s'accroître (...). Quant à l'Amérique, la guerre contre l'impérialisme nippon qu'elle prépare ouvertement n'est que le parallèle à la guerre contre l'Allemagne, qu'elle prépare sinon aussi ouvertement, du moins activement (...). L'Amérique ne peut tolérer un concurrent aussi dangereux que le concurrent allemand (...). Il n'est pas possible en 1940 de trouver un terrain d'entente pour dominer le monde à deux. C'est soit les USA, soit l'Allemagne qui domineront."*

*(...) De cette analyse succincte, on peut dégager avec une certaine netteté ce que va être le développement de la situation dans les prochains mois. L'Amérique va entrer en guerre aux côtés de l'Angleterre (...). La guerre va s'étendre. Le monde entier y sera embarqué (...). Marx, dans je ne sais plus quel livre,*

*démontrait la fatalité de la révolution prolétarienne, concluant que l'humanité ne peut mourir et qu'elle y arriverait inéluctablement. Le problème n'est rien de moins que le socialisme ou le retour à la barbarie."*

A partir de cette analyse, je m'opposais à "l'entrisme" dans le RNP de Déat, estimant qu'il fallait se tourner vers les militants du PCF. J'écrivais :

*"Les tournants de la politique extérieure que nous réserve Staline ne sont pas finis. Ils auront une grande répercussion non seulement sur la vie même du pays, mais aussi dans la conscience des militants staliniens français (...). Des militants staliniens rompent avec le PC sur une plate-forme confuse, mais avec la volonté sincère d'œuvrer à la révolution."*

*Il y a nous, qui — il ne faut là-dessus avoir aucune illusion — ne pouvons actuellement, immédiatement, aucunement influencer ces militants (qui cherchent leur voie). Pour nous, il s'agit, d'une part, de devenir un noyau d'un niveau théorique très élevé et de travailler avec toutes les couches (du prolétariat) partout où cela nous est possible, avec une claire compréhension des conditions de la lutte. Dans les tâches formidables que posera l'effondrement, un processus de regroupement et de cristallisation aura lieu (...). C'est là que nous avons un grand rôle à jouer en tant que marxistes-bolcheviks-léninistes conséquents. Est-ce que nous trouverons le chemin des masses ? Il est impossible de répondre à ces questions, mais aussi, une chose est certaine, c'est qu'on ne peut pas dire qu'il (le parti révolutionnaire) ne se construira pas."*

*La guerre va s'étendre (...). Le monde entier va être embarqué. Les conséquences de cette extension du conflit vont opposer avec une plus grande acuité la lutte des classes entre classes dominantes accapareuses et masses ouvrières."*

*(...) La crise et la guerre sont deux aspects de la société liés étroitement à l'impérialisme, l'une engendrant l'autre. Leurs causes sont identiques, c'est l'explosion des forces productives dans le cadre suranné qui les enserme."*

## En conclusion

Ce n'est pas sans regret que je constate que Craipeau rejoint le chœur des calomniateurs qui sévit dans la presse de l'extrême droite à l'extrême gauche, en m'im-

putant des positions où non seulement je n'ai pas la moindre part, mais que j'ai critiquées au moment même où Testu et d'autres les formulaient.

Mais ces falsifications ont une signification : elles ne sont que le complément des positions politiques de Craipeau, qu'il présente ainsi, pronostiquant que

*« la génération de mes petits-enfants, individualistes englués dans la société de consommation (...), (s'engagera) néanmoins dans une révolution planétaire bien plus ambitieuse que les révolutions dont avaient rêvé les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Cette révolution aura en effet pour base non plus la société industrielle, celle des machines et du salariat, mais le bouleversement de la macro-économie, qui, grâce à l'automatisation, permet, selon la loi connue, de doubler la productivité tous les 35 mois. Une croissance exponentielle qui condamne à terme le capitalisme et le salariat. »*

Craipeau a beau vouloir se couvrir de l'autorité de Marx, il n'y a pas une once de marxisme dans de tels propos ; marxisme qui, jusqu'à la mort de Trotsky, a été l'axe de sa vie militante, marxisme qui est à la base théorique du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, confirmé dans sa ligne fondamentale par tous les événements :

*« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.*

*La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes.*

*(...) Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »*

La réalité ne confirme-t-elle pas le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale ? Ne fait-elle pas litière des élucubrations de Craipeau ? Cette analyse du *Programme de transition* n'est-elle pas vérifiée par les faits, les documents, les statistiques rassemblés dans le livre de notre camarade Gluckstein *Lutte des classes et mondialisation* ?

On pourrait consacrer bien des développements à la production littéraire de Craipeau, à qui personne — et certainement pas nous — ne conteste le droit de présenter ses positions politiques. Comme nous avons celui de les critiquer.

Mais Craipeau, qui prétend disposer du "label" du trotskysme sous prétexte qu'il a connu Trotsky, n'a certainement pas appris chez Trotsky la falsification, le mensonge et la calomnie.

Et c'est précisément au nom de la vérité, au nom de la défense des positions du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et parce qu'il est toujours plus urgent de les mettre en œuvre, que nous serons présents le 28 août au cimetière de Thiais.

***Lettre de La Vérité, n° 86,  
24 août 1999***



**LA VÉRITÉ****Bulletin d'abonnement**

- Un an, 6 numéros : 28 euros.
- Pli clos 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Le combat  
pour le journal :  
*Informations ouvrières***



Le journal, "facteur central d'organisation". Diffuseurs du journal *Informations ouvrières*, fondé en 1958 par Pierre Lambert (alors sous forme de feuille ronéotypée).

# Présentation

En 1958, de Gaulle venait de prendre le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire et de proclamer la V<sup>e</sup> République, dont les institutions réactionnaires menaçaient gravement la classe ouvrière française et le mouvement ouvrier. En 1958, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale étaient réduits en France au nombre de 52, à la suite de la crise destructrice ayant suivi la scission pabliste de 1952-1953.

Quelles qu'aient été ces circonstances — très difficiles —, il fallait poursuivre le combat, lutter sans répit pour "*aider à restructurer la conscience de la classe ouvrière*", comme Lambert l'écrivit dans le premier numéro d'*Informations ouvrières*, combattre le corporatisme, batailler pour préserver l'indépendance de classe des syndicats.

*La Vérité*, hebdomadaire imprimé de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, ne pouvait plus correspondre aux besoins et aux capacités de ce groupe dans un état d'extrême faiblesse.

Lambert proposa alors qu'un bulletin de liaison ronéotypé, financièrement équilibré, serait édité, ayant pour objet d'être un pôle de discussions et d'informations pour tous les militants ouvriers décidés à combattre, sur le terrain de leur classe, contre le gaullisme. Il lui fallait un titre. Ce fut *Informations ouvrières*.

Cette décision marqua profondément tout le développement du combat des militants révolutionnaires en France pour trois raisons essentielles.

---

## "LE FIL À PLOMB"

---

La première fut que, pour l'objectif clairement tracé dès les premiers numéros d'*Informations ouvrières*, il fallait un organe de presse. Pour aider à recomposer les forces internes du prolétariat, pour résister par le combat de classe aux mortelles agressions de la V<sup>e</sup> République bonapartiste, pour aider, avec la certitude

que la lutte de classe du prolétariat reprendrait tous ses droits, à la réorganisation des forces trotskystes en France et les préparer à jeter les premiers jalons de la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire, un "*organisateur collectif*" était indispensable.

La formule est de Lénine dans *Que faire ?* Lambert considérait son enseignement comme décisif et en était profondément imprégné. Comme lui, il estimait que le journal devait être "*le fil à plomb*" de l'action des révolutionnaires ou, pour reprendre une autre formule, de Léon Trotsky cette fois, que "*le parti, c'est le journal ; le journal, c'est le parti*".

La forme initiale d'*Informations ouvrières* fut modeste — un petit bulletin ronéotypé de quatre pages —, mais son existence était vitale. Pendant de longues années, non seulement Pierre Lambert rédigea presque toutes les semaines ce bulletin, mais il suivit de façon méticuleuse sa diffusion et les regroupements qui commençaient à se réorganiser autour d'elle.

Pour toute cette période, on trouve dans les archives d'*Informations ouvrières* de nombreuses notes de la main de Pierre Lambert, éditées de façon interne dans l'organisation, portant les différents titres : "*Commission de diffusion*", "*Note pour l'utilisation du journal*", "*Note Informations ouvrières*", etc.

Elles accompagnent généralement tous les événements de la lutte des classes où nous sommes intervenus et expliquent comment en dégager à l'aide du bulletin les principaux enseignements afin d'en discuter avec cadres et militants ouvriers.

Ce sera avec la même méthode que Lambert continuera plus tard, alors qu'il ne sera plus directement responsable du journal, à préparer personnellement ou à suivre avec une attention particulière textes, chapitres des rapports de nos congrès, résolutions et amendements concernant la question du journal, cela

jusqu'aux derniers congrès du Parti des travailleurs auxquels il participa.

---

**“TRIBUNE LIBRE  
DE LA LUTTE DES CLASSES”**

---

Deuxième leçon : *Informations ouvrières* ne fut pas fondé comme organe d'une organisation délimitée, au cadre formel, aux frontières nettement affirmées. Il s'agissait d'un pôle de regroupement “pour tous les militants ouvriers décidés à combattre”. Sans taire nullement que l'édition d'*Informations ouvrières* émanait des trotskystes et visait à leur réorganisation en France, ce bulletin affirmait, dès l'origine, vouloir jeter les premiers jalons de la construction d'un authentique parti ouvrier révolutionnaire, dont il n'était pas affirmé qu'il se rassemblerait forcément sur la seule base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale.

C'était là, de façon pratique, la mise en œuvre de ce que les trotskystes appelaient “la transition”, une méthode de construction de ce parti révolutionnaire fondée sur une stratégie visant à ce que se dégagent du carcan contre-révolutionnaire des appareils dirigeants de la classe ouvrière des forces et des courants qui rejoindraient la lutte pour un tel parti à partir d'un autre passé, d'une autre expérience que celle de la IV<sup>e</sup> Internationale (1). C'était, pour répondre au besoin indispensable d'un journal pour le parti, l'application de la méthode de l'amendement de 1948 (*lire la section sur la transition*).

*La Vérité*, devenue revue, resterait l'organe officiel de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, dont les trotskystes estimaient à juste titre qu'elle devait pouvoir continuer à développer dans son intégralité toute leur politique.

A *Informations ouvrières*, sous-titré dès le premier jour “tribune libre de la lutte des classes”, la tâche d'ouvrir la plus large discussion dont le mouvement ouvrier avait besoin — a toujours besoin, faut-il le dire — sur le seul terrain inconditionnel de l'indépendance de classe, avec la volonté acharnée de la réalisation du front unique ouvrier. A *Informations ouvrières* la mission d'être le levier d'un

regroupement plus large que celui constitué par les seuls trotskystes, d'inaugurer un travail patient pour rassembler sur tous les terrains de la lutte de classe, de la laïcité, de la démocratie, de l'internationalisme, les réseaux de militants pouvant et voulant élargir avec eux cette politique.

Lambert estimait en cela avoir pour modèle la vieille *Humanité* que Jaurès avait fondée en 1904. Tous les courants et les dirigeants du mouvement ouvrier s'y exprimaient librement et aussi fréquemment que lui, Jules Guesde notamment. Ils y polémiquaient souvent, mais ils le faisaient dans un même cadre, dans un même journal.

---

**INDÉPENDANCE POLITIQUE,  
INDÉPENDANCE FINANCIÈRE**

---

Si Pierre Lambert fut toujours extrêmement méticuleux sur tout ce qui concernait les questions d'organisation, il le fut plus particulièrement encore pour tout ce qui touchait au journal, sa rédaction, sa diffusion. Son équilibre financier fut l'une de ses préoccupations majeures, et elle le fut de façon permanente.

C'est le troisième enseignement qu'il nous semble devoir être tiré de la conception qu'eut Pierre Lambert du rôle et de la place d'*Informations ouvrières* dans le combat de classe indépendant, dans le combat pour que “l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes”.

Plusieurs fois après avoir délégué (après 1968) sa responsabilité du comité de rédaction, il pensa devoir y reprendre sa place à certaines périodes données, afin d'aider à son amélioration, abandonnant pour un moment d'autres tâches de direction.

Aucune semaine sans que les instances de direction du parti n'aient à leur ordre du jour le suivi de la vente d'*Informations ouvrières*, à laquelle il était extrêmement attentif. Il avait fixé en 1958 un impératif absolu : les finances du journal seraient saines et équilibrées ; seule l'indépen-

---

(1) Cette orientation stratégique avait été adoptée au XIV<sup>e</sup> Congrès de 1965, sous le nom de Ligue révolutionnaire (*lire document n° 1*).



dance financière pouvait garantir l'indépendance politique.

Lambert avait assuré de fait, après la scission de 1952-1953 et jusqu'en 1958, la responsabilité de l'ancienne *Vérité* et avait constaté à son corps défendant les dangers mortels que des comptes non maîtrisés pouvaient représenter pour un parti ou une organisation ouvrière considérant son indépendance comme vitale. Et — répétons-le, comme il le répétait à chaque occasion — seule l'indépendance financière peut garantir l'indépendance politique.

Les raisons de la fondation d'*Informations ouvrières* dans sa forme de 1958 renvoient d'abord aux questions politiques que nous avons indiquées précédemment. Mais il faut y ajouter la volonté absolue de pouvoir équilibrer le budget d'une telle publication. Qui voudrait lire *Informations ouvrières* paierait, et les ventes équilibreraient les dépenses.

Dès l'origine de sa parution, *Informations ouvrières* a assuré l'équilibre rigoureux de ses finances. Chaque pas en avant du journal a été appuyé sur une bataille d'organisation permettant le financement intégral de tous les frais de rédaction, de fabrication et d'impression.

Fin 1972, alors qu'*Informations ouvrières* était déjà depuis plusieurs années

un hebdomadaire de douze pages, il fut décidé de revenir à huit pages parce que, les objectifs de vente n'ayant pas été atteints sur une période significative, l'équilibre des finances était en cause. Ce n'est qu'au terme d'une bataille politique et d'organisation que, en mai 1973, la parution reprendra sur douze pages, sur la base de la couverture intégrale des dépenses par les ventes.

*Informations ouvrières* n'a jamais rien dû à personne, ni hier ni aujourd'hui. Ce bilan est bien sûr celui de tout un parti ; il est aussi celui, personnel, de Pierre Lambert.

Nos lecteurs trouveront ici cinq textes de Lambert concernant *Informations ouvrières*. Ils sont très peu par rapport à tout ce qu'il écrivit sur "*la question du journal*", qui fut, toute sa vie militante durant, nous l'avons dit, l'un des sujets essentiels de son activité de dirigeant. Nous les avons sélectionnés en fonction de leur date (correspondant à des moments importants de la vie et de la construction du parti) et de différents angles sous lesquels il cherchait à les faire assimiler par tous les militants.

François Péricard

## Textes de Pierre Lambert

# L'intervention dans la lutte des classes

En 1965, le noyau trotskyste a commencé à se renforcer au travers de son intervention dans la lutte des classes. Ses militants sont encore peu nombreux, mais ils utilisent partout où ils combattent le bulletin *Informations ouvrières* pour regrouper autour d'eux travailleurs et militants, à Nantes, à la Sécurité sociale, à la RATP, chez les

instituteurs, chez les jeunes et les étudiants.

Sur ce premier acquis, Pierre Lambert impulse une discussion visant à faire passer ce noyau trotskyste "*du groupe à l'organisation*". Le XIV<sup>e</sup> Congrès de 1965 décide ainsi de proclamer l'Organisation communiste internationaliste tout en adoptant une réso-

lution sur la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) comme stratégie de construction du parti révolutionnaire.

Dans cette perspective, Pierre Lambert avait proposé dès le congrès précédent la publication d'un numéro mensuel imprimé d'*Informations ouvrières* qui commença à paraître en février 1964. "Le noyau de ses rédacteurs est partisan, écrit Lambert dans sa présentation, il se place sur le terrain de la lutte des classes. Une avant-garde révolutionnaire, ouvriers, étudiants, intellectuels, entend préserver le marxisme, théorie et pratique de la lutte de classes. Cette avant-garde a soutenu le bulletin ronéotypé, financé exclusivement par ses abonnés. Elle a décidé de faire un pas en avant en publiant un supplément mensuel imprimé. Il dépend de nos lecteurs d'assurer le succès de notre entreprise."

Dans le rapport d'orientation et la résolution sur les tâches du XIV<sup>e</sup> Congrès, ces deux brèves citations reviennent sur la place que les trotskystes doivent occuper dans le regroupement autour du journal avec un objectif systématique : l'intervention dans la lutte des classes.

"Le XIV<sup>e</sup> Congrès invite tous les organismes, cellules, rayons, commissions, comités de région à étudier toutes les possibilités visant à étendre la diffusion d'*Informations ouvrières*.

C'est uniquement par l'application contrôlée des principes du bolchevisme que cette décision peut être appliquée. Ce qui exige que le militant qui vend *Informations ouvrières* à une liaison a le devoir de discuter avec ce travailleur, jeune, syndiqué, et de relever soigneusement les objections et les critiques, d'expliquer concrètement le contenu du journal. C'est ainsi qu'*Informations ouvrières* deviendra réellement, dans la vie et dans les mots, facteur d'organisation non seulement pour l'avant-garde, mais également pour les militants trotskystes de l'Organisation communiste internationaliste. *Informations ouvrières* doit être discuté régulièrement dans chaque cellule, sa vente, donc le travail

militant, doit être régulièrement, chaque semaine, contrôlée."

---

## RÉSOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE ET LES TÂCHES

---

"*Informations ouvrières* doit devenir l'expression politique centralisée commune à tous les éléments d'avant-garde qui, sous des formes diverses, s'organisent autour de notre organisation. *Informations ouvrières* traduira au niveau politique le plus élevé toutes les conséquences de l'intervention de ces groupes et de ces militants dans la lutte des classes, lui donnant sa véritable dimension. *Informations ouvrières* sera également le centre récepteur de toutes les expériences d'intervention et d'organisation, et rediffusera ces expériences, en explicitant toute la signification politique, en faisant un moyen de progression de l'ensemble des militants rassemblés par *Informations ouvrières*.

*Informations ouvrières* ne pourra jouer ce rôle que si les trotskystes s'y expriment totalement comme trotskystes. Mais leur expression ne doit pas être académique, mais fonction de la nécessité de faire progresser le maximum d'éléments, en tenant compte de leur expérience, vers l'ensemble de notre programme.

Enfin, c'est ce qui est décisif, un journal du type d'*Informations ouvrières* n'a de sens que pour autant qu'il est un "organisateur". Il lui revient d'être l'organisateur, à l'échelle nationale, des militants rassemblés par nous, sous des formes diverses, à travers l'intervention dans la lutte des classes.

Qu'*Informations ouvrières* ne soit pas le journal de l'organisation trotskyste (c'est-à-dire de la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) ne signifie pas qu'il n'est pas un journal trotskyste. Il est un journal trotskyste dans la mesure où, contrôlé et animé par les trotskystes qui s'y expriment totalement, toutes ses prises de position, toute la stratégie qu'il définit découlent du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, du *Programme de transition*.

C'est sur cette base qu'*Informations ouvrières* lutte pour regrouper l'avant-

garde selon les formes d'organisation qui nous paraissent les plus adaptées, à cette étape, à l'assimilation de ce programme et à l'efficacité dans la lutte des classes. C'est dans cette mesure qu'*Informations ouvrières* sera aussi "un facteur d'organisation" de notre organisation.

Il ne s'agit pas d'imposer aux divers groupes de travailleurs rassemblés autour de nous une sorte de subordination administrative à *Informations ouvrières*. Ce qui est nécessaire, c'est qu'ils considèrent *Informations ouvrières* comme l'expression nationale de ce qu'ils entreprennent sur le plan local ou régional, comme leur

journal, comme celui où se mène en permanence la discussion autour de leurs expériences similaires pour la définition d'une stratégie révolutionnaire.

C'est bien entendu aux militants de l'organisation qu'il revient de convaincre ceux qui se sont associés à nous de la place d'*Informations ouvrières* et de proposer des solutions, adaptées à chaque cas, pour la liaison avec *Informations ouvrières*."

**Rapport d'orientation  
du XIV<sup>e</sup> Congrès, 1965**

## "Une arme pour le regroupement de l'avant-garde ouvrière"

De 1965 à 1968, les diffuseurs d'*Informations ouvrières* proposaient régulièrement à tous leurs contacts — leurs "liaisons", disent-ils alors — une petite brochure ronéotypée titrée : "*Une arme pour le regroupement de l'avant-garde ouvrière, pour œuvrer à la construction de l'avant-garde révolutionnaire.*"

Elle se présente d'une certaine manière comme un "mode d'emploi du journal", revient clairement sur la responsabilité et la place des militants de l'OCI dans sa diffusion et la méthode avec laquelle ils doivent rechercher l'association avec tous les travailleurs et les militants qui se reconnaissent dans le combat qu'*Informations ouvrières* veut impulser.

Elle définit "*les conditions de notre action*", les objectifs d'intervention, la lutte pour le front unique, le regroupement d'une force d'intervention, la progression sur le chemin de l'organisation révolutionnaire.

« Les militants éditant *Informations ouvrières* entendent créer dans le mouvement ouvrier une tribune libre de la lutte des classes. Cet objectif est en partie en

voie de réalisation, dans la mesure où tant le mensuel imprimé que son supplément hebdomadaire sont rédigés sur la base d'une correspondance envoyée par des militants de toutes tendances, qui apportent ainsi, par des informations et des analyses, leur importante contribution. Sous cet angle, *Informations ouvrières* est bien élaboré collectivement par le noyau de militants le rédigeant et par ses correspondants (...).

### **Tribune libre de la lutte des classes éditée par les trotskystes**

Ainsi défini son cadre, il nous faut préciser clairement que nous sommes des trotskystes partisans du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous considérons que l'expérience de la lutte de classes confirme les enseignements du marxisme révolutionnaire, en ce qui concerne la méthode, le but et les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre. Parmi ces moyens, le principal est pour nous d'œuvrer à la construction du parti révolutionnaire en France, au sein de l'Internationale à reconstruire : la IV<sup>e</sup> Internationale.

Cela est notre position de principe, sur laquelle nous combattons. Celle que nous

soumettons à la discussion de l'avant-garde.

Les funestes conséquences de la bureaucratisation du mouvement ouvrier sous ses formes réformiste et stalinienne démontrent que c'est uniquement par la libre confrontation des points de vue qu'une avant-garde révolutionnaire retrouvera cohésion et puissance. C'est uniquement en relation avec une intervention active et directe dans la lutte des classes que les ouvriers avancés, les jeunes feront leur propre expérience quant à la valeur des programmes (...).

### 1. La lutte pour le front unique

Le caractère de l'intervention des militants éditant *Informations ouvrières* est ainsi défini. Il nous faut, à présent, préciser plus concrètement les conditions de notre action.

Dans la situation présente, les appareils qui dominent le mouvement ouvrier se refusent à réaliser le front unique pour le "tous ensemble" (*lire ci-dessous dans le même texte — NDLR*). Ils manifestent ainsi leur dépendance avec le système de la bourgeoisie. Nous renvoyons aux informations et aux analyses publiées régulièrement par *Informations ouvrières* qui confirment ces constatations d'évidence. Les "directions" des grandes organisations facilitent les mesures anti-ouvrières du grand capital et de son Etat. C'est ainsi que les appareils ne peuvent contraindre les organisations, syndicales en particulier, qu'ils contrôlent, à maintenir des liens étroits avec la bourgeoisie qu'en émiettant et en divisant le front ouvrier (...).

### 2. Regrouper une force d'intervention

Tout militant révolutionnaire peut le constater :

— la masse des travailleurs ne comprend pas pourquoi les "dirigeants" les entraînent dans des combats sans issue ni résultats ;

— des syndiqués de base, des militants et cadres des organisations CGT, CGT-FO et FEN expriment, en nombre croissant, des réticences les plus manifestes à

l'égard de la tactique des mouvements tournants, qui épuisent le potentiel de combat des travailleurs ;

— franchissant une étape, certains de ces militants et cadres ouvriers, en nombre certes encore limité, commencent à s'organiser autour d'appels rédigés et financés par eux-mêmes, dans des groupes de travailleurs éditant tracts et bulletins payés par des collectes ouvrières (...).

La signification de ces initiatives, répétons-le, encore limitées, est néanmoins claire.

Une avant-garde militante consciente de l'enjeu des problèmes soulevés par le front unique pour le "tous ensemble" se regroupe pour, par son action indépendante, dans les organisations et dans la classe ouvrière, secouer la tutelle bourgeoise des appareils, qui devient de jour en jour de plus en plus insupportable.

*Informations ouvrières* veut et doit relier ces tentatives en vue d'étendre ce combat militant.

### 3. Avancer sur le chemin de l'organisation des révolutionnaires

Nos buts, nous, trotskystes, nous ne les cachons pas. Nous estimons positifs ces regroupements de travailleurs qui s'organisent sur le plan de classe, mais nous pensons que cela ne peut suffire. Nous avons participé à l'action engagée à partir de l'appel de Nantes pour le "tous ensemble", lancé par 135 travailleurs de toutes tendances de cette région. Nous avons lutté et luttons sur cette base pour que les groupes de travailleurs se multiplient.

Mais le front unique pour le "tous ensemble", aussi indispensable qu'en soit sa nécessité, ne peut couvrir toute l'étendue des problèmes soulevés par la lutte de classe internationale du prolétariat, dont la lutte de classe du prolétariat français est une section (...).

Les aspirations des travailleurs au "tous ensemble", la pression exercée par les militants et cadres CGT, CGT-FO et FEN pour que les directions abandonnent la néfaste tactique des grèves tournantes, des manifestations dispersées et échelonnées,

traduisent une volonté évidente d'engager de véritables actions contre le capital et son Etat. Il reste que, limités à ce niveau, il manque aux luttes et aux travailleurs qui s'organisent sur ce plan une dimension

essentielle : la perspective de la révolution socialiste. »

**Brochure de 1965 : Une arme : Informations ouvrières**

## Le journal et la centralisation de l'action des révolutionnaires

**Après 1968, l'OCI enregistre de réels progrès. La discussion n'en est que plus nécessaire sur nos hésitations et nos difficultés à avoir une activité centralisée sur la construction du parti révolutionnaire. Pierre Lambert rédige des "éléments pour des thèses" comme rapport politique du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI (1971) et le rapport présenté au XVIII<sup>e</sup> Congrès (1972). Il y revient sans cesse sur la question du centralisme démocratique, employant à plusieurs reprises cette formule : "Organisation et centralisation sont synonymes."**

« Il y a un lien étroit entre l'insuffisante maîtrise dans l'élaboration de la politique révolutionnaire et les difficultés que nous rencontrons pour réaliser la diffusion régulière et rentable de notre journal. Si, dans un tract, dans un journal d'entreprise, nos mots d'ordre apparaissent comme adaptés à la politique des appareils — "gauchir" les revendications du Programme commun (1) —, il est évident que nous ne pouvons nous donner à nous-mêmes les moyens d'assurer la diffusion régulière du journal d'une organisation luttant pour construire le parti révolutionnaire qui combat non pour "gauchir", mais pour détruire les appareils. C'est ce type d'erreur qui traduit la pression des appareils et des centristes réactionnaires qu'il nous faut surmonter, et, ainsi, nous cesserons de considérer la vente méthodique, élargie, d'*Informations ouvrières* comme relevant de la discipline. Il faut aller jusqu'à la racine politique du problème à resoudre.

En réduisant le centralisme démocratique à une seule de ses déterminations, la

discipline, nous en émasculons le contenu. Le centralisme démocratique est la substance du *Programme de transition*, dont l'organisation révolutionnaire est l'expression. Le centralisme démocratique donne le seul cadre qui assure le fonctionnement politique et l'accomplissement des tâches politiques. Comprendre que la dictature du prolétariat réalise la démocratie ouvrière relève de la même question méthodologique que celle d'assimiler que c'est de la "dictature du comité central" que dépend le fonctionnement de la démocratie ouvrière, qui n'a rien de commun avec le libéralisme dans l'organisation communiste. Le centralisme démocratique ne saurait être réduit à la "sanction" nécessitée par le non-accompagnement des tâches librement décidées. L'application des principes du centralisme démocratique intégrant le respect de la discipline permet avant toute chose à l'organisation communiste d'assurer l'élaboration de la ligne politique et des tâches qui en découlent, par la seule méthode possible, la démocratie ouvrière (...).

Cette responsabilité trouve sa traduction dans les problèmes soulevés par la diffusion d'*Informations ouvrières*.

Le journal révolutionnaire, c'est l'instrument de construction du parti révolutionnaire, qui, par la propagande et l'agitation centralisée, tend à permettre aux travailleurs de rejoindre un seul et même niveau. Nous avons montré tout au long de ce rapport comment, en dépit de la

(1) Le Programme commun de gouvernement avait été signé en 1973, sur la base de revendications préparant les échéances électorales ultérieures, entre le PCF, le PS et le parti bourgeois des radicaux de gauche — NDLR.



bourgeoisie et de la politique des appareils, la classe ouvrière présente entre toutes ses catégories un système de relations qui fait que tout ce qui est introduit dans une entreprise, une localité, atteint une autre entreprise, un immeuble ouvrier.

Ce que doit apporter le tract ou le bulletin d'entreprise ne peut représenter qu'une première et nécessaire généralisation au niveau de l'expérience particularisée. Seul le journal qui unit le général au particulier fournit la dimension globale de la lutte des classes, donne les réponses politiques complètes permettant d'unifier la conscience militante sur les perspectives révolutionnaires. Certes, ce n'est ni le tract, ni le *Informations ouvrières* d'entreprise, ni le journal qui crée l'opinion des masses que nous devons formuler. Mais une chose est certaine : lorsque les travailleurs, les militants, les jeunes font leur une idée, ils veulent la réaliser. Le journal est le moyen centralisé pour donner cette volonté de réaliser cette idée

toute simple : celle d'en finir avec le régime capitaliste et son Etat. Diffuser régulièrement *Informations ouvrières*, élargir la diffusion de notre journal à cette avant-garde des 10 000 travailleurs, militants et jeunes qui, sous une forme ou une autre, meetings, élections syndicales, manifestations, rassemblements, réunions d'entreprise, etc., représente la couche que nous mobilisons dans ce pays sur notre politique, c'est donner à de plus larges couches de l'avant-garde, et par leur intermédiaire, à de plus larges secteurs de la masse, les moyens d'assumer en eux la nécessité de la révolution. C'est nous assurer à nous-mêmes les moyens de centraliser notre activité et de réaliser dans le délai le plus rapide l'objectif que nous nous sommes fixé : passer du groupe à l'organisation communiste. »

**Rapport politique  
au XVIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, 1972**

## ***Informations ouvrières* devient l'organe du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), puis du Parti des travailleurs (PT)**

**Au milieu des années 1980, se constitue le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT). Aux côtés des militants trotskystes, alors regroupés au sein du PCI, des militants issus d'autres courants du mouvement ouvrier cherchent à jeter les bases de ce qui deviendra en 1991 le Parti des travailleurs.**

**Dans une résolution adoptée par la II<sup>e</sup> convention nationale du MPPT (mai 1985), Pierre Lambert propose qu'*Informations ouvrières* devienne l'organe du MPPT, comme il deviendra celui du Parti des travailleurs en 1991.**

« Au moment où nous décidons d'entreprendre ce qui, depuis bien longtemps, fait défaut dans le mouvement ouvrier français, à savoir un journal ouvrier de libre discussion, nous jugeons nécessaire d'adopter les dispositions suivantes afin de garantir effectivement *Informations ouvrières*, "tribune libre de la lutte des classes".

Le comité de rédaction doit être élargi afin qu'*Informations ouvrières* puisse rassembler les correspondances et les matériaux, les articles de tous les milieux de travailleurs, de tous les départements. Cela en faisant la plus large place à la dis-

cussion de toutes les questions politiques, en élargissant le cadre de l'action politique des sections du MPPT dans tous les secteurs, en répondant aux questions et aux besoins des travailleurs, afin de les inviter à participer librement et activement à l'élaboration d'une politique authentiquement ouvrière, et pour faire triompher le combat d'unité pour la démocratie.

Pour réaliser pleinement *Informations ouvrières*, "tribune libre de la lutte des classes", non seulement le comité de rédaction doit s'assurer le concours le plus large de rédacteurs et collaborateurs de la rédaction, mais élargir le réseau de diffusion, afin de garantir en toutes circonstances son indépendance financière. La II<sup>e</sup> convention nationale propose que soit constitué un large réseau de diffuseurs d'*Informations ouvrières*, "tribune libre de la lutte des classes".

La convention invite tous les adhérents à s'abonner, selon leurs possibilités, et décide de lancer une campagne d'abonnements d'été afin que tous les adhérents puissent disposer de leur journal pendant la période des congés.

Il s'agit maintenant de réaliser les solutions politiques aux durs problèmes qui

confrontent les travailleurs et jeunes au chômage, aux licenciements, aux attaques contre les droits et garanties arrachés par la lutte de classe, au démantèlement de l'hospitalisation publique et des régimes de Sécurité sociale et de retraite.

Il s'agit d'ouvrir à la jeunesse l'avenir, bouché par les mesures de démantèlement de l'enseignement public organisée à tous les niveaux par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman, puis par le gouvernement Mitterrand-Fabius (1), appliquant les plans du capital et de la droite.

La II<sup>e</sup> convention considère que la solution politique à tous ces problèmes, qui ne peut être qu'une solution d'unité, ne saurait être fournie que par l'activité organisée de tous les adhérents du Mouvement pour un parti des travailleurs, aidant les travailleurs par leur action à unifier leurs luttes pour qu'elles deviennent une lutte de classe de l'ensemble des travailleurs. »

#### **Résolution de la II<sup>e</sup> convention nationale pour un Parti des travailleurs, mai 1985**

(1) Les deux premiers gouvernements de l'Union de la gauche, 1981-1986.

## Le facteur subjectif : notre propre activité

**Dans la même période, Pierre Lambert trace un bilan de ce qui a été acquis jusque-là et comment *Informations ouvrières* va devenir l'organe du parti des travailleurs en construction (MPPT). Il le fait à la fois comme militant trotskyste du PCI et comme bâtisseur de ce parti où tous agissent "à égalité de droits", en particulier pour la rédaction et la diffusion du journal. Il revient sur toutes ces questions dans une section du rapport présenté au 33<sup>e</sup> Congrès de 1988 sur "Les problèmes politiques d'organisation".**

"Pour nous, militants du PCI qui construisons à égalité avec tous les autres adhérents le MPPT, nous considérons que la diffusion d'*Informations ouvrières* est le lien organisé entre les militants de toutes origines. La tâche est donc d'organiser le réseau des diffuseurs d'*Informations ouvrières* qui prennent en charge la collecte des timbres et qui, dans ce travail régulier, deviennent correspondants d'*Informations ouvrières* envoyant régulièrement à la rédaction textes, rapports ou réflexions que suggère leur activité. C'est-à-dire le compte rendu de leur activité en direction de tous ceux à qui nous propo-

sons *Informations ouvrières*. Car *Informations ouvrières* est l'organe centralisant le combat pour l'organisation d'un parti ouvrier indépendant luttant pour la démocratie contre les institutions réactionnaires de la V<sup>e</sup> République avec les militants de toutes origines sur la base des quatre points de la charte (1). C'est ce combat pour un parti ouvrier indépendant organisé en larges sections qui aidera les travailleurs et jeunes dans leur lutte de classe à renverser les institutions réactionnaires auxquelles sont assujettis les dirigeants PS et PCF, institutions à l'aide desquelles la bourgeoisie et les gouvernements attaquent les intérêts des travailleurs.

Le journal est donc le centre de l'élaboration politique, centralisant toutes les activités et initiatives. La nécessité de concentrer tout le parti sur l'activité du journal jouant son rôle d'organisateur collectif implique nécessairement une division du travail où chaque intervention politique, chaque activité particulière est un segment de la centralisation organisée par la concentration de toutes les activités sur le journal. C'est ainsi que le journal comme organisateur collectif est le fondement de toutes les interventions et activités particulières, tant par sa rédaction que

par sa diffusion. Car seul le journal, et donc l'élargissement de sa diffusion, peuvent donner à chaque militant le sentiment que son travail et ses interventions sont reliés à ceux de tous les militants du parti, qu'il est un anneau de la chaîne de l'intervention de tout le parti aidant les travailleurs et les jeunes à trouver eux-mêmes les voies de la lutte de classe qui en finira avec les institutions antidémocratiques de l'Etat bourgeois.

En ce sens, la diffusion du journal est l'expression même de l'étape de la construction du parti."

**Rapport au 33<sup>e</sup> Congrès du PCI,  
juin 1988, *La Vérité*, n° 602**

---

(1) Les quatre points de la charte constitutive du MPPT sont : a. reconnaissance de la lutte des classes ; b. laïcité de l'école et de l'Etat ; c. liquidation des institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République et établissement d'une véritable démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu ; d. indépendance réciproque entre les partis et les organisations syndicales.

# **Le front unique anti-impérialiste et la question nationale**



La conférence de Caracas (1987) : contre le paiement de la dette, pour la rupture avec le FMI, pour la défense de la souveraineté nationale des nations opprimées. Au centre de la tribune, Pierre Lambert.



# Présentation

Question d'une brûlante actualité si l'on considère le cours pris par la crise du système de la propriété privée, la "question nationale" pose toujours la nécessité du front unique anti-impérialiste pour l'émancipation des travailleurs.

Ce fut à maintes reprises une des principales préoccupations du camarade Pierre Lambert.

Au milieu des années 1970, les relations établies au sein du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale (CORQI, 1972) avaient permis l'aide à la construction au Pérou du Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) comme section du CORQI.

De telle sorte que lorsque les masses se soulevèrent contre la dictature militaire péruvienne, les trotskystes disposaient d'un instrument pour jouer un rôle de premier plan dans la crise.

Une large campagne démocratique internationale, dirigée par l'OCI de l'époque, l'Organisation communiste internationaliste de France, avait aidé au retour des leaders ouvriers des grèves de mai 1978 déportés par le régime militaire de Morales Bermudez (1).

De retour à la veille des élections constitutantes du 18 juin 1978 convoquées par le régime en crise, plusieurs d'entre eux furent élus députés constitutants.

Ces élections ont donné lieu à un vote massif pour le Front ouvrier, paysan, étudiant et populaire (FOCEP), dont le centre était formé par le POMR et ses députés élus.

C'était le résultat de l'action du POMR au cours des années précédentes, sur une ligne d'aide à la mobilisation des masses contre le régime militaire, en intervenant dans les grandes luttes des travailleurs pour la formation d'un front unique des organisations ouvrières anti-impérialistes.

Le CORQI considérait les événements du Pérou comme la matérialisation en Amérique latine du tournant de la situation mondiale marqué par la défaite de

l'impérialisme américain au Vietnam quelques années auparavant et par la mise à l'ordre du jour de la révolution prolétarienne en Europe (Portugal, 1974). Mais les problèmes tactiques et stratégiques posés au Pérou passaient par des questions à résoudre au sein du CORQI, en particulier sur la place des mots d'ordre démocratiques au cours de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes arriérés soumis à la domination impérialiste, comme ceux de l'Amérique latine.

Cette "*Motion rouge*" fut présentée le jour de l'instauration de la Constituante octroyée par un groupe de 10 députés et dirigeants.

La motion avait été pratiquement rédigée par Lambert, qui suivait la situation du Pérou, en discussion avec les camarades de la section péruvienne du CORQI.

Adaptée au terrain du Parlement — où la "Constituante" avait la tâche de rédiger un projet de Constitution alors que les militaires continuaient de gouverner par décrets — la motion, était une initiative totalement tournée vers le mouvement des masses, qui, après la grève générale, avait concentré sur l'élection à la Constituante l'aspiration d'en finir avec le gouvernement militaire, obstacle à la satisfaction des revendications populaires.

Elle le faisait en proposant que l'Assemblée constituante abroge les décrets militaires, contraires à la souveraineté populaire, qui limitaient les pouvoirs de l'Assemblée, et qu'en conséquence elle devait assumer tous les pouvoirs constitutants, législatifs et exécutifs.

Ainsi, la "*Motion rouge*" pouvait-elle être un point d'appui réel pour ouvrir la voie à la formation d'un gouvernement responsable devant une Constituante souveraine qui avance dans la réalisation du programme répondant aux exigences les plus immédiates des masses. Elle permet-

(1) Javier Diaz Canseco, Ricardo Letts, Hugo Blanco, Ricardo Napuri, Genaro Ledesma, Ricardo Diaz Chavez, Valentin Pacho, etc.

tait de lier le combat pour les revendications démocratiques et nationales à la perspective des soviets (conseils), en termes pratiques, aidant au surgissement de la première et de la seconde assemblée populaire de la région de Moquegua.

L'importance de cette assemblée populaire dépassait la dimension locale. Assemblée de délégués élus par les masses avec leurs organisations, la seconde assemblée populaire de Moquegua put adopter un *Manifeste aux organisations représentatives du peuple péruvien*, qui déclarait :

*“La seconde assemblée populaire de Moquegua s’adresse au FOCEP, à l’UDP, au PCP, au PSR-Aragon, à la CGTP, à la CCP (confédération paysanne du Pérou) et aux fédérations syndicales indépendantes, ainsi qu’aux organisations qui se revendiquent du peuple travailleur et de la nation opprimée, pour leur dire : il faut mettre un terme à cette situation, il faut sauver le peuple de la misère, il faut en finir avec la junte militaire. Vous qui représentez le peuple exploité, vous devez réaliser immédiatement l’unité anti-impérialiste de classe pour imposer notre volonté.*

*Vous devez convoquer immédiatement l’Assemblée populaire nationale des délégués élus dans chaque ville, village, mine et propriété rurale, pour accomplir le mandat souverain du peuple, pour contribuer à la réalisation de cet objectif. Une délégation de cette assemblée ira à Lima pour rencontrer toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes (...).”*

L’engagement du combat pour une Assemblée populaire nationale allait marquer toute la situation de la lutte de classes au Pérou, et encore aujourd’hui elle est reprise à chaque montée de la mobilisation des masses du pays lorsque se pose le problème de leur centralisation face au pouvoir.

Mais les avancées alors réalisées dans ce sens n’ont pas été suffisantes pour que le POMR se hisse à la hauteur de la tâche à laquelle il était appelé, au moment où se concentraient sur lui toutes les pressions de la contre-révolution, mettant l’accent sur les faiblesses et les difficultés qui existaient déjà. Nous étions dans une situation où l’état de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale n’avait pas encore pu rétablir les conditions du plein exercice du

centralisme démocratique à l’échelle internationale.

De fait, le “*caractère de la politique du parti prolétarien*” dont parlait le programme a pesé négativement dans la situation. Le POMR n’a pas été capable de centraliser son activité dans la bataille résolue pour la convocation toujours repoussée de l’Assemblée populaire nationale. S’adaptant ainsi au calendrier institutionnel, le parti a laissé passer la situation favorable ouverte (et est ensuite entré en crise).

Mais cette expérience, patrimoine du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale, n’a pas manqué d’être intégrée par les sections du continent dans leur activité, à commencer par la section péruvienne, comme un maillon dans l’élaboration d’une politique qui, sur une ligne de front unique anti-impérialiste, a été capable de répondre à la nécessité de construire des partis ouvriers pour répondre à la crise de l’humanité, crise de direction.

---

## LA CONFÉRENCE DE CARACAS

---

Ainsi, quelques années plus tard, en 1987, le Parti des travailleurs du Pérou, qui rassemblait une bonne partie du noyau de direction de l’ancien POMR, a signé la convocation à la conférence de Caracas “*Contre la politique du FMI et de la CEE*” (Communauté économique européenne, prédécesseur de l’Union européenne) avec le MIR, le Mouvement de la gauche révolutionnaire du Venezuela, et le PCI, Parti communiste internationaliste, successeur de l’OCI française.

Pierre Lambert a occupé, y compris par sa présence physique, une place centrale à ce moment-là.

De quoi s’agissait-il ?

Plus de 200 délégués de 27 pays d’Amérique latine, des Caraïbes, d’Afrique et d’Europe étaient présents à cette conférence indépendante, un événement à l’époque.

Le succès de la conférence est illustré par les différentes résolutions adoptées — résolutions générale, européenne, Nicaragua et la paix en Amérique centrale, jeunesse, Afrique, paysanne, libérés démocratiques, dernières colonies françaises —

débouchant sur des initiatives d'internationalisme pratique.

Malgré les deux pôles de fait de la conférence — la IV<sup>e</sup> Internationale, d'un côté, et les Cubains, de l'autre, au milieu d'un ensemble bien plus large et nuancé —, les travaux se sont déroulés normalement, mettant en avant le débat politique, sans ultimatums, débat où les trotskystes ont pu s'exprimer entièrement, plusieurs d'entre eux mandatés par des comités ou regroupements de leurs pays.

---

## LA SITUATION MONDIALE

---

A la demande des camarades péruviens, Pierre Lambert préfaçait en 1989 une édition du *Programme de transition* publiée au Pérou. Il y intégrait l'expérience du combat pour la IV<sup>e</sup> Internationale dans la région à la situation mondiale qui émergeait de la crise finale du stalinisme — l'année de la chute du Mur de Berlin — dans le cadre de l'avancée de la décomposition du système de la propriété privée, avec tout ce que cela signifiait pour les pays capitalistes arriérés soumis à l'emprise brutale du FMI.

C'était l'approfondissement de la crise des nations étouffées par le poids de la dette externe dans un moment où, sous la direction ouvertement restaurationniste de Gorbatchev, Moscou demandait son adhésion au FMI. Et où sa diplomatie, plus que jamais, agissait main dans la main avec l'impérialisme. Une nouvelle situation internationale se dessinait, extrêmement difficile pour les travailleurs à l'échelle internationale.

Les problèmes du front unique anti-impérialiste des masses pour défendre la nation attaquée par l'impérialisme décadent se concentrent sur le facteur subjectif, c'est-à-dire la question du parti nécessaire pour impulser le front unique dans la situation politique qui s'ouvrait (situation que la IV<sup>e</sup> Internationale va caractériser "*d'extrême défensive de la classe ouvrière*", combinant la contre-révolution avec l'émergence de la révolution). Cette réflexion a amené à la tenue, peu après (janvier 1991), de la Conférence mondiale ouverte de Barcelone (Espagne) sous le

drapeau de la lutte pour l'Internationale ouvrière, question abordée dans un autre article de ce numéro de *La Vérité*.

---

## COMMENT SE POSE LA QUESTION DU FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE ?

---

Dix ans après, en 1999, lors du Quatrième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, Pierre Lambert a eu l'occasion de reprendre et d'approfondir la "question nationale" dans la situation nouvelle postérieure à la fin de l'Union soviétique, sous l'empire complet maintenant de la spéculation financière qui va dominer et qui s'est appelée "mondialisation". En réalité, une offensive en règle de l'impérialisme en crise, qui, pour survivre, doit détruire les droits et les garanties, tout comme les organisations qui constituent la classe ouvrière en tant que telle, allant à cette fin jusqu'à la remise en question générale du cadre des nations où ces droits ont été inscrits.

Lambert a dirigé la commission du congrès sur la question nationale. La résolution de la commission, discutée ensuite et amendée en assemblée plénière du congrès, part de Lénine — "*Toute question théorique doit être liée à ses racines, qui pénètrent dans les faits économiques, comme généralisation des formes d'opposition des classes qui règnent à l'époque de l'impérialisme*" — pour répondre à quelques questions "nouvelles" : n'y avait-il pas finalement un développement de la classe ouvrière avec la pénétration des multinationales dans plusieurs pays, comme en Extrême-Orient ? Jusqu'à quel point la nouvelle situation de la "mondialisation", avec la subordination totale des bourgeoisies locales à l'impérialisme, ne relativise-t-elle pas la question nationale du programme ?

A nouveau, avec Lénine, on définit dans ces termes la question nationale de la période du capitalisme ascendant :

*"Une nation capitaliste ne pourrait exister sans le marché extérieur. Lorsque la production bourgeoise atteint un haut degré de développement, elle ne peut se maintenir dans le cadre d'un Etat national (marché interne). La concurrence oblige les capitalistes à élargir de plus*

*en plus la production et à chercher les marchés extérieurs (marché mondial)."*

C'est là que Pierre Lambert analyse dans la situation actuelle de putréfaction du capitalisme le phénomène apparemment contradictoire de constitution du prolétariat dans des pays arriérés ou dépendants. Mais cela se fait, rappelons-le, dans une situation extrêmement décomposée où ce sont toutes les conquêtes de la civilisation, en particulier les nations comme conquêtes historiques, qui sont remises en cause !

Donc, au lieu de disparaître, c'est avec une force renouvelée que la question nationale revient. Elle est incontournable dans les pays arriérés.

---

## VENEZUELA HIER ET AUJOURD'HUI

---

Cette ligne générale a suscité une réponse pour la situation du Venezuela discutée par la commission sur la question nationale du Quatrième Congrès à la veille de l'élection pour la Constituante, alors appelée par le président Chavez récemment élu.

En reprenant la réalisation du front unique anti-impérialiste sur des objectifs spécifiques, soit avec des secteurs politiques de la bourgeoisie nationale (malgré sa profonde faiblesse), soit avec la petite bourgeoisie — des secteurs de la haute bureaucratie de l'Etat, militaires et couches moyennes —, et en mettant en avant des objectifs politiques "*contre les privatisations, pour la renationalisation des entreprises privatisées, pour la défense de la force du travail au travers des conquêtes et garanties sociales, pour la démocratie (Constituante)*", il débouchait sur des conclusions pratiques et concrètes pour les militants.

La décision de soutenir tous les pas de rupture du gouvernement Chavez a été fondamentale.

Elle conserve aujourd'hui toute son actualité, à l'heure où la révolution véné-

zuélienne fait face aux menaces impérialistes d'intervention directe.

---

## DÉFENSE CONTRE LES MENACES D'AGRESSION EXTÉRIEURE

---

Une nouvelle fois, lors du congrès mondial de 2006, Pierre Lambert a participé à une importante discussion de clarification des tâches pour la lutte de classes au Venezuela. C'est là une question vitale pour tout le continent, parce que, derrière le Venezuela, il y a la révolution en Bolivie, menacée d'éclatement par l'oligarchie locale au service de l'impérialisme américain, qui essaie ainsi de freiner l'élan des masses.

Tout comme en Equateur, où une Constituante s'est installée en face des exigences nationales et sociales des masses en mouvement, et au Brésil même, où la bataille pour la souveraineté, pour la renationalisation du Vale do Rio Doce est entravée par le gouvernement Lula en contradiction avec le mandat qu'il a reçu en 2006.

Pour résumer la discussion la plus récente au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale, avec la participation du camarade Lambert, la conclusion qui s'impose est que la responsabilité de la IV<sup>e</sup> Internationale passe par le fait d'offrir une aide au mouvement révolutionnaire des masses sur le continent pour la souveraineté contre l'impérialisme. Ce qui constitue la meilleure aide à la révolution vénézuélienne.

En termes pratiques, aujourd'hui, cette aide s'exprime dans notre engagement pour la convocation de la II<sup>e</sup> Rencontre continentale "*contre les traités de libre commerce (TLC), pour la souveraineté et pour les renationalisations*", le 4 avril 2008 à Mexico.

**Markus Sokol**

## Textes de Pierre Lambert

### La "Motion rouge"

#### "Motion rouge"

"Considérant :

*Qu'aujourd'hui est mise en place l'Assemblée constituante élue par mandat du peuple, seul dépositaire de la souveraineté.*

*Que le mandat souverain du peuple exige que l'Assemblée s'attaque au problème de la libération du joug impérialiste et qu'elle réalise les tâches démocratiques et sociales non accomplies.*

*Le fonctionnement de l'Assemblée constituante, qui a pour fondement le mandat du peuple, est incompatible avec l'existence du gouvernement militaire, qui n'a pas la même origine.*

*Proposent que l'Assemblée constituante déclare que le gouvernement des forces armées est incompatible avec le fonctionnement souverain de l'Assemblée, et qu'il faut mettre un terme à ce gouvernement de fait.*

*L'Assemblée constituante assume tous les pouvoirs législatifs et exécutifs de la*

*nation pour mettre en œuvre un plan d'urgence fondé essentiellement sur :*

– *le plein exercice des libertés démocratiques ;*

– *la réintégration des travailleurs licenciés ;*

– *des mesures d'urgence pour résoudre la crise économique, axées sur le non-paiement de la dette externe ;*

– *l'augmentation générale des salaires ;*

– *la restitution des terres aux paysans.*

*Motion présentée par dix députés dont les noms suivent : Genaro Ledesma, président du FOCEP ; Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs et métallos, tête de liste de l'UDP ; Hugo Blanco, PST-FOCEP ; Ricardo Napuri, POMR-FOCEP ; Hernan Cuentas, POMR-FOCEP ; Magda Benavides, POMR-FOCEP ; Enrique Fernandez, PST-FOCEP ; Antonio Aragon, PSR ; Juan Cornejo Gómez, FOCEP ; Mateu Moya, FOCEP."*

## Extraits de la préface de l'édition péruvienne du Programme de transition de 1989

*"La question du paiement de la dette est une question de survie, elle est au centre des problèmes de tous les pays dépendants",*

écrivait Lambert dans la préface.

*« Il est coutumier de rendre obscure la question du paiement de la dette avec des déclarations du type "évidemment, les peuples ne peuvent payer la dette", mais en même temps, "il faut subordonner*

*cette revendication aux aménagements de refinancement de la dette, des moratoires". Mais existe-t-il des aménagements différents de ceux exigés par le FMI, la Banque mondiale et les banques étrangères ? Le moratoire serait-il une solution ? Le moratoire n'est qu'une suspension provisoire de l'obligation de paiement, il implique donc le paiement de la dette. »*



Et il poursuivait :

« Sur cette question du paiement de la dette, il est possible de définir rapidement et sans risque de se tromper qui est du côté du peuple, et qui est avec l'impérialisme, les grands propriétaires terriens, la bourgeoisie compradore. Les gouvernements d'Andrés Pérez au Venezuela, Sarney au Brésil, Alfonsín en Argentine et Alan García au Pérou, qui acceptent le paiement de la dette, sont au pouvoir des agents serviles de l'impérialisme ; et au lieu de combattre pour la libération de leurs peuples, contre l'ingérence du capital financier, ces gouvernements pratiquent une politique qui enfonce leurs pays dans la ruine et la décadence (...). Et c'est aussi sur la question de la dette que l'on peut voir si un parti est effectivement anti-impérialiste, au service du peuple. Non pas en paroles. Dans les faits. Un parti qui se considère vraiment anti-impérialiste doit expliquer avec une insistance particulière qu'il combat sans concessions les gouvernements qui subordonnent leur politique à l'impérialisme pour les substituer au pouvoir par des partis qui font du rejet de la dette le point central de leur programme. C'est là la voie de la constitution d'un gouvernement et d'un Etat pleinement démocratiques qui démontre par le rejet du paiement de la dette sa disposition à combattre réellement pour rejeter du pouvoir les classes dominantes compradores du capital financier (...).

Contre la révolution nicaraguayenne, la pression s'exerce encore plus directement, le Kremlin participe activement du blocus économique et militaire féroce organisé par Washington, avec les mesures qu'il a adoptées pour diminuer le crédit et l'envoi d'armes.

Pour résister à l'impérialisme américain, Cuba a appelé la bureaucratie du Kremlin. C'est pourquoi le castrisme a été amené à subordonner les mouvements révolutionnaires des peuples d'Amérique latine au souhait du maintien du statut quo. Voilà quelques années, en juillet 1985, une Conférence de La Havane s'est prononcée pour l'annulation de la dette externe et pour le moratoire ! Pendant quelques années, on a pu penser que c'était là une politique habile ayant pour objectif immédiat la préservation de la révolution cubaine. Mais à Cuba aussi, la diminution massive de l'aide économique de Kremlin prouve que cette politique va s'avérer fatale pour la révolution cubaine. Dans son récent voyage à La Havane, Gorbatchev, en annonçant

ces restrictions, indiquait en fait qu'était arrivé le moment où la défense des intérêts de la caste privilégiée du Kremlin était incompatible avec les conquêtes arrachées à l'impérialisme par la révolution cubaine (...). Il n'est pas un seul continent où Gorbatchev n'offre ses services à l'impérialisme (...). Le programme "réformiste" de Gorbatchev consiste en une tentative de subordonner l'économie soviétique au FMI, ouvrant ainsi la voie au rétablissement de la propriété privée. »

Dans cette situation, Lambert déduisait déjà que,

« dans les processus révolutionnaires en cours et qui concernent toute une étape historique, il est inévitable que s'entrecroisent les expressions sociales, institutionnelles, politiques des classes qui sont en lutte : les Eglises de toutes confessions, les appareils sociaux-démocrates, les nationalistes bourgeois et petit-bourgeois, les groupes et tendances diverses, indépendants ou liés à divers niveaux aux appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier et aux organisations nationalistes (...).

Il est inévitable que tous ces facteurs fassent pression sur la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections. Notre tâche est d'apprendre à différencier, à partir des intérêts des masses, donc avec l'aide des principes du programme, ce qui, dans cette marée, constitue une première et confuse expression de la marche vers la révolution et ce qui est l'expression des intérêts étrangers aux intérêts des masses travailleuses (...). Toute l'expérience dans la lutte de classes démontre qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale sont indispensables par le fait que le résultat final de la lutte de classes n'est pas d'obtenir un simple changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée dans l'abîme par l'impérialisme (...).

Et il n'y a rien de contradictoire dans le fait de constater la complexité du processus révolutionnaire et de conclure que pour les révolutionnaires, les choses sont simples.

Les choses sont simples : partir de ce qui est, et, pour le comprendre, partir du programme. La victoire de la révolution mondiale est en retard, cela a entraîné des souffrances et des échecs ; mais les échecs dans la voie de la révolution, organisés conjointement par les trahisons social-démocrates et stalinienne, rehaussent en particulier la puissance du

*mouvement révolutionnaire des masses, la réceptivité des travailleurs et de la jeunesse aux idéaux politiques, aux principes énoncés dans le Programme de transition.”*

Publié dans le numéro spécial,  
n° 604, de *La Vérité, Le Programme  
de transition*, juin 1989

# La question nationale dans la situation d'extrême décomposition de l'impérialisme

*« Devrions-nous considérer comme un facteur “progressiste” les relocalisations industrielles en Corée du Sud ou en Thaïlande, sans parler de la Chine ? »*

Le raisonnement est clair :

*“Si effectivement cela a mené à la constitution d'un prolétariat, il faut tenir compte du fait que le capitalisme, y compris dans sa phase de putréfaction, reste le capitalisme. Le système décomposé de la propriété privée reste la base de l'extraction de la plus-value — même si elle doit chaque fois plus se réaliser dans le marché mondial. C'est là une caractéristique de l'impérialisme, stade suprême, final, du capitalisme, dont le caractère pourri s'accroît depuis 1914.”*

En réalité,

*“à l'époque de l'impérialisme, phase suprême du capitalisme, les forces productives sont étouffées dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et des Etats, les marchandises produites ne peuvent être distribuées dans un marché mondial qui a atteint ses limites”. “La question nationale (“une nation capitaliste ne pourrait exister sans le marché extérieur”) ne pourrait se poser en termes identiques à la période du capitalisme ascendant.” “On ne peut, cependant, faire abstraction du fait que toute une série de conquêtes des pays coloniaux et semi-coloniaux (indépendance politique, etc.) ont été arrachées par la lutte révolutionnaire des peuples colonisés, comme produit de la crise révolutionnaire ouverte par la Seconde Guerre impérialiste.”*

Cependant, il reste que

*“libérer les forces productives du carcan du système pourri de la propriété privée est donc la première condition de la solution de la question nationale”.*

Dans quelles conditions ? Voilà près d'un siècle, juste après la révolution russe de 1905, *“Trotsky conclut que l'accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat”*, et il poursuit, quelques décennies plus tard :

*« Après avoir dirigé la lutte pour l'indépendance nationale à divers niveaux, les bourgeoisies “nationales”, directement ou-et avec l'aide des partis petit-bourgeois nationalistes, des appareils bureaucratiques nationaux et de l'Internationale socialiste, sont directement transformées en défenseurs de l'impérialisme pourri, de l'impérialisme des Etats-Unis, liquidant les conquêtes — y compris limitées — du combat révolutionnaire des peuples, avec l'indépendance politique (Afrique, Mexique, Pérou, Inde, etc.). »*

Jusqu'à en arriver à la situation de la fin du XX<sup>e</sup> siècle :

*« Aujourd'hui, le capitalisme pourri, avec la globalisation-destruction qui alimente l'économie spéculative, détruit “la grande production, les usines, les chemins de fer, la poste, les télécommunications”. »*

Pourquoi ?

*“L'Etat est toujours l'instrument de domination de classe.”*

Mais

*« le capitalisme ascendant “a créé la grande production, les usines, les voies ferrées, la poste, le télégraphe” (Lénine). Sur cette base, l'immense majorité des “fonctions progressistes du vieux pouvoir de l'Etat bourgeois” peuvent être exercées par les conseils ouvriers. Et c'est ainsi que le capitalisme ascendant a créé les mécanismes de la gestion sociale de toute l'économie nationale et de sa réorganisation. »*

Mais, désormais, dans la phase décadente,

« c'est précisément dans le cadre de la spéculation-globalisation que l'Etat de la classe dominante privatise les services publics, les transports, les chemins de fer, la poste..., c'est à dire "les fonctions progressistes", détruisant ainsi, avec les bases de l'économie productive (grande production, "usines"), "les mécanismes de la gestion sociale de l'économie nationale" ».

Aujourd'hui,

« le profit aveugle, alimenté par la spéculation-privatisation, la déréglementation, attaque le coût du travail, contre la force du travail humaine qui est la principale force productive, attaque les salaires et toutes ses composantes (législation du travail, Codes du travail), avec lesquels le travailleur rénove sa force de travail, attaque la racine même de la force vitale de la nation. Le même profit spéculatif détruit toutes les fonctions progressistes des Etats, ne leur laissant que la force, "l'Etat policier" dans sa totale brutalité. Et ce processus mène à la constitution de bandes mafieuses, dont l'action se combinera avec les "polices" et les troupes mercenaires (...).

Dans une situation mondiale en décadence absolue du système en voie de pourrissement de la propriété privée, la question nationale dans les pays opprimés est marquée par des processus qui relèvent de la lutte anti-impérialiste, du combat pour la souveraineté nationale sur la base des principes de la révolution permanente. Et ce dans une situation chaque fois plus dégradée, une situation de barbarie croissante.

*L'hégémonie absolue de l'impérialisme des Etats-Unis mène à la désagrégation des vieilles nations d'Europe qui, cependant, continuent d'être "impérialistes".*

*Dans les nations qui n'ont pu se libérer de l'oppression impérialiste, il s'agit toujours de la conquête de l'indépendance nationale, c'est-à-dire la libération de la nation des chaînes de l'impérialisme oppresseur (...).*

*Sous cet angle, le combat du prolétariat des pays opprimés est lié à la lutte pour la souveraineté nationale, libérant la nation de l'oppression impérialiste. C'est pourquoi le combat du prolétariat peut réaliser, conjointement avec ses objectifs spécifiques, le front unique anti-impérialiste avec quelques secteurs politiques de la bourgeoisie nationale, sans aucune illusion et en conservant notre indépendance, ce qui veut dire en construisant la section de la IV<sup>e</sup> Internationale.*

*Dans les pays qui ont réalisé leur révolution bourgeoise (démocratique), le combat pour la défense de la nation met en première ligne le combat prolétarien pour la souveraineté populaire, pour la démocratie, sans aucune alliance avec les partis de la bourgeoisie, car ils représentent les intérêts de leur propre impérialisme. »*

**Extraits de la résolution rédigée par Pierre Lambert au Quatrième Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1999**

*La Vérité*, n° 24, mai 1999

## Pour la défense de la révolution vénézuélienne

« Sans aucune illusion, il est correct de donner notre soutien aux pas en avant que pourrait inclure le programme de Chavez, en maintenant notre indépendance, c'est-à-dire en construisant la section de la IV<sup>e</sup> Internationale au Venezuela. »

**Extrait de la résolution déjà citée de 1999**

« La construction d'une section vénézuélienne de la IV<sup>e</sup> Internationale ne peut passer que par l'application d'une orientation indépendante basée sur le front unique inconditionnel avec Chavez contre l'impérialisme,

combinée au développement infatigable d'une propagande et d'une agitation indépendantes en faveur de la rupture avec le Mercosur et l'impérialisme, en faveur de l'indépendance de l'UNT, de la réforme agraire et de la nationalisation (étatisation) des usines. Ce qui peut nous mener, dans telle ou telle circonstance, à un front unique face à l'impérialisme avec tel ou tel secteur chaviste, mais non pas à nous y intégrer. »

**Extrait de la résolution du conseil général de 2006**

# **La question de la jeunesse**



Printemps 2003 : mobilisés par millions, dans les grèves et manifestations, entraînant avec eux les salariés, leurs organisations, les enseignants et les parents, jeunes étudiants et lycéens contraignent le gouvernement français à retirer son projet de “contrat première embauche” (CPE), qui condamnait la jeunesse à la précarité.



# Présentation

Il est un domaine moins connu de l'activité du dirigeant trotskyste Pierre Lambert, c'est celui de l'aide consacrée tout au long de sa vie politique à l'organisation de la jeunesse. Cette préoccupation constante n'était pour lui, et n'est pas pour les militants trotskystes, une question marginale, même si les circonstances politiques variables, les forces disponibles ont donné à cette intervention des formes différentes suivant les époques concernées. Fermement convaincu du caractère capital de donner toute leur place *"aux femmes travailleuses et à la jeunesse"*, comme l'indique le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, l'âge du camarade Lambert n'avait en rien entamé l'importance qu'il accordait à la lutte pour aider la jeune génération à inscrire son combat sous la bannière de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Profondément révolté par la situation que le système capitaliste décomposé réserve à la jeunesse, il a toujours eu le souci d'être à l'écoute des aspirations, des préoccupations des jeunes, estimant d'ailleurs que, collectivement, nous n'accordions pas toujours une suffisante et continue attention à cette question. Partisan résolu du droit des jeunes à disposer d'organisations révolutionnaires indépendantes organisationnellement, il mettait l'accent à chaque occasion sur l'indispensable dimension internationale à donner au combat pour construire de telles organisations.

Cette contribution n'a pas l'ambition de retracer toutes les interventions, discussions auxquelles Pierre Lambert a participé directement. Son objet est de tenter de mettre en lumière quelques-unes d'entre elles, qui, à notre avis, montrent non seulement l'intérêt constant qu'il portait à la défense de la jeunesse, mais comment cette intervention a eu bien souvent un rôle déterminant dans la définition des moyens à mettre en œuvre pour aider les jeunes à combattre et a permis de gagner à la IV<sup>e</sup> Internationale quelques-uns de ses éléments les plus combatifs.

---

## VOYAGE AU BRÉSIL

---

En 1998, Pierre Lambert participe au congrès de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale. A cette occasion, il prend part à une réunion de jeunes Noirs organisés dans les favelas de Rio de Janeiro. Au cours de cette réunion, il est amené à discuter avec un jeune lycéen noir, Anderson Luiz Souza Santos, qui s'interrogeait :

*"Je ne comprends pas. Pourquoi nous, les Noirs du Brésil, des Etats-Unis, d'Afrique, après avoir subi l'esclavage, les déplacements massifs, la colonisation, pourquoi sommes-nous encore aujourd'hui dans cette situation ? Serions-nous frappés de malédiction parce que nous sommes Noirs ?"*

La discussion s'était alors développée. Elle devait aboutir à la proposition de convoquer une Conférence mondiale de jeunes pour la révolution (CMJR). Celle-ci s'est effectivement tenue à Sao Paulo en 2000. Cette perspective avait été débattue dans la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui préparait alors son XX<sup>e</sup> Congrès.

Partant en effet du constat accablant établi par les jeunes eux-mêmes montrant que *"l'augmentation de l'exploitation du travail infantile, du travail précaire, la destruction de la jeunesse par la drogue, les attaques contre l'éducation publique témoignent de l'aggravation de l'effroyable situation que connaît la jeunesse dans le monde entier"*, situation dans laquelle *"au Brésil, acculés par les conséquences de la crise mondiale, où le train de mesures budgétaires du gouvernement-FMI approfondit le chômage (qui frappe deux jeunes sur trois), la destruction de l'éducation publique, l'économie de la drogue, les jeunes sont confrontés à la défense de leur propre vie"*, le congrès a fixé comme tâche première à réaliser par les jeunes trotskystes eux-mêmes bien sûr, en premier lieu, et par toute la section, de

*« regrouper la jeunesse dans une organisation internationale indépendante et*

autonome. Autonomie qui relève directement de la démocratie, du droit des jeunes à se diriger eux-mêmes. Le rôle de la IV<sup>e</sup> Internationale étant d'aider les jeunes à trouver les moyens de se constituer dans un cadre large et souple de lutte pour la révolution, capable de permettre à la jeunesse de diriger elle-même son organisation.

*En cherchant toujours à appuyer l'aspiration concrète des jeunes à la lutte (revendications, révolte contre les drogues, contre le racisme, la corruption, etc.) sans a priori, comme l'ont fait nos camarades à Rio où un groupe de jeunes Noirs — "Nègres, c'est pour lutter" — auquel participe un jeune trotskyste impulse la participation de dizaines de jeunes pour le Tribunal Afrique, ouvrant d'immenses possibilités pour une large délégation de jeunes à la conférence de l'an 2000. »*

De cette réunion dans les favelas de Rio, Pierre Lambert s'est souvenu du moindre détail de la discussion, de ses enjeux. Lorsque notre camarade Anderson fut assassiné en avril 2006, le camarade Lambert rédigea le communiqué qui suit :

*"Epoque combien tragique que celle qui voit un militant, notre camarade Anderson Luiz Souza Santos, être assassiné par un groupe de tueurs à la solde d'un système politique qui n'a qu'une fonction, celle de maintenir par tous les moyens la surexploitation, celle d'assassiner les paysans sans terre, celles et ceux qui, parce qu'ils aspirent à vivre librement de leur travail, doivent tomber sous les balles des tueurs à gages des grands propriétaires fonciers.*

*J'ai rencontré Luiz Souza Santos en 1998, alors qu'il était lycéen. Invité par lui, j'ai participé à une réunion de jeunes Noirs qu'il avait organisée dans les favelas de Rio de Janeiro, où ils vivaient dans les conditions les plus misérables. Nous avons débattu de la question noire, et je me souviens combien ces garçons et ces filles, non seulement cherchaient à comprendre les raisons qui font de la population noire la couche la plus déshéritée de la population brésilienne exploitée et opprimée, mais à discuter des propositions politiques des militants du courant O Trabalho, section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, qui préparait la conférence mondiale de la jeunesse — celle-ci a eu lieu en 2000, au Brésil, et a constitué l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.*

*Il est toujours difficile de rédiger ce qu'il est convenu d'appeler un éloge*

*funèbre. Le camarade Luiz Santos a été assassiné par des tueurs à la solde des exploités les plus féroces. Ce qu'ils visaient, c'est sans aucun doute le président d'un syndicat affilié à la CUT (centrale syndicale brésilienne).*

*Un militant pour l'émancipation des exploités est mort. Que les ennemis de la IV<sup>e</sup> Internationale, les ennemis des peuples opprimés, ne se hâtent pas pour autant de triompher.*

*Pierre Lambert, Paris, le 13 avril 2006."*

Au moment où ces lignes sont écrites, le combat pour que la vérité soit faite sur l'assassinat d'Anderson, pour le châtement des coupables, à quelque niveau qu'ils se trouvent, se poursuit.

Tirant les leçons de la manifestation du 27 octobre 1960 contre la guerre d'Algérie et sur les problèmes des sursis militaires, le camarade Lambert est à l'initiative de la discussion dans l'organisation qui conduit à la constitution du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) dans les mois qui suivent. La plate-forme de constitution du CLER, dont nous publions un extrait, manifeste la détermination des militants trotskystes, et de Pierre Lambert en particulier, d'aider à grouper les étudiants dans et par le combat révolutionnaire, en inscrivant leur action dans la lutte de classe.

A partir de là, le CLER mènera un combat acharné pour regrouper les étudiants dans la perspective de luttes révolutionnaires contre le gouvernement et l'Etat, en accordant une place particulière à la défense et à la préservation de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Ainsi, par exemple, dans un bulletin du CLER daté de 1964, est reproduit un de ses tracts dans lequel on peut lire notamment :

*« Devant la réforme Fouchet, la direction de l'UNEF ne peut plus se contenter de faire des "expériences pédagogiques". Il nous faut imposer une plate-forme revendicative de défense des conditions de vie et de travail des étudiants (...). L'UNEF ne doit pas siéger plus longtemps dans les organismes gaullistes (...) dont le rôle est d'appliquer la désastreuse réforme Fouchet ! Etudiants, rejoignez en masse votre organisation syndicale, l'UNEF ! Exigez de sa direction qu'elle organise efficace-*

*ment la résistance à l'offensive du gouvernement, qui, en même temps qu'il frappe les étudiants et démantèle l'Université, préparer dans les usines les licenciements et le blocage des salaires. La défense des intérêts des étudiants passe par la lutte aux côtés de tous les travailleurs. L'UNEF doit, dès maintenant, proposer aux organisations syndicales ouvrières la lutte tous ensemble. »*

Au centre de cette action, le combat pour l'indépendance de classe des organisations et l'action pour l'unité. Cette orientation, fondée sur l'aide à la mobilisation de la jeunesse, considérée comme partie intégrante du combat pour la réalisation du front unique ouvrier, sera conduite avec opiniâtreté, enregistrant des succès importants jusqu'à la grève générale de dix millions de travailleurs en mai-juin 1968.

Dans le même numéro de ce bulletin du CLER, il est annoncé la tenue d'un cercle d'études marxistes (CEM) sur le thème *"Communisme et bureaucratie — que signifie le limogeage de Khrouchtchev ?"*, débat introduit par Pierre Lambert, rédacteur d'*Informations ouvrières*. A chaque étape, ce dernier liait de manière constante le combat pratique pour aider à la mobilisation à celui du combat pour la défense du marxisme et au recrutement à la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il ne serait pas exact de dire que Pierre Lambert "dirigeait" le travail étudiant ou le travail jeune. En revanche, il est parfaitement conforme aux faits de dire qu'il apportait aux jeunes dirigeants trotskystes, par un dialogue renouvelé, une attention soutenue, une aide politique directe et de premier plan, qu'il s'agisse de la participation à l'élaboration de l'orientation à mettre en œuvre — s'appuyant en particulier sur son expérience irremplaçable dans le combat qu'il avait mené contre le centrisme réactionnaire qui avait disloqué la IV<sup>e</sup> Internationale dans la décennie précédente — ou bien encore de son expérience de militant syndical ouvrier. Autant d'atouts précieux pour les jeunes militants révolutionnaires qui agissaient à l'Université et combattaient activement au sein de l'UNEF.

Sous cet angle, la constitution, les 27 et 28 avril 1968, soit quinze jours avant le déclenchement de la grève générale, de la

Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) — dissoute par le gouvernement, avec douze organisations, dont l'OCI, quelques semaines plus tard — a joué un rôle très important dans la préparation et au cours de la grève générale elle-même. Avec la rédaction de leur manifeste, les étudiants constituant la FER adoptaient plusieurs résolutions (internationale, etc.), dont une intitulée *"Pour la défense de l'UNEF"*. Dans cette résolution prémonitoire, comme nous le verrons un peu plus loin, on peut lire :

*"Nulle part nous n'accepterons que l'UNEF soit dissoute. Nulle part nous n'accepterons qu'une organisation politique s'approprie l'UNEF, la brise, exclue ses militants. La FER engage toutes ses forces pour que le Comité national de défense de l'UNEF puisse regrouper l'ensemble des militants responsables, de quelque tendance qu'ils soient, qui veulent défendre l'UNEF. L'UNEF vivra ! (...)"*

A la même date, Pierre Lambert participe à l'élaboration du premier bulletin de la Fédération des étudiants révolutionnaires.

*"L'UNEF vit ! L'UNEF vivra"*, c'est sur cette conviction et sur la base de la mobilisation de milliers de syndiqués que, le 10 janvier 1971, les militants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS), aux côtés de centaines d'autres jeunes militants de l'UNEF, déjouèrent le coup de force perpétré par les dirigeants staliniens, coup de force préparé avec la complicité active et directe du Parti socialiste unifié (PSU) et de groupes gauchistes décomposés, ainsi que de différents groupes centristes.

La fermeté politique face à ce coup de force stalinien qui voulait faire participer l'UNEF aux conseils de gestion-intégration mis en place par la loi Edgar Faure et qui lui aurait porté un coup mortel, nous la devons essentiellement au camarade Lambert, qui a su réarmer politiquement à temps l'avant-garde à un moment déterminant. Ce réarmement politique coïncide avec la période où seront adoptés, au XVIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI, des documents politiques sur la construction de l'AJS.

De nombreux autres "épisodes" méritent également d'être mentionnés. L'impulsion directe pour assurer le succès du rassemblement de masse des jeunes le

1<sup>er</sup> février 1970 en France, ainsi que celui qui eut lieu à Essen, en Allemagne, en 1971, dans la préparation desquels Pierre Lambert eut un rôle direct. Le combat pour que justice soit rendue à Jean-Pierre Speller, jeune ouvrier, membre de l'AJS, agressé sauvagement par des nervis à la même époque, l'aide à la confection du manifeste de l'Union des cercles lycéens de l'AJS (dont nous publions un extrait), la participation à la mise sur pied d'une commission nationale d'enquête pour que justice soit rendue à Bernard Bridet, militant de l'AJS, mort lors de son service militaire, en raison de la responsabilité directe de la hiérarchie militaire, campagne qui, avec l'appui de Pierre Lambert, d'Yves Dechezelles, du professeur Guérin et du père de notre camarade, devait réaliser un large front unique où toutes les organisations ouvrières finirent par prendre leur place. Conseils éclairés également pour conduire la campagne pour la libération de jeunes marins emprisonnés pour avoir refusé de se plier à des ordres arbitraires, ou bien encore, en 1976, lors de la grève généralisée des étudiants, pour aider à prendre les mesures politiques et d'organisation face aux provocations montées par le gouvernement, relayées par des groupes décomposés anti-jeunes, anti-ouvriers.

Dans chacune de ces batailles et dans bien d'autres, l'auteur de ces lignes peut témoigner de l'aide politique du camarade Lambert.

Comme nous l'avons dit au début de cette contribution, il ne peut s'agir ici ni de faire une "histoire", fût-elle résumée, du combat des trotskystes dans la jeunesse, ni de mentionner chacune des interventions du dirigeant trotskyste Pierre Lambert sur cette question. Plus modestement, il s'agit d'éclairer quelques-unes — et quelques-unes seulement — des interven-

tions de Pierre Lambert où, à mon sens (et à ma connaissance), son rôle a été déterminant. Ce qui ne signifie nullement qu'il n'y eut pas d'erreurs ou des faiblesses ; mais, sur les questions décisives, l'apport fut considérable.

Jamais de complaisance, mais, à ceux qui, à l'époque, avaient autour de 25 ans, respect du point de vue politique de chacun, et peut-être, surtout, une grande liberté d'action des jeunes trotskystes qui construisaient l'organisation de jeunesse. Confiance. *"Allez sur le terrain, écoutez ce que disent les jeunes, quelle est la position des autres organisations ? Qu'est-ce que vous répondez ? D'accord, d'accord, tout cela, c'est bel et bon, mais pratiquement, qu'est-ce que vous proposez ?"* Nous recommandant toujours de fuir comme la peste "l'hégémonisme", de ne pas "rouler des mécaniques", d'être concrets sans perdre de vue l'ensemble de la situation... Et, toujours, "construire, recruter...".

Profonde unité de vue et d'action entre le combat pour jeter les bases d'une organisation révolutionnaire étudiante en France en 1960, et la discussion avec les jeunes Noirs des favelas de Rio, quarante ans plus tard, pour préparer la conférence mondiale de la jeunesse en 2000. Pierre Lambert aimait à rappeler, mi-plaisantant, mi-sérieux : *"Je suis le plus jeune d'entre vous."* Il y a, dans ce qui passait bien souvent pour une boutade, quelque chose de profondément juste.

**Gérard Bauvert**

AJS : Alliance des jeunes pour le socialisme, organisation fondée en 1969 par les militants trotskystes.

PSU : Parti socialiste unifié, qui dirigeait, notamment, l'UNEF.

## Textes de Pierre Lambert

# Extraits de la plate-forme constitutive du CLER

« Nous avons vu le 27 octobre quel rôle pouvaient jouer les étudiants, “là où ils se trouvent”, et c’est pourquoi nous devons prendre une part active à la vie syndicale étudiante, essayer de mener à chaque fois le combat pour de meilleures conditions de vie et de travail, en aidant à une prise de conscience des étudiants de la signification réelle de ce combat. Mais la limite du syndicalisme universitaire, qui est liée à la situation sociale des étudiants, doit être particulièrement soulignée. Aucune action, en effet, ne peut être enfermée dans le cadre strictement étudiant, mais doit s’ouvrir sur une politique d’ensemble avec les autres jeunes et la classe ouvrière. Le déroulement des derniers événements se comprend de ce point

de vue : le fait que les étudiants, au lendemain du 27 octobre, n’aient pu élargir leur combat a pour origine essentielle l’abandon et les manœuvres des responsables des organisations ouvrières qui rendirent ainsi impossible un contact avec la classe ouvrière. D’un autre côté, la marche de la manifestation étudiante à Paris contre le putsch d’Alger vers la Bourse du travail est significative de la nécessité d’une liaison avec les syndicats de travailleurs. Cela n’exclut pas, bien au contraire, la possibilité pour les étudiants de se trouver à un certain moment à la tête d’un combat. Mais si, dans ce cas, les étudiants restent isolés, cette lutte s’éteint d’elle-même rapidement. »

1960

## Editorial du premier bulletin de la FER, *L’Étudiant révolutionnaire* (juin 1968)

---

### CONSTRUIRE L’ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

---

Il y a trop d’étudiants à l’Université, comme il y a trop de paysans à la terre et trop d’ouvriers dans les usines. Il faut exclure les deux tiers des étudiants des universités, comme il faut fermer de nom-

breuses usines. Il faut démanteler l’Éducation nationale : tels sont les impératifs de la bourgeoisie face aux exigences de la concurrence internationale.

Mais la jeunesse estudiantine, pas plus que les ouvriers et les paysans, n’est prête à accepter la déchéance. De Gaulle a cru pouvoir infliger une défaite décisive aux étudiants en investissant la Sorbonne,



comme il avait cru pouvoir réquisitionner les mineurs en 1963. Déjà, la manifestation du 9 novembre 1967 à Paris, les luttes dans les cités universitaires, la manifestation du 14 mars 1968 comme la lutte des travailleurs du Mans, de Caen, des paysans de Quimper et de Redon étaient l'amorce d'affrontements de classes sans précédent.

En descendant dans les rues les 3, 6 et 7 mai, en défiant de Gaulle et les forces de répression de l'Etat bourgeois, les étudiants ont été le détonateur d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière. Le 13 mai 1968, un million de travailleurs, jeunes, lycéens et étudiants au coude à coude reprenaient le Quartier latin. Le 14 mai, à Nantes, les ouvriers de Sud-Aviation débrayaient et occupaient l'usine. La grève générale s'étendait : Renault, Citroën, Berliet, Rhodiacta, RATP, SNCF. Dix millions de travailleurs arrêtaient leur travail, dressant leurs revendications contre l'Etat, l'occupation des usines traduisant le haut niveau de combativité de la classe ouvrière. Englobant à la fois les secteurs touchés en 1936 et 1953, la grève amorçait un processus de fond au cours duquel les travailleurs poseraient le problème du pouvoir.

*“Les étudiants, disait Marx, ne peuvent faire la révolution tout seuls, mais la révolution se fait rarement sans eux.”* Lénine ajoutait : *“Cette plaque sensible de la société est le baromètre de la lutte des classes.”* Et Trotsky concluait : *“Lorsque les étudiants partent au combat, le prolétariat n'est jamais loin derrière.”* Les étudiants ne sont pas ces fils de bourgeois défendant leurs privilèges qu'ont dépeints Georges Marchais et le PCF. Ils

ne sont pas non plus une “classe” qui jouerait un rôle moteur dans la transformation de la “société de consommation”, inapte à prendre conscience de l'aliénation, comme le proclamaient les idéologues petits-bourgeois du Quartier latin. Pas davantage ne sont-ils seulement bons à distribuer des tracts à la sortie des usines et à aller “servir le peuple” dans les quartiers populaires. Mais le combat des étudiants contre la déqualification, pour le droit aux études, est partie intégrante de la lutte des classes, du combat des travailleurs contre le chômage et l'exploitation capitaliste.

Les enseignements du marxisme nous montrent qu'aussi haut que puisse s'élever spontanément le prolétariat, il ne peut prendre le pouvoir sans parti révolutionnaire. Il n'en est pas autrement de la crise sociale ouverte en France par la grève générale. C'est pourquoi il faut s'organiser pour vaincre.

La Fédération des étudiants révolutionnaires constitue, en milieu étudiant, la réponse à cette nécessité de construire l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse. Tirant les leçons de Caen, *Révoltes* a appelé, les 29 et 30 juin, au rassemblement de 3 500 jeunes à la Mutualité. La grève a donné toute sa réalité à ce rassemblement. Ce sont 3 500 combattants étudiants, lycéens, apprentis, jeunes travailleurs de la métallurgie, de la Sécurité sociale, des banques, des assurances..., qui seront présents à la Mutualité.

Etudiant, toi qui rejette cette société de misère, de déchéance et de guerre, toi qui veux lutter pour le socialisme, rejoins le combat de la Fédération des étudiants révolutionnaires. Adhère à la FER.

## Extrait des thèses du XVIII<sup>e</sup> Congrès de l'OCI

“Au combat abstrait, nous devons opposer les combats réels, ceux qui expriment réellement la volonté de vaincre. La jeunesse a le goût de la victoire. Des plus grandioses événements qui marqueront la

révolution, nous devons montrer que le goût de la victoire exige l'organisation, une organisation capable d'utiliser, selon les situations, toutes les situations, toutes les formes de lutte pour assurer le triom-

phe de la révolution prolétarienne. C'est ainsi que l'AJS se construira comme organisation de masse. C'est ainsi que l'OCI — qui doit surmonter le contenu dispersé de son travail politique, qui, pour ne pas subir la dislocation des conditions matérielles et politiques d'existence du prolétariat, doit surmonter, par ses mots d'ordre et sa tactique, le cloisonnement et la division, qui, pour atteindre ses objectifs, doit assimiler pleinement les rapports entre la revendication et la révolution — **aidera et guidera** (souligné par nous) politiquement l'AJS à devenir l'organisation de masse de la jeunesse. Mais de même que

l'Alliance ouvrière, l'AJS n'est pas et ne peut être l'organisation bolchevique dont le prolétariat a besoin pour vaincre (...).

C'est pourquoi il serait impossible de garantir une progression de l'AJS sans assurer une formation politique poussée de cadres jeunes, qui seule peut ouvrir un recrutement intense de militants de l'AJS à l'OCI (...)."

1972

**Brochure *Documents de l'OCI*, n° 8, documents politiques adoptés par les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> Congrès de l'OCI**

## Extrait du manifeste de l'Union des cercles lycéens de l'AJS (1971), à la rédaction duquel a participé Pierre Lambert

“Avant tout, il faut dire les choses comme elles sont.

La soudaine mansuétude policière a des causes. Si M. Marcellin, ministre de l'Intérieur, et M. le Préfet de police ont donné des ordres à leurs brigades spéciales de répression qui ont énucléé le normalien Richard Deshayes, c'est pour des motifs qu'il nous faut rechercher.

Certes, la volonté commune des lycéennes et des lycéens d'arracher justice pour Gilles Guiot s'est puissamment exercée. Mais d'autres lycéens et étudiants sont toujours en prison. Mais le jeune ouvrier typographe Jean-Pierre Speller, agressé en avril 1969 par une bande fasciste de l'UDR dirigée par le sous-ministre Kaspereit, attend toujours que justice lui soit rendue.

En fait, c'est également parce que le mouvement unanime des lycéens pour la

libération de Guiot a été appuyé par les parents et leurs organisations, par les enseignants syndiqués de la Fédération de l'Education nationale (FEN), par la Ligue des droits de l'homme, par l'UNEF et les fédérations de parents d'élèves que le gouvernement a été contraint de lâcher sa proie. Le mouvement n'a pas été isolé, livré seul aux corps de répression, parce que l'unité de toutes les générations et de toutes les organisations ouvrières et démocratiques s'est réalisée.

Tels sont les premiers éléments, à notre avis, d'une réponse. Il en est d'autres.

Au moment où le lycéen Guiot était arrêté, à Nantes, le puissant trust Creusot-Batignolles décidait de licencier et d'engager des poursuites contre deux ouvriers. Unanimes avec leurs organisations syndicales, les travailleurs ont engagé la grève totale et illimitée. Durant six

semaines, appuyés par la solidarité agissante de tous, les travailleurs et la jeunesse ont contraint le patronat et le gouvernement à réintégrer les deux ouvriers licenciés. Mais les dirigeants du trust veulent néanmoins se venger. Ils osent vouloir enlever deux jours des congés que les travailleurs ont arrachés par leur lutte. L'unité des syndicats CGT, CGT-FO, CFDT, FEN, UNEF a riposté en déclenchant la grève totale de 24 heures de solidarité dans tout le département de Loire-

Atlantique. Il est visible qu'un lien étroit unit l'action pour la libération de Gilles Guiot frappé par la répression policière et celle pour la réintégration d'ouvriers frappés par la répression patronale, prenant appui sur le gouvernement de la répression : c'est l'unité de toutes les générations et de toutes les organisations.

Il est clair que le châtimeut des policiers et des agresseurs du normalien R. Deshayes et de l'ouvrier J.-P. Speller sera arraché par l'unité."

**La Sécurité sociale,  
conquête révolutionnaire  
du prolétariat français**



France, novembre-décembre 1995 : la classe ouvrière impose l'unité de ses confédérations syndicales contre le plan Juppé de destruction de la Sécurité sociale arrachée en 1945.



# Présentation

En octobre 2006, nous avons demandé au camarade Lambert de participer à la première réunion d'un groupe d'études révolutionnaires (GER) avec des employés de la Sécurité sociale pour présenter le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale. Voici comment il avait introduit cette présentation :

*« Les camarades m'ont demandé de présenter la IV<sup>e</sup> Internationale. Je vous propose de partir du programme écrit par Léon Trotsky en 1938. Est-ce que ce programme rend compte de ce qui se passe aujourd'hui ? Nous sommes les uns et les autres employés et cadres de la Sécurité sociale, et, comme vous le savez, nous sommes engagés dans un combat pour la défense de la Sécurité sociale. Nous avons, aujourd'hui, un accord entre CGT et Force ouvrière, qui est étonnant. Cet accord, le front unique ouvrier comme nous l'appelons dans notre langage, n'a pas existé jusqu'à maintenant. La raison pour laquelle le front unique était encore plus compliqué dans la Sécurité sociale tient à ce qu'est la Sécurité sociale et qui n'existe nulle part ailleurs que dans notre pays. En 1944-1945, il y a une situation où des millions d'hommes se dressent non seulement pour libérer le pays de l'occupation nazie, mais pour en finir avec le capitalisme, car, tout le monde le comprenait, c'est le capitalisme qui est responsable de la situation dans laquelle se trouve la majorité de la population. Il ne faut pas oublier que les patrons s'étaient vautrés dans la collaboration avec Pétain. Des millions voulaient en finir avec les patrons. Ils voulaient une vie normale pour eux et leur famille. La Sécurité sociale a été la plus importante conquête de cette période, ce qui a fait dire à l'ancêtre du Medef, le Conseil national du patronat français, que la Sécurité sociale était "totalitaire". »*

Rattacher l'institution Sécurité sociale à la mobilisation qui l'a imposée en 1944-1945, c'est la rattacher à la révolution qui l'a portée. Car il s'agit bien d'une révolution où des millions d'hommes, survivants de la barbarie impérialiste, ne voulaient plus vivre comme avant, une révolution

qui a été bloquée par les appareils, au premier chef l'appareil stalinien, attaché à protéger le pouvoir de la bourgeoisie, mais dont les résultats obtenus déterminent encore, aujourd'hui, les conditions de la lutte des classes dans notre pays. C'est "l'exception française".

Par sa nature même, la Sécurité sociale, financée par les cotisations sociales, cette fraction du salaire (le salaire différé) qui, au lieu d'être versée directement, est répartie par la Sécurité sociale entre les bénéficiaires des droits qu'elle garantit, est constitutive de la classe ouvrière comme classe. C'est très concret. En 1945, le salaire différé est passé de 14,5 % à 31,5 % avec une diminution de la part prélevée sur la rémunération versée au salarié. Et cette augmentation du coût de la force de travail, le patronat n'a pas, à ce jour, réussi à la récupérer, car elle est cristallisée dans une institution, dans des caisses, dans une réglementation qui, aujourd'hui encore, bénéficie à l'ensemble de la population.

Dans la réunion du bureau national du MPPT du 5 décembre 1987, le camarade Lambert explique :

*« La question de la Sécurité sociale est une question centrale, reliée à toutes les attaques contre les travailleurs. N'oublions pas que les ordonnances de 1967 n'ont pas été pour rien dans le déclenchement de la grève générale de 1968 en relation avec la réforme contre les universités. La fiscalisation de la Sécurité sociale (1) signifie que les fondements du financement de la Sécurité sociale (salaire différé) sont liquidés. Sous cet angle, la défense de la Sécurité sociale centralise le combat contre toutes les attaques : "déréglementer" la Sécurité sociale procède de la déréglementation dans tous les domaines : pouvoir*

(1) A la date où se réunit le bureau national du MPPT, la contribution sociale généralisée (CSG) n'a pas été instaurée par le gouvernement Rocard. Lorsque le camarade Lambert parle de la fiscalisation, il se réfère aux rapports divers et variés qui proposaient de transférer le financement de la Sécurité sociale des cotisations sociales vers l'impôt.

*d'achat en baisse, chômage, attaque contre les ASSEDIC, les jeunes, l'enseignement, etc.* » (*Informations ouvrières*, n° 1345, 9 décembre 1987).

Ce combat pour la défense de la Sécurité sociale, point d'appui pour l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations, le camarade Lambert l'a mené sans discontinuer, dans son activité politique comme dans son activité syndicale, dans le respect scrupuleux de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats. Il a rédigé, à chaud, des centaines de textes, tracts, articles, notes, pour grouper, pour organiser, pour aider à combattre tous les plans de destruction de la Sécurité sociale, exigeant sans relâche des organisations ouvrières qu'elles refusent de participer, sous quelque forme que ce soit, à la remise en cause de cette conquête vitale.

Un exemple illustrera, mieux qu'un long discours, la méthode par laquelle le camarade Lambert a participé, comme délégué ouvrier, comme révolutionnaire, à formuler, à chaque moment, dans chaque circonstance, les mots d'ordre, les outils qui ont permis au personnel de la Sécurité sociale de s'arc-bouter sur la convention collective nationale pour se défendre et défendre la Sécurité sociale.

En 1965, interpellé par les premiers développements de l'automatisation, qui *"porte, avec elle, tout d'abord la menace précise du pire type de chômage que l'ouvrier puisse connaître, celui qui a lieu par déqualification"*, il élabore une brochure, *Automatisation et révolution* (d'où est tirée cette phrase), et, selon son habitude, en discute avec les collègues lors d'une

tournée de centres. Voici comment il nous le racontait :

*« Je voyais bien que les collègues ne m'écoutaient pas. Elles avaient d'autres préoccupations. Je leur dis : "Je vois ce que c'est, vous êtes en train de vous dire : qu'est ce qu'il nous raconte, le délégué ! Mais je crois que cela vous intéresse. Voyez : nous sommes 30 dans cette salle. Combien va-t-il en rester avec l'automatisation ? 1 sur 3 ? Moins ? Qui va rester ?" Elles se sont arrêtées et ont écouté. Et c'est comme cela qu'est venu en discussion l'avenant du 23 janvier 1965. »*

Cet avenant à la convention collective, qui stipule qu' *"en cas de suppressions ou de transformations de postes résultant de l'installation d'un ensemble électronique dans un organisme de Sécurité sociale ou d'allocations familiales (...), tous les agents seront reclassés dans leur organisme, autant que possible dans un emploi comportant un coefficient au moins égal à leur ancien coefficient. En cas de reclassement dans un emploi inférieur, les intéressés garderont leur coefficient à titre personnel. En tout état de cause, tous les avantages acquis seront maintenus. Par avantages acquis, on entend tous les éléments de rémunération (coefficient, titre d'emploi, salaires, échelons de choix et d'ancienneté, primes diverses attachées à la fonction, y compris les majorations d'employé principal"*, est toujours, en 2008, un point d'appui dans le combat pour le maintien de l'emploi sur place.

Nicole Bernard

## Textes de Pierre Lambert

De ces centaines de documents rédigés par le camarade Lambert, quatre sont extraits pour ce numéro de *La Vérité*. C'est peu dire qu'ils n'épuisent pas le sujet.

# La lettre ouverte aux militants de toutes tendances de la Sécurité sociale

Le 19 décembre 1967, le comité de coordination des employés et ouvriers de la Sécurité sociale, de la RATP et des étudiants est créé. 52 militants, syndiqués CGT et FO de la Sécurité sociale, y participent et adressent une *“Lettre ouverte aux militants de toutes tendances de la Sécurité sociale”*.

La date a toute son importance. Le 21 août 1967, le gouvernement de Gaulle a édicté deux ordonnances qui bouleversent l'organisation de la Sécurité sociale.

L'unicité de la Sécurité sociale, qui unit, depuis 1945, par le même lien de solidarité les bien-portants et les malades, les actifs et les retraités, est brisée, administrativement, par l'instauration de 3 branches : la branche maladie, la branche famille, la branche vieillesse, chaque branche étant chapeauté par une caisse nationale, établissement public dont le directeur est nommé par le Conseil des ministres avec pour mission d'imposer que les dépenses soient fonction non plus des besoins, mais des recettes encaissées.

Depuis des mois, le bulletin *Informations ouvrières* et les militants qui le diffusent ont analysé, à partir du texte, le contenu de ces ordonnances, et milité pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières pour leur retrait des ordonnances.

Quatre mois et demi après la constitution du comité de liaison, c'est la

grève générale de mai-juin 1968, dans laquelle *“les ordonnances de 1967 n'ont pas été pour rien”*.

---

### LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DE TOUTES TENDANCES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

---

Cher(e) camarade,

Nous étions 52 militants, syndiqués CGT et CGT-FO à la réunion du 19 décembre 1967 où le comité de coordination des employés et ouvriers de la Sécurité sociale, de la RATP et des étudiants a été créé.

Nous pensons correct d'expliquer dans cette lettre pourquoi nous avons participé à la rédaction de l'appel.

Le personnel aspire à l'unité, il estime que la division est nuisible à tous. C'est dans ces conditions que des syndiqués militant dans les syndicats parisiens de la Sécurité sociale et des allocations familiales CGT et CGT-Force ouvrière ont pris sur eux de se réunir afin de discuter des voies et des moyens pour réaliser l'unité dans les organismes de Sécurité sociale.

Nous nous sommes mis d'accord sur les points suivants, que nous soumettons à l'appréciation des collègues.

1) Ce sont les organisations syndicales responsables qui doivent assurer la défense des intérêts du personnel. Notre initiative

ne saurait viser à transférer au comité de coordination des employés créé la responsabilité qui incombe aux syndicats. Syndiqués à la CGT et syndiqués à la CGT-FO, nous entendons, les uns, les autres, nous conduire en militants disciplinés à toute décision prise démocratiquement par nos instances.

2) Nous estimons qu'une des conditions pour que la classe ouvrière de ce pays retrouve la possibilité d'imposer aux directions, au patronat et à l'Etat de meilleures conditions de vie et de travail, c'est la reconquête de l'unité syndicale. Partisans de la réunification dans une CGT unique et démocratique, notre initiative ne saurait, en aucun cas, amener à la création d'un énième syndicat.

3) Une fois établis ces principes, nous avons discuté de la situation. Nous avons constaté que rien de sérieux n'avait été organisé contre les ordonnances, sinon des pétitions sans aucune portée. Nous avons unanimement regretté que toutes les centrales ouvrières, CGT, CGT-FO et CFDT, aient décidé de participer aux conseils d'administration mis en place pour appliquer la réforme décidée par le gouvernement. Nous croyons sincèrement que les ordonnances donnant tous pouvoirs à l'autorité de tutelle pour diminuer les prestations et augmenter les cotisations dans le cadre d'un prétendu équilibre financier, les administrateurs ouvriers cautionnent par leur présence aux conseils d'administration toutes les mesures anti-ouvrières prises et que prendrait, dans l'avenir, le gouvernement.

4) Nous avons également constaté que les décrets portant application des dispositions de l'ordonnance du 21 août 1967 aboutissent à liquider purement et simplement notre convention collective nationale. En effet, toutes les questions de personnel passent sous la seule autorité des directions de caisses nationales nommées par le ministre. Jusqu'à présent, les salariés de la Sécurité sociale relevaient de la commission paritaire nationale habilitée pour discuter d'une convention collective nationale unique pour toutes les catégories d'agents. A présent, c'est avec des caisses nationales distinctes que les syndicats devront discuter des problèmes de personnel. Dans ce cadre, nous allons assister à une distorsion des situations respectives

des agents selon qu'ils travaillent dans les caisses maladie, les caisses d'allocations familiales, de vieillesse, etc.

Notre situation sera encore aggravée dans la mesure où les décrets prévoient des dotations pour la gestion administrative au niveau de chaque caisse départementale. La signification d'une telle mesure, la voici : actuellement, avec notre convention collective, le coefficient d'un agent classé dans une catégorie donnée, qu'il travaille à Paris, Marseille ou à Rodez, était unique et unifié. Avec les décrets, le salaire d'une même catégorie sera différencié. C'est la violation délibérée du principe à travail égal, salaire égal. Mais il y a plus : un des articles des décrets stipule que les dotations, pour gestion administrative, varieront selon le rendement financier d'un service en "*qualité et en rapidité d'exécution*". Ce qui implique une concurrence entre les services d'un même organisme ou entre caisses, qui entraînera, pour des agents de même catégorie, des salaires différenciés selon les services.

5) Il faut le comprendre. Les ordonnances aboutissent à liquider l'ensemble de nos droits et garanties qui ont été arrachés par l'action des employés de la Sécurité sociale. Si nous ne réagissons pas, c'en sera fini de la garantie de l'emploi. Déjà, nous cotisons à l'ASSEDIC, c'est-à-dire que les directions et le ministère préparent les licenciements dans nos organismes. La mise en place de l'automatisation sans garantie entraînera :

- déqualification ;
- chômage ;
- bas salaires ;
- aggravation des conditions de travail (rendement).

6) Syndiqués CGT et syndiqués CGT-FO, nous ne voulons pas effectuer une opération de "débauchage". Nous entendons rester adhérents à nos syndicats respectifs, que nous avons librement choisis. Mais nous nous sommes mis d'accord, néanmoins, pour condamner les grèves tournantes. Le 13 décembre a été un échec, la grève, là où elle a été déclenchée, a été à peine suivie, sinon pas du tout. Dans la plupart des organismes, la grève n'a pas été lancée. Ce n'est pas avec

ces mouvements dispersés que nous pouvons défendre nos droits. C'est pourquoi nous estimons que, dans nos syndicats, nous devons combattre sur les positions suivantes :

a) c'est le personnel qui est appelé à l'action, c'est à lui à décider ce qu'il veut et comment il veut l'imposer. Les syndicats doivent consulter les employés ;

b) tout le personnel est menacé par les ordonnances et les décrets. Ce n'est pas par des actions disloquées que nous pourrions défendre notre convention collective, nos droits et garanties. Ce n'est plus par des "actions" dites d'avertissement qui ne sont jamais entendues en haut lieu que nous ferons reculer le gouvernement. Les syndicats unis doivent organiser une action efficace et en finir avec les grèves répétées de 24 heures qui se soldent par rien. La grève professionnelle jusqu'à l'obtention des revendications doit être soigneusement préparée.

c) les raisons qui motivent la nécessité de préparer la grève générale interprofessionnelle sont indiquées dans le tract ci-joint. Nous n'y reviendrons pas.

7) Militants des syndicats de la CGT, de la CGT-FO et de la CFDT de la Sécurité sociale, nous vous appelons à signer l'appel du comité de coordination ouvriers RATP, employés Sécurité sociale, étudiants et normaliens.

Nous vous demandons de participer à la réunion des employés de la Sécurité sociale que nous organisons vendredi 16 février 1968, à 20 h 30, salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris X<sup>e</sup> (métro République ou Jacques-Bonsergent), où nous discuterons en commun et démocratiquement des problèmes qui sont les nôtres. Il est encore possible de contraindre le gouvernement à reculer. Il est encore possible de réaliser l'unité.

Rejoignez l'action du comité de coordination des employés de la Sécurité sociale.

**Le 18 janvier 1968**

P. S. : pour tous renseignements, écrire à *Informations ouvrières*, 39, Faubourg-du-Temple, Paris X<sup>e</sup>.

## **"Etats généraux : danger ! Dirigeants des syndicats, n'y allez pas !"**

En 1987, Séguin est ministre de la Sécurité sociale du gouvernement Mitterrand-Chirac. Vingt ans après les ordonnances de De Gaulle, la Sécurité sociale est toujours debout. La grève générale entraînant le départ de De Gaulle après son échec au référendum de 1969 a, en dépit du refus des appareils d'exiger l'abrogation des ordonnances, protégé l'institution ouvrière. Séguin, lucide, reconnaît, à sa manière, la réalité de la lutte de classes : *"Nous avons perdu 25 ans dans la réforme de la Sécurité sociale."* Peu de temps après avoir promulgué les décrets du 31 décembre 1986 qui s'attaquent à la prise en charge à 100 % ins-

taurée par l'ordonnance du 19 octobre 1945 pour les malades atteints d'affections longues et coûteuses (1), il lance l'opération des "Etats généraux de la

(1) Les décrets Séguin s'attaquaient de deux manières aux grands malades : tout d'abord, en supprimant la possibilité ouverte jusque-là de prendre en charge des personnes qui, sans souffrir d'une des 25 maladies prises en charge à 100 %, avaient besoin d'un "traitement long et coûteux" (la "26<sup>e</sup> maladie"). 643 000 malades, essentiellement des personnes âgées, se trouvaient exclus de la prise en charge totale de leur traitement. Ensuite, les décrets faisaient obligation aux médecins de distinguer (c'est l'ordonnancier bizone) dans les traitements prescrits les médicaments afférents à l'affection prise en charge des traitements concernant la "maladie intercurrente". Comme si le malade était un puzzle !



**Sécurité sociale”, “placés sous l’emblème de la baleine, animal sympathique menacé de disparition” (Comité d’histoire de la Sécurité sociale), dans lesquels il invite, notamment, les confédérations ouvrières à participer, au plan départemental, régional, national, à la loi qu’il prépare pour réduire les dépenses de la Sécurité sociale.**

**Ce sera, selon les mots d’un journaliste, un “flop”, et Séguin ne parviendra pas à intégrer les confédérations ouvrières à son plan d’économies.**

« Les mauvais coups se préparent toujours dans le secret. De temps à autre, mais avec la plus grande discrétion, un articulet, ici ou là, dans les médias, pour donner le change. Il faut surtout cacher aux travailleurs ce qui se prépare avec les états généraux. Dans le bulletin patronal confidentiel *La Lettre de L’Expansion* (9 juin 1987), voici ce qu’il en est : “Après la remise du rapport d’étude des sages, les phases de concertation sur le terrain commenceront entre le 1<sup>er</sup> et le 15 juillet, avec un premier exercice sur le terrain du 20 au 22 juin dans le Loir-et-Cher.” Que cache cette information ? Le dossier rédigé par la section MPPT employés, cadres et médecins de la Sécurité sociale publié dans ce numéro en montre l’enjeu.

Il s’agit, d’ici le 15 juillet, de faire accepter par les syndicats ouvriers, les unions départementales, de s’intégrer à la phase préparatoire à l’exécution des plans de démantèlement de la Sécurité sociale dictés par le CNPF. Voilà l’enjeu des états généraux départementaux. Il s’agit d’une question littéralement vitale. Personne ne peut douter que le CNPF et le gouvernement de cohabitation veulent à toute force transformer les syndicats en exécutants de leur volonté politique.

Les états généraux départementaux n’ont pas d’autre contenu que de préparer l’exécution du dessein politique de la bourgeoisie, en “concertation” avec l’échelon politique que constituent le préfet et son cabinet, chargés par le pouvoir politique de faire appliquer les orientations décidées par le ministre Séguin, qui vient avec le gouvernement de ponctionner 20 milliards (1).

Cette “concertation” n’a rien à voir avec des “négociations”, où, par vocation, les syndicats sont chargés de défendre les intérêts de leurs mandants, les travailleurs. Si les mots ont un sens, accepter de participer sous la présidence du préfet aux états généraux départementaux, occuper les “chaises” de cette concertation aux côtés de toutes sortes de représentants d’organismes “associatifs” ou autres serait s’avancer dangereusement sur la voie conduisant à aliéner l’indépendance des syndicats.

De Gaulle, en 1969, voulait procéder par référendum, pour, partant d’“en haut”, imposer l’intégration des syndicats. La population laborieuse, en chassant de Gaulle du pouvoir, s’est prononcée contre les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République, pour la démocratie dont l’indépendance des syndicats est partie constituante.

Aujourd’hui, utilisant l’ensemble des dispositions mises en place par la décentralisation, le Code Dufoix, etc., le procédé est de partir d’“en bas” au niveau départemental, par les états généraux départementaux sur la Sécurité sociale, en imposant ce premier pas vers l’intégration qui serait “légalisée” dans les états généraux au niveau national en automne. Premier pas qui serait suivi, nul n’en peut douter, par la convocation d’états généraux départementaux sur l’emploi, l’enseignement, etc.

“Par en bas”, “ils” voudraient réaliser l’ordre corporatiste dont les institutions antidémocratiques de la V<sup>e</sup> République sont porteuses. Quel que soit le proche avenir, “ils” n’y réussiront pas. D’ores et déjà, des milliers de travailleurs ont signé l’appel du MPPT aux syndicats ouvriers pour leur demander de ne pas s’associer aux états généraux départementaux. Des dizaines de milliers les suivront, et, s’organisant dans les sections du MPPT, travailleurs et jeunes manifesteront leur volonté d’aider les classes laborieuses et la jeunesse à rejeter les plans du capital. »

**P. L.**

(1) Le quotidien patronal *Les Echos* écrit à ce propos : “La ponction sur les revenus des ménages pour combler le déficit de la Sécurité sociale risque d’avoir des conséquences sur l’activité (...). Peu dotés quoi qu’il arrive, les ménages ne vont guère

*consommer cette année et le ralentissement de leurs achats devrait se prolonger jusqu'en 1988.*" Bel aveu : la baisse du pouvoir d'achat va "ralentir" encore l'économie, donc provoquer une aggravation du chômage... qui se traduit par une diminution des

rentrées des cotisations dans les caisses de la Sécurité sociale !

**Editorial d'Informations ouvrières,  
n° 1319, 10 juin 1987**

## "Sécurité sociale : alerte, danger imminent"

Cet article relie entre elles les différentes attaques en cours contre la Sécurité sociale, et, en particulier, l'attaque contre l'institution et l'attaque contre la convention collective du personnel.

- Deux ans après la création, en 1991, par Rocard, de la contribution sociale généralisée qui a ouvert la voie à la fiscalisation de la Sécurité sociale, le gouvernement Balladur-Veil annonce un plan de réduction des remboursements de la Sécurité sociale.

- Le même gouvernement s'attaque aux retraites en allongeant de 37,5 à 40 ans la durée requise pour une retraite à taux plein.

- Dans le même mouvement, il engage une offensive brutale contre le régime de retraite conventionnel du personnel de la Sécurité sociale, la CPPOSS, partie intégrante de la convention collective. Qu'est-ce que convention collective nationale ? Sur tout le territoire, quelle que soit la branche dans laquelle ils travaillent, les 170 000 agents de l'institution ont comme fonction de rembourser les bénéficiaires et non de respecter l'équilibre des comptes. C'est l'unité même de la Sécurité sociale fondée sur la solidarité ouvrière qui est menacée. Le mot "danger imminent" n'est pas trop fort.

Pour défendre son régime de retraite, le personnel veut l'unité de ses fédérations.

Cette exigence, qui n'a pu aboutir en 1993 pour défendre le régime conventionnel CPPOSS, a nourri le processus qui a débouché, en juin 2006, sur l'accord entre les fédérations FO et

**CGT pour s'opposer dans l'unité au démantèlement des caisses et de leurs centres.**

« Une habitude bien ancrée. Tous les gouvernements attendent l'été pour imposer des mesures impopulaires, orchestrant dans les médias des campagnes destinées à faire passer des plans élaborés de longue date.

A propos de la Sécurité sociale, si l'on mettait bout à bout quelques éléments, tels qu'ils se présentent en ordre dispersé ?

Regardons-y de plus près.

- Le 29 juin, Simone Veil annonçait son plan d'économies à l'encontre des assurés sociaux. Tous les commentateurs ont trouvé que celui-ci "manquait d'originalité" et qu'après l'augmentation de la CSG décidée par le gouvernement Balladur, il ne constituait que le "même plan".

Pas tout à fait tout de même, car même s'il contient l'augmentation du forfait hospitalier de Ralite-Bérégovoy et celle de la CSG de Rocard-Evin, c'est pour la première fois depuis 1967, soit vingt-six ans, un plan structuré sur l'augmentation généralisée du ticket modérateur.

Personne, dans les médias, ne signale que depuis vingt-six ans tous les gouvernements ont reculé devant cette mesure. Pourquoi ? La réponse est simple : les ordonnances de 1967 ont constitué, avec les réformes de démantèlement de l'Education nationale, le détonateur de la grève générale de mai-juin 1968, où l'unité imposée par le mouvement spontané a contraint de Gaulle à reculer, puis à quitter la scène politique. Poursuivons l'examen de quelques faits.

- Le même 29 juin, Simone Veil réunissait la commission des comptes de la Sécurité sociale, au cours de laquelle l'analyse des résultats d'encaissement des cotisations par l'ACOSS était détaillée et montrait pour les prochains trimestres une tendance à l'effondrement brutal de la masse salariale. Pour la seule Ile-de-France, qui représente plus du quart des cotisations nationales, les encaissements au 1<sup>er</sup> septembre 1993 sont, en francs courants, inférieurs à ceux de 1992. Et cela pour la première fois dans l'histoire du recouvrement...

Les bavardages de toutes sortes sur la lutte contre le chômage s'effondrent. Les vagues de licenciements annoncées chaque jour obligent à répondre à la question : qui doit payer ? Rocard, relayant Balladur, avoue à l'émission "7 sur 7" "*ne pas savoir quoi faire*", ajoutant que, "*malheureusement*", le chômage continuera dans les prochaines années !

- Le 7 juin, on avait appris que le ministre Simone Veil entendait désormais s'adresser directement aux médecins pour leur enjoindre d'accepter un mécanisme de régulation de leur activité avant le 31 juillet. Ce mécanisme, fondé sur la loi Teulade-Bérégovoy de janvier 1993, n'est que la déclinaison des dispositifs mis en place par Evin et Bianco pour les laboratoires d'analyses et les infirmières. Ils conduisent à l'étranglement "volontaire" des professions médicales, à la sélection malthusienne des malades pour éviter de franchir un seuil d'activité.

Médecins responsables, infirmières responsables, malades responsables... Ce matin même, 7 juillet, un commentateur de la radio (Y. Bellanger, RTL) dénonce, avec toute l'hypocrisie qui sied en l'occurrence, un médecin qui aurait proposé à un malade le choix entre trois ordonnances à des prix différents suivant les médicaments prescrits : plus ou moins chers, donc plus ou moins remboursés par la Sécurité sociale. Hypocritement, le sieur Bellanger admet qu'il ne faut pas "généraliser". Mais alors, pourquoi s'attaquer collectivement à la profession médicale ? Pourquoi, sinon pour relayer la campagne visant à imposer au corps médical une convention qui contraindrait les médecins, sous peine de sanction, à ne plus prescrire selon leur conscience. A

prescrire sur ordre afin "d'économiser" quelles qu'en soient les conséquences pour les malades.

On annonce pour la mi-juillet la mise en œuvre d'un plan drastique pour la CPPOSS, le régime de retraite des personnels de la Sécurité sociale. De même, le financement pour l'année 1993 de la classification des employés de la Sécurité sociale ne pourrait plus être garanti, alors que cet accord vient juste d'être mis en application.

### **L'enjeu, la dislocation de la Sécurité sociale**

Non seulement le régime de retraite complémentaire des employés et cadres de la Sécurité sociale coûte "trop cher", mais il est un article de la convention collective. Tout est lié : abaissement du montant des retraites, liquidation des garanties de la convention collective, salaire individualisé, licenciements programmés de dizaines de milliers d'employés et cadres, avec l'instauration de la carte à puce...

L'enjeu : la dislocation de la Sécurité sociale elle-même, dont le personnel, protégé par une convention collective unique, représente en quelque sorte le verrou de l'institution tout entière, préservant la Sécurité sociale pour tous. La discussion sur l'adhésion du régime de retraite et de prévoyance des agents de la Sécurité sociale au régime interprofessionnel (ARRCO, AGIRC) n'est pas une simple discussion technique sur les causes des difficultés financières. Certes, les suppressions d'emplois, ici comme ailleurs, sont responsables des problèmes du régime, mais la cause fondamentale est la volonté de dislocation de la Sécurité sociale.

Dans le collimateur : les assurés sociaux, les médecins et les professions médicales, les employés de la Sécurité sociale.

- Le 8 juillet, doit être remis au ministre le rapport commandé à M. R. Soubie, ancien conseiller social de Raymond Barre, sur les structures de la Sécurité sociale. Les propositions de ce rapport consisteraient principalement dans la mise en place, au lieu des caisses primaires départementales, d'établissements publics régionaux, dirigés par des représentants de

l'Etat, qui gèreraient un "socle minimum" d'assurance maladie, englobant l'aide sociale, la part complémentaire de moins en moins résiduelle étant, elle, ouverte à la concurrence entre mutuelles et groupes privés d'assurances.

Ces établissements publics régionaux auraient la capacité de négocier au plan régional des contrats avec les professionnels de santé, dans une structure de type corporatiste aliénant, sur les décombres de la Sécurité sociale, l'indépendance des syndicats, enchaînés à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Pour la Caisse nationale d'assurance maladie, ayant connaissance de ces mesures, faut-il faire semblant de croire que la maîtrise (médicalisée) des dépenses de santé n'aurait rien à voir avec un rationnement frappant les malades ?

### **Partout, on clame qu'il y a 60 000 lits d'hôpitaux en trop**

Faut-il ignorer le directeur de la Caisse nationale d'assurance maladie (nommé à ce poste par le précédent gouvernement Mitterrand-Bérégoovoy et toujours en place sous le gouvernement Mitterrand-Balladur), qui affirme *urbi et orbi* qu'il y a 60 milliards de gaspillage (deux fois le montant du plan Veil !) et que, à terme, il y aurait près de 120 milliards de surconsommation en matière de dépenses de santé ?

Certes, l'Etat vole la Sécurité sociale, certes, il jongle avec les chiffres, mais cela ne sert-il pas surtout à justifier cette incroyable attaque contre la santé publique dans ce pays ?

Et l'hôpital ? Partout, on clame qu'il y a 60 000 lits de trop, qu'il faut "restructurer" les services, voire les hôpitaux eux-mêmes. On comprend aisément de quelle nature est cette restructuration : fermeture, réduction des moyens financiers de services et d'hôpitaux entiers.

Peut-on faire semblant de croire que cela pourrait seulement signifier la transformation d'hôpitaux en autre chose, par exemple en hospices pour personnes âgées ? Qui peut croire cela, alors que Simone Veil a déjà demandé aux préfets d'agir rapidement ?

### **Depuis un an, 16 centres régionaux**

• Et que voit-on déjà ? Depuis un an, la Caisse nationale d'assurance maladie a entrepris de fusionner les centres informatiques des caisses pour n'aboutir qu'à seize centres régionaux... Depuis un an, les accords conventionnels avec les laboratoires et les infirmières prévoient des "*objectifs d'activité déclinés par région*"...

Le système de démantèlement de la Sécurité sociale mis en place par les précédents gouvernements devient le cadre de la politique du gouvernement Mitterrand-Balladur.

Il a juste un an, le 29 juillet 1992, était publiée une loi, qui, sous couvert du RMI et de l'aide sociale, transfère l'administration et la gestion de l'aide sociale aux caisses d'assurance maladie, aux fins d'imputer à son budget ce qui devrait être à la charge de l'Etat.

Plus récemment, à la fin du mois de mars 1993, alors que le gouvernement Bérégoovoy-Teulade était démissionnaire et que celui de Balladur n'était pas encore installé, deux décrets étaient publiés, qui préparaient les mesures prises aujourd'hui par Balladur-Veil.

Ainsi prennent forme les éléments de la "réforme de structure en profondeur" annoncée par Simone Veil : il s'agit tout simplement, à partir des jalons posés tout au long des dernières années, de coordonner cet ensemble en portant le coup de grâce au système français de Sécurité sociale.

La responsabilité des directions des organisations qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs est écrasante. Un même danger imminent menace les travailleurs, cadres, chômeurs, RMIstes, travailleurs précaires, assurés sociaux, retraités, médecins...

Le système de Sécurité sociale en France, conquête sociale arrachée par la lutte de classe, constitue le socle de l'indépendance des syndicats.

Ce que craignent par-dessus tout le patronat et le gouvernement à son service, c'est l'unité des travailleurs et des organisations.

### **Les grèves se succèdent et réalisent l'unité, et pourtant...**

Postiers, métallos, employés de banque, cheminots, travailleurs du textile... Les grèves se succèdent et réalisent l'unité des organisations. Et pourtant, patronat et gouvernement poursuivent avec opiniâtreté l'offensive contre les travailleurs.

D'un côté, patrons et gouvernement, quelles que soient les différences politiques qui les opposent, sont unis. De l'autre côté, "en bas", les travailleurs sont unis. Mais "en haut", les dirigeants divisent. Seuls les travailleurs eux-mêmes

peuvent étendre jusqu'en haut l'unité qui les rassemble en bas.

En fournissant à tous les informations, pour donner à tous une meilleure connaissance des mouvements, le Parti des travailleurs ne cherche qu'à assurer des succès de résistance plus importants pour contraindre les capitalistes et le gouvernement à reculer. »

**Pierre Lambert**

*Informations ouvrières, n° 1630,  
7 juillet 1993*

## **"Réflexions"**

**Cet article du camarade Lambert pose clairement le lien entre l'Union européenne et le démantèlement de la Sécurité sociale pour permettre au patronat de mettre la main sur le salaire différé.**

« Personne ne saurait se soustraire au dilemme : faut-il ou non accepter la destruction de l'acquis principal du mouvement ouvrier, celui qui structure toutes les relations sociales, à savoir tout le système de protection sociale édifié en 1945 ? Jour après jour, derrière le fracas des polémiques (bien souvent artificielles), les médias s'accordent pour faire silence sur le fait indéniable : le déficit de la Sécurité sociale n'existe pas. Si les 113,7 milliards d'euros d'exonérations patronales consenties depuis onze ans aux "entreprises" étaient récupérés par la Sécu, il n'y aurait pas de déficit (...).

Est-ce faire preuve de sectarisme que d'affirmer que l'Union européenne est au centre de toutes les décisions qui visent à détruire le système de Sécurité sociale, et, par voie de conséquence, à subordonner toutes les organisations syndicales à ces décisions ?

Les faits. Le Conseil européen "de printemps", qui a rassemblé, les 25 et 26 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement, apporte une réponse on ne peut plus claire : il convient, pour l'Europe de Maastricht, d'accélérer les réformes au niveau des Etats membres, afin de poursuivre "la stratégie de Lisbonne" (c'est-à-dire les privatisations, au nom de l'ouverture à la concurrence) (...).

Dans le point 7 du relevé de conclusions, il est prescrit : "*Il convient d'accélérer sensiblement le rythme des réformes*" (...). Point 14 : "*Le Conseil européen encourage vivement les Etats membres (...) à réduire la dette publique en accentuant les réformes dans les domaines de l'emploi, de la santé et des retraites.*" Point 29 : "*La modernisation des systèmes de protection sociale, en particulier des systèmes de retraite et des systèmes de santé (...), joue un rôle capital.*" Ne faut-il pas constater, ainsi que le démontre ce journal, que la campagne visant à détruire la Sécurité sociale est impulsée par l'Union européenne (...) ? »

*Informations ouvrières, n° 2188 (643),  
2 juin 2004*



## **Rédaction, administration et correspondance**

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

**87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France**

**Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Daniel Gluckstein**

### **Comité de rédaction :**

Jean-Pierre Barrois, Andreu Camps, Robert Clément, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Christel Keiser, Daniel Gluckstein, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Bésil*), Paul Nkuzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*Etats-Unis*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



---

Commission paritaire : n° 0708 G 84847 - ISSN 0294-359X